

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 4 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Débat sur le troisième âge au Luxembourg
Pollution répétée de cours d'eau

p. 84
p. 95

Sommaire des séances publiques n°s 6 et 7
Sommaire des questions parlementaires

p. 103
p. Q101

6^e séance
7^e séance

Mercredi 23 octobre 2019
Jeudi 24 octobre 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Commémoration des 75 ans de la Bataille des Ardennes

Mme Nancy Pelosi reçue à la Chambre



de gauche à droite : S. E. M. James Randolph Evans, Ambassadeur des États-Unis au Luxembourg, S. E. Mme Nancy Pelosi, Présidente de la Chambre des Représentants des États-Unis, S. E. M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés, S. E. M. Gaston Stronck, Ambassadeur du Luxembourg aux États-Unis

« Seuls la dévotion et l'engagement des soldats américains ont prévenu un désastre au Luxembourg à la fin de la Deuxième Guerre mondiale », a constaté M. le Président de la Chambre des Députés Fernand Etgen en s'adressant à la Présidente de la Chambre des Représentants des États-Unis, Mme Nancy Pelosi.

En marge de leur présence aux commémorations pour les 75 ans de la Bataille des Ardennes, Mme Nancy Pelosi et seize parlementaires républicains et démocrates étaient les invités de la Chambre des Députés où ils ont rencontré les membres du Bureau ainsi que de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

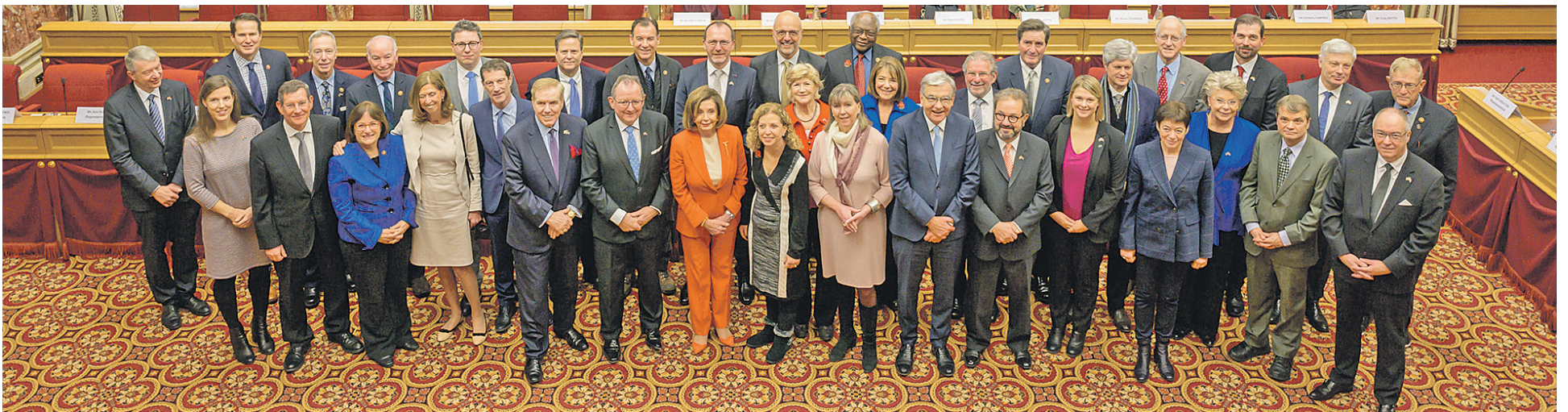
Tout en remerciant le Président de la Chambre pour l'accueil chaleureux, Mme Nancy Pelosi a transmis un message d'amitié sous forme d'une résolution votée unanimement par les deux chambres du Parlement américain. Elle a rappelé que le Luxembourg et les États-Unis partagent des valeurs communes de même que des intérêts commerciaux et collaborent dans le domaine de la sécurité.

« Nous devons apprendre les leçons du passé puisque l'histoire risque de se répéter », affirmaient les membres de la délégation américaine, tandis que du côté luxembourgeois, les interlocuteurs ont souligné l'importance de valeurs comme la solidarité et l'inclusion.

Le positionnement du Luxembourg en matière spatiale et le projet Google pour la construction d'un parc de serveurs ont également été invoqués.

Tandis que Mme Nancy Pelosi a relevé les mérites de la Grande-Duchesse Charlotte lors de son exil aux États-Unis et du Grand-Duc Jean qui, prince à l'époque, avait participé à l'invasion en Normandie, le Président de la Chambre a remémoré combien les investissements américains étaient importants pour la relance économique du Grand-Duché après la Deuxième Guerre mondiale.

Finalement, M. Fernand Etgen est revenu sur l'histoire pour illustrer qu'au tournant du 20^e siècle, un tiers de la population du Grand-Duché avait émigré aux États-Unis. Actuellement, 350.000 habitants des États-Unis ont des origines luxembourgeoises.



Les délégations parlementaires américaine et luxembourgeoise

100 JOER



#WIELEWATMIRSINN

ALLGEMEINT
WAHLRECHT

EXPO | 27.09.19 — 06.09.20

#wielewatmirsinn
100 Jahre allgemeines
Wahlrecht in Luxemburg.
Begleitband zur Ausstellung.

Dieser Sammelband begleitet die Ausstellung, die im Nationalmuseum zu sehen ist, und folgt dabei dem Werdegang des Wahlrechts in Luxemburg.

Mit Beiträgen von:
Éloïse Adde, Christa Birkel, Michel Dormal, Ben Fayot, Fernand Fehlen, Gilles Genot, Germaine Goetzing, Georges Hellinghausen, Christiane Huberty, Raphael Kies, Régis Moes, Michel Pauly, Philippe Poirier, Marc Schoentgen, Tobias Vetterle, Renée Wagener.

ISBN: 978-2-87985-629-2 | Preis: 32 €

Verkaufspunkte: MNHA und Buchhandlungen



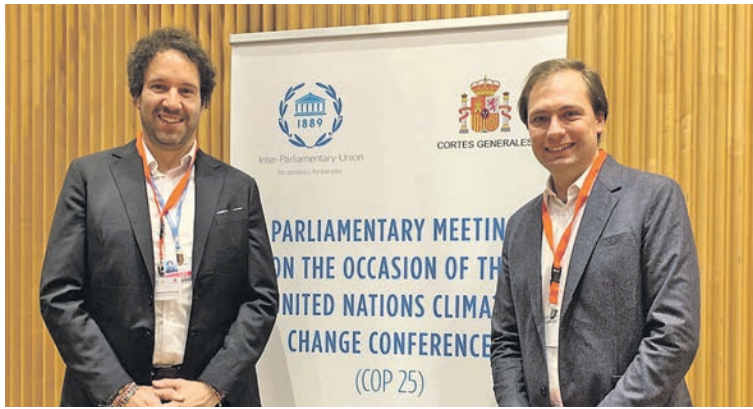
Musée national
d'histoire et d'art
Luxembourg

MNHA



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Deux députés à la COP25



M. François Benoy et M. Paul Galles (à droite)

« Nous pouvons rester optimistes, mais on n'a plus aucun temps à perdre. » Voici le constat partagé des deux députés luxembourgeois, M. François Benoy, Président de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, et M. Paul Galles, qui ont assisté à la 25^e édition de la Conférence des Parties (COP) à Madrid. La conférence sur le climat des Nations Unies qui s'est terminée le 13 décembre 2019 a eu pour objectif de régler les derniers aspects techniques de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de préparer le terrain pour la relève de l'ambition climatique en 2020.

Sur place, M. Paul Galles a dit pouvoir confirmer son sentiment qu'il y a urgence. « C'est pour cela que c'est fantastique de voir qu'il y a un vrai mouvement politique global qui vise à sauver la planète », a-t-il ajouté. Seul bémol pour les députés : « On se rend compte que toutes les avancées peuvent être en vain quand un tout petit nombre de pays freinent tout », a fait remarquer M. François Benoy.

« À nous de légiférer et de faire pression »

Pour les deux députés, la présence des parlementaires à la COP est im-

portante : « C'est à nous de légiférer et de faire pression pour faire avancer la transition vers une société respectueuse des enjeux climatiques », a expliqué M. Benoy.

Les rencontres faites à la COP avec des décideurs, des scientifiques, mais également des activistes et des ONG leur ont apporté de nouvelles visions, des stratégies concrètes et des contacts dans le monde entier qui aideront à agir au Luxembourg.

« En fin de compte, il s'agit surtout de trouver des moyens pour financer la transition », a dit M. Paul Galles qui a mis en évidence le rôle que le Luxembourg joue et peut jouer dans la finance verte.

Pour les deux députés, la participation à la COP était une première. Ils ont pris la relève du duo Henri Kox et Marco Schank, qui avaient représenté la Chambre des Députés aux sommets climatiques des dernières années.

En marge de la COP, M. François Benoy et M. Paul Galles ont également participé à une réunion de l'Union interparlementaire à laquelle des experts et une centaine de parlementaires issus d'une trentaine de pays ont exposé l'urgence d'une action parlementaire en vue de limiter les effets de la crise climatique.

Eng nei Deputéiert vereedegt



Während der öffentlichen Sitzung vom 3. Dezember 2019 huet d'Madamm Francine Closener (LSAP) den Eed op d'Veerfassung ofgeluecht.

Si ersetzt den Här Marc Angel aus dem Walbezierk Zentrum, deen no 15 Joer engagierter Aarbecht an der Chamber als iwwerzeegten Europäer an d'Europaparlament wiesselt.

D'Madamm Closener ass déi nei Presidentin vun der Lëtzebuurger Delegation am Benelux-Parlament.

« Engagement pour un Benelux fort et uni »

« Le Benelux et son Parlement font preuve d'une dynamique extraordinaire ! » C'est ainsi que dans son discours de bienvenue M. le Président de la Chambre des Députés Fernand Etgen a accueilli les parlementaires des trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) à la Chambre des Députés dans le cadre de la séance plénière du Parlement Benelux les 6 et 7 décembre 2019. Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Chambre des Députés exerce la présidence du Parlement Benelux et le député luxembourgeois Gusty Graas en est le Président pour une durée de deux ans.

M. Fernand Etgen s'est réjoui « d'un engagement pour un Benelux fort et uni » avec un programme s'inscrivant dans les priorités politiques partagées par les trois pays. En effet, au cours de la dernière année, les parlementaires du Benelux ont discuté des sujets tels que la mobilité du travail, la traite des êtres humains ou encore l'agriculture biologique.

« Le Benelux en tant que précurseur numérique en Europe » était le fil conducteur de cette troisième séance plénière de l'Assemblée sous présidence luxembourgeoise, au cours de laquelle les députés ont discuté avec des experts sur des sujets liés à l'intelligence artificielle et la re-

connaissance faciale, l'apprentissage du codage dans les écoles, la formation continue en technologie numérique ou encore aux défis pour concilier les données ouvertes et la protection des consommateurs.

« Achever le marché numérique unifié dans l'Union européenne »

Les parlementaires ont adopté une recommandation demandant une meilleure coopération dans le domaine numérique entre les trois pays du Benelux. Elle met l'accent sur le parachèvement du marché numérique unifié dans l'Union européenne et sur le rôle de précurseur que le Benelux doit jouer à cet égard. La recommandation des parlementaires suggère d'établir une liste d'actions concernant des initiatives concrètes pour compléter le marché numérique unifié.

Ces actions devraient se concentrer sur le rôle de l'enseignement dans le cadre de l'acquisition de compétences numériques et sur la lutte contre les effets néfastes de la numérisation des services. Finalement, la recommandation préconise le soutien aux start-up innovantes dans le cadre de la coopération transfrontalière entre régions ainsi que la coopération entre les pays du

Benelux dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Lutte contre la traite des êtres humains dans le domaine de la technologie

Les députés ont également formulé une recommandation concernant la lutte contre la traite des êtres humains dans le monde virtuel. Ils demandent aux trois Gouvernements de mettre les mineurs et les jeunes en tant que potentielles victimes les plus vulnérables au centre de leurs efforts et de se connecter avec « leur monde » en fournissant des informations dans les écoles et en déployant des programmes de médias sociaux de protection et de résilience.

En outre, les parlementaires demandent de coopérer pour mettre en place des cadres et instruments juridiques qui permettent aux autorités d'enquête de collaborer au-delà des frontières et d'utiliser Internet comme source d'éléments de preuve dans des enquêtes ou des affaires pénales.

Finalement, les parlementaires font appel aux trois Gouvernements d'unir leurs forces dans le domaine numérique pour promouvoir une coopération structurelle transfrontalière multidisciplinaire entre les ser-

vices de police, les ministères de la justice et les acteurs dans le domaine des droits de l'homme.

Relations Benelux-Visegrad : « des échanges francs, ouverts et cordiaux »

« Nos échanges sont francs, ouverts et cordiaux » : tels étaient les mots choisis par le Président du Parlement Benelux, M. Gusty Graas, pour qualifier les relations entre les trois pays du Benelux et les quatre pays du Groupe de Visegrad (un groupe informel regroupant la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et la Pologne). M. Gusty Graas avait participé en mars dernier à la première rencontre des Présidents de Parlement du Benelux et du Groupe de Visegrad (V4). Le souhait du Président du Parlement Benelux est de renforcer et d'approfondir le dialogue interparlementaire entre ces deux assemblées, d'où son intention d'inviter les Présidents des quatre Parlements du Groupe de Visegrad à la prochaine séance plénière du Parlement Benelux qui aura lieu en juin 2020. « La coopération structurée entre pays voisins est plus essentielle que jamais », a souligné de son côté le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Au cours de son allocution devant les parle-

mentaires du Benelux, le Président du Parlement tchèque, M. Radek Vondráček, a insisté sur l'importance de coordonner les points de vue entre les différentes régions de l'Union européenne. Selon lui, un consensus régional peut aider à trouver un consensus au niveau européen. Il a annoncé qu'une des priorités de la présidence tchèque du Groupe V4 sera de « trouver l'unité là où il y a de la diversité ».

Qu'est-ce que le Parlement Benelux ?

L'Assemblée interparlementaire Benelux, dite « Parlement Benelux », informe et conseille les Gouvernements belges, néerlandais et luxembourgeois sur les différents sujets discutés en son sein. Elle se compose de 49 députés, dont 21 Belges, 21 Néerlandais et 7 Luxembourgeois. L'acronyme « Benelux » incorpore le nom des trois pays : Belgique, Nederland, Luxembourg. Les membres effectifs de la délégation luxembourgeoise sont Mme Francine Closener (LSAP), Présidente de la délégation, Mme Diane Adehm (CSV), M. Alex Body (LSAP), M. Gast Gibéryen (ADR), M. Gusty Graas (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng) et M. Gilles Roth (CSV).



Les participants à la troisième séance plénière du Parlement Benelux sous présidence luxembourgeoise

Visite du Président du Parlement tchèque

Le Président du Parlement tchèque, M. Radek Vondráček, a été reçu le 5 décembre 2019 à la Chambre des Députés par M. le Président Fernand Etgen et les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Union européenne, immigration et politique énergétique

Le Président Fernand Etgen a lancé les discussions en abordant le positionnement de la République tchèque par rapport à l'UE. Selon M. Fernand Etgen, le Luxembourg, en tant que petit pays, a toujours profité d'une Union forte. Il a voulu connaître l'opinion de son interlocuteur, alors que la République tchèque, par la voix de son Premier Ministre Andrej Babiš, semblerait privilégier le rôle des États nations.

Pour M. Radek Vondráček, les positions de la République tchèque s'alignent souvent avec celles des autres membres de l'UE et il y a davantage de points d'accord que de désaccord à son avis. Il a critiqué dans ce contexte le rôle et le fonctionnement des médias, dont le mode opératoire ne permettrait pas le temps nécessaire à l'échange d'idées, ce qui mènerait à des malentendus. Il en déduit l'importance des rencontres personnelles pour pouvoir s'échanger et a cité l'exemple de la Conférence des Présidents de Parlement des pays Visegrad et Benelux organisée en partie sur son initiative.

Le Président du Parlement tchèque a tenu à faire remarquer qu'il « serait toujours la personne qui cherchera à combler les écarts » entre les pays européens de l'est et de l'ouest. Il a également regretté l'éloignement qui peut exister entre parlements nationaux et parlementaires européens et dit accorder une grande importance à la discussion sur les modèles de coopération et de rapprochement dans ce domaine.



Le Président du Parlement tchèque, M. Radek Vondráček (1^{re} rangée, 4^e de gauche), et sa délégation reçus à la Chambre des Députés.

La discussion a porté en outre sur la politique migratoire de la République tchèque, qui a été critiquée pour son refus d'accepter les quotas de migrants imposés au niveau européen.

« La République tchèque sait accueillir des immigrés »

Pour M. Radek Vondráček, la procédure migratoire tchèque fonctionne bien. Il a cité Prague, ville dans laquelle un élève sur cinq n'est pas de nationalité tchèque, avec des po-

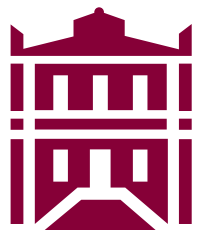
pulations originaires surtout d'Ukraine ou de Slovaquie.

L'accueil d'une immigration illégale, pour la plupart issue d'agissements « de réseaux mafieux », ne serait selon lui pas la solution.

En ce qui concerne la politique énergétique tchèque et la part réservée au charbon dans le pays, M. Radek Vondráček s'est dit persuadé que la seule possibilité réaliste est l'énergie nucléaire.

Pour lui, il est important que l'énergie nucléaire soit perçue comme une énergie propre, ce qui est rendu difficile par le fait que le voisin autrichien s'oppose au développement de l'énergie nucléaire.

Vu la taille des deux pays, chaque site nucléaire serait toujours proche de la frontière autrichienne. La discussion serait cependant menée avec les partenaires autrichiens dans un esprit constructif.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N° 4 • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Équipements de véhicules à moteur

7295 - Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'adoption de Règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces Règlements

Le présent projet de loi a trait à une troisième révision de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur.

En effet, les règlements techniques applicables au secteur des véhicules à moteur font l'objet d'une harmonisation internationale dans le cadre de l'accord précité. Vu l'intensification croissante de la circulation automobile et l'augmentation parallèle du nombre d'accidents de la route de plus en plus graves, il a été nécessaire d'introduire des mesures législatives en

vue d'améliorer, autant que possible, la sécurité de la circulation routière et la protection de ses participants ainsi qu'en parallèle la protection de l'environnement, non seulement au niveau européen, mais à une échelle mondiale.

Le Grand-Duché de Luxembourg est devenu partie contractante par une loi du 1^{er} août 1971. Les principaux objectifs de la présente révision sont de renforcer l'attractivité de l'Accord de 1958 en introduisant l'homologation globale internationale par type de véhicule, d'améliorer les procédures d'élaboration des règlements et d'homologation et d'introduire une plus grande souplesse.

Transports internationaux ferroviaires

7321 - Projet de loi portant approbation des modifications :

1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999 et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de ses 24^e et 25^e sessions ;

2° et à ses appendices D, F et G ;

apportées lors de la 12^e assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, le 30 septembre 2015

La Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 « COTIF » a été approuvée au Grand-Duché de Luxembourg par une loi du 15 juin 2006 et ratifiée par l'Union européenne en 2011.

Elle compte actuellement 48 parties contractantes, situées en Europe, au Maghreb et en Asie respectivement au Proche-Orient.

La COTIF a institué l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, ayant son siège à Berne, avec comme mission de favoriser, d'améliorer et de faciliter, à tout point de vue, le trafic international ferroviaire, notamment en établissant des règles de droit uniformes relatives au transport de voyageurs et de marchandises en trafic international ferroviaire direct.

Les modifications que le projet de loi sous examen vise à approuver concernent tant le texte de la convention COTIF que celui de ses appendices D3, F4 et G5. Ces modifications ont

été décidées par la 12^e assemblée générale de l'OTIF. Les modifications de la Convention de base adoptées lors de la dernière assemblée générale ont essentiellement pour but de répondre, d'une part, à une recommandation du vérificateur des comptes au sujet notamment de la période que couvrent le budget et les comptes et, d'autre part, à une modification de l'article 20 de la COTIF soumise par la Commission d'experts techniques (CTE) pour lever une contradiction entre les règles applicables à la CTE et le besoin pratique de la CTE d'adopter des prescriptions techniques uniformes (PTU).

Il est par ailleurs proposé d'aligner la définition du « détenteur » figurant dans la COTIF sur celle qui a été adoptée par la Commission de révision dans le cadre de la modification des règles uniformes pour les contrats d'utilisation de véhicules (CUV) ainsi que de remplacer les termes « Communautés européennes » par « Union européenne » pour tenir compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.04.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

19.09.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

03.10.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.10.2019





Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.06.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

19.09.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

03.10.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.10.2019

Office national de l'accueil

7403 - Projet de loi

portant création de l'Office national de l'accueil (ONA) et portant modification de :

1° la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;

2° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

3° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

Par la création de l'Office national de l'accueil (ONA), le présent projet de loi se propose de réorganiser l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), afin de mieux répartir les compétences respectives tenant à l'accueil et à l'intégration entre les deux ministères concernés, à savoir :

- le Ministère des Affaires étrangères et européennes (pour ce qui est du volet « accueil ») et

- le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (en ce qui concerne le volet « intégration »).

L'ONA succédera ainsi à l'OLAI, reprenant les compétences prévues par la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg qui n'ont pas trait à l'intégration. En d'autres termes : uniquement à l'accueil.

Après l'entrée en vigueur de ce projet de texte, l'ONA sera rattaché au Ministère des Affaires étrangères et européennes où il figurera sous les attributions relevant des compétences du Ministre de l'Immigration et de l'Asile, tandis que le volet Intégration sera inclus au sein d'un département de l'Intégration du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Au vu du nombre toujours élevé des demandeurs de protection internationale (DPI), cette réorganisation administrative se justifie par le fait que les DPI doivent pouvoir s'adresser tout au long du traitement des demandes de protection internationale - et également pour tous les aspects de l'accueil comme l'hébergement et les autres conditions matérielles d'accueil - à un seul interlocuteur, en l'occurrence au Ministre ayant l'Immigration et l'Asile dans ses attributions.

Au niveau de l'accueil, cette réorganisation administrative contribuera notamment à :

- augmenter la capacité et la qualité du réseau d'hébergement,

- créer les structures adéquates pour l'encadrement de personnes nécessitant une protection spéciale, comme les mineurs non accompagnés, et

- prendre les mesures nécessaires conduisant à une plus grande autonomisation des réfugiés.

Le projet de loi 7403 trace un cadre bien défini pour les aides ponctuelles que le nouvel ONA pourra accorder dans des cas exceptionnels. Le soutien ponctuel devra maintenant être motivé

par des raisons tenant à la situation familiale, humanitaire ou de santé et couvrira par exemple les frais médicaux, l'achat de matériel scolaire, les frais de formation ou l'achat de produits d'hygiène.

Dans le même contexte, le projet de loi prévoit des règles très précises dans le cadre des subside ou des participations financières que le Gouvernement pourra accorder, en fonction des moyens budgétaires disponibles, aux communes et à des organismes pour la réalisation des missions en matière d'accueil et d'intégration.

Afin d'obtenir un subside, les conditions suivantes doivent être remplies :

- le montant ne peut dépasser 100.000 € et 75 % du coût total du projet ;

- avant la réalisation du projet, une demande doit être adressée au ministre, comprenant une estimation du coût total ;

- le suivi et l'évaluation du projet doivent être garantis par le bénéficiaire.

Une participation financière nécessite une convention, signée entre le bénéficiaire et l'État, qui détermine :

- les prestations à fournir par le bénéficiaire ;

- le type de la participation financière ;

- les modalités de coopération entre les parties contractantes, sauf la gestion qui est de la responsabilité du bénéficiaire.

Les aides accordées par le Gouvernement peuvent couvrir les dépenses suivantes :

- les frais courants d'entretien et de gestion ;

- les dépenses de personnel ;

- les frais résultant de collaborateurs occasionnels ou bénévoles ;

- les frais en relation avec le louage, l'entretien et la réparation des bâtiments et l'équipement mobilier ;

- les frais résultant des prestations spécifiques fournies par le bénéficiaire.

Les types de participation financière sont déterminés comme suit :

- une participation financière par couverture du déficit ;

- une participation financière par unité de prestation ;

- une participation financière forfaitaire ou par projet ;

- une participation financière mixte.

Gouvernance du Fonds Kirchberg

7420 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg

Le projet de loi a pour objectif d'améliorer la gouvernance du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg en introduisant des changements au niveau de sa structure de gestion. Jusqu'à présent, le Fonds Kirchberg a été essentiellement géré par le président du conseil d'administration, ensemble avec un comité exécutif composé de trois membres issus du conseil d'administration. Or, l'évolution du volume de travail et de la responsabilité afférente ne permet plus à des membres du conseil d'administration d'exécuter la gestion journalière du Fonds Kirchberg. Afin de permettre une professionnalisation accrue de la gouvernance, le présent projet de loi prévoit donc :

- la création d'un poste de directeur à plein temps, ayant une mission d'exécution et de gestion quotidienne du Fonds Kirchberg ;

- l'introduction d'un « Bureau » de quatre personnes en remplacement du comité exécutif actuel de trois personnes, qui sera présidé par le président du conseil d'administration et aura comme charges l'organisation, le suivi et le contrôle des travaux, l'élaboration de l'ordre du jour pour les réunions du conseil d'administration et l'assistance à la gestion quotidienne des travaux de l'établissement,

- ainsi qu'une extension du conseil d'administration de sept à neuf personnes.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 04.03.2019

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

20.06.2019 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.06.2019 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

17.10.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.10.2019

Loi du 6 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 830, page 1

Marché de produits pétroliers

7439 - Projet de loi modifiant la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers

Conformément à l'article 22 de la directive 2009/119/CE du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers, la Commission européenne a procédé à une évaluation du fonctionnement de cette directive en ce qui concerne les méthodes de calcul des obligations de stockage.

Cette évaluation a mis en évidence la nécessité d'apporter un certain nombre de modifications techniques à ladite directive afin d'en faciliter la mise en œuvre. Ces modifications techniques ont été actées dans la directive d'exécution (UE) 2018/1581 du 19 octobre 2018 modifiant la directive 2009/119/CE précitée.

Étant donné que la directive 2009/119/CE avait été transposée par la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers, il a y lieu de refléter les modifications apportées par la directive (UE) 2018/1581 par le biais d'une adaptation de cette même loi. Le projet de loi sous rubrique se propose donc de modifier la loi précitée du 10 février 2015 pour ainsi transposer les dispositions de la directive d'exécution (UE) 2018/1581.

Les principales modifications sont les suivantes :

- Le début de l'application de la nouvelle obligation de stockage annuelle est reporté de trois mois afin de donner aux États membres un délai supplémentaire pour mener à bien leurs procédures administratives internes et pour fa-

ciliter la mise en conformité, tout en offrant un potentiel de réduction des coûts.

- Dans la directive 2009/119/CE, le règlement (CE) n°1099/2008 du 22 octobre 2008 concernant les statistiques de l'énergie constitue une référence pour l'identification des différents produits pétroliers pertinents aux fins du calcul de l'obligation de stockage et du niveau des stocks de sécurité et des stocks spécifiques détenus, ainsi qu'aux fins de l'établissement des rapports. Ledit règlement européen a été modifié à plusieurs reprises. De ce fait, les références à des dispositions spécifiques de ce règlement dans la directive 2009/119/CE étaient devenues obsolètes et la directive d'exécution les a adaptées pour qu'elles renvoient aux dispositions appropriées dudit règlement européen modifié.

- L'application de deux formules différentes pour le calcul des quantités de naphta selon que le rendement en naphta au cours de l'année précédente était inférieur ou supérieur à 7 % a entraîné, pour certains États membres, des fluctuations dans les obligations de stockage qui sont susceptibles d'entraîner une lourde charge financière et un défaut de conformité, sans que ne le justifient les objectifs de la directive 2009/119/CE. En supprimant le seuil de 7 % et en proposant les mêmes options à tous les États membres, la directive d'exécution fait en sorte que les inégalités et les fluctuations injustifiées devraient être supprimées.

En outre, le projet de loi corrige un certain nombre d'erreurs matérielles.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 05.02.2019

Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président : M. Max Hahn) :

05.06.2019 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

16.10.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.10.2019

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 02.05.2019

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

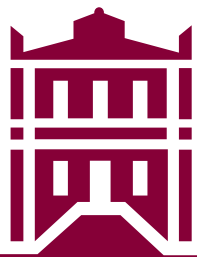
(Président : M. François Benoy) :

25.09.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

16.10.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 24.10.2019



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

3. 7482 - Proposition de loi concernant le reboisement en milieu urbain

7483 - Proposition de loi instituant un dialogue citoyen permanent au Grand-Duché de Luxembourg

7484 - Proposition de loi

modifiant la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification :

1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché ;
2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs ;
3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
5. de la loi modifiée du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects

7485 - Proposition de loi

1. modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
2. modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »

7486 - Proposition de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs

7487 - Proposition de loi modifiant la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes

- Déclarations de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président

4. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président

5. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

- M. Fernand Etgen, Président - Mme Chantal Gary

6. Changements de composition des commissions parlementaires

- M. Fernand Etgen, Président

7. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale

- M. Fernand Etgen, Président

8. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 61 du 23 octobre 2019 de M. Marco Schank relative à la création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics, adressée à M. le Ministre délégué à la Sécurité intérieure

- M. Marco Schank - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Sécurité intérieure

Question n° 62 du 22 octobre 2019 de M. André Bauler relative à la création éventuelle d'un musée sur l'art romain et l'architecture romaine à Schieren, adressée à Mme la Ministre de la Culture

- M. André Bauler - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

Question n° 63 du 23 octobre 2019 de M. Sven Clement relative à l'embauche des « Quereinsteiger » dans l'enseignement primaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- M. Sven Clement - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 64 du 23 octobre 2019 de M. Marc Angel relative aux chiffres clés de l'emploi dans la Fonction publique de l'État publiés en date du 22 octobre 2019, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

- M. Marc Angel - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique

Question n° 65 du 23 octobre 2019 de M. David Wagner relative aux suites du conflit social entre les salariés de RTL Group et la direction, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias

- M. David Wagner - M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

Question n° 66 du 22 octobre 2019 de M. Marc Hansen relative au fonctionnement de l'application de paiement Digicash, à un problème de protection des données personnels et au potentiel d'abus afférent, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias et à M. le Ministre de la Digitalisation

- M. Marc Hansen - M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation

Question n° 67 du 23 octobre 2019 de Mme Octavie Modert relative aux transferts pour soins de santé à l'étranger, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Mme Octavie Modert - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Question n° 68 du 22 octobre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative au statut de l'athlète de haut niveau, adressée à M. le Ministre des Sports

- Mme Stéphanie Empain - M. Dan Kersch, Ministre des Sports

Question n° 69 du 23 octobre 2019 de Mme Viviane Reding relative au déploiement du réseau 5G, adressée à M. le Ministre de la Digitalisation

- Mme Viviane Reding (intervention de M. Alex Bodry) - M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation

9. Question élargie n° 18 de M. Dan Biancalana relative à l'industrie du film

- M. Dan Biancalana - M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

10. Question élargie n° 17 de M. Marco Schank relative au plan national d'action handicap

- M. Marco Schank - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

11. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

- M. Fernand Kartheiser

12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du troisième âge au Grand-Duché de Luxembourg

- Exposé : M. Marc Spautz (interventions de M. André Bauler et M. Alex Bodry) (dépôt des motions 1 à 4)

- Débat : M. Max Hahn - Mme Tess Burton - M. Charles Margue - M. Georges Engel - M. Marc Baum - M. Marc Goergen (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Alex Bodry)

- Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Vote sur la motion 1 (rejetée) (interventions de M. Roy Reding, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Gilles Roth)

- Votes sur les motions 2 à 4 (rejetées)

13. 7403 - Projet de loi

portant création de l'Office national de l'accueil (ONA) et portant modification de :

1° la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;

2° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

3° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

- Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn (dépôt de la motion 1)

- Discussion générale : M. Paul Galles (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Angel - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Marc Angel) - M. Marc Baum - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1 : M. Marc Angel - M. Fernand Kartheiser - M. Paul Galles - Mme la Ministre Corinne Cahen

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

14. 7295 - Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'adoption de règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces règlements

- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back

- Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Max Hahn - M. Jeff Engelen

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

15. 7321 - Projet de loi portant approbation des modifications :

1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999 et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de ses 24^e et 25^e sessions ;

2° et à ses appendices D, F et G ;

apportées lors de la 12^e assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, le 30 septembre 2015

- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back

- Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Max Hahn

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

16. 7420 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg

- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back

- Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

17. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'invitation du Gouvernement à aborder, dans le cadre des instances politiques et militaires de l'OTAN, les modalités de coopération des alliés avec la Turquie

- Discussion générale : Mme Stéphanie Empain - M. Marc Angel - Mme Viviane Reding - M. Eugène Berger - M. Marc Baum - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Angel - Mme Stéphanie Empain

- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense - M. Fernand Kartheiser - M. le Ministre François Bausch

- Vote sur la motion (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson et M. Henri Kox, Ministres.



(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale*.- Neen, Här President.

2. Communications

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, a vun deenen, déi vum Rôle gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech dann nach folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

Den 8. Oktober 2019 huet d'Presidentin vum Statsrot matgedeelt, datt de Poste vun engem Statsconseiller, dem Här René Kollwelter, vakant ginn ass. Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisation vum Statsrot an an den Artikelen 119 bis 130 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, ee Kandidat fir de Poste vum Statsconseiller ze bezeichnen. Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spëtstens den 13. November 2019. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzerechen, déi beleen, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfüllt sinn, dat heescht, et muss een:

- 1) d'Lëtzeburger Nationalitéit hunn,
- 2) am Besëtz vun den zivilen a politeschen Rechten sinn,
- 3) am Grand-Duché residéieren a
- 4) den Alter vun 30 Joer erreicht hunn.

Esou wéi den Artikel 6 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisation vum Statsrot et virgesinn, huet eis de Statsrot folgend zwee Profiller matgedeelt, déi d'Chamber an hirem Choix leede sollen: éischtens, eng Persoun, déi en Ofschlossdiplom an der Medezin huet, oder zweetens, eng Persoun, déi en Ofschlossdiplom vun engem kompletten Zyklus am Droit huet, mat enger Berufserfahrung am Privatrecht oder am Schutz vun de Biergerrechten.

Et ass ze bemerken, datt den Artikel 7 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisation vum Statsrot an den Artikel 125 vum Chambersreglement virgesinn, datt d'Chamber beim Choix vun dem Kandidat an der ëffentlecher Sitzung soll drop oppassen, datt d'Zesummesetzung vum Statsrot déi vun de Parteien an der Chamber soll erëmspigelen, ënnert der Konditioun, datt déi jeeeweileg Partei bei deene leschten zwou Legislativwahlen op d'mannst dräi Sëtz kritt hunn.

Ech erënneren lech drun, datt all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun där festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bälzeleën, déi d'Äverständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 23 octobre 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7488 - Projet de loi portant approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne relative à l'assainissement des eaux usées, à la protection des captages d'eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates, faite à Martelange, le 9 avril 2019

Dépôt : M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, le 10.10.2019

7489 - Projet de loi portant modification des articles L. 234-51, L. 234-52, L. 551-2, L. 551-5 et L. 552-1 du Code du travail

Dépôt : M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, le 11.10.2019

7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts du 22 mai 1931 (Abgabenordnung) ;

2° la loi du 27 juillet 1938 portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 28 mars 1997 concernant l'exploitation des chemins de fer et 1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946 ; 2° approuvant les statuts modifiés de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) ; 3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL et 4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire ;

7° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

8° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant :

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilés sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Dépôt : M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*, le 14.10.2019

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023

Dépôt : M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*, le 14.10.2019

7490 - Projet de loi sur les transports publics

Dépôt : M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, le 15.10.2019

7491 - Projet de loi portant modification de l'article L. 621-2 du Code du travail

Dépôt : M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, le 15.10.2019

Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

4715 - Projet de loi relative à la protection et à la conservation du patrimoine culturel

Dépôt : Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, le 17.10.2000

Retrait du rôle des affaires : 22.10.2019

3) Les demandes de pétition publique et les demandes de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

1400 - Demande de pétition publique : Introduction de concepts tels que les zones à faibles émissions/zones à très faibles émissions/zones à zéro émission au Luxembourg et dans d'autres villes

Dépôt : Elena Kazmina, le 08.10.2019

1401 - Demande de pétition publique : Harmonisation par la couleur jaune de tous les pistolets à diesel dans les stations d'essence de Luxembourg

Dépôt : André Georges Dessouroux, le 08.10.2019

1402 - Demande de pétition publique : Personnes endettées fortement - Aide étatique au remboursement intégral de toutes leurs dettes

Dépôt : Fabien Polain, le 09.10.2019

1403 - Demande de pétition publique : Consigne sur toutes sortes de bouteilles PET et canettes

Dépôt : Paulo Dos Santos, le 09.10.2019

1404 - Demande de pétition publique : Petition für die Erschaffung einer Petitionsapp

Dépôt : Fabien Raison, le 09.10.2019

1405 - Demande de pétition ordinaire : Personnes endettées fortement - Faire interdire à toutes les entreprises et ministères quelconques d'ajouter des frais supplémentaires sur les factures non apurées quelles qu'elles soient. Si une personne n'est pas en mesure de payer, c'est qu'elle a rencontré un incident dans sa vie qui est complètement indépendant de sa volonté.

Dépôt : Fabien Polain, le 09.10.2019

1406 - Demande de pétition ordinaire : Il faut intensifier les contrôles routiers sur l'autoroute par des véhicules de police banalisés pour les personnes qui ont pour habitude de rouler sur la bande de gauche à faible vitesse, alors que le trafic ne justifie pas de se trouver à gauche.

Dépôt : Fabien Polain, le 09.10.2019

1407 - Demande de pétition publique : Reform der Schulferien - kürzere Sommerferien, längere Herbst- und Karnevalferien

Dépôt : Frank Goergens, le 10.10.2019

1408 - Demande de pétition ordinaire : Offallentsuergung an der Effentlechkeet

Dépôt : Andy Zahnen, le 10.10.2019

1409 - Demande de pétition publique : Das Verboten in Luxembourg von E-Scootern ou Interdiction des e-trottinettes

Dépôt : Thomas Erik Valanki, le 11.10.2019

1410 - Demande de pétition publique : Réduire radicalement l'utilisation de bouteilles en plastique au Luxembourg avec une législation qui interdit la vente de boissons en bouteilles plastiques dans tout le pays (ou, alternativement, rendre la consigne obligatoire)

Dépôt : Elisabeth Zisman, le 11.10.2019

1411 - Demande de pétition publique : Gratis ëffentlechen Transport ab 01/03/2020 fir d'Trajeten vum eisen Auslandsstudenten (Zuch, Bus, Tram, U-Bahn) Gratuité des transports publics à partir du 01/03/2020 pour les déplacements de nos étudiants à l'étranger (train, autobus, tram, métro)

Dépôt : Laura Tesser, le 12.10.2019

1412 - Demande de pétition publique : Adaptation à l'évolution du salaire minimum et du salaire minimum qualifié

Dépôt : Fabienne Moreau, le 13.10.2019

1413 - Demande de pétition publique : Une demi-journée de congé pour toute personne effectuant un don du sang

Dépôt : Alain Cossalter, le 14.10.2019

1414 - Demande de pétition publique : Petitioun fir Englesch als administrativ Sprooch zu Lëtzebuerg unzëerkennen: Annerung vum Sproochegesetz vun 1984

Dépôt : Justin Petkus, le 14.10.2019

1415 - Demande de pétition publique : Le suicide en lien avec l'activité professionnelle doit être reconnu comme un accident de travail

Dépôt : David Fernando Pereira, le 14.10.2019

1416 - Demande de pétition publique : Adoption unique des noms luxembourgeois des villes et villages

Dépôt : Claude Jonniaux, le 15.10.2019

1417 - Demande de pétition publique : (FR) Formaliser le statut de la langue anglaise au Grand-Duché et ouvrir certains domaines de la justice et de l'administration à l'anglais. (LU) De Status vum Engleschen zu Lëtzebuerg formaliséieren a verschidde Beräicher vun der Justiz a vun der Administration op Englesch accessibel maachen. (EN) Formalise the status of the English language in Luxembourg and open some areas of justice and administration to English. (DE) Den Status der englischen Sprache in Luxemburg festlegen und einige Bereiche der Justiz und der Verwaltung auch auf Englisch zugänglich machen.

Dépôt : Jacques Werner, le 16.10.2019

1418 - Demande de pétition publique : Loi pour interdire la mendicité de rue

Dépôt : Frederic Hilbert, le 16.10.2019

1419 - Demande de pétition publique : Classe d'impôt unique pour chaque être humain

Dépôt : Susana Pelicano, le 17.10.2019

1420 - Demande de pétition publique : Plastik muss weg aus unseren Geschäften

Dépôt : Sandra Olinger, le 18.10.2019

1421 - Demande de pétition publique : Nouveau jour férié : le 6 décembre, jour de la Saint-Nicolas !

Dépôt : Elisabeth Gonçalves, le 20.10.2019

1422 - Demande de pétition publique : (LU) Maximum vu gebrauchten Ënnerschrëften uweisen #4.500 / (FR) Afficher le maximum de signatures à atteindre #4.500

Dépôt : Joël Gangolf, le 21.10.2019

1423 - Demande de pétition ordinaire : Petitioun iwwert dee bëllegen Akt

Dépôt : Carlo Fallis, le 20.10.2019

4) Par courrier du 8 octobre 2019, Mme le Président du Conseil d'État a informé M. le Président de la Chambre des Députés que le mandat de M. René Kollwelter, conseiller d'État, est venu à terme.

La loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et les dispositions des articles 119 à 130 du Règlement de la Chambre des Députés prévoient que la Chambre des Députés sera appelée à désigner un candidat pour le poste de conseiller d'État devenu vacant.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 13.11.2019, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications et les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir :

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité) ;

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales) ;

3) résider au Grand-Duché de Luxembourg (certificat de résidence) ;

4) être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).

Conformément à l'article 6 de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et l'article 125 du Règlement de la Chambre des Députés a été proposé deux profils de candidats, destinés à guider la Chambre des Députés dans son choix. Ces profils se présentent comme suit :

1) une personne titulaire d'un diplôme de fin d'études de médecine ;

2) une personne titulaire d'un diplôme sanctionnant un cycle universitaire complet en droit et possédant une expérience professionnelle en droit privé ou en protection des droits des citoyens.

Il y a lieu de noter que l'article 7 de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et l'article 125 du Règlement de la Chambre des Députés prévoient que lors de la désignation du candidat en séance publique la Chambre des Députés devra veiller à ce que la composition du Conseil d'État tienne compte des partis politiques représentés à la Chambre des Députés à condition d'avoir obtenu au moins trois sièges au cours de chacune des deux dernières élections législatives.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Le saviez-VOUS ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

3. 7482 - Proposition de loi concernant le reboisement en milieu urbain

7483 - Proposition de loi instituant un dialogue citoyen permanent au Grand-Duché de Luxembourg

7484 - Proposition de loi

modifiant la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification :

1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché ;

2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs ;

3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

5. de la loi modifiée du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects

7485 - Proposition de loi

1. modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

2. modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »

7486 - Proposition de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs

7487 - Proposition de loi modifiant la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes

Déclarations de recevabilité

E weidere Punkt: An hirer Reunioun vum 17. Oktober 2019 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vu sechs Proposition-de-loien ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7482 iwwert de Reboisement en milieu urbain, déi den 9. Oktober vum Här Sven Clement deponéiert gouf, ëm d'Proposition de loi 7483 iwwert d'Aféiere vum engem Dialog mam Bierger, déi den 9. Oktober vum Här Sven Clement deponéiert gouf, ëm d'Proposition de loi 7484 iwwer eng Rei fiskal Mesuren am Beräich vum Wunnengsmaat, déi den 9. Oktober vum Här Marc Lies deponéiert gouf, ëm d'Proposition de loi 7485 iwwer eng Ofännerung vum Steiergesetz, déi den 9. Oktober vum Här Marc Lies deponéiert gouf, a schliisslech ëm d'Proposition de loi 7487, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Pacte Logement, déi den 9. Oktober vum Här Marc Lies deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech de Virschléi vum der Presidentekonferenz un, d'Proposition-de-loie 7482, 7483, 7484, 7485, 7486 a 7487 als recevable ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

(La proposition de loi n° 7482 est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire. La proposition de loi n° 7483 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle. Les propositions de loi n° 7484, n° 7485, n° 7486 et n° 7487 sont renvoyées à la Commission du Logement.)

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op. Duerch Arrêté grand-ducal vum 11. Oktober 2019 ass den Här Henri Kox an d'Regierung genannt ginn. Wéinst der Inkompatibilitéit vum Deputéiertemandat mat deem vum Regierungsmember, wéi am Artikel 54 (1) vun der Verfassung festgehalen ass, kann den Här Henri Kox säin Deputéiertemandat net weiderféieren.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Fernand Etgen, Président.- Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz et virgesäit, muss deemno e Suppleant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen aus dem Wahlbezirk Osten dozou opgeruff ginn, fir dat Mandat, wat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleanté festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dës Reiefolleg no ass den éischte Suppleant d'Madamm Chantal Gary.

Esou wéi den Artikel 6 (3) vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültegkeet vun de Pouvoiren vum Suppleant kontrolléiert, am Fall wou keng Zweifel a keng Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder duerch Bestietnis ugeet, bestinn.

Den zweeten Alinea vum Artikel 6 (3) preziséiert och nach, datt d'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatioune géife ginn.

D'Artikelen 6 (2) an 3 (1) vun eise Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Chantal Gary vum 19. Oktober 2019 (veuillez lire : 18. Oktober 2019) um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, folgend Piëcen ofginn huet:

- eng Kopie vum hirer Carte d'identité, fir ze bewisen, datt si Lëtzebuergerin ass an 18 Joer huet;

- e Certificat de résidence, fir ze bewisen, datt si am Grand-Duché leeft, souwéi

- eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Deklaratioun erkläert si, datt si net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierten bestuet ass an net iwwer Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder am zweete Grad Famill ass.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Mat der Awëllegung vun der Madamm Chantal Gary huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnf Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Chantal Gary hir zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgerichtlich duerch eng Verurteilung hiert Wahlrecht verluer huet, net duerch eng Verurteilung hir Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piëcen, datt:

a) d'Madamm Chantal Gary d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Wahlgesetz virgesi sinn;

b) d'Madamm Chantal Gary vu kenger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Wahlgesetz steet.

D'Pouvoir vum der Madamm Chantal Gary sinn deemno gültig.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dir kënt wannechgelift d'Madamm Gary era komme loossen.

Madamm Gary, ech bieden lech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun der Constitutioun virgesinn ass, an dee folgende Wortlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Hieft wannechgelift déi riets Hand a sot no mir: « Je le jure. »

Mme Chantal Gary (déi gréng).- Je le jure.

M. Fernand Etgen, Président.- Ech ginn lech Akt vum Eed vun der Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

Mme Chantal Gary (déi gréng).- Merci.

M. Fernand Etgen, Président.- An ech ginn lech direkt d'Wuert.

(Applaudissements)

Mme Chantal Gary (déi gréng).- Här President, léif Dammen, léif Hären, ech sinn immens houfreg drop, haut hei fir déi gréng stoen ze dierfen an Nofolgerin vum Henri Kox ze sinn. Ech sinn inspiréiert gi vun enger grousser, couragéierter a virun allem enger häerzlecher Fra, an zwar vu menger Bomi. Scho vu Klengem u sinn ech geléiert ginn, wat et heescht, op seng Émwelt opzepasst, se ze respektéieren a virun allem awer och se wäertzeschätzen.

Ech hat d'Chance, an enger grousser, an enger immens engagéierter Famill opzewuessen, wou ech geléiert gouf a virgelieft krut, wat et heescht, mat Éiergäiz, mat Ausdauer, mat Courage a mat Stolz eppes ze errechen, an dat ganz egal, ob een e Mann oder eng Fra ass.

Meng Passioun fir d'Natur, fir d'Émwelt a fir d'Interaktioun tëschent Mënsch a Raum huet mech zu mengem Studium vun der Geografie gefouert. A just fir eng Kéier kuerz op de Klischee anzegoen: Neen, an der Geografie léiert een net just d'Haaptstied vun de Länner auswenneg, mee et ass nach vill, vill méi.

(Hilarité)

Et geet vun der Ekologie iwwer Soziologie, iwwer Urbanismus, Stad- a Regionaluerschung, Entwécklungsuerschung an, an, an. An dat Faszinantst un där ganzer Saach ass: Alles hänkt zesummen. Et ass eent. Dat heescht, et ass eent vun deem aneren ofhängeg, dat heescht, et léiert een, vum lokale bis op de globalen Niveau d'Ofhängegkeete vuneneen ze gesinn. A genau dowéinst weess ech, datt een och mat kleng Schrëtt, mat ganz kleng Schrëtt Grousses erreeche kann.

Weiderhin hat ech als Geograf déi grouss Chance, vill verschide Länner ze besichen, divers Liewensraum, Mënschen, Kulturen, landwirtschaftlech Ubautechniken, Mentalitéiten kennenzéieren. An dat, wat sech an all deenen Erfahrungen erausgefiltert huet, ass, datt sech meng Grondastellung bestätegt huet, an zwar datt et liewesnoutwendeg ass fir Mënsch, Natur an Déier, datt een op seng Émwelt oppasst a se net verknascht.

No mengem Studium hunn ech zwee Joer bei Fairtrade Lëtzebuerg geschafft, enger ONG, déi haaptsächlech Sensibiliséierungsarbeit leescht. Just ganz kuerz: De fairen Handel setzt sech eebe fir fair Aarbechtskonditiounen bei de Baueren a bei de Produzenten am globale Süden an. Mee et geet net just ëm d'Landwirtschaft, och Konfliktmineralien an d'Textilindustrie si riseg Theemen an deem Beräich. Mee och hei am Land sollen a muss gerecht Aarbechtskonditiounen gi sinn.

No mengen zwee Joer bei Fairtrade Lëtzebuerg sinn ech bei de Verkéiersverbond komm. Hei hunn ech haaptsächlech Mobilitéitsplang fir Entrepreneuren ausgeschafft, wou ech dann och elo bei engem vu mengen éischte Kärtheeme sinn, an deem ech mech an Zukunft engagéiere wäert, der Mobilitéit, engem groussen a wichtege Sujet hei am Land.

Ech wëll just kuerz drop agoen, wéi ee sech eng multimodale Mobilitéit haut an eisen Zäite virstelle kann, an zwar schwätzen ech vun engem multimodale Mobilitéitsverhalen. Dat heescht net, datt ee keen Auto méi huelen däerf, mee dat heescht, datt een eng gewësse Flexibilitéit muss entgéintbréngen, esou wéi een dat deelweis scho bei ville Jonke gesäit, déi aus dem Ausland nees heemkommen a gewinnt sinn, hiert Mobilitéitsverhalen hirem Alldag unzepasst. Et heescht näamlech genau dat: säi Mobilitéitsverhale sengem Alldag respektiv senger aktueller Situatioun upassen.

Dat heescht, wann ech d'Méiglechkeet hunn, de Vélo, de Bus, den Zuch ze huelen oder Co-voiturage ze maachen, da maachen ech dat och. Mee wann ech d'Méiglechkeet net hunn, dann huelen ech den Auto. Mee dat ka jo och vun Dag zu Dag a vu Situatioun zu Situatioun variéieren. Doréms geet et. An natierlech mussen, fir des Flexibilitéit och méiglech ze maachen, attraktiv Alternative gi sinn. Dat ass kloer.

E weideren Dossier, an deem ech mech investéiere wäert, dat ass den Dossier vun der Agriculture an der Viticulture, e Sujet, dee mir perséinlech immens um Häerz läit. Wéi ech virdrun erwäänt hunn, sinn ech als Geograf scho vill gereest, an esou kënt et, datt ech am Beräich vun der Landwirtschaft e Benevolat, e

Stage respektiv eng Studierees am Burkina Faso, a Brasilien an am Peru gemaach hunn. Meng Erfahrungen heibäi gi vun der nohalteger Subsistenzwirtschaft iwwer Bioplantagë fir den Export bis zur brasilianescher Agrardekadenz. An och hei ass mäin Haaptmessage, datt eis Landwirtschaft respektiv eise Wäibau mussen op eng nohalteger Aart a Weis bewirtschaft ginn, well mer just esou gutt, gesond a qualitativ héichwäerteg Produite garantéiere kënnen.

Ech kommen aus dem Einzel-, awer och aus dem Equipement. A fir datt eng Equipement anstänneg funktionéiert, brauch ee ganz verschide Charakteren. Et brauch een en Teamleader, et brauch een e Séieren, et brauch een e Rouegen, deen awer genau am richtege Moment seng Aktioun bréngt, et brauch een en Impulsiven. An ech, ech sinn dee Gedëllege mat der laanger Ausdauer. A genau déi Charakterzich wäerte sech och hei a menger Aarbecht als Deputéierten zréckspigelen.

Wann Der mer nach e leschte Saz erlaabt, léif Dammen, léif Hären, wat ech immens wichteg fannen ze soen: Net just Politik muss a soll eppes bewierken, mee jiddere soll sech besosst sinn, datt all eenzel Persoun, egal wéi kleng oder grouss, wéi al oder jonk, eppes bewierke kann, agéiere kann, Responsabilitéiten iwwerhuele kann an esou Grousses bewierke kann.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

(Applaudissements)

Mme Chantal Gary (déi gréng).- Merci.

M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Madamm Gary.

6. Changements de composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Comptes ersetzt d'Madamm Chantal Gary den Här Marc Hansen.

An der Commission des Pétitions ersetzt d'Madamm Chantal Gary den Här Carlo Back.

An der Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt d'Madamm Chantal Gary d'Madamm Djuna Bernard fir de Volet „Égalité entre les femmes et les hommes“.

An der Commission de la Santé et des Sports ersetzt d'Madamm Chantal Gary d'Madamm Stéphanie Empain fir de Volet „Sports“.

An der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ersetzt d'Madamm Chantal Gary d'Madamm Stéphanie Empain.

An der Commission des Classes moyennes et du Tourisme ersetzt d'Madamm Chantal Gary den Här Carlo Back.

An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt d'Madamm Chantal Gary den Här François Benoy.

A schliisslech an der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt d'Madamm Chantal Gary den Här Marc Hansen.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale

D'Fraktioun vun deene Gréng proposéiert folgend Ännerung: Fir d'Zesummesetzung vun der Délégation auprès de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires, der COSAC, ersetzt d'Madamm Chantal Gary d'Madamm Djuna Bernard.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop



ze äntweren. Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 61 vum Här Marco Schank un den delegéierte Minister fir d'bannenzeg Sécherheet iwwert d'Schafe vun enger Spezialunitéit vun der Police fir den éffentlechen Transport.

Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 61 du 23 octobre 2019 de M. Marco Schank relative à la création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics, adressée à M. le Ministre délégué à la Sécurité intérieure

► **M. Marco Schank (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn eng Fro un deen neien delegéierte Minister fir bannenzeg Sécherheet. Mir hunn an der Vergaangenheet och als Fraktion des Éfteren op dëser Plaz déi lescht Joren eng Spezialunitéit vun der Police fir den éffentlechen Transport revendiquéiert.

An net méi spéit wéi den 28. Mäerz dëst Joer an enger Commissionssitzung huet den zoustännige Minister, deen an engems jo och Policeminister ass, eis versprach, et géif eng Unitéit kommen, eng Policeunitéit fir den éffentlechen Transport. D'Grënn duerfir brauch ech net nach eng Kéier hei auszeféieren, déi sinn offensichtlech. Wéi gesot, dat ass an Aussicht gestallt ginn. An ech wollt den delegéierte Minister fir bannenzeg Sécherheet froen, wou mer do stinn, well de Minister versprach hat, bis Enn des Joers géif déi Unitéit stoen. An duerfir meng Fro, wou datt mer do dru sinn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Schank. An elo huet den Här delegéierte Minister fir bannenzeg Sécherheet d'Wuert, den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox, Ministre délégué à la Sécurité intérieure.**- Merci, Här President. Merci och dem honorabele Marco Schank, fir kënnen hei op déi Fro ze äntweren. Ech wëll awer just drop hiweisen, dass eng äänlech Fro vum 3. Oktober 2019 vun de Kollege Dan Biancalana an Yves Cruchten scho beäntwert gouf. Ech erlabe mer awer, op déi verschidde Punkten anzegoen, déi hei erwänt gi sinn. Ech hunn och selbstverständlech kuerz Récksprouch mam Minister François Bausch geholl.

Dat éischt ass effektiv: Den Här Bausch ass net ofgeneigt, fir eng Spezialunitéit wëllen ze maachen. En huet awer mat de Gesprécher, déi se intern haten, e bëssen ofgewisen dovunner, well et net onbedéngt zu deem méi séchere Verhale respektiv fir déi, déi kontrolléieren nach déi, déi Passagéier sinn (veuillez lire : En huet awer no de Gesprécher, déi se intern haten, e bëssen ofgesinn dovunner, well et net onbedéngt zu engem méi séchere Verhale féiert, weeder fir déi, déi kontrolléieren, nach fir déi, déi Passagéier sinn).

En huet awer virgesinn, an dat ass och schon amgaangen, fir d'Unitéiten, déi souwuel ënnerwee sinn op de Garen, d'Unitéiten, déi ënnerwee sinn emol am Zuch, d'Cadence an d'Luucht ze hiewen. Dat ass de Moment och schon amgaangen ze geschéien. Dat si souwuel d'Douane, awer och d'Agents de sécurité extérieures, insbesonere wat d'Nuetsverhalen ubelaangt op deene méi kruzialen oder vläicht méi onséchere Plazen, dat ass erhéicht ginn. Déi Frequenz gëtt et de Moment.

Awer wat méi wichteg ass a wat lech vläicht méi Satisfaktioun gëtt, dat ass, dass dee Groupe de travail amgaangen ass ze tagen an och scho Resultater bruecht huet. Dee Groupe de travail - vläicht als Erënnerung, wien do matschaft -, dat ass souwuel de Ministère vun der Fonction publique, et sinn d'CFL, et ass den AVL, dat ass TICE, et ass LuxTram an et sinn d'Police an d'Douane.

Dat heescht, si hunn zwou Reunione gehat, zwou Reunionen, wou all d'Problemer beschwat gi sinn. An d'Missiou war, fir eeben e Konzept oder eng Legislatioun auszuschaffen, fir grad op déi Besoinen do kënnen Äntwerten ze ginn, souwuel fir déi, déi eeben d'Kontroll maachen, well do ass jo och den Onsicherheetsfacteur do, an natierlech fir den Usager, deen am Bus respektiv am Zuch ënnerwee ass.

Wéi gesot, zwou Reunione ware schon an d'Resultat vun deene Reunionen ass an Avant-projet de règlement grand-ducal. Deen ass iwwert de Summer fäerdeg gemaach ginn, deen ass de Moment nach an der Finalisatioun, e soll och bis Enn des Joers stoen. An dee Règlement grand-ducal baséiert sech op al Règlement-grand-ducalen. Déi datéieren awer scho vun e bësse méi laang, dat sinn der vun 1980, déi a sech just d'Spezifisitéit hate fir alles, wat vun Transport public oder régulier op de Stroosse war. Dat heescht, déi haten deemools weeder den Zuch nach de LuxTram an hirer Finalitéit. Dat ass elo ageschafft ginn, déi Froe vun der Sécurité sinn och mat dran - wie soll et maachen, wéi ass d'Regularitéit

dovun? -, soudass de Kader a sech nei gestach gëtt.

An ech ginn dovun aus, ech hunn dat awer elo nach net ausgemaach, ech ginn awer dovun aus, dass mer am Virfeld dann och an d'Chamberskommissioun kommen, wou mer de Règlement grand-ducal kënnen ausféierlech diskutéieren. A wa mer Adaptatiounen musse maachen, wäerte mer déi och nach maachen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kox. Mir kéimen dann un d'Fro Nummer 62 vum Här André Bauler un d'Kulturministesch iwwert déi eventuell Schafung vun engem Musée iwwert déi réimesch Konscht an Architektur zu Schieren.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 62 du 22 octobre 2019 de M. André Bauler relative à la création éventuelle d'un musée sur l'art romain et l'architecture romaine à Schieren, adressée à Mme la Ministre de la Culture

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. RTL huet de Méindeg geméiglech, e Musée op där doter Plaz, also op der Plaz vun der Villa ze bauen, vu dass d'Emgeungsstrooss B7 soll méi breet gemaach ginn? Riskéiert esou e Projet also net, en anere Projet ze hypothekéieren oder ze verhënneren?

Duerfir meng Froen un d'Madamm Kulturministesch: Ass et iwwerhaapt méiglech, e Musée op där doter Plaz, also op der Plaz vun der Villa ze bauen, vu dass d'Emgeungsstrooss B7 soll méi breet gemaach ginn? Riskéiert esou e Projet also net, en anere Projet ze hypothekéieren oder ze verhënneren?

Wéi steet d'Madamm Ministesch zu der Iddi vun esou engem Musée? kéint ee sech e Musée iwwert déi réimesch Kultur zum Beispill och um Territoire vun der Nordstad virstellen, vu dass och do ganz vill Fouillé gemaach gi sinn an och gemaach ginn an Objete fonnt goufen?

An zum Schluss: Wéi kéint een déi réimesch Kultur a Geschicht zu Lëtzebuerg méi geziilt an d'Vitruv stellen a pedagogesch valoriséieren?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bauler. An dann huet d'Madamm Kulturministesch, d'Madamm Sam Tanson, d'Wuert.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture.**- Merci, Här Bauler, fir d'Fro. Et sinn effektiv ganz impressionnant Saachen, déi fonnt gi sinn, am Laf vun de Joren d'ailleurs, zu Schieren. Well dat si Fouillen, déi lafe schon zënter den 90er Joren an Etappen. Emmer erëm wann nei Aarbechte geschitt sinn, sief et un der Strooss, sief et un de Lotissementer niewendrun, sinn d'Fouillen erëm lancéiert ginn. A si si verstärkt ginn opgrond vun enger Visitt zejoert vum Staatssekretär - de Grand-Duc, mengen ech, war esouguer mat derbäi -, wou dann decidéiert ginn ass, et géifen elo verstärkt Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir hei Fouillen ze maachen. An dat ass jo och elo geschitt.

An au fur et à mesure entdecken se wierklech immens schéin erhale Fresken, déi et absolut derwäert ass ze weisen. Mir sinn elo amgaange mat kucken, wéi mer dat maachen. Ob dat elo a Form vun engem Musée ass - dat ass direkt esou en héijen Term ... Mä wat mer onbedéngt musse kucken, ass, vu dass jo och elo Saache fräigeluecht ginn, dass déi gutt konservéiert gi während den Aarbechten.

Schieren ass net deen eenzege Site, dee mer esou hunn. Ech denken notament zum Beispill och un Dualem, wou och wierklech impressionnant Saache scho fonnt gi sinn a wou mer och virgesinn hunn, fir d'nächst Joer do erëm unzefänken, e Kader ze setzen, fir dat nach méi pedagogesch ze weisen. Dat ass eng Aufgab, déi mer eis ginn hunn.

Ech weess elo net genau, ënner wéi enger Form mer wäerten déi zwee Sitte valoriséieren. Mä et schéngt mer evident, dass mer dee Site do erhalen - en ass jo och klasséiert - an dass mer en och op eng Aart a Weis dem Public zougänglech maachen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Tanson. Da kéime mer un d'Fro Nummer 63 vum Här Sven Clement un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Astelle vu Quereinsteiger am Fondamental.

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 63 du 23 octobre 2019 de M. Sven Clement relative à l'embauche des « Quereinsteiger » dans l'enseignement primaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Här Bildungsminister, aktuell ass d'Unzuel vu Persounen, déi sech fir de Concours vum Stage am Enseignement fondamental mellen, net héich genuch, fir d'Unzuel u fräie Posten ze decken.

Duerfir gi vum Educationministère zousätzlech sougenannt „Quereinsteiger“ rekrutéiert, dëst op Basis vun engem Gesetz vum 2018. Well et sech bei dëser Prozedur duerfir ëm eng relativ nei Mesure handelt, ergi sech um Terrain elo eng Rei Froen. An de Fait, datt et an der Praxis elo véier verschidde Kategorië vu Persounen ginn, déi ënnerriichten, mécht et natierlech net méi einfach.

Do sinn et näamlech d'Offeren an d'Schoulmeeschteren, déi e Bachelor an de Sciences de l'éducation hunn, d'Quereinsteiger, d'Chargés de cours an nach d'Remplaçants temporaires, alle véier mat verschiddeenen Ausbildungen an awer um Terrain mat darselwechter Aufgab befrist, näamlech där, eise Kanner en interessanten an informative Cours an der Schoul ze bidden.

Duerfir wéilt ech dem Här Bildungsminister folgend Froe stellen:

Ass e Quereinsteiger, dee seng Coursen um IFEN, de Stage an och de Concoursexame gepackt huet, gläichgestallt mat enger Persoun, déi e Bachelor an de Sciences de l'éducation huet an de Stage och gepackt huet?

Kéint also e Quereinsteiger, dee seng Coursen um IFEN, de Stage an och den Examenconcoursexame gepackt huet, iergendwann och Direkter oder Schoulmeeschter fir Kanner mat Besoins spécifiques, also en I-EBS ginn?

Ass et fir Quereinsteiger méiglech, Coursen um IFEN an de Stage ze absolvéieren, mä de Concoursexamen eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt ze maachen? Falls jo, wéi vill Zäit dierf maximal tëscht dem Schreiw vum Examen an dem Hale vun der leschter Schoulstonn beziungweis dem Absolvéieren vum leschte Module um IFEN leien?

An dann nach: Ass de Minister der Meenung, datt d'Chargéen, déi méi wéi fënnf Joer Erfahrung am Beruff vun Enseignement hunn, déi néideg Qualifikatiounen hunn, fir och als Quereinsteiger uegoholl ze ginn? Falls deem net esou ass, wéi géif de Minister da rechtfertegen, datt dës Persounen trotzdeem eleng a Klasse Schoul halen? A falls deem esou ass, wéi gesinn d'Dispositiounen aus, fir datt déi am vollen Émfang vun den Dispositiounen vum Quereinsteigerprogramm kënnen profitéieren?

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci och dem Här Clement fir déi Fro hei, woubäi ech fir quasi d'komplett Envergue vun den Äntwerten op de Gesetzestext vum 2018 ka verweisen, wou d'Konditiounen drastinn, déi ee muss erfüllen, fir e sougenannt „Quereinsteiger“ ze ginn, wéi vill datt mer der iwwerhaapt iwwert deen dote Rekrutementswee kënnen astellen, wat d'Bedingunge sinn, fir duerno kënnen de Concoursexamen ze maachen.

An eng Saach wëll ech emol direkt virausschécken: Et ass ee vläicht Quereinsteiger dee Moment, wann een erakënn, an dat éischt Joer, wou een déi Formatioun do mécht. Mä wann een déi Formatioun gepackt huet, et huet ee sech dem Concours gestallt, et huet ee sech klasséiert, et huet een da säi Stage gemaach an et huet een deen och reusséiert a seng Nomination définitive kritt, dann ass een Enseignant, dann ass een Enseignant wéi all déi aner och, mat deeneselwechte Rechter an deeneselwechte Flichten an och all deene Méiglechkeeten, déi fir all Enseignant do virgesi sinn.

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, fir komplett ze sinn: Quereinsteiger kann ee jo ginn, wann een e Bachelor virweise kann a wann een deen och virweise kann an enger Matière, déi a Relatioun steet zu deem, wat am Enseignement fondamental ënnerriicht gëtt, a wann ee sech dann no där Selektioun, déi mer maachen, och där Formatioun do ka stellen.

Well mer deene Leit direkt e Contrat à durée indéterminée ginn, esou wéi et och am Gesetz steet, kann de Fall antrieden, datt ee sech herno eventuell net deenen Epreuve géif stellen, déi Epreuves do net géif reusséieren a

sech och dem Concoursexamen oder dem Concours net kéint stellen. Déi bleiwen dann als Chargé de cours an der A2-Carrière am Enseignement fondamental allerdéngs och an där Kategorie a wielen dann och an där Kategorie zukünfteg hir Tâchen, ginn also net Enseignant a kënnen domadder och keen Zougang hunn zu anere Kategorië vun Enseignanten, déi Der hei opgeléicht hutt.

Et ass relativ komplex, wa mer hei generell vun „Quereinsteiger“ schwätzen. Mir hu festgestallt, datt zum Beispill dëst Joer, wou mer fir d'Réentrée 2019/2020 184 Leit iwwert deen dote Wee rekrutéiert hunn, e gudden Deal vun deenen awer och e Bachelor en sciences de l'éducation haten a just iwwert dese Wee erakommen, well se d'Épreuve préliminaire nach net reusséiert hunn. Dat war och vun eis dës le départ esou geduecht, fir deenen eng Méiglechkeet ze ginn, déi Formatioun, déi se um IFEN maachen, net méi mussen an didaktischen a pedagogesche Matièreen ze maachen, mä datt se déi an där Sprooch kënnen maachen, wou se d'Preliminaire bis dohinner net gepackt hunn.

An och am leschte Joer hu mer gesinn, datt eng ganz Rei vu Kandidatinnen a Kandidaten, déi e puermol d'Preliminaire net reusséiert haten an enger Sprooch, domadder net konnten an hir Carrière erakommen an net konnten Enseignant definitiv ginn, datt déi déi Schwierigkeiten opgeschafft hunn an elo an hir Carrière konnten erakommen a sécherlech och besser enseignéieren, wéi dat bis elo de Fall war.

Vun deenen 184 sougenannten „Quereinsteiger“, déi mer dëst Joer geholl hunn, sinn der 45 %, déi e Bachelor am Domän vun der Educatioun hunn, am Domän vun der Pädagogie hunn, vun der Psychologie oder vun de Sciences sociales, also bal d'Halschent, déi eng Formatioun um Bachelorniveau hunn, déi awer ganz no zu deem passt, wat eigentlech och am Bachelor en sciences de l'éducation gelescht gëtt. 20 % sinn diploméiert mat engem Bachelor an enger Formatioun vun de Sproochen, bal 10 % an der Mathé, Économie oder Informatik an nach eng Kéier 7 % an de Sciences humaines, Sport oder Konscht, an eng bal 20 % dann an enger ganzer Panoplie vun ënnerschiddleche Formatiounen, déi sech elo net hei aklasséieren konnte loosser.

Dat weist nach eng Kéier, datt mer do dat erreecht hunn, wat mer wollten, näamlech datt mer Leit mat enger Bachelorqualifikatioun an den Enseignement erakriegen. Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, datt mer dat doten och nëmme an där Stéckzuel kënnen maachen, wéi mer beim Concours de recrutement net konnte rekrutéieren, fir oppe Posten ze besetzen.

Wéi war et virdrun, wéi mer déi Méiglechkeet do net haten? Do sinn herno Leit mat enger Première a véier Woche Stage agestallt ginn a konnten am Extreemfall och direkt op eng Klass gesat ginn, also mat dätlech mander Formatioun wéi hei bei de Quereinsteiger. Nach eng Kéier: Déi hunn e Bachelor an enger Matière, déi ganz no un deem ass, wat enseignéiert gëtt am Fondamental, a si maachen och nach eng Kéier 270 Stonne Formatioun an deem éischte Joer, fir se op hir Tâche ze preparéieren.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Meisch. Mir kéimen dann elo un d'Fro Nummer 64 vum Här Marc Angel un de Minister fir d'Fonction publique iwwert d'Schlüsselzuelen zu den Aarbechtsplazen an der Fonction publique.

Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 64 du 23 octobre 2019 de M. Marc Angel relative aux chiffres clés de l'emploi dans la Fonction publique de l'État publiés en date du 22 octobre 2019, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech dem Minister Marc Hansen felicitéieren fir dee Rapport, deen e gëschter presentéiert huet: « Chiffres clés de l'emploi dans la Fonction publique de l'État ».

Dësen exzellente Bericht, deen erlaabt den Abléck an den Opbau vum Emploi public an erlaabt och, d'Entwécklungen ze suivéieren. An dese Rapport, dee jo elo all Joer soll publizéiert ginn, wat ze begréissen ass, gëtt och Abléck an déi verschidde Statuts d'emploi, déi verschidde Secteuren, den Altersduerschneitt vun den Agentinnen an Agenten, an awer och d'Fro vum Genre gëtt analyséiert. An et ass zu dësem

leschte wichtege Punkt vum Genre, wou ech Froe wollt stellen.

Am Lëtzebuerger öffentlechen Déngscht schaffe laut dëser Etüd 28.326 Persounen. Dovunner sinn der 14.741 Fraen, dat sinn 52 %, an 13.585 Männer, wat 48 % duerstelt. Dat gesäit jo op den éischte Bléck ganz equilibriert aus. Mir wëssen och, dass et Secteure ginn, wou deen Equilibre net esou klappert, zum Beispill an der Educatioun, wou vu 14.018 Ugestallten 9.683 Frae sinn an nëmme 4.335 Männer. An der Force publique par contre schaffen nëmme 470 Fraen am Verglach zu 2.763 Männer. An an der Justiz, wou oft gemengt gëtt, d'Frae wieren an der grousser Majoritéit, ass d'Verhältnis effektiv zugonschte vun de Fraen, aver dach ginn no bei engem gesonden Equilibre.

Wat mech an awer vill Leit interpelléiert, ass dee groussen Desequilibrium bei de sougenannten „fonctions dirigeantes“, also bei de Fühungsstellen. Dës Fonctions dirigeantes gi jo laut Gesetz vum 9. Dezember 2005 fir eng renouvelabel Dauer vu siwe Joer besat. An hei sinn 251 Männer, 73 %, op Fühungsstellen an nëmme 93 Fraen, 27 %, op de Fühungsstellen.

Lewenswäert, mengen ech, mussen mer awer erwärmen, dass hei vill Effort gemaach gi sinn déi lescht Joer, well vun 2016 bis 2018 ass d'Zuel vun de Frae vun 81 op 93 geklommen. An ze hoffen ass, dass dësen Trend unhält, well mir wëssen: Et si genausou vill kompetent Frae wéi Männer um Aarbechtsmarché.

Dofir meng Froen un den Här Minister: Huet Are Ministère d'Ursache vun dësem Desequilibrium erkannt oder analyséiert? Falls jo, wat si se?

An zweetens: Wéi gedenkt Der virzegoen, fir am Kontext vun de Fonctions dirigeantes e besseren Equilibre zwëschen Fraen a Männer hierzestellen?

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Angel. Den Här Minister fir d'Fonction publique huet d'Wuert.

► **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Deputéierten Angel villmools Merci soe fir seng Fro an och dofir, dass en déi Aarbecht eng Kéier ennerstrach huet, déi an dem Ministère gelescht ginn ass, fir deen dote Rapport ze maachen.

Scho virun der Publikatioun hat ech de Memberen aus der Kommissioun vun der Fonction publique dat Dokument jo och zoukomme gelooss, well ech et och wichteg fannen, fir dass d'Informatiounen och existéieren an dass déi natierlech och disponibel sinn, fir all méiglech Froen, och vläicht politischer Natur, sech duerno ze stellen.

Déi Aarbecht war natierlech och just méiglech, well Dir d'lescht Joer hei - 2018 - de CGPO an d'Liewe geruff hutt, de Centre de gestion du personnel et de l'organisation, deen e bësse méi Missiounen huet, wéi dat an der Zäit bei der APE war. Dat heescht, et kéint ee jo soen: Fréier war dat de Paiebüro vum Stat, dee sech och ëm d'Pensiounen mat bekëmmert huet, an de CGPO huet e ganze Koup méi Missiounen kritt, notament och, fir Statistiken ze maachen, fir Zuelen ze maachen, fir den Decidieren an der Effentlechkeet awer déi Informatiounen zoukommen ze looschen.

Dir hutt e puer vun deenen Zuele gesot, déi mer gëschter presentéiert hunn, an notament och grad déi erausgeholl vun de Fonctions dirigeantes, mat dem Constat vun deene 27 % Fraen, déi et do eebe gëtt, par rapport zu engem vill méi groussen Undeel deementsprechend vun de Männer.

Vläicht awer nach zwee Wieder Explikatioun dozou, wat een iwwerhaapt ënner de Fonctions dirigeantes och versteet. Ech ziele se elo net alleguerten op, mee et geet natierlech vun de Premier-Conseillere bis bei verschidde Kommissären, Secrétaire-généralen, den Haut-Commissaire à la protection nationale, de Médiateur au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires - just fir eng Kéier d'Diversitéit ze weisen vun deene Fonctions dirigeantes.

Dir stellt mer d'Fro, ob mer et erkennt hunn a wat eis Analys dovunner ass. Erkennt hu mer et natierlech och, wéi mer déi dote Zuele gekuckt hunn. Ech wëll awer och ganz kloer soen, an dat hunn ech och gëschter op där Presentatioun gesot: Dat doten ass am Fong just eng Foto iwwert déi lescht dräi Joer, wou mer den Degré de précision e bësse méi héich kënnen maachen, fir déi Zuele kënnen ze liesen. Et sinn

näämlech nieft där heiter nach ganz vill Froen, och politischer, déi ee sech kéint stellen. Notament gesäit een Alterspyramiden dran, och an deene verschidde Secteuren, wou ech jo och ka Froe stellen, wéi et do iwwert d'Jore mat dem Rekrutement gelaf ass. Zum Beispill mierkt een och an der Force publique, dass et do ganz jonk eeben ass, wat d'Alterspyramid ugeet. An dat si jo nach ganz vill där dote Froen, déi ee ka stellen, soudass ech net eng qualitativ Analys dovunner gemaach hunn.

Et kann ee sech jo och froen an dem Kontext vun de Fonction-dirigeantén: Wie war iwwerhaapt Kandidat, wann esou e Posten ausgeschriwwen ginn ass? De gréissten Deel dovunner gëtt ausgeschriwwen. A wien ass zum Beispill och...? An Dir hutt dat ernimmt, wann een eng éischte Kéier konnt renouveléiert ginn an et huet een e Kandidat, dee scho virun deen Posten hat, ass een natierlech och, mengen ech, an där gudder Situatioun, dass een deem seng Kompetenze vläicht kennt an och deen hält, egal ob et e Mann oder eng Fra ass.

Dir hutt natierlech recht: Wat maache mer elo domadder, oder op wat ass an deene leschte Joren opgepasst ginn, fir dat doten ze verstärken?

Ee wichtege Punkt an der Etüd ass jo och deen, dass mer zum Beispill 6.000 Leit hunn, déi an engem Service à temps partiel sinn. De Service à temps partiel, wann een dat dann e bësse probéiert ze analyséieren - ouni dat richtig qualitativ kënnen ze maachen, well mer dat net op eise Radar haten -, do mierke mer och, dass ganz vill Fraen nach an deem Service à temps partiel sinn, well dat mussen mer natierlech och méi drécken, dass och méi Männer dee kënnen huelen. Mee do gëtt et awer e puer Changementer, déi an de leschte Jore gemaach gi sinn, notament vu mengem Virgänger, dem Dan Kersch, deen hei am Sall sëtzt. Den 9. Mee 2018 gouf näämlech dee Service à temps partiel adaptéiert a geännert.

Bis dohinner war et an den Texter vun 2003 oder an de Reforme vun 2015 net méiglech, dass Fonction-dirigeantén dorobber konnten Accés hunn. An do waren et natierlech och just Service-à-temps-partiell vu 75 %, 50 % oder 25 %. Dat ass vill méi grouss opgemaach gi mat neie Seulen: 90 %, 80 %, 75 %, 70 %, 60 %, 50 % oder 40 %. Ech mengen, dat kennt der Saach jo emol schonn entgéint, fir dass jiddwereen - an do soen ech „jiddwereen“: Männer a Fraen - dovunner soll profitéieren, well ech wär frou, wann deen Desequilibrium sech och eng Kéier géif änneren bei de Service-à-temps-partiellen, wou mer den Ament ganz vill Fraen hunn, dass zum Beispill och vill Männer kéinten, wa si natierlech Loscht hunn, dovunner profitéieren. Mee dat doten ass grad bei de Fonction-dirigeantén natierlech eng Mesure, wou ee kann d'Carrière zesumme mat dem Privatliwien enner een Hutt kréien.

Ee Punkt, wou mer och nach dru schaffen, wou mer de Moment an engem Projet pilote sinn, fir do an Zukunft och nach eng Kéier Reglementer ze maachen, dat sinn d'Saachen, wat den Teletravail ugeet. An ech kéint natierlech nach e bëssen esou weiderfuere, fir lech nach e puer Pisten ze weisen.

An ech hoffe selwer - well ech darselwechter Iwwerzeugung si wéi Dir, dass et vill kompetent Frae gëtt -, dass mer och an Zukunft méi Fraen an de Fonction-dirigeanté fannen, well an där ganzer Fonction publique ass et esou, dass do 52 % Frae schaffen an 48 % Männer. Da solle mer natierlech hoffen, an der Zukunft och méi Fraen an de Fonction-dirigeantéen ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hansen. Mir kommen elo un d'Fro Nummer 65 vun Här David Wagner un de Kommunikatiouns- a Medieminister iwwert de Sozialkonflikt bei RTL Group.

Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 65 du 23 octobre 2019 de M. David Wagner relative aux suites du conflit social entre les salariés de RTL Group et la direction, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias**

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, ech hätt eng Fro un den Här Medieminister, déi strictement net identesch ass mat der Fro, déi den honorabelen Här Clement gestallt hat. Wann Der gesitt, do ass eng kleng Klammer, wéi wann et datselwecht wier, mee et ass net datselwecht. Ech mengen awer, dass et och Äntwerten, prezis Äntwerten op meng prezis dräi Froe kéint kréien.

Éischtens: Ech wollt wëssen, am Kontext vun deem Sozialkonflikt, wat fir eng Departementer innerhalb vun der Grupp RTL Group SA, wat eng vun de véier Entitéiten vum Grupp RTL ass - dat ass d'Nuance par rapport zum Här Clement senger Fro -, also vun deenen decisionellen

Departementer - ech mengen, et ginn der eng Dosen -, wat fir eng Departementer do beträff si vu Licenciementer oder Delokalisierungen.

Zweetens: Et geet jo rieds vun dem Contrat d'ancrage, deen iergendwéi confidentiel ass, an ech gi jo dovunner aus, dass den Här Minister déi Kontrakter kennt a liest, déi hie mat aneren Entitéiten ennerschreift. Ass et esou, dass dee Kontrakt virgesäit, dass gewëssen Departementer vun RTL Group SA, also déi decisionnel Departementer, mindestens 50 % vun hiren Effektiver hei zu Lëtzebuerg behale mussen? A wa jo, wat fir eng? Dat war net déi Fro vum Här Clement.

An dann drëtzens: Kann den Här Minister bestätegen, dass d'Licenciementer oder d'Delokalisierungen am Aklang sinn, à la lettre am Aklang si mam Contrat d'ancrage an dass dee wäert respektéiert ginn?

Ech wier frou, wann ech op déi Froen, déi jo net d'Verhandlung betreffen, mee de Contrat d'ancrage, deen d'Regierung gutt kennt, eng kloer Äntwert géif kréien.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. An dann huet den Här Premier- a Medieminister Xavier Bettel d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Selbstverständlech soen ech Merci, well tatsächlech, et ass net fir d'Éischt, wou ech do eng Fro hunn. Déi Éischt war vum Här Mosar, Fro N° 1139, du vun den Häre Mars Di Bartolomeo a Franz Fayot N° 1161, duerno vum Här Sven Clement N° 1181 an da vum Här Sven Clement N° 1312, déi jo eréischt viru manner wéi zwou Woche beäntwert ginn ass. An elo dann d'Fro vum Här Wagner, fir ze äntwerten.

Déi Éischt ass: D'Regierung huet keng Informatiounen iwwert déi genee Pläng vun der Restrukturatioun, déi aktuell Géigend ass vu Verhandlungen tëschent Gewerkschaften an der Direktioun vun RTL. Dat, wat ech dem Här Clement den 10. Oktober geäntwert hunn, ass och haut nach ëmmer richtig.

Den Här Wagner seet mir, et wier en Accord, e Kontrakt, dee jo net effentlech wier, an e wëllt awer, dass ech hei soen, wat drasteet. Doweinst, et misst een awer wëssen: Entweder en ass effentlech oder en ass net effentlech. Ech kann en net hei unilateralement effentlech maachen.

Ech hunn ee mat enger anerer Entitéit, mat engem anere Grupp. Mee wat awer tatsächlech de Fall ass, an dat wëll ech och bestätegen, ass, dass mer d'Garantie kritt hunn, dass méi wéi d'Halschent vum Personal hei zu Lëtzebuerg wäert bleiwen.

Am Moment sinn, wéi gesot, nach Diskussiounen. Ech wëll awer eppes Positives soen: Ech muss lech soen, dass den Ancrege vun RTL fir eis ganz wichteg ass. Ech mengen, den „L“ vun RTL ass mat Lëtzebuerg verbonden, dat ass net an der ganzer Welt, wann ee vun RTL schwätzt, gewosst, dass dat en Ancrege mat Lëtzebuerg ass.

A fir eis Regierung ass et net egal, wéi et weidergeet. Duerfir war et eis an den Diskussiounen an an deene Gespréicher, déi mer mat hinnen haten, eebe wichteg, dass mer Garantie kritt hunn, dass och an Zukunft nei Services op Lëtzebuerg wäerte kommen, dat heescht, dass och anert Personal wäert zu Lëtzebuerg dann derbäikommen.

Wéi gesot, do sinn nach Diskussiounen amgaangen iwwert de Plan social, dee jo RTL proposéiert huet. Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren: Och wa bei RTL den „L“ Lëtzebuerg ass, de Stat ass net de Patron vun RTL. De Stat huet och keng Parte vun RTL. Et ass eng Privatgesellschaft. Déi Privatgesellschaft hält hir Decisiounen. A wéi gesot, duerch dee Kontrakt, dee mer awer hunn duerch d'Frequenzen, hu mer eeben dee Lien an déi Méiglechkeeten, fir hinnen ze soen, dass dat wichteg fir eis ass, déi Personalfroen, an dass dat, wat zréckbehale ginn ass, dat heescht, dass méi wéi d'Halschent soll zu Lëtzebuerg bleiwen, och de Fall soll sinn.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Här President!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Wagner, jo.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Här President, entschëllegt. Ech sinn net averstane mat dëser Äntwert. Ech sinn net averstane, well engersäits seet den Här Minister: „Ech kann elo net dorobber goen, op dee Contrat d'ancrage!“ Wann ech awer schonn d'Äntwert gesinn op dem Här Clement seng Fro, do geet den Här Minister op de Contrat d'ancrage an, wann hie seet: „An engem Kapitel geet et ëm den Ancrege vun de Sociéiterten RTL Group an CLT-UFA zu Lëtzebuerg“, an esou weider.

Ech stelle keng gréisser Detailfroen. Ech wëll wëssen, ob dee Contrat d'ancrage mat RTL - mir bezuele se mat eise Steiergelder, mir hunn e Vertrieeder vum Stat do am Verwaltungsrot, soudass mer e Minimum vu Saache kënnen wëssen -, ob dee Contrat d'ancrage à la lettre - à la lettre! - respektéiert wäert sinn.

Ech gi jo dovunner aus, dass mer iergendeng Kéier e Resultat kréien. Vläicht gëtt iergendeng och eng Kéier gewuer, wat drastoung. An da wësse mer, ob d'Regierung derfir gesuergt huet, dass e Kontrakt, dee se wahrscheinlech ennerschriwwen huet an dee se och kennt - ech stelle soss keng aner Froen - respektéiert gouf.

Ech sinn der Meenung, dass d'Vollektivvertrieeder e Recht drop hunn, bei esou enger strateegischer Fro eng Äntwert ze kréien. An ech akzeptéieren net, dass den Här Minister seet: „Ech kann net dorobber goen“, wann e souwisou schonn an der Äntwert vum Här Clement drop ageet!

Ech muss soen, Här President, de Gedoltsfuedem bei mir, wat d'Netbeäntwerte vu Froen ugeet - an ech sinn net deen Eenzegen hei op dëser Säit -, deen ass amgaangen ze räissen, awer ganz ferm.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Kommunikatiouns- a Medieminister.

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Just fir ze prezisieren: Hei gëtt gesot, mir géife Sue bezuelen. Et gëtt en Ennerscheid tëschent dem Konzessiounsvertrag an där aner Saach. Et gëtt déi eng Saach vun RTL, wou mer jo Programmer, wou mer e Cahier des charges ausgeschafft hunn, fir dee mer fir d'Material fir déi ganz Saache bezuelen. Dat hu mer hei an der Chamber zesummen diskutéiert, do wëll ech lech just drun erënneren. Dat ass déi eng Saach.

An da gëtt et déi aner Saach, dat ass déi vun de Konzessiounen, vun de Frequenzen. D'Frequenzen, an dat muss een agesinn, a mir haten och eng Diskussioun an der Mediekommissioun bei der Fro vun der honorabeler Madamm Reding, d'Frequenzen hunn hautdesdaags, an dat ass traugen, ëmmer manner Wäert. Dat heescht, do, wou ee virdu wierklech mat Frequenze konnt monnayéieren, ass dat hautdesdaags net méi de Fall.

Nach eng Kéier, an ech mengen, den Här Clement hat d'Recht op eng Äntwert op déi dote Fro, esou wéi Dir et och hutt: An deem Accord, dee fonnt ginn ass, geet et dréms, dass eng Majoritéit vum Personal soll zu Lëtzebuerg sinn. A mir wäerten alles maachen, fir dass och eng Majoritéit vun deem Personal zu Lëtzebuerg bleift. Et ass e Plan social amgaangen, do sinn Negotiatiounen tëschent engem Employeur a Gewerkschaften, an déi soll ee schaffe looschen. A wéi gesot, eng positiv Nott ass awer, dass mer d'Garantie kritt hu vum Grupp, dass se géifen nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg bréngen. An ech mengen, dat ass eppes, wat eis och freet.

Selbstverständlech, déi aner Noriicht mécht kengem Freed! Et soll keen hei maachen, wéi wann et engem heibannen egal wier. Mee déi aner, dat heescht, dass de Grupp awer nach u Lëtzebuerg gleeft, rassuréiert eis, well en hätt och kënnen, wéi et hautdesdaags mat de Gesellschaften ass, vun haut op muer fort sinn. An ech si frou, wa mer Garantie kréien, dass se awer nach un de Site Lëtzebuerg gleewen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Här Kommunikatiouns- a Medieminister, un deen och a senger Fonctioun als Minister fir Digitalisierung déi nächst Fro geet, d'Fro Nummer 66 vun Här Marc Hansen iwwert den Digi-cash.

Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 66 du 22 octobre 2019 de M. Marc Hansen relative au fonctionnement de l'application de paiement Digi-cash, à un problème de protection des données personnels et au potentiel d'abus afférent, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias et à M. le Ministre de la Digitalisation**

► **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Merci, Här President. Här Minister, an engem Artikel vu reporter.lu vum 18. Oktober gëtt drop opmierksam gemaach, dass et bei der Bezuellapplikatioun Digi-cash e Problem mat der Konformitéit vun den Dateschutzreegele kéint ginn an dass e Potenziell fir Abuse kéint bestoen. Eng zentral Fonctioun vun dëser Applikatioun ass, dass sech sech Persoune schnell kleng Betrag kënnen iwwerweisen. Esou notzen zum Beispill vill Eltere se, fir hire Kanner Suen ze „digi-cashen“, wa se hinne kee Boergeld wëlle matginn.

Dëse Service leeft iwwert d'Handysnummer. Awer och wann een eng Nummer agëtt, wou een de Besëtzer net kennt, erschéngt an där Applikatioun de Vir- a Familjennumm vum



Besëtzer vun der Handysnummer, virausgesat, déi betreffend Persoun huet sech mat där Nummer op der App ugemellt.

Dëst gelies, hunn ech dat direkt getest: Ech hunn um Chambersite d'Lëscht vun den Deputéierten opgemaach a gekuckt, wie seng Handysnummer um Site uginn huet. Ech si schnell fündeg ginn, an zwar bei der honorabeller Deputéierter Tess Burton. Wéi ech hir Nummer an d'App agedroen hunn, ass hiren Numm op mengem Display affichéiert ginn, obwuel ech si net a menge Kontakter enregistréiert hat.

(Brouhaha)

Digicash argumentéiert, dass dëst eng Kontrollfonctioun wär, dass een d'Suen och der richteger Persoun iwwerweist. Laut dem Presseartikel wär et och relativ einfach fir e méttelméisseg begaabten Informatiker, fir d'Donnéeë vun all den Nutzer vun deem Bezueldeingscht erauszéien. De Chaos Computer Club Lëtzebuerg schwätzt vun enger „halleg-ëffentlecher Datebank“. Dës Donnéeë kéinten zu Werbezwecker, fir d'Verschécke vu Spam-Botschaften oder d'Erstelle vu gezielte Marketingprofilen genotzt oder verkaaft ginn.

Dëst gesot, wéilt ech den Här Minister froen, wéi hien d'Konformitéit vun deser App par rapport zum Dateschutz gesäit, wëssend, dass um Niveau vum klasseschen Onlinebanking Viremente sech nëmmen op Basis vun enger Kontonummer maachen, ouni dass da pour contrôle den Numm vun Besëtzer vun der Kontonummer automatesch affichéiert gëtt.

Ass bei deser App garantéiert, dass keen Zougrieff op Donnéeë kritt, déi em eigentlech guer net zoustinn?

Wéi gesäit et an engem europäesche Kontext aus, wann dese Genre Applikatioun dann europawäit standardiséiert gëtt? Ass all Digicash-User dann Deel vun enger halleg-ëffentlecher europäescher Datebank?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Hansen. Den zoustännege Minister fir d'Digitaliséierung huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation.**- Ech wëll dem Här Hansen Merci soe fir dës Fro. Ech mengen, dem Här Hansen seng Fro iwwert de Respekt vum Dateschutz am Zesammenhang mat der Applikatioun Digicash ënnerläit der Kompetenz vun eiser nationaler Dateschutzkommissioun, der CNPD. Et ass si, déi zoustännege ass, fir d'Reklamatioun vum Bierger betreffend d'Reegele vum Dateschutz ze präiwen, an och fir d'Applikatioun vun Digicash.

Soll si bei hirem Kontroll gesinn - an ech mengen, dass se elo opmierksam ginn ass déi lescht Deeg op déi Situatioun bei Digicash, déi ënner Lëtzebuurger Lizenz bedriwwen gëtt -, dass géint d'Dateschutzreegele géif verstouss ginn, dann ass et un der CNPD, der CSSF dat matzedelen, well dat jo och ënner der Commission de surveillance du secteur financier ass. Et ass am Fong un der CSSF an hirem Roll als Autorité prudentielle vum Finanzsektor, déi eventuell Sanktiounen géint de Bedriwer vun Digicash dann och ze huelen, an dat opgrond vun Verstéiss, déi festgestallt goufe vun der CNPD.

Mee wann Der erlaabt: Et sinn independant Autoritéiten, déi eng esou wéi déi aner. An esou, wéi Dir d'Fro gestallt hutt, wäerte se sech och bei der CNPD d'Fro gestallt hunn a wäerten och do déi Kontrolle maachen, déi schon néideg sinn. A wann do tatsächlech eppes geschitt ass, wat net an der Rei ass, muss et vun der CNPD der CSSF, well dat eeben d'Autorité financière ass, matgedelt ginn, an da wäerten do déi néideg Sanktiounen geholl ginn.

Mee ech hoffen, ouni dass ech selwer influencéiere kann, wéi séier se schaffen, dass mer awer rapidement wëssen, wat d'Decisioun vun der CNPD an deem Dossier ass.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Minister fir Digitaliséierung. Da kéime mer un d'Fro Nummer 67 vun der Madamm Octavie Modert un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Transferte fir Behandlungen am Ausland.

Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 67 du 23 octobre 2019 de Mme Octavie Modert relative aux transferts pour soins de santé à l'étranger, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Merci, Här President. Lëtzebuerg huet am Gesondheitswiesen eng Traditioun vun Zesummenaarbecht mam Ausland. Dacks ginn d'Patienten iwwerwisen, fir eng Operatioun oder fir eng Reeducatioun stationär an auslänneschen Institutiounen ze maachen. Trotzdeem heefe sech an der Lescht d'Fäll, an zwar ganz vill, wou déi Krank

hir Iwwerweisung net virum Ufank vun hirem Behandlung geneemegt kréien, soudatt se dann dohinnerginn a si hunn d'Geneemegung net, si musse awer ganz dacks eng Reeducatioun maachen, well se virgeschriwwen kréien, duerno mat anere Saache virunzefueren.

Och dës Woch ass erëm e Fall vun enger Persoun, déi de Méindeg huet missen hir Reeducatioun ufänken, fir déi Operatioun, déi duerno soll kommen, net a Gefor ze stellen. Si huet awer bis haut, also och nach dräi Deeg duerno, keng Geneemegung vun der Iwwerweisung aus den zoustännege Instanze kritt. Et sinn also leider keng Eenzelfäll méi, soudatt et dréngend ass, fir no der Situatioun ze kucken.

Natierlech wëllen déi Leit jo nofroen, éier se ginn - wa se freides gesinn, dass se nach ëmmer näischt kritt hu vun der Gesondheitskeess, a se méindes musse goen, dann do nofroen. Si kommen do awer net weider. Et ass hinnen net méiglech, mat der zoustännege Persoun fir d'Geneemegung ze schwätzen. Et ass och eng komplett iwwerlaascht Telefonszentral, déi ënner de villen Uriff ënnergeet, dat mécht et jo och net méi einfach fir keen. Soudatt se dann zum Schluss virun enger Mauer stinn an net méi wëssen, wou se dru sinn, well dat hir Behandlung eventuell géif hifälleg maachen.

De Clou, deen ass dat verschidde vun den auslänneschen Haiser dat méttlerweil wëssen a kulant sinn. Kulant sinn ass vläicht gutt, mee dat si scho wëssen, dass esou vill Problemer sech hei zu Lëtzebuerg stellen, weist, dass dréngend muss duerno gekuckt ginn. An ech denken, et ass néideg, Här Minister, fir séier Verbesserungen hei anzeféieren.

Duerfir meng Fro un den Här Minister: Wat denken hien an d'CNS ze maachen, fir datt d'Delaien an Zukunft agehale kënnen ginn an d'Iwwerweisungen an d'Ausland matzäit geneemegt ginn?

Ech denken, et ass wichteg, de System ze änneren. Zum Beispill, wann d'Iwwerweisung vun engem Spezialist ausgestallt sinn, muss dat dann nach eng Kéier nogekuckt ginn oder ass dat automatesch - mir hunn haut e groussen Automatismus - méiglech? Musse Formfeeler esou genau zielen? An esou weider an esou virun.

Ech mengen, et ass dréngend, fir elo huerteg Verbesserungen ze maachen. Wéi séier, Här Minister, kënnen dës Verbesserung kommen, am Interêt vun de Patienten?

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Modert. De Minister fir sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, op déi Fro, wat d'Transferts à l'étranger ubetrëfft, kann een eng kuerz Äntwert ginn, mee ech wollt elo vläicht eng Kéier probéieren auszuhuelen, fir de Prinzip ze erklären, wéini een Transfert à l'étranger stattfënt. E fënt all Kéiers da statt, an dat ass eigentlech d'Porte d'entrée dovun, wann de Médecin traitant, a greisstendeels e Spezialist, eng Persoun iwwerweist an d'Ausland, wann e mengt, dass deen Traitement, deen hei zu Lëtzebuerg jo eigentlech exzellent ass, an engem anere Centre am Ausland besser ka gemaach gi respektiv eventuell méi schnell ka gemaach ginn. Déi aner Säit ass déi, wann d'Persoun selwer freet, fir en Traitement op hire Wonsch kënnen am Ausland ze kréien.

Alles dat ass geregelt a ka gemaach ginn, an dat virun allem op Basis vun zwou grouse Schinnen: Déi éischt Schinn ass am Kader vun dem europäesche Koordinationssystem, dem 883 (veilleure lire : Règlement CE 883/2004), dee mer kennen, deen de Moment jo och nach an de Verhandlung steet, fir effektiv reforméiert ze ginn. An déi zweet ass déi, dass een dat ganz einfach iwwert d'Directive transfrontalière ka maachen.

D'Ënnerscheeder vun deenen zwou sinn, dass bei där éischer, deem traditionellen S2 - dee jiddweree kennt, dofir resuméieren ech dat op deen doten Term -, effektiv d'Persoun an d'Ausland geet, wou se keng Depensen direkt huet a wou se esou traitéiert gëtt an en charge geholl gëtt wéi déi Persoun, déi do wunnt.

Bei deem anere Fall ass et esou, dass et iwwert de System vun der Directive transfrontalière leeft, an dee Moment geet een hin a streckt d'Sue vir a kritt se da rembourséiert. Et ass natierlech net gewëss, dass een alles rembourséiert kritt, wat iwwert den S2 de Fall ass.

Fir eng Kéier d'Zuele kuerz ze soen, et ass jo och e bëssen dat, wat ee muss uschwätzen, wann ee weess, dass d'Fäll sech heefen, an Dir hutt effektiv recht, och ech ginn heiansdo vu Leit drop higewisen, dass beim S2 Problemer waren oder effektiv et gedauert huet: Et muss een awer soen, dass d'Zuel vun de Patienten - esou soen ech emol, well „Patienten“ an „Dosen

sieren“ sinn zwou Saachen, well ee Patient ka méi Dossieren hunn - stabil bliwwen ass vun 2015 un, esou eng 9.000 d'Joer.

Et muss een och soen, wat den Traitement ubetrëfft, dass vun deenen 9.000 am Joer 2018 zum Beispill nëmmen - ech soen emol „nëmmen“ - 2,5 % Refuse waren, also Avis défavorables vusäite vum Contrôle médical. Dir wësst d'Prozedur: D'Demande gëtt gemaach bei der CNS, déi dann en Avis beim Contrôle médical freet. An et ass jo dat Zesummespill ginn, wat Dir och gesot hutt, dass effektiv dann, wann den Dossier erakënt beim Contrôle médical iwwert d'CNS, den Dossier muss gekuckt ginn, dass heiansdo och zu Recht, wéi Dir gesot hutt, nach zousätzlech Saache gefrot ginn, virun allem dann, wann et vun engem Médecin généraliste komm ass, fir effektiv iwwerwisen ze ginn.

Mir hunn an deene leschte Jore virun allem dat probéiert, wat Dir och ugeschwat hutt: d'Errechenbarkeit vun deenen eenzelne Services, souwuel vum CNS wéi och vum Contrôle médical. De Contrôle médical huet sech kloer esou opgestallt, dass e séier ze errechen ass an och ganz séier äntwert, sief et per E-Mail, sief et per Telefon, oder datt en och zréckriff. Bei der CNS si mer effektiv amgaangen, fir fir déi iwwer 800.000 Assuréeen, déi mer de Moment hunn, wou natierlech eng grouss Belaaschtung ass vun deenen eenzelnen Telefonen, och vun der Telefonszentral, ze kucken, e Callcenter opzebauen. Hei leeft eng Etüd, fir dat ze maachen. Dat ass ee Punkt, wou ech ka soen, dass et ka schnell goen.

Wat awer och muss kloer gesot ginn: Dann, wann et sech ëm Urgencen handelt, zum Beispill de Weekend, oder lievensnoutwendeg Saachen, oder do, wou en Accident ass an ee mam Helikopter muss transportéiert ginn, da kann déi Demande préalable ëmgewandelt ginn, dass se am Nohinein eragereecht ka ginn. Ech mengen, dat ass eng Toleranz, déi och vum Contrôle médical an der CNS esou gemaach gëtt.

Ech kann dat dote ganz gären nach eng Kéier diskutéieren, mir maachen dat och nach eng Kéier souwuel mat der CNS wéi mam Contrôle médical. Ech weess awer, dass déi Leit, déi do an der CNS schaffen, respektiv déi 35 Dokteren, déi mer an der Tëschenzäit am Contrôle médical hunn, mat deenen ech och a stännegem Kontakt sinn, fir do natierlech d'Leeschungen ze perfektionéieren, op deem Wee sinn, fir de Patienten ze hëllef. An dorëm geet et jo virun allem.

An deem Sënn Merci fir d'Fro a mir hake ganz gären nach eng Kéier no.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Schneider. Da kéime mer un d'Fro Nummer 68 vun der Madamm Stéphanie Empain un de Sportsminister iwwert de Statut vum Sportler op héijem Niveau.

Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 68 du 22 octobre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative au statut de l'athlète de haut niveau, adressée à M. le Ministre des Sports**

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- Ech soen lech Merci, Här President. Här Sportsminister, Dir hutt kierzlech an engem Interview am Kader vun de Military Games an Aussicht gestallt, dass et eventuell kéint en ziville Statut fir Elittesportler zu Lëtzebuerg ginn. Hannergrond vun där Saach ass jo, dass mer iergendwou och mussen eng finanziell Ofsécherung garantéieren fir déi Sportler, déi op héijem Niveau bei eis aktiv sinn.

Dir hat do am Interview, mengen ech, verschidde Pisten ugedeit, ënner anerem, dass se kéinten zum Beispill a Federatiounen schaffen, vläicht och an de Ministeren an an Administratiounen aktiv ginn.

Fir e bëssen de Kader ze setzen: Den Ament ass et jo esou, dass eis Elittesportler, wa se wëllen hiren Alldag finanzéieren, just d'Méiglechkeet hunn, bei der Arméi der Elittesektioun bäizetrieden. Dat ass awer net fir jiddwereen elo direkt eng Léisung. Bon, et gi Leit, déi wëllen oder kënnen net der Arméi direkt bäitrieden. Et ginn och déi Athleeten, déi wëllen eng Dual Career maachen, dat heescht, déi eppes ganz anescht geléiert hunn an iergendwéi och do musse berufflech Fouss faassen.

Mir hu paralymesch Sportler, déi net kënnen eng Lafbunn bei der Arméi ufänken. An natierlech ass et och esou, dass déi Zäit, wou d'Sportler kënnen bei der Arméi begleetend zum Sport aktiv sinn, och limitéiert ass. A grad just an deene Sportarten a maturité tardive, wou een am Fong geholl e bësselche méi spët zu Leeschtunge kënt a wou een och méi laang seng Leeschtung kann erbréngen, besteet ëmmer de Risiko, dass déi net bis zum Schluss da kënnen an deem Kader begleet ginn.

Sport ass natierlech immens käschtenintensiv. Ech denken hei un d'Traineren, d'Material, d'Reeskäschten, d'Stagen et cetera. Mee et geet jo och net just dorëm. Et geet drëm, dass Sportler och Geld brauchen, fir ze liewen, net nëmmen am Elo. Mee et geet och einfach drëm, hir Zukunft ofzeséieren. Iergendwann eng Kéier hu se Urecht op eng Pensioun an do ass et jo dann och wichteg, eppes elo ze verdéngen.

Dofir huet et mech, wéi gesot, gefreet ze héieren, dass en ziville Statut ka Realitéit ginn. An ech géif gäre folgend Froen un lech stellen, Här Minister:

Bezéie sech déi Berufsméiglechkeeten, déi envisagéiert gi sinn, reng op de sportleche Beräich, also, wéi gesot, a Federatiounen zum Beispill?

Falls jo, wéi kéinten zum Beispill déi Sportler, déi eng Dual Career ustriewen an eng Ausbildung an engem anere Beräich gemaach hunn, trotzdeem vun deene Mesurë profitéieren?

Falls neen, solle Moosnamen ergraff ginn, fir et Sportler ze erméiglechen, anerwärts am Privatsektor eng Lafbunn ze starten an de Grondsteen eeben och fir eng berufflech Carrière no hirem sportlecher Carrière ze leeën?

► **Une voix.**- Här President?

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- An déi nächst Fro ass ...

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dir musst esou lues zum Schluss vun Ärer Fro kommen, wannechgelift.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- Et ass just nach eng kleng Fro, awer eng wichteg Fro: Gesäit déi envisagéiert Reform och Aarbechtsplaz fir paralymesch Sportler vir?

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Empain. Den Här Sportsminister Dan Kersch huet d'Wuert.

► **M. Dan Kersch, Ministre des Sports.**- Merci, Här President. Merci och der Madamm Empain fir d'Fro. Effektiv ass et esou, dass ech dat net nëmmen an engem Interview ugekënnegt hunn, dass mer drun denken, parallel zur Struktur vun der Arméi fir Elittesportler och eng zivill Carrière oder eng zivill Struktur ze schaffen.

Wéi gesot, net nëmmen an engem Interview erwänt, mee dat ass och Géigestand vun eise Regierungsprogramm, wou ganz kloer gesot ginn ass, dass mer engersäits d'Kritären, fir iwwert de Wee vun der Arméi ze fueren, wäerten eng Kéier analyséieren an och iwwerschaffen, fir ënner anerem op déi Problematik kënnen anzegoen, dass awer an där haiteger gesetzlecher Basis d'Zäit, déi ee kann an der Arméi verbréngen, limitéiert ass, an dass mer op där anerer Säit och drun denken, parallel eng zivill Struktur ze schafen.

Ech wëll ganz kloer ervirsträichen, dass et hei net wäert drëms goen, fir iergendeng Konkurrenzstruktur zur Arméi opzestellen. Eng ganz Rei vun eise beschte Sportler sinn an deene vergangene Joren duerch déi Struktur vun der Arméi gaangen. A si hunn et fäerdegbruecht, hir perséinlech Leeschtung, och um internationalen Niveau verglach, ganz héich an d'Luucht ze schrauwen, soudass also déi Ziler, déi mer wollt mat der Struktur vun der Arméi errechen, zum groussen Deel erreecht gi sinn.

An der Tëschenzäit si 26 Sportler, souwuel aus Eenzelsportaarten wéi och aus Mannschaftssportaarten, iwwert de Wee vun der Arméi amgaangen, hir Carrière weiderzedriewen. Dir hutt och matkritt, dass an deene leschten Deeg eng Rei vun deene Sportler exzellente Resultater op der Militärweltmeeschterschaft fäerdegbruecht hunn, un der Spëtzt e Bob Bertemes mat enger drëtter Plaz, dann e Marcel Ewen op enger véierter Plaz an och e Julien Henx mat enger fënnefter Plaz, wou mer also mierken, dass mer hei um richtige Wee sinn.

Wa mer drun denken, an dat hunn ech awer och an deem Interview gesot, eng zivill Struktur ze maachen, da wäert dat selbstverständlech an Zesummenaarbecht mam COSL funktionéieren, esou wéi mer och déi Struktur vun der Arméi an Zesummenaarbecht mam COSL kreéiert hunn.

Wéi gesot, mir ginn dervun aus, dass déi Kritären, fir an déi Struktur eranzekommen, äänlech musse gelagert si wéi déi Kritären, déi musse gesat ginn, fir an d'Arméi eranzekommen. Mee et geet hei ganz prezis drëm, fir och Leit d'Méiglechkeet ze ginn, déi, wéi Der et richtig

gesot hutt, net können oder net wëllen an d'Arméi goen, fir deenen awer déi nämlecht Rechter zouzegestoen.

Wéi et am Detail wäert ausgesinn, wäert Bestanddeel si vun enger ganzer Rei vun Diskussiounen, déi mer nach musse féieren, engersäits mat den Athleeten, anerersäits mat de Federatiounen, awer mat Sécherheet och mat dem COSL, ënnert deem sengem „Chaperonnement“ dat Ganzt da jo wäert stattfannen.

An ech wëll hei ganz kloer op déi lescht Fro äntweren: Jo, et ass och ugeduecht, dass Sportler aus dem paralympesche Statut vun dëser Geleeënheet an Zukunft kënnen profitéieren.

Vläicht nach eng Präzisioun zu där Ausso, déi ech gemaach hunn. Ech stelle mer vir ... Déi Leit, déi an d'Arméi ginn, bei deenen ass et jo esou, dass se véier Méint eng Grondausbildung musse maachen, wou se musse praktesch zu allen Zäiten zur Verfügung vun der Arméi sinn. Duerno hu se eng ganz grouss Flexibilitéit an hirer Gestaltung vun hirem Aarbechts- respektiv Sportsdag. Mee si mussen awer der Arméi fir hir eng Rei vun offizielle Representatiounszwecker ëmmer zur Verfügung stoen oder wéi elo an deem leschte Beispill, wat ech genannt hunn, och en enger Militärmeeschterschaft deelhuele. Si kréien also op där enger Säit eppes - si kréien exzellente Trainingsbedingungen mat exzellente Émramungen -, mee si ginn op där anerer Säit dem Stat och eppes zréck.

A wa mer eng zivill Struktur maachen, da muss natierlech och do garantéiert sinn, dass déi Leit engersäits eng anstänneg Bezuelung kréien, déi och hirem Statut, hirem Diplom entsprécht, an op där anerer Säit awer eppes un d'gesamt Effentlechkeet zréckginn. An do hunn ech eebe ganz konkret dru geduecht, dass dat kéint oflafen engersäits an de Sportsveräiner oder awer an de Federatiounen, wou engersäits natierlech Traineraktivitéiten a Fro kommen, anerersäits awer och administrativ Aarbechten. Dat hänkt da vun deem jeeweilige Sportler of.

Mee, wéi gesot, et ass nach e bësse fréi, fir méi an den Detail ze goen. Mee d'Iddi ass, mengen ech, op engem gudden Wee a si gétt an der Sportswelt och ganz positiv gekuckt.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kersch. Mir kéimen dann un d'Fro Nummer 69 vun der Madamm Viviane Reding un de Minister fir Digitaliséierung iwwert de 5G-Reseau.

Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 69 du 23 octobre 2019 de Mme Viviane Reding relative au déploiement du réseau 5G, adressée à M. le Ministre de la Digitalisation

► **Mme Viviane Reding (CSV).** - Bon, dat ass dat Falscht.

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ooh!

(Hilarité et brouhaha général)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Bei där neier CSV ass alles méiglech.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Elo hu mer dat Richtegt. D'Madamm Reding huet d'Wuert.

► **Mme Viviane Reding (CSV).** - Jo, Här President. Et war dat falscht Blat. Et war déi richteg Madamm, mee bon.

(Hilarité)

Am September 2018 huet eis Regierung d'5G-Strategie virgeluecht. Am Juni 2019 huet eise Premier hei an der Chamber gesot, wéi wichteg datt déi Infrastruktur fir eis Economie an eis Gesellschaft ass, an en huet - ech zitieren et - gesot, mir géifen elo „Pionéier“ ginn, d'„Spëtzt vum Peloton“ huelen, „Front Runner“. Gutt! Et ass och fonnt ginn an där Diskussioun, et wär vläicht besser, d'Geld an d'Infrastruktur ze investéieren, anstatt d'Entreprise mat enger deier Versteigerung ze belastschen.

Elo si mer quasi Enn 2019 an et ass wierklech eppes geschitt, nämlech eng Plakataktioun vun der Post zum Thema „5G kennt“. A soss? Wat kënnt? Wéi? Wou? Wéini? Funkstille!

Mir wëssen awer eppes iwwert d'Funklächter, well an dem 4G hu mer der nach ëmmer. Mee wat geschitt dann elo wierklech mat dem 5G? Ginn déi Frequenzen dann elo un d'Entreprene? Wéini geschitt dat? Geschitt dat op enger Selektioun? Oder geschitt dat, wéi een héiert, mat enger Versteigerung? Oder och vläicht net?

Am Budget sinn e puer Milliounen virgesinn. Wou ginn déi agesat? Fir wat ze maachen? Och dat ass onkloer.

Ech géif den Här Premierminister bidden, der Chamber ze erklären, wat gemaach soll ginn, wat gemaach gëtt, wéini, fir wien a mat wem. Well wann dat nämlech net esou geschitt, da fäerten ech ganz, datt mer am Peloton sinn an net d'Spëtzt vum Peloton huelen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Reding. De Minister fir Digitaliséierung, den Här Xavier Bettel, huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation.** - Här President, der Madamm Reding hirem Premier ass et eng Freed, dann och ze äntweren. Wéi gesot, tatsächlech bei dem 5G ... Et soll ee keen negatiivt Bild ginn iwwert de 5G, well de Problem, dee mer hunn, ass, dass mer am Fong méi Leit hunn, déi matgemaach hu beim Appel d'offre, wéi mer gerechent haten. Dat heescht, mir hunn - an den ILR huet dat och festgestallt - am Moment de Fall, dass méi Demanden do sinn, wéi mer iwwerhaupt Frequenzen hunn.

Mir hunn deemools - an dat stëmmt och - esou en, ech wëll soen „beauty contest“ éischer organiséiert, wou mer gesot hunn: „Dee Projet, deen eis am beschte gefält“. Mee do krute mer och Recourse gemaach, well mer gesot kritt hunn: „Dat doten ass net objektiv. Dat doten ass net transparent.“ An duerfir si mer zur Konkusioun komm, dass mer éischer - éischer, et ass nach net definitiv - an d'Richtung vun enger Stee sollte goen.

Mir hunn nämlech d'Demande fir d'Frequenzen. Dir wësst jo: Et ginn dräi Frequenzen. Et gëtt eng Keier de 700 MHz, dann 3,6 GHz an och de 26 GHz. Déi zwee éischt Bänner, déi gi jo dann un d'Operateure verdeelt. An deen drëtten Band, dee vu 26 GHz, dee kënnt eréischt an enger zweeter Etapp.

D'Madamm Reding huet och de Lien gemaach mat de Funklächter, déi mer hunn an dem 4G. Do ass och en Aarbechtsgrupp téschent dem Environnement, mat der Santé, mam Digitalministerium, fir eeben och ze kucken, well do mussen eeben och Antennen nei gesat ginn. An do sinn och Problemer, wou Frequenzlächter sinn, wou ee muss kucken, ob een net méi effikass kann een Emetteur hunn, wou een dann och zesummen Infrastrukturen huet, amplatz da fënnf Emetteuren och duerno ze hunn.

Fir déi Stee kënnen ze maachen, muss och genau de Kader fixéiert ginn, well mir wësse ganz genau, dass mer soss riskéieren, och do Recourses ze kréien. A wahrscheinlech muss och duerfir eng extra nei Software no onse Besoinen adaptéiert ginn.

An dëst Joer, duerfir soen ech et och léiwer direkt ... Dës Stee wäert net méi dëst Joer kënnen organiséiert ginn, mee wäert eréischt am zweeten Trimester 2020 sinn. Déi kënnen dann och ausgestellt ginn, nodeem d'Stee organiséiert ginn ass. Dat heescht, dass d'Operateuren dann och déi Frequenze kënnen kréien.

Elo kéint ee soen: „Jo, elo ass Retard, dat ass tragesch. Mir gi Peloton de fin“, wéi hei gesot gëtt. Dat ass awer net richtig, well et kéint eis erlaben, och den Terrain weider virzebereeden, an et awer och virun allem den Operateuren erlaben, méi avancéiert Equipementer an och manner deier Equipementer an technesch besser Equipementer hei ze benotzen.

Wéi gesot, dat heiten ass en Dossier, dee wichteg ass fir eis alleguerten. Mir sinn eis däers bewosst. An Dir hutt och vun deem Budget geschwat, dee mer jo och virgesinn hunn, eebe fir déi Projets cibles kënnen ze kofinanzéieren, well mer wëssen, dass et och am Ufank schwéier ass, fir d'Finanzement virzugesinn, a well mer wierklech dru gleewen, dass de 5G och zu Lëtzebuerg duerno ..., och wann elo déi fënnf Projeten oder déi verschidde Projete vläicht cibléiert sinn, dass mer duerno wäerten och den digitale Wee - an dat hu mer och nach viru Kuerzem zesummen diskutéiert - vun der Landwirtschaft iwwert d'Santé, iwwer all déi verschidde Domäne fannen.

Also, wéi gesot, Madamm Reding: Dëst Joer gëtt et net. Mea culpa! Ech hat dat ugekënnegt, dass et dëst Joer wier. Et wäert dëst Joer net kënnen stattfannen, eebe wéinst dem Succès, dee mer hu vun den Demanden. Et sinn eng Keier siwen an eng Keier sechs - sauf erreur de ma part - Kandidaturen, déi mer kritt hunn: sechs fir deen ee Besoin a siwe souguer fir deen anere Besoin.

Dat heescht, mir mussen eng Prozedur fannen. An déi vum Beauty Contest riskéiert hei, nees eng Keier duerno duerch Recourses d'Prozedur ze verlängeren. An duerfir wäert eng Stee organiséiert ginn.

Ech wëll direkt soen - fir déi, déi mengen, dass mer duerch d'Stee ..., well Der jo och matkritt

hutt, dass se an Däitschland Steeën organiséiert hunn, dass se do vun „Milliarden!“ geschwat hunn -, dass mir méi kleng sinn a manner Leit hunn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Minister fir Digitaliséierung Xavier Bettel.

9. Question élargie n° 18 de M. Dan Biancalana relative à l'industrie du film

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 19 vun Här Dan Biancalana iwwert d'Filmindustrie. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro. Der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Merci, Här President. Här Statsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2005 am Kader vun der Schléissung vun der Diddelenger Schmelz, vum Diddelenger Laminier, gouf téschent der Regierung, de Gewerkschaften an der Stad Diddeleng en Accord fonnt, dass als Kompensatioun zu de verluerenen Aarbechtsplazen en nationale Projet um Site Neischmelz sech sollt entwéckelen.

Iwwert dëst Engagement an Ausrichtung sollten engersäits nei Aarbechtsplazen op Neischmelz geschafe ginn, anerersäits e Projet mat nationaler Envergere sech kënnen usidelen, deen dem Projet Neischmelz an der Stad Diddeleng eng weider Attraktivitéit gëtt.

2007 an der Foulée goufen et éischt Diskussiounen mat der ULPA, der Union luxembourgeoise de la production audiovisuelle, déi fir d'Filmproduzenten no engem neie Standuert fir d'Filmindustrie gesicht hunn. Vill Reunionen hu stattfont, Besoine goufen opgeholl, Pläng gezechent, Käschten a puncto Émsetzung chiffriert.

D'Stolwierk an d'Walzwierk op Neischmelz goufen dann als potenziell Gebaier identifizéiert, déi wéi 16 aner Gebaier um Site als Patrimoine industriel um Inventaire supplémentaire sinn, deemto erhale bliewen a valoriséiert musse ginn an eng nei Affektatioun solle kréien.

Zu deem Zäitpunkt 2007/2008 konnten d'Filmproduzenten, obwuel den Interêt ganz grouss war, sech awer leider nach net op Neischmelz niddleossen, well ArcelorMittal nach ëmmer Propriétaire vun de 40 Hektar Friche war.

De Fonds du logement an d'Gemeng hunn alle béid als Developpeur mat hirem Architektbüro d'Implantatioun vun der Filmindustrie mat an de Plan directeur Neischmelz opgeholl, well och wann d'Filmindustrie sech e puer Joer duerno zu Kielen ugesidelt huet, dëst éischer als Provisorium consideréiert gouf, en vue vun der definitiver Implantatioun op Neischmelz.

2015, am Kader vun der Finalisatioun an der Mise en procédure vum PAG Neischmelz an der Ausschaffung vun de véier Pape vum Site, goufen et erëm konkret Diskussiounen an eng Rëtsch Reunionen: mat der ULPA, mam Filmfong, dem Kulturministère an dem Wirtschaftsministère. Et gouf dem Fonds du logement an der Stad Diddeleng gesot, dass et wichteg wär, fir wierklech virunzekommen, aktualiséiert Estimatiounen iwwert de Projet virzelleen. Dat gouf gemaach an de Joren 2016 an 2017 an de Käschtpunkt vun 22 Milliounen kourm an d'Spill, nodeems d'Filmindustrie eng Rei Besoine genannt huet, déi mer opgeholl hunn an déi sech par rapport zu 2007 a mat der Experienz op hirem aktuelle Standuert weiterentwéckelt hunn.

2016 ass och dunn dank der Regierung de Stat schlussendlech Propriétaire gi vun der Friche, wat extreem wichteg war, fir widerzeschaffen. An den Terrain ass un de Fonds du logement weidergi ginn. Um Projet Filmindustrie gouf also weider geschafft an deementspreechend Reunionen mat de Ministère weider ofgehalen.

Am Dezember 2018 stoung d'Realisatioun vun deemem Projet am Koalitiounsaccord, ech zitieren: « Le concept d'un projet cinématographique créatif à Dudelange-Fonderie au sein de l'aciérie existante sera soutenu dans le cadre d'un partenariat public-privé entre l'État, la commune et des sociétés de production et de post-production, ce projet offrant l'occasion d'utiliser une ancienne friche industrielle à des fins créatives. »

Dëst ass immens begrëssenswäert. Knapps acht Méint duerno, am Juli, decidéiert awer de Regierungrot, dass de Projet vum Dësch ass. Dëst ass sécherlech manner begrëssenswäert!

D'Usidlung vun der Filmindustrie op Neischmelz hätt ganz sécherlech zu engem remarkable Pôle identitaire bäigedroen, vun der direkter Proximitéit an der evidenter Zesum-

menaarbecht mam CNA, deen direkt op der Plaz ass, guer net ze schwätzen.

De Projet Neischmelz wäert d'Entwécklung vun der Stad Diddeleng déi nächst 10 bis 15 Joer begleeden a prägen. An de Projet Neischmelz ass och méi wéi nëmme e rene Wunnengsbauprojet. Et ass d'ailleurs och e staatleche Projet, wéll ech hei soen, an et gëtt een d'Impressioun net lass, dass dëst oft vun de staatlechen Akteure vergiess gëtt.

Elo wou déi véier PAPen an der Prozedur sinn, brauchen de Fonds du logement an d'Stad Diddeleng also méi wéi jee Planungssecherheet. An d'Regierung gouf bis dato an hire rezenten nationale Projeten, déi se zu Diddeleng emgesat huet, trotz emol méi heftege Kriticke steets ënnerstëtz an ni am Stach gelooss.

An deemem Kontext wéilt ech also der Regierung, dem Statsminister, folgend Froe stellen:

Déi éischt: Steet déi aktuell Regierung nach zu deem Engagement, zum Accord, deen 2005 téschent Regierung, Gewerkschaften an der Stad Diddeleng getraff gouf?

Déi zweet Fro: Firwat ass d'Regierung der Meinung, dass d'Filmindustrie sech net soll mëttel- a laangfristeg zu Diddeleng um Site Neischmelz niddleossen? Wat sinn d'Grënn vun dëser Volte-face?

Ass et säitens der Regierung virgesinn, de Käschtpunkt an d'Besoin vum Projet vun der Filmindustrie nach emol ze iwwerpräieren? Dat wär eng drëtt Fro.

An déi véiert Fro: Wann de Projet net realiséiert gëtt, huet d'Regierung schonn un en alternativen, equivalente Projet mat enger nationaler Ausrichtung geduecht?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Biancalana. D'Regierung huet d'Wuert, de Medien- a Kommunikationsminister Xavier Bettel.

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem honorabelen Député-maire vun der Gemeng Diddeleng Merci soe fir seng Fro, déi en hei gestallt huet iwwert de Filmsecteur, mat der Méiglechkeet, fir zu Diddeleng eppes kënnen ze bauen.

Tatsächlech, en huet gesot, wéi een esou seet, de Projet huet schonn „e laange Baart“. 2005 ass fir d'Éischt iwwert d'Méiglechkeet diskutéiert ginn, fir zu Diddeleng e Projet d'envergere ze maachen. Elo kéint ee froen: Sti mir nach ëmmer dozou? Also, wann eng Regierung eppes engagéiert huet, dat ass de Prinzip och vun der Kontinuitéit vun den Institutionen. Et ass net, wann eng aner Regierung kënnt ... Soulaang keng aner Decisioun geholl gëtt, sti mir selbstverständlech nach hannert der Decisioun, dass Diddeleng och sollt ënnerstëtz ginn, wann do Projeten ze maache wieren.

De Fait ass awer, an Dir hutt et och ganz genau gesot: D'Regierung huet virun e puer Méint gesot, dass mer zu deem Projet stinn am Kader vun engem PPP. De Projet huet tatsächlech, wéi en dunn analyséiert ginn ass 2007 - wéll ech just soen -, siwe Milliounen kascht. Siwe Milliounen! Dat war dat, wou deemools och aner Regierungsmembere gesot hunn: „Da soll een do eppes maachen an do soll een dat weiderlafe loossen.“ Et huet tatsächlech laang gedauert, mee do ware Reklassementer vun Terrainen, do waren eng ganz Rëtsch vu Prozeduren, déi ze maache waren.

Haut si mer konfrontéiert mat engem Projet vun 22 Milliounen Euro! Ce n'est pas la même chose. Vu 7 op 22 Milliounen. Mee de Problem ass virun allem, dass mer an deem Accord jo gesot haten: „Mir sollen e PPP maachen.“ A mir hu selwer d'Demande vu Kielen kritt fir d'Filmstudioen, déi do sinn, fir déi 200.000 Euro, déi am Moment ongeféier d'Käschte sinn, ob mir do net kéinten hëllef, well d'Produzenten an d'ULPA et net géife fäerdgebréngen.

Ech hunn e Problem, fir Iech ze soen, dass ech 200.000 Euro net fannen, mee awer siwe Milliounen Euro soll fanne fir e Projet, deen da wier!

A wann et da just d'effentlech Hand ass, déi esou eppes mécht, da muss ee sech och d'Fro stellen: Wat sinn d'Nofolgkäschte vun deem Ganzen?

Déi aner Fro, déi ee sech awer och ze stellen huet, ass, wat d'Fonctionnementskäschte sinn, d'Ennerhaltskäschten an, par la suite, wa mer och wëllen, dass déi Studioe ganz occupéiert ginn, ob de Budget vum Filmfong iwwerhaupt nach duergeet.

Duerfir si mer der Meinung gewiescht, dass et elo emol am Moment a well och virun allem vum Secteur keng Demande do ass ... De Secteur, ech hunn och mat hinne geschwat. Si hu

mer och gesot, se hu mat lech geschwat. Si soen: „Jo, wann Dir eis et baut, da fanne mir dat flott.“ Mee dat war awer net dat, wat och de Wonsch war, dee mer am Koalitionsaccord zum Ausdrück bruecht hunn: dass mer eppes do géife maachen, esou wéi dat och deemools ausgemaach gi war, och mat de Privaten.

Duerfir hu mer awer och am Regierungsrot, Här President, fir den Här Biancalana awer kënnen ze rassuréieren, de Wonsch ausgedréckt, dass mer elo, well keng Demande do wier, den dote Projet net kéinten esou réalisieren, wéi en dosteet, mee awer, an dat ass mam Wirtschaftsminister och diskutéiert ginn, ob et Opportunitéite géif ginn, fir aner Projet-d'enverguren, wéi Dir se och gezielt hutt, kënnen zu Diddeleng ze maachen.

Wéi gesot, ech wëll net soen, de Ball läit elo bei engem anere Minister, well mir sinn eng Equipp, wou mer zesumme wëlle schaffen. Mee op jidde Fall kann ech lech soen, dass unanime an der Regierung de Soutien do ass, fir dass mer konkret och, wa mer bis konfrontéiert si mat engem Projet, also wa mer de Projet soumettéiert kréie vum Wirtschaftsministère - ech wëll elo net hei op Spekulationen agoen, wat et kéint sinn, well ech mengen, dat wier spekulativ -, dass mer konkret, wann de Projet géif kommen zu Diddeleng, och déi néideg Moyene géife ginn.

Mee fir elo eppes ze bauen, wou de Secteur selwer seet: „Jo, et ass am Fong net dat, wat mir brauchen. Kielen geet duer. Wann Der eis kéint zu Kielen 200.000 Euro d'Joer ginn, da géif dat fëllegen duergoen“, fir dann ze soen, dass mer e Projet maachen, deen eis awer dann 22 Milliounen Euro géif kaschten!

Duerfir, wéi gesot, fir konkret op d'Fro ze äntwären: Am Moment gétt et net de Wëlle vun der Regierung, fir eleng oder mat lech - dann 11 Milliounen an 11 Milliounen - müssen ze finanzéieren fir den dote Projet, wou dës le départ awer gesot gi war, dass et eppes wier, wou mer géife mam Privatsektor zesummeschaffen a wou mer och géifen - an ouni Calcul haut - wëssen, wat et dann duerno och géif kaschten.

An engem viregte Liewe war ech Buergermeeschter an dat sidd Dir och. Dir wësst: Eng Schwämm bauen, ass net dat Deierst. D'Schwämm duerno erhalen, ass méi deier, wéi d'Schwämm ze bauen. An hei eppes ze bauen, fir et ze bauen, ouni ze wëssen, wat et dann awer duerno kascht, mengen ech, wier net rasonabel.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Kommunikatiouns- a Medieminister Xavier Bettel.

10. Question élargie n° 17 de M. Marco Schank relative au plan national d'action handicap

Mir kéimen dann elo zur erweiterter Fro Nummer 17 vum Här Marco Schank iwwert de Plan national d'action handicap. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Antwort vum Minister seng eventuell Zousazfro ze stellen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2011 huet Lëtzebuerg d'UN-Konvention fir d'Rechter vu Persoune mat engem Handicap ratifizéiert. Am Mäerz 2012 huet déi deemoleg Regierung deen nationale Plang Handicap fir d'Ëmsetzung vun därselwechter Konvention ugeholl. An dësen Aktiounsplang mat der Echeance vun 2017 huet eng ganz Partie Ziler a Moosname fir déi verschiddenst Beräicher deemools virgesinn.

De Bilan vun dësem éischte Fënnfjoresplang ass 2017 gemaach ginn, de 4. Dezember, dëst am Kader vun enger Diskussionsronn mat Vertrieederinnen a Vertrieeder aus der Zivilgesellschaft an de Ministère, déi do beienee waren.

Deen neien Aktiounsplang soll déi weider Virgongsweis mat engem Echeancier festleeën, deemno mat deene wichtegste Milestones fir déi nächst Joren en vue vun 2023.

Ech hu mer vum Secteur soe gelooss, eng vun de Kriticke wou zoustännegen UN-Comité ursprénglech wier déi mangelhaft Bedelegung vun de Beträffene beim Ausschaffe vum Aktiounsplang gewiescht. D'Regierung respektiv de Ministère ass awer an Tëschenzäit op de Wee gaangen, fir déi Beträffe besser anzubanen.

Aacht Theemeberäicher sinn am Conseil supérieur des personnes handicapées an engem Steering-Grupp mat verschiddene Prioritéiten

erausgesicht ginn, fir duerno Aarbechtsgruppen ze schafen, zesumme mat der Zivilgesellschaft.

Leider, heescht et, wier de Prozess zum Schluss awer net richtig virugaangen. De Ministère de la Famille hätt säin Deel fäerdegemaach an dësen och presentéiert an déi Aarbecht och gutt gemaach, gétt mer gesot, mee dëst wier eben nëmme e Brochdeel vun deem, wat néideg wier, fir d'UN-Konvention ëmzeseetze mat konkrete Moosnamen, dëst eben an deene verschiddene Beräicher, wéi Bildung, Formatioun, wéi Mobilitéit, wéi Beschäftegung, wéi gesondheetlech Versuergung, wou eben och nach eng ganz Partie aner Ministère zoustänneg sinn.

An engem „Land“-Artikel vu virun zwee Méint gouf e Responsabele vum OGB-L an där Saach hei zitéiert mat folgender Kritik, Zitat: vill vun deene staatlechen Initiative wiere reng Symbolpolitik a géifen iwwer Sensibiliséierungsnaamen net erausgoen. A weider: a ville Ministère hätt d'Gläichstellung vu behënnerte Leit nach wie vor keng Prioritéit.

Vun de Responsabele vun Info-Handicap krut ech gesot, et hätt ee sech gutt kënnen an déi Aarbechtsgruppen abringen, mee bei enger Reunion virun der grousser Vakanz, wéi d'Aktiounen vun deenen anere Ministère sollte virgestallt ginn, hätten eng ganz Partie Theeme gefeelt - zum Beispill am Kontext vun der Justiz oder der Mobilitéit - an och net all zoustänneg Mataarbechter aus deene verschiddene Ministère wieren do present gewiescht. „Mir brauchen awer Usprichpartner aus de Ministère, soss geet et net virun“, heescht et vun de Responsabele vun Info-Handicap.

Här President, ech wollt zwou, dräi Froen un d'Ministesch stellen:

Wéi geet et elo viru mam Aktiounsplang? Wou sti mer? Wéi gesäit dee geneeën Zäitplang aus?

Eng zweet Fro: Sinn déi verschidde Ministère prett, fir hir Apporten ze bréngen?

An drëtten: Wat geschitt, wann déi entsprechend Ziler net kéinten erreecht ginn? Gétt et dann en drëtten Aktiounsplang?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Schank. D'Regierung huet d'Wuert, d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Villmools Merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech gären dem honorablen Deputéierte villmools Merci soe fir déi Fro, well ech mengen, dat ass eng, déi eis alleguerter concernéiert respektiv soll interesséieren. An dofir wäert ech och elo ganz am Detail eng Keier op d'Antworte vun deene Froen agoen, déi Der mer grad gestallt hutt.

D'Regierung hat sech, wéi Der gesot hutt, 2012 en éischten Aktiounsplang fir d'Ëmsetze vun der UN-Behënnerterechtskonvention ginn. De Bilan ass am Dezember 2017 presentéiert ginn. An do hu mer dunn decidéiert, och en neien Aktiounsplang auszeschaffen, am Fong eng Aart Guide fir d'Ëmsetze vun der UN-Behënnerterechtskonvention fir déi nächst fënnf Joer.

Déi Lëtzebuerg Regierung huet sech och an hirem Koalitionsaccord iwwregens engagéiert, fir en zweeten nationalen Aktiounsplang „Behënnert“ fir d'Period vun 2019 bis 2024 ze entwéckelen. De Familljeministère huet d'Koordinatioun vun der Politik zugongscht vu Leit mat enger Behënnert a sengen Attributiounen. Mir iwwerhuelen an deem Sënn och d'Roll vum nationale Focal Point, wéi Der grad gesot hutt, fir Lëtzebuerg par rapport zum Comité fir d'Rechter vun de Leit mat enger Behënnertung vun de Vereenten Natiounen zu Genève.

De Familljeministère koordinéiert op nationalem Plang och d'Ëmsetzung vun de verschiddene Dispositiounen vun der Behënnerterechtskonvention, mee all eenzelne Ministère bleift awer och weiderhi kompetent a verantwortlech fir d'Ëmsetze vun de verschiddene Moosnamen am Aktiounsplang, déi eben dann dee Moment ënner seng Kompetenzen falen.

All Member vun der Lëtzebuerg Regierung huet eng UN-Behënnerterechtskonventionskontaktpersoun a sengem Haus. Dës Persoune si verantwortlech, fir derfir ze suergen, dass d'Interessen an d'Besoinen vu Leit mat enger Behënnertung och wierklech berücksichtegt ginn, wann an de Ministère nei gesetzlech, administrativ oder technesch Moosname geholl ginn. Si verfluchte sech, als Vermëttler ze fungéieren tëschen de politeschen Decideuren a Leit mat enger Behënnertung.

D'Zil vum nationalen Aktiounsplang ass et, fir Prioritéiten an der Ëmsetzung vun der UN-Behënnerterechtskonvention ze identifizierte a gezielt Implementéierungsmaasures festzehalen. Fir sécherzestellen, dass d'Theemen an dësem

nationalen Aktiounsplang iwwereneepasse mat de Bedierfnisse vun de Persoune mat enger Behënnertung, ass d'Wiel vun den acht Sujeten d'Resultat vun der Consultatioun an der Zesummenaarbecht mam Conseil supérieur vun de Leit mat Behënnertungen - dat ass de Conseil supérieur des personnes handicapées - an eebe mat deem Steering Group, deen d'Mission hat, als Groupe de pilotage d'Elaboratioun vum Aktiounsplang ze begleeden.

Déi zwee uewe genannte Consultatiounsorganer bestinn haaptsächlech aus Leit mat Behënnertungen a Vertrieeder vu Behënnertverbänn oder Associatiounen vun oder fir Leit mat Behënnertung souwéi Vertrieeder vum Stat.

De Conseil supérieur an de Steering Group hunn decidéiert, sech op eng limitéiert Unzuel vun Theemen ze fokusséieren. D'Zil ass et, do-duerch méi kloer Prioritéiten ze definéieren an déi beschtméiglech Resultater ze erzielen. Et sinn aacht Artikelen vun der UN-Behënnerterechtskonvention, déi d'Prioritéite vum Aktiounsplang 2019 bis 2024 definéieren.

Ech géif se eng Keier séier opzielen. Et sinn den Artikel 8: d'Sensibiliséierung, den Artikel 12: d'Unerkennung vu juristescher Perséinlechkeet, den Artikel 19: d'Autonomie an d'Inklusioun an der Gesellschaft, den Artikel 21: d'Meenungsfräiheet an den Zougang zur Informatioun, den Artikel 24: d'Education, den Artikel 25: d'Gesondheet, den Artikel 27: d'Aarbecht an d'Beschäftegung, an den Artikel 29: d'Participatioun am politeschen an am öffentliche Liewen.

Duerno huet de Familljeministère d'Koordinatioun vun der Aarbecht dunn iwwerholl an d'Zivilgesellschaft an d'Vertrieeder vun de vun de gewielte Sujete betraffene Ministère eeben invitéiert, fir aktiv um Ausschaffe vum Aktiounsplang 2019 bis 2024 matzeschaffen.

Et goufen dräi Aarbechtsversammlungen organiséiert, fir deenen ongeféier honnert Leit aus dem öffentliche an aus dem private Secteur, déi am Beräich vun der Behënnertung schaffen, déi selwer vläicht eng Behënnertung hunn oder einfach un deem Thema interesséiert sinn, do matgemaach hunn.

D'Participant goufen an Aarbechtsgruppen opgedeelt. An all Aarbechtsgrupp gouf ee vun den acht Sujete behandelt. Déi éischt Versammlung war am Juni d'lescht Joer. Deen Dag goufen déi spezifesch Bedierfnisse vu Leit mat Behënnertungen an deenen acht Beräicher duerch e Brainstorming identifizierte.

An enger zweeter Versammlung, den 2. Oktober 2018, sinn d'Prioritéiten, d'Ziler a konkret Aktiounen fir all Theema festgehale ginn. An déi lescht Aarbechtsversammlung war am November d'lescht Joer an déi gouf a Form vun engem Gallery Walk am Fong organiséiert, wou d'Participanten a Gruppen zirkuläre konnten an iwwert déi acht Theemen diskutéieren konnten, fir dann d'Iddien och ze completéieren, déi während der zweeter Sitzung ausgetosch gi waren.

Duerno gouf eng Consultatiounsversammlung fir déi ministeriell Kontaktpersoune justement am Januar 2019, also dëst Joer, ofgehalen, während där déi weider Entwécklung vun neien Aktiounsplang virgestallt an diskutéiert gouf.

Am Mäerz dëst Joer hate mer op Nofro vun de Participanten eeben aus den Aarbechtsgruppen eng Versammlung organiséiert. Do hu mer hinnen am Fong geholl den Zäitplang genee erkläert fir déi weider Aarbechten a mir hunn hinnen e visueller Aperçu gi vun engem vun de Kapitele vum Aktiounsplang, dëst eeben einfach, fir hinnen emol ze visualiséieren, wéi dat iwwerhaapt wäert ausgesinn, dat Ennresultat. Mee ech soen nach eng Keier: Mir hunn do ee Kapitel gewisen, well de Rescht muss jo souwiso och nach fir d'Éischt duerch de Regierungsrot goen, wann den Aktiounsplang dee Moment fäerdeg ass.

Während de Méint Mäerz an Abrëll 2019 huet de Familljeministère dunn un all eenzelne betraffene Minister d'Moosname geschéckt, déi a säi Kompetenzberäich falen an déi vun de verschiddene Aarbechtsgruppe proposéiert goufen.

Déi verschidde Ministère an Administratiounen haten dunn d'Geleeënheet, hir Dokumenter fäerdeg ze maachen an ze verbesseren, an an dëser Hënsicht ass et wichteg ze wëssen, dass d'Propositiounen vun den Aarbechtsgruppen och wierklech zréckbehalte gi sinn, dass dat d'Basis war fir den definitiven Text. Et bleiwen natierlech awer Propositiounen.

Natierlech sinn dann déi eenzel Ministère och verflücht, d'Bestëmmung vun der UN-Behënnerterechtskonvention op nationalem Plang ëmzesetzen. Et ass um jeeweilige Minister, fir awer de Wee ze wielen, duerch deen déi eenzel Resultater dann och sollen erreecht ginn. Elo ouni wëlle virzegräifen, kann ech awer soen, dass eng Rëtsch Moosnamen esou oder ganz

äänlech, wéi dat an den Aarbechtsgruppe proposéiert ginn ass, de Wee an den Aktiounsplang fonnt hu respektiv fanne wäerten.

Bei all Moosnamen gétt et och en Indicateur an en Delai. Eng éischt extern Evaluatioun ass fir 2022 geplangt. D'Schlussvaluatioun soll dann 2025 gemaach ginn nom Oflaf vun deene fënnf Joer.

Den Aktiounsplang kann nëmme als Ganz presentéiert ginn. Dëst ass eréischt méiglech eeben, wann d'Preparatiouns- an déi redaktionell Aarbechten ofgeschloss sinn an nodeems de Regierungsrot en approuvéiert huet. Dëst erkläert och, firwat déi aner Ministère déi Deeler, déi si betreffen, nach guer net konnte virstellen, well mer dat eeben an engem Gesamtpackage wäerte müssen, wëlle virstellen.

Wat d'Fortschreide vun den Aarbechten ugeet, wëll ech bemerken, dass all Ministeren hire Bäitrag schon un de Familljeministère geschéckt hunn. De Familljeministère huet déi verschiddene Deeler an engem eenzegem Dokument mam Titel „Aktiounsplang fir d'Ëmsetze vun der Konvention fir d'Rechter vu Leit mat enger Behënnertung 2019 bis 2024“ zesummesat. Dëst Dokument wäert deemnächst, am Regierungsrot dann dee Moment, presentéiert ginn, an dann eréischt kënnen mer natierlech och an d'Effentlechkeet goen.

Schlussendlech wollt ech awer och nach preziséieren, dass verschidde Mesuren, déi am neien Aktiounsplang ernimmt ginn, och schon amgaange sinn emgesat ze ginn. An ech si mer wierklech sécher, dass dës Plang e wäertvollt Instrument gétt, fir d'Ëmsetzungsnaamen vun der UN-Behënnerterechtskonvention ze programméieren, fir se och ze koordinéieren, fir se ze vereinfachen an och, fir se méi transparent ze maachen. Dofir, bis Enn des Joers wäerte mer deen Aktiounsplang dann och definitiv am Regierungsrot ugeholl hunn an dann och presentéieren.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Cahen.

11. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

Ech géif dann d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser gi fir den Depot vun enger Motioun.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass aus aktuelle Grënn, wou ech mer erlaben, lech haut eng Motioun ze proposéieren. Muer ass den NATO-Verdeedegungsministerrot, de 24. a 25. Oktober, an enger Situatioun, wou mer jo wëssen, dass ee vun eisen Alliierten, d'Tierkei, eng militäresch Offensiv an engem vu sengen Noperstate gemaach huet an nach ëmmer mécht, an dëst ouni Autorisatioun vum UNO-Sécherheetsrot.

D'Tierkei ass fir eis sécher keen einfachen Alliierten. Mir haten net nëmme elo déi Situatioun a Syrien. Mir hunn och eng permanent Okkupatioun vun engem groussen Deel vun Zypern. Mir hu permanent Violatiounen vum Loftraum vu Griichenland iwwer enger Rei vun Inseln.

Dat ass sécher keng einfach Situatioun. An déi Fro, déi sech stellt: Wéi eng Implikatiounen kann dat fir Lëtzebuerg hunn? A wéi eng Positioun soll de Verdeedegungsminister och muer eventuell do zu Bréissel duerleeën?

Et ass esou, dass den Artikel 5 vun der NATO eng automatesch Bäistandspflicht vun den aneren Alliierte gëtt, wann ee vun den Alliierten ugegraff gëtt. An et ass och de Minister Asselborn iwwregens, deen dës Woch d'Fro gestallt huet: „Wat ass dann, wann opgrond vun där tierkescher Interventioun a Syrien eventuell e syresche Géigeschlag op tierkeschem Territoire kéint kommen? A wäeren dann eis Bündnisobligatiounen engagéiert?“

Et ass allerdéngs och esou, dass den Artikel 5 net eng automatesch militäresch Bäistandspflicht virgesäit, eng Bäistandspflicht jo, mee net onbedéngt eng automatesch militäresch Bäistandspflicht.

Ech mengen, hei muss also eng Kloeerstellung geschéien: Hu mir eng Bündnisobligatioun géintwärtig engem Alliierten, deem säin eegent illegaalt Verhalen derzou ka féieren, dass ee vun him attackéierte Stat zréckgräift an hien doduerch op sengem Territoire leséiert gëtt?

Et ass keng hypotheetesche Fro, mee et ass och am Fall vun der Tierkei keng hypotheetesche Fro. Mir haten an deene leschte Joren e puer

Situatiounen, wou déi Fro sech hätt kënnen stellen. 2012 koom et zu engem Ofschoss vun engem, mengen ech, syresche Fliger, wou net ganz kloer war, ob deen iwwer internationalem Waasser, dem Mëttelmier, oder op syreschem Territoire war. Et koom 2015 zu engem Ofschoss vun engem russesche Fliger, wou och eng Diskussioun entstanen ass: War deen iwwer tierkeschem Gebitt oder war en iwwer syreschem Gebitt? Dat heescht, déi Fro ass duerchauer reell.

Elo huet déi Proposition, déi Motioun, déi mir proposéieren, eigentlech eng kloer Zilrichtung, dat ass, fir ze soen, eischtens emol, datt déi Situatioun mat der Tierkei zur Sprooch bruecht gëtt op dem Treffe vun de Verdeedegungsministere, zweetens, datt och soll gesot ginn, kloer gesot ginn, datt, wann d'Verhale vu Syrien (veuillez lire: vun der Tierkei) géint d'Konventioun vun der UNO, géint d'UN-Charta, wann ouni Autorisatioun vum Sécherheitsrot eng tierkesch Militäroperatioun op syreschem Territoire geschitt, datt dat net eis Bündnissolidaritéit automatesch kann erviruffen, datt och muss iwwerpréift ginn, wéi d'Tierkei an den internationale Manövere vun der NATO weider agebonne gëtt, an och e ganz wichtige Punkt, datt betreffend déi Informatiounen, déi den Alliierten zur Verfügung gestallt ginn, d'Tierkei keng Informatiounen ka kréie vun den Alliierten, déi hir bei net autorisierte Militäroperatiounen am Ausland kënnen hëllefen.

Ech mengen, dat wär e wichtige Geste, wann e Lëtzeburger Verdeedegungsminister dat géif bei engem NATO-Treffen uschwätzen. Et wär och eng Sécherheet, déi mir hätten, fir eis net an iergendenger Form mat dëser Aktioun ze solidariséieren.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

Motion

D'Chamber,

an déiwer Suerg iwwer

- d'Verletzung vun der territorialer Integritéit vun der Arabescher Republik Syrien duerch d'Tierkei duerch eng rezent militäresch Offensiv ouni Erlassnis vum Sécherheitsrot vun der Organisatioun vun de Vereenten Natiounen,

- d'Verletzung vun der territorialer Integritéit vun der Republik Zypern an der militärescher Okkupatioun vun engem groussen Deel vun hirem Statsgebitt zënter 1974,

- permanent Verletzung vun der territorialer Integritéit vun der Griichescher Republik, och Member vun der NATO, virun allem vum Loftraum iwwer verschidde griicheschen Inseln,

fuerdert d'Regierung op,

- am Kader vun de politeschen a militäreschen Instanzen vun der NATO d'Modalitéite vun der zukünftiger Zesummenaarbecht vun den Alliierte mat der Tierkei unzeschwätzen,

- dorop hinzewierken, datt eng Decisioun geholl gëtt, datt d'Tierkei fir de Fall, wou si duerch hir eege Verletzung vum internationale Recht a besonnesch vun der Charta vun de Vereenten Natiounen sollt Zil vu militäresche Géigemoossnamen duerch aner State ginn, net kann op d'Solidaritéit vun den Alliierten no Artikel 5 vum NATO-Verdrag zielen,

- dorop hinzewierken, datt d'Opportunitéit vun enger weiderer Bedeelegung vun der Tierkei u multilateralen Operatiounen an Exercicen iwwerpréift gëtt,

- virzeschloen, datt d'Tierkei keng Informatiounen méi aus alliierte Quelle ka kréien, déi hir bei hiren offensiven Operatiounen géint aner State kënnen hëllefen.

(s.) Fernand Kartheiser.

12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du troisième âge au Grand-Duché de Luxembourg

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Da kéime mer zum nächste Punkt. D'Chamber féiert haut eng Aktualitéitsstonn iwwer den drëtten Alter, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. D'Riedezäit ass am Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, d'Madamm Tess Burton, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo den honorablen Här Marc Spautz als Vortrieder vun der CSV-Fraktioun.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, wann ee schwätzt iwwer Seniorepolitik, ass dat e wäitgefächerte Baitrag. Bei Seniorepolitik versti Leit: Wéi ass et mat de Pensiounen? Gëtt et eppes bäi bei de Renten? Do versti Leit: Wéi ass et mat der Besteuerung? Och bei der Besteuerung spillt oft d'Situatioun vun de Seniore mat.

Mee ech mengen, d'Pensiounen, dat ass d'Theema, fir mam Här Sozialminister, an d'Besteuerung, dat ass d'Theema fir mat dem Här Finanzminister ze beschwätzen. Do wäerte Verschiddener heibanne sécherlech drop zrëckkomme bei de Budgetsdebatten. A bei der Krankheit oder bei der Fleeg ass et den Här Gesondheits- oder den Här Sécurité-sociales-Minister.

Eis geet et an dësem Kader am Fong ëm d'Liewensqualität, d'Liewensqualität vun de Senioren, d'Liewensqualität vun deene Leit, déi dozou bäigedroen hunn, dass Lëtzebuerg do steet, wou Lëtzebuerg haut ass.

Mir waren als Fraktioun virum Summer ennerwee. Mir hu vill eeler Leit begéint, mir hunn och vill Jonker begéint. Mee haut beschäftege mer eis gäre mat der Thematik vun dem drëtten respektiv souguer dem véierten Alter hei zu Lëtzebuerg. An do ass et onofhängeg vum Akommes, onofhängeg vum Alter an onofhängeg vun der Gesondheet, wou mer müssen eng Politik maachen, fir deene Leit ze hëllefen a fir deene Leit entgéintzekommen.

Mir wëssen, an der Regierungserklärung stoung dran, dass eng Strategie géif gemaach gi fir „active ageing“. Et ass geschwat gi vun engem „plan gérontologique“, et ass geschwat gi vun engem „plan national « soins palliatifs-fin de vie »“, wat alles Saache sinn, déi ganz gutt sinn. Mee et muss ee sech och d'Fro stellen, ob mer net hei zu Lëtzebuerg e Seniorekonzept brauchen, wou mer iwwer d'Heterogenitéit vun deenen eenzelnen Altere schwätzen, wou mer vun den Altere schwätzen, vum drëtten a vum véierten Alter. An dat huet jo näischt mam Kalenner ze dinn, dat huet näischt mam Gebuertsjoer ze dinn.

Ech kenne Leit, déi hunn 89 Joer, déi si méi jonk an hiren Iddie wéi aner mat 50. An ech kennen der mat 50, déi gi ganz schwéier schafafen an déi beschäftege sech scho méi mat der Pensioun, an déi aner beschäftege sech nach méi mam aktive Liewen. Also huet dat näischt eleng mam Gebuertsdatum ze dinn, mee dat huet och mat der Astellung ze dinn, dat huet och domat ze dinn, wéi gutt een ass a wéi gutt ee sech fillt.

An dat ass jo eng gutt Saach, déi et gëtt, dat kanns de der net fir Sue kafen. Ob s de gutt bass oder ob s de net gutt bass, kanns de zwar mat denger Liewensform beaflossen, mee en endgültigen Domm drop hues de net. An egal wéi räich dass de bass oder wéi net räich dass de bass, du kanns der keng zousätzlech Liewensjoer kafe goen. An dat ass och gutt esou.

Mee wa mer schwätze vun den eelere Generatiounen, dann ass et och wichtig, dass mer matzäit ufänken, eis domat ze beschäftegen, an dass mer och do keng Ofgrenzung maache vu Jonk an Al, mee dass mer do kucken, wéi mer dat kënnen heterogeen hikeréien, well ech wënsche jiddwerengem et, och deenen, déi heibanne sinn. Jiddweree vun eis gehéiert eng Kéier zu deenen eelere Generatiounen a jiddweree vun eis muss eng Kéier dorop zrëckgräifen.

Dofir muss mer och schwätze vun der Verdeelungsgerechtkeet. A wann ech schwätze vu Verdeelungsgerechtkeet, da schwätzen ech net nëmme vu Pensiounen a vu Krankekeess, mee och vu Liewensfahrung, och vun deem, wat ech a mengem Liewe ka maachen, wat ech a mengem Liewen nach alles wëll ufänken.

Et gi Leit, déi sinn nach gutt ennerwee mat engem ganz héijen Alter an déi ginn nach aktiv duerch d'Liewen, ob dat ass, dass se an d'Vekantz ginn, ob dat ass, dass se nach fir sech kënnen liewen an op keng Hëllef ugewise sinn. Et sinn anerer, déi Hëllef brauchen, sief dat, dass se doheem sinn, sief dat an enger Struktur. An et ass do, wou et fir eis wichtig ass, dass mer déi néideg Akzenter setzen an dass mer och do déi néideg Mëttelen huelen, Suen huelen, déi de Statsbudget zur Verfügung stellt an déi och d'Gemenge brauchen an déi och d'Associatiounen brauchen, déi sech ëm déi Leit bekëmmern, déi deene Leit hëllefen, fir dass et och do net zu Vereinsamunge kënn.

Well dat bréngt d'Liewen nach ëmmer mat sech, wann zwee Stéck zesumme wunnen: Dass se allen zwee matenee vun eis ginn, dat ass e bësse méi rar, mee et ass ëmmer een, dee bleift. A fir deen ass oft d'Situatioun ganz schwierig, sief dat um finanzielle Plang, sief dat awer och herno mat enger Vereinsamung, wou et net gutt ass, deemno wou Der wunnt. Do ass et och erëm grondverschidden, a wat fir enger Region vum Land dass Der wunnt, ob

Der an enger Grousstad wunnt oder ob Der um Land wunnt, och dat sinn ënnerschiddlech Gegebenheeten. An et ass dofir an eisen Ae wichtig, dass mer do déi richteg an déi néideg Akzenter setzen.

Wann ech dat soen, dann ass et och fir eis wichtig, dass een eng Kéier e Bilan mécht vun all deem, wat mer bis elo gemaach hunn. A wann ech dat soen, Här President, da muss een och e Réckbléck maachen, wat alles bis elo geschitt ass. Mir haten an deene Strukturen, Fleegeheimer an Altersheimer - déi meescht heibannen, déi wëssen dat -, bis de Juni 2000 zwou getrennte Strukturen. Mir haten déi vum Familljeministère, dat waren d'Altersheimer, a mir haten déi vum Gesondheitsministère, dat waren d'Fleegeheimer. Et ass duerch d'Gesetz vun 2000, wou de Jean-Marie Halsdorf, deen haut nach bei eis ass, deen deemools Rapporteur war, ...

(Brouhaha et hilarité)

... deen als jonken Deputéierten ...

► **M. André Bauler (DP).** - En ass matzen enner eis.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ... deen als jonken Deputéierte Rapporteur war vun deem Gesetz, wou déi zwou Strukturen zesummegeleuecht gi sinn, näamlech d'Altersheimer an d'Fleegeheimer. An dat, Här President, mengen ech, do muss een och de Bilan zéien, wat deemools geschitt ass a wat deemools do war. Mir haten deemools am ganze 25 Strukturen hei am Land, déi et gi sinn. Dat waren der 9 am Kader vun engem Centre intégré, dat waren der 4 am Kader vun enger Maison de soins, déi dem Stat gehéiert hunn, an dat waren der 12, wou Gemengenautoritéiten, wou Gemenge sech domat beschäftegt hunn. An alles dat ass deemools zesummegefouert ginn.

An och haut hu mer hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer, och wa se enner enger Hand sinn, 22 Maisons de soins mat 2.379 Better an 29 Centre-intégrée mat 3.871 Better, wat ganz vill Better si fir déi Leit, déi eent hunn, mee wat nach ëmmer fir eng Hoffnung ass (veuillez lire: mee wou nach ëmmer weineg Hoffnung ass fir déi, déi eent brauchen) a wou Schwierigkeete si fir déi Leit, déi kuerzfristeg müssen an eng Struktur erakommen, respektiv Leit, déi doheem versuergt ginn, wann do op eemol ee vun deenen, déi se versuergen, krank gëtt, wann eemol ee vun deenen, déi se versuergen, an d'Vekantz wëllt goen. Et ass dann oft schwierig, well net genuch Vakanzebetter an och net genuch Better do sinn. Dofir ass et fir eis wichtig, Madamm Minister, dass mer do géife méi Better schafen an dass mer do d'Initiativ géifen huelen, fir nach zousätzlech Alters- a Fleegeheimer ze bauen.

Mir wëssen - a mir hu jo heibanne virun der Vakanz nach e Projet gestëmmt gehat, fir dass zu Déifferdeng en neit Altersheim géif op de Wee goen -, dass et och wichtig ass, dass mer zousätzlech nach aner Haiser bauen an dass mer gläichzäitig bei Haiser, déi blockéiert sinn an hirer Entwécklung, alles drusetzen, fir dass mer do och - entschëllegt den Ausdröck! - d'Kou vum Äis kréien. An ech mengen do notamment - an déi Kollegen, déi sech nach drun erënneren, wat ech gesot hunn, wéi mer iwwer Déifferdeng geschwat hunn, wëssen dat - virun allem Rémeleng.

Mir géifen do d'Regierung bidden alles drunzeseetzen, dass mer deen Dossier endlech deblockéiert kréien. Ech weess, dass et net d'Regierung direkt ass, déi domat ze dinn huet, mee dass et de Provider Servior ass, fir et emol esou auszedrücken, deen do d'Initiativ misst huelen, mee et wier do eebe wichtig an noutwendeg, dass mer deen Dossier géife vum Äis kréien.

An ech hunn och dozou eng Motioun, mee, Här President, wéi Der mech opgeruff hutt, hunn ech d'Motioun dohanne leie gelooss. Ech ginn Iech se duerno.

Ech hunn dozou eng Motioun, wou mer gären hätten, dass dat géif gemaach ginn, dass mer géifen zesumme kucken, déi lokal Partner zesumme mam Stat, zesumme mam Bedriewer, dass mer dee Problem, dee mer do hu mat dem Architekt, geléist kréien, fir dass mer dee Projet deblockéiert kréien. Well et muss ee wëssen, dass dat Haus awer säit 2013 schonn amgaangen ass ...

(M. Gilles Roth remet les motions à M. Marc Spautz.)

Merci, Gilles!

Säit 2013 ass dat schonn amgaangen, wou de Bagger schonn do stoung, de Bagger scho gerullt war. An duerno ass et dozou komm, dass dat huet misse gestoppt ginn. An dofir, Här President, de Wonsch vun eis als CSV, dass mer zesumme mat all deene Partner kucken, dass mer déi Saach och deblockéiert kréien, dat am Interêt vun deene Leit, déi do sinn, mee awer och am Interêt dovun, dass mer méi an zousätzlech Better kënnen schafen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- notant que la loi du 1^{er} août 2018 autorise la construction d'une maison de soins à Differdange ;

- constatant que le projet en vue de la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Rumelange est suspendu depuis 2015 du fait qu'il existe des situations litigieuses avec le bureau d'architectes ;

- considérant que l'évolution démographique et le vieillissement de la population augmentent le besoin en infrastructures ;

- sachant que le nombre de demandes d'admission en institution de long séjour pour personnes âgées n'a cessé d'augmenter ;

- ajoutant encore que les demandes de placement deviennent de plus en plus urgentes du fait que les personnes âgées attendent souvent jusqu'à ce que les services ambulatoires n'atteignent leurs limites pour envisager le recours à un séjour en milieu institutionnel ;

- sachant qu'une analyse par canton des structures existantes pour personnes âgées montre que le besoin en lits stationnaires est important dans le canton d'Esch-sur-Alzette,

invite le Gouvernement

- à travailler activement sur l'élaboration d'une stratégie pour construire le plus rapidement possible le centre intégré pour personnes âgées à Rumelange.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Françoise Hettog-Gaasch, Gilles Roth, Marco Schank.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Eng aner Motioun, déi mer preparéiert hunn, Här President, dat ass, fir dass mer och soen, dass mer méi Better brauchen. Wa mer déi demografesch Entwécklung kucken, déi de Statec eis virgeleuecht huet, wou mer bis 2060 bei iwwer 21 % vu Leit mat méi wéi 65 Joer hei zu Lëtzebuerg wieren, dann ass et och wichtig, dass mer méi an nach zousätzlech Better schafen.

Ech wëll do just soen, dass an der leschter Legislaturperiod 116 nei Better geschafe gi si vun 2014 bis 2017, ouni déi, déi elo am Bau sinn an déi nach amgaange sinn. Déi Legislaturperiod virdrun, just fir dat eng Kéier ze erwänen, vun 2009 bis 2013, do waren et 747 Better, déi an där Zäit geschafe gi sinn.

A wa mer kucken, wéi séier d'Bevëlkerung wiisst, ass et och do wichtig, dass mer nei an zousätzlech Better maachen, an net nëmme Better op engem bestëmmte Punkt, a Ballungsgebieder, mee dass mer déi och verdeelt kréien queesch duerch d'Land. Well heiansdo - an dat ass richtig, dat huet de Sozialminister eis nach gesot, wéi iwwer d'Fleegeversécherung gekuckt ginn ass - ass et net onbedéngt e Problem, fir e Bett ze kréien, obwuel mir vun de Leit aner Saache gesot kréien, mee den Här Minister huet eis do geäntwert: „Mee et huet heiansdo mat der Region ze dinn.“ An dass dee vu Wäiswampech net onbedéngt interesséiert ass, op Rémeleng an d'Altersheim ze goen, oder dee vu Schëffleng op Veianen, mengen ech, ass evident, soudass mer do och kucken, dass mer dat iwwer d'Land verdeelen, dass mer déi Haiser och deement-sprechend verdeelt kréien.

Och do, Här President, eng Motioun vun der CSV dozou.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- notant que des hypothèses sur l'évolution démographique du Luxembourg prospectent un million d'habitants d'ici 2060 ;

- sachant que la part des personnes âgées de 65 ans ou plus sera de 21,8 % d'ici 2060 ;

- notant que d'après les données du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le nombre de demandes d'admission en institution de long séjour pour personnes âgées n'a cessé d'augmenter ;

- considérant que le vieillissement de la population, l'augmentation de l'espérance de vie, l'amélioration des conditions de vie, tout comme le progrès médical, constituent des facteurs décisifs pour évaluer entre autres les besoins futurs en infrastructures ;

- notant qu'au 31 décembre 2017, le Grand-Duché de Luxembourg dispose de 22 maisons de soins offrant au total 2.379 lits et de 29 centres intégrés pour personnes âgées offrant au total 3.871 lits ;

- constatant une augmentation de 116 lits en structures pour personnes âgées pour la période 2014-2017 par rapport à une augmentation de 747 lits pour la période 2009-2013 ;

- notant une hausse significative de l'âge d'admission en institution et une augmentation sensible de l'état de dépendance ;



- constatant que les demandes en milieu stationnaire deviennent par la suite de plus en plus urgentes ;

- notant que la grande majorité des maisons de soins et centres intégrés pour personnes âgées ne disposent que d'un petit nombre de chambres de vacances dans lesquelles des personnes peuvent être accueillies temporairement,

invite le Gouvernement

- à accélérer la politique d'investissement dans la construction de structures d'hébergement de longue durée ;

- à augmenter considérablement le nombre de chambres de vacances.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth, Marco Schank.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech hunn och geschwat vun all deene Problemer, déi mer bei Associatiounen hunn, déi sech ganz vill ëm déi eeler Leit bekëmmen, ob dat Caritas, RBS, Club Senior, Foyer de la femme, alleguerten déi Associatiounen sinn, déi eng ganz wäertvoll Aarbecht do maachen, dat souwuel am Benevolat wéi och iwwer Konventiounen, déi se mam Familljeministère oder och nach souguer mat anere Ministèren hunn, dass mer déi och nach weider géifen ënnerstëtzen.

Mir hunn näamlech Leit, déi sech et finanziell kënnen erlaben, och am héijen Alter nach op eege Käschten an d'Vakanz ze goen. Mir hunn awer och anerer, déi oft Schwierigkeeten hunn an déi ugewise sinn op Hëllef, déi kommen. Och déi Leit hunn et awer heiansdo emol eng Kéier verdéngt, op eng aner Plaz hinzekommen: dass mer do och déi Moyenen zur Verfügung stellen an dass mer déi Konventiounen, déi do sinn, vläicht eng Kéier no uewen upassen, fir dass och do méi Moyenen zur Verfügung gestallt gi fir déi Leit, déi awer mat dozou bäigedroen hunn, dass Lëtzebuerg dee Räichtum huet, dee Lëtzebuerg jo kennt.

An och deementspriedend, Här President, eng Motioun, déi ech hei géif un lech weiderginn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- sachant que l'isolement des personnes est un enjeu de société majeur ;

- notant que l'isolement concerne notamment les personnes âgées, tant en maintien à domicile qu'en établissement ;

- sachant que l'isolement peut entraîner ou aggraver la dépression et la régression des capacités physiques et mentales ;

- consciente que les personnes âgées méritent une politique du troisième âge qui reconnaît leurs efforts et performances et leur garantit l'aide et l'assistance dont elles ont besoin ;

- notant que les associations telles que Caritas, RBS, Clubs Seniors, Foyers de la femme offrent un éventail d'activités dans les domaines les plus divers permettant aux personnes âgées de briser l'isolement social ;

- constatant que des activités manuelles, des excursions, des promenades et des voyages promeuvent la prévention et le vieillissement actif et aident les seniors à se retrouver dans un contexte social,

invite le Gouvernement

- à promouvoir encore plus et à soutenir davantage financièrement les associations dans l'organisation d'excursions et de voyages pour personnes âgées ;

- à élaborer un programme collaboratif qui vise à encourager la participation des citoyens et des acteurs locaux dans la lutte contre l'isolement des seniors.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth, Marco Schank.

Et ass fir eis wichteg, dass mer eng aktiv an eng proaktiv Familljepolitik fir den drëtten Alter maachen. Ech hunn dat virdu gesot. An do geet et eis och drëm, dass mer sollen zesummen driwwer nodenken, ob mer eis net ausser deene Pläng, déi ech virdu nach erwänt hunn, déi d'Regierung virgesinn huet, ausser deem vum Gesetz vun 2000, ob mer eis net och eng global Altersstrategie musse ginn, wou - wéi mer dat aus anere Länner kennen, déi e gesamt Alterskonzept hunn - méi Ministère mat dra sinn, fir ze kucken, fir deene Leit am drëtten oder am véierten Alter déi Hëllef zoukommen ze loossen, déi se brauchen. Well dat ass oft ënnerschiddlech, Dir kennt net d'Leit alleguerten duerch eng Schabloun drécken.

Dofir géife mer proposéieren - do hunn ech bewosst nach keng Motioun preparéiert, well ech der Meinung sinn, dass ee soll vläicht an der Kommissioun eng Kéier zesummen doriwwer schwätzen, virausgesat, d'Majoritéit gesäit

dat och esou -, fir e gesamt Alterskonzept auszediskutéieren zwëschen de politesche Parteien: wat mer alles gären hätten a wat mer alles gäre maachen am Interêt vun dem drëtten Alter. Dat ass eppes, ech hunn et virdu gesot - ech hunn d'Beispill gi vun de Pensiounen, ech hunn d'Beispill gi vun der Fleegeversécherung -, wat méi wéi een Haus betrëfft, et ass net nëmmen Äert Haus, Madamm Minister, wat do concernéiert ass, mee méi Haiser. Mee dass mer do géifen zesummen als déi Parteien, déi hei an der Chamber vertruete sinn, kucken, en Alterskonzept auszeschaffen, wou dann d'Leit och alleguerte wëssen, wat fir eng Méiglechkeete bestinn.

Dat geet awer och nëmme mat de Gemengen zesummen, well och d'Gemenge ganz aktiv um Terrain sinn - déi eng méi, déi aner manner -, fir déi och do mat eranzubringen, dass mer do zesummen och mam Conseil supérieur des personnes âgées, zesumme mat deene Leit alleguerten e Konzept auszeschaffen, fir dat fäerdegzubringen.

A wann ech dat elo gesot hu vun all deene Strukturen, déi et gëtt, dann ass och nach eng lescht Saach, déi mer géife proposéieren, an do hu mer eng Motioun virbereet: Heiansdo sinn d'Leit och net zefridde mat deene Leeschtungen, déi an deenen Haiser oder bei deene Strukturen ugebuede ginn. An dann hu se awer Angscht, manner déi Betreffen, mee deenen hir Famill, fir heiansdo emol ze reklaméieren, wann eppes net gutt ass, wann eppes net gutt leeft, well se Angscht hunn, dass dann deen eelere Mënsch dat herno auszedroe kritt oder auszedrénke kritt.

Dofir wollte mer eppes proposéieren - verschidden esou Saachen hu mer schonn hei am Land -, äänlech wéi am däitsche Modell, wou et en anonymen Telefon gëtt, wou s de kanns Bescheid soen, wann do Saache virkommen. An da muss ee vläicht net direkt déi éischte Kéier reagéieren, mee wann ëmmer erëm datselwecht Haus an ëmmer erëm deeselwechte Stack am Gespréich ass, dass een dann och eng Kéier déi néideg Qualitätskontrolle mécht.

Ech weess, dass där Saache gemaach ginn. Ech weess och, dass de Gros vun eisen eelere Leit hei zu Lëtzebuerg super versuergt ginn a super behandelt ginn. Mee ech weess awer och, dass heiansdo emol do Schwierigkeeten optauchen an dass d'Leit dann Angscht hunn, fir direkt reklaméieren ze goen, sief dat bei den Träger oder sief et bei d'Heimleitung. Dass mer do vläicht probéieren, en Anonymat ze waren an och do de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, am Anonymat déi Reklamatioun virunzeginn, sou-dass déi da sief et vun der Fleegeversécherung, sief et vum Familljeministère, wann dat an engem vun hiren Haiser ass, och ka kontrolléiert ginn.

Och dat wier wichteg an och dofir eng Motioun an deem Kader.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- notant que le Grand-Duché de Luxembourg dispose de plus de 130 structures, dont des maisons de soins, des centres intégrés pour personnes âgées, des centres de jour psycho-gériatriques, des structures et services pour personnes en situation de handicap, des institutions actives en matière de psychiatrie extrahospitalière, des réseaux d'aide et de soins à domicile et quelques logements encadrés ;

- rappelant la mission de ces structures, à savoir une prise en charge à la fois digne, humaine et professionnelle, qui nécessite du temps et des compétences, ainsi qu'une prise en charge de qualité ;

- citant la place importante donnée à la qualité et la nécessité du contrôle des services et soins offerts ;

- consciente cependant que des difficultés, faibles ou dysfonctionnements potentiels peuvent parfois surgir en lien avec les soins et services fournis ;

- soulignant l'importance des réclamations pour la mise en œuvre d'actions correctrices appropriées,

invite le Gouvernement

- à mettre en place un dispositif de réclamation anonyme permettant aux personnes âgées et leur entourage d'exprimer toute doléance ou réclamation en relation avec les structures ou services offerts.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth, Marco Schank.

Ee leschte Punkt, deen ech awer nach wëll ënnersträchen, dat ass, dass och vill Leit sech ëmmer Gedanke maachen, wat dat kascht, a vill Leit iwwerhaupt Angscht hunn, an e Fleege- oder Altersheim ze goen, well se net wëssen, wat fir eng Hëllef de Stat zur Verfügung

stellt, dass de Stat do Moyenen, Méiglechkeeten huet, dat en charge ze huelen, an awer och gläichzäitig, dass heiansdo Leit dat wëssen, mee hir Kanner oder Kandskanner net wëllen domat belaachten, wat dat scho fir Fraisen an zousätzlech Fraise mat sech bréngt. Dass mer do méi eng offensiv Politik féieren an dass mer do och all déi Moosnamen, déi mer hunn, wou Hëllef kënnen komme vum Fonds national de solidarité, wou herno Zréckbezielunge musse kommen, dass mer dat och eng Kéier op de Leescht huelen an zesummen eng Kéier do kucken, wat fir eng Annerungen ee ka virhuelen.

(Interruption)

Well et ass dach awer fir déi Leit heiansdo frustrant, fir et elo emol esou auszedrücken: Dann hu se 40 Joer geschafft, si hunn eng minimal Pensioun, well se ëmmer nëmmen op dem Minimum geschafft hunn, an da wëlle se an en Alters- oder an e Fleegeheim goen, an da geet et hannen a vir net duer! Dann ass zwar de Fonds national de solidarité, dee kann asprangen, mee wa se sech dann eng kleng Häip geschaaft haten a si wollten och nach eppes weiderginn un d'Kanner, dann hate se Pech! Dass mer och do vläicht dat Ganz eng Kéier op de Leescht huelen an och kucken, wat mer do alles kënnen maachen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéint elo nach weiderfuere mat zeg Beispiller, mee dat hei waren déi Haaptpunkten ...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir hutt just zéng Minuten.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech wëll lech just soen, Här Bodry - ganz richtig -, mir hu véier Motiounen hannerluecht a wann ech d'Reglement vun der Chamber kucken, wat ech net esou gutt kenne wéi Ären Noper, mee ech mengen, pro Motioun hunn ech och nach ëmmer Minutten zegutt, fir déi och kënnen ze erklären, wat ech och gemaach hunn.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Majo, Här Bodry, Dir gesitt elo, wa se ausgedeele ginn, d'Motiounen, dass e groussen Deel vun deem, wat ech gesot hunn, och an deene Motiounen mat drasteet. Merci awer fir Är Remark dozou.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Oh, dat wësst ... Ooh, mä léiwen Här Bodry! Dir wësst net, wat fir eng Méiglechkeeten do nach alles bestinn ..., obwuel Dir d'Reglement besser kennt wéi ech. Do ginn et nach ëmmer Moyenen, fir kënnen dorop ze reagéieren.

Ech kéint elo nach virufueren, mee wéi gesot, dem Här Bodry an anere Leit dauert et schonn ze laang, dofir wëll ech awer nach eng Kéier soen: Eis ass et wichteg, dass mer eppes mache fir den drëtten an de véierten Alter an dass mer dat zesumme kënnen ugoen.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Merci. Den Här Di Bartolomeo wollt sech och nach aschreiwten.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Spautz. Als éischte Riedner ass awer deen honorabelen Här Max Hahn agedroen an deen huet och elo d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Mir kennen d'Problemer vum drëtten Alter.

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Generatiounegerechtkeet ass kee Sens unique. D'Familljeministesche Corinne Cahen huet et op de Punkt bruecht, wéi si sot, dass déi eeler Leit vill fir eis gemaach hunn. Si hunn eis groussgezunn a sech gutt ëm eis gekëmmert. Si hunn et dowéinst verdéngt, dass mir eis elo gutt ëm si këmmen.

D'Politik huet d'Verantwortung, derfir ze surgen, dass d'Mënschen zu Lëtzebuerg am Alter eng héich Liewensqualität genéisse kënnen, an dat souwuel physesch a mental wéi och sozial. Mir als DP hunn eis derfir agesat, dass eng ganz Rei Mesuren hire Wee an de Koalitionsaccord fonnt hunn, déi d'Liewensqualität am drëtten Alter verbessere wäerten.

Eng vun den Haaptsuerge vun de Leit ass d'Finanzéierung vun enger Plaz an engem Fleege- an Altersheim. Déi héich Präisser loosse sech zum Deel duerch déi grouss Nofro erklären.

Am März d'Joer stoung 6.344 Better an de Fleegeheemer zur Verfügung. Bei méi wéi 9.600 Mënschen iwwer 70 Joer, déi flegebedierft sinn, geet dat natierlech bei Wäitem net duer. Dofir vläicht kuerz, fir op déi Motiounen anzegoen, déi den Här Spautz hei ugekën-

negt huet, notamment seng éischt a seng zweet, do ass et esou, dass jo net nëmmen d'Fleegeheim vun Déifferdeng an der leschter Legislaturperiod nach gestëmmt ginn ass, mee och dat zu Käerjeng. Dat zu Rëmeleng, do sinn ech ganz bei lech, dass mer do musse kucken, fir deen Dossier esou séier wéi méiglech ze deblockéieren.

Wann Der d'Zuelen uschwätzt, déi an der leschter Legislaturperiod realiséiert gi sinn, ass et nach ëmmer esou, dass fir d'Éischt d'Projeete musse geplangt ginn, ier se realiséiert a gebaut kënnen ginn. Ech mengen, d'Familljeministesche hätt ganz gär gebaut, wa virdu nach méi geplangt gi wier.

Mir wäerten dofir sécherstellen, dass fir jidder een eng Plaz an enger betreiter Aariichtung fräi ass, an dat och fir Leit mat enger klenger Rent, fir dass déi sech eng adequat Fleege leeschte kënnen. D'Antwort op déi héich Nofro ass einfach: méi Better an den Heemer bereetstellen. D'Regierung huet dofir 70 Milliounen Euro fir den Ausbau vun dese Strukture bis 2021 ageplangt.

Mir wäerten och d'Gesetz zur Action sociale, familiale et thérapeutique reforméieren an en effentlech zougängleche Regëster aféieren, deen zu méi Transparenz bei der Präisgestaltung wäert féieren. D'Betreiungsstrukture sollen an Zukunft hir Präisser oppen duerleeën a preziséieren, wat am Präis abegraff ass a wat fir eng Zousazleeschtungen extra bezuelt musse ginn.

Mir ginn eis awer net domat zefridden, just déi traditionell Strukturen auszebauen. D'Gesellschaft ass am Wandel a vill eeler Leit wëllen hiren drëtten Alter anescht liewen, wéi dat fréier de Fall war. Dofir setze mir als DP och op alternativ Wunnforme wéi de Cohabit'AGE, och well se d'intergenerationell Kommunikatioun féieren. Mir sinn amgaangen, hei e konkrete Kader auszeschaffen.

Här President, firwat ginn d'Leit iwwerhaupt a Fleegeheemer? Déi eng brauchen Hëllef am Alldag, well si net méi gutt ze Fouss oder krank sinn, awer fir hir Famill och net zur Belaaschtung wëlle ginn. An da ginn et och déi Leit, déi einfach Angscht hu virum Elengsinn.

Am Januar 2018 ass d'Reform vun der Fleegeversécherung a Kraaft getrueden. De Biergerinnen a Bierger soll domadder esou laang wéi méiglech vergonnt sinn, bei sech doheem kënnen ze bleiwen an do gefleegt ze ginn. Doheem fillt ee sech jo bekanntlech am wuelsten an dat dréit och zur mentaler Gesondheet bäi. Déi gefleegte Persoun soll unhand vu verschiddenen Aktivitéiten hir Autonomie bäibehalen, andeems zum Beispill d'motoresch, d'kognitiv an d'physesche Fäegkeete verbessert ginn. Nei geschaaft Gruppenaktivitéite sollen d'sozial Isolatioun verhënnern.

Autonomie a Participatioun um gesellschaftleche Liewen droen dozou bäi, dass d'Leit net esou séier Bedarf an enger Plaz an engem Fleegeheim hunn. Mir wäerten dofir en autonoomt an aktiivt Liewen duerch zousätzlech Mesuren ënnerstëtzen.

D'Strategie „active ageing“ ëmfaasst eng ganz Rétsch vun esou Mesuren: De Lifelong Learning, de Benevolat souwéi d'Bedelegung u Programmer an Associatiounen droen zu engem aktive Liewen an all Hisiicht bäi a verhënnern d'sozial Isolatioun. An deem Kontext gouf 2016 och eng Zesummenaarbecht mat der Maison des associations ënnerschriwwen.

Et géif ze vill Zäit an Usproch huelen, fir alleguer d'Programmer opzezielen, déi den eelere Biergerinnen a Bierger hei am Land zur Verfügung stinn, fir e méi selbstbestëmmt an aktiivt Liewen ze féieren.

(Interruption)

Ech hoffen awer, dass daitlech ginn ass, dass scho vill ëmgesat gouf. A mir schaffe weider drun, fir d'Liewensqualität am drëtten Alter nach weider ze verbesseren.

Ech soen lech villmools Merci a géif och dem Interpellant, dem Här Marc Spautz, Merci soe fir d'Initiativ, fir dese wichtige Sujet hei thematiséiert ze hunn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton ageschriwwen. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Éischt ufänken an dem Här Spautz Merci soen, dass hien des Aktualitéitsstonn hei iwwert den drëtten Alter ugefrot huet. Et ass näamlech e ganz wichtegt Thema, mee virun allem och e ganz ëmfangräicht Thema, dat



eng Kéier weider misst verdéift ginn, well extremen vill Beräicher an Aspekter do materaspillen.

D'Theema ass méi aktuell wéi jee. All Berechnungen weisen, dass sech d'Alterspyramid weider wäert no uewe verschiben, dat heescht, dass den Undeel vun iwver 60-Järege a souguer vun iwver 75-Järege och an den nächste Jore weider wäert zouhuelen, wat och gutt esou ass.

Zu Lëtzebuerg si mer an der glécklecher Situatioun, dass et den iwver 60-Järege am Schnatt finanziell éischer gutt geet. Den Aarmuttsrisiko ass statistesch gesi méi kleng wéi beim Rescht vun der Bevëlkerung, wat awer net doriwver ewechtäusche kann, dass et trotzdem eng ganz Partie Leit am Alter gëtt, deenen et net esou gutt geet, déi Problemer hunn, d'Enner beieneenzekréien, an déi op Hëllef ugewise sinn.

Generell kann een awer soen, dass et schonn eng grouss Offer gëtt am Beräich vum Encadrement, bei de Strukturen an den Aktivitéite fir d'Leit am drëtten Alter. Et gëtt zum Beispill eng Seniorenaademie a Club-Senioren hei am Land, déi eng breet Offer vu ganz verschiddeenen Aktivitéiten ubidden: Coursen, Ausflug, Vakanzen. An och iwwert d'Fleegerescheung ginn eng Betreuung an Aktivitéiten an der Grupp oder eleng ugebueden, ënner anerem fir ze evitéieren, dass manner autonom eeler Leit isoléiert sinn.

Et gëtt an deem Beräich scho vill gemaach an d'Leit, déi do schaffen, maachen do eng ganz wäertvoll Aarbecht. Et ass wichteg, dat och hei eng Kéier ze betounen.

Op där anerer Säit muss ee sech awer och froen, ob dat duerget, ob een net muss en anere Bléck op den Alter an d'Alginn hunn, ob mer net nach aner Iddien an e Gesamtkonzept bräichten, dat iwver eis aktuell Wahrnehmung erasuegt a wou den eelere Mënsch am beschte Fall muss animéiert, ënnerhale ginn an am manner gudder Fall gefleegt a versuergt. Mir bräichten Iddien a Konzepter fir alles, wat tëschent deenen zwee Extremer läit, fir d'Iwwergang.

Dat ass wouer fir d'Schaffen, wou ee sollt méi e fléissenden Iwwergang méiglech an interessant maachen. Dovuuner profitéieren net nëmme déi eeler Leit, déi dann net vun engem Dag op deen aneren an der Pensioun sinn an deenen dann d'Struktur an de Sënn riskéieren ze feelen, mee och fir de Patron, de Betrib an déi aner Mataarbechter kann dat e Gewënn sinn, wa se nach eng Zäit op d'Wëssen an d'Kompetenzen vun deenen eelere Mataarbechter kënnen zrëckgräifen.

Leider ass dat ville Leit a ville Patronen net bewosst. Dacks gëtt een an der Aarbechtswelt ab 50 oder 55 Joer als ze al, ze deier an net méi performant genuch ugesinn. Et wier wichteg, an deem Beräich ëmzedenken an och entsprechend Mesuren ze schafen.

Besser an aner Iwwergang bräicht et och duerno tëscht dem Doheem, wat oft ze grouss an net adaptéiert ass, an enger Struktur, déi een oft als allerlescht Etapp gesäit. An deem Beräich mussen d'Politik an d'effentlech Hand nei Konzepter ausschaffen an ënnerstëtzen: méi Plaze fir betreit Wunnen, méi adaptéiert eegestänneg Wunnenge fir den drëtten Alter. Mee och Konzepter wéi Seniorewunnengengemeinschaften kënnen geschafft an ënnerstëtzt ginn, an dat zu abordabele Präisser an de Quartieren an an den Uertschaften, do wou d'Leit virdu gelieft a gewonnen hunn, fir dass se dann net total deracinéiert ginn.

Et sollt een och net zécken, sech am Ausland ze inspiréieren, virun allem a verschidde skandinavesche Länner an an Holland, wou et Beispiler gi vu lokalen Initiativen, fir déi eeler Leit an d'Quartiersliewen anzubannen, wou si gehollef kréien, mee wou och si deenen aneren hëllef, wou nees e soziaalt Netz entsteet, wou tëschemënschlech Bezéiungen entstinn a gefleegt ginn. Dofir bräicht et nei Iddien, dofir muss een ansicht denken an och entsprechend Konzepter ausschaffen an ënnerstëtzen.

Um Enn geet et net nëmme doréms, ob mir am Alter genuch finanziell Moyenen hunn an ob mir versuergt sinn - dat ass ouni Zweifel wichteg an an deem Beräich gëtt zu Lëtzebuerg scho munches geleescht -, mee och ëm: Wéi wëll ech liewen, wat gëtt mengem Liewe Sënn am drëtten Alter? Dat si Froen, mat deenen d'Gesellschaft sech muss befaassen a mat deene jiddwer Eenzelne sech sollt matzäit beschäftegen. Do sollt een usetzen, wa mer d'Liewen am drëtten Alter wëlle liewenswäert gestalten.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschtere.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Burton. An da wier et elo um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.** - Endlech mol e Mann aus der Praxis.

(**Hilarité et exclamations**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Margue, et ass un lech.

► **M. Charles Margue (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech hu mech elo grad gefrot, ob ech sollt mat engem Apel kommen oder ob mäi Kolleg Marc Hansen mer sollt e puer Medikamenter matginn.

(**Hilarité**)

Mir ginn zu ëmmer méi hei am Land: 2 % bis 3 % Zouwuess pro Joer, an dat an allen Alterskategorien, awer virun allem ëmmer méi eeler Leit, dat dank der Medezinn an der gudder Versuergungslag, déi mer hei och hunn. Dat ass duerchaus begreißenswäert!

Ëmmer méi Leit kënnen op déi Aart a Weis gesond an aktiv a meeschtens - „meeschtens“ soen ech - ouni gréisser finanziell Suergen hire Liewensowend genéissen. D'Altersarmut besteet, ass jo awer relativ begrenzt hei am Land - ass ëmmer ze grouss fir déi, déi et trëfft, kloer!

Den Ofbau vun de physeschen a mentale Capacitéiten am Alter ass och eng Realitéit, oft eng traureg an eng tragesch fir d'Persoune selwer, mee och fir déi Leit ronderëm.

Esou gëtt et aktuell beispillsweis 7.000 bis 8.000 Demenzkranker zu Lëtzebuerg. Dës Krankheet betrëfft deemno ongeféier 6 % vun de Senioren a Seniorinnen. Leschten Zuelen zu Lëtzebuerg no hu mer eng ronn 120.000 Bierger a Biergerinnen iwver 60 Joer, dat ass eng Persoun vu fënnef hei am Land.

Fir mech als Demograf sinn dës Zuele schonns kloer en Indikator - loosse mer et awer kloer soen! - vun enger Vergreisung vun eiser Gesellschaft. Dobäi ass den Term „Vergreisung“ éischer een aus engem Vocabulaire vun enger demografescher Analys. D'Alterspyramid ass de facto zu Lëtzebuerg jo scho laang keng méi, déi steet éischer op méi schmuele Been, op méi schmuele Féiss.

Dat ass net pejorativ. Verstitt mech net falsch! Mee déi legitimm Suergen, wéi se och elo vu menge Virgänger ausgedréckt gi sinn, vun eelere Matmënsche sinn net déiselwecht wéi déi vun deene méi jonke Generatiounen. Ee Beispill dovunner: Kuckt nëmme, wéi laang mer déi Jonk mat hire Suerge mam Logement eleng gelooss hunn, ier et zu enger gedeelter Suerg kouw! Dat ass nach guer net esou laang hier.

Mir kënnen a sollen Alterssegmenter denken, mee et dierf doduerch net zu Segregatiounen kommen, wou mer Generatiounen géinteneen ausspillen. Mir sollten eis dowéinst schonns haut Gedanke maachen, wéi mer mat enger gesonder generationeller Mëschung derfir suergen, dass eis Gesellschaft fit, dat heescht oppen an dynamesch bleift, an domat och fir deen Eenzelnen oppen an dynamesch. A wa mer eis méi wäit an d'Zukunft projézieren, bedeit dat, dass mer iergendwéi net zu véier Generatiounen, mee eventuell zu fënnef oder sechs gläichzäiteg liewen; ob mateneen, sief dohigestallt.

D'Politik ass hei gefuerdert, déi demografesch Entwécklungen ze antizipéieren an Äntworten op all déi Erausforderungen ze sichen. Op d'mannst ze sichen; ze fannen, ass eng aner Saach.

Hei elo emol zwee Punkten, déi ech wëllt ervirsträchen, et ass schonn ugedeit ginn: Dat eent ass d'Wunnen am Alter. Do muss mer aus der Fatalitéitsfal vun Altersheem an Doheemliewen erauskommen. Déi meescht Leit bleiwe gar esou laang wéi méiglech doheem. Dat ass och hei am Land säit laange Joren en Acquis. Ech erlabe mer awer ze soen: Déi eeler Leit sinn de facto a fille sech do awer oft isoléiert a packen et och net méi, sech selwer ëm hir Wunneng ze këmmen. An domadder mengen ech net just d'Botzen.

An eng Struktur gi se eréischt, wann et wirklech net méi geet. Ech hat d'Geleeenheet am Secteur ze schaffen, an all déi Responsabel vun den Haiser an Heimer, déi mer hunn, soen dat selwecht: Esou ass et oft ze spët, fir sech do richtig ze integréieren a fir vun der Offer, déi fir valid Leit besteet, ze profitéieren. Wat geschitt näamlech och nach? Dass déi Strukturen, also eis Altersheimer, riskéieren, sech zu Mouriren ze entwéckelen. A wie wëllt scho seng eeler Leit, Elteren an de Mouiroir schécken?!

Wat ech wëll soen: Mir hunn en zimlechen Däiwelskrees, wa mer an der Situatioun sinn,

dass et doheem net méi gutt geet. Hei soll d'effentlech Hand méi staark an aner Wunnmodeller investéiere respektiv besteeënd a kommand Initiativen ënnerstëtzen. Mir schwätzen hei vu Seniore-WGen, intergenerationelle Wunnprojeten a Seniorewunnenen, awer och virun allem vun engem Urbanismus, deen a verschiddeenen Uertschaften scho besteet, deen drop oppasst, dass eng Altersmëschung an eisen Uertschaftskäre méiglech ass.

Mir kënnen méi kleng Wunneenheete schafen innerhalb vun de Perimetere. Dir gesitt, ech maachen do eng Uspilling un eis Logementspolitik oder ugestriefte Logementspolitik. Dat si Wunnmodeller vun der Zukunft. An dat mécht och Sënn an Zäite vun allgemenger Wunnraumknappheet a staarkem Bevëlkerungswuesstum.

En anere Punkt, dee mer perséinlech um Häerz läit, ass d'Vereinsamung am Alter, oft ënnerschätzt, nach méi oft ze spët erkannt. D'sozial Isolatioun ass an eiser individualiséierter Gesellschaft vill verbreet. Si trëfft besonnesch déi eeler Persoune, zemoos dann, wann direkt sozial Kontakter, Frënn an Noperen aus där selwechter Generatioun ewechfale an d'kierperlech Fitness nolléist.

Mir hunn et ganz oft dermat ze dinn, dass Leit an enger schlechter mentaler Verfassung sinn. An do gëtt ganz séier no einfache Léisunge gesicht. Ech hu mer soe gelooss, dass bei depressiver Verstëmmung Schätzungen no engem Véierel vun de Leit iwver 75 Joer reegelméisseg a virun allem just eesäiteg Psychopharmaka verschriwwen ginn. Do sollt eppes passéieren.

Loosse mer zum Schluss kommen. Mir sinn also zu ëmmer méi an am Duerchschnitt ëmmer méi al. Eisen Usproch muss bleiwen, et jiddwerengem ze erméiglechen, mat Freed a Würd al ze ginn, an dat am Zesummeliewen, am geigesäitege Respekt mat deene méi jonke Generatiounen. Mir brauchen dobäi d'Erfahrung vun deenen Eeleren genaousou wéi déi frësch Iddie vun deene Jonken.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Margue. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll fir unzefänken dem Här Marc Spautz Merci soe fir seng Interventioun a seng Initiativ haut. An et ass ze begreissen, dass dat Materiell haut elo emol net méi am Vierdergrond steet, mee e bësse méi d'Liewensqualitéit. Et ass just ze bedauern, dass mer net méi Riedezeit hunn an där Heur d'actualité hei, well et wier derwäert, fir op vill méi Saachen am Detail anzegoen. Ech mengen, dat wiere mer eelere Matbierger schëlleg.

Mir als ADR sinn déi Partei, déi sech ëmmer fir d'Dignitéit vum Mënsch agesat huet, an dëst an alle Liewensphasen. Mir soen ëmmer: Eis ziviliséiert Gesellschaft gëtt dorunner gemooss, wéi mer mat deene Schwächsten an der Gesellschaft ëmginn. An dat sinn nun eemol Leit, déi krank sinn, déi net méi eleng kënnen liewen an op Hëllef vun aneren ugewise sinn. Dozou gehéiere speziell oder virrangeg eis eeler Matbierger, déi hire Liewensowend dann deelweis am Altersheim oder, Gott sei Dank, wa se dat nach kënnen, doheem verbréngen.

Et ass eis human Verflüchtung, och deene Leit nach am héijen Alter d'Gefill ze vermëttelen, dass si gebraucht ginn, dass si e vollstännegen Deel vun eiser Gesellschaft sinn, an dat bis zum Schluss, dass si en aktiven Deel si vun eiser Gesellschaft. Duerfir misste mer och kucken, dass si an hirem gewinnnten Ëmfeld esou laang wéi méiglech kënnen doheem betreit ginn.

Mee ech wëll awer elo e bëssen op dat Mënschlecht eriwergoen. Do wier zum Beispill: E kleng Geste, dee kann dacks eng grouss Wierkung hunn. Ech denken do zum Beispill an Hausdéieren, déi een och herno kann an d'Altersheim mat eriwuerhuelen, wat net ëmmer erlaabt ass. Mee ech mengen, wann eis eeler Leit an dem Beräich vun Déieren eng Aufgab hätten oder och anerer, dat kéim hinnen zegutt.

An da solle se och deelhuelen, dat gëtt jo och zum Deel scho vun de Gemengen offeréiert - den Här Spautz huet et gesot -, un Aktivitéiten, sief et sportlecher, gesellschaftlecher, kultureller Aart an esou weider. Ech mengen, do solle keng Schranke gesat sinn. An eis eeler Matbierger sollen a mussen en Deel vun eiser Gesellschaft bleiwen.

Och muss mer eis Gedanke maachen iwver aner Wunnkonzepter. Am Ausland gi Studente mat Eeleren zesumme wunnen. Dëst trëfft op e ganz positiven Echo, déi Erfahrung hu se am Ausland gemaach.

Och eis Waardelëschte si laang. An dat ass och en „Erfolleg“ vun eisem ongebremste Wuess-

tum. Hei muss mer den Altersprojektiounen realistesch entgéintkommen an eis Offer der Nofro upassen.

An ech mengen, mir kënnen esou vill Gesetzer maache wéi mer wëllen, et bleift ëmmer eng perséinlech Verantwortung vu jiddwer Eenzel-nem, wéi mer mat eisen eelere Bierger ëmginn. Duerfir ass et d'Verpflichtung vu jiddwer Eenzel-nem, fir all eis eeler Matbierger genau esou ze behandelen, wéi mir selwer wëlle behandelt ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

(**Brouhaha**)

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, nodeem mer virun iwwert de 4G a 5G geschwat hunn, kënnen mer dann elo zum drëtten Alter schwätzen.

(**Interruption**)

An ech muss dann natierlech do éischer an emphateschen Exercice maachen a quasi antizipéieren.

Mee, wéi ech d'Demande vun der CSV gelies hu fir dës Heur d'actualité, hunn ech mer d'Fro gestallt, ob de Kader vun der Heur d'actualité wierklech dee géeegenten ass, fir deen heite Sujet ze diskutéieren, well et en esou breet gefassten ass, dass een eigentlech eng Interpellatioun misst hunn, och mat engem Zäitkontingent, deen esou ausgestatt wier, dass ee wierklech déi verschidde Dimensione vun der Problematik vum drëtten Alter, wat jo net onbedéngt nëmme eng Problematik ass, mee eng Liewenssituatioun, kéint erfassen.

Et ass jo och esou, dass Senioren- oder Seniorinnepolitik jo och domadder zesummenhängt, dass den drëtten Alter keen homogene Grupp ass. Gradesou weínege wéi Enfance et jeunesse en homogene Grupp ass, ass och den drëtten Alter keen homogene Grupp an d'Interessen an d'Besoine vun deenen eenzelne Leit variéiere ganz staark. Duerfir menge mer, dass et duerchaus interessant wier, fir déi Fro an engem gréisseren Kontext ze gesinn, näamlech deem vun engem Gesellschaftsvertrag, vun engem Generatiounevertrag, dee wäit iwwert d'Dimensioun vum drëtten Alter erasuegt.

An ech mengen, déi éischt Fro, wann ee sech virun Ae wëllt féieren, wéi d'Entwécklung am drëtten Alter ass, ass natierlech d'sozial Entwécklung. A wann ee sech do d'Zuelen ukuckt, gesäit een, dass mat 9,3 % den Aarmuttsrisiko beim drëtten Alter par rapport zur Moyenne vum Land d'Halschent ass, wat éischer en Indicateur ass, dass eis sozial Sécherungssystemer „nach“ relativ performant funktionéieren. Et ass dat ee Constat, deen ee maache kann.

Op där anerer Säit muss een awer gesinn, dass deen Undeel zënter 2012 sech méi verdeubelt huet. 2012 war en nach bei 4,4 %, elo ass e bei 9,3 %. Dat heescht, och do gesi mer awer eng Tendenz, déi an eng ganz negativ Richtung geet, wat déi sozial Entwécklung uegt a wat och d'Inegalitéiten am drëtten Alter uegt, engem Alter, wou ee jo kaum méi d'Méiglechkeeten huet, iwver aner Moyenen, iwwert d'Aarbecht kënnen Inegalitéiten eventuell auszegläichen. An dat misst eis alleguer menger Meenung no awer ganz staark preoccupéieren.

Elo viru Kuerzem huet de Stateg a sengem „Rapport travail et cohésion sociale“ gewisen, dass eng eenzel Persoun, fir dezent liewen ze kënnen zu Lëtzebuerg, e Mindestakomes bräicht vu ronn 2.110 Euro. Deem géigeniwwer steet eng Mindestpensioun zu Lëtzebuerg vun 1.841 Euro, also ronn 270 Euro manner wéi dat, wat de Stateg errechent, wat eng eenzel Persoun bräicht, fir dezent ze liewen.

Natierlech huet dat verschidde Ursachen. D'Salariatskummer huet virgerechent, dass eleng duerch verschoben, reportéiert respektiv ausfale gelooss Ajustementen bei de Renten an deene leschte Jore bei enger Pensioun ëm 2.000 Euro ronn 1.900 Euro a Pensioun verluer gaange sinn. Also dat ass quasi de Montant vun enger Pensioun fir déi dote Persoun.

A mir mengen och, dass déi Tendenz an Zukunft éischer nach wäert verstärkt ginn, och duerch eng Pensiounsreform, där hiren Inhalt et jo war, fir ze soen: „Ma, dräi Joer méi laang schaffen oder 15 % manner Pensioun kréien.“

Mir gesinn och, dass den Aarbechtsmarché wesentlech méi komplex gëtt. Mir gesinn, dass d'Zounam vun CDDen um Aarbechtsmarché och an Zukunft bedeit wäert, dass d'Chance, fir eng komplett Carrière ze hunn, fir iwverhaupt kënnen an de Genoss vun enger voller Pensioun ze kommen, ëmmer manner wahr-



scheinlech gëtt an domadder ëmmer méi atypesch Berufscarriären och wäerten zu on-vollständige Pensiounscarrière féieren.

Dat sinn alles Entwécklungen, déi mir mat ganz besuerjten Ae kucken.

An dat, wat et awer nach zu Lëtzebuerg offie-dert, ass d'Situatioun, dass am Moment immens vill Seniore Propriétaire si vun hirer Wunneng. Et ginn och Leit, déi net Propriétaire sinn, mee mir hunn nach ëmmer d'Tendenz, dass déi meescht Propriétaire sinn.

Och dat wäert sech an Zukunft änneren! An dat ass, mengen ech, eng wierklech tickend Zäitbomm fir d'sozial Kohäsion hei zu Lëtzebuerg, wann et wierklech esou ass, dass ëmmer méi Leit och am drëtten Alter net méi Propriétaire sinn, loune mussen an domadder den Aleae vum Marché ausgesat wäerte sinn.

Et misst een eigentlech nach iwwert d'Santé an d'Soie schwätzen, wou mer eng Penurie u Personal hunn, wat och domadder ze dinn huet, dass mer onbedéngt eng Opwärtung vun deem Personal brauchen. Dat ass awer net nëmmen e Problem, dee sech op Lëtzebuerg beschränkt. Mee et misst een och onbedéngt iwwert d'sozial Isolatioun schwätzen an iwwert déi gesellschaftlech Tendenzen, déi do bestinn, an iwwert dat, wat de Stat mécht respektiv net mécht, fir deem entgéintzewierken.

Duerfir, well ech dat awer alles net ka soen, wëll ech ofschléissend just soen, dass fir eis d'Fro vum drëtten Alter effektiv eng Generationefro ass, déi net nëmmen ee bestëmmte soziologesche Grupp betrëfft, mee déi eng Gesellschaft als Ganz betrëfft.

Merci.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. An dee steet scho prett. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Här President, fir d'Éischt wëll ech meng Ried ufänke mat engem Merci, deen un all d'Leit vun der eelerer Generatioun geriicht ass.

► **Une voix**.- Merci.

(Hilarité)

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- E Merci, well duerch Är Aarbecht hutt Dir Lëtzebuerg wirtschaftlech a sozial opgebaut.

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Mir schléissen eis alleguerten deem Merci un, ...

(Hilarité)

... een nom aneren ...

(Interruption)

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Fuert weider, fuert weider!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- ... mat ganz vill Pathos.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Goergen huet d'Wuert.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Mir dierfen dofir eis eeler Generatioun net zréckloossen. Et ass un eis als Gesellschaft, d'Mënsche bei dësem Liewensofschneitt méiglechst gutt ze ënnerstëtzen. Well vergiesse mer net: Mir kommen alleguerten eng Keier an deen Alter a mir brauchen alleguerten eng Keier Ennerstëtzung.

Et kann net sinn, dass Mënschen, déi hiert ganz Liewe geschafft hunn, mat enger Pensioun ofgespeist ginn, déi net duergeet, fir bescheiden ze liewen. Mir Piraten mengen, dass d'Pensioun an d'Hëllef am héijen Alter d'Altersarmut verhënnere mussen, dass dat aktuell awer net de Fall ass, an et muss een nach vill maachen. Dofir schloe mir d'Formule vum Grondakommes vir, dat eis Rentner zousätzlech zur Pensioun ënnerstëtze soll.

Zousätzlech brauche mir méi Alterheemer, well et ass net ze leegnen, dass et fir vill Mënsche schwéier ass, eng Plaz ze fannen. Nieft de feelenden Zëmmeren ass de Präis e Problem, well déi eeler Leit hiert ganz Liewe geschafft hunn an awer net kënnen d'Altersheem bezuelen. Wisou sinn déi Altersheemer net verstaatlecht a wäere soumat net op e profitabele Betrib aus?

Mir brauche méi Solidaritéit mam drëtten Alter a mussen bereet sinn, dofir méi Suen an d'Dëppen ze stiechen, fir dass jiddwereen zu Lëtzebuerg an Dignitéit liewe kann. Déi eeler Generatioun dierf op kee Fall vergiesse ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Familljeministesch, d'Madamm Cahen.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, villmools Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'Éischt emol, dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz villmools Merci ze soe fir déi Heure d'actualité hei. An ech ginn natierlech och all de Virriedner hei elo recht, dass een dat natierlech net alles an enger Heure d'actualité ka behandelen.

Den Här Baum huet iwwert d'Pensiounssystemer geschwat. Den Här Spautz huet effektiv och gesot, dass dat e ganz vasten Thema ass, well natierlech jiddwereen concernéiert ass a well net jiddwereen d'nämlech ass am Alter. Esou wéi et a jonke Joren ass, esou ass et och an eelere Joren: Déi eng Leit brauche méi Hëllef, déi aner sinn total autonom. Déi eng wëlle reesen an déi aner wëllen doheem bleiwen. An esou ass et och beim Wunnen: Déi eng wëlle léiwer an en Haus goen, wou se vläicht e gewëssenen Animatiounsprogramm hunn, wou se d'lessen zerwéiert kréien, an anerer sinn eebe léiwer doheem.

A bei deenen, déi léiwer doheem sinn, wëll ech awer eng Keier soen: Eppes, wat eis besonnesch um Häerz läit, an dat ass och e puermol hei de Mëtten ugeklongen, dat ass, fir géint den Isolement social ze kämpfen. Et ass net, well een doheem ass a vläicht d'Kanner zweemol d'Woch eng Stonn laanschtkommen oder och e Réseau eemol moies an eemol owes laanschtkënn, dass déi Leit da gutt doheem sinn. Well wa se dann dee ganze Rescht vum Dag keen anere gesinn, oder de Rescht vun der Woch, dann ass dat am Fong och net dat, wat mer wëllen.

An an der Strategie „active ageing“ geet et eben drëms, fir fir jiddwereen eppes ze hunn, dass d'Club-Senioren eeben do sinn, fir d'Leit ze empfänke mat verschidden Aktivitéiten. Déi eng, déi reese vläicht gären. Déi aner, déi hu léiwer Nomëtteger, déi se matenee verbréngen: Excursioune maachen oder aner Saachen. An do geet et och drëms, dass natierlech déi, déi nach vläicht gesondheetlech besser sinn, sech och ëm déi këmmere, mat këmmere, deenen et gesondheetlech eeben net méi esou gutt geet.

„Géint d'Veinsamung“, huet den Här Spautz gesot. Jo, mir wëlle wierklech aktiv géint d'Veinsamung kämpfen, zesumme mat eise Partner an zesumme mat de Gemengen. An et ass ëmmer nees den Opruff, dass, wann Der an Ärer Noperschaft gesitt, dass eng Persoun eleng ass, dass se vläicht vill eleng ass, da mell dat oder gitt emol dohinner a kuckt emol, wat ee ka maachen. D'Gemengen, déi hunn och wierklech eng ganz Panoplie un Aktivitéite fir d'Leit, fir dass se sech eeben och kënnen beschäftege respektiv och nei Hobbye fannen am Alter.

Ech géif awer gären eppes soen, wat mer e bësselche leed gedoen huet, dat ass, wou den honorabelen Deputéierte Charles Margue vun „Mouiroire“ geschwat huet. Ech muss soen, dat hunn ech nach net gesinn hei am Land. Ech hunn esou eppes nach net gesinn! Mir hunn Haiser, mir hu Fleegeheimer, mir hu CIPaen, wou d'Leit wierklech immens gutt betreit ginn, wou d'Leit och heiansdo schon nach a ganz gudder Gesondheet higinn, wou se gäre sinn. An ech wëll do eng Persoun zitëieren, déi mer deslescht gesot hat: „Ma wësst Der, Madamm Minister, hei am Haus ass et wéi an engem Fënnestärenhotel. Ech brauch just net méi heemzegen.“

An et muss am Fong dat sinn, wat mer wëllen: dass d'Leit kënnen wielen, wou se wëlle sinn. Wëlle se doheem bleiwen, da mussen mer kënnen dat bidden, dass se kënnen doheem bleiwen. Wëlle se an enger Wunnengemeinschaft wunnen, och dat muss méiglech sinn. Intergenerationellt Wunne muss méiglech sinn.

Mee et muss awer och méiglech sinn, an en Haus ze goen, wou een eng „Rundumverfleegung“ huet - soen ech emol - a wou ee sech virkënn wéi an engem Hotel eeben, wou een an engem Restaurant ësst a wou een dann eebe seng eege Kummer huet. Mee och do kann net méi nëmmen den Interêt sinn, an der Kummer ze bleiwen. Och do hätte mer gären, dass d'Leit sech sozialiséieren, dass se sech ënnerenee gesinn.

Dofir kucke mer och an den neie Strukturen, net nëmmen eng grouss Salle d'manger vum Haus ze hunn, mee op de Stäck Salonen ze hunn, wou d'Leit sech begéien, wou d'Leit dann aus hire Kummeren erauskommen a wou se dann och Zäit matenee verbréngen, flott Zäit matenee verbréngen. Dat ass am Fong d'Zil.

À propos Haiser a Better, mengen ech, hat ech an der leschter Legislaturperiod eng Keier eng ganz Lëscht hei deposéiert, wou wat am Moment amgaangen ass gebaut ze ginn. An ech kann dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz och just recht ginn, dass mer effektiv

net nëmmen an de Ballungsgebieder solle bauen, mee iwwerall. A wéi ech an de Ministère komm sinn 2013, hunn ech musse feststellen, dass et eng Region hei am Land am Fong geholl gouf, wou manner Offer war fir den drëtten respektiv de véierten Alter, dat war de Westen. De Westen, souwuel de Süde wéi och den Norden dovun, de ganze Westen. An dofir sinn ech immens frou, dass elo zwee Haiser geplangt sinn, eent zu Kietscht an eent e bësse méi südlech zu Äischen, wou da sollen esou Strukturen och entstoen am Weste vum Land, well déi effektiv och wierklech gefeelt hunn.

Den honorabelen Deputéierte Max Hahn huet et gesot, mir hunn zwee Gesetzer gestëmmt, Budgeten: Déifferdeng ass schon amgaange gebaut ze ginn. Ech denken, dass mer dat an zwee Joer kënnen opmaachen. Zu Käerjeng gëtt elo ugefaangen ze bauen. Dat heescht, och do geet et effektiv weider. Do wäerte Better baikommen.

An ëmmer nees och den Opruff: Wann et ass, wéi Dir elo gesot hutt, dass eng Urgencésituatioun ass, well eng Persoun am Spidol ass oder eng Persoun doheem ass, déi net méi kann doheem bleiwen, do ginn et Méiglechkeeten! Do sinn d'Träger alleguer ganz flexibel. An ech muss och soen, dass d'Zesummenaarbecht tëschent den Assistant-socialen an de Spideeler an eisen Träger hei am Land ganz, ganz gutt fonctionéiert, fir ze kucken, wou een eng Persoun kuerzfristeg da kann ënnerdaach kréien, entweeder an e Vakanzebett oder an en anert Bett.

Dat heescht, mir sinn amgaangen, méi Better ze schafen. Et sinn, wéi gesot, Better, déi amgaange si gebaut ze ginn, an net nëmmen an de Ballungsgebieder, mee eeben och e bësse queesch uechtert d'Land.

Da war gesot ginn, dass ee soll den eelere Mënsche vermëttelen, dass se gebraucht ginn. Abee, mir brauchen dat net nëmmen ze vermëttelen, honorabelen Deputéierten Här Engelen, et ass esou. Déi eeler Generatioun gëtt gebraucht am Benevolat. De Benevolat kéint guer net fonctionéieren hei am Land, wann déi, déi no hirer Aarbechts-carrière d'Pensioun hunn, sech net géifen engagieren am Benevolat. Also dat ass net nëmmen e eidele Saz, dat ass wierklech esou. Ons Associatiounen, d'Klibb, déi kéinten all iwwerhaupt net fonctionéieren, wa Leit vun engem gewëssenen Alter sech net do géifen engagieren. Dat heescht, et ass net nëmmen, fir hinnen ze vermëttelen, dass se gebraucht ginn, mee si gi wierklech gebraucht. Si gi gebraucht vun deene méi jonken, fir eeben och an de Klibb aktiv ze sinn. An ech mengen, dofir war et och ganz gutt, fir dat eng Keier ze soen.

Erlaabt mer vläicht och nach, Här President, eng Keier, wann dat geet, op d'Motiounen ze kommen, well do kann ech dann nach Äntwerte ginn op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz.

Déi éischt Motioun: Rëmeleng. Do ass et esou, dass mer am Koalitionsaccord stoen hunn, dass Servior en neit Gesetz soll kréie respektiv eng Reform soll kommen. An ech hu Servior beoptraagt, och dee Rëmelenger Dossier ze kucken, fir dass mer do elo esou séier wéi méiglech virkommen am Kader vun der Reform vu Servior, dass mer kucken, dass mer deen Dossier elo definitiv desengorgéieren, dass mer do elo wierklech eng Etapp weiderkommen an dass mer Rëmeleng endlech kënnen bauen. Also dat leeft. Deen Opruff hunn ech Servior ginn.

Dann déi zweet Motioun, dat ass déi, wou Der frot, fir eebe méi Better ze maachen. Ech hunn lech et elo grad gesot, ech kann lech awer gären och nach eng Keier d'Lëscht zoukomme loosse respektiv heilloosse vun all de Better, déi elo geplangt sinn. Et sinn der ganz vill geplangt. Et si verschidder, déi sinn am Bau, ech hunn et gesot. Zu Déifferdeng ass am Fong de Réibau scho bal fäerdeg anscheinend. Käerjeng ass amgaange gebaut ze ginn. Mee mir hunn och ganz vill aner Plazen, wou nach Strukturen gebaut ginn. Wéi gesot, mat Rëmeleng wëlle mer elo wierklech definitiv ukommen, dass mer do och kënnen bauen.

Ech wëll awer an deem Kontext och soen, dass dat neit Gesetz och geschwënn hoffentlech um Instanzewe ass. Mir sinn elo amgaangen, mat eise Partner déi lescht Adaptatiounen ze maachen, éier d'Gesetz kann an de Regierungsrot goen. An och do geet et natierlech net nëmmen ëm d'Quantitéit vu Better, mee et geet och ëm d'Qualitéit. Et geet, wéi de Max Hahn gesot huet, ëm d'Präisstrukturen, dass mer do wëllen eng total Transparenz an de Marché kréien. Mee et geet och drëms: Wivill Leit brauch een iwwerhaupt, fir Leit ze encadréieren? An da geet et, an dofir wollt ech dat elo an dësem Kontext soen, och drëms, dass mer keng Differenz méi wëlle maachen tëschent CIPA a Maison de soins, well mir wëssen, dass d'CIpAen ëmmer méi zu Maisons de soins ginn.

An dofir wëlle mer do elo keng Differenz méi maachen. Dat soll eent ginn, en Haus ass en Haus.

An ech mengen, de Marc Spautz hat och e bëssen den Historique hei gesot, dofir wäert ech deen elo net widderhuelen. Dat heescht, jo, mir sinn amgaange massiv ze bauen a mir plangen och weider Better.

Déi drëtt Motioun, do ass et natierlech esou, dass mer ons Partner finanziell ënnerstëtzen. Ech mengen, dat war viru menger Zäit esou an dat ass och elo esou. Et ass esou, dass mer natierlech Projeten ënnerstëtzen. Mir ginn net einfach Suen un ons Partner, fir Suen ze ginn. Mee wa si e konkrete Projet hunn a wa se e weidere Projet hunn, da presentéiere si ons deen an da si mir natierlech absolutt oppen, fir do matzehëlfen ze finanzéieren, zesummen och natierlech mat de Gemengen, well et am Interêt vun ons alleguerten ass, dass eebe géint den Isolement social gekämpft gëtt.

A schlussendlech d'Motioun Nummer 4, do wëll ech da Reklam maachen - Merci fir d'Gleeënheet - fir eise Seniorentelefon, deen een ëmmer kann uruffen, ob dat ass, well een eng Fro huet, well een e Bett sicht, well een net richtig weess oder awer, wéi Dir gesot hutt, fir eng Reklamatioun. An dee gëtt och ganz vill benotzt dofir. Leit, déi eng Fro hunn, ob dat richtig ass, dass eppes geschitt ass, oder déi vläicht net ganz zefridde sinn, déi ruffen op de Seniorentelefon un. Dat heescht, esou eng Hotline gëtt et am Fong geholl. Dat ass de Seniorentelefon, an dee soll och weider lafen, well mir mierken eeben, dass do awer och e Besoin ass. A mir mussen kucken, wéi mer deen eventuell kënnen ausbauen.

Voilà! Esou wäit vläicht vu mir zu de Motiounen. An ech hale mech natierlech op fir all weider Froen.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ministesch.

Motions

Da kënnen mer zum Vott vun de verschiddene Motioune kommen. Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1 fir eng Strategie, fir de Centre pour personnes âgées vu Rëmeleng méi séier ze bauen. Ass do eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Da kënnen mer iwwert déi Motioun ofstëmme.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 28 Jo-Stëmme géint 39 Nee-Stëmme ofgeleent.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Dat kann net sinn! Dann ass d'Chamber méi grouss ginn!

► **Une voix**.- Dat kann net sinn!

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Et sinn der 57 present a mir hunn 58 Participants au vote. Jo, dat heescht, dat mussen mer nokucken.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV).- Zu esou vill si mer net heibannen.

► **Une voix**.- 28 op 31.

(Concertation interne)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- 28 op 30 schéngt dann dat definitiv Resultat ze sinn.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV).- Dat ass richtig!

(Exclamations)

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Mee wéi ass dat dann elo méiglech?

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Da kéime mer zur Motioun ...

(Concertation interne)

31 elo. Okay, d'Madamm Polfer nach derbäi. Dat heescht, dës Motioun ass, ech widderhuelen, mat 28 Jo-Stëmme bei 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Resultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 29 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt

épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Laurent Mosar (par M. Emile Eicher), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass eeben déi Motioun, déi eng acceleréiert Investitiounspolitik verlaangt.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Kéier schéngt et méi kloer ze sinn: D'Motioun ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kenne mer gläich zur Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Och dës Motioun ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Viviane Reding), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty

Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Mir kommen zur Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och d'Motioun Nummer 4 ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Viviane Reding), M. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

13. 7403 - Projet de loi

portant création de l'Office national de l'accueil (ONA) et portant modification de :

1° la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;

2° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

3° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

Eisen nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi Nummer 7403 iwwert d'Schafe vum Office national de l'accueil. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Marc Angel, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, den Här Marc Baum, den Här Marc Goergen. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

► **M. Max Hahn (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. 2015 war den Héichpunkt vun der sougenannter Flüchtlingskris. Den OLAI, also den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, ass zu där Zäit mat besonnesch villen DPlen, also Demandeurs de protection internationale, konfrontéiert ginn. Et sollt een allerdéngs net vergiessen, dass och elo, véier Joer duerno, Mënschen nach ëmmer ënner deels liewensgefäerleche Konditiounen de Wee iwwert d'Mëttelmier op sech huelen, fir hei an Europa Sécherheet an eng Zukunftsperspektiv ze fannen.

Am Aktivitéitsrapport vun 2018 gëtt festgehalten, dass d'Direction de l'immigration d'lescht Joer 2.205 Asyldemandé krut. Den OLAI huet am selwechte Joer 3.428 Leit a senge Strukturen opgeholl. Dat sinn der méi wéi 2015 an et ënnersträicht, wéi wichteg et ass, fir den Accueil an d'Integratioun vun Asyldemandeuren esou effikass wéi méiglech ze organiséieren.

(Interruption)

Den Accueil vun deene Leit muss dobäi méiglechst mënschewürdeg iwwert d'Bün goen. Esou ass et och am Koalitiounsaccord festgehalten. Mee de System ass iwwerfuert. D'Prozeduren daueren ze laang, heiansdo iwwer 21 Méint. Dat féiert dozou, dass d'DPlen oft vill méi laang an den Aarichtunge vum OLAI bleiwe mussen. D'Personal vum OLAI ass dowéinst tëscht 2015 an 2018 vu 70 op 133 Persounen eropgesat ginn, gouf also bal verdoubelt. Trotzdeem si Verbesserungen onbedéngt néideg.

A genee dat soll mat dësem Gesetzestext gescheien, andeems den OLAI duerch den neien Office national de l'accueil, kuerz den ONA, ersat gëtt. Dem OLAI seng Kompetenze ginn heibäi op déi zwee concernéiert Ministären, nämlech den Ausseministère an de Familljen- an Integratiounsministère, opgedeelt.

Eng ëmfaassend Reform vum OLAI war d'Konklusioun vun enger Analys, déi de Familljeministère 2014 an Opdrag ginn huet. Déi administrativ Reorganisatioun soll den Oflaf vun den Asyldemandé vereinfachen, andeems just nach eng Kontaktperson fir e Flüchtling zoustänneg ass, déi dem Minister fir Immigration an Asyl ënnerstellt ass.

Engem DPI eng eenzeg Kontaktperson zouzeweisen, dréit zu méi Mënschlechkeet am System bäi. Dat ass wichteg, well d'Asylprozedure laangwiereng an ermiddend kënne sinn, virun allem fir Leit, déi alles verluer hunn a sech mussen an der Friemd erëmfannen.

Här President, d'Aféiere vum ONA soll zu dräi gréisseren Verbesserungen am Opnameprozess bäidroen: zu der Erhéijung vun der Capacitéit a vun der Qualitéit vun den Ennerbréngungsméiglechkeeten, op där anerer Säit zur Aarichtung vu Strukturen fir den Encadrement vu Persounen, déi e spezifesche Schutz brauchen, wéi zum Beispill onbegleet Mannerjäreger, an zu gudder Lescht zu enger gréisserer Autonomie vun den DPlen.

Mee och wann den ONA sech selwer net méi mat der Integratioun vun de Migranten befaasse wäert, esou heescht dat awer net, dass dese wictegen Aspekt vernoléisseg gëtt, ganz am Géigendeel. An engem Land mat bal 50 % Netlëtzebuurger ka sech de Familljen- an Integratiounsministère elo ganz op dese wictege Beräich konzentréieren. Bei der Integratioun ass d'Haaptzil, fir de Plan d'action national d'intégration ëmzesetzen. Dozou gehéieren e begleeten Integratiounsparcours, d'Upasse vum Contrat d'accueil et d'intégration un d'Besoinen vun de Leit an eng zefriddestellend Offer u Sproochecoursen.

Nieft de Responsabilitéite beim Logement a beim Encadrement vun den DPlen kritt den ONA och d'Kompetenz, fir punktuell finanziell Hëlfelefen u Mënschen aus Drëttstater ze accordéieren, déi keen Urecht op eng aner Hëllef oder soss Allocatiounen hunn. Déi finanziell Ennerstëtzung muss duerch déi familiär, humanitär oder gesondheetlech Situatioun begrënt sinn, zum Beispill fir d'Bezuele vun Dokteschrechungen, vu Schoulmaterial oder vun Hygiënesartikelen.

De Gesetzestext gesäit och vir, dass d'Regierung Subsidien oder finanziell Bedeelegungen un d'Gemengen oder d'Organisme fir spezifesche Projete ausbezuele kann, fir esou den Accueil vun Asyldemandeuren sécherzestellen, natierlech nëmmen esou wäit, wéi d'Budgeten et erlaben.

D'lescht Woch ass de Budget 2020 hei an der Pleniéer deponéiert ginn. Dowéinst wëll ech dann och kuerz op déi positiv Entwécklung am Beräich vum Accueil a vun der Integratioun agoen. Hei ass de Budget nämlech verdoubelt ginn. An Zuelen ausgedréckt heescht dat, dass 500.000 Euro Subside fir Projete vun ëffentlechen Aarichtungen aus dem kommunalen an interkommunalen an aus dem regionale Secteur ageplangt sinn.

Selbstverständlech mussen och verschidde Konditiounen bei deene Subsidien erfëllt ginn. Fir ee Projet dierfen net méi wéi 100.000 Euro respektiv net méi wéi 75 % vun de Gesamtkäschten ausbezuel ginn. Virun der Ëmsetzung vum Projet muss eng Demande mat enger Estimatioun vun de Gesamtkäschten beim Ministère agereecht ginn. A schlussendlech muss de Beneficiaire och derfir suergen, dass e Suivi an eng Evaluatioun vum Projet gemaach ginn.

Weider muss eng Konventioun tëscht dem Empfänger vun de Subsidien an dem Stat ënnerschriwwen ginn. Hei mussen d'Leeschtunge vum Beneficiaire, den Typ vun de finanziellen Hëlfelefen an d'Modalitéite vun der Kooperatioun definéiert sinn. D'Gestioun ënnerläit eleng der Responsabilitéit vum Beneficiaire. D'Subside vum Stat muss fir Ausgabe benotzt ginn, déi d'Realisatioun vum Projet sécherstellen. Domadder sinn zum Beispill d'Personalkäschten gemengt oder d'Frais fir den Entretien an d'Gestioun vu Gebaier oder fir aner Leeschtungen, déi de Beneficiaire ubitt.

Här President, ech wëll hei allen Akteure Merci soen, déi ons hir Avisen zum Gesetzesprojekt eragin hunn. Den Opposition-formelle vum Statsrot, déi sech op déi finanziell Ennerstëtzung duerch de Stat bezunn hunn, ass mat den Amendementer Rechnung gedroe ginn. Engersäits gouf een Artikel, deen am Widder-sproch zum Artikel 99 vun der Verfassung stoung, gestrach. Anerersäits ass e Kader am Gesetzesprojekt definéiert ginn, dee festleet, wéini finanziell Hëlfelefe kënnen ugefrot ginn an och wéi héich se kënnen sinn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis déi grouss Virdeeler ervirgehewen, déi d'Reform vum OLAI wäert mat sech bréngen. Dat betrëfft zum Beispill d'Zesummeleev vu Mëttele, eng vereinfacht intern Zesummenaarbecht an eng méi effikass Organisatioun.

Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, dese Gesetzesprojekt ass méi wéi eng administrativ Reform. E verbessert a vereinfacht net nëmmen d'Aarbecht vum Personal, et geet hei virun allem, an dat dierf een net vergiessen, em d'Dignitéit vun de Mënschen, déi em Hëllef froen. Meng Fraktioun vun der DP gëtt dowéinst heimadder hiren Accord zu dësem Gesetzesprojekt.

Des Weideren, Här President, reechen ech eng Motioun eran, déi vun alle Fraktiounen a Sensibilitäten ënnerstëtzt gëtt, eng Motioun mam But, d'Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwert den Accueil an d'Integratioun vun den Ausländer ze reforméieren.

Mir proposéieren dofir, eng Consultatioun ze organiséieren, déi sech un d'Akteuren op kommunalem Niveau, d'Organisatioun vum Terrain, déi lëtzebuergesch an net lëtzebuergesch Bevëlkerung an d'immigriert Frontaliere rücht. D'Resultater vun dëser Consultatioun sollen dann an d'Reform matafléissen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que la nouvelle répartition des attributions ministérielles au sein du Gouvernement implique une réorganisation de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) ;*

- *constatant qu'un nouveau département « Intégration » devra être créé au sein du Ministère de la Famille, ce qui pourra donner une impulsion aux politiques pour un meilleur vivre ensemble ;*

- *rappelant l'accord gouvernemental, qui, dans son chapitre sur l'intégration, stipule que « la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que les règlements grand-ducaux liés seront réformés afin de permettre d'adapter le cadre légal et réglementaire aux missions actuelles de l'OLAI » ;*

- *considérant que depuis 2008 la composition de la population au Luxembourg a fortement évolué créant de nouveaux défis en matière d'intégration ;*

- *reconnaissant que la définition du cadre pour un vivre ensemble harmonieux doit être une priorité pour le Luxembourg dans son ensemble,*

invite le Gouvernement

- *à entamer d'emblée une réforme fondamentale de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers en organisant une large consultation des acteurs communaux, des organisations œuvrant sur le terrain et des populations luxembourgeoise et non luxembourgeoise ainsi que des travailleurs immigrés frontaliers, permettant d'aboutir à une réforme de la loi de 2008.*

(s.) Max Hahn, Marc Angel, Marc Baum, Paul Galles, Marc Goergen, Fernand Kartheiser, Charles Margue.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Hahn.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Paul Galles (CSV).**- Merci villmools. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Madamm Ministesch, ech soe mengem Virriedner, dem Rapporteur Max Hahn, villmools Merci fir dee ganz ausféerleche Rapport zu dësem Projet an och fir d'Zesummenaarbecht bei eiser gemeinsamer Motioun.

En huet schonn am Detail ganz viles erkläert. Ech wäert lech et erspueren, dat nach eng Kéier ze widerhuelen. Ganz viles vun deem, wat e gesot huet, wësse mer allegueren. A mir fannen et wichteg, wat hei an dësem Projet gestëmmt gëtt.



Ech wëll mech einfach op déi grouss Linne beschränken an op e puer grondsätzlech Gedanken zu dësem Thema. Mir reorganisieren haut also den OLAI, den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, a kreesen gläichzäitig eng nei Cellule, den ONA, Office national de l'accueil.

Mam ONA geet de Volet vum Accueil eriwuer an den Ausseministère ënnert d'Kompetenze vum Immigratiouns- an Asylsministère. De Volet Integratioun gëtt elo an Zukunft integral vum Familljeministère iwwerholl. Dës administrativ nei Opdeelung soll et erméiglechen, am Accueil d'Capacitéit an d'Qualitéit vun den Opfankstrukturen ze erhéijen, déi néideg adequat Strukturen ze kreéieren, fir den Encadrement vu Leit, déi eng speziell Protektioun brauchen, ze assureieren, an dës gëllt besonnesch fir Mannerjäreger. An drëtens soll dës nei Opdeelung och déi néideg Mesuren an place setzen, fir de Refugiéen eng méi grouss Autonomie kënnen anzeraumen.

Do dernieft begrësse mir ganz staark, dass den nationalen Aktionsplang fir Integratioun, de PAN, elo ëmgesat soll ginn. Mir haten an der Chamberskommissioun eng ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an dofir wëll ech och alle Kolleginnen a Kollege villmools Merci soen, dass mer do konnten openen a ganz konstruktiv mateneen diskutieren an och gemeinsam Lösungen do sichen, wou Problemer sech opgedoen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir begrësse grondsätzlech alles, wat hëlleft, fir déi immens komplex Situatioun vun de Mënschen, déi bei eis kommen, eescht ze huelen a se würdeg ze encadréieren a fir dat immens komplex Zesummespill vun Immigratioun, Accueil, Integratioun an Travail besser openen ofzestëmmen. Well hannen um Enn geet et jo net dréms, fir eppes mathematesch vunenaner ze trennen, mee et geet ëmmer hannen um Enn ëm genau déiselwecht Mënschen. Mir mussen alles drusetzen, fir dass dës Mënschen, déi souwisou schonn an enger multipel prekärer Situatioun sinn, net an engem administrativen Dschungel ënnerginn, wa se vun deem enge bei deen anere geschéckt géife ginn an hannen um Enn guer net méi wësst, u wie se sech sollen halen.

Hei maache mer e Schrëtt an déi richteg Richtung, andeems mer Kompetenze kloer definéieren an och vunenaner ofgrenzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer, ee kleng Moment vu menger kuerzer Riedezäit ze notze fir eng méi grondsätzlech Reflexioun, grad well et ëm eppes ganz Komplex geet, ëm komplex Liewenssituatiounen an ëm ganz komplex Strukturen, a well et dofir tatsächlech net ëmmer einfach ass, den Iwwerbléck an deem ganzen Thema ze behalen, a well dann heiansdo Ursach a Wirkung, Ausléiser a Konsequenz mateneen verwiesselt ginn, duerjernee geroden oder ënnerschiddlech interpretéiert ginn.

Dat hei ass näamlech e Gesetzesprojet, deen eis och dorun erënnert, dass et Mënsche gëtt, déi bei eis kommen, well se eis brauchen a well se dat brauchen, wat mir verkierperen: eis Wäerter, eis Prinzipien, eis Rechtsstaatlechkeet, eis Presenz.

An ech si mer sécher, dass keen heibannen an dësem Raum ass, dee jeemools géif eng Lanz brieche fir d'Perfidie vun deene Mënschen, déi d'Situatioun vun anere Mënsche géifen ausnotzen, déi géife vum Leed vun anere Mënsche profitéieren. Ech si mer sécher, dass keen heibannen ass, dee géif op der Säit stoe vun deene Leit, déi mer als Mënschenhändler, als Terroristen oder Schleiser bezeechnen. Well grad si dat verkierperen, wat mir Profitéieren, Mëssbrauch vu Wärd, Ausnotze vu Leed, jo vläicht souguer „dat Béist“ nennen, mussen mir dach genau de Contraire sinn: dat Gutt héichhalen, d'Wärd verteidege mat kloer Prinzipien a Reegelen, natierlech a virun allem mat kloer Wäerter a mat vill Respekt a Sensibilitéit fir dat, wat aner Mënschen erlieft hunn an hirem Liewen.

Mir mussen anescht sinn, a wann ech esou soen däerf, mir mussen dat verkierperen, wat ee kann „dat Gutt“ nennen, souwäit wéi dat eis méiglech ass. An natierlech besteet dann d'Angscht, dass vun eis profitéiert gëtt, dass Mënschen eis beléien, dass Mënschen eis ausnotzen. An héchstwahrscheinlech hu mer dat alleguer schonn iergendwou an iergendwann eng Käier erlieft a mir hu verstanen, dass aner Mënschen dat kënnen ausnotzen, wa mir wëlle gutt zu hinne sinn.

Ech fannen, dass et wichteg ass, dass mer grad an deene Momenter eis drun erënnere, dass mir anescht wëlle reagieren, dass mer op der Säit vun deene stinn, déi eis brauchen, dass mer versichen, gutt ze bleiwen, eis Wäerter weider ze liewen, d'Chancen ze gesinn an net Angscht ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess et aus eegener Erfahrung, dass dës Thema, ëm dat et hei bei dësem Gesetzesprojet geet, ëmmer erëm ka beluecht si mat engem gewëssene Verdacht, mat enger Angscht, mat enger Onsécherheet. Ech hu selwer dräi Prinzipien en cours de route vun deene leschte Jore geléiert:

Den éischte Prinzip ass, kloer Reegelen ze hunn, well dat gëtt Sécherheet. A wie profitéiert, deen hëlt jo och engem eppes ewech, deen e Recht huet op Schutz. Kloer Reegelen!

Dat Zweet ass, nimools, awer wierklech nimools e Generalverdacht ze hu vis-à-vis vu Mënschen, mee vill méi ganz vill Respekt, ganz vill Nolauschteren, ganz vill versichen ze verstoen, ganz vill Opmierksamkeet, ob et deene verletzete Mënschen och wierklech gutt geet.

An dat Drëtt ass ee ganz kloer Grondprinzip: d'Wärd vun all Mënsch, Är, meng an och hir.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Galles. Den Här Kartheiser wëllt lech eng Fro stellen. Här Kartheiser, wannech gelift.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. An och Merci un den Här Galles. Ech sinn dach déif beweegt, no Äre Wieder. Ech wollt lech just froen: An Ärer Perspektiv op dës Flüchtlingssituatioun, déi mer am Land hunn, gëtt et dann Ärer Meenung no iergendwou eng Grenz an der Capacitéit, déi mir hunn, fir Leit opzehuelen? Soll et esou eng Grenz ginn? A wa jo, wou wär déi?

Wéi géift Dir elo a realistesch Termen all déi gutt Intentionen iwwersetzen, déi Der eis hei duergeluecht hutt? Gëtt et eng Grenz? A wa jo, wou läit déi?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Jo, ech ginn d'Wuert zréck un den Här Galles.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dir kritt d'Riedezäit vun der ADR derbäi.

► **M. Paul Galles (CSV).** - Jo, Merci.

(Hilarité)

Merci villmools, Här Kartheiser. Dat ass eng ganz interessant a ganz wichteg Fro, well et ass jo eng Fro, un där sech ganz vill Kontroversen entzënt. An ech fannen et ganz schwierig, eng Uewergrenz festzeleeën. Ech géif mech dofir selwer ni trauen, esou eng Uewergrenz festzeleeën, well ech mengen, dass an all Situatioun all Mënsch ëmmer muss eenzel betreucht ginn. A wann e Mënsch géif duerch eist Netz duerchrutschen, well mir eng Uewergrenz definéiert hunn, da géife mer engem Mënsch Onrecht dinn. Dat ass elo eng relativ allgemeng Äntwert. Mee ech mengen, dat ass awer déi Äntwert, déi ech lech muss ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Galles. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur an dem President vun der Familljen- an Integratiounskommissioun, dem Max Hahn, Merci soe fir säi gudd schréfflechen a mëndleche Rapport. An ech wëll drun erënnere, dass am LSAP-Wahlprogramm vun 2018 ganz kloer stoung, dass mir fir eng Bündelung vu sämtleche Kompetenzen a Saachen Asyl an Immigratioun an engem Ministère stinn, allerdéngs mat getrennte Verwaltungen oder Direktiounen.

Mir freeën ons, dass dat an de Regierungsprogramm iwwerholl gouf an dass mer mat deem Projet de loi vun haut och dat ëmsetzen. Dofir kann ech lech och elo direkt am Ufank vu menger Interventioun den Accord vun der LSAP zu dësem Projet ginn.

D'Schafe vum Office national de l'accueil, also dem ONA, an d'Abannen an den Immigratiounsministère erméiglechen, mengen ech, eng vill besser Koordinatioun a Kollaboratioun zwëschen den eenzelne Verwaltungen oder Servicer, déi fir Refugiéen zoustänneg sinn.

Och ass et wichteg ze ënnersträichen, dass heiduerch virun allem d'Liewe vun den Demandeurs de protection internationale méi einfach gëtt, andeem si sech an Zukunft nëmmen nach un een eenzege Ministère riichte mussen, an dat egal ob et sech dobäi ëm den Traitement vun enger Asyldemande handelt oder ëm d'Betreiung an d'Ennerbréngung an de Wunnstrukturen.

Dës Gesetz vun haut erlaabt also d'Opspléck vum fréieren OLAI: Mir maachen also op där enger Säit den ONA, wéi scho gesot ginn ass, an op där anerer Säit kreesen mer en neit Departement „Integratioun“ am Familljeministère.

Integratioun ass an engem Land wéi Lëtzebuerg eng enorm wichteg Erausforderung. An domat mengen ech net nëmmen d'Integratioun - déi wichteg ass - vun den Demandeurs de protection internationale an och vun de Bénéficiaires de protection internationale, mee d'Integratioun vun de bal 48 % Netlëtzebuurger, mat deene mer hei am Land zesumme liewen a schaffen. A fir d'LSAP ass et hei wichteg, dass kee Mënsch an onsem Land op der Streck bleift, keen ausgegrenzt gëtt bezüungsweise diskriminéiert gëtt. Fir ons gëllt de Prinzip, dass d'Solidaritéit dat Fundament ass, dat eng multikulturell Gesellschaft verbënnt an zesummenhält.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den OLAI huet säit 2008 eng exzellente Aarbecht gemaach an natierlech war duerch dee massiven Afflux vun de Refugiéen 2015 immens vill Energie op den Accueil vun de Flüchtlinge gesat ginn. An ech wëll drun erënnere, dass hei de Ministère de la Famille, den OLAI, den Ausseminister, awer och d'Gemengen an d'Zivillgesellschaft, ouni déi mer et net gepackt hätten, zesummen eng formidabel Aarbecht gemaach hunn. An dat solle mer net vergiessen.

De Fait, dass mer awer elo den OLAI opdeelen, huet domat ze dinn, wéi ech virdu gesot hunn, dass d'DP'en nëmmen nach ee Ministère als Interlocuteur hunn, mee awer och, dass d'Efforten am Beräich vun der Integratioun am Familljeministère ausgebaut a verstärkt kënnen ginn. Ech sinn iwwerzeegt, dass duerch dës Stärkung vum Departement „Integratioun“ am Ministère de la Famille déi wichteg Zesummenaarbecht am Domän Integratioun zwëschen enger ganzer Rei Ministère nach verbessert gëtt.

Fir d'LSAP ass dat esou wichteg, well an onsen Aen Integratioun iwwer Sprooch, Bildung, Formation, Beschäftegung, Kultur, Benevolat a Participatioun um gesellschaftlechen an um politesche Liewe geschitt. An dat neit Departement „Integratioun“ an och de Comité interministériel fir d'Integratioun sti viru grousse Erausforderungen. Mee ech mengen, zur Integratioun kann ech herno nach e puer Wieder soen, wa mer zur Motioun schwätzen.

Mee och deen nei geschafenen ONA huet grouss Defie viru sech. Wéi et am Regierungsprogramm steet, mussen d'Capacités d'accueil eropgesat ginn an zousätzlech muss och d'Qualitéit verbessert ginn. A bei der Qualitéit geet et haaptsächlech ëm Hygiènes-, Salubritéits- a Sécherheetskriterien, déi mussen agehale ginn. Doniewent, rappelléieren ech, steet am Regierungsprogramm, dass mer wëllen all déi Strukture mat enger Kichen ausstatten, fir dass d'Leit sech selwer kënnen kachen an net do mussen zerwéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer eng Remark zur quantitativer Verbesserung, dat heescht, mir brauche méi Structures d'accueil, an dozou wëll ech eppes soen. Dir wësst jo, dass d'Regierung decidéiert huet, méi kleng Strukturen iwwer d'Land ze verdeelen. A rezent hunn d'Innenministesch Taina Bofferding an den Aussen- an Immigratiounsminister Jean Asselborn sech puer Brëif un ons Gemeenge gericht a si gefrot, zéng Ar zur Verfügung ze stellen, fir dorop mat Hëllef vu Bâtiments publics modulär Strukturen opzeriichten, an deene bis zu 30 Persounen ënnerbruecht kënnen ginn. D'Responsabilitéit vun de Gemengen ass also enorm wichteg. Haut existéiere 57 Strukture fir Refugiéen an onsem Land, an dat nëmmen op 33 Gemeenge verdeelt. Dat heescht, vun 102 Gemeenge sinn der nach vill, déi do hëllef kënnen.

Deen neien ONA ass also och ugewisen op eng gudd Kooperatioun mam Gemengesector. Stat a Gemeenge kënnen den Accueil vun de Refugiéen awer net eleng meeschteren. Dofir ass an Zukunft och den ONA verpflichtet, ganz enk mat den Organisatiounen vun der Zivillgesellschaft zesummenzeschaffen.

Wann den ONA elo op de Bee steet, ass et wichteg, dass d'aussepolitisch Commissioun, déi jo den Asyl an hire Kompetenzen huet, am Fréijoer 2020 den Direkter vun ONA an de Minister Jean Asselborn an d'Commissioun rufft, fir iwwer d'Ëmsetzung vun de Projeten a Mesuren aus dem Regierungsprogramm ze informéieren.

Fir d'Departement „Integratioun“ am Familljeministère ass d'Weiderentwéckele vun deenen dräi Etappe vum Parcours d'intégration accompagné, PIA, ganz wichteg, well den Diagnostic individualisé soll et erlaben, ganz fréi d'Kompetenzen an d'Besoine vun de Refugiéen ze identifizieren an hinne vun do aus eng Begleedung ze ginn, Mesuren, Stagen, Travail-communautaires a Formatiounen ze proposéieren. Dës ass wichteg fir d'Autonomisierung an d'Responsabilisierung vun de Flüchtlingen.

Zum Schluss: D'LSAP wäert d'Ëmsetzung vun dese Mesuren am A behalen, begleeden an ënnerstëtzen. Den Accueil vun de Flüchtlingen

engersäits, d'Integratioun vun den auslännesche Matbiergerinnen a Matbierger anerersäits sinn essenziell fir den Zesammenhalt vun onser Gesellschaft.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Angel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Charles Margue (déi gréng).** - Merci, Här President. Och vu mir aus en häerzleche Merci un de Max Hahn fir säi schréfflechen a mëndleche Rapport an och, wéi de Paul Galles et schonn elo grad gesot huet, fir déi gudd Zesummenaarbecht, déi mer an der Commissioun haten, wéi mer de Projet virbereet hunn, fir dass mer elo zu engem Gesetz kommen, wat allgemeng eng breet Majoritéit hei wäert fannen. Dovu sinn ech iwwerzeegt.

Wéi scho vu menge Virriedner explizéiert, gëtt mat dësem Projet de loi den ONA kreéiert, deen den OLAI ersetzt, an dat an alle Beräicher, déi net d'Integratioun sinn. Den ONA iwwerhëlt also déi wichteg Missioun vun der Organisatioun vum Accueil vun den DP'en, am Fachjargon DPI, den Demandeurs de protection internationale, de Mënschen, déi also zu Lëtzebuerg Schutz an/oder Asyl ufroen.

Accueil, dat heescht zum Beispill Accès zu Informatiounen, sozial a juristesche Ennerstëtzung, Hebergement, Liewensmëttel, Aarbecht, Schoul, medezinnesch Versuergung. Domadder gëtt den ONA ee vun de wichtigsten Interlocuteurs fir d'DP'en an hiren éischte Méint hei zu Lëtzebuerg.

Den ONA iwwerhëlt iwwerdeems och d'Gesicht vun de Flüchtlingstrukture vum OLAI. Där Strukturen, wéi scho gesot, gëtt et hei am Moment ëm déi 55 iwwer d'ganzt Land verdeelt, awer, wéi de Marc Angel et jo och scho gesot huet, net flächendeckend, an net all Gemeng ass do proaktiv ënnerwee. Hei gëllt et och, déi Strukturen astand ze halen, betreiend Personal anzestellen, ze forméieren an ze begleeden. An och natierlech d'Zesummenaarbecht mat den Associatiounen, déi um Terrain aktiv sinn ...

All dese Mataarbechter wëll ech op dëser Plaz e grouse Merci soe fir déi Aarbecht, déi se besonnesch an deene leschte Jore geleescht hunn. An zënter 2015, an deene Joren, wou mer vill Flüchtlingen hei op Lëtzebuerg kritt hunn, dass d'Situatioun esou gudd verlaf ass, dat ass hire Merit.

Wéi schonns gesot, gëtt den ONA beim Ausseministère ugesidelt. Doduerch, dass d'Beaarbechtung vun den Demanduren hiren Dossier wéi och hir Begleedung an hire Logement ënnert der Kompetenz vun engem eenzege Ministère leien, kënnen mer den Empfang vun de Mënschen, déi bei eis am Land Schutz sichen, weider verbessern. Mir setzen haut ëm, wat mer am Regierungsaccord festgehalten hunn. An ech sinn iwwerzeegt, et ass e Schrëtt zum Gudd fir déi betraffe Mënschen, fir déi de Wee duerch d'Verwaltung elo méi einfach misst ginn.

De Volet Integratioun wäert a Form vun engem eegenen Departement - et ass scho gesot ginn - am Familljen- an Integratiounsministère behandelt ginn. Ech si voller Hoffnung, wann ech déi exzellente Besetzung an deem Departement gesinn. An et bleift vill ze dinn, fir d'Zesummeleiwene zu Lëtzebuerg weider ze stärken.

Här President, mat dësem Gesetzesprojet hoffen ech, dass mer eiser Verantwortung e Stéck méi gerecht gi fir e Lëtzebuerg, wat oppen ass, wou jiddwereen, deen hei leeft, a jiddwereen, deen hei Schutz sicht, gutt a sécher ka liewen. Hei kënnen mer elo no vir kucken an eng Rei Thematiken ugoen. Fir de Volet Accueil denken ech do zum Beispill un den Ausbau vun den Hebergementsstrukturen, well och an dësem Beräich mécht sech d'Logementsproblematik zu Lëtzebuerg spierbar. Mir mussen eis hei am Land esou opstellen, dass mer och an Ausnamesituatiounen proaktiv an net just reaktiv kënnen handeln an e sozialen a respektvollen Empfang kënnen assureieren.

Fir de Volet Integratioun gesi mir an dësem Gesetzesprojet en Ausgangspunkt, fir zu Lëtzebuerg d'Debatt iwwer d'Zesummeleiwene tëschent Netlëtzebuurger a Lëtzebuurger erëm frësch unzestoussen. Dofir begrësse mir, dass déi Motioun, déi mer deposéiert hunn, am Einverneeme vun eis all, vun de Fraktiounen hei konnt gemaach ginn. Mir ënnerstëtzen an deem Sénn och den Opruff, fir eng breet Debatt ze féieren an eist Integratiounsgesetz vun



2008 deemtsprechend op de Leescht ze huelen an nächster Zukunft.

Zënter 2008 ass zu Lëtzebuerg vill passéiert: Vill méi Leit, an dat si vill Mënschen „aus aller Hären an Damme Länner“. D'Érausfuenderungen huelen also net of, zemoos wa mer wëllen, dass jiddwereen hei kann e gutt Liewen hunn. Mir sinn zu enger internationaler Gesellschaft ginn hei zu Lëtzebuerg. Dat ass eng Tatsaach. Mir si quasi 50:50, wat Lëtzeburger an Netlëtzeburger ugeet, et hânt just dervun of, aus wéi engem Bléckwénkel een déi Persoun betruecht, déi zwou oder méi Nationalitéiten hunn.

Zënter 2008 hu mer enorm vill Erfahrungswärter kënne sammelen. Ech denken hei notamentum un de Contrat d'accueil et d'intégration, d'Aktivitéiten an den Integrationskommissiounen oder méi rezent och de Parcours d'intégration accompagné fir d'Refugiéen. Am Kader vun enger Reform vum Gesetz vun 2008 kënne mer d'Expéienz aus diesen Initiativen an Instrumenter opschaffen, se valoriséieren a gemeinsam an engem Plang zu enger proaktiver Politik fir d'Zesummeliewen hei am Land opbereeden.

Heimadder ginn ech dann natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun zum Gesetzesprojet an och zur Motioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, vun der ADR héiert Der e bëssen eng aner Tounlag zu där Problematik, wéi Der et vun anere Virriedner elo héieren hutt. Et ass fir eis natierlech eng Selbstverständlechkeet, dass déi Leit, déi heihinnerkommen, mussen menschewierdeg an human behandelt ginn. Dat ass e Konsens hei am Land. Dat ass och ganz gutt esou. Et weist d'Qualitéit vun eiser Astellung géintiwwer eise Matmënschen.

Mir denken awer, dass jiddwereen muss hei kënnen empfaange ginn, och déi Leit, déi aus aneren EU-Länner oder Dréttstate kommen. Et ass e bësse schued, dass mer hei d'Notioun vum Accueil verkierzen op Bénéficiaire oder Demandeur de protection internationale. Ech mengen, dass ass eng Dimensioun an deem Gesetz, do muss een och kucken: Wat mécht ee fir den Accueil fir all déi aner Leit?

Mir mussen awer och kucken: Dat Gesetz hei huet jo eng Visée, déi vläicht als prominent eraustréit, dat ass, fir d'Capacitéit vun de Foyeren ze erhéien. Ech wëll just drun erënneren, dass Lëtzebuerg dat Land ass, wat an der Europäescher Unioun proportionell, no de Mëttelmierlänner, bis elo schon am meeschte Leit opgeholl huet. Dat ass natierlech enorm. An et ass och e Problem, dass mer keng Capacitéiten an de Foyeren hunn, well mer déi Leit, déi an de Foyere sinn, déi dacks Bénéficiaire de protection internationale sinn, net iergendwou anescht logéiert kréien.

An do hu mer en anere Problem, dee sech stellt, dass ass d'Konkurrenz bei de locative Sozialwunnengen tëschent Leit, Residenten, déi scho laang hei eng sichen, a Leit, déi Bénéficiaire de protection internationale sinn, déi sech um Wunnengsmaat och net einfach kënnen abréngen, soudatt mer do an eng ganz schwierig Situatioun erageroden. Jee méi Leit mer eranhuelen als Demandeur de protection internationale desto méi verstärkt sech dee Problem tendenziell. An dat ass eng Belaaschtung, och fir dat sozialt Zesummeliewen.

Mir sinn als ADR och iwwerzeegt, dass d'Immigratiounspolitik, wéi se vun der Regierung beschriwwen gëtt a bedriwwen gëtt, falsch ass. Well anescht wéi de Spriecher vun der CSV, deem seng Positioun ech awer ganz respektéieren an déi hei eng breet Ënnerstützung krut, denke mir, dass et net realistesch ass, fir keng Uewergrenzen ze setzen, an dass dat laangfristeg eng Rei vu Konsequenzen op eis Gesellschaft huet, Konsequenzen, mat deene mer iergendwou konfrontéiert ginn an déi mer mussen elo mat undenken.

Dofir soe mir: Asylrecht ass en individuell Recht, zu deem mer eis kloer bekennen. Et ka kee Virwand si fir eng massiv Immigratioun aus haaptsächlech ekonomesche Grënn. An Dir wäert gesinn, dass ëmmer méi Länner an Europa op dee Punkt kommen.

Och de griichesche Premier Mitsotákis huet dat elo nach eng Kéier kloer beschriwwen a kloer ënnerstrach - e Land, wat direkt konfrontéiert

ass mat där Situatioun. Mir mussen och erauskommen aus enger Ofhängegkeet vum Här Erdoğan. De Rapatriement vun de Leit muss eng Prioritéit ginn. Do wou kee Krich ass, mussen d'Leit zrëck. Mir mussen en Droit international public applizéieren, ...

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien !

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... an net iergendeppes maachen, wat hei weeder engem internationale Rechtssystem entsprécht nach enger humanitärer Verflüchtung. Déi gëtt et do net.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Kartheiser, den Här Angel wëll lech eng Fro stellen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Sécher, gär.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech hunn den Här Kartheiser vläicht falsch verstanen. Mee insinuéiert hien, dass mir hei Leit géifen Asyl ginn, dass eis Beamtinnen a Beamten an och d'Gericht, dass mir hei Leit Asyl ginn, déi net ënnert d'Konventioun vu Genève falen? An huet hie vergiess, dass mer och all Joers hei d'Zuele gesot kréie vun den Demandeurs de protection internationale an och vun de Retouren an dass mer och ganz vill Leit, déi keen Asyl zu Recht - hunn, zrëckschécken an zum Gléck haaptsächlech volontaire Retouren hunn.

Mee hei hunn ech d'Gefill, hie wëllt e Bild molen, wéi wann hei all Mënsch kéint kommen a mir géife keen zrëckschécken. Hunn ech dat falsch verstanen?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, d'Antwort geet net op meng Riedezäit, well ...

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... ech muss lech vläicht e puer Saachen erklären, Här Angel.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Kartheiser, Är Riedezäit war gestoppt ginn. Déi ass net weidergelaf.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Mee bei menger Antwort elo och.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Okay.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Well dass bei dem Här Angel senger Fro gestoppt gëtt, ass jo normal, mee ... Gutt.

Also, fir e puer Wuert kuerz ze soen: Et ass vläicht gutt ze rappelléieren, a wéi enger Situation mer sinn. Et muss een e kloeren Ënnerscheid maache bei der Protektioun vun Zivilisten bei bewaffnete Konflikter. Do gëtt et eng Genfer Konventioun, déi dat regelt. An déi Genfer Konventioun, déi seet, a si seet dat richtig a kloer, dass déi krichsféierend Partei verantwortlech si fir de Schutz vun den Zivilpersonen an deene Regionen, wou de Konflikt existéiert. Mir si keng krichsféierend Partei als Lëtzebuerg.

Am Syrien-Konflikt hu mer dee grouse Feeler gemaach, allerdéngs alleguer d'westlech Länner, dass mer déi Flüchtlinglager, déi vum UNHCR an der Géigend, conformement zu der Genfer Konventioun, ageriicht goufen, net genuch ënnerstëtzt haten. Dat ass e Feeler! Eng Léier, déi mer sollten doraus zéien: Mir sollten an de Krisissituatiounen op dëser Welt déi Lager ënnerstëtzen, de UNHCR ënnerstëtzen, fir dass déi Leit net an eng Immigratiounssituatioun mussen erakommen. Well de But ass, dass se sollen zrëck an hir Länner goen, well hir Länner se brauchen. Si brauche se, fir déi Länner erëm opzebauen. Si ginn do méi gebraucht, wéi se hei gebraucht ginn.

Dat Zweet ass d'Asylrechtskonventioun vun 1951. Eng fantastesch Saach, zu där mir eis als ADR komplett bekennen. Awer et ass en Individualrecht fir Leit, déi politesch verfollegt ginn oder aus anere Grënn, déi an der Konventioun stinn, verfollegt ginn - eenzel verfollegt ginn - an déi da kënnen an engem Land oder bei iergendenger Ambassade, oder wéi et och ëmmer ass, Asyl froen. Eng fantastesch Regelung, zu där mir eis vollkomm bekennen.

Mee d'Asylrecht, wéi gesot, dass hunn ech virdru gesot, ass kee Virwand, fir - wat een novollzéie kann - an en anert Land ze goen, fir sech do wëllen eng ekonomesch Existenz opzebauen.

Ech soen net ...

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Mee déi gi jo dann och zrëckgeschéckt ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Angel, et ass elo u mir!

Ech soen net, dass zu iergendengem Zäitpunkt, wa festgestallt ginn ass, dass e Mënsch Schutz brauch, hei, obschonn et net der ursprénglecher Konventioun vu Genève entsprécht, dass dat falsch gewiescht wär. Ech soen awer ganz kloer, dass den Abléck, an dass ass och Droit international, wann d'Situatioun am Hee-

mechtsland et erlaabt, dass déi Leit zrëckginn, dass se mussen zrëckgoen! Dat ass eng Saach, déi mer mussen duerchzéien, déi net genuch gemaach gëtt: de Rapatriement!

Mir hunn hei eng Reklamatioun gehat am leschte Rapport annuel vum Tribunal administratif, dee sech driwwer opgereegt huet, dass den Ausseminister an 90 Fäll d'Joer - dat mengen ech, wor d'Zuel - iwwert d'Decisioun vun enger rechtsstaatlech letztinstanzlecher Instanz nach decidéiert huet, dass Leit kënnen heibleiwen.

Bon, an Eenzelfäll, humanitär, wa medezinesch Grënn sinn, kann een dat och nach verstoën. Mee mir mussen einfach erëm an de System kommen, dass mer dat internationaalt Recht applizéieren, well ech lech soen, dass eis Gesellschaft, an och aner Gesellschaften an Europa, dee System, wéi mer en am Abléck hunn, laangfristeg net aushalen.

(**Interruption**)

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien !

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass dat, wat ech lech dozou ka soen.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech sinn der d'Meenung, dass eis Beamten ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - A wa mer wëllen ...

► **M. Marc Angel (LSAP).** - ... an den Asylprozedure sech un d'Gesetzter, un d'Direktiven halen, ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - An, Här Angel, loosst mech ee leschte Saz maachen! Well eis läit ganz ...

► **M. Marc Angel (LSAP).** - ... déi ënnerschreiw!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Angel, loosst mech ee leschte Saz maachen, well en ass wichteg!

Well alleguer heibannen ...

(**Interruption par M. Marc Angel**)

Majo neen, d'Antwort ... Dir hutt mer eng Fro gestallt, ech äntwerten lech drop.

(**Interruptions**)

An ech äntworten lech mat engem leschte Saz drop.

Wa mir gär hätten, a mir als ADR hätten dat gär, dass mer eng human europäesch Wäertegesellschaft bleiwen an den Asyl als Rechtsméglechkeet souwuel oprechterhalen an d'Akzeptanz vun der Bevëlkerung fir dat Instrument oprechterhalen, da mussen mer eng Politik maachen an deem Beräich, déi novollzéierbar an akzeptabel ass, an däreren och net de Leit den Androck ginn, wéi zum Beispill - ech hat dat Beispill vum Wunnengsmaat do virdru genannt -, dass mer an eng Konkurrenzsituatioun mat Leit kommen, déi wierklech Hëllef brauchen an och Hëllef verdéngen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien !

(**Interruption par M. Marc Angel**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech kommen zrëck op meng Riedezäit. Ech wëll de Kolleege vun de Piraten genuch Zäit loossen. Ech mengen, ech hunn eis Positioun kloergemaach.

Mir denken als ADR, dass d'Gesetz net dee richtige Wee ass. Mir denken, dass mer eng aner Migratiounspolitik solle féieren. A mir wäerten dofir als ADR d'Gesetz och net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. No deem Exkurs, dee mer elo héieren hunn, an internationaalt Recht, an Asylprozeduren, a Kommentarer vu Verwaltungsgerichter iwwer politesch Decisiounen, also Kommentarer vun der Judiciaire an Decisiounen vun der Exekutiv, d'arselwechter Judiciaire, déi sech jo awer nach virdrun an engem Bréif un d'Parlament driwwer beschweiert hat, dass d'Séparation des pouvoirs wannechgelift soll agehale ginn, mengen ech, dass den heite Punkt, dee mer haut hei diskutéieren, e Fortschritt ass.

Et ass eppes, wat de Flüchtlingssrot scho ganz laang gefuerdert huet, nämlech, dass et eng Trennung gëtt oder eng méi effikass Organisatioun vum Accueil vun den Demandeur-de-protection-internationalen. Doréms geet et hei. Iwwert de Wéi-et-dozou-Kéint, wat d'Ursaache sinn, dass iwwerhaapt Leit flüchte mussen, mengen ech, dass net de Sujet vun deem Gesetz. Et geet drëm: Déi Leit sinn hei, si brauchen Accueil, mir mussen se accueilléieren. An dat ass déi Situatioun, mat där mer konfrontéiert sinn.

A mir mengen, vum Prinzip hier, dass d'Richtung, déi d'Regierung hei aschleift, déi richtig ass, fir Accueil an Integratioun vuneneen ze trennen a fir domadder dem Accueil wierklech déi Moyenen och zur Verfügung ze stellen, fir méi effikass am Interêt vu jiddwerengem an och am Interêt vun eiser Gesellschaft kënnen ze handelen.

Deen zweete Volet, nämlech den iwwert dat ministeriellt Departement „Integratioun“, dee Volet, den do iwwerholl gëtt, dass ass eppes, menge mer, wat och positiv ass, wou et awer, mengen ech, och nach an Zukunft Diskussionsbedarf gëtt, firwat mer och ganz frou sinn iwwert déi Motioun, déi hei elo zum Vott steet an déi och, wann ech dat richtig gesinn, jiddweree matgedroen huet: dass mer wierklech déi Diskussioun mussen féieren en vue vun enger wierklech fundamentaler Reform vun deem Gesetz vun 2008.

D'Gesot, gi mir als Lénk och eisen Accord zu deemem Gesetz.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här President, wann een d'Informatioun vum Gesetzesvorschlag haut zesummefaasst, da kann een einfach soen, dass hei zwee Ministären hiren Aufgabeberäich anescht ënner sech opdeelen. Dës Mesure soll am Interessi vun den ukommende Flüchtlinge sinn. De Volet fir d'Integratioun geet an d'Kompetenze vum Integrationsministère iwwer, fir esou d'Integratioun an engem Beräich ze regruppéieren.

Mir Piraten hoffen, dass d'Ännerunge fir d'Flüchtlingen eng wierklech Verbesserung kënnen duerstellen. Eis Partei ass zënter Joren an enkem Kontakt mat ville Flüchtlingen hei am Land. A loosst mech betounen: Hir Situatioun ass net einfach!

Et kann ee sech schweier virstellen, wat et bedeit, seng Heemecht ze verloossen, well engem säi Liewen an deene Länner a Gefor ass. Dës Mënschen hunn zu Lëtzebuerg Schutz fonnt, jo, mee si hanken tëschent zwou Welten, wou se als DPI néierens eigentlech higeheieren oder sech higeheierend fillen. Si hanken an engem Klassifikatiounssystem tëschent DPI a BPI a wëssen net, wuer et fir si higeet. Dat ass frustréierend. An hirer Heemecht hu si, laut hirem Gefill, keng Plaz méi, mee an hirer neier Heemecht kréie si hir Plaz nach net zougesprach.

Mir Piraten hoffen, dass dës Gesetzesprojet de Ministären déi néideg Fräiheete gëtt, fir de schwierige Prozess fir d'Flüchtlingen ze vereinfachen. Mir hoffen, dass den ONA derzou bäidreit, d'Zesummeliewen tëschent all den Nationen zu Lëtzebuerg weider ze verbesseren. An dëser Hoffnung droe mir Piraten dës Gesetzesvorschlag mat.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Familljeministesche, d'Madamm Corinne Cahen.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **Mme Corinne Cahen, Ministère de la Famille et de l'Intégration.** - Villmools Merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech nawell gären dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftlechen Rapport. Och Merci all de Virriedner haut.

Wéi 2015 am Hierscht déi Flüchtlingsswell ugefaangen huet, dunn huet sech alles extreem do ronderëm konzentréiert. An ech muss soen, den Accueil, dee bereet ginn ass hei zu Lëtzebuerg, net nëmme vun den Autoritéiten, mee och virun allem vun de Benevollen, déi um Terrain aktiv waren, dee war wierklech ganz grouss.

An dat, wat virun allem ganz schéi war, dat war, dass dat immens nohalteg war. Dat war net eng Saach vun enger Woch an dat war net eng Saach vun engem Mount, mee dat hält bis haut un. An d'Integratioun kann nëmme geschéien, wann een déi Populatioun, déi schon am Land leeft, och kenneléiert a wann ee gesäit, wou ee sech soll integréieren, a wann een dann och dee Moment accueilléiert gëtt.

Et ass ons awer dunn opgefall an där Flüchtlingsskris, dass am Fong geholl d'Integratioun vun all deenen, déi net e Flüchtlingstatut froen, mee déi och hei an d'Land wunne kommen, dass dat e bëssen ze kuerz komm ass. Firwat? Ma well mer ons op d'Flüchtlinge konzentréiert hunn, well si eeben dee Moment zu ganz vill komm sinn. Do hu mer vläicht, wa mer nees vun Integratioun geschwat hunn, ëmmer automatesch vu Flüchtlinge geschwat. An dat wollte mer änneren, och well den Terrain an d'Akteure vun Terrain ons dat gefrot hunn: dass d'Flüchtlingen, déi effektiv Demandeurs de protection internationale, aus enger

Hand, an engem Ministère zerwéiert ginn, an dass d'Integratioun eppes vill méi Grousses ass.

Mir wëllen natierlech all déi Leit aus Syrien, Eritrea, a vu wou se och kommen, integréieren. Mee och all déi aner! An et ass haut gesot ginn: Bal 50 % vun der Populatioun sinn Netlëtzebuerger. A mir wuessen zesummen. Well wat ass d'Stärkt vun eisem Land? Ma, d'Stärkt vun eisem Land ass genau dat, dass mer alleguer vu verschiddeenen Horizonten kommen, dass mer alleguer vläicht verschidde Sproochen als kleng Kanner geléiert hunn, dass mer verschidde Backgrounden hunn, dass mer vläicht och emol verschidde Nationalitéiten haten, dass mer vu verschidde Plaze koumen, mee dass mer alleguer zesummen an eng Richtung kucken, näamlech an d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land. An ech mengen, dass genau dat och d'Lëtzebuerger Land immens staark mécht, eebe well mer esou villsäiteg a villfältig sinn a well onsen Accueil ëmmer esou gutt funktionéiert huet.

Ech sinn immens houfreg drop, dass mer elo en Departement „Integratioun“ schafen, wou mer vill méi wäit gi wéi just nëmmen d'Flüchtlingen integréieren. Mir hu schon Instrumenter, déi et scho gëtt: De Contrat d'accueil et d'intégration an de PIA sinn ugeschwat ginn. Mee mir wëllen natierlech weidergoen a mir wëllen et besser maachen. A mir wëllen zesummewuessen hei am Land. Dofir, mengen ech, ass et extreem wichteg, dass mer den Accueil bei d'Immigratioun gi mat deem Gesetz an dass mer d'Integratioun dann och à part entière traitéieren, fir dann all zesummen eeben d'Integratioun hei am Land kënnen ze maachen.

De Marc Baum huet et gesot: De Flüchtlingrot huet dat scho ganz, ganz laang gefrot. An ech si wierklech frou, dass et haut dann endlech souwäit ass an dass mer dat kënnen maachen.

Ech wollt och vläicht e Wuert zur Motioun soen. Villmools Merci dofir. An dat Wuert, wat ech wollt soen, dat ass: Wa mer dann duerch d'Land zéien a consultéieren ginn an nolauschtere ginn, dann hoffen ech lech zu ganz vill och derbäi ze gesinn, fir dass mer all zesummen nolauschteren an dass mer och all zesumme kucken, wéi mer d'Integratioun hei am Land kënnen besser organiséieren, wéi mer d'Leit och kënnen do ofhuelen, wou se sinn.

Well mir hunn elo just an der Heure d'actualité vun den eelere Leit geschwat. Do ass net ee wéi den aneren. Abee, et ass bei kengem Mënsch bei engem wéi bei deem aneren. Mir hu Leit, déi hei an d'Land kommen, déi ganz, ganz gross Diplomer hunn. A mir hu Leit, déi an d'Land kommen, déi nach ni an enger Schoul waren. An da kann een net - „one size fits all“ - fir jiddwereen dat nämlecht proposéieren. Mee mir mussen Programmer hunn, wou jiddweree sech dran erëmfënnt. Déi eng mussen eebe vläicht éischter eng Sprooch léieren, während anerer vläicht méi séier sech hei kënnen nach besser integréieren. Mir sollten dat all zesummen och ugoen, fir weider an d'Zukunft ze kucken an nach méi staark ze ginn an Zukunft hei zu Lëtzebuerg.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Cahen. D'Diskussioun sinn elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7403. Den Text steet am Document parlementaire 7403⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7403 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7403 ass mat 56 Jo-Stëmmen bei a 4 Nee-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie

Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

(Interruption par M. Marc Angel)

Den Här Angel, wannechgelift.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Här President, wann Der erlaabt, wollt ech zur Motioun e puer Wuert soen. Wat eis als Sozialisten an där Motioun och esou gutt gefält, ass, dass vun engem „vivre ensemble“ geschwat gëtt, dass deen ze definéieren ass. A wann ech de Regierungsprogramm kucken an d'Kapitel Integratioun, dat fänkt grad u mat deem Term, dass den „vivre ensemble“ zwëschen all den Awunnerinnen an Awunner vun deem Land wierklech enorm wichteg ass an dass zu deem „vivre ensemble“ och d'Lutte géint all Forme vun Diskriminéierung gehéiert.

An am Regierungsprogramm steet jo och dran, dass do all déi Kompetenzen, wat d'Antidiskriminéierung ubelaangt, och sollen eng Kéier nogekuckt ginn. Dofir fannen ech, wa mer elo deen Exercice maachen, wéi en hei an der Motioun steet, eng breet Consultatioun mat de Biergerinnen a mat de Bierger a mat de Gemengen, dass mer dann dee Programm vun der Regierung, wat d'Integratioun ubelaangt, bei Hand sollen huelen an, wéi gesot, déi ganz ambitiéis Ziler, déi d'Regierung sech an deem Kapitel ginn huet, fir de Contrat d'accueil et d'intégration ze adaptéieren.

Iwwregens geet deem Term vun „accueil“ net verluer, wéi den Här Kartheiser gesot huet, bei de Leit, déi net Flüchtlinge sinn, well et geet nach ëmmer rieds vun engem Contrat „d'accueil“ an d'intégration. Also, déi Notion ass nach dran.

An ech mengen, et ass wichteg, dass mer all déi Punkten, déi an deem ambitiöse Programm vun der Regierung stinn, och wéi de Conseil national pour étrangers soll fonctionéieren, diskutéieren an dass mer eis dann Zäit ginn an zesumme mat der Ministesch, zesumme mat de Leit um Terrain Diskussiounen féieren an eis e ganz ambitiéis Gesetz gi fir d'Integratioun, well et eebe fir dat Land, an deem mer liewen, esou e wichtegt Thema ass.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Angel. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Och Merci un den Här Hahn. Ech mengen, hien hat d'Initiativ geholl, fir eis des Motioun ze proposéieren, an där u sech steet, dass mer mat all Mënsch solle schwätzen an dann eng Politik definéieren. Dat ass eppes, wat mir kënnen matdroen, well mer och der Meenung sinn, dass mat all Mënsch soll geschwat ginn, an da soll eebe gekuckt ginn, wéi eng Konklusioon mer doraus zéien.

Ech deelen awer net deen Optimismus, deen hei op ville Plazen ass iwwert d'Integratiounspolitik hei am Land. Ech mengen, mir sollte feststellen, dass d'Integratiounspolitik een oder vläicht deen Domän ass, wou d'Regierung am meeschte verseeet.

Mir héieren d'Madamm Cahen viru Kuerzem soen: „Mir hu geschwénn en Eng-Millione-Stat“, an dat wär kee Problem - mengen ech, wann ech en Zeitungsartikel richteg an Erënnung hunn, wat si gesot huet. Mee wien „Eng-Millionen-Stat“ seet a weess, zu wivill Lëtzebuerger mer sinn, déi Lëtzebuergesch schwätzen, dee stellt sech jo awer d'Fro: Wat ass d'Plaz vun deene Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen, déi déi Kultur hunn, deen Heritage, an deem zukünftege Lëtzebuerg? Dat ass eng Fro, déi ass eis wichteg, vläicht och nach anere Leit, well mir kee Problem hunn, fir ze soen, dass mir eng national Identitéit hunn an dass och mir dat Lëtzebuerg vu muer, dat Land vu muer nach wëllen als eist och erkennen.

Integratioun ass fir eis en zentrale politesche Punkt. An et geet net der, fir Diskriminatiounen ze bekämpfen, mee Integratioun ass eng Saach, déi haaptzäichlech ee Programmpunkt muss hunn, well ouni deen ass et keng Integratioun: Dat ass d'Leiere vun der Lëtzebuerg Sprooch, fir dass mer eis all an deem Land ronderëm eng Sprooch erëmfannen.

Mir kënnen eis et net erlaben - an dat ass och net eng Iddi, déi mir elo hei an d'Welt setzen, d'Madamm Anne Brasseur vun der DP hat déi nach viru Kuerzem an engem Interview, no deem se sech aus der Chamber zrëckgezunn hat, gesot -, dat ass, dass eist Land ëmmer méi a Parallellgesellschaften, elo schon, leeft. An d'Fro ass: Wéi eng Solidaritéit, déi hei ëmmer genannt gëtt, wéi eng Kohärenz hu mir nach a schwéieren Zäiten, wann dat esou virugeet?

Integratioun ass fir d'ADR eng Prioritéit! Integratioun ass fir eis eppes, wat mer wierklech mengen. A mir mengen, dass des Regierung bis elo där Aufgab net nokomm ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann huet nach den Här Galles d'Wuert gefrot.

► **M. Paul Galles (CSV).**- Merci, Här President. Ech wollt just derbäisoen: Mir deelen den Optimismus. A grad well an deem Dialog héchstwahrscheinlech d'Organisatiounen an och d'Gemengen eis wäerte Saache soen, déi eis net gefalen - der Regierung net gefalen an och eis als Chamber net gefalen, an als Parteien net gefalen -, well nach viles ka gemaach ginn, fanne mir, dass et wichteg ass, genau deen doten Dialog ze féieren.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann huet d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen, d'Wuert gefrot.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Jo, villmools Merci. Fir d'Éischt emol, well ech elo d'Geleeënheet kréien, wéll ech dann awer deen Zeitungsartikel an de Kontext setzen. D'Fro war op enger Table ronde: « Est-ce que vous avez peur ? » An dunn hunn ech gesot: « La peur n'est pas un sentiment qui me domine. » Dat war da meng Antwort dee Moment. Dat ass dann esou an den Titel gefaasst ginn. Da wéist Der ganz genee, wéi et dee Moment war.

Ech wéll awer dem honorabelen Deputéierte Kartheiser soen, dass mer hei am Land ganz vill fir d'Lëtzebuerg Sprooch maachen. Des Regierung huet sech och natierlech op de Fändel geschriwwen, dass d'Integratiounssprooch Lëtzebuergesch ass. Mir organiséiere ganz vill Lëtzebuergesch, déi iwwregens extreem gutt besat sinn, esou gutt besat, dass mer nach weider Lëtzebuergesch wäerten ubidden.

Well eppes ass sécher: Eng Sprooch ass jo net nëmmen e Kommunikatiounsmittel. Eng Sprooch ass eng Kultur! Eng Sprooch ass eng Identitéit! Eng Sprooch ass och eng Aart a Weis ze denken. An dofir ass et ons och wichteg, dass déi Leit, déi heihinnerkommen, och wësen, dass mer eng Sprooch hunn, an dass se och, wann et méiglech ass, déi Sprooch léieren.

Parallellgesellschaften, mengen ech, sollte mer onbedéngt evitéieren. An do solle mer alleguer zesummen dru schaffen, fir dass mer eeben zesummewuessen an dass mer ons kenneléieren. Well dat hunn ech an de leschte Jore ganz besonnesch gesinn: Et fäert een dat, wat een net kennt. A mir gesinn dat an deene Gemengen, déi keng Flüchtlingstrukturen haten. Do waren d'Bierger ganz skeptesch par rapport zu de Strukturen, déi hätte kënnen kommen oder déi komm sinn. A wann d'Strukture bis do sinn, dann ass iwwerhaapt kee Problem méi. A wa mer wëllen eng zoumaachen, da soen d'Bierger ons: „Ma neen, si sinn an onse Klibb. Si si bei ons. Loosst ons, wannechgelift, déi Struktur!“

Dat heescht, mir mussen ons kenneléieren. Dat ass am Fond den A an den O. Integratiounspolitik ass eppes ganz Wichteges fir d'Zukunft, eppes ganz Wichteges vum Alldag. Well d'Gesellschaft evoluéiert an ännert all Dag.

Mä Integratioun ass net Assimilatioun! Ech wéll dat eng Kéier ganz kloer hei gesot hunn. An dofir muss och jiddweree mat senge Stärkten a mat senge Schwächen esou geholl ginn, wéi en ass, a sech hei am Land eeben dann integréieren. An integréiere geet just, wann och d'Société d'accueil, dat heescht mir allegueren, déi Leit empfänken an hinnen och weisen, wéi mir hei liewen a wie mir sinn.

Villmools Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Cahen. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert d'Motioun kommen. Ech ginn dervun aus, dass mer kënnen à main levée ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord? Deen hieft d'Hand an d'Luucht, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Déi Motioun ass dann domat eestëmmeg uegheoll.

14. 7295 - Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'adoption de règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces règlements

Mir kommen elo zum Projet de loi 7295, engem Accord iwwert UNO-Reglementer, iwwer eng Rei technesch Harmoniséierungen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeloucht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Aly Kaes, den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back.

Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, bei deemem Projet de loi 7295 geet et em eng Verdeiwung vun der internationaler Harmonisatioun vun den technesche Reglementer am Beräich vun der Automobilindustrie. Den Titel ass och: « Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'adoption de règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces règlements ».

Dir gesitt direkt am Titel, em wat datt et geet. D'Harmonisatioun fënnt hiren Ursprung an engem UN-Accord vun 1958, deem Lëtzebuerg am Joer 1971 bäigetrueen ass a wou et, vereinfacht gesot, em d'Konditiounen fir géigesäiteg - dat Wuert „géigesäiteg“ ass hei wichteg - Unerkennunge vun techneschen Homologatiounen am Automobilberäich geet.

Dësen Accord, deen ënnert der Responsabilitéit vun der Commission économique pour l'Europe vun der UNO fonctionéiert, gesäit e System vir, deen et erlaabt, technesch Reglementer an e Weltregëster anzuschreiwen.

Den Accord vun 1958 gouf eng éischte Kéier 1967 amendéiert, fir säi Champ d'application ze vergrësseren. Eng zweete Kéier gouf en 1995 geännert, fir datt och d'Communautéite vu Länner, esou wéi zum Beispill d'EU, konnten adheréieren. An déi drëtt grouss Ännerung gouf 2017 adoptéiert an ass elo den Objet vum haitege Projet de loi.

Déi dräi Haaptziler vun dëser weiderer Revisioun waren:

- 1) d'Attraktivitéit vum Accord vun 1958 weider ze vergrësseren,
- 2) d'Prozedure vun der Elaboratioun vun de Reglementer an den Homologatiounen ze verbesseren an
- 3) d'Aféierung vun enger grësserer Souplesse vun de Bestëmmungen.

Méi detailléiert Informatiounen zu dëse wichtege Ännerungen am Accord fannt Der a mengem schrëftleche Rapport, deen Der all virleien hutt.

Vu datt mir och zu Lëtzebuerg an dem Beräich vun de motoriséierte Gefierer homologéieren, ass et noutwendeg, dass Lëtzebuerg och des drëtt Revisioun vum UN-Accord vun 1958 ëmsetzt.

De Projet de loi ass den 30. Abrëll 2018 deposéiert ginn. De Statsrot huet de 25. September 2018 säi favorablen Avis dozou ofginn. An hiren Sëtzung vum 3. Oktober 2019 huet d'Kommissioun de Rapport zum Projet, deen lech virläit, uegheoll.

An ech géif och heimat den Accord vun eiser grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Back. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dem Rapporteur, dem Här Back, villmools Merci ze soe fir säin detailléierte Rapport. Hie

Le saviez-VOUS ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

war esou komplett, datt et sech eriwwegt, mengen ech, fir nach iergendeppes derzou ze soen. An ech géif dann duerfir den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kaes. An da wär et um honorabelen Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).**- Ech ka mech just de Wiederer vum Kollege Aly Kaes uschlëssen.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Max Hahn (DP).**- Här Back, villmools Merci fir deen exzellente schrëfflechen a mëndleche Rapport. Ech ginn heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Hahn. An datselwecht vum honorabelen Här Yves Cruchten, wat domadder geschitt ass. An och datselwecht vum Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen (ADR).**- Jo, datselwecht.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- An dann datselwecht och nach eng Kéier vum Här Marc Goergen. An d'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

(Brouhaha)

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7295. Den Text steet am Document parlementaire 7295².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7295 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7295 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Viviane Reding), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter (par M. Marco Schank) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Carlo Back), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

15. 7321 - Projet de loi portant approbation des modifications :

1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999 et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de ses 24^e et 25^e sessions ;

2° et à ses appendices D, F et G ;

apportées lors de la 12^e assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, le 30 septembre 2015

Deen nächste Projet de loi ass de Projet de loi 7321, eng Ofännerung vun der Konventioun am Beräich vum internationalen Zuchtransport. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet gläich de Rapporteur vum Projet de loi, an dat wär nach eng Kéier den honorabelen Här Carlo Back.

Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Här President, Här Minister, Kollegeinnen a Kollegen, beim virleende Gesetzesprojet geet et ëm d'Zoustëmmung zu den Ännerunge vun der sougenannter „COTIF-Konventioun“ an hiren Annexen. Dës Ofkierzung COTIF steet fir « Convention relative aux transports internationaux ferroviaires ». D'COTIF ass eng Konventioun, déi éischter technescher Natur ass an déi awer fir d'Entwécklung vum Eisebunnsweesen an Europa an doriwwer eraus vu grousser Bedeitung ass. Si gouf den 9. Mee 1980 ënnerschriwwen.

D'COTIF stellt eigentlech e Kadergesetz duer, wat zum Zil huet, eenheetlech Rechtsstrukturen am internationalen Eisebunnstransport ze schafen, also d'Spillreegelen ze definéieren, no deenen d'Transporter iwwert d'Schinn um internationale Plang ofgewéckelt ginn.

Mat dem Akraafttriede vun deser Konventioun ass och d'OTIF, dat heescht d'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, gegrënnt ginn. D'Zil vun deser Organisation ass et, d'Gesetzer an de Memberstaaten, déi den internationale Schinneverkéier betreffen, ze harmoniséieren a gemeinsam Reegelen administrativer, rechtlicher oder technescher Natur anzeféieren, déi den internationalen Transport iwwert d'Schinn erliichteren. Dës Reegelen betreffen souwuel de Voyageurs- wéi och de Fretberäich.

Zu de mëttlerweil 58 (veuillez lire : 48) Membere vun der Organisation gehéieren niewent den EU-State Länner aus Nordafrika an aus Asie respektiv aus dem Noen Osten. Déi ursprénglech Membere vun der OTIF waren dofir zu Recht der Meinung, dass een d'Konventioun vun 1980 misst deenen neie Gegebenheeten upassen, an dat ass 1999 iwwert de Wee vum Protokoll vu Vilnius geschitt.

Haut geet et elo dréms, d'COTIF-Konventioun an der Versioun vum Protokoll vu Vilnius weider ze moderniséieren. Dës Ännerunge si vun der OTIF, vun där Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, zu Bern den 30. September 2015 ugeholl ginn.

Dës Ännerunge betreffen souwuel d'Konventioun, d'COTIF selwer, wéi och hir Annexen D, F a G, déi haaptsächlech technesch Norme betreffen.

A mengem schrëffleche Rapport sinn ech am Detail op déi Ännerungen agaangen an ech erspieren lech, déi elo hei am mëndleche Rapport virzedroen.

De Projet de loi ass den 20. Juni 2018 deposéiert ginn. De Statsrot huet den 11. Dezember 2018 säi favorabelen Avis dozou ginn. An der Sëtzung vum 3. Oktober 2019 huet eis Kommissioun dunn de Rapport vum Projet de loi, esou wéi en hei virläit, ugeholl.

Ech ginn och heimat den Accord vun där gréngeger Fraktioun zu deemem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Back. Éischt Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Jo. Nach eng Kéier Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur war schonn erëm eng Kéier ganz komplett: och hei näischt bäizefügen.

Villmools Merci un de Rapporteur fir deen detailléierte Rapport, schrëfflecher a mëndlecher Natur. An ech géif d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kaes. An da wier et datselwecht vum Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).**- Genau!

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Yves Cruchten och esou, gradesou wéi den Här Jeff Engelen an den Här Marc Goergen. An d'Regierung huet och näischt zum Projet ze soen.

(Hilarité)

Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7321. Den Text steet am Document parlementaire 7321².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7321 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Och dese Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

16. 7420 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg

Dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7420, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Schafe vum Fong fir d'Urbanisatioun an den Aménagement vum Kirchberg. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, an dat ass nach eng Kéier den honorabelen Här Carlo Back.

Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Här President, Här Minister, Kollegeinnen a Kollegen, jo, et ass deen drëtten Projet fir haut den Owend, an dee geet iwwert d'Loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg. Wéi gesot, hei geet et ëm d'Gesetz vum 7. August 1961 betreffend eeben dee Fong, dee mer normalerweis „Fonds Kirchberg“ nennen.

Ëm wat geet et bei den Ännerungen, déi mer haut um Ordre du jour hunn? Et geet dréms, d'Governance vum Fonds Kirchberg ze verbesseren, andeems mer Ännerungen un de Gestionsstrukturen virhuelen a virun allem och se professionaliséieren.

Wat ass d'Situatioun de Moment? De Fonds Kirchberg gëtt momentan vum President vum Conseil d'administration zesumme mat engem Comité exécutif vun dräi Membere, déi eebenfalls Member vum Verwaltungsrot sinn, geréiert. Mir wëssen awer all, datt den Aarbechtswolume sech iwwert d'Jore vergréissert huet an domat och déi zäitlech Belaaschtung an d'Responsabilitéit vun de Persounen, déi do

matmaachen. Dës Evolutioun erlaabt et de Membere vum Verwaltungsrot net méi, déi lafend Gestioune perfekt ze organiséieren an ze exekutéieren.

Fir déi noutwendeg Professionaliséierung vun der Gouvernance ze erlaben, gesäit dese Projet de loi elo déi folgend dräi haaptsächlech Ännerunge vir:

1) Schafe vun engem Direkteschposten, deen als Missioun d'Exekutioun an d'aldeeglech Gestioune vum Fong operluecht kritt. Deseen Direkter ënnersteet dann an der Zukunft dem Verwaltungsrot an d'Personal vum Fong ënnersteet deem neien Direkter. An deem Sënn ass et och de Verwaltungsrot, deen den Direkter astellen oder entloosse kann.

2) Aféierung vun engem Bureau vu véier Persounen, dee vum President vum CA geleet gëtt a wou de President an dee véier Leit inclus ass. Dese Bureau ersetzt deemno den aktuelle Comité exécutif a kritt d'Aufgab, fir sech mam Direkter ëm d'Organisatioun, de Suivi an d'Kontroll vun de lafenden Aarbechten ze këmmere, genee wéi och ëm d'Ausarbechtung vum Ordre du jour vun de Reunione vum Verwaltungsrot. Den Direkter assistéiert dem Bureau a ka mat berodender Stëmm an de Reunione vum Verwaltungsrot deelhuele.

3) Vergréisserung vum Verwaltungsrot vu siwen op néng Persounen, fir dee kënne méi breet opstellen an nach méi eng villfältig Expertise zur Verfügung ze hunn.

Niewent deser Professionaliséierung vun der Struktur vum Fong bréngt dese Projet de loi dann nach eng kleng formalistesche Präzisioun bei der Tutelle mat sech, andeems de Fong explizit dem Minister soll ënnerstoen, deen d'Travaux publics a sengen Attributiounen huet.

Dës Ännerungen orientéieren sech natierlech un anere Gesetzestexten zu anere Fongen, notament zum Fonds Belval, an och un de Lignes directrices vum Conseil de Gouvernement vum 10. Februar 2017 iwwert d'Kreatioun vun Etablissements publics.

De Conseil d'État huet bei deemem Projet keng Opposition formelle gemaach. Hien huet awer eng Rei Recommandatiounen ausgeschwat, fir den Text ze straffen. Déi Propositionen huet d'Kommissioun och ugeholl.

Dese Projet de loi war de 4. Mäerz vun deemem Joer deposéiert ginn. De Statsrot huet de 7. Mee säi favorabelen Avis dozou ofginn. An d'Kommissioun huet de schrëffleche Rapport, deen lech hei virläit, an der Sëtzung vum 17. Oktober ugeholl.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimat den Accord vun der gréngeger Fraktioun.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Back. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Merci, Här President. Merci villmools dem Här Rapporteur fir säi schrëfflechen a mëndleche Rapport.

Mir sinn och mat deemem Projet de loi averstane, mat där mer Governance. Ech mengen, déi ass néideg, fir datt de Fonds de Kirchberg wéi deen anere grouse Fong kann déi vill Aarbecht, déi op en duerkënn, nach a besser maachen. Dat ass awer eng wichteg Etapp. Mee nënnen eng Tëschenetapp, well déi allerwichtigste Etapp wär u sech, datt endlech géif aus dem Kirchberg ... net méi eng Stad an der Stad, mee endlech e Quartier vum Stad Lëtzebuerg ginn. Well dat ass am Moment näamlech definitiv nach net de Fall.

Natierlech ass dat historesch gewuess. Et muss een et a säin historesche Kontext setzen, wéini datt de Kirchberg, dee Fong, do entstanen ass a firwat en entstanen ass. An datt deemools wahrscheinlech och nach net d'Méiglechkeet do war fir d'Administratiounen vun der Stad, fir kënnen déi Aarbecht ze iwwerhuelen. Mee entre-temps si mer awer an eng anerer Situatioun.

An et muss een dat virun allem aus engem Standpunkt eraus kucken, näamlech deem vum Awunner, vum Bierger. Well fir deen ..., ech wette mat lech, datt déi meescht vun hinnen nach ni eppes vum Fonds de Kirchberg héieren hunn. An dovunner kënne mer eis all Dag e Bild maachen. Den Här Minister weess dat jo och ganz gutt. E war selwer jo och laang am Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg. A wann do Doleancen eruedroe gi vu Bierger, déi um Kirchberg wunnen, da froe se: „Hei, kënt Der net eppes maachen? Do ass Onkraut. Do muss eng Poubelle ersat ginn.“

Da si leider Gottes der Stad Lëtzebuerg do d'Hänn gebonnen. Et muss ëmmer erëm drop



verwise ginn, dass ee sech do bei dem Fonds de Kirchberg muss mellen - deene meeschten, wéi gesot, emol kee Begrëff. Déi falen dann aus alle Wolleken!

An ech mengen, dat ass awer keng optimal Situatioun. Och wa mer natierlech net elo derfir plädéieren - dofir keng Angscht -, dass de Fonds de Kirchberg soll opgeléist ginn, mee wat awer ganz wichteg wär, dat wär, dass et géif eng systematesch Zesummenaarbecht ginn tëschent, op där enger Säit, dem Fonds de Kirchberg an, op där anerer Säit, awer de Servicer vun der Stad Lëtzebuerg, fir sech do méi ofzestëmmen. Well et gétt nëmme een Awunner, an dat ass deen, deen hei an der Stad wunnt. Dee wunnt net op engem eenzelne Kierchbiere, enger Stad, déi sech „Kierchbiere“ nennt. E wunnt an der Stad Lëtzebuerg.

An dowéinst wär et ganz wichteg, dass déi Zesummenaarbecht wierklech systematesch gemaach gëtt. Och do ass awer nach Loft no uewen! Natierlech gëtt et emol Konventiounen, fir verschidde Servicer schonn unzebidde, déi och zum Deel da vun der Stad och gemaach ginn. Natierlech ginn et och Aarbechtsgruppen, wou Servicer vun der Stad mat associéiert sinn.

Mee trotzdem, bis zum Schluss, bis et dann och wierklech mat definitive Projekte fäerdeg ass, geet déi Zesummenaarbecht nach net wäit genuch. An dat wär awer ganz wichteg, fir - nach eng Kéier, wéi gesot, am Sënn vun Awunner a vum Bierger - méi Kohärenz dranzekréien an deen effentleche Raum. Et ass vun deem virun allem, wou mer schwätzen, net vun den Terrainen, mee virun allem vun effentleche Raum, dass och do nëmme een effentleche Raum vun där ganzer Stad soll existéieren.

An ech mengen, op där Säit ginn et vill Expertisen an op där anerer, an dowéinst misst et u sech an als nächst Etapp wichteg sinn an eis alleguerten um Häerz leien, fir déi Zesummenaarbecht nach méi systematesch ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wilmes. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Mir bleift eigentlech just, dem Rapporteur Merci ze soe fir seng zwee Rapporten. An ech géif heimat och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn. An da kritt d'Wuert den honorablen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, wannechgelift.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Dat gëtt mir dann d'Geleeënheet, och eng Kéier haut de Mëtten dem Här Back fir all seng Rapporten ze gratuléieren an d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ze ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten. An dat däerf dann och den honorablen Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Jo. Mir géifen dann och dem Här Carlo Back fir déi dräi Rapporten Merci soen. Ech mengen, den Här Etgen hat mer d'Wuert e bëssen entzunn. Mä dat ass awer kee Problem.

(Hilarité)

An ech sinn awer domat averstanen.

Hei geet et ëm de Fonds de Kirchberg, fir deen e bësse méi professionell opzebauen. An am Interessi vun der Saach gi mir eis Zoustëmmung zu desער Ergänzung.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Merci dem Carlo Back fir den exzellente Rapport, wéi mer dat gewinnt sinn. Och mir Piraten géifen eis Zoustëmmung dozou ginn, och mat der Iddi, dass mer hoffen, dass de Kierchbiere doduerjer vläicht nach eng Kéier professionaliséiert gëtt an dass et zur Liewensqualität vun de Leit bäidréit.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. An da kritt d'Regierung d'Wuert, wa se et freet.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Si freet et ganz kuertz, Här President! Ech wëll dem hono-

rabelen Här Wilmes just an zwee Sätz awer eppes äntwerten op seng Remark, déi e gemaach huet am Zesammenhang mat der Zesummenaarbecht tëschent dem Fong Kierchbiere an der Stad Lëtzebuere.

Ech wëll en awer drop hiweisen - et kann en d'Zesummenaarbecht ëmmer nach besser maachen, domat hunn ech och iwwerhaupt kee Problem -, mee ech wëll en awer drop hiweisen, dass éischtens d'Stad Lëtzebuere am Verwaltungsrot vum Fong Kierchbiere vertrauende ass, an net nëmme mat enger Persoun, an datt ech och dervun ausginn, dass am neie Bureau vum Fong d'Stad Lëtzebuere selbstverständlech och wäert vertrauede sinn.

An da wëll ech awer och soen, dass bei alle Projeten, déi de Fong mécht - als Beispill, Dir hutt jo elo dee ganz grouss ..., ee vun de gréisste Logementsprojeten, deen de Public wäert maachen am Land, dee wäert um Kierchbiere kommen, dat ass dee ganzen Areal Kuebebiere. Do ass d'Stad Lëtzebuere enk agebonne gewiescht. Iwwregens och de Projet vum Här Gehl, deen iwwer zwee Joer ausgeschafft ginn ass, ass an enger Zesummenaarbecht mat der Stad gemaach ginn.

Also, all déi Projeten, déi do lafen, do sëtzen ëmmer Beamte vun der Stad Lëtzebuere mat um Dësch, ob et ass vun der Circulatioun oder vum Service Urbanismus vun der Stad oder vun dem Service, dee sech ëm de PAG këmmert. Ech mengen, dat ass garantéiert.

Mee wéi gesot, ech hunn awer kee Problem. Et kann een ëmmer alles nach besser maachen!

Ech sinn awer frou fir d'Zoustëmmung vun der Chamber.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7420. Den Text steet am Document parlementaire 7420⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7420 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7420 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg ueholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Laurent Mosar), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Späutz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Françoise Hetto-Gaasch) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

17. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'invitation du Gouvernement à aborder, dans le cadre des instances politiques et militaires de l'OTAN, les modalités de coopération des alliés avec la Turquie

Da kéime mer nach zur Motioun, déi vum Här Kartheiser deposéiert ginn ass iwwer d'Verletzung vun der territorialer Integritéit vu Syrien duerch d'Türkei. Wie wëllt eppes zu där Motioun soen?

D'Madamm Stéphanie Empain wannechgelift.

Discussion générale

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Merci, Här President. Mir streiden natierlech net of, dass do e puer Punkten derbäi sinn, déi

och derwäert sinn, diskutéiert ze ginn. Allerdéngs géife mir derfir plädéieren, dat e bësselchen equilibréiert ze maachen.

Den Ufank vun der Motioun fannen ech e bësselchen schwier, well déi Situatiounen, déi Der do uschwätzt, méi komplex sinn. Ech mengen, dat wësst Der och aus Ärer beruflecher Erfahrung.

Ech muss soen, et wonnert mech och, dass Der hei immens besuergt sidd an deem Fall, vu dass Der et deemools, ech mengen, dat war 2016, wéi Russland an d'Krim amarchéiert ass an déi annekéiert huet, net esou schlëmm fonnt hutt.

Ech hunn eng kleng Recherche gemaach. Ech hunn erausfonnt, dass Der deemools souguer an enger Motioun gefrot hutt, dass mer d'Sanktiounen géint Russland géifen ophiewen. Dat huet elo net ganz vill heimadder ze dinn. Ech wëll dat och net relativéieren vun deem, wat hei proposéiert ginn ass, well ouni Zweifel, ech bleiwen derbäi, sinn e puer vun den ugeschwate Punkten et derwäert, diskutéiert ze ginn.

Mee ech ginn awer den Doute net lass, dass Der hei eng kleng eegen Agenda hutt, déi Der poursuivéiert. Vläch och, well den Här Putin awer vläch e bësse méi bekannt ass als Virbild vu rietspopulistesche Gruppéierungen.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Schwätzt zu der Motioun!

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Ech bleiwen awer ...

(Interruption)

Ech si bei der Motioun.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Aah! Well et géif esou lues Zäit ginn!

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Et freet mech awer, dass ech lech e bësselchen hei opreegen. Dat weist, dass et iergendwou awer pickt.

Wéi gesot, den éischten Deel ...

(Interruption)

Wéi gesot, den éischten Deel vun der Motioun gesi mer als ganz schwier un. Dat hunn ech och gesot.

Eis Propositioun wier - ech hoffen, dass déi och esou gedroe gëtt -, dass mer déi Froen, besonnesch wat den Artikel 5 ubelaangt, an d'Kommissioun géifen huelen, wou mer géifen driwwer schwätzen - an der aussepolitischer Kommissioun wuelverstanen. Ech bleiwen awer derbäi, dass ech hei e bësselchen e komesche Feeling bei der Formulatioun vun desער Motioun hunn!

Ech soen Iech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain. An dann hunn d'Wuert gefrot, der Rei no: den Här Angel, d'Madamm Viviane Reding an den Här Bausch.

Den Här Angel elo emol wannechgelift.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif och proposéieren, dass mer déi Motioun hei net unhuelen, obschonn de Sujet ganz wichteg ass.

Den Här Kartheiser huet jo gesot, en hätt déi Motioun gemaach, well muer eng Reunioun ass vun de Verteidigungsministeren, eng NATO-Reunioun ass. Mir hunn hei keng Traditioun, dass mer dem Minister do e Mandat matginn. Mee et ass och nach eng nächst Reunioun, déi am November kënn, eng Reunioun vun den NATO-Ausseministeren. An ech mengen, et wär wichteg, wann no där Reunioun, no deenen zwou Reunionen déi zwee Ministere bei eis an d'Kommissioun géife kommen a mat eis iwwer d'Konklusiounen vun deene Reunionen géife schwätzen.

Dir fuerdert d'Regierung hei op, „am Kader vun de politeschen a militäreschen Instanze vun der NATO d'Modalitéit vun der zukünftiger Zesummenaarbecht vun den Alliéierte mat der Tierkei unzeschwätzen“.

Ech kann lech soen, ech war zesumme mam Eugène Berger, mam Nancy Arendt a mam Sven Clement zu London op der Versammlung vun NATO-Parlament. Natierlech ginn déi Sujeten do ugeschwat. Den Haapttheema am Moment bei der NATO ass déi illegal Invasioun vun der Türkei an Nordost-Syrien. Dat ass den Haapttheema, do brauch een net eng Regierung opzufuerderen, dat ze thematiséieren. Déi zukünftige Zesummenaarbecht, dat war déi Haaptuerg, déi mir als Deputéiert do diskutéiert hunn. An ech huelen och un, dass dat déi Haaptuerg vun de Ministere muer wäert sinn.

Zweetens déi Fro, déi ganz berechtigt Fro, déi den Här Kartheiser jo och elaboréiert huet, vum Artikel 5, wéi dat dann ass, wann een illegal e

Land ugräift an duerno kënn do ..., gëtt dann ee vun eise Bündnispartner ... Dat ass eng Fro, déi mer och ënner Deputéierten diskutéiert hunn a wou ech och iwwerzeegt sinn, dass déi muer an och am November vun den Ausseministeren diskutéiert gëtt. An ech mengen, do ass et interessant, dass déi zwee Ministeren ze héieren nom November. An ech mengen, si hu sech bereet erkläert, an d'Kommissioun ze kommen.

Dat gesot, mengen ech, dass mer déi Motioun hei sollen ofleenen an dass mer dat Thema vum Artikel 5 natierlech an dee Sujet, dee wichtege Sujet vun där militärescher Offensiv vun der Türkei an Nordost-Syrien natierlech net an den Tirang leéien, mee hei an der Chamber weider suivéiere wäerten.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Da wier et un der honorablen Madamm Viviane Reding.

► **Mme Viviane Reding (CSV).** - Jo, Här President, ech wëll ënnersträichen, dass d'parlamentaresch Aarbecht ëmmer gewürdegt soll ginn, egal a wat fir enger Partei een ass. An dofir sinn ech averstane mat deem, wat de President vun der aussepolitischer Kommissioun gesot huet. Déi Themen, déi hei an där Motioun ugeschwat ginn, déi sinn zollid. Dat kann een esou gesinn oder anscht gesinn, an am beschten hu mer, dat ze diskutéieren mat eise Ministeren an der aussepolitischer Kommissioun an dann zu den néidege Konklusiounen ze kommen.

Ech mengen, wann et awer een Thema gëtt, zu deem mer eis alleguerten eens sinn, dann ass et déi Invasioun vu Syrien: Déi ass inakzeptabel!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Reding. An dann hunn d'Wuert nach gefrot: den Här Bausch, den Här Berger an den Här Baum.

► **M. François Bausch, Ministre de la Défense.** - Huel! roueg d'Deputéiert vir!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Da fir d'Éischt den Här Berger wannechgelift.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll eigentlech do uschlëssen, wou de President vun der aussepolitischer Kommissioun opgehale huet respektiv un dat, wat hie schonn ervirgestrach huet. Effektiv waren hei verschidde Verweiser drop, dass ee soll um Niveau vun der NATO intervenéieren. Effektiv ass et esou, dass och déi parlamentaresch Versammlung vun der NATO sech reegelméisseg mat deene Sujete beschäftegt. Et ass scho Referenz gemaach ginn op déi rezent Reunion zu London. Ech sinn do an deem Comité politique. An ech kann lech och versécheren, dass effektiv dat do den Haaptuerg war an dat do och d'Tonalitéit déi war, dass op alle Fall deen Amarsch veruerteelt ginn ass vu ganz ville Spriecher vun deenen eenzele Memberlänner.

Et sinn eng Rei aner Punkten hei an där Motioun, déi ee misst eigentlech méi ausfierlech diskutéieren. An ech sinn och der Meenung, oder meng Fraktioun ass och der Meenung, dass een déi Motioun, ech wëll net elo soen, verweist, mee dass een einfach ... Dee Sujet ass jo d'actualité. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer och an deenen nächste Sitzung vun der Commission des Affaires étrangères wäerten nach deen een oder anere Punkt do diskutéieren respektiv och nach vläch nei Elementer kréie vum Ausseminister. Well deen ass jo ëmmer prett, wann et méiglech ass, fir do Ried an Äntwert ze stoen. An da wäerte mer dat och ganz sécher an där nächster Sitzung vun der aussepolitischer Kommissioun maachen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Berger. Da kritt den honorablen Här Marc Baum d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Also ech menge schonn, dass et un eis als Chamber ass, fir kenne Positioun ze huelen, wat déi heite Fro ueget. An ech mengen och, dass ee sech mat där Fro beschäftege soll als Parlament a Konklusiounen zéie kann, déi och eng Regierung opfuerderen, an eng bestëmmte Richtung ze agéieren.

Beim Inhalt vun där Motioun fanne mer, dass do ganz wichteg Froen opgeworf ginn, mat deene mer och a gréissten Zich averstane sinn. An de Considerante si Punkten, wou ee sech seet: „Ass dat wierklech zillfürend?“, d'territorial Integritéit vun der griichescher Republik respektiv vun der Republik Zypern, wat dat elo direkt mat dem Syrien-Konflikt ze dinn huet, ass fir eis net esou ersichtlech.

Mir mengen, dass dat hei awer, wouzou d'Regierung opgefuerdert gëtt, Bestanddeel misst si

vun enger friddferteger Aussepolitik, déi och Lëtzebuerg sollt verrieden; just een Element dovunner natierlech, dat ka sech net dorobber beschränken.

Soudatt mir, wann d'Motioun hei zum Vott kënn, géifen derfir stëmmen, awer eis natierlech och net deem verschléissen, datt se dann awer ganz deemnächst misst an enger aussepolitichescher Kommissioun oder an enger Jointe mat der Defense zesummen diskutéiert ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum. Den Här Kartheiser hat nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Villmools Merci, Här President. Ech soen och all de Kollege Merci, déi d'Wuert ergraff hunn. An ech wëll vläicht e puer Kommentarer maachen, fir zu dëser Diskussioun nach e bësse bäizedroen.

D'Madamm Empain huet mech verwonnert. An ech soen hir Merci, datt se eng kleng Recherche gemaach huet iwwer e Sujet, deem net direkt eppes heimadder ze dinn huet. Mee ech wollt hir soen, datt eigentlech dat, wat ech gefuerdert hat an erklärt hat, näamlech datt déi Sanktioun kee Wäert hu géint Russland, vun der grénger Fraktioun an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe viru Kuerzem matgedroe gouf. Well d'Madamm Lorsché, déi lech, mengen ech, do vertritt, och der Meenung war, datt d'Sanktioun géint Russland sollten opgehuewe ginn.

An ech soen lech, et ass vläicht elo e bëssen eng Prophetie, mee ech soen lech, datt déi Sanktiounen am Fall Russland eis Suerge maachen, an dat hu mer och erklärt, well se kontraproduktiv sinn. Wa mer zënter der Affär Krim ëmmer méi staark autoritär Tendenzen an deem Land gesinn, dann ass dat och zum Deel doduerch ze erklären an eppes, wat eis grouss Suerge mécht. Mee dat huet hei mam Sujet näischt direkt ze dinn. Et ass trotzdem interessant, well jo d'Beispill vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe weist, datt déi Sanktiounen iwwert d'Zäit iwwerhaapt kee Bestand kënnen hunn an och kee Sënn erginn.

Wat d'NATO-Parlament ugeet, dat vun der LSAP a vun der DP hei an Erënnerung geruff ginn ass, dat ass schéin a gutt. Jo, natierlech sollen déi Parlamentarier doriwier schwätzen. Mee den Här Baum huet et gesot: Et ass eis Aufgab als Parlament, eng kloer Stëmm ze hunn, fir och eis Ministeren, eis Regierung, déi mir jo solle kontrolléieren, opzufuerderen, dat unzschwätzen, wat d'Tierkei am Abléck mécht, näamlech eng Violatioun vum internationale Recht an eng Violatioun vun der territorialer Integritéit vun engem Memberstat.

Et ass e bëssen enttäuschend, wa mer gesinn, wivill Parteien heibannen - wann ech mech iren, korrigéiert mech, mee ech mengen, ausser der ADR alleguer - nach ëmmer der Meenung sinn, datt e Stat wéi d'Tierkei soll Member an der Europäescher Unioun ginn. An eisen Aen onvirstellbar! An do kommen ech op dee Punkt vun der territorialer Integritéit vun den Nopeschstaten. E Land, wat d'Tierkei, an dofir hu mer dat nach eng Kéier an Erënnerung geruff ... Et ass net nëmme Syrien, wat déi grouss Freed huet, tierkesch Truppen elo op sengem Territoire ze hunn, mee et sinn och aner Nopeschstaten.

An ech hunn an Erënnerung geruff am Ufank, datt mer schonn e Problem haten 2012, wéi d'Tierkei wollt den Artikel 5 invoquéiere wéinst engem Tëscheffall mat Syrien. A mir haten e Problem 2015, wéi e russesche Fliger ofgeschoss gouf. Mir hunn hei e Partner an der NATO an e Baitrëtskandidat fir an d'Europäesch Unioun, deem e Verhalen un den Dag leet, wat no alle Standarden inakzeptabel ass.

An ech sinn houfreg als ADR, fir ze soen, datt mir eng kloer Positioun hunn: D'Tierkei ass fir eis e wichtege Partner sécherheetspolitesch, politesch, ekonomesch. Mir hätte gär eng intensiv Partnerschaft mat deem Land, mee mir wëllen op kee Fall, datt d'Tierkei soll Member vun der Europäescher Unioun ginn.

(Interruptions)

A mir hätte gär, wann d'Tierkei wëllt op eis Solidaritéit als Alliierten zielen, da soll se sech konform zum internationale Recht verhalten an net eng militäresch Gefor fir hir Nopeschstaten duerstellen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech wëll nach just soen, dës Regierung - an den Här Ausseminister war virun zwou Wochen hei - huet déi militä-

resch Offensiv vun der Türkei hei op eng Ufro vun der CSV hin - a mir waren do all enger Meenung - wierklech op dat Schäerfst kritiséiert. En huet deem Dag drop d'tierkesch Ambassadeur hei zu Lëtzebuerg an de Ministère zitéiert. Et ass net, wéi wann hei d'Lëtzebuerger Regierung d'Ae géif zoumaachen an dee Konflikt do ignoréieren. An ech sinn iwwerzeegt, dass eis Verrieder, ob et de Verteidigungsminister muer ass op där Sitzung vun den NATO-Verteidigungsministern oder den Ausseminister am November op där vun den Ausseministern, wäerten déi Invasioun do kritiséieren a sech Suerge maachen, wéi innerhal vun der NATO zesummegeschafft gëtt.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Angel. Den Här Bausch, wëllt deem nach eppes soen?

(Interruption par Mme Stéphanie Empain)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Madamm Empain, wannechgelift.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Ech wollt just, fir op Nummer sécher ze goen, nach eng Kéier klarifizéieren, dass et weeder ëm d'Adhesioun vun der Türkei zur Europäescher Unioun geet nach ëm d'Partnerschaft am méi Allgemengen. An Dir hutt d'Partnerschaft ugeschwat. Ech mengen, dat ass e wichtege Punkt fir eis.

Ech wëll nach eng Kéier kloerstellen: Et geet net drëm, hei eng eesäiteg Motioun géint e Stat ze huelen. Et geet drëm, dass mer déi Faite, déi hei am Syrien-Konflikt sinn, op d'Schäerfst nach ëmmer veruerteelen. Ech mengen, dass mer dat och ganz kloergemaach hunn an dass mer dat och wëllen an der Kommissioun maachen. Mä wou et mir drëm gaangen ass: Et geet net drëm, dass mer hei nach aner Faite materanhuelen, déi näischt mat dësem Thema ze dinn hunn. Dat war mäin Uleies.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain. Wëllt d'Regierung eppes dozou soen?

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre de la Défense.** - Selbstverständlech, Här President! Éischtens emol wëll ech allen Deputéierte Merci soe fir hir Interventiounen. An da wëll ech awer och direkt hannendrusoen, datt dat hei erëm eng Kéier eng typesch Motioun ass, esou wéi den Här Kartheiser et nawell gär mécht, wou en e gewëssene Cocktail zesummemixt, deem awer eigentlech net esou ganz richtig zesummepasst. Well et gëtt näamlech e groussen Ennerscheid tëschent deem, wat a Syrien geschitt, an deem, wat mat Zypern ze dinn huet.

Natierlech ass eng Verletzung vun engem Loft-raum net ze akzeptéieren, ob et ass an Zypern oder wou et och ëmmer ass. A wann d'Tierkei dat gemaach huet, wann dat geschitt, da muss een dat veruerteelen.

Allerdéngs muss ech awer soen, wann ech déi Formulatiounen hei kucken, da schéngt dat mer par rapport zu der Zypern-Fro alles e bëssen onnuanciéiert. Well jiddwereen, deem d'Geschicht e bësse kennt, dee weess, datt d'Zypern-Fro e bësse méi komplizéiert ass, datt do Griichenland eppes dermat ze dinn huet an datt awer net esou eesäiteg op d'Tierkei ka gekuckt ginn an der Zypern-Fro. An datt et donc eng grouss Differenz gëtt tëschent där Fro vun Zypern an deem, wat a Syrien geschitt, wou ganz kloer eng Aggressioun passéiert ass!

An nach eng, déi ganz sécherlech net arrangéiert an zu där, wéi den Här Angel an och aner et gesot hunn, d'Regierung eng kloer Positioun geholl huet, sougutt an der Aussepolitik wéi awer och muer an dem NATO-Conseil, wou ech muer an de Freideg wäert higoen. An do kann ech lech och soen, datt dat ee vun den Haaptsubjete wäert si muer op deem Conseil. An dat wäert relativ komplizéiert gi fir den NATO-Member Tierkei, fir sech do ze behaupten an deene Sätzungen, déi muer wäerte stattfannen. Well wann ech kucken, wéi do d'Diskussioun wäert gefouert ginn, da mengen ech, wäert dat zimlech vill Diskussiounen gi ronderëm dat Verhale vun der Tierkei.

Ech mengen awer, datt et keng gutt Iddi ass, wann d'Parlament eng Motioun géif stëmmen. Also wann ech op alle Fall Deputéierte wär, géif ech déi hei net stëmmen, well déi heite wierklech total desequilibriert ass an eigentlech awer, wéi gesot, Saache matenee vermëscht, déi een net soll matenee vermëschen, an dat net ganz gutt ass.

Ech wëll och dem Här Kartheiser soen, den Artikel 5 ze invoquéieren, dat kann een. Mee et ass awer net, wann den Artikel 5 invoquéiert gëtt, datt en automatesch och dann a Kraaft trëtt an eppes kënn. Da muss emol do eng

Diskussioun gefouert ginn innerhal vun der NATO an am NATO-Conseil, fir dat ze analyséieren an esou weider. Dat ass alles jo net esou liicht. A bis elo stoung dat och nach net zur Debatt an deem ganzen NATO-Conseil.

Et ass och esou, datt muer an de Freideg NATO-Conseil ass vun den Defenseministern, an am November sinn d'Ausseministern zesummen am Kontext vun der NATO. An am Dezember ass och nach den NATO-Sommet zu London, wou dat hei, deemno wéi et geet, och nach eng Kéier wäert e Sujet sinn. Do sinn näamlech net nëmme dann d'Defenseministern an d'Ausseministern, mee och nach d'Statscheffen do oder d'Premierministern do, soudatt dat warscheinlech do nach eng Kéier en Thema wäert ginn.

A wéi den Här Angel et gesot huet, géif ech proposéieren, datt, wann all déi Sätzungen fäerdeg sinn, ech ganz gär mam Här Asselborn zesummen an d'aussepolitisch Kommissioun kommen, an da kënnen mer eis de Froe vun den Deputéierte stellen an da kënnen mer jo feststellen, ob d'Regierung eng kritesch Positioun do ageholl huet oder net. A wann dat dann net sollt de Fall sinn, ka jiddweree seng Responsabilitéit huelen, politesch am Parlament, fir da mat der Regierung deementsprechend ëmzegoen.

Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Här President, Parole après ministre.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Kartheiser freet nach Parole après ministre. An dann, mengen ech, kënnen mer zum Vott kommen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Jo, ganz kuerz, Här President. Ech lauschten dem Här Bausch no an ech hunn och aner hei nogelauschert. An ech mengen, jidderee vun eis huet jo e bësse politesch Erfahrung a ka seng Konklusiounen zéien.

An ech fannen et ganz interessant, politesch gesinn, wann ech hei e gréng Minister, Verdedegungsminister héieren, och eng gréng Partei. Wéist Der, ech erënnere mech un eng Zäit, do hunn déi gréng sech verstanen als eng Friddenspartei, wore militant, begeschtert. Hei stierwe Leit duerch déi tierkesch Aggressioun a Syrien. Dat ass eng grausam Situatioun fir vill Leit. An ech hätt mer eigentlech méi Matgefill erwaart wéi e Verweis op Prozeduren a Ministeren am November an am Dezember. Et ass fir mech enttäuschend, datt den Engagement vun engem Parlament, dat gesäit, wat do geschitt - vëlkerrechtswiddreg, mënschlecht Leed -, net méi wäit geet wéi e Verweis op Prozeduren. Schued! Awer bon, mir mussen dat akzeptéieren.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. An d'Wuert geet nach eng Kéier zrëck un den Defenseminister François Bausch. Här Bausch, wannechgelift.

► **M. François Bausch, Ministre de la Défense.** - Den Här Kaiser ...

(Hilarité)

Net den Här Kaiser, pardon, den Här Kartheiser ... Gesitt Der, mat wat ech lech scho verwiesselen, mat Keeser.

(Interruptions)

Den Här Kartheiser huet erëm eng Kéier d'Spezialitéit, fir erëm alles ze verdreien a Saachen ze soen, déi kee gesot huet, respektiv Saachen, déi gesot gi sinn, einfach ausser Uecht ze loosene a sengen Interventiounen. Nach eng Kéier: D'Regierung huet hei eng kloer Positioun geholl an dat dote condemnéiert, esou wéi den Här Angel et richteg gesot huet. An déi nämlech Positioun wäerte mer och anhuelen an

deene betreffende Conseilen, déi elo sinn, a selbstverständlech iwwerall do, wou et drop ukënn. Donc ass et net esou, datt dat eis egal ass. Loin de là!

An ech wëll lech soen, Här Kartheiser, ech hu perséinlech Syrien schonn entdeckt, ier d'Tierkei dat dote gemaach huet. Ech hu Syrien schonn entdeckt viru laange Joren, wéi den Här Assad opgerüst ginn ass. A wéist Der, vu wem en opgerüst ginn ass? Net vun der Europäescher Unioun an och net vun de Vereenegte Staten, mee vun deenen aneren, wou Der viru gesot hutt, wou den Embargo näischt sollt bruecht hunn.

Duerfir, ech weess genau, wat a Syrien geschitt ass. Ech kennen d'Geschicht ganz gutt vun deem Land, well si huet mech ëmmer ganz staark interesséiert, wéi iwwregens déi vun deem ganze Mëttleren Orient. A meng Positioun ass do glaskloer, esou wéi och déi vun der Regierung.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Minister. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert d'Motioun kommen, wuel wëssend, datt d'Diskussiounen iwwert déi ganz Problematik souwuel an der aussepolitichescher Kommissioun wéi och an enger Jointe mat der Defense musse weidergefouert ginn, esou wéi dat ausnamslos vun alle Riedner ënnerstrach ginn ass.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 8 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 6 voix pour, 31 voix contre et 23 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

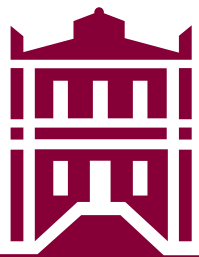
Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn muer um zwou Auer nees zesummen. D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.16 heures.)

Le saviez-VOUS ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.



Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Fernand Etgen, Président
- Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de la récente pollution répétée de plusieurs cours d'eau
 - Exposé : M. Gusty Graas
 - Débat : M. Aly Kaes - M. Franz Fayot - M. François Benoy (intervention de M. Léon Gloden) - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen
 - Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
 - Parole après ministre : M. Michel Wolter - Mme la Ministre Carole Dieschbourg - M. Aly Kaes - Mme la Ministre Carole Dieschbourg - M. Franz Fayot - Mme la Ministre Carole Dieschbourg
- Dépôt de deux motions par M. David Wagner
 - M. David Wagner (interventions de M. Roy Reding et M. Alex Bodry)
 - Discussion générale :
 - Motion 1 : M. Marc Angel - M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (renvoi de la motion 1 en commission)
 - Motion 2 : M. Marc Angel - M. Sven Clement - M. Claude Wiseler - M. Eugène Berger - Mme Stéphanie Empain (intervention de M. Roy Reding) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Gast Gibéryen) - M. David Wagner
 - Vote sur la motion 2 (rejetée)
- 7439 - Projet de loi modifiant la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers
 - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. Carlo Back
 - Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen
 - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen
 - M. Marc Goergen
 - M. Fernand Etgen, Président (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Marc Goergen (interventions de M. Alex Bodry et M. Sven Clement)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Carole Dieschbourg et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Neen, keng Kommunikatioun.

2. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de la récente pollution répétée de plusieurs cours d'eau

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert déi rezent Verschmutzung vun enger Rei Gewässer, déi vun der DP-Fraktioun ugefrot ginn ass. D'Riedezäit ass am Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalten. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Hären Aly Kaes, Franz Fayot, François Benoy, den Här Fernand Kartheiser an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo den honorabelen ... eh, Här Gusty Graas, als Vertrieeder vun der DP-Fraktioun. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité générale et interruptions)

Exposé

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Madamm Minister, Dir Dammen an Dir Hären, 31. Juli vun dësem Joer: Brand bei Kronospan an der Industriezon Gadderscheier zu Suessem/Déifferdeng. D'Kuer oder d'Kor oder d'Chiers gëtt staark verschmutzt. De Sauerstoffgehalt ass gefall. Fësch stierwen.

13. September: technesch Pann an der Kläranlag zu Beggen. Ronn 20.000 Meter Kibb ongeklaert Ofwässer lafen an d'Uelzecht, mat de Konsequenzen, déi eis bekannt sinn. Och do e relativ grousst Fëschstierwen, mat Inzidenze bal bis op Ettelbréck spierbar.

17. September: Beim Émklemme vun engem Haaptkolléker zu Beetebuerg geschitt e Feeler, mat der Konsequenz, dass mindestens 600 Me-

ter Kibb ongeklaert Ofwässer och erëm eng Kéier an d'Uelzecht lafen. Dee Chiffer ass nach adaptéierungsfäeg, allerdéngs mat Sécherheet net no ënnen. Méi kann ech awer zu dësem Zäitpunkt net soen. An och do koum et zu engem Fëschstierwen.

Wat do ganz speziell war, vu datt dee Fall engem jo net onbekannt ass, war, dass deen net gemellt gi war. Dat heescht, deen ass duerch Zoufall eréischt den Dag duerno entdeckt ginn. An och do kéint een elo munches hei soen. Jiddefalls eppes ass sécher: Dat war net ganz seriö vun där Firma.

Dann, den 1. Oktober: Brand bei Euro-Composites zu lechternach. An do ass Läschwaasser an d'Sauer gelaf.

Et waren also, ouni Zweifel, eng Rei vu schwaarz Deeg fir déi dräi Gewässerleef, besonnesch natierlech fir d'Uelzecht, d'Uelzecht, vun där mer jo alleguer wëssen, déi alles aneres wéi an engem gudden Zoustand ass. Wat de Schued un der Fauna ubelaangt, ass dat natierlech och vläicht schwéier zu dësem Zäitpunkt ofzeschätzen. Mee dat wäert sech awer an deenen nächste Wochen a Méint méi bemierkbar kënnen maachen.

Eppes ass elo scho kloer: dass d'Fëschpopulatioun vu Beetebuerg bis bal Ettelbréck, kann ee soen, staark drënner gelidden huet. Inwiefern vläicht eng nei Populatioun do ugesidelt muss ginn, dat wäerten natierlech dann och d'Analyse vun de Spezialisten an deenen nächste Wochen a Méint weisen.

Wa mer déi véier Incidente kucken, da muss een awer soen: Et kann ee se net duerch dees selwechte Brëll gesinn.

Fir d'Éischt emol vläicht, wat Beetebuerg ubelaangt. Ech hunn dat schonn hei gesot: Hei läit ganz kloer e Feeler bei der Baufirma. Ech kann och soen, dass d'Gemeng net wäert zécken, am Fall, wou se zur Rechenschaft gezu géif ginn, fir dann och déi Responsabilitéit weiderzeginn.

Och wat de Virfall op der Kläranlag zu Beggen ubelaangt, si mer am Zeenario vun engem technesche Feeler. Natierlech, déi zwou Katastrophe sinn net ze entschëllegen, mee se sinn awer an engem anere Bléckwénkel ze gesi wéi, wéi gesot, déi zwee aner Virfall.

Wat d'Kläranlag zu Beggen ubelaangt, ech mengen, do kënnen mer eng éischt Konklusioun draus erauszéien: dass all Bedreier vun enger Kläranlag jiddefalls ganz kloer soll kucken, inwiefern och an Zukunft nach verbessert, modern Materialien equipéiert kënnen ginn an, virun allem, fréizäiteg awer och Alarmsystemer agebaut kënnen ginn, déi dann esou Virfall och géife matdeelen.

An der Kritik stinn awer virun allem, wa mer iwwert déi zwee aner Fäll schwätzen, d'Retentionsbecke respektiv d'Sécherheitsbecken, engersäits beim Virfall bei der Kronospan an anerersäits beim Virfall bei Euro-Composites. An do ass et awer manifestement esou, an hei bezéien ech mech op Aussoen aus enger Äntwert op eng Question parlementaire, déi ech der Madamm Minister gestallt hat an op déi ech de 5. August och eng Äntwert krut, an ech zitieren hei: « A cause de l'entretien défaillant de certaines infrastructures, notamment les vannes de sortie de l'ouvrage de rétention, ces interventions étaient parfois laborieuses à mettre en œuvre. » Enner Interventions si Mesures curatives ze verstoen um Bassin de rétention. A weider heescht et an där Äntwert: « Il s'est avéré que la vanne de sécurité du bassin de rétention n'a pas pu être fermée correctement et que l'étanchéité de certaines infrastructures n'était par conséquent pas garantie. »

Et muss een also hei ganz kloer zur Konklusioun kommen, dass deen néidegen Ennerhalt vun deene Retentionsbassinen net garantéiert war. Am Fall lechternach läit de Fall äänlech. De Réckhaltebecke war net fäerdig oder huet jiddefalls net déi Roll gespilt, déi en hätt misse spillen.

Mir ass och gesot ginn, Madamm Minister, wéi et déi lescht Deeg erëm eng Kéier zu héije Reefäll komm war, dass do anscheinend nach eng Kéier zousätzlech erëm Läschwaasser an d'Sauer gelaf wär. Mee, wéi gesot, dass sinn elo esou Informatiounen, déi ech kritt hunn. Mee Dir kënnt jo dozou, huelen ech un, herno nach méi konkret Positioun bezéien.

Jiddefalls, wa mer virun allem déi zwee Virfall analyséieren, da stelle sech awer zwou kloer Froen, an dat soll och e bëssen esou de Kärpunkt vun den Aussoen hei vu menger Intervention sinn:

Éischtes: Wéi gesäit et iwwerhaupt an den Industriezonen duerch d'Land aus? Sinn déi eenzel Réckhaltebecke respektiv och Sécherheitsbecken adaptéiert? Gëtt en Entretien garantéiert? Si se och an der Dimension grousst genuch, dass bei esou enger Katastroph awer dat néidegt Läschwaasser virun allem opgefaange ka ginn?

An, wéi gesot, eng zweet Fro, an dat ass fir mech eng vun deene wesentlechsten, an, bon, et kann ee jo roueg hei soen, et ass jo esou, dass de Ministère de l'Économie derfir zoustänneg ass: Inwiefern ginn awer do dann déi Kontrollen ëmmer garantéiert?

Mir ass jo dann och matgedeelt ginn, dass entre-temps och e Groupe de travail agesat ginn ass tëschent dem CGDIS an der Waasserverwaltung, fir dann eeben, wéi gesot, d'Gestaltung vun dem Läschwaasser am Fall vun enger Katastroph besser geréieren ze kënnen, wat och eng ganz gudd Saach ass.

Allerdéngs muss een och vläicht d'Fro stellen, firwat dat elo eréischt geschitt. Mir kruten näamlech scho vun der Europäescher Kommission méi wéi eng Kéier de Fanger gewisen, wou och gesot ginn ass: „Dir musst méi Kontrollen, virun allem an den Industriezonen, maachen, wat den Émweltaspekt ubelaangt.“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, déi rezent Pollutiounen kënnen natierlech och Ulass ginn a sollen och Ulass ginn, dass ee sech awer e puer grondsätzlech Gedanken och iwwert d'Qualitéit vun eise Gewässer insgesamt mécht.

Ech mengen, mir hunn nach ze vill diffus Pollutiounsquellen hei am Land. Mir wëssen, dass et eng Rei Gewässerleef gëtt, déi regelméisseg polluéiert ginn, wou allerdéngs de Pollueur net ëmmer direkt bekannt ass, wou allerdéngs mat Sécherheet d'Frequenz vun de Kontrollen och erhéicht muss ginn.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet och kuerz dann op d'Situatioun hiweisen, haaptsächlech, wat d'Uelzecht ubelaangt. D'Uelzecht, déi jo esou gär besonge gëtt als eise schéinen Nationalfloss, ass alles aneres ewéi e schéinen Nationalfloss. D'Uelzecht huet eng Morphologie, déi engem naturnoe Floss mat Sécherheet net

entspricht. D'Uelzecht ass éischer e Kanal. D'Uelzecht huet géi Bergen. D'Uelzecht huet eng Fléissgeschwëndegkeet, déi mat Sécherheet net derzou bäidréit, dass d'Selbstrengungskraaft vun deem Gewässer soll héich sinn. Dat muss se allerdéngs sinn.

Da si mer natierlech ganz séier och bei dem Aspekt vun der Renaturéierung vun deem Flosslaf. Do ass jo och elo eng Étud gemaach ginn, fir eng Renaturéierung tëschent der Place Dargent a Miersch duerchezéien, mat dem Implizéieren och vun de kommunalen Initiativen, déi do geholl ginn.

Ech wëll hei eng allgemeng Ausso maachen. Dat weess een och aus eegener Erfahrung. Eng Gemeng ass net kompetent genuch, fir esou Projeten duerchezéien! Hei muss ganz kloer de Lead vum Stat iwwerholl ginn. Ech mengen, d'Gemeng ass e wichtegen Akteur. D'Gemeng kann och e Prefinanzement maachen. Mee et kann een net vun enger Gemeng verlaangen, dass se déi Projete quasi eleng duerchzitt.

Ech mengen, dass d'Uelzecht insgesamt an engem schlechte biologeschen Zoustand ass, dat dierft keen heibannen iwwerraschen. An dowéinst wëll ech awer och nach e Wuert zu de Kläranlage soen. Ech mengen, och dat passt natierlech an dat ganz Konzept eran, wéi mer eis Gewässerleef kënnen verbessern, wéi mer d'Qualitéit kënnen erhéien.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Ronn 212 Kläranlagen. Dovunner sinn der 96 mechanischer Natur. Dat seet scho genuch. Ech mengen, et brauch ee kee grouse Spezialist ze sinn, fir ze wëssen, dass eng mechanesch Kläranlag haut einfach net méi duergeet. Dobäi hu mer och eng Rei vu Kläranlagen, déi verelzt sinn, déi einfach de Volume vun Ofwaasser net méi kënnen ophuelen.

Mir hunn zum Beispill eng Kläranlag um Stauséi, Här Kaes, vun 1964. Dat ass déi vu Béiwen - ech beruffe mech hei op de Rapport vum Ministère de l'Environnement; an dee litt jo awer net! -, an déi vun 1964 un nach net adaptéiert ginn ass. Mee dass ass elo ee Beispill. Déi Kénzeger ass net besser. Ech kéint der nach vill aner nennen. Mee wat ech domadder wollt hei ënersträchen: Et ass wichtig, dass mer awer e Maximum maachen, fir d'Kläranlagen och un de leschte Stand ze adaptéieren. Quitte dass dat do elo natierlech kleng Kläranlage sinn.

Wa mer insgesamt den Tour d'horizon iwwer eis Gewässer maachen, muss mer jo och feststellen, dass se, vum cheemesche Standpunkt hier gekuckt, natierlech ganz schlecht dru sinn, fir net ze soen, dass praktesch kee Gewässer do deenen normalen Normen entsprécht.

Jiddefalls, déi véier rezent Pollutiounen hei sollen eis, mengen ech, awer derzou animéieren, fir dem Gewässerschutz insgesamt erëm eng Kéier ee méi héije Stellewärt zouzërkennen. Et ass leider oft esou - an do accuséieren ech awer keen direkt hei, ech mengen, mir gehéieren alleguer e bëssen an dat Denken eran -, et mussen ëmmer erëm Pollutiounen virkommen, et mussen Accidenter geschéien, fir dass sech erëm eng Kéier méi grondleeënd mam Stellewärt vun de Gewässerleef ausneegeesat gëtt. An dat sollt eis, wéi gesot, och dann derzou animéieren, fir op deem Gebitt méi aktiv ze ginn.

Voilà! Madamm Minister, léif Kolleegen, ech wollt, wéi gesot, déi véier Accidenter als Ulass huelen, fir awer erëm eng Kéier e bëssen op de Stellewärt vun eise Gewässerleef hinzewiesen.

An ech soen, fir de Moment emol, Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes ageschriwwen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Madamm Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech emol dem honorabelen Här Gusty Graas Merci soen, fir dass en d'Méiglechkeet ginn huet, eng Kéier iwwert déi Problematik do ze schwätzen.

Fakt ass, dass u sech eis Gewässer schonn net an engem gudden Zoustand sinn. Ganz weiniger sinn an engem exzellenten Zoustand, nëm-

men e puer Prozent. Derbäi koum all dat, wat elo opgezielt ginn ass. Duerfir wëll ech et net nach eng Kéier opzielen.

Ech wëll och soen, datt ee Brand nach net gesot ginn ass. A menger Gemeng war och nach e Brand. Gott sei Dank konnt do d'Läschwaasser opgefaange ginn an zurzäit entsuert ginn. Awer net, well mir solle besser sinn, mee et huet Gott sei Dank net gereent an d'RÜB konnt u sech all dat Läschwaasser vorübergehend späicheren, bis et konnt ofgesuckelt ginn.

Fakt ass, datt mer u sech dräi Problemer hunn.

Mir hunn engersäits de Problem, datt net méi mat Waasser geläsch gëtt, mee mat Schaum, deen natierlech am Läschwieses agesat gëtt, fir méi schounend ze läschen. Ech mengen, datt ass ganz kloer. Dat féiert awer derzou, datt d'Läschwaasser sech eeben esou zesummesetzt, datt et de Sauerstoff soll ofbannen, also toxesch ass, muss sinn, fir kënnen u sech där Aufgab gerecht ze ginn. An doriwwer eraus ass et och nach esou, datt, wa geläsch gëtt, eng ganz Rei Produiten, déi fräigesat ginn, respektiv Produiten, déi do gelagert ginn, och mat an d'Läschwaasser kommen. Et ass also ganz sécher esou, datt mer an där Hisiicht eng Pollutioun hunn, déi net an eis Gewässer dierf kommen.

Et ass hei geschwat gi vun den Industriezonen. Jo, et dierf een net nëmmen e Becken hunn, Retentiounen hunn, mee et muss een déi och permanent iwwerwaachen, permanent d'Maintenance maachen. Déi mussen einwandfrei funktionéieren.

Dann ass et awer an enger Agglomeratioun esou, wann do a sech e Brand ass, datt een dann e Mëschsystem huet. Dat Läschwaasser kennt iwwer de Kanal an d'Kläranlag. Wann et eng kleng Kläranlag ass, da geet se ëm. Ganz séier ëm! An dann ass déi Kläranlag woche-laang net méi fäeg, hir Aufgab wouerzehuelen.

Huet se en Trennsystem, da geet et direkt an d'Waasser. Ech wëll dat just soen. Et ass also ganz komplex. Et ass souguer méi komplex wéi an enger Zone d'activité, well do hu mer e Gesetz, wat ganz kloer seet: Mir mussen Bassin-de-rétentionen hunn.

Mir mussen et also fäerdegbréngen, an der Zukunft, an dat ass ganz wichteg, duerfir mussen mer eis all, jo, d'Waasserwirtschaftsamt, als ALUSEAU an als CGDIS, zesummesetzen, fir eng effentlech Solutioun ze fannen, fir datt dat doten an der Zukunft ka verhënnert ginn. A ganz wichteg ass, datt net nëmmen eis Pompjeeë geruff ginn, wann et brennt, mee datt och direkt an technesch Equipement geruff gëtt, wat direkt mat der Ofsaugung vun deem Ofwaasser, vun dem Läschwaasser u sech ufänkt, fir ze verhënnern, datt grouss Mengen an d'Baachen an an d'Flëss lafen.

Dat ass deen ee Volet.

Deen zweete Volet ass dee vun der Kläranlag vu Beggen, wou scho gesot ginn ass: 20.000 Meter Kibb an et huet 20 Stonne gedauert.

Ech kann lech just soen: Ech kennen e Syndikat, deen huet Systemer vun Alerte. Do gëtt et emol éischtens eng Equipp, déi eng Permanence mécht, ronderëm d'Auer, 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7. A bei deem Geréngsten, wat op enger Anlag net fonctionéiert, kënnst e Message op den Handy, an da gëtt doheem - am Bett, soe mir ëmmer - gekuckt, wou de Problem ass. An deejéinegen, deen d'Permanence huet, decidéiert, ob en erausfirt oder net. An da gëtt et e ganze Programm, op deen ech elo net wëll agoen, wat een alles muss anhalen, fir datt séchergestallt gëtt, datt dat do net zu enger méi grousser Katastroph ka féieren.

Et kann awer och Ofwaasser austrieden. Mee da gëtt et och e genaue Programm, wéi sech u sech ze verhalen ass. An deem Fall ass een an enger Kris. An dann ass genau festgeluecht, wien een alles muss informéieren: d'Waasserwirtschaftsamt, den 112 an esou weider, natierlech d'Direktioun, natierlech och de President an esou weider, fir sécherzestellen, datt et net laang dauert, bis Géigemesurë sinn. Dat ass ganz wichteg. A wann een alles dat huet, da brauch een net nach vill zousätzlech Sonden anzesetzen, well wann déi Sonden net iwwerwaacht ginn, da kënnen och déi Sondë versoen an dann hu mer näischt geschafft.

Ech wëll duerfir soen, datt een dat also mat engem Iwwerwachungssystem ganz gutt kann an de Grëff kréien.

Dat Drëtt, fir dat just nach kuerz ze soen, dat ass, datt natierlech, wann u deenen Anlage geschafft gëtt, d'Vepflichtung ass, datt net do-duerch, datt ee schafft, méi eng schlecht Situatioun entsteet, wéi déi, déi d'Anlag generell huet oder déi u sech d'Infrastruktur generell

huet. An duerfir ass et ganz wichteg, datt déi, déi un esou Anlage schaffen, u sech geschoult sinn. A mir hu jo iwwer d'Securitéit an d'Santé op deene Schantercher d'Méiglechkeet - et ass jo eng Verpflichtung, déi ze hunn -, dat Ganzt ze iwwerwaachen an déi entspreichend Schouluengen ze maachen.

(Coups de cloche de la présidence)

Ech kommen zum Schluss.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Kaes, Dir muss esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Här President, wann Der mer nach ee Saz erlaabt.

Ech kommen zum Schluss. An ech soe ganz kloer, als Konklusiooun ...

(Interruption)

Dat do gëtt ëmmer méi technesch. An duerfir mussen mer an der Zukunft feststellen, oder mussen mer haut scho feststellen, datt eis Gemengen am Waasser, an awer och ganz speziell am Ofwaasser, bei Wäitem schon iwwerfordert sinn. Duerfir hu mer jo Syndikater. Mee och d'Syndikater mussen méi no zesummeëckelen. Eventuell iwwer eng Daachorganisatioun. An et ass ganz kloer esou, datt déi ganz Problematik net méi um Gemengenniveau ze léisen ass. Et ass also och ganz kloer esou, datt mer nach eng Kéier erëm mussen driwwer nodenken, och wann deen een oder deen aneren dat net gären héiert, mee et ass eng national Saach. A mir sollen och national kucken, all déi Problemer unzegoen. An da solle mer och erëm iwwer en nationale Waasserpräis an deenen eenzele Secteuren nodenken.

Ech soe Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kaes.

► **Une voix.**- Ceterum censeo!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, de Gusty Graas, deem ech wëll Merci soe fir des Heure d'actualité, huet schon op déi véier Accidenter higewisen. Tëschent dem 13. an dem 14. September sinn 20.000 Meter Kibb Schmotzwaasser aus der Kläranlag Beggen an d'Uelzucht gelaf. Tëschent dem 17. an dem 18. September sinn nach eemol 600 Meter Kibb komplett ongefiltert Ofwaasser aus der Kläranlag vu Peppeng an d'Uelzucht gelaf. Zwou Wochen drop huet et dann zu lechternach bei Euro-Composites gebrannt an do si grouss Quantitéite Läschwaasser direkt an d'Sauer gaangen. An eng äänlech Situatioun gouf et Ufank August zu Suessem, wou et bei Kronospan gebrannt huet, wou Läschwaasser an d'Kor gefloss ass.

All Kéiers gouf et Erklärungen fir des Pannen: en defekt Schieber, eng Computerpann, e Feeler bei Bauarbeiten, e feelend Opfaangbecken ... Des Serie vu Panne wërf awer prinzipiell d'Fro op, wéi mer zu Lëtzebuerg mat der liebenswichteger Ressource Waasser ëmginn. Als räicht Land hu mer fir d'Éischt mussen vun der EU-Kommissioun eng fest op den Deckel kréien, ier mer endlech emol d'Mindeststandard bei eise Kläranlagen erfüllt hunn.

D'Qualitéit vun eisen Uewerflächegewässer ass schlecht. An zéng Joer no der verspéitert Ëmsetzung vun der EU-Kaderdirektiv iwwer d'Waasser muss ee soen, dass mer nach kee grouss Sprong no vir gemaach hunn an deem Beräich. Wa mer weiderhin eng Pann no där aneren hunn, wäert dat sech och an deenen nächsten zéng Joren net änneren.

Waasser ass eng existenziell wichteg Ressource, déi nëmme begrenzt verfügbar ass. Trotzdeem schéngt d'Bewusstsein, hei zu Lëtzebuerg, dass des Ressource muss geschützt ginn, net staark entweckelt ze sinn.

Déi rezent Panne weisen, dass souwuel bei de Gemenge wéi bei de Betriber wéi och bei den eenzelne Leit eng gewisse Sécherheetskultur fehlt. Anesch ass net ze erklären, dass et esou oft u fonctionéierende Präventivmoossnamen an un deene richtege Reflexer am Noutfall fehlt.

Bei der Kläranlag zu Beggen huet et 20 Stonne gedauert, dat ass scho gesot gi vu menge Virriedner, bis iergendengem zoufällig déi doudeg Fësch an der Uelzucht opgefall sinn. Dat gëtt da kuerz mat enger technescher Pann erkläert. Eng finanziell Kompensatioun gëtt versprach. A wann et dann eng Kéier gutt reent an de Knascht verdénnt ass, dann ass d'Thema erledegt.

Mir mussen endlech begräifen, dass een Ëmweltschied net einfach finanziell kompenséiere kann an dass et oft Méint a Joren dauert, bis d'Natur sech vun enger Pann erhëlt. Déi finanziell Moyene mussen virdrun agesat ginn, fir dass et net zu dese Panne kënn.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Et gi vill Campaigne gemaach, fir d'Leit fir de Waasserschutz ze sensibiliséieren. Et gëtt och vill geschafft, fir d'Kläranlagen ze moderniséieren an un eng wuessend Bevölkerung unzepassen, nodeem d'Gemenge jorzéngtelaang, trotz Subsidien, léiwer Kulturzentre wéi Kläranlagen ageweit hunn.

► **Plusieurs voix.**- Oh!

(Brouhaha général)

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Doriwwer eraus muss et awer och Konsequenzen hunn, wann ee seng Verpflichtungen net erfüllt.

(Interruptions)

Eist Gesetz iwwer d'Waasser gesäit seriö Sanktiounen bei Verstéiss vir. Dat ka bis zu sechs Méint Prision an/oder 750.000 Euro Geldstrof goen. Am Fall vun enger Recidive ka sech de Strof nach eemol verduebelen.

D'Fro, déi d'Ministesch vläicht ka beäntweren an hirer Interventioun an deser Heure d'actualité, ass déi, ob an all deene Fäll, déi hei zitéiert goufen, eng Plainte an eng Enquête gemaach goufen.

Sinn an de leschten zéng Jore Gemengen, Entreprises oder Particuliere verurteilt ginn, well se géint d'Waasserschutzgesetz verstouss hunn an net déi néideg Moossnamen ergraff hunn, fir eng Pollutioun vun eisen Uewerflächegewässer ze verhënnern? Gëtt et systematesch Kontrolle bei de Kläranlagen? Wa jo: Wat geschitt, wa festgestallt gëtt, dass eng Kläranlag net den Normen entsprécht?

Eng äänlech Fro stellt sech bei den Industriezonen: Ginn do systematesch Kontrolle gemaach, ob d'Betriber déi néideg Präventivmoossname getraff hunn a Prozeduren en place sinn, déi am Fall vun engem Brand oder enger Pann e gréisseren Ëmweltschued verhënnern? Wat geschitt, wa Mängel festgestallt ginn? Ass d'Ministesch generell der Meenung, dass eis Kontroll- a Sanktionsmechanismen effikass sinn oder deit déi Serie vu Pannen drop hin, dass nogebessert muss ginn?

Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Benoy (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Hären, an de leschte Wochen hate mer eng Rei Accidenter mat schlimme Konsequenzen, wou duerno einfach Dreck an ons Flëss gelaf ass. An dat dierf net passéieren. Dat mécht näämlech all déi vill Efforten, déi mer an de leschte Jore gemaach hu fir eng besser Waasserqualitéit vun onse Flëssgewässer, erëm futti.

Wat ass hei geschitt? Dee schlimmste vun deene verschidde Virfäll ass a mengen Aen dee vun der Beggen Kläranlag vun der Stad Lëtzebuerg, wou während 20 Stonnen einfach esou 20.000 Meter Kibb ongekläert Schmotzwaasser an d'Uelzucht gelaf ass. D'ökologesch Konsequenzen dovunner sinn nach net ganz kloer, mee et ass evident, dass se grouss sinn. Bis op Ettelbréck ware se noweisbar. An d'Stad Lëtzebuerg muss och fir dee Schued opkommen.

De Grond dovu war en informatesche Problem. E Schieber war op. An hei gouf et keng zweet Sécherheeststuf, déi agetratt ass, wou een eigentlech dervun ausheet, dass déi misst do sinn. Ech soen: Wann an engem Fliger e Sécherheestdispositiv verseet, da gëtt et ëmmer nach en zweeten. An den Aly Kaes huet elo hei och confirméiert, dass a Beispiller vun anere Kläranlagen esou zweet Sécherheestdispositiver existéieren. An hei war dat net de Fall. En plus gouf et och nach kee richtege Noutfallplang duerno.

En zweet Beispill vun engem Accident: zu lechternach, wou et e Brand gouf, wou duerno einfach esou Läschwaasser an d'Sauer gelaf ass. Hei gouf et kee Retentiounsbecken, wat do war. An de CGDIS war op der Plaz, fir de Schued a Grenzen ze halen.

En drëtt Beispill: zu Suessem, och e Brand. D'Läschwaasser ass einfach esou an d'Kor gelaf. Hei war d'Retentiounsbecken zwar do, mee et war net uerdentlech a Stand - wou ech mech froen: Wéi kann dat sinn?

An zu Beetebuerg, e Schantjen, wou duerno 600 Meter Kibb Schmotzwaasser an d'Uelzucht gelaf ass.

Ech froe mech, wéi et ka sinn, dass effektiv Retentiounsbecken an Industriezonen einfach esou net do si respektiv net an der Rei sinn. De Gusty Graas huet scho gesot, d'Ökonomie wär dofir zum Deel zoustänneg. Abee, ech froe mech: Wien ass hei zoustänneg? An awéieren

huet d'Waasserwirtschaftsverwaltung och d'Bedreier dovunner dorop opmierksam gemaach? Ech froe mech genau sou gutt: De CGDIS, deen hei zum Asaz kënn, awéieren zéie si elo hei d'Konsequenzen an d'Leieren doraus, fir dass d'Interventiounen do nach besser ginn?

A ganz onofhängeg vun deenen doten Accidenter hu mer am Beräich Flëssgewässer nach e ganz groussen Nohuelbedarf. Déi lescht Jorzéngt laang ass näämlech vill ze laang net no onsem Waasser gekuckt ginn. Mir wëssen et alleguerten: héich Strofen, déi mer vun der Europäescher Unioun kruten. Den EuGH, den Europäesche Gerichtshaff, huet Lëtzebuerg 2013 wéinst der Non-conformitéit mat den Ofwaasserrichtlinien zu 2 Milliounen Euro verurteilt. Dee Montant ass ugekloome bis op 6 Milliounen Strof. An eréischt an deene leschte Joren, opgrond vu Verbesserungen, déi mer gemaach hunn, krute mer déi Strof nogelooss.

An engem vun deene rächste Länner vun der Welt hu mer onst Waasser ganz laang schlecht behandelt, mat der Konsequenz, dass mer mëttlerweil nëmmen eng mëttelméisseg Qualitéit vun onse Gewässer hunn. An dat an engem kleng Land, wou mer kleng Waasserleef hunn, déi engem groussen Drock ausgesat sinn duerch de Wuesstum vun der Populatioun an der Ökonomie, der Industrie, der Landwirtschaft an dem Klimawandel natierlech. An d'Flëss sinn eeben, well se kleng sinn, och vulnerabel.

Mir sinn awer um Wee vun der Besserung. An zwar gouf de Waasserschutz zënter der leschter Legislaturperiod zu enger Prioritéit gemaach. Ech wëll dat just un engem Beispill festmaachen. D'Moyenen, déi an de Waasserfong flëssen, goufen innerhalb vun de leschte Jore verduebelt an am nächste Budget wäerte se bal 100 Milliounen Euro sinn. An deen Engagement muss, a mengen Aen, weidergoen. D'Kläranlage mussen ausgebaut ginn.

Ech ginn lech e Beispill: Op der Musel ass eréischt rezent eng nei Kläranlag ageweit ginn, näämlech zu Gréiwemaacher, wou elo glécklicherweis all Dag 2.500 Kubikmeter Waasser gekläert an d'Musel lafen. Jorelaang sinn déi alleguerten ongekläert dragelaf.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. François Benoy (déi gréng).**- An dat ass just ee Beispill. Well op der Musel, dorop wëll ech lech opmierksam maachen, do gëtt et ëmmer nach eng ganz Rei Gemengen, wou d'Waasser ongekläert, dat ganz Schmotzwaasser, an d'Musel leeft. An dat kënn mer net verbessern. Mir mussen kucken, dass mer do iwwerall Kläranlagen hikiréien!

► **M. Léon Gloden (CSV).**- D'Regierung huet d'Subventiounen gekappt, erofgesat!

► **M. François Benoy (déi gréng).**- An déi Kläranlagen, déi do sinn, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... mussen och verbessert ginn. Wéi gesot, mir wëssen, dass net alles aus de Kläranlagen erausgefiltert gëtt. Ech schwätzen do vu Micropolluanten, Medikamenter, Pestiziden, Mikroplastik an esou weider. Mir brauche méi Trennsystemer. Mir brauche Renaturéierungen. Mir mussen no onse Retentiounsbecken kucken an esou weider, well den Drock op ons Flëssgewässer ass, wéi gesot, grouss.

Mir mussen och d'Leieren aus deenen Accidenter zéien. Wéi gesot, eis Industriezonen: Si se an der Rei? Huet de CGDIS iwwerall richtege reagéiert? An awéieren hunn ons Kläranlagen eeben déi zweet Sécherheeststuf, wéi den Aly Kaes et beschriwwen huet?

Wéi gesot, Leieren aus deenen Accidenter zéien, alles maachen, fir dass d'Qualitéit vun onse Flëssgewässer besser gëtt. Et geet näämlech hei ëm dat Wichtigst, wat mer hunn: onst Waasser, onst Liewen. A Lëtzebuerg huet e Recht op eng gutt Qualitéit vun onse Flëssgewässer.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Benoy. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, déi Problematik hei, fir déi mer dem Här Gusty Graas Merci soen, datt e se opgeworf huet, déi bréngt heibannen e Konsensus, dee mer an anere Sujete vläicht net ëmmer hunn.

Mee ech mengen, et si véier Hauptpunkten, déi mer mussen kucken.

Dat Éischt ass d'Sécherheet vun de Kläranlagen. An ech fänken u bei der physischer Sécherheet, dem Accès. A souwuel, fir elo ze

kucken, datt keng onbefuugt Persounen era-kommen. Well wann eis deen Incident hei eppes gewisen huet, dann ass et ee

ben och, datt déi physesch Sécherheet garan-téiert muss sinn niewent där informatiescher an aneren.

Dat Zweet ass, datt mer d'Kläranlagen ëmmer op engem Stand mussen hunn, wou mer wierklech um leschte Stand si vun der Wëssenschaft, souwuel wat d'Réckstänn vu Medika-menter, Plastik an anere Saachen ugeet. An da mussen mer och kucken, datt d'Ennkontroll vun de Kläranlagen, vun dem Waasser, wat aus enger Kläranlag kënn, natierlech garantéiert ass.

Deen zweete Volet ass dee vum Equipement vum CGDIS, vum Rettungsdéngscht. „CGDIS“ ass e bëssen e komeschen Numm. Mee mer mussen einfach kucken, datt och déi Verwal-tung esou ausgerüst ass, datt all cheemesch oder biologesch Pollutioun bekämpft ka ginn. An dat beschränkt sech net nëmmen elo op d'Waasser, wéi elo deen aktuellen Tëschefall et gewisen huet, mee mir mussen einfach kucken, datt déi Verwaltung, déi fir eis vun zentraler Wichtigkeet ass, wierklech optimal ausgerüst gëtt.

Dat Drëtt, dat ass d'Bewältegung vun de Folge vun enger Pollutioun. Mir mussen kucken, ob mer den Inventaire vun eise Waasserleef esou gemaach hunn, datt mer kënnen intervenéieren, fir den ursprénglechen Zoustand esou séier an esou integral wéi méiglech erëm hier-zustellen. Dat bedéngt natierlech eng wëssen-schaftlech Opaarbechtung vun all eise Waasser-leef an och, datt mer eis Méiglechkeete ginn, do, wou et Problemer gëtt, fir dat eeben esou séier wéi méiglech erëm hierzustellen, wéi et war. Dat ass en Defi no enger Pollutioun. Mee ech mengen, datt mussen mer och an engem klengen Land packen.

An dat Véiert, dat sinn déi budgetär Mëttelen. Mir hunn an der Economie eng Theorie, déi mer hei erëm méi sollte bedenken, well och am Ëmweltschutz sinn d'Ressourcen natierlech be-grenzt. A mir hunn eng Rei vu wichtige Schutzbaustellen, déi mer do wëlle bedriewen. Dat eent ass de Schutz vun der Atmosphär, datt mer keng Polluanten do dran hunn. Dat anert ass de Schutz vum Waasser, de Schutz vum Buedem. A mir mussen eis och am Ëmweltschutz d'Fro stellen: Wou ass d'Utilité marginale vun deene Suen, déi mer hunn - an déi sinn nun eemol beschränkt -, am gréissten?

An ech mengen, datt mer am Waasserschutz mat relativ weinege Mëttelen, par rapport zu aneren Ausgaben, e groussen Avantage kënnen erausschloen. An dofir ass et, mengen ech, wichtig, datt mer och do genau kucken, wéi mer d'Suen ausginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vill-mools, Här Kartheiser. An den nächsten age-schriwwene Riedner ass den honorablen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Och Merci dem Här Graas fir d'Ufro vun dieser Heure d'actualité, déi eis och ganz wichteg erschéngt, ëmsou méi wichteg, wéi een awer muss feststellen, datt an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat u sech awer entwéckelt a räich ass, a leschter Zäit esou vill Pannen a Pro-blemer, wat d'Waasserverschmutzung ugeet, stattfont hunn, datt ee sech léiwer net aus-mole wëllt, wéi et géif ausgesinn, wa mer iwwer vill manner Mëttele verfüge géifen. Ane-rer géife soen: „Dann hätte mer vläicht och manner Industrie.“ Mee ëmmerhin ass et awer schonn erschreckend.

Ee Fall, mat deem mir eis och als Lénk vill beschäftegt haten a wou mir och eng Rei länger Question-parlementaire gestallt haten, ass zum Beispill dee vun der Aire de Berchem, wat Bänner schwätzt. 2013 goufe jo schon do ze héich Nitratwäerter gemooss, bei engem Contrôle vun der Ëmweltverwaltung, wou duerno awer näischt geschitt ass.

Dunn awer, am Juni/Juli 2016, dat war och déi Zäit, wou mer dann déi éischt Question par-lementaire gestallt haten, do fléisse 55.000 Liter AdBlue aus dem Distributiounsreseau fir AdBlue aus. Déi sinn direkt an de Buedem gesickert respektiv an de Bassin de rétention an duerno weider an d'Uelzecht gaangen. De Bassin de rétention war awer net equipéiert fir esou Quantitéiten a konnt den AdBlue och net filte-ren. An d'Uewerflächewaasser vun der Aire de Berchem ass an d'Kläranlag gelaf, déi just equi-péiert ass, fir Reschter vu Bensinn an Diesel ze filteren, awer net fir den AdBlue. Resultat: Eng onméiglech Verschmutzung vu Flora a Fauna an a ronderëm d'Uelzecht an d'Baachen an der Géigend.

An dann am August koum et zu enger Mise en demeure vum Ëmweltministère 2016. Ech kéint

nach weiderhin drop agoen, well et ass net do-bäi bliwwen. Et koum weiderhin zu Pannen an zu Problemer. Shell krut nach aner Mise-en-demeuren, notamment am November 2018 oder nach dëst Joer am Januar.

Fazit: Dat Spillchen, dat widderhëlt sech ree-gelméisseg, well et schéngt esou ze sinn, datt d'Regierung net haart genuch sanktionéiert oder sanktionéiere kann an datt et souwisou dem Verschmutzer egal ass an en dat a Kaf hëlt. An e ka weiderhin dat esou bedriewen, wéi e wëllt. Et ass schonn e relativ zynescht, fir net ze soe kriminell Spill.

D'Lëscht geet awer natierlech weider, déi kenne mer: Kronospan, d'Kläranlag zu Beggen - ier-gendeng Kéier krute mer Kläranlagen, no Jorzé-ngte perfekter Verwaltung an der Stad -, de Chantier zu Beetebuerg an och Euro-Compo-sites zu lechternach.

Här President, et gëtt natierlech vill Elementer, déi zu Verschmutzung bäidroen, dann eeben en Defekt oder schwach Infrastrukturen, wou ee sech d'Fro muss stellen, ob mer genuch Leit an de Verwaltungen hunn, fir dat alles och kë-nnen ze kontrolléieren. D'Pannen, déi och do-madder ze dinn hunn, datt d'Betribler selwer net seriö kontrolléieren, op jidde Fall gewësse Betribler a gréisser Betribler net seriö kontrol-léieren oder héchstens vläicht nëmmen um Pabeier. An d'Sanktiounen maachen hinne souwisou guer keng Angscht. Den Tanktouris-mus, deen d'Ëmwelt futtimécht an deen en enorme Käschtepunkt ass, wéi dat wëssen-schaftlech och beluecht gouf. D'Versigelung vum Buedem. Och intensiv Landwirtschaft, duerch Pestiziden an intensiv Düngung. Och Hobbygärtner, déi net onbedéngt ëmmer wëssen, wat ee kann oder soll benotzen. Dat ass och e Problem. Et ass net, fir hinnen dat virzwerfen, mee dat kann och e gréissere Pro-blem ginn.

An da stellt sech och déi ganz Fro vun de Parti-kelen. Well wann ee vu Plastik schwätzt, denkt ee jo ëmmer un de Plastik, deen duerno dee siwente Kontinent do bilt am Mier, mee Dir hutt och, dass duerch d'Ofnotzung vun anere Saachen, Autoen, Pneuen an esou weider oder Plastikobjeten, do Partikelen entstinn.

Wat kann een dann do ënnerhuelen? Ech mengen, méi streng Oplage souwisou fir Betri-ber, méi Kontrollen, méi streng Sanktiounen. An nieft der Kontroll vun der Verwaltung, wou een och doriwouer muss diskutéieren, inwiefern ee se muss opstocken, fir datt se hir Aarbecht ka maachen. Vu datt mer jo weider, weider, weider, weider wuessen, sollen och d'Betribler verflücht ginn, d'Kontrolle selwer ze maachen. Well et ass jo och e bëssen einfach ze soen: „Oh, d'Alarmanlag huet net funktionéiert“, „D'Kläranlag war defekt“. Jo, mee dat heescht och, datt de Betrib selwer net kontrolléiert huet. A wann de Betrib selwer net richtig kontrolléiert, soll en och sanktionéiert ginn.

Renaturéierung ass natierlech och ganz wich-teg. Dat si Pufferzonen. Mee et muss een awer och realistesch sinn: Ab iergendengem Mo-ment kënnen déi Ekosystemer jo och net alles ophuelen, wat verschmutzt gëtt.

Här President, ech si gläich fäerdeg. Dofir wollt ech soen: An deem Kontext ass et awer och e bësse witzlos, fir net ze soen deprimant, wann een awer nach un zwee gréisser weider Betri-ber denkt, déi sollen - ech hoffen net, mee déi sollen - heihinnerkommen, wéi Google an d'Jugurtsfabrik Fage, déi awer ganz staark d'Waasser wäerte belaaaschte respektiv vläicht och kënnen Katastrophe produzéieren, oder op jidde Fall de Waasserbestand kënnen ze vill be-laaschten.

Do gëtt zwar herno gesot: „Ach, déi doten, déi wäerte sech souwisou esou perfekt organiséieren, datt keng Problemer entstinn.“ Mee mir gesinn elo schonn, datt mer bei deem, wat be-steet vu Betribler, schonn net selwer kënnen rich-tig kontrolléieren, wat do alles geschitt. Dofir fannen ech et net ganz seriö, wann een och nach déi zwee Betribler do implantéiert.

Eng Kéier sot e Wirtschaftsminister ... Deen ass nach ëmmer Wirtschaftsminister, net méi laang. Vlächert kréier mer een, dee sech tatsäch-lech ëm d'Ëmwelt bekëmmert, also dee sech op jidde Fall derfir interesséiert. Dee sot eng Kéier: „Mee et muss een de Choix maachen tëschent Pimpampelen oder Betribler.“

D'Fro ass falsch. Et muss ee ganz einfach eng Politik maachen, wou een eng Industrie dohin-ner bestellt, déi sozialfrëndlech ass an ëmwelt-frëndlech ass an déi am Prinzip jo och d'Leit besser bezilt an nach méi aarbechtsintensiv ass.

Ech mengen, den aktuelle Wirtschaftsminister war e bëssen iwwerferdert mat deemem Gedan-ken. Ech wënsche mer, datt deen nächsten oder déi nächst sech déi Fro wäert e bësse méi intensiv stellen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vill-mools, Här Wagner. De leschten ageschriw-ene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här President, virun engem Mount koum et zu Beggen zu engem Accident, wou Massen un Ofwaasser fräi an d'Uelzecht gelaf sinn. Et ass net déi éischte Kéier, dass Lëtzebuergescher Gewäs-ser duerch en Accident verschmutzt gi sinn. Zu Suessem, dëst Joer beim Läschasaz um Site vu Kronospan, ass en Deel vun dem Läschawasser an d'Kuer gelaf. Datselwecht ass och no de Läschaarbechten zu lechternach an der Sauer geschitt.

Mir schwätzen hei also vun engem Problem, dee reegelméisseg virkënt. An oft ass mënsch-lecht Versoen, ob direkt oder indirekt, de Grond vun der Verschmutzung. Et kann net sinn, dass Joer fir Joer erëm eis Gewässer verschmutzt ginn a mir nëmmen nokucken. Duerfir hunn ech och eng parlamentaresch Fro gestallt, fir d'Wäerter vun der Musel gewuer ze ginn.

Am Fall vun der Kläranlag kann et dach net sinn, dass während 20 Stonnen Ofwaasser an d'Uelzecht leeft, ouni dass iergendeen dat mat-kritt. Wou sinn d'Kontrolle vun eise Kläran-lagen?

Mir missten dach op d'mannst Instrumenter hunn, fir d'Veschmutzung vun eisem Waasser esou schnell wéi méiglech feststellen an ze verhënnern. Firwat ass et net méiglech, haut am digitalen Zäitalter, an eise Flëss 24 Stonnen op 24 eng Kontroll ze hunn, fir esou direkt en Onfall feststellen an ze verhënnern, fir dass eis Flora a Fauna net beschiedegt gëtt? Firwat ass et och net méiglech, bei enger Läsch-aktioun scho präventiv eng Equipp fir de Schutz vun de Gewässer erauszuschécken?

Mir froen eis: Wou sinn d'Kontrolle vun eise Gewässer a wou sinn d'präventiv Sécherheets-mesuren? Virun allem d'Fëschbestänn leiden ënner der Verknaschtung vum Waasser. D'Zuel vun de Fësch huet an de leschte Joren immens gelidden. A wann dat keen Indicateur ass, deen eis waakreg mécht, da verpasse mir elo den Zuch, fir ze handelen!

Fir eis Piraten ass et kloer, dass mir zu Lëtze-buerg e méi staarke Waasserschutz brauchen, fir dass eis Gewässer sech erëm erhuele kë-nnen. Mir erwaarde vum Ëmweltministère kloer Mesuren, fir d'Flora an d'Fauna ronderëm eis Gewässer ze schützen. Och wëlle mir, dass um Site vun der Waasserverwaltung verständlech Dokumenter a life Kartografië virleien, fir dass esou de Bierger e fräien an direkten Accès op Informatiounen zu senge Gewässer huet.

De Budget fir den Ëmweltministère ass do. Elo gëllt et, dass d'Regierung déi richtig Investi-tiounen mécht.

Ech soen lech Merci.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vill-mools, Här Goergen. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg. Madamm Dieschbourg, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Villmools Merci, Här President. Als Éischt emol e grouse Merci un de Gusty Graas, dass en dese wichtige Punkt op den Ordre du jour gesat huet, an och all menge Virriedner, wou ech mech freeën, dass mer eng grouse Eenegkeet hunn iwwert d'Wichtigkeet vun präventive Schutz vun eise Gewässer, iwwert d'Wichtigkeet, dass mer e gudden Zoustand vun eise Gewässer erreeche sollen an eis dofir mat alle Mëttele sollen setzen.

Präventive Waasserschutz gouf laang Zäit hei zu Lëtzebuerg vernoléisst. An et geet do-madder un, dass mer bis 2013 just eng eenzeg Waasserschutzzone haten. Haut hu mer der 23 fäerdeg an 29 an de Prozeduren, also 52 Waas-serschutzzonen. Dat hëlleft och der Qualitéit vun de Gewässer. A präventiv schützen, Geld ausgi fir eng besser Bewirtschaftung, zum Bei-spill an Zesummenaarbecht mat de Baueren, ass et wichteg Element, fir och eis Gewässer an e gudden Zoustand ze bréngen. An et ass d'ailleurs och dat effizientst Element vun enger Waasserpolitik, och um Niveau vum Budget.

Renaturéierungen an Héichwaasserschutz, a Verschiddenes gouf hei scho vun de Virriedner gesot. Grouss Projeten, wéi zum Beispill dee vun der Uelzecht, déi vun der Stad bis op Miersch soll renaturéiert ginn, si mer an de leschte Joren etudéiere gaangen. Mir hunn dat ugepaakt. De Stat ass am Lead. An elo hoffen ech drop, dass d'Gemengepappen a -mamme matmaachen, fir dass mer dem Waasser déi néideg Plaz ginn, en effizienten Héichwaasser-schutz maachen an och d'Qualitéit vun de Gewässer verbessern.

An an de leschte Joren ass och, an dat hunn och Virriedner gesot, eng immens Dynamik entstanen. Jo, duerch Drock vun deem neie Waassergesetz, wou mer d'Bäihëlfeleer erfog-sat (veuillez lire : eropgesat) hunn, ass eng Dy-namik entstanen. Haut hu mer immens vill Kläranlagen an der Planung. An eisem be-seeënde Bewirtschaftungsplang ass de Bau vu 37 neie biologesche Kläranlage virgesinn a 60 besteeënder, déi ginn erweidert. An do hu mer eng immens Dynamik, well d'Dossiere bal alle-guerten dobanne sinn. An dofir sinn och d'Moyenen, déi de Stat sech ginn huet, an deene leschte Jore konstant eropgaangen. An d'Moyenen, déi och vun de Gemengen agesat ginn, insgesamt, déi Zomm, déi ass eropgaan-gen.

Ben, da komme mer zu de rezente Ver-schmutzungen, déi genau déi Efforten, déi ech elo just erwänt hunn an déi wichteg sinn an déi gutt sinn, awer erëm a Fro stellen, wou mer eis mussen d'Fro stellen: Wéi kënnen mer op Accidenter oder Situation-d'urgencé bescht-méiglech virbereet sinn?

Haut gëtt, an dat zanter dem neie Waasserge-setz, besser gekuckt, wéi eng Industriezon ge-maach gëtt doduerch, dass Retentionne mussen gemaach ginn. An déi ginn och am Kader vun den Autorisationen installéiert a gefuerdert. Dat ass ganz wichteg. Wichtig ass awer och, datt des fonctionéieren, datt se dicht sinn, datt se reegelméisseg kontrolléiert ginn. An dat ass dat, wou mer heiansdo mierken, dass et nach hapert. Wou mer mierken, dass ganz oft d'Le-gislatioun, déi do ass, éischter als Hindernis ugesi gëtt. A mir mussen wierklech do an en Drive kommen, dass dat gutt ass fir de Schutz vun de Gewässer awer virun allem och gutt fir de Schutz vun eiser Liewensqualitéit.

Mir hunn och zanter 2018 e Service Inspection et contrôle op eiser Waasserverwaltung age-riicht. An - jo! - dee muss an dee soll verstärkt ginn. Deen ass an de leschte Joren opgebaut ginn. Mir hunn haut Unitéiten, déi dat kontrol-léieren. An et ass och wichteg - jo! -, an dat krute mer och scho vu Bréissel gesot, dass mer an deem Beräich méi schaffen. An dofir wäert déi och iwwert d'Zäit opgestockt ginn.

D'ailleurs fannt Der am Regierungssaccord e Passage, dass mer souwuel d'Kontrolle ver-stärke wëllen, wéi awer och kucken, ob déi Sanktiounen, déi à ce stade do sinn, dann uge-passt ginn.

Elo kommen ech awer nach zu deene verschi-denen Accidenter, déi ech elo emol esou nen-nen. An do ass et richtig, och dat hunn d'Vir-riedner festgestallt: Mir mussen ënnerscheeden tëschent deene Bränn op der Gadderschieer an dem Brand op enger Euro-Composites zu lechternach an de Virfall bei de Kläranlagen, an och do gëtt et nach verschidden Ënnerschee-der.

Hei gouf festgestallt, op där enger Plaz, op der Gadderschieer, dass d'Retentionsbecken do war, mee et awer an der néideger Wartung ge-feelt huet. Hei konnt e Schieber, deen zwar do war, nëmme mat ganz vill Méi a ganz vill Asaz zougemaach ginn. An duerno war et och nach net dicht, well d'Kuer gouf duerno nach ver-schmutzt. Dat heescht, dass déi Responsabel ... An am Beräich vun den Industriezonen hu mer jo, wann et nationaler sinn, Betribler, mir hunn en Ekonomiesministère, do muss zesumme ge-schafft ginn, fir dass mer esou Fäll eeben net méi hunn.

Bei Euro-Composites war nach eng weider Saach. Do war u sech de Retentionsbecken nach net fäerdeg. An och hei, jo, wann an Autorisatione steet, dass d'Saache sur place mussen sinn, dann ass et einfach wichteg, dass déi och fonctionéieren. An do mussen mer also noschaffen.

An all deene Fäll, déi ermimmt goufen, sief et bei de Kläranlagen, sief et bei de Bränn, goufen entweeder Arrêtéit gemaach. Bei Euro-Com-potes gong et souguer un de Parquet, well vun den Autoritéiten an der Sauer eeben och Subs-tanze festgestallt goufen, wou mer elo nach weider mussen préiwen. Do sinn d'Servicer nach um Préiwen. Wichtig ass, dass an all deene Fäll eeben administrativ Mesurë gefrot sinn. Wich-teg ass, dass mer heiraus léieren an dass eeben net Läschawasser ongehënnert an eis Flëss kënn an da fir Joren do Schued urricht.

Mir brauchen also e Plan d'action oder, wéi den Här Fayot et genannt huet, eng Sécher-heetskultur. An dofir wëll ech lech och soen, wat mer wëlle maachen.

Éischtens, dat hunn ech schonn ugedeit, déi Unitéit verstärken, d'Kontrolle verstärken. Mir selwer hunn och e Service, dee 24 Stonnen

op 24 errechbar ass, wann et ëm d'Pollutione geet. Eis Leit ware sur place, mee mir kënnen nach d'Vitesse, wéi mer op d'Plaz kommen, verbesseren.

Dann ass e Groupe de travail, si Reunioune virgesi mat engem CGDIS, mat enger Ekonomie, fir eebe grad d'Industriezonen nach eng Kéier méi genau ze präiwen. Fir déi nei wësse mer, wat ass. Mee mir mussen se allegueren iwwerpräiwen. Dofir si mer amgaangen, en Inventaire vun den Industriezonen opzestellen, wou u sech eng Opléschung ass vun deene vorhandene Retentionen.

Dann ass et och wichteg, dass ganz genee gekläert ass, wien den Ënnerhalt mécht, well dat war an deene Fäll ee vun deene grouse Problemer, an dann ob se natierlech och dicht sinn. An en Zousazdängens ass: Bei der Gadderscheier hate mer nach de Problem, dass eng Verschmutzung dra war. Esou konnt dat Waasser net nach eng Kéier genotzt ginn oder net reutiliséiert ginn. Et huet misse mat Drénkwaasser gelascht ginn.

An Zukunft mussen mer kucken, dass mer prett sinn, dass all déi dote Saache gemaach ginn. An dat ass eng Zesummenaarbecht tëschent den Akteuren: Ekonomie, Waasserverwaltung, deenen enzele Betriber, déi och mat op de Wee mussen geholl ginn, an natierlech awer och dem CGDIS, wou d'Leit och mussen wëssen, wat wichteg ass an der Urgence, fir Entscheidungen ze treffen. An ech mengen, dat ass dee gemeinsamen Effort.

Da komme mer an de Beräich Ofwaasser. Jo, do sinn d'Gemengen an d'Gemengesyndikater am Lead, an der Verantwortung, d'ëst souwuel, wann et ëm Beggen geet, wou d'Stad Lëtzebuerg an der Verantwortung ass, wéi awer och an deenen anere Virfäll. Ee gouf hei net genannt. Et gouf och nach e Fall zu Reckeng op der Mess, wou den Exploitant de Sidec ass.

An - jo! - haut stelle mer fest, dass eeben eis Kläranlage ganz technesch Bauwierker sinn an déi brauchen e gudder Sécherheetssystem, an zwar e redundante Sécherheetssystem, datt, wann, wéi et hei an der Stad de Fall war, et freides zu engem Ausfall vum System kënn, net ouni ze kontrolléieren duerno Waasser eraleeft.

Dofir ass et einfach wichteg, dass d'Kläranlagebedreiwer an d'Gemengen, éischtens, zesummeschaffen an de Syndikater, an iwwert d'Syndikater eraus zesummeschaffen, dass mer redundant Sécherheetssystemer kréien an dass mer och hei wierklech zu all Zäit errechbar sinn. Mir kënnen eis net erlauben, dass 20 Stonnen ongeklaert Waasser an eis Gewässer kënn. Och hei gëtt et Arrêté-ministériel. An et ass esou, dass d'Kläranlagebedreiwer nom Prinzip „pollueur-payeur“ mussen fir de Schued opkommen, dass all Kéiers och gefuerdert ass, dass e Rapport gemaach gëtt, dass genee recherchéiert gëtt, fir dass an Zukunft déi dote Saachen net méi virkommen.

An da kommen ech, well den Här Graas d'Saach ugefrot huet, och nach op Beetebuerg. An do huet hien et schonn erkläert: Et ass och wichteg, dass déi Firmen, déi op deene Sitte schaffen, Bescheid ginn, sollt eppes net uerdentlech lafen, an dass mer do nach besser an der Zesummenaarbecht, an der Surveillance vun deene Bauphase schaffen.

Fazit: D'Waasser dierf een net eréischt schützen, wann d'Fësch um Réck schwammen! De Schued, dee mer vun deenen Incidenten hei gesinn, dee kënnen mer haut nach guer net ganz ofschätzen, well mer ëmmer nach Pollution hunn. D'Feelerquell muss op e Maximum reduzéiert ginn. A mir ginn eis dofir d'Moyene fir e bessere Contrôle, fir méi Formation, well dat ass och wichteg, wann et op eng Zesummenaarbecht kënn.

Mir wëllen all Akteure mat am Boot hunn. A mir wëllen och, dass all Akteure sech hirer Responsabilitéit bewosst sinn. D'Gemengen an d'Gemengesyndikater, den Ekonomiesministère, also de Stat, an awer och déi Benevoll an de CGDIS, déi a sech sur place hiert Beschtaachen, all déijéine mussen d'Méiglechkeet kréien, déi richtig Entscheidungen, an zwar am Virfeld, ze fällen. Dat heescht a verschidene Fäll eng Professionaliséierung bei de Kläranlagen, an anere Fäll méi Contrôle, méi Formation.

Ech soen lech Merci, dass mer haut esou eng grouss Unitéit haten an deemem wichtegen Thema, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Do sinn nach e puer Wuertmeldungen. Den Här Wolter, wannechgelift.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Här President, ech wollt Parole après ministre froen. Ech sinn zimlech enttäuscht iwwert d'Aussoe vun der Ministesch, besonnesch zu engem Dossier, nämlech dem Dossier Gadderscheier.

Wat een haut de Mëtten net gewuer ginn ass an hiren Aussoen, dat ass, dass mer elo fir d'Zweet bei der Gadderscheier deeslewechte Problem haten. Mir haten dee scho virun e puer Joren. Deemools ass eng Reunioun no där anerer am Waasserwirtschaftsamt gemaach ginn, fir ze kucken, wat d'Ursaache wären, wat d'Responsabilitéit wären. Et sollt agéiert ginn. An ech stelle fest, dass elo fir d'zweete Kéier all déi Efforten, déi gemaach gi si vun deene véier Gemengen, déi ronderëm d'Kor leien, successiv, eigentlech nees eng Kéier futtigemaach gi sinn.

Ech wär dervun ausgaangen, dass d'Ministeshtaut de Mëtte kloer an däitlech eng Ausso gemaach hätt zur Responsabilitéit. Et kommen net siwe Responsabilitéiten a Fro. Et ass eng Responsabilitéit entweeder vum Betrib oder et ass eng Responsabilitéit vum Ministère de l'Économie als deen, deen d'Industriezon organiséiert. An eng drëtt fält mer eigentlech schonn net méi an, well ech mer net ka virstellen, dass hei eng Responsabilitéit vun der Gemeng géif virleien, au contraire!

Ech wär frou gewiescht, wann een e bësse méi Informatiounen kritt hätt. A wann et och nëmme an eng Richtung gaange wär, dass do eng Analys, eng Etüd amgaange wär gemaach ze ginn, dass een dann an engem Mount oder zwee eng Äntwert kritt hätt. Mee déi Wischiwaschi-Aart a -Weis, fir eigentlech ze probéieren, sech laanscht d'Fro ze drécken, wien dann en fin de compte fir d'zweete Kéier innerhalb vun e puer Joren eigentlech d'Kor futtigemaach huet an hirem ënneschten Deel ..., déi Fro, déi bleift op.

An ech hoffen, vu dass d'Ministeshtoe bliwwen ass, dass se eis dann elo déi Responsabilitéit seet.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Madamm Ministesch kritt d'Wuert zréck.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Bon, ech hunn en Arrêté de 14. August geholl, deen d'Kronospan ganz kloer opfuert, déi néideg Mesuren ze huelen, fir dass dat dote retabliert gëtt, an och e Rapport ze maachen als déi Firma, déi hei betraff war. Dofir ass et ganz kloer, dass hei a sech eng Mesure geholl ginn ass, wou mer ganz kloer deen, deen hei d'Pollution gemaach huet, och zur Rechenschaft zéien.

Mee ech mengen, dass et awer ganz wichteg ass insgesamt, dass mer an deenen - an dat hunn ech a menger Ried zwee-, dräimol betount - nationale Zone-d'activitéen zesumme mam Wirtschaftsministère präiwen a kucken, dass all Retentionen, déi och do sinn, och wéi néideg ënnerhale ginn. An dat ass, mengen ech, dat Wichteg, well hei war eng Retention do, mee si war net dicht an den Ënnerhalt war net garantéiert. An dat si Saachen, déi ginn elo iwwert den Arrêté, deen am August geholl ginn ass, gekläert.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann hat nach den honorabelen Här Kaes d'Wuert gefrot.

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Merci, Här President. Ech wollt a sech awer, vu d'Intervention vum Här Graas, dee gemengt huet, e misst och déi Bëwener Kläranlag an d'Gespréich bréngen, d'Madamm Ministesch froen, ob et richtig ass, datt mer grad um Stau eng enorm Suergfält hunn: éischtens, datt mer scho virun 20 Joer eng Kläranlag zu Maarteleng realiséiert hunn, fir ze verënnern, datt ongeklaert belscht Ofwaasser an eisen Drénkwaasserreservoir leeft, an zweetens, am Heischtergronn eng vun deene modernste Kläranlage wäit iwwer eis Grenzen eraus realiséiert hunn, fir allegueren déi Uertschaften, allegueren déi Gemenge ronderëm de Stau a sech hannert de Stau ze bréngen, d'Ofwaasser hannert de Stau ze bréngen, fir domadder esou vill wéi méiglech sécherzestellen, datt eisen Drénkwaasserreservoir net a Matleedenschaft gezu gëtt.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Madamm Ministesch, wannechgelift.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Ech wëll a sech scho bestätegen, wat den Här Kaes elei seet: Et ass net esou, dass d'Stauséiregioun an deemem Beräich näischt gemaach hätt. Hei gouf an deene leschte Jore vill geschafft, fir esou gutt wéi méiglech d'Waasser ze schützen.

Wat awer net heescht, dass mer net insgesamt ... An d'ailleurs hu mer, Dir hutt

Maarteleng ugeschwat, do hu mer eis an der leschter Kommissioun nach driwwer ënnerhalen, wéi mer eis elo nei opgestallt hu mat de belschen Noperen, fir dass am Stauséigebitt net nëmme d'Ofwaasser uerdentlech ugaange gëtt, awer eeben och d'Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft. Dat ass fir eis allegueren ganz wichteg, fir den Drénkwaasserschutz. Dofir, et ass scho richtig, dass sech hei engagéiert gouf.

Mir mussen awer mat deenen Efforte weiderfueren, fir wierklech iwwerall kënnen ze garantéieren, dass mer eng uerdentlech Klärung hunn a jiddwereen ugeschloss ass.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Ministesch. Den Här Fayot huet nach eng Fro.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Jo, Merci, Här President. Ech hat a menger Intervention gefrot, wéi et ass mam Volet Sanktiounen vum Waasserschutzgesetz. Dat heescht, ob et an deene verschidene Virfäll, déi mer haut diskutéiert hunn an där Heur d'actualité, ob et do Enquêté gëtt, Plainten, ob et do iergendwelch Verfeelunge gi si géint dat Gesetz.

D'Madamm Minister muss mer dat net elo soen, mee ech wär awer frou, wann ech do kéint eng Äntwert kréien op déi Froe vun de Responsabilitéiten en rapport mat deene verschidene Incidenten. Wéi gesot, am Fall vun deene véier Fäll, déi mer haut diskutéiert hunn, awer och méi generell iwwert déi lescht zéng Joer, wann esou Virfäll waren.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Wuert geet nach eng Kéier zréck un d'Madamm Ministesch.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Bon, ech mengen, mir mussen hei ganz kloer trennen tëschent deenen administrative Mesuren an deem, wou mer dann a Richtung Enquêté kommen. Et ass esou, dass ganz viles hei iwwer administrativ Arrêtée gemaach gouf, well kloer ass, u wie mer eis adresséieren a wie muss déi néideg Mesuren huelen, an dass déi Leit eis mussen Rapport ginn an och nom Prinzip „pollueur-payeur“ opkomme fir dee Schued, deen do entstanden ass.

Et ass awer och esou, dass am Fall vun dem Brand zu lechternach Substanzen an der Sauer entdeckt goufen, och vun den däitschen Autoritéiten, déi och Prouwe gemaach hunn, wou mer mussen elo enquêtéieren, wou se genau hierkommen. Dat ass vun der Waasserverwaltung a vun den zoustännegen Autoritéite weidergeleet ginn un de Parquet, well dat och grenziwwergräifend elo sécher wäert en Thema ginn an och gekuckt ginn.

Am Generelle muss een einfach soen, dass ganz vill Ëmweltdelikt net weiderverfollegt ginn. Ech ginn awer dem Här Fayot ganz gären an Iwwerbléck iwwert dat, wat an deene leschten zéng Joer esou verfollegt gouf. Dat weess een natierlech net auswenneg, mee deen Iwwerbléck gi mer lech.

Awer am Generelle mussen mer soen - an dofir steet och e Passage am Regierungsprogramm -, dass mer kucke bei de Sanktiounen a Contrôlen, ob een d'Contrôle ka verstärken, an dass mer kucken, ob d'Sanktiounen ugepasst sinn, well mer eis déi Fro duerchauss mussen stellen, well viles eeben net weiderverfollegt gëtt.

Villmoos Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Madamm Ministesch. Dese Punkt ass domat ofgeschloss.

3. Dépôt de deux motions par M. David Wagner

Ech géif dann d'Wuert un den Här David Wagner gi fir den Depot vun enger Motioun, oder och vläicht zwou. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Da maache mer der eeben zwou!

(Hilarité)

Merci, Här President. Jo, also ganz iwwerrasschend ass et natierlech och net onbedéngt fir des Chamber, well mir hate schonn zwou Motiounen zirkuléiere gelooss iwwer Mail un d'Membere vun der aussepolitischer Kommissioun. Si sinn och kuerz do ugeschwat ginn.

Ech wäert mat der éischer Motioun ufänken, dat ass déi, déi d'Tierkei respektiv, fir méi kloer ze sinn, den Norde vu Syrien betrëfft. Déi Motioun, wollt ech awer och nach ënnersträichen, krut nach vun de Piraten an och vun der ADR d'Ennerstétzung.

Mir sinn och scho gëschter am Kader vun enger anerer Diskussioun dorobber agaangen. Mir wësse jo all, wat geschitt ass den 9. Ok-

tober 2019: Nodeems d'Amerikaner hir Truppen zréckgezunn hunn, huet de President vun der Tierkei, den Här Erdoğan, decidéiert, den Norden an den Oste vu Syrien op eng illegal Aart a Weis ze invadéieren.

De Problem ass jo deen, datt si déi verschidde kurdesch Organisationen, d'YPG an esou weider, als Terroristen ugesinn. A Wierklechkeet sinn dat Kräften, wéi mer all wëssen, déi um Terrain derfir gesuergt hunn, déi richtig Terroriste vun Daesch an esou weider ze schloen. Et si Kräften, déi och nach erstaunlech sinn an hirer emanzipatorescher Qualitéit. Well a Wierklechkeet gëtt déi Saach oft an de grouse Medien ëmmer e bësse vereinfacht: wéi wann et drëms géif goen, fir e kurdeschen onofhängege Stat ze kréien. Dat ass d'Fro en plus guer net, d'autant plus, datt déi kurdesch Fro ganz komplex ass an op e puer verschidde Länner verdeelt ass.

Do an där spezifescher Fro am Rojava geet et haaptsächlech drëms, fir eng aner Gesellschaft, déi op anere Fundamenter opbaut, opzebauen: op Fundamenter, déi antikapitalistesche sinn, déi emanzipatoresch sinn, déi feministesch sinn an esou weider an esou virun. Dat erënnert e bëssen un d'Commune de Paris. Dat erënnert och e bëssen un d'Revolution a Spuenien 1936 an esou weider an esou virun. Et ass wahrscheinlech eng Gesellschaft, déi bestëmmt zu deene fortschrittlichsten an der Regioun gehéiert - an do sinn net nëmme Kurden derbäi, also dat soll een net ethnesh gesinn -, wann net op der ganzer Welt.

Elo ass et awer esou - an et ass wahrscheinlech ënner anerem och eng Ursaach, firwat d'Tierkei dat wëllt zerschloen -, jiddere kuckt e bëssen no a seet sech: „Dat kann dach net sinn!“ Jidderee condamnéiert. Dat ass och einfach. Elo ass et esou, datt mir och schonn ... Ech mengen, mir sinn eis all eens hei, datt et inakzeptabel ass, wat do geschitt ass, egal wéi och déi verschidene Accorde kënnen ausgesinn, well elo hunn déi zwee Herrschaften Trump a Putin en Accord fonnt, deen nach ëmmer ..., wou schlussendlech déi Leit am Norde vu Syrien drënner wäerte leiden, weiderhin! Zemoos wann de Baschar al-Assad herno do wäert kënnen opraumen.

Mir sinn natierlech e klengt Land, mir hunn natierlech limitéiert Mëttelen, mee mir sinn awer der Meenung, datt ee kann e bëssen iwwert d'Symbolik erausgoen, op jidde Fall, datt Lëtzebuerg sech soll engagéieren - dat ass ee vun den Invitten -, fir kee Waffenexport méi ze hunn, datt ee sech och bei der UNO derfir engagéiere soll, fir eng « Force de maintien de la paix des Nations Unies » an där Géigend ze fuerderen, fir eng Aide humanitaire an deser Géigend och ze fuerderen.

A mir sinn och der Meenung, datt een awer kéint eisen Ambassadeur zu Ankara zréckberufen, an dat ass och eng Fuerderung an där Motioun. Ëmmerhin hu mer dat viru Kuerzem och fir manner schlëmm Saache mat Russland gemaach. Do war et emol zwar net den Ambassadeur, mee Mataarbechter. Ech mengen, dat kéint een awer och zumindest maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- l'occupation illégale du nord de la République arabe de Syrie dans ladite « Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie » par l'armée de la République de Turquie le 9 octobre 2019, suite au retrait des troupes des États-Unis d'Amérique ;

- que cette opération a déjà occasionné un grand nombre de pertes humaines, dont civiles ;

- que les groupes de personnes visés par l'armée turque se sont illustrés par leur combat contre Daesh, pour la démocratie, l'égalité entre les sexes et l'émancipation ;

- que l'invasion de l'armée turque déstabilise profondément la paix et la sécurité dans la région et au-delà ;

invite le Gouvernement

- à maintenir et intensifier la pression sur le Gouvernement turc en rappelant au Luxembourg l'ambassadeur du Grand-Duché à Ankara ;

- à s'engager au niveau européen et international en faveur d'une interdiction de ventes et d'exportation d'armes vers la Turquie ;

- à s'engager au niveau des Nations Unies en faveur de l'envoi d'une Force de maintien de la paix des Nations Unies dans le Nord et l'Est de la Syrie afin d'y protéger la population locale contre l'intervention turque ;

- à s'engager en faveur d'une aide humanitaire dans cette région.

(s.) David Wagner, Marc Baum, Sven Clement, Marc Goergen, Fernand Kartheiser.

Déi zweet Motioun betrëfft d'Generalitéit vu Katalonien. Et geet net drëms, sech anzemé-



schen, natierlech, an déi intern Ugeleeënheete vu Spuenien. D'Katalanen, déi katalanesch Generalitéit, de spuenesche Stat respektiv d'Populatioun solle kucken, dee politesche Prozess friddlech ze léisen.

Mir stellen awer fest, datt do déi Aart a Weis, wéi déi politesch Auseenansetzung elo behandelt gouf, déi brutal, mat enger gewëssener polizeilecher Brutalitéit behandelt gouf - ech mengen, Dir hutt vläicht och Videoe gesinn, wou isoléiert Leit zu Barcelona dostinn an op eemol zéng Polizisten a kompletter RoboCops-Uniform drop aschloen an esou weider -, datt och Politiker, déi der Meenung sinn - et kann een domadder averstane sinn oder net -, datt Katalonien kéint onofhängeg sinn, datt déi zu ganz, ganz, ganz schwéiere Prisonsstrafe verurteilt gi sinn ...

An ech mengen, do ass et och schonn zu Reaktiounen komm, ënner anerem vu verschiddene Parlamentarier, an Holland, an Däitschland. De Conseil de l'Europe, de Réseau international EuroMed Rights, d'Fédération internationale des droits de l'homme, International Trial Watch, de Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, Amnesty International, jidderech verurteilt dat, wat geschitt ass. Et hätt ee sech kënnen erhoffen, datt ënnert dem Här Sánchez d'Saach géif ännere par rapport zu der Zäit vum Här Rajoy. Mee et schéngt nach ëmmer net do ze sinn. Et ass och e bësse witzlos, grad an enger Zäit, wou dem Franco seng Reschter entsuergt ginn, datt weiderhin awer mat enger gewëssener Brutalitéit do verfuert gëtt.

Dofir géife mer awer der fuerderen - déi heite Motioun ass vun eis ënnerstëtzt an och vun de Piraten -, datt mer eis Preokkupatioun awer der spuenescher Regierung matdeelen an och, datt mer der Meenung sinn, datt politesch Léisungen a legal Léisunge musse fonnt ginn, fir datt och déi politesch Prisonéier u sech iergendeng Kéier erëm op fräiem Fouss kënnen sinn, an datt mer och dem President vum Conseil européen an dem President vum Europaparlament awer matdeelen, datt déi europäesch Institutionen hire Rôle sollen an dëser graver Kris spillen.

Motion 2

La Chambre des Députés, considérant

- qu'en date du 14 octobre 2019, la Cour suprême espagnole a condamné pour délit de sédition plusieurs anciens membres du Gouvernement de la Généralité de Catalogne et des leaders du monde associatif allant jusqu'à un total de 100 années de prison et 99 années d'inéligibilité ;

- que la détention provisoire a été qualifiée d'abusives et de totalement injustifiée par des organismes et des entités internationales travaillant dans le domaine des droits humains, tels que le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, Amnesty International, International Trial Watch, le réseau international EuroMed Rights, la Fédération internationale des droits de l'homme et même le Conseil de l'Europe ;

- qu'en date du 18 juin 2019, le Groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations Unies a considéré que la détention de quatre anciens membres du Gouvernement de la Généralité de Catalogne était illégale et sans aucun fondement pénal, ainsi que contraire aux articles 2, 9-11, 18-21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 2, 14, 19, 21, 22, 25 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

- que les manifestations et grèves générales se sont soldées par plus de 500 personnes blessées, plus de 170 personnes arrêtées desquelles 21 ont été envoyées en prison et 19 personnes hospitalisées ;

- qu'au sein de l'Union européenne, les conflits d'ordre politique devraient être réglés par un dialogue politique entre les parties concernées et sans usage disproportionné de la force policière ;

- que la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg tient compte de la vive controverse sur le statut de la Catalogne et l'avenir de l'Espagne et qu'elle n'entend pas se positionner quant au fond du conflit ;

invite le Gouvernement

- à exprimer auprès du Gouvernement espagnol sa vive préoccupation par l'absence de tout dialogue entre les Gouvernements de la Généralité de Catalogne et de l'Espagne et à les inciter à ouvrir des voies de dialogue politique ;

- à exprimer auprès du Gouvernement espagnol sa vive préoccupation sur la situation des personnes emprisonnées et que des voies légales soient trouvées afin qu'elles puissent récupérer leur liberté et leurs droits politiques ;

- à exprimer auprès du Président du Conseil européen et du Président du Parlement européen la nécessité que les institutions européennes jouent leur rôle dans la résolution de cette grave crise.

(s.) David Wagner, Marc Baum, Sven Clement, Marc Goergen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner.

(Interruption par M. David Wagner)

Da kënnen mer och gläich zur Diskussioun vun deene Motioune kommen.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Ech hunn déi Motioune net. Et deet mer leed!

(Brouhaha et interruptions)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dir hutt déi Motioune, wann ...

(Brouhaha)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Den Här Gibéryen huet se.

(Brouhaha)

Dir musst deele, léieren, Här Gibéryen! Dir musst deele mat Äre Bridder.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Reding, jo, Dir hutt d'Motioun vun Ärem Koordinator vun Ärem Groupe technique, dem Här Gibéryen, kritt, soudatt mer do an der Rei sinn.

Ech géif dann d'Wuert un den Här Marc Angel ginn.

Discussion générale

Motion 1

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Villmools Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt dem David Wagner Merci soen, dass mer déi Motioune scho säit zwee Deeg hunn. Ech fannen dat ganz fair, ...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Très bien !

► **M. Marc Angel (LSAP).**- ... dass e se verschéckt huet un all Partei, un d'Membere vun all Fraktioun. Dat huet eis och Zäit ginn, fir driwwer nozedenken an ze preparéieren. Ech fannen dat e ganz schéine Geste. Dofir wollt ech em emol dofir Merci soen.

Zweetens, zur Motioune ...

► **Une voix.**- ... den Här Reding net.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- ... zur Motioune ...

► **La même voix.**- Hutt Dir näischt kritt?

► **M. Marc Angel (LSAP).**- ... vun der Problematik vun der unilateraler Militäraktioun, déi mer jo verurteilen, vun den Tierken a Syrien, an Nordost-Syrien. Hei erënneren ech nach eng Kéier drun, dass mer virun zwou Wochen den Ausseminister hei haten, deen dat jo op dat Schäerft kondamnéiert huet.

Och brauche mer d'Regierung net opzefuerderen, an Europa derfir ze plädéieren, dass dat kondamnéiert gëtt, well ech erënneren drun, dass d'Madamm Mogherini, d'Haute représentante, dat den 9. Oktober op dat Schäerft kondamnéiert huet, dass de 14. Oktober hei zu Lëtzebuerg e Conseil war vun den europäeschen Ausseministere, wou och all Land sech derzou bekannt huet, dass et keng Waffe géif an d'Tierke exportéieren. A souguer de 17. an den 18. um Conseil, wou d'Stats- an d'Regierungschefen zu Bréissel och iwwert deen doten Thema diskutéiert hunn, wann Der do d'Konklusione liest, do gëtt dat och schäerftens kondamnéiert.

Ech erënneren och drun, dass de leschten Dëschdeg den Ausseminister moies hei bei eis an der Kommissioun war am Kontext vun der Problematik vun de Foreign Fighters. Mee ier en déi Problematik ugeschwat huet, hu mer natierlech missen och déi ganz Problematik vum Nordost vu Syrien uschwätzen. D'Solidaritéit mat de Kurden, déi ass do. Mir wëssen all, dass d'Kurden eis Alliiéiert waren an där Koalitioun géint d'Daesch. Also déi Solidaritéit, déi huet de Minister och ausgedréckt. An déi drécken ech och hei aus am Numm vun der LSAP-Fraktioun.

Theoretesch géif ech direkt soen: „Kommt, mir verwerfen déi Motioune!“ Mee et ass awer eng Iddi, mengen ech, déi ganz interessant ass, an dat ass deen drëtten Punkt, wou Der frot, dass mer eis sollen engagéieren « au niveau des Nations Unies en faveur de l'envoi d'une Force de maintien de la paix ». Ech mengen, dat ass eng Iddi, wou ech et wichteg fannen, dass mer déi géife mam Ausseminister an der Kommissioun diskutéieren. Déi zwee aner Punkten, den Ambassadeur zréckrufen: C'est pas mon goût ! Mee bon, mir kënnen driwwer diskutéieren.

Dofir géif ech proposéieren, déi heite Motioune - et ass emol d'Proposition vun der LSAP - an d'Kommissioun ze verweisen, fir, wéi eebe gesot, deen drëtten Punkt, dee wichteg ass, mam Minister ze diskutéieren.

Soll ech och zu där anerer Motioune schwätzen?

(Interruption)

Kënnen mer déi zwou beienee behandelen? Oder eng no där anerer?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Noeneen. Kommt, mir huele se noeneen, ...

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... datt et keen Duerjernee gëtt!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ass nach een, deen d'Wuert wëllt ergräifen zur Motioune Nummer 1? Den Här Berger, wannechgelift.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Mir haten och scho gëschtter eng Motioune zu engem, ech géif soen, äänleche Sujet, wou et dann zwar méi war am Kader vun der NATO. An do ware jo nach, plic-ploc, e puer aner Elementer dran.

Ech mengen, hei ass eng Motioune, déi effektiv méi kloer eng ganz spezifesch Problematik respektiv eeben den Amarsch vun der Tierke an Nordsyrien behandelt. Ech mengen, och fir dat nach eng Kéier ze widerhuelen, et sinn eng ganz Rei kloer Aussoe gewiescht um Niveau vun der Lëtzebuergescher Regierung, och um europäeschen Niveau, fir awer ze ënnersträichen, datt do keen Zweifel un der Position an awer och um Engagement an un de Suerge vun der Lëtzebuergescher Regierung an deem Dossier besteet.

Effektiv ass déi Iddi dovun, datt ee sech eventuell emol iwwerleeë sollt, wéi do eng Méiglechkeet wier, fir datt d'Veereent Natioune këinten aktiv ginn. Datt dat interessant wier respektiv, ech mengen och, datt dat eppes ass, wat een an der Kommissioun soll diskutéieren.

An ech schlësse mech dann och där Propos vum President vun der aussepolitescher Kommissioun, dem Marc Angel, un, fir déi Motioune dann also un d'aussepolitesch Kommissioun ze verweisen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Berger. Da wier et um Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Merci, Här President. Wat den Inhalt vun der Motioune ueget, mengen ech, hu mer och scho ganz kloer hei Stellung geholl, notament à l'occasion vun enger parlamentarescher Fro, déi den Här Mosar an ech virun enger Woch, 14 Deeg eragereecht haten, déi den Ausseminister och direkt akzeptéiert huet an am Numm vun der Regierung kloer Position bezunn huet. Soudatt déi Kondamnation vun deem türkesche politeschen Akt a militäreschen Akt, dee se hei gemaach hunn, vu jiddwerengem, inklusiv vun eiser Partei, an aller Däitlechkeet gemaach ginn ass.

Wat déi Motioune elo hei ueget, do ënnerstëtzen ech dem Här Angel seng Proposition, fir se an d'Kommissioun ze huelen, notament fir mam Ausseminister deen drëtten Turet vun den Nations Unies duerchediskutéieren.

Ech wëll awer trotzdeem dräi Saachen dozou soen.

Wann den Här Wagner drop hält, fir se stëmmen ze loossen, mir kënnen mat engem groussen Deel vun där Motioune hei d'accord sinn. Mir sinn awer der Meenung, datt deen éischten Turet fir de Rappel vun eiselem Ambassadeur net sénnvoll ass. Déi aner dräi Tirete kënnen mer tel quel akzeptéieren. Wa se géif gestëmmt ginn haut a wann hie bereet wär, den éischten Turet erauszehuelen, kéinte mer se matstëmmen. Ansonste géife mer eis enthalten.

Ech wëll awer zum drëtten Turet, zu den Nations Unies, just dat hei soen: Ech fannen, där Iddi kann een duerchaus nogoen. Et kann een och mam Ausseminister driwwer schwätzen. Den Ausseminister ka sech och do asetzen. Mee esou wéi de Conseil de sécurité vun den Nations Unies fonctionéiert, à l'unanimité, a wëssend, datt do souwuel d'Russe wéi d'Amrikaner wéi nach anerer drätsätzen, ass de Succès sécherlech net nëmmer net garantéiert, mee ech géif bal soen, datt hei, fir Unanimitéit ze kréien, ech dat als onméiglech ugesinn. Dofir kënnen mer et ëmmer froen, mee d'Realitéit dovunner läit nach ganz wäit ewech.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Claude Wiseler. An dann huet d'Madamm Stéphanie Empain d'Wuert gefrot.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- Villmools Merci. Ech wollt mech hei just kuerz de Wiederer vum Här Angel uschlëssen. Alles wat ech dozou wollt soen, huet den Här Angel ganz am Detail gesot an en plus mat sämtlechen Daten och nach ënnerluecht.

Ech wollt awer och nach eng Kéier de Kollege Merci soen, och fir den Envoi wäit am Virfeld. Dat war emol eng Kéier ganz agreabel, sech kënnen eng gutt Zäitchen op déi Motioune ze preparéieren.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Empain. Da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Ech mengen, fir eis ass kloer, dofir hu mer déi Motioune och mat ënnerschriwwen, datt et sénnvoll wär, datt d'Lëtzebuergesche Parlament géif en Akt setzen. Mir freeën eis driwwer, datt d'Parteien hei alleguer betounen, datt se déi tierkesch Invasioun vun Nordsyrien kritiséieren, jo, condemnéieren. Dat ass och richtig esou. Et ass och gutt esou.

Mee wa jiddereen dat betount, dann ass et fir eis awer schwéier nozevollzéien, firwat mer et dann net och stëmmen. Ech mengen, dat wär vläicht dee Schrëtt, deen och wierklech géif jiddereen iwwerzeegen an deenen Deklaratiounen och nach géif deen Akt, déi Glafwierdegkeet ginn, déi hei gefrot ass.

Déi Motioune, déi eis d'Kollege vun der Lénker virgeschloen hunn, huet interessant Gedanken. Dee vun der Peacekeeping Force ass net esou ... Natierlech gëtt se decidéiert am Sécherheetsrot, mee d'Charakteristik vun enger Peacekeeping Force läit eeben doranner, datt all krichsféierend Parteien domadder d'accord sinn, dat se kënn. Dat heescht, och d'Tierke missten domadder d'accord sinn, soss ass et keng „Peacekeeping“ Force, mee eng „Peace Enforcement“ Force.

D'Iddi wär also dann, fir d'Tierken esou wäit ze kréien, datt se domadder d'accord sinn - eng interessant Iwwerleeung. An dofir ass et och u sech eppes, wat ee kann ënnerstëtzen, well wann d'Tierke bis d'accord sinn, kann ech mer och virstellen, datt am Sécherheetsrot keng ganz grouss Obstakele méi existéieren.

Dat Zweet ass de Rôle vun Europa. Wa mer da fir eng Peacekeeping Force sinn, hunn ech awer e Problem dermat - an ech mengen, mir an der ADR allgemeng -, datt Europa soll just dofir do sinn, fir Contingenten ze stellen, wann eng Kris muss berouegt ginn. Dat ass sécher nobel. Dat ass och gutt a mir géifen och dermat lieue kënnen. Mee ech mengen, datt mir als europäesch State sollte méi Kraaft opbréngen, och an eiselem Verhältnis zur Tierke, wéi eis just drop ze beschranken, fir herno Reparaturarbeiten ze leeschten, esou wichteg a sénnvoll déi och sinn.

Dann déi Affär vun den Ambassadeur zréckrufen: Ech mengen, dat ass eng ganz modest Form vun diplomateschem Protest. A wa mer hei am Parlament souguer Bedenken hunn iwwert déi Form vun diplomateschem Protest, da fannen ech, datt mer wierklech Kredibilitéit verléieren an eiser Kritik géintiwuer der Tierke.

Et ass kee Problem, fir engem Land ze soen: „Hei, mir weisen eis Desapprobation fir eng aggressiv Haltung an engem Noperstat do-duerch, datt mer eisen Ambassadeur fir Consultatiounen zréckrufen.“ Dat ass näischt Aussergewöhnlech. Et géif sech souguer imposéieren.

Wa mir als Parlament eis Regierung géifen invitéieren, dee Schrëtt ze maachen, hätte mer näischt falsch gemaach. Mir hätte wierklech emol eng Kéier erëm gewisen, datt dëst Lëtzebuergesche Parlament sech kloer fir de Friden an de Respekt vun de Mënscherechter asetzt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Wagner, wannechgelift.

► **M. David Wagner (déi Lénk), auteur.**- Merci, Här President. Och Merci jiddereengem, dee sech hei zu Wuert gemellt huet.

Jo, ëmmerhin, mengen ech, also eng éischt Saach, déi eis wichteg war, dat ass, datt ee souwuel och nach déi Fro hei an dëser Chamber awer nach zur Sprooch bréngt, well se vun enger extremer Gravititéit ass. An ech mengen, mir sinn eis do all eens. Wann ech richtig verstinn, ass jiddereen plus ou moins averstane a plus ou moins net averstane mat enger Partie vun Invitten an dëser Motioune, woumat mir och natierlech gerechert haten. Zemoools mat der éischer Invite, déi, déi den Ambassadeur betrëfft, do hu mer domadder gerechert, datt se net onbedéngt, op jidde Fall bei enger Majoritéit vun de Leit, géif zoutreffen. Bon.

Mee souwäit ech rechne kann, ginn ech dovunner aus, datt déi heite Motioune hei keng Chance huet, tel quel duerchzekommen. Mee ech fannen et awer och ganz gutt, wa mer kënnen déi Motioune an d'Kommissioun weiderginn an nach weiderhin driwwer diskutéieren.



Dat ass vläicht och souguer interessant, well mer dann nach weiderhin e gewëssene politesch Drock kënnen oprechterhalen.

Ah jo, zur nächster Motioun schwätzen ech jo herno.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner. Wéi ech da gespuert hunn, ass awer e breede Konsens do, fir eeben déi Motioun do un d'Kommissioun ze verweisen an do weider driwwer ze diskutieren.

Kënne mer duerch Handophiewen driwwer ofstëmme, fir déi Motioun un d'Kommissioun ze verweisen?

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat heescht d'Chamber huet domadder eestëmmeg decidéiert, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen.

(La motion n° 1 de M. David Wagner est renvoyée en commission)

Motion 2

Da kéime mer zur Diskussioun vun der Motioun Nummer 2. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräfen?

Den Här Angel, wannechgelift.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Merci, Här President. Am Numm vun der LSAP, also vun eiser Fraktioun, géif ech proposéieren, dës Motioun net ze stëmme. Dat heescht awer net, dass mer Polizeigewalt géifen toleréieren. Polizeigewalt ass eppes, wat kee kann toleréieren, ob dat a Spuenien ass, wéi dat elo de Fall ass, ob dat a Frankräich ass bei de Manifestatiounen vun de Gilets jaunes, ob dat a Russland war, wou d'Oppositioun vun der Polizei staark war an et och do zu Gewaltakte koum. Wann ech mech net iren, och a Polen am Kader vun LGBT-Manifestatiounen. Ech wëll elo net all déi Fall opzielen, mee ech mengen, dat kann een natierlech net toleréieren.

Mir consideréieren awer, dass dat hei eng immens Amëschung ass an intern Affäre vun engem anere Land. D'autant plus, wou d'Unitéit vun engem Land ee vun deene gréisste konstitutionelle Prinzipien ass, deen e Land huet. Déi territorial Integritéit, dat ass e ganz wichtege konstitutionelle Prinzip. A fir sech do dran anzemëschen... Mir maachen dat jo och net, wann a Frankräich diskutéiert gëtt bei der Corse oder wann et an anere Länner Regiounen sinn, déi eventuell mat enger Independance flirten oder doriwwer diskutieren. Do gi mer eis jo och net amëschen. Dofir géif ech mengen, mir sollen déi Motioun hei net unhuelen.

Natierlech ass et wichteg, dass et zu engem Dialog a Spuenien kënn. Fir d'Éischt emol innerhalb vun der Regioun Katalonien, dass do d'Mënsche mateneen dialogéieren, awer och d'Politiker mateneen dialogéieren, an awer och dann, dass Madrid a Barcelona zesummen dialogéieren.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren. Mir wäerten déi Motioun hei net matstëmme.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Angel. Den Här Sven Clement huet d'Wuert gefrot. Dann den Här Claude Wiseler.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, et geet hei net drëm, sech an intern Affären direkt anzemëschen. Et gëtt keng Fuerderung u Spuenien gestallt, fir d'Onofhängegkeet vu Katalonien oder Aänlechens unzuerkennen.

Et geet hei drëm, seng Preoccupatiounen auszedecken iwwert dës grav Kris a virun allem och iwwert den Emprisonnement vu Politiker, déi genau dat gemaach hunn, woufir se wahrscheinlech gewielt goufe lokal, näamlech hir Wieler vertrauden hunn. Se hunn do Saache gemaach. De spuenesche Stat huet dat als kriminell Energie klassifizéiert. Mee mir fuerderen hei an dëser Motioun net, dass mer déi fräisetzen, mir wëlle just eis Preoccupatioun iwwert deen Traitement auszedecken.

Ech wëll dorobber hiweisen, dass mer hei als Lëtzebuerg eis och an der Vergaangenheet net geschummt hunn, fir eis an d'bannescht Ugeleeënheete vun anere Länner anzemëschen. Wann zum Beispill en Ausseminister vu Lëtzebuerg unilateralement deklaréiert, wien dann elo soll vun engem südamerikanesche Land als President unerkannt ginn.

Ech mengen, dat ass och en Amëschen an intern Affäre vun engem Land, déi vläicht sou-

guer méi grav sinn, wéi d'Preoccupatioun iwwert d'Behandele vu Politiker auszedecken. Mir als Deputéierte sollten eis op alle Fall solidaresch weise mat aneren Deputéierten a Politiker, déi an anere Länner eeben net déi Riedefrähheet hunn, déi mir hei zu Lëtzebuerg am Moment genéissen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Merci, Här President. Ech wollt just soen, dass mir d'Argumentatioun vun Här Angel hei duerch kënne deelen. Mir sinn ëmmer preoccupéiert iwwer Saachen, déi kënnen an deem engen oder deem anere Land geschéien. Ech fannen awer, dass et ganz kloer net kann esou sinn, dass mir als Parlament hei eis an déi spuenesch Ugeleeënheete sécherlech heimat eramëschen, mee och hei iwwert d'Kritikausüben iwwer Urteeler, déi d'spuenesch Justiz geholl huet - eng Justiz vun engem demokrateschen europäesche Land.

An dofir fannen ech et wierklech net ubruucht, fir dës Motioun, esou wéi se hei läit, ze ënnerstëtzen. Mir wäerte sécherlech dergéint stëmme.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wiseler. Dann hat den Här Eugène Berger d'Wuert gefrot.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn eis eens, dass ee besuergt ass, wann an engem anere Land, besonnesch an engem europäesche Land vun der Communautéit, Gewalt op de Stroossen ass, wa vu Polizeigewalt rieds ass. Dat gëtt et sécherlech och alt emol an aneren europäesche Länner. An dass mer dat insgesamt verurteilen.

Et muss een awer hei feststellen, an dat ass, mengen ech, e wichtege Punkt, dass awer och a Spuenien elo d'Justiz, ech soen emol, gesprach huet respektiv d'Justiz och domadder befaasst ass. A wa mir elo hei esou eng Motioun géifen unhuelen, da wier dat net nëmmen Amëschen, generell, an Affäre vun engem aneren europäesche Land, wou aner Plattformen sinn, wou da kann emol en Echange sinn, mee awer net unilateral. Ech mengen, dat gëtt et och net an aneren europäesche Länner, dass déi unilateral géifen en anert europäescht Land verurteelen respektiv opfuerderen, eng Rei Saachen ze maachen.

Mee ech mengen och besonnesch hei, well mer jo awer och op d'Independance vun deene verschiddene Pouvoire pochen - ech mengen, och a Spuenien - vun der Justiz, dass een dat also net oder schwierig als Parlament soll beurteilen oder vill besser net soll beurteilen an do eeben dat respektéieren.

Dat einfach fir ze soen, dass mir och als DP-Fraktioun dës Motioun net kënnen matstëmme.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Berger. An da wier et un der Madamm Stéphanie Empain.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- Villmools Merci, Här President. Ech géif mech deene Wieder hei och uschléissen. Also, fir mech sinn et och dräi Punkten.

Déi eng Saach ass eeben déi Geschicht, dass mer hei e Gerichtsurtel hunn an dass mer eis do och net kënnen driwwer ewechsetzen a maachen, wéi wann an anere Länner d'Justiz Decisiounen géif huelen, déi eis net interesséieren.

Déi zweet Saach ass, déi ech awer och gären eng kéier géif clarifiéieren - et ass haut a gëschter schonn ugeschwat ginn -: Wa mer soen, mir hunn eis jo och a Venezuela agemëscht an dann, sous-entendu, kënnen mer et hei och maachen. Dat ass en duebelen Neen.

A mengem Verständnis hu mer eis am Venezuela kloer, éischtens, net agemëscht. An et ass och kee Grond, fir dann ...

(Interruption)

Ben, ech mengen, och do goufen et ...

(Interruption)

Ech wëll net nach eng kéier op déi Diskussiounen agoen, mee do sinn och Gerichter, déi Decisiounen geholl hunn.

Bon. Dat Drétt ass einfach ...

(Interruption par M. Roy Reding)

Wat gelift?

► **M. Roy Reding (ADR).**- Och am NS-Regimm hu Gerichter Decisiounen geholl.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- An der ...? Okay?!

(Interruption)

Grousse Kino!

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Hei, d'Madamm Empain huet d'Wuert!

► **M. Roy Reding (ADR).**- Jo.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- Voilà. Ech mengen, dat dote muss mer elo net creuséieren, well soss si mer awer laang amgaangen!

Den drëtten Punkt ass einfach ... Elo weess ech net méi, wat ... Ah! ... ma dass dat awer elo näischt domadder ze dinn huet, dass mer eis mat iergendwelleche Gewalttaten an de Stroossen vu Katalonien identifizéieren. An dat ass ganz kloer eppes, wou mer eis natierlech och solidaresch weise mat de Bierger aus der Regioun an natierlech net domadder zefridde sinn, wann ee mat ze vill Polizeigewalt géint seng eege Bierger virgeet.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Empain. An dann hat den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. An och erëm e Merci un eis lénk Kollegeen, fir dass se eis d'Geleeënheet ginn, dës Diskussioun ze féieren.

Si ass e bëssen deroutant, well se eis virun eng Fro stellt, eng grondsätzlech Fro: Wou ass d'Gläichgewicht tëschent dem Respekt virun der Souveränitéit vun de Memberstate vun der Europäescher Unioun an eiser Verflüchtung, sech fir d'Grondfräiheeten, fir d'Grondrechter vun de Bierger vun där Europäescher Unioun anzusetzen?

Mir gesinn hei e Spannungsfeld. An an deem Spannungsfeld probéiere mer, eis elo ze situéieren.

Et muss een als Éischt feststellen, dass mer dat Gefill hei kréien, als géif eis Sensibilitéit an déi eng oder aner Richtung evoluéieren, jee no wéi enger politescher Faarf déi Regierung an deem Land ass. Et ass wahrscheinlech kee Zoufall, dass d'LSAP hei als Éischt d'Wuert hëlt a seet: „Ho, mir kënnen dat do net matstëmme.“

Zoufälleg, mengen ech, huet d'sozialistesche Partei de Regierungschef a Spuenien ...

► **Une voix.**- ... aus der aussepolitescher Kommissioun ugeschwat.

(Interruptions diverses)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mee, d'sozialistesche Partei huet hei ...

(Brouhaha)

Ech stelle fest, dass d'sozialistesche Partei, ...

(Interruptions)

... wann e Problem a Spuenien ass, ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ... keng Meeung huet.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... op jidde Fall esou eng Motioun net matstëmmt!

Dat Zweet ass, ech stellen awer och fest: An da gëtt sech op d'Onofhängegkeet vun der Justiz bezunn. Vu verschiddene Säiten hu mer dat elo héieren. Ech stelle just fest, dass wa mer a Polen eng Diskussioun féieren iwwert de Pensiounsalter vun de Richter, wat a mengen Ae wesentlech manner grav ass wéi 23 Joer Prision fir e Parlamentspresident an engem anere Land, eng Diskussioun iwwert de Pensiounsalter vun de Richter, ...

(Interruptions)

... da geet et do ëm d'Grondwäerter an d'Grondfräiheete vun de Bierger vun der Europäescher Unioun.

(Brouhaha)

Ech stellen d'selwecht fest ...

(Interruptions)

Ech stellen d'selwecht fest, an dat ass elo net ee vun eiser politescher Famill, mee vun der CSV, dass den Här Orbán an Ungarn kritiséiert gëtt wéinst der Familjepolitik oder der Flüchtlingspolitik.

Ech maachen elo just de Punkt hei, dass mer eis muss besosst sinn, dass mer, wa mer wëllen antriede fir d'Verdeedegung vun de Grondrechter vun de Bierger vun der Europäescher Unioun, dass mir dat och esou gesinn als ADR - ech wëll dat kloer soen! -, dass mer och sensibel si fir déi Argumenter vun der nationaler Souveränitéit vun deene verschiddene Länner, mee dass mer eis muss kohärent sinn an dass mer net kënnen no der Faarf vun der Regierung an deene verschiddene Länner deen oder dee Brëll undinn.

Fir d'Situatioun a Spuenien unzeschwätzen, wëll ech hei och eppes kloer soen: Mir hunn alleguer heibannen als Lëtzebuurger, géif ech soen, déif Sympathië fir Spuenien. Mee déi déif Sympathië fir Spuenien dierfen eis net derzou

féieren, dass mer Mësstänn am spuenesche Kinnekräich, wéi mer se am Abléck - leider! - gesinn, net dierfen uschwätzen.

Mir mussen dat maachen a Frëndschaft. Mir mussen et maache mat Determinatioun. Well dat, wat do am Abléck geschitt, ass einfach net méi am normale Kader vun enger fonctionéierender parlamentarescher Demokratie.

A wa mer déi Frëndschaft fir Spuenien weisen, déi mer gewiss hunn, wou d'Diktatur vun Franco op en Enn komm ass, wéi mer Spuenien iwwer all déi Jore begleet hunn, da muss mer se och elo weisen a mir muss soen: „Mir brauchen en Dialog an deem Land.“ Mir sinn net déi, déi d'Souveränitéit an d'Integritéit an d'territorial oder d'konstitutionell Uerdnung vu Spuenien a Fro stellen, mee mir mussen awer och déi sinn, déi soen, an aller Frëndschaft: Esou wéi sech d'Situatioun do am Abléck entwéckelt, kënnen mir net nokucken, ouni och moralesch Iwwerleunge mat anzubringen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Wagner wëllt nach eng kéier d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk), auteur.**- Merci, Här President. Also, ech mengen, et kann een definitiv, bei dëser Motioun net vun Amëschung an intern Ugeleeënheete schwätzen. Mir spriechen eis jo net iwwert den zukünftege Statut vu Katalonien innerhalb vu Spuenien aus. Dat hu mer och ganz kloer ausgedréckt.

An ech mengen och, dass ee kee Parallele dierf zéie mat anere Géigenden. Et gouf gesot, zum Beispill, mat Korsika. Mee zu Ajaccio gi keng Zivilisten op brutaalst Aart a Weis zerschloen. Zu Ajaccio ginn zurzäit, souwäit ech weess, déi Responsabel vun der Insel net zu 13 Joer Prision verurteelt, op eng Aart a Weis, déi rechtsstaatlech fragwürdig wier, och fir Spuenien. Doriwwer kéint een nach länger diskutieren.

Ech mengen, an duerno, wann ee vun Amëschung schwätzt, entschëllegt, da brauche mer eng gewësse Kohärenz, well eis Aussepolitik fannen ech awer heiansdo äusserst erratesch; den Här Clement ass drop agaangen. Mir mëschen eis ganz oft an, an op eng vill méi grav Aart a Weis. Mir mëschen eis an. Et kann een dat gutt fannen oder net, mee mir schwätzen iwwer Polen, iwwer Ungarn an esou weider. Dat si bestëmmt keng Kollegeen, och net vun eis.

Mir hunn eis op eng äusserst grav Aart a Weis agemëscht an der venezolanescher Affär, wou den Här Asselborn dohinnergeet a seet, wien de Statschef soll sinn - vun deem zënterdeems kee Mënsch méi schwätzen héiert, dass e sech mat Narcotrafiqanten aus Kolumbien getraff huet. Soit!

Also, wann ee vun Amëschung schwätzt, dat war Amëschung an dat war extreemst condemnabel!

Dat heiten ass keng Amëschung. Et kéint een och nach iwwert déi Resolutioun schwätzen, déi mir matgestëmmt hunn iwwert d'Armenier virun e puer Joren, wat d'Tierkei ugeet an esou weider. Doriwwer kéint een och soen: „Dat ass eng Aart Amëschung.“ Mir hunn dat souguer matgestëmmt. Bon.

Duerno, wat ech awer och e bësse fragwürdig fannen, dat ass, fir ze soen: „Mee Spuenien ass en demokratescht Land.“ Jo, dierf dann aus der Ursach, well Spuenien en demokratescht Land ass, de spuenesche Stat esou virgoe géigeniwwer vun de Manifestanten? Dat heescht, et muss een demokratesch sinn, fir äusserst repressiv an äusserst brutal kënnen géint Manifestante virzegoen? Dat sollt just engem net demokratesche Stat iwwerlooss sinn! „En demokratesche Stat dierf brutal géint seng Manifestante virgoen“, dat ass dee Message, deen ech matkréien.

A grad well Spuenien e Land ass, mat deem mer äusserst frëndschaflech Bezéiungen hunn ... An ech hoffen, dass dat weiderhin esou bleiwe wäert. Spuenien gehéiert ... D'Leit, déi mech kennen, déi wëssen: Et ass quasi mäi Liiblingsland. Ausser Lëtzebuerg natierlech, mäi Liiblingsland.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. David Wagner (déi Lénk), auteur.**- Andalusien, ech kéint dräi Stonnen doriwwer diskutieren. Soit!

Neen, mee ech mengen, grad well et e Land ass, wat no ass, mat deem mer vill Bezéiungen hunn, dofir muss mer grad dee Message ginn, dass et net ka sinn, dass Mesuren ergraff ginn, déi condemnabel sinn an déi condemnéiert ginn, och um Europarot. Dorëms geet et. Et ass keng Amëschung innerhalb vun den intern Affäre vun spuenesche Stat.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Ech stelle fest, datt mer zum Vott vun dëser Motioun kënnen kommen an datt de Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 8 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul Galles), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

4. 7439 - Projet de loi modifiant la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers

Den nächsten a leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7439 iwwert d'Organisation vum Marché vun de Pétrolprodukter. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

► **M. Carlo Back** (déi gréng), *rapporteur*.- Här President, Här Minister, Kolleginnen a Kollegen, am Projet de loi 7439 geet et drëms, d'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwert d'Organisation vum Marché vun de Pétrolprodukter ofzënnen. Dat Gesetz ass eng Transposition vun der europäescher Direktiv 2009/119/CE vum 14. September 2009.

An éischer Linn obligéiert d'Direktiv d'Memberstate vun der EU, ee minimale Stopp u Reserven vu Pétrol brut an/oder Pétrolprodukter wéi Bensinn, Diesel oder Masutt ze garantéieren. Generell war et d'Zil vun der Direktiv, derfir ze suergen, dass et an de Memberstate eng gewisse Versuergungséischerheet gëtt an et direkt zu enger Penurie am Pétrol kënn, och

wann zum Beispill e puer Deeg keng nei Pétrolslieferungen ukommen. Dofir huet d'Direktiv fiabel an transparent Mechanismen opgestallt, déi op der Solidaritéit tëschent de Memberstate baséieren.

Zu Lëtzebuerg spezifesch mussen Pétrolsimporteure laut dem Gesetz vum 2015 ee Stock u Pétrol garantéieren, deen 93 Deeg vum duerchschnëttlechen deeglechen Nettoimport entsprécht. Dovunner gëtt een Deel hei zu Lëtzebuerg gelagert an ee weidere méi groussen Deel um regionalen Niveau.

Zréck elo bei d'Direktiv vum 2009. Eng Halbzeitbewertung, also eng Evaluatioun vun dëser Direktiv huet festgestallt, dass Ännerungen mussen gemaach ginn. Dës Modifikatiounen sinn an der Directive d'exécution 2018/1581 festgehale an déi sollen elo mat dësem Projet de loi transposéiert ginn.

D'Hauptännerungen sinn déi folgend:

All Joer gëtt eng nei Berechnung gemaach, wéi vill Sécherheitsreserve mussen ugeluecht ginn. Déi Berechnung gëtt op Basis vun den Importen vum Joer virdru gemaach. D'Applikatioun vun der neier Lagerungsverpflichtung fir d'Joer gëtt dräi Méint no hanner geréckelt - vum 1. Abrëll op den 1. Juli. D'Verlängerung vum Délai soll et de Memberländer erlaben, genuch Zäit ze hunn, fir déi noutwendeg Prozeduren an d'Wee ze leeden an déi obligatoresch Stocken opzebauen.

Zweetens, d'Direktiv vum 2009 an och d'Gesetz vum 2015 hu sech op verschidde Plazen op een europäescht Reglement 1099/2008 zu Energiestatistike referéiert. Dëst Reglement gouf e puermol geännert an dofir géllt et elo, eng Mise à jour vun de Referenzen ze maachen.

Drëttens, ënnert dem Regime vum de Quantitéit vum der Direktiv vum 2009 huet ee Land misse verschidde Stocken uleeën, wann de Faktor Rendement Naphta iwwer oder ënner 7 % louch. Dat ass esou, well eng aner Berechnungsmethod benotzt gouf, fir de Sécherheitsstock feststellen, wann de Faktor Rendement Naphta ënner 7 % war oder wann en iwwer 7 % war. Am Prakteschen huet dat bedeit, dass déi Länner, déi ee Joer ee Faktor Naphta haten, deen iwwer 7 % louch, zum Beispill 7,1 %, wesentlech méi Stocken hu misse uleeën, wéi wa se ënner 7 % louchen, zum Beispill bei 6,9 %.

Fir dës enorm Fluktuation ze verhënneren, suppriméiert d'Directive d'exécution dësen Niveau vu 7 %. An dat soll elo och transposéiert ginn.

Zur Informatioun: Dës Ännerung huet keng Inzidenz op Lëtzebuerg, well de Faktor Rendement Naphta nëmme déi Länner betrëfft, déi eng Raffinerie-Industrie oder petrocheemesch Industrie hunn.

Da ginn och nach e puer Erreurs matérielles am Gesetzestext vum 2015 behewen.

De Conseil d'État huet keng Opposition formelle formuléiert, mee huet gefrot, fir ee Paragraph ze strächen, well sech hei d'europäescht Dateschutzreglement 2016/679 direkt applizéiert an dofir d'Dispositioun, déi nach op eist aalt lëtzebuergesch Gesetz verweist, hifälleg ass.

De Projet de loi ass den 2. Mee 2019 deposéiert ginn. De Statsrot huet den 12. Juli 2019 säi favorabelen Avis dozou ofgi mat senge Suggestiounen. An der Sitzung vum 16. Oktober 2019 huet d'Kommissioun dann de Rapport zum Projet, deen elo hei virläit, ugeholl.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten a ginn och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Back. Als éischer Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Paul Galles** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem honorabelen Deputéierte Carlo Back villmools Merci fir säi gudden mëndlechen a schrëftlechen Rapport.

An der Direktiv 2009/119/CE huet d'EU d'Memberstate obligéiert, fir just ee Minimum u Pétrol an u Produits pétroliers ze stockéieren. Gläichzäiteg sollen awer och Penurie kënnen verhënnert ginn. Dat ass also dee gëllene Mëtzelwee, dee mer bei dësem Gesetzesprojet hei sichen.

Et ass selbstverständlech, dass d'Versuergung an d'Lagerung vum Pétrol hei am Land an an der EU héije Sécherheitsstandards muss gerecht ginn an duerch transparent a fiabel Mechanismen och muss passéieren. Dës Mechanisme begrësse mer och haut natierlech weiderhin.

D'EU-Kommissioun huet an Tëschenzäit eng Evaluatioun vun der Ëmsetzung vun dëser Direktiv, déi hei zu Lëtzebuerg mam Gesetz vum 10. Februar 2015 ëmgesat ginn ass, gemaach. An elo geet et also drëms, fir Léieren doraus ze zéien, wéi een dat esou mécht. Beispillsweis si Referenzen op verschidde Dispositiounen an der Direktiv obsolet ginn an et war néideg, an deem Kontext d'Adaptatiounen ze maachen. Et sinn also sougenannt « erreurs matérielles » erausgeholl ginn, wéi de Carlo Back dat och schonn erkläert huet.

Bis dato sinn ëmmer zwou Formule fir de Calcul vun de Quantitéiten un Naphta ugewant ginn. D'Konsequenz dovunner ware Fluktuationen an Obligatiounen de stockage fir verschidde Memberstate - net fir Lëtzebuerg -, déi grouss finanziell Konsequenze konnte mat sech bréngen fir déi betraffe Memberstate. Elo gëtt de Seuil vu 7 % geännert an d'Optiounen si fir all d'Memberstate genau d'selwecht.

Weiderhi kréien d'Memberstate duerch d'Ännerung vum järelechen Délai och méi Zäit, fir hir järelech Prozeduren ze finaliséieren, wat eng gutt Saach ass. Genau dat soll dann och mat der Transposition vum Directive d'exécution geschéien, an dat begrësse mir als CSV-Fraktioun natierlech an och ausdrécklech. Et ass eis wichteg, hei an dësem Beräich kloer Reegelen ze hunn, déi fir jiddweree gläich sinn an och fir all Land applizéiert ginn oder kënnen ginn.

Mir wëllen an dësem Kontext awer och nach eng Kéier ganz kloer dorop hiweisen, dass et eis wichteg ass, fir insgesamt manner Pétrol ze gebrauchen - wa mer scho beim Thema sinn. Mir mussen méi Alternativen dozou fannen an och hei ass et un der Regierung, fir do weider Léisungen ze presentéieren a mat eis iwwert dës Léisungen ze diskutéieren, konstruktiv, well et iwwer en immens interessant a wichteg Thema fir d'Zukunft geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schlëssen eis doriwier eraus dem Avis vum Statsrot un, fir den Artikel 4 Paragraph 5 ze strächen. Dës gëtt iwwerflësseg, well dës Donnéeën an de Champ d'application vum Reglement vum der EU 2016/679 falen, zu der Propektioun vun de Persoune par rapport zum Traitement vun hiren Donnéeën.

Voilà ! Vill Zuelen, e puer Gedanken a vun eiser Säit eng kloer Ënnerstützung.

Ech soen lech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet!

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn** (DP).- Merci, Här President. Well de Rapporteur esou komplett war, kann ech hei op der Plaz bleiwen a mir bleift just nach, den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ze ginn an awer och dem Rapporteur Merci ze soe fir seng zwee Rapporten, souwuel dee mëndlechen wéi dee schrëftlechen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. An dann ass et um honorabelen Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Jo, Merci, Här President. Bei mir ass et ganz äänlech wéi beim Här Hahn. De Rapporteur, dee war ganz komplett. Merci fir säi mëndlechen a schrëftlechen Rapport. An och vun der LSAP kënnen mer den Accord ginn.

Just nach vläicht een Zousaz: Déi 7 %-Reegelung, déi jo dann hei an dësem Projet de loi

ofgeschafft gëtt, betrëfft eis als Lëtzebuenger jo manner, well mir keng eege Raffinerien hunn a keng eege petrocheemesch Industrien hunn, soudass déi aner zwee Punkten, déi eigentlech éischer technescher Natur sinn, fir eis och ganz an der Rei sinn. An duerfir gi mir och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, Här President, villmools Merci. Déi zwee Rapporten, den Här Back an den Här Galles, hunn hir Saach fantastesch gemaach, soudatt alles erkläert ass.

(Brouhaha)

Mee, mir hunn awer eng Fro. Ech mengen, mir sinn net ganz rassuréiert an dësem Dossier, well mir wëssen, datt mer hei zu Lëtzebuerg fir aacht Deeg Reserven hunn. Dat ass net vill. Mir hunn nach Reserven am Ëmkrees vun 230 Kilometer. An d'Fro, déi sech einfach stellt, ass: Wat geschitt, wann zum Beispill am Fall vun engem Streik, am Fall vun engem méi laangen a méi strenge Wanter, einfach déi Reserven net méi accessibel sinn? Mir haten déi Situatioun virun e puer Joer, wou mer bal um Punkt ware vun der Rupture, fir kënnen d'Approvisionnementen hei am Land nach ze garantéieren.

An d'Fro stellt sech einfach, ob d'Regierung hirer Verantwortung nokënn, d'Versuergungséischerheet vum Land an engem Mooss ze garantéieren, wat vläicht iwwert déi aacht Deeg erausgeet, a sech einfach net drop verléisst, datt déi Firmen, déi heimadder befaasst sinn, wierklech déi Reserve kënnen erbäischafen. Zumools am Fall vun enger Kris wäre jo wahrscheinlech nach aner Staten oder aner Entitéiten interesséiert, fir en Zougrëff op déi Reserven ze hunn!

Mir denken also, datt d'Regierung eis soll erklären: Wat geschitt dann, wa mer wierklech eng Kéier an enger Situatioun sinn, wou Versuergungsschwierigkeete kënnen opdauchen? Mir hate jo och de Fall am Wanter, wou den Niveau vun der Musel op eemol esou déif war oder esou wéineg konnt acheminéiert ginn, datt wierklech e Problem do war.

D'Regierung probéiert ze argumentéieren, fir d'Leit ze berouegen. Bon, mir brauche jo och an Zukunft manner; mir hunn d'Elektromobilitéit. Mee d'Realitéit ass eng ganz aner. Mir hunn e grouse Bevölkerungswuesstum, mir hunn ëmmer méi Autoen, Bensinn an Diesel an Notzvehicullen, déi zougelooss ginn. An d'Elektromobilitéit, dat ass e ganz, ganz kleng Prozentsaz vun den zougeloossene Vehikelen hei am Land.

Mir kënnen net soen, well mer d'Elektromobilitéit hunn - an dat wäert nach fir laang, laang Joren esou sinn, wann et sech jeemools sollt substanzuell änneren -, datt mer net genuch Reserve kënnen hu fir Bensinn, Diesel oder aner Pétrolsproduiten.

Do stellt sech also eng Fro an do muss d'Regierung an hirer Verantwortung dem Land soen: Wat mécht si fir d'Versuergungséischerheet vum Land ze garantéieren?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Merci, Här President. Also mir ginn och eis Zoustëmmung fir de Projet. Mir hätten eis awer natierlech gefreet, wa mer haut géifen driwwer diskutéieren, wéi mer d'Reserve fir de Pétrol kënnen ofbauen, Joer pro Joer manner. Anstatt dass mer elo nach higin a mir ginn do, e bëssen drun dokteren, hätte mer eis gefreet, wann elo haut eng kleng Exitstrategie komm wär, wéi mer den Tanktourismus iwwert d'Pétrolsreserve kéinten ofbauen. Dann hätte mer eis vill méi driwwer gefreet. Mee mir stëmmen awer och dës Projet scho mat.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*.- Ech wëll fir d'Éischt hei dem Rapporteur, dem honorabelen Här Back, Merci soe fir säi Rapport. Hei geet et, an ech mengen, dat ass erkläert ginn, largement em technesch Ännerungen.



Ech sinn dann och frou, dass d'CSV dat, mengen ech, an der Kommissioun positiv be-geleef huet. Merci och, Här Galles, dass d'CSV där Meenung ass, dass mer an Zukunft solle männer Pétrol verbrauchen. Wat jo dann inter-essant ass: An deem technesche Grupp, wou mer d'Piraten an d'ADR hunn, do schéngt et zimlech divergent Meenungen ze ginn. Ech mengen, Dir wëllt, dass mer schnell eraus aus dem Pétrol ... Ech mengen, mir sinn do éischer op enger Säit. Den Här Kartheiser mengt, et géif nach Jorzéngten daueren, bis d'Elektromobilitéit kënnt.

Ech kann lech just soen, e Méindeg an en Dënsdeg hat ech zesumme mam François Bausch eng Konferenz organiséiert, wou mer Däitschland, Frankräich, Benelux, Schwäiz an Eisträich zesummegeruff haten, och um Niveau vun de Regierungen a vun Experten, fir ze kucken: Wou geet den Autosystem hin oder de Verkéierssystem? An et besteet e ganz grouse Konsens, dass dee System ganz schnell a ganz staark a Richtung Elektromobilitéit geet.

Et gesäit esou aus, dass mer 2025 schonn a Westeuropa iergendeppes wéi 5 Milliounen Elektroautoe wäerten op der Strooss hunn. Ech hoffen, dass der bis dohinner och eng ganz Rei hei zu Lëtzebuerg sinn. An dat ass och dat, wat mer amgaange sinn, an enger Etüd ze kucken. Mir hunn Tanklager, déi funktionéiere gutt. Och bei där leschter Kris, déi mer eng Kéier haten elo, wéi e bësse Gilet-jaunë waren an der Belsch, huet de System gutt funktionéiert.

Eise System ass esou, dass privat Operateuren, déi Pétrol verkafen, och d'Responsabilitéit hunn, fir dat mat ze organiséieren. Ech hu mer déi Rapporten ugekuckt. Dat ass eigentlech alles zimlech op stabele Féiss. An dat, wat mer elo an deem Bericht kucken, ass eeben, wann d'Mobilitéit esou staark an d'Elektromobilitéit geet, wéi dat awer elo ausgesäit, ob mer dann nach e Besoin hätten, fir nei Tanklageren ze bauen.

Ech fannen, hei si mer an engem Beräich, deem extrem seriö ze huelen ass. An dofir wëll ech och elo net aus der Héft schéissen, mee eeben ofwaarden, bis déi Etüd fäerdegemaach ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools dem Energieminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7439. Den Text steet am Document parlementaire 7439².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7439 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dëse Projet ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul Galles), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank

Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Härtmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen

Dann huet nach den Här Goergen d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Motioun.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Elo ganz rezent war Mantelsoonden, wat eis nach eng Kéier drop opmierksam gemaach huet, dass mer e kleng Problem mat eise Déiereschutzgesetz hunn, an zwar dass e Verkaufsbuet vun Zuchtpelzer feelt. Mir hunn haut d'Chance, dëst Gesetz vum Déiereschutz ze moderniséieren.

Well et ass jo esou, dass zu Lëtzebuerg zwar d'Produktioun vun deenen Zuchtpelzer verbueden ass, et ass awer net esou, dass de Verkauf verbueden ass, wat oft onbewosst Leit an den Dilemma bréngt, dass se an de Buttek ginn a mengen, se géifen e synthetesch Col un enger Jackett oder soss iergendeppes kafen, sech awer herno erausstellt: Dat war e richteg Déier, dat op enger Pelzfarm iergendzousch op der Welt groussgezu ginn ass, dat meeschens a qualvollen Zoustänn. Well et ass jo esou, dass se zwar zu Lëtzebuerg verkaaft ginn, déi Jacketten oder aner Produkter, mee d'Lëtzebuerger Regierung guer keng Méiglechkeet huet, fir ze kucken, wéi do déi Déiere musse leiden, wéi d'Qualitéit ass, wéi déi Produiten iwwerhaupt zustane komm sinn.

Deementspriedend hu mer e Gesetz, dass een et net dierf hei produzéieren, mee et dierf een et verkafen. Dat ass eppes, wat een eigentlech guer kengem dobausse kann erklären, wéi et zu esou enger Diskrepanz zwëschent de Gesetzer kënnt.

Elo ass ganz rezent a Kalifornien e generell Zuchtpelzverbuuet ausgeschwat ginn, nodeems dat zu Los Angeles zënter 2018 a Kraaft war an et do mat deem Beispill immens gutt funktionéiert huet.

Well et ass hautzudaags bekannt: Mir brauche keng Pelzämäntel méi, mir brauchen och kee pelzene Col méi. Dat kann een hautzudaags alles synthetesch hierstellen, ouni dass en Déier leide muss.

Deementspriedend hu mir haut déi Motioun eragin, fir d'Gesetz nach eng Kéier ze verbesseren, dass net nëmmen d'Hierstellung zu Lëtzebuerg verbueden ass, mee och de Verkauf vun Zuchtpelz.

Ech soen lech Merci.

Motion

D'Deputéiertechamber,

vu d'Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 an notamment säin Artikel 12 Punkt 121, deem d'Zucht vun Déiere fir d'Pelzproduktioun zu Lëtzebuerg verbitt;

considérant, dass d'Zucht vun Déiere fir d'Pelzproduktioun schreckleche Konditiounen ënnerläit a Lëtzebuerg keng Méiglechkeet huet, iergendwelch Kontrollen op d'Produktiounen aus anere Länner auszeüben;

folglech Lëtzebuerg d'Wuel vum Déier an anere Länner net garantéiere kann;

considérant, dass den US-Bundesstat Kalifornien rezent ee Gesetz gestëmmt huet, dat d'Produktioun an doriwuer eraus de Verkauf vu Pelzproduite verbitt;

am Zil, eng kohärent Déiereschutzpolitik ze bedriewen a Lëtzebuerg domadder zu engem Virreider am Déiereschutz ze maachen,

fuerdert d'Regierung op,

- de Verkauf vu Pelzer nach an dëser Legislaturperiod ze verbidden.

(s.) Marc Goergen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen. Ech mengen, dat doten ass eng Problematik, déi schonn d'lescht Legislaturperiod am Kader vun enger Petitioun diskutéiert ginn ass.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).**- Jo, en Debat an der Chamber.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Do sinn zwee verschidde Ministère concernéiert: engersäits de Landwirtschaftsminister, wat d'Zucht vum Pelz ubelaangt, anersäits den Ekonomiesminister, wat de Verkauf vum Pelz ubelaangt. Duerfir géif ech proposéieren, dass mer an der November-Chamberswoch déi dote Petitioun diskutéiere géifen, wann déi zwee concernéiert ...

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).**- Eng Motioun, keng Petitioun! Et war deemools eng Petitioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... Ministeren dobäi wieren, well mer jo gemierkt hu bei der Diskussioun vun der Petitioun hei an der Pleniëre - wat eng öffentlech Petitioun war -, dass déi ganz Problematik net esou einfach ass. Wa mer wëlles hunn, eppes fir den Déiereschutz ze maachen, géif ech proposéieren, dee Wee ze goen. A moins datt d'Chamber anerer Meenung ass.

Den Här Goergen.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).**- Do waart Dir Landwirtschaftsminister.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Also, Här President, mir si mat Ärer Propos averstanen, dass mer dat am Breden diskutéieren. Mir sinn och elo eréischt ee Joer am Parlament, deementspriedend ware mer net bei den Diskussiounen deemools ronderëm déi Petitioun derbäi. Dofir si mer och dann averstanen, fir ...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dir hutt se bestëmmt verfollegt.

¹ Loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux ; Art. 12. Pratiques interdites : Il est interdit : 12. d'élever un animal en vue de l'utilisation principale de la peau, de la fourrure, des plumes ou de la laine

² Source : <https://www.peta.de/hintergrundwissen-pelz>

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dofir wëlle mer et jo dann och ...

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Wësst Der, mir verfolge vill Déiereschutztheemen. Dofir si mer jo och heiansdo rosen. Dir hutt elo gesot - wéini war et? - 2016, ëm deem Dréi. Dat heescht, et ass elo schonn erëm dräi Joer hier an et ass awer näischt am Déiereschutz geschitt. Dofir si mer da rosen an dofir bréngt mer déi Motioun.

(Brouhaha)

Deementspriedend ...

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Goergen, et war net 2016 an ech hunn dat och net gesot.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Wien huet d'Wuert? Fro eng Kéier: Wien huet d'Wuert?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir wäerten dat da mam Accord vun der Chamber an där nächster Chamberswoch diskutéieren.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Wien huet dann d'Wuert gehat?

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Mir sinn d'accord, fir et an der nächster ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir sinn um Enn vun dëser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzungen ...

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Här President, ech war jo nach net fäerdeg.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ah!

► **Une voix.**- Der hutt scho vill ze vill gesot!

(Hilarité)

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ma, Här President, déi do iwwer hu mech ënnerbrach. Ech wollt lech eigentlech soen, ...

(Brouhaha)

... dass mer ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Goergen, da maacht lech fäerdeg!

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ma neen, Här President! Also, Här President, ech hätt hei nach eng Minutt an eppes. Also vun dohier ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Goergen, maacht lech fäerdeg!

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Här President, Dir musst jo awer och fir Uerdnung suergen, wann déi do iwwer blären. Also wannechgelift!

Ech wollt lech ganz kloer soen: Mir sinn averstanen, en vue fir eppes kënnen fir den Déiereschutz ze maachen, dat op déi nächst Pleniëre ze verleeën.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen.

Da si mer definitiv um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 19., 20. an 21. November virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.57 heures.)

Le saviez-VOUS ?

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.



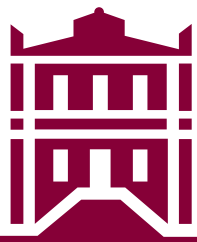
Sommaire des séances publiques n^{os} 6 et 7

6^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 77
Communications	p. 77
7482 - Proposition de loi concernant le reboisement en milieu urbain,	
7483 - Proposition de loi instituant un dialogue citoyen permanent au Grand-Duché de Luxembourg,	
7484 - Proposition de loi	
modifiant la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification :	
1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché ;	
2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs ;	
3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;	
4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;	
5. de la loi modifiée du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects,	
7485 - Proposition de loi	
1. modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement	
2. modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »,	
7486 - Proposition de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs	
et	
7487 - Proposition de loi modifiant la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes	p. 78
Ordre du jour	p. 78
Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés	p. 78
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 78
Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale	p. 78
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n° 61 du 23 octobre 2019 de M. Marco Schank relative à la création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics, adressée à M. le Ministre délégué à la Sécurité intérieure	p. 79
- Question n° 62 du 22 octobre 2019 de M. André Bauler relative à la création éventuelle d'un musée sur l'art romain et l'architecture romaine à Schieren, adressée à Mme la Ministre de la Culture	p. 79
- Question n° 63 du 23 octobre 2019 de M. Sven Clement relative à l'embauche des « Quereinsteiger » dans l'enseignement primaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 79
- Question n° 64 du 23 octobre 2019 de M. Marc Angel relative aux chiffres clés de l'emploi dans la Fonction publique de l'État publiés en date du 22 octobre 2019, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique	p. 79-80
- Question n° 65 du 23 octobre 2019 de M. David Wagner relative aux suites du conflit social entre les salariés de RTL Group et la direction, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias	p. 80
- Question n° 66 du 22 octobre 2019 de M. Marc Hansen relative au fonctionnement de l'application de paiement Digicash, à un problème de protection des données personnels et au potentiel d'abus afférent, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias et à M. le Ministre de la Digitalisation	p. 80-81
- Question n° 67 du 23 octobre 2019 de Mme Octavie Modert relative aux transferts pour soins de santé à l'étranger, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 81
- Question n° 68 du 22 octobre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative au statut de l'athlète de haut niveau, adressée à M. le Ministre des Sports	p. 81-82
- Question n° 69 du 23 octobre 2019 de Mme Viviane Reding relative au déploiement du réseau 5G, adressée à M. le Ministre de la Digitalisation	p. 82
Question élargie n° 18 de M. Dan Biancalana relative à l'industrie du film	p. 82-83
Question élargie n° 17 de M. Marco Schank relative au plan national d'action handicap	p. 83
Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser	p. 83-84
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du troisième âge au Grand-Duché de Luxembourg	p. 84-88
7403 - Projet de loi	
portant création de l'Office national de l'accueil (ONA) et portant modification de :	
1° la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;	
2° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;	
3° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire	p. 88-91
7295 - Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'adoption de règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces règlements	p. 91-92
7321 - Projet de loi portant approbation des modifications :	
1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999 et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de ses 24 ^e et 25 ^e sessions ;	
2° et à ses appendices D, F et G ;	
apportées lors de la 12 ^e assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, le 30 septembre 2015	p. 92
7420 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg	p. 92-93
Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'invitation du Gouvernement à aborder, dans le cadre des instances politiques et militaires de l'OTAN, les modalités de coopération des alliés avec la Turquie	p. 93-94

7^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 95
Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de la récente pollution répétée de plusieurs cours d'eau	p. 95-98
Dépôt de deux motions par M. David Wagner	p. 98-101
7439 - Projet de loi modifiant la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers	p. 101-102
Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen	p. 102



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 4 • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2018-2019		
0762	Fernand Kartheiser	Suites données à l'acte de vandalisme au Centre Héliar à Weilerbach
0924	Sven Clement	Cessions et saisies
1069	André Bauler	Baisse des exportations de l'industrie allemande
1070	Marc Baum	Accès aux jugements et degré d'anonymisation des décisions de justice
1071	Josée Lorsché	Profession d'ostéopathe
1076	Sven Clement	Échange automatique d'informations
1080	Mars Di Bartolomeo	Nouveau système de suivi des bagages
1084	Claude Wiseler, Martine Hansen	Traitement de la douleur
1085	Jeff Engelen	Défibillateurs
1086	Fernand Kartheiser	Statut de réfugié
1100	Léon Gloden	Ligne de bus « Hop On Hop Off » pour la région mosellane
1124	Marc Spautz	Réforme de la formation professionnelle
1125	Diane Adehm	Modalités d'avancement dans différentes carrières des administrations et services de l'État
1128	Alex Bodry	Emplacements pour livraisons
1131	Fernand Kartheiser	Protection des animaux
1137	Paul Galles	Structures d'hébergement de demandeurs et de bénéficiaires de protection internationale
1139	Laurent Mosar	Restructuration de RTL Group
1141	Jean-Marie Halsdorf	Approvisionnement en vaccins contre la grippe saisonnière
1147	Marc Goergen	Ville sans voiture
1151	Marc Goergen	Citoyens luxembourgeois ayant leur résidence principale dans la Grande Région
1152	André Bauler	Archives historiques de RTL Group
1154	Jeff Engelen	Chiens d'assistance
1155	Laurent Mosar, Gilles Roth	Parc automobile de la Police grand-ducale
1159	Mars Di Bartolomeo	Marché de l'emploi
1161	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	Restructuration de RTL Group
1163	Marc Goergen	Aspects écologiques des travaux d'impression de l'État
1165	Martine Hansen	Soumission publique pour le programme « Schouluebst 2019/2020 »
1166	Gusty Graas	Nouvelles tensions entre Israël et la Jordanie
1167	Claude Haagen	Entretien des chemins ruraux
1169	Françoise Hetto-Gaasch	Admission à un programme d'étude à l'Université du Luxembourg
1170	Fernand Kartheiser	Château de Colpach
1171	Nancy Arendt épouse Kemp	Nouveau stade national
1172	Djuna Bernard	Réforme du cycle inférieur de l'enseignement général
1173	Paul Galles	Lutte contre la déforestation
1174	Martine Hansen	Déchets plastiques
1175	Marc Spautz	Diminution par les États-Unis des investissements dans des structures militaires
1176	Laurent Mosar	Entités surveillées par la Commission de surveillance du secteur financier
1177	Marc Goergen	Examen de rattrapage
1178	Gusty Graas	Ouverture à l'exploitation économique de la « Tongass national forest »
1179	Alex Bodry	Épargne populaire
1180	Mars Di Bartolomeo	Sécurité alimentaire dans l'e-commerce
1181	Sven Clement	Restructuration de RTL Group
1182	Sven Clement	Nouveau report du Brexit
1183	Marc Goergen	Perte de forêts
1184	Lydia Mutsch	Déploiement du réseau 5G
1185	Franz Fayot	Gaspillage alimentaire « fruits à l'école »
1186	Dan Biancalana	Peines militaires
1187	Martine Hansen	Déchets d'emballages en provenance du secteur agricole
1188	Dan Biancalana	Demandes de révision d'un procès pénal
1189	Laurent Mosar, Gilles Roth	Fichier images auprès de la Police grand-ducale
1190	Laurent Mosar, Gilles Roth	Fichier en matière de stupéfiants auprès de la Police grand-ducale
1191	Laurent Mosar, Gilles Roth	Casier disciplinaire auprès de la Police grand-ducale

1192	Guy Arendt, Gusty Graas	Dégâts de gibier
1193	Gilles Baum, Max Hahn	Projets pilotes Valorlux
1194	Marc Goergen	Demandes de séjour
1195	Marc Goergen	Cheval de Troie « Emotet »
1196	Carole Hartmann, Max Hahn	Optimisation des services d'urgence
1197	Marc Goergen	Pollution due aux mégots de cigarettes
1198	Mars Di Bartolomeo	Actualisation de l'orthographe de la langue luxembourgeoise
1199	Marc Goergen	Radar camouflé sur la N31
1200	Mars Di Bartolomeo	Investissements directs étrangers
1201	Fernand Kartheiser	Symposium « Quel futur pour les Palestiniens et Israéliens ? »
1202	Marc Goergen	Assistance judiciaire
1203	Josée Lorsché, Carlo Back	Documentation hospitalière
1204	Mars Di Bartolomeo	Sécurité des transactions de paiement par carte électronique
1205	Mars Di Bartolomeo	Nouvelle génération des radars
1206	François Benoy	Pollution de l'Alzette
1207	Jean-Marie Halsdorf, Georges Mischo	Fermeture d'une pharmacie à Esch-sur-Alzette
1208	Martine Hansen	Contournement de Hosingen
1209	François Benoy	Alimentation des animaux d'élevage
1210	Marc Lies	Statistiques du Liser
1211	André Bauler	Travaux de modernisation de la gare d'Ettelbruck
1212	Fernand Kartheiser	Geste de bienvenue aux nouveaux détenteurs de la nationalité
1213	Mars Di Bartolomeo	Abolition du changement d'heure bisannuel
1214	Nancy Arendt épouse Kemp	Malformations chez les nouveau-nés
1215	Léon Gloden	Recours contre une décision émanant d'une institution de la sécurité sociale
1216	Lydia Mutsch	Éducation aux médias
1217	David Wagner	Bureau de poste dans le quartier de Bonnevoie à Luxembourg-ville
1218	Franz Fayot	Grève pour le climat
1219	Fernand Kartheiser	Autorisations requises dans une zone verte
1220	Fernand Kartheiser	Conflits d'intérêts lors des délibérations au niveau communal
1221	Jeff Engelen	Manque de ressources humaines au niveau des prestataires paramédicaux
1223	Marc Spautz	Don du sang
1224	Jeff Engelen	Utilisation par les CFL des pesticides à base de glyphosate
1225	Max Hahn	Impact climatique des stations d'épuration
1226	Max Hahn	Émissions de méthane provenant des décharges pour déchets ménagers
1227	Martine Hansen	Gestion des CNFPC d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck
1228	Laurent Mosar	Activités spatiales promues par le Gouvernement
1229	Léon Gloden	Examens de rattrapage des examens de fin d'études du secondaire
1230	Marc Goergen	Chauffage au mazout
1232	Carole Hartmann, André Bauler	Nouvelle version de l'application « mobilité.lu »
1233	Marc Spautz	Promotion de l'eau minérale locale
1234	Mars Di Bartolomeo	Efficacité de la législation sur les « restrictions territoriales de l'offre » (RTO)
1235	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Formation dite « Analyse du comportement appliquée (ABA) »
1236	Marc Spautz	Jumelage entre deux villes
1237	Jean-Marie Halsdorf	Cessation des activités du Service d'hygiène du milieu et de surveillance biologique du LNS
1238	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Durabilité environnementale du système de santé
1239	Dan Biancalana	Étude « Being Black in the EU »
1240	Fernand Kartheiser	Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement
1241	Jeff Engelen	Acquisition de terrains et parcelles forestières par l'État
1243	Mars Di Bartolomeo	Nombre de demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur
Question parlementaire posée au cours de la session ordinaire 2019-2020		
1658 urgente	Sven Clement	Incendies en Australie

Question 0762 (06.06.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **suites données à l'acte de vandalisme au Centre Héliar à Weilerbach** :

Am August ginn et dräi Joer, datt an der Weilerbaach zwou Hellegestatu gëkapt goufen. Weilerbaach, wou e Flüchtlingssheim ass, dat zurzäit renovéiert gëtt, war fréier emol eng Kuranstalt, ier de Stat et iwwerholl hat. Ronderëm de Foyer ass e kleng Park a Plazen, wou ee spadséiere goe kann. Allerdéngs gëtt den Entretien hei plazeweis net seriö gemaach. Esou sinn déi gekäppte Figuren och no dräi Joer nach ëmmer net reparéiert oder restauréiert, mee si grad esou stoen a leie gelooss ginn, wéi si futti gemaach goufen. Déi eng gekäppte Hellegestatu ass net onbekannt an nennt sech „statue du Sacré-Cœur au parc“, déi aner steet an der Heliar-Grott. An der Grott läit och nach Dreck, e Biesem an eng Dreckstat. Alles an allem mécht dat ee vernoleissegten, ongeflegten a respektlosen Androck. Dozou kommen dann nach eng beschiedegt Fënster vun der Kierch, déi net reparéiert gëtt, a Schmierereien an der Kierchdier, déi de Fändel vun de syresche Rebellen duerstellen.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Madamm Innenminister, der Madamm Kulturminister an dem Här Kultusminister gär folgend Fro stellen:

1. Goufen Ermittlungen an dësem Fall vu Vandalismus ënnerholl an ofgeschloss? Goufen déi Schëlleg ermëttelt a bestrooft? Gëtt et eventuell Erkenntneser iwwer hir Beweeggrënn?

2. Ass et richtig, datt den Terrain, op deem dës beschiedegt Statue stinn oder leien, dem Stat gehéiert? Wa jo, ass de Stat och zoustänneg fir den Entretien vun an op deem Terrain?

3. Firwat sinn déi beschiedegt Statuen no dräi Joer nach ëmmer net reparéiert oder restauréiert, mee grad esou stoen a leie gelooss ginn, wéi si futti gemaach goufen?

4. Firwat gëtt d'Heliar-Grott an engem inakzeptabelen, knaschtegen Zoustand gelooss?

5. Kann d'Madamm Kulturminister bestätegen, datt et sech bei där enger beschiedegter Statu, der „statue du Sacré-Cœur au parc“, ëm eng Skulptur vum Josy Jungblut handelt - engem Lëtzebuerger Sculpteur, vun deem ënner anem och eng ganz Rei Monumenter am Land bestinn, déi un d'Affer vum Zweete Weltkrich an d'Lëtzebuerger Onofhängegkeet erënneren? Wa jo, huet d'Regierung da kee kulturellen Interessi dorunner, dës Statu reparéieren ze loosse an ze erhalen?

6. Firwat gëtt déi beschiedegt Fënster vun der Kierch net reparéiert an de Fändel vun de syresche Rebellen, deen op d'Dier gesprayt gouf, net ewechgemaach?

7. Huet d'Regierung sech eventuell schonn un den Aerbizium oder un de Kierchefong gewant, wa si selwer net gewëllt ass, dës Plazen an Objeten ze ënnerhalen an ze fleggen, well dës nieft dem ästheteschen Aspekt och eng chrëschtlech-reliéis Bedeitung hunn? Huet d'Regierung wëllen, hei aktiv ze ginn, sief dat selwer oder iwwer d'Kontaktéiere vum Aerbizium oder vum Kierchefong?

Réponse (28.10.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Den Exploitant vum Site vun der Weilerbaach war deemools de Lëtzebuerger Office fir d'Opnam an d'Integratioun (OLAI) vum Ministère fir d'Famill, d'Integratioun an d'Groussregioun. Den OLAI huet eng Plainte wéinst Vandalismus bei der Police agereecht. D'Affär konnt bis haut net opgekläert ginn.

Den Terrain, op deem dës Statu stoungen, gehéiert dem Stat. D'Naturverwaltung këmmert sech ëm den Entretien vun de Beem, den OLAI ëm d'Méie vun der Wiss. Déi beschiedegt Statue sinn net während dräi Joer stoen a leie gelooss ginn:

De Kapp vun der Statu aus der Grott war esou staark beschiedegt ginn, dass en net méi konnt restauréiert ginn. De Büst war an der Grott stoe gelooss ginn, mee ass entre-temps an engem Container um Chantier entrestockéiert. Et ass net virgesinn, dës Statu ze restauréieren.

De Kapp vun der zweeter gekäppter Statu, déi net wäit vun der aler Schoul steet, ass während de leschten dräi Joer vum OLAI an enger Garage um Site entreposéiert ginn an ass entre-temps och am Chantierscontainer entrestockéiert. Am Kader vum Projet „renovation et assainissement du Centre Héliar“ ass virgesinn,

dës Statu vun engem Spezialist restauréieren ze loosse.

D'Grott ass an engem gudden Zoustand an et ass virgesinn, se am Kader vum Projet „renovation et assainissement du Centre Héliar“ ze botzen.

All d'Kierchdieren an all d'Fënstere ginn am Kader vum besote Projet ersat. Dorënner fällt souwuel déi futti Kierchfënster wéi och déi metallenen Dier mam Graffiti drop.

Wéi scho virdrun erwänt, këmmert sech d'Verwaltung vun den öffentleche Bauten ëm d'Restauratioun vun enger Statu, an déi wäert vun engem Spezialist ausgefouert ginn, grad ewéi ëm d'Botze vun der Grott an dem Kräizgang. Den Entretien fällt allerdéngs net ënner d'Kompetenz vun onsem Ministère, mee vum zukünftigen Exploitant. Zousätzlech ass ze soen, dass d'Kierch viru Joren desakraliséiert ginn ass an net méi dem Aerbizium ënnersteet.

Question 0924 (19.07.2019) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant des **cessions et saisies** :

An der Bundesrepublik Däitschland gëtt et zanter dem 1. Juli 2010 e sougenannten „Pfändungsschutzkonto“ (§ 850k ZPO), deen et Betraffenen erlaabt ee Minimalbetrag op hirem Bankkonto virun enger Saisie-arrêt ze schützen, fir esou weider um gesellschaftleche Liewe kënnen deelzehuelen.

Dës Norm ass onofhängeg vun enger eventueller Saisie oder Cession op engem Salaire, mee betrëfft direkt de Kontestand vun engem eventuellen Debituer.

An Däitschland ass nämlech am § 850c ZPO d'Saisie vun engem Aarbechtsakommes geregelt an trotzdem huet den däitsche Legislauteur et fir néideg fonnt, fir och de monetären Eigentum ze schützen. De § 850c ZPO existéiert am lëtzebuergesche Gesetz ënner der Form vun den Artikelen L. 224-1 bis L. 224-5 vum Code du travail, wou ee sougenannten „Pfändungsfreibetrag“ virgesinn ass, deen awer equivalent zum § 850k ZPO ass.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Finanzen, Aarbecht a Justiz dës Fro stellen:

1. Ginn et Pläng vun der Regierung, fir eng analog Reegelung zum däitsche § 850k ZPO zu Lëtzebuerg anzeféieren?

2. Wéi vill Saisie goufen an deene leschte fënnf Joer (opgedeelt no Joer) géint Privatpersounen geschwat? Wéi vill dovunner hunn (och pro Joer opgedeelt):

- just de Salaire betrëfft?

- just Eigentum betrëfft?

- souwuel Salaire wéi och Eigentum betrëfft?

3. Wéi vill Saisien hunn tëscht 2014 an haut stattfonnt, bei deenen de ganze Sold vun engem Bankkont saiséiert gouf? Wéi vill dovunner ware Privatpersounen?

Réponse commune (08.11.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

De Betrag vun der Saisie vun Akommes a Rente berout op der Staffelung vum Akommes:

- de Prozentsaz vum Akommes, dee pro Tranche saiséiert a veräussert ka ginn („quotité saisissable/cessible“), ass gesetzlech fixéiert iwwer d'Artikelen L. 224-1 bis 225-5 vum Code du travail an den Artikel 4 vun der Loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail;

- d'Valeur vun den Tranchen ass am Règlement grand-ducal du 27 septembre 2016 fixant les taux de cessibilité et de saisissabilité des rémunérations de travail, pensions et rentes (Mém. A, N° 206 du 4.10.2016) fixéiert. Dëst Règlement gëtt regelméisseg ugepasst.

De gesécherte Minimalbetrag („quotité insaisissable et incessible“) ass gestaffelt am Bezuch zu der Valeur vum Akommes respektiv der Rent vum Debituer. Weeder de Riichter nach de Creancier hu Kenntnis vum Sold vum Konto respektiv vun de Konte vum Debituer.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

A puncto Statistiken iwwer d'Saisies-arrêts vun de Salären an dem Ennerhalt, kann een op folgend Zuele verweisen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1069 (16.08.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **baisse des exportations de l'industrie allemande** :

Les médias viennent d'annoncer que l'industrie allemande se voit confrontée à un net recul de ses exportations depuis juin 2019 - en particulier en direction des pays outre-mer - si bien que d'aucuns évoquent le risque d'une stagnation voire d'une récession. Il va sans dire que cette régression des ventes de produits industriels à l'étranger touche également notre propre économie.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quelles sont les principales raisons qui expliquent la baisse des exportations de l'industrie allemande ?

2) Dans quelle mesure l'économie grand-ducale dépend-elle de l'industrie allemande ? Quelles sont les branches domestiques les plus touchées par une baisse de la conjoncture dans ce secteur important de notre pays voisin ?

3) Est-il déjà possible d'anticiper les conséquences éventuelles de ce recul pour l'industrie luxembourgeoise ?

Réponse (18.09.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

ad 1) Les raisons qui expliquent la baisse des exportations de l'industrie allemande sont de plusieurs natures. Parmi les plus fréquemment relevées, les tensions commerciales mondiales - et l'escalade des mesures protectionnistes entre les États-Unis et la Chine en particulier - sont en première ligne. Celles-ci désorganisent les chaînes de production mondiales, font baisser les échanges de marchandises et participent au ralentissement de l'économie mondiale. L'Allemagne voit ainsi le volume de ses exportations vers la Chine diminuer dans les domaines de la chimie, des biens manufacturés et du matériel de transport et équipement. L'industrie allemande souffre davantage que les autres pays d'Europe de cette guerre commerciale. Ce qui a fait son succès au cours des dernières années, à savoir son orientation plus marquée vers les pays émergents (dont la Chine), se retourne en quelque sorte contre elle aujourd'hui.

Le secteur de l'industrie automobile allemande est particulièrement touché. Il pâtit en outre d'une conjonction délétère de plusieurs éléments indépendants du cycle économique mondial : le passage aux nouvelles normes européennes d'émission, une transition difficile vers les modèles électriques ou encore les faibles niveaux du Rhin qui ont entraîné des problèmes d'acheminement. Sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2019, la production industrielle allemande s'est repliée d'environ 4 % sur un an, la moitié de cette baisse relevant directement de l'industrie automobile.

ad 2) L'Allemagne est le premier partenaire du Luxembourg en termes d'échanges de biens et services. Au niveau des exportations luxembourgeoises, la part de marché de l'Allemagne est de l'ordre de 20 % pour l'ensemble des biens et services (28 % pour les biens, 19 % pour les services). Ces parts sont globalement identiques en termes d'importations et n'ont que peu fluctué au cours des dernières années.

Les biens exportés du Luxembourg vers l'Allemagne ont un fort contenu industriel (à la fois du point de vue de leur origine et de leur utilisation finale). En 2018, ils étaient principalement composés pour un quart environ de métaux ou produits métalliques, pour 15 % de matières ou produits en plastique et en caoutchouc et pour 15 % également de machines et appareils (là encore, cette composition n'a que peu changé au cours des années récentes).

Comme déjà mentionné, le domaine de l'industrie allemande le plus affecté par le repli de la production sur la 1^{re} moitié de 2019 est celui de la construction automobile. On observe néanmoins aussi un recul de la production dans l'industrie pharmaceutique et la fabrication d'équipements électriques.

ad 3) Le fait que l'industrie automobile allemande soit particulièrement affectée laisse en premier lieu craindre des répercussions sur les entreprises luxembourgeoises qui produisent des biens intermédiaires lui étant habituellement destinés.

Le repli de la production automobile allemande (20 % de la production totale) peut également avoir des effets contagieux sur d'autres pays de l'industrie germanique, ce qui poserait des difficultés aux entreprises luxembourgeoises qui exportent vers l'industrie allemande en général.

L'une des craintes en termes de perspectives pour l'économie allemande, c'est que la mau-

vaie conjoncture de l'industrie - qui représente 25 % du PIB allemand - fasse tache d'huile sur les activités de services (dont certains sont prestés pour l'industrie). Les enquêtes de conjoncture allemandes montrent depuis le début de 2019 une baisse très prononcée de la confiance des industriels. Mais plus récemment - en juillet et août 2019 - la confiance des services non financiers s'est également repliée de manière assez inquiétante¹. Une dégradation de l'économie allemande de nature plus généralisée, et non seulement cantonnée au domaine industriel, pourrait alors avoir des répercussions sur les exportations de services luxembourgeois vers l'Allemagne.

Enfin, de manière encore plus indirecte, étant donné que l'Allemagne est la première économie de la zone euro, son ralentissement fait craindre des retombées négatives sur l'ensemble de ses partenaires économiques européens (qui sont aussi des partenaires du Luxembourg).

Sur l'ensemble des six premiers mois de 2019, les exportations de biens du Luxembourg vers l'Allemagne affichent une baisse en valeur de 1,8 % (après une hausse de 1,0 % en 2018, et de 7,2 % en 2017). Cette baisse concerne principalement les produits de la métallurgie (notamment sidérurgie et métaux non ferreux), l'outillage et les machines d'usage spécifique.

Question 1070 (16.08.2019) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant l'**accès aux jugements et le degré d'anonymisation des décisions de justice** :

Depuis 2002, nos voisins français disposent avec www.legifrance.gouv.fr d'un site spécifiquement dédié au « Service public de la diffusion du droit ». Ce site permet à ses usagers d'accéder gratuitement et rapidement non seulement à l'ensemble des textes constitutionnels, législatifs et réglementaires en vigueur, mais aussi à une grande partie de la jurisprudence judiciaire, administrative et constitutionnelle.

Au Luxembourg, le site www.legilux.lu permet d'accéder aux textes publiés dans le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, tandis que www.justice.public.lu permet d'accéder à des versions anonymisées des décisions de la Cour Constitutionnelle, de la Cour de Cassation et des juridictions administratives. Toutefois, ce portail, qui ne dispose pas d'un formulaire de recherche multicritères, ne donne pas accès aux décisions judiciaires de première instance et d'appel, bien que celles-ci puissent également être d'intérêt jurisprudentiel. Pourtant, ces décisions existent bel et bien au format numérique et peuvent être consultées par les membres des juridictions sur l'intranet de celles-ci.

Comme l'a récemment indiqué le président de la Cour supérieure de Justice dans une publication scientifique, cet état de fait regrettable serait dû à des hésitations concernant le degré d'anonymisation à réserver à ces décisions². En effet, si la publication automatique et non anonymisée de l'ensemble des décisions de justice risquerait de porter atteinte au droit à la vie privée de certaines personnes, une politique systématique de non-publication ou tendant à une anonymisation trop poussée semble également irréconciliable avec le caractère public de la justice dans le cadre d'une société démocratique.

Au regard de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Les services de Monsieur le Ministre envisagent-ils de rendre gratuitement et directement accessibles au public dans un avenir proche sur www.justice.public.lu ou tout autre site dédié les décisions des juridictions luxembourgeoises de première instance et d'appel ?

- Dans l'intérêt de faciliter l'accès au droit de l'ensemble des citoyen(ne)s, ne serait-il pas opportun de créer un site unique dédié au « Service public de la diffusion du droit » et permettant des recherches multicritères, par exemple en procédant à une refonte du site Legilux ?

Au regard des débats menés à ce sujet au Luxembourg et à l'étranger³, quelle est la posi-

¹ Les indicateurs de confiance évoqués ici sont ceux qui sont calculés par la Commission européenne. (DG ECFIN)

² J.-C. Wiwinius, « Public Hearings in Civil Proceedings: From the Perspective of a Luxembourgish Judge », in B. Hess et A. Koprivica Harvey (dir.), *Open Justice: The Role of Courts in a Democratic Society*, Baden-Baden, Nomos, 2019, pp. 100-101.

³ Cf. le rapport « L'Open Data des décisions de justice » remis en novembre 2017 à la Garde des Sceaux, Ministre de la Justice en France : http://www.justice.gouv.fr/publication/open_data_rapport.pdf.

tion de Monsieur le Ministre s'agissant du degré d'anonymisation des décisions de justice ? En particulier, afin de ne pas entraver le travail de la presse, ne serait-il pas opportun de limiter cette anonymisation aux seules personnes physiques ?

Réponse (02.10.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

Un projet informatique est actuellement en cours de réalisation afin de mettre en ligne sur le portail internet de la justice (www.justice.public.lu) une nouvelle base de données mettant directement et gratuitement à la disposition du public des jurisprudences anonymisées de toutes les juridictions judiciaires et administratives.

Les jurisprudences judiciaires qui y seront insérées seront essentiellement reprises de la base de données JUDOC qui contient près de 29.000 décisions et qui est actuellement consultable indirectement seulement, via le Service de documentation du parquet général, sur base de mots-clés indiqués par la personne intéressée.

La base de données nouvellement créée sera complétée au fur et à mesure par de nouvelles jurisprudences sélectionnées en raison de leur intérêt juridique. Il est prévu que les recherches pourront se faire directement par un citoyen intéressé au moyen d'un formulaire multicritères permettant d'obtenir des résultats affinés.

Les jurisprudences seront publiées sous une forme anonymisée, ou plutôt pseudonymisée au sens qu'en retient le règlement général (UE) 2016/679 pour la protection des données (RGPD). La pseudonymisation n'a pas pour objectif de rendre impossible toute ré-identification des personnes concernées, mais seulement de traiter les données à caractère personnel de telle façon que celles-ci ne puissent plus être attribuées à une personne concernée précise sans avoir recours à des informations supplémentaires. La pseudonymisation est réalisée en retirant des décisions de justice les éléments les plus directement et les plus fortement identifiants (noms, prénoms, adresses, dates de naissance, numéros de plaques d'immatriculation pour les véhicules, numéros de téléphone et de comptes bancaires, etc.). Les noms de magistrats, avocats, greffiers, experts ne sont pas retirés. Les dénominations des personnes morales sont, en principe, également retirées, même si le RGPD ne s'applique qu'aux personnes physiques.

Les textes entiers des jurisprudences restent accessibles sous forme pseudonymisée indirectement via le Service de documentation du parquet général sur base de la loi « open data »⁴ et sont communiqués gratuitement sous forme digitalisée et contre remboursement des frais engagés sous forme de copies papier.

Question 1071 (19.08.2019) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **profession d'ostéopathe** :

Dans une lettre adressée aux membres de la Commission de la Santé de la Chambre des Députés en date du 14 août 2019, les représentants de l'Association luxembourgeoise des ostéopathes (ALDO) tiennent à exprimer plusieurs objections au règlement grand-ducal qui a comme objet l'application de la loi du 21 août 2018 réglant l'exercice de la profession d'ostéopathe et qui a été officialisé le 27 septembre 2018.

En se référant plus particulièrement à l'article 9 du règlement grand-ducal qui détermine notamment la phase de transition pour l'obtention de l'autorisation d'exercice mise en place pour les praticiens ne disposant pas de diplôme de master ou équivalent, l'ALDO souligne que « ... de l'aveu même du Ministère de la Santé, les critères qu'il a lui-même mis en place sont irréalisables et inapplicables ». L'effet en serait que les commissions spéciales ayant comme mission l'examen des dossiers, ne compteraient aucun ostéopathe en leur sein et ne disposeraient de surcroît d'aucun critère objectif pour la reconnaissance des diplômes et des autorisations d'exercice de la profession d'ostéopathe.

Soucieuse que la profession d'ostéopathe, qui a été reconnue comme profession de santé au Grand-Duché de Luxembourg, puisse garantir aux patients une prise en charge répondant à de hauts critères en matière de qualité et de sécurité, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les propos de l'ALDO suivant lesquels les remar-

ques de l'association n'ont pas été prises en compte lors de l'élaboration du règlement grand-ducal et cela malgré sa consultation au préalable ? Monsieur le Ministre a-t-il dans le cadre de l'élaboration du règlement grand-ducal collaboré avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et quel a le cas échéant été l'objet précis de cette collaboration ?

2) Combien de dossiers d'autorisation ont été soumis jusqu'à ce jour pour signature à Monsieur le Ministre et quel est le nombre de dossiers qui ont en fin de compte trouvé son accord ?

3) Est-ce que les critères fixés par l'OMS, voire ceux fixés par la norme CEN en vigueur dans les autres pays de l'Union européenne, ont été respectés dans toutes les autorisations d'exercice ?

4) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que des personnes ne disposant d'aucun diplôme d'ostéopathe, mais ayant suivi des « formations disparates ne comportant aucune évaluation des connaissances, ni examen, ni mémoire » ont également obtenu une autorisation d'exercice, tel que signalé dans ladite lettre de l'ALDO ?

5) Compte tenu de la nécessité absolue de garantir au Grand-Duché un système de santé et de prise en charge répondant à de hauts critères de qualité, de sécurité et de fiabilité, Monsieur le Ministre est-il disposé à réviser le règlement grand-ducal en question ?

6) L'exercice de la profession d'ostéopathe sera-t-il dans tous les cas lié à des normes rigoureuses, objectives et transparentes en matière de formation afin de créer au Grand-Duché des conditions favorables au développement d'une profession hautement compétente tant au niveau de la prévention que de la conservation de la santé des patients ?

Réponse commune (02.10.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

L'Association luxembourgeoise des ostéopathes (ALDO) a été étroitement associée à l'élaboration du règlement grand-ducal du 23 septembre 2018 portant réglementation de la profession d'ostéopathe pour avoir participé à pas moins de huit réunions organisées par le Ministère de la Santé et pour avoir formulé, à la demande du ministère, un avis par rapport à l'avant-projet de règlement grand-ducal.

Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a également été consulté par le Ministère de la Santé plus particulièrement sur des questionnements ayant trait à la formation initiale, dont notamment le niveau d'études requis pour accéder à la profession.

Au 20 septembre 2019, 138 autorisations d'exercer la profession d'ostéopathe ont été délivrées par le Ministère de la Santé, alors que 77 demandes incomplètes restent en suspens à ce jour.

Force est de préciser que l'ensemble des dossiers introduits par les ostéopathes ont été examinés sur base de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal précité qui permet l'exercice de la profession d'ostéopathe aux personnes qui « disposent d'un titre d'enseignement supérieur de niveau équivalent au grade de master dans le domaine de l'ostéopathie ».

Concernant les démarches à réaliser par un ostéopathe en vue d'accéder à cette profession, il y a lieu de préciser que cette procédure se compose, en l'absence d'offre de formation au Luxembourg, de deux étapes distinctes, à savoir dans un premier temps la reconnaissance des qualifications professionnelles obtenues à l'étranger et dans un deuxième temps l'autorisation d'exercer en tant que telle.

En vue de la reconnaissance des qualifications professionnelles obtenues à l'étranger, le demandeur doit déposer auprès du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

une demande et un dossier comportant, entre autres, une copie du diplôme, ainsi que des informations ayant trait à l'expérience professionnelle antérieure.

Lors de la procédure de reconnaissance, et conformément aux dispositions de la directive modifiée 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (transposée en droit national par la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles), le profil professionnel du demandeur (contenu des études et attributions qu'il peut effectuer dans le pays d'obtention du diplôme) est comparé avec le profil professionnel de l'ostéopathe au Luxembourg tel qu'il résulte du règlement grand-ducal précité du 23 septembre 2018.

Uniquement s'il n'y a pas de différences substantielles entre ces deux profils professionnels, une décision de reconnaissance directe peut être arrêtée. En cas de différences substantielles, le demandeur devra combler ces lacunes moyennant des mesures compensatoires pouvant prendre la forme d'un stage d'adaptation ou d'une épreuve d'aptitude. Si les différences sont trop essentielles pour pouvoir être comblées moyennant des mesures compensatoires, la demande de reconnaissance est refusée.

À travers cette procédure de reconnaissance, il peut être garanti que seulement des demandeurs disposant d'une formation approfondie et pleinement qualifiés pour exercer les attributions de la profession d'ostéopathe puissent demander une autorisation d'exercer auprès du Ministère de la Santé.

Les procédures de reconnaissance et d'autorisation d'exercer permettent dès lors de garantir un haut niveau de qualité dans le chef des professionnels, ce qui a comme corollaire un haut niveau de sécurité à l'adresse de la patientèle.

Ainsi, le règlement grand-ducal, d'ailleurs largement calqué sur la norme européenne sur l'ostéopathie à laquelle fait référence l'honorable Parlementaire, répond à des critères stricts de sécurité et de qualité en ce qui concerne la prise en charge des patients non seulement en ce qui concerne la formation d'ostéopathe, mais également en ce qui concerne certains actes qui, en raison de leur nature, ne peuvent être réalisés par l'ostéopathe qu'en cas de certification médicale de l'absence de contre-indication.

L'obligation pour l'ostéopathe de suivre annuellement une formation continue de 40 heures s'inscrit tout autant dans une perspective de santé publique.

Cela étant une adaptation du règlement grand-ducal du 23 septembre 2018 portant réglementation de la profession d'ostéopathe n'est pas à l'ordre du jour.

Question 1076 (19.08.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant l'**échange automatique d'informations** :

International Accorde fir den Austausch vu Steierdate sinn noutwenneg, fir net als Steieroas ze gëllen, fir d'Steierhannerzierung ze bekämpfen a fir eng fair Besteuerung ze garantéieren, bei där jidderee säin Undeel an deem Land bezilt, wou e muss.

An Däitschland hu Presseberichter widderhuelt dorobber higewisen, datt et beim automatisierten Informationsaustausch vu Steierdaten awer reegelméisseg zu Problemer kënn, well d'Software, déi dofir agesat sollt ginn, entweder net disponibel ass oder Problemer verursacht.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Mat wéi enge Länner huet Lëtzebuerg zanter wéini en Accord, fir Steierdaten auszutauschen?

2. Wéi vill Datesätz ginn zanter dem Akraafttriede vun de jeeweilegen Accorden u Partnerlänner iwwermëttelt (opgeschlüsselt no Joer a Land)?

3. Wéi vill Datesätz empfängt Lëtzebuerg duerch dës Accorden (opgeschlüsselt no Joer a Land)?

4. Gouf d'Verschécken an d'Unhuele vu Steierdaten duerch e Logiciel bei der Steierverwaltung automatiséiert?

- Falls jo, zanter wéini kënn dëse Logiciel zum Asaz?

- Falls neen, firwat net, a ginn et Pläng, fir eng digital Automatiséierung anzeféieren?

Réponse (16.09.2019) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances* :

ad 1. Am Kader vun der Direktiv 2011/16/EU, déi déi administrativ Zesammenaarbecht am steierleche Beräich tëscht de Memberstate vun

der Europäescher Unioun reegelt, tauscht Lëtzebuerg zënter 2015 Informatiounen iwwert den automatiséierte Wee aus. Dës Direktiv ass an de folgende Jore fënnemol ugepasst ginn, eng leschte Kéier am Joer 2018, wouduerch zousätzlech Kategoriën vun Informatiounen, déi ënnert den automateschen an obligatoreschen Austausch falen, bäikomm sinn.

Mat Länner ausserhalb der Europäescher Unioun ginn Informatiounen op Basis vu multilateralen oder bilateralen Accorden an Ofmaachungen ausgetoscht.

An deem Kontext huet Lëtzebuerg, fir déi respektiv multilateral Accorden, jee eng Bättrëts-erklärung ënnerschriwwen. Déi éischt am Joer 2014, duerch déi Lëtzebuerg, als „early adopter“, vun 2017 u Finanzinformatiounen austauscht, an déi zweet am Joer 2016 duerch déi Lëtzebuerg sech engagéiert huet, Donnéeën vu multinationaler Gruppe vun Entrepreneuren am Kader vun der Lännerbezunnener Deklaratioun eng éischte Kéier am Joer 2018 auszutauschen.

Mat fënnef europäesche Länner, déi net Member vun der Europäescher Unioun sinn, tauscht Lëtzebuerg Finanzinformatiounen op Basis vun enger EU-Ofmaachung aus. Déi Ofmaachung goufen tëscht der Europäescher Unioun a Liechtenstein, San Marino an der Schwäiz am Joer 2015, respektiv Andorra a Monaco am Joer 2016 ënnerschriwwen.

Zudeem huet Lëtzebuerg och zwou bilateral Ofmaachungen mat de Vereenegte State vun Amerika, déi eng vun 2014 betreffend FATCA, déi den Austausch vu Finanzinformatiounen reegelt, an eng zweet vun 2017 a Relatioun mat dem Austausch vun der Lännerbezunnener Deklaratioun betreffend multinationaler Gruppe vun Entrepreneuren.

ad 2. D'Unzuel vun den Datesätz, déi Lëtzebuerg iwwert den automatesche Wee u seng jeeweileg Partnerlänner verschéckt huet, geet aus der Annex 1 ervir.

ad 3. D'Unzuel vun den Datesätz, déi Lëtzebuerg iwwert den automatesche Wee u seng jeeweileg Partnerlänner geschéckt krut, geet aus der Annex 2 ervir.

D'Zuelen aus der Annex 1 an der Annex 2 erfaassen d'Informatiounen a Relatioun mam Kalenner- oder Steierjoer.

D'Iwwermëttlung tëscht de Partnerlänner geschitt am Prinzip, jee no Typ vun Austausch, spëtstens tëscht sechs an 18 Méint no dem Kalenner- oder Steierjoer, op dat sech eng Informatioun bezitt.

ad 4. Souwuel d'Verschécke wéi och d'Unhuele vun de betreffenen Informatiounen am Kader vun automateschen Informationsaustausch ass automatiséiert. Jee no Typ vun Austausch huet d'Steierverwaltung eng spezifesch Applikatioun, déi dat erméiglecht an déi och vum jeeweils éischten Austausch an asazfäeg war.

(*Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

Question 1080 (20.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant le **nouveau système de suivi des bagages** :

L'association internationale du transport aérien (IATA) a adopté lors de sa 75^e assemblée générale un nouveau système pour assurer un meilleur suivi des bagages. En effet, l'IATA veut passer endéans les quatre années à venir du système des codes-barres vers un système à puces RFID (Radio Frequency Identification) intégrées dans les languettes qui accompagnent les bagages en soute. Ce nouveau système permettra de réduire encore le taux de perte de bagages et garantira une traçabilité en temps réel. Dès à présent 78 % des compagnies aériennes ont entamé ou vont entamer l'installation de ce nouveau système de suivi des bagages.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si ce système est prévu à l'Aéroport de Luxembourg et le cas échéant endéans quels délais il pourra être opérationnel.

Réponse (01.10.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

La société de l'Aéroport lux-Airport SA suit de près l'évolution des nouvelles technologies en milieu aéroportuaire et a connaissance du système à puces RFID intégrées aux bagages de soute.

Le saviez-VOUS ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

⁴ Loi du 4 décembre 2007 sur la réutilisation des informations du secteur public, Mémorial A n° 212 du 7 décembre 2007, p. 3693

Le système actuel à codes-barres est un système qui a fait ses preuves et qui continue de satisfaire les besoins des compagnies aériennes. À ce jour, lux-Airport n'a pas reçu de demandes de la part des compagnies aériennes visant à modifier ledit système.

lux-Airport garde également un œil sur l'évolution des réglementations et certifications applicables et prendra les mesures qui s'imposent en cas de changement obligatoire.

Question 1084 (20.08.2019) de **M. Claude Wiseler** et **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **traitement de la douleur** :

La douleur chronique est pour ceux qui en souffrent une altération permanente et quotidienne de la qualité de vie, du confort physique, du confort moral, des capacités à affronter le quotidien professionnel, familial, affectif et social. La douleur chronique se caractérise par une douleur permanente (durée moyenne de six semaines), une efficacité insuffisante des mesures thérapeutiques, une modification des mouvements et activités conduisant, bien souvent, à une diminution de ceux-ci ainsi que par des troubles de l'humeur. Le traitement de la douleur ne peut ainsi se limiter aux causes à l'origine de celle-ci, mais doit également viser un soulagement ou une suppression des retentissements psychosociaux. Une prise en charge globale et interdisciplinaire s'avère indispensable.

Au Luxembourg il n'existe qu'un seul véritable centre de traitement de la douleur, au Centre hospitalier de Luxembourg (CHL). Ceci a comme conséquence que les patients doivent parfois attendre plusieurs mois pour avoir un premier rendez-vous. Tandis qu'en Belgique ou en Allemagne, il existe des cliniques entières consacrées à la douleur, l'on se doit de constater qu'un service d'hospitalisation des patients manque au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Le Gouvernement partage-t-il l'avis qu'une meilleure prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques devra être assurée ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner si le projet de construction du nouveau bâtiment CHL prévoit une extension des infrastructures dédiées au Centre de traitement de la douleur ?

Réponse commune (20.09.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Le Gouvernement s'efforce continuellement à améliorer le traitement des patients souffrant de douleurs chroniques dans le cadre d'une prise en charge globale et interdisciplinaire. Ainsi, la plateforme nationale cancer, établie dans le contexte du premier plan national cancer 2014-2018, a développé et validé le 30 novembre 2016 un concept national de prise en charge de la douleur dans le cadre de la cancérologie et autres pathologies en vue de la création d'un réseau de compétences. Ce concept a été rédigé en étroite collaboration avec les différents acteurs du terrain, notamment les hôpitaux offrant déjà une prise en charge pluridisciplinaire de la douleur (CHL, CHEM, HRS, CHdN, Rehazenter), ainsi que le Cercle des médecins généralistes et le Cercle luxembourgeois d'algologie. À cet égard, il échet de préciser que le CHL est un acteur important dans la prise en charge de la douleur chronique, mais il n'est pas le seul hôpital à offrir une prise en charge de douleurs.

Le concept susmentionné ne propose pas de créer de nouvelles structures dédiées à la douleur, mais vise à optimiser et développer la prise en charge coordonnée de la douleur et ceci à trois niveaux :

- 1^{er} niveau de recours en soins primaires (médecins généralistes ou spécialistes) ;

- 2^e niveau de recours avec une consultation hospitalière de la douleur dans les quatre hôpitaux aigus ;

- 3^e niveau de recours avec un centre spécialisé de la douleur chronique complexe, a priori au CHL, associée aux compétences du Rehazenter.

L'ensemble des différents niveaux de recours constitueront un réseau de compétences, tel que prévu à l'article 28 de la loi du 8 mars

2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. L'objet principal de ce réseau de compétences sera de partager les connaissances, les référentiels de bonne pratique, les outils d'évaluation et d'information tout comme les classifications. Le réseau de compétences facilitera l'articulation entre les niveaux de recours et garantira au patient un parcours de soins pour le traitement de sa douleur conforme aux acquis de la science et adapté au mieux à ses besoins. Au réseau de compétences sera adjoint un comité scientifique, appelé Comité national de lutte contre la douleur.

Actuellement, plusieurs établissements hospitaliers travaillent à un projet concret de réseau de compétences dédié à la douleur, de sorte que le projet pourra être soumis sous peu à la commission de gestion interhospitalière pour avis, tel que prévu par la loi précitée, avant d'être soumis au Ministre de la Santé pour autorisation.

En ce qui concerne plus précisément le CHL, il dispose actuellement de :

- deux pièces pour consultation médicale et trois lits dans la salle de soins (environ 100 m²) ;

- une salle de thérapie, une salle de consultation infirmière, une salle de consultation psychologue, un secrétariat et une salle de séjour pour le personnel, qui sont mutualisés.

Au total, le CHL dispose actuellement d'environ 200 m², dédiés à la prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques.

Dans le Nouveau Bâtiment Centre (NBC) du CHL sont prévus :

- trois pièces pour consultation médicale ainsi que trois pièces pour consultation infirmière, sur un total d'environ 195 m² ;

- trois lits dans la salle des soins avec la possibilité de réaliser des soins nécessitant un allègement prolongé dans l'hôpital de jour de médecine, par exemple dans un box à quatre places (52 m²) ;

- un secrétariat, une salle d'attente, un séjour pour le personnel et d'autres pièces de support, qui seront mutualisés avec le service d'anesthésie (environ 350 m²), qui hébergera la clinique antidouleur (synergie fonctionnelle) ;

- un centre d'éducation (Schulungsräume) qui sera mutualisé avec l'éducation du patient diabétique (environ 90 m²).

Au total, la prise en charge de la douleur disposera au NBC d'environ 640 m², soit plus de trois fois la superficie des surfaces actuelles.

À noter aussi que le projet du NBC prévoit certaines surfaces multifonctionnelles, donc mutualisables, qui pourront ainsi être adaptées en cas de besoins croissants. Il s'agit ici non seulement d'une augmentation structurelle, mais aussi d'une nette amélioration fonctionnelle dans l'intérêt de la prise en charge antidouleur des patients chroniques.

Une analyse récente de la « Rote Kreuz Klinik Schmerz Zentrum Mainz, Deutschland », pour le compte du CHL, estime que 12.280 patients souffrant de douleurs chroniques seraient à prendre en charge au niveau national au Luxembourg, en se fondant sur les données disponibles pour nos pays voisins.

La future infrastructure du CHL permettra de prendre en charge environ un tiers de ces patients (niveaux de recours 2 et 3), et ceci dans le respect strict des exigences d'un centre antidouleur certifié. Compte tenu du fait que des activités antidouleur vont également se développer dans le cadre du réseau de compétences aux niveaux 1 (soins primaires) et 2 (autres établissements hospitaliers), les ministres estiment que les surfaces prévues au CHL seront suffisantes.

Question 1085 (20.08.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **défibrillateurs** :

Defibrillatoren hunn an de leschte Joren ëmmer méi ee grouse Stellewäert bei der Gesondheitsversuergung vun de Bierger kritt. Bei engem onerwaarten Häerzstillstand kënnen dës Geräter iwwer Liewen an Doud entscheeden. Bei villen effentleche Gebaier goufe well Defibrillatoren opgestallt, wat ze begrëissen ass.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Gesondheitsminister:

1. Ënnerläit d'Installatioun vun den Defibrillatoren den eenzele Gemengen oder läit d'Responsabilitéit beim Stat?

2. Wéi vill Defibrillatoren sinn am ganze Land opgestallt a wéi verdeelen déi sech pro Gemeng?

3. Wuel wëssend, dass am Noutfall all Sekonn zielt: Ass den Här Minister der Meenung, dass een am Fall, wou regional Versuergungslächer beim Equipement mat Defibrillatoren bestinn, eng Sensibiliséierungscampagne starte misst, esou dass an all Duerf a Quartier esou Geräter ubruecht ginn?

4. Ginn d'Käschte fir d'Installatioun vun den Defibrillatoren vum Stat oder vun de Gemengen iwwerhollt?

5. A wéi engem zäitlechen Ofstand mussen dës Geräter kontrolléiert ginn a wien ass fir d'Kontroll zoustänneg?

6. Misst an den Ae vum Här Minister d'Handhabung vun engem Defibrillator net der Bevëlkerung méi no bruecht ginn, zum Beispill duerch eng landeswäit Informatiounscampagne, déi ee periodesch och widderhuele misst?

Réponse (17.09.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Déi gesetzlech Basis vun den externen automateschen Defibrillatoren (DEA - défibrillateurs externes automatiques) ass de Règlement grand-ducal vum 19. November 2008 iwwert d'Benotze vun den externen Defibrillatoren. Si gesäit keng legal Verflichtung vir, fir op bestëmmte Plazen Defibrillatoren ze hunn. D'Defibrillatoren ginn also installéiert op Initiativ vu Gemengen oder vu Leit aus dem effentlechen oder private Secteur. Frankräich huet viru Kuerzem an deem Beräich e Gesetz gestëmmt an déi effentlech Etablissementer si gehalen, sech (op eege Käschten) mat externen automateschen Defibrillatoren ze equipéieren (Dekret Nr. 2018-1186 vum 19. Dezember 2018 iwwert déi extern automatiséiert Defibrillatoren). An der Belsch gi 70 % vun den DEAE vu privaten Akteure kaaft.

ad 2. Op dem Site „Réagis“ (<https://www.reagis.lu/#!/reperage>) kënnen sämtlech Defibrillatoren, op fräiwëlleger Basis, registréiert ginn. Op den 23. August 2019 gouf et der, deem Site no, 566 iwwert d'Land verdeelt. Dogéint goufe laut deene sechs Firmaen, déi Defibrillatoren verkafen, zu Lëtzebuerg eng 5.400 automatesch oder hallef automatesch Apparater verkaaft (Informatioun vum Luxembourg Resuscitation Council, LRC). Et gesäit also esou aus, wéi wann déi meescht net registréiert wieren. D'Applikatioun „Repérage“ weist, wou se sinn, mee dobäi handelt et sech net ëm eng Applikatioun mat Geolokalisatioun fir de Smartphone an et besteet och keng Verflichtung, déi besteeënd Defibrillatoren doran ze registréieren. Et gëtt der net an all Gemeng an och net op all effentlecher Plaz, esouguer wann do vill Leit zesummekommen. Ausserdeem ass et net einfach, Defibrillatoren ze reperéieren. Wann ee just déi erfaassten Defibrillatoren zielt, da kënnst een op ongeféier 0,9 Defibrillatoren pro 1.000 Awunner, wat dem Wäert an der Belsch entsprécht. A Japan kënnst een op 3,4 an an Irland op e Wäert tëschent 1,7 an 2,0 (KCE-Synthese). Sämtlech Hëllefsgéngschter an all d'Maison-medicalen, déi Gardé hunn, sinn natierlech mat Defibrillatoren equipéiert, esouwuel fir d'Consultatiounen op der Plaz wéi och fir d'Visitten doheim.

ad 3. Den European Resuscitation Council (ERC) an den SPF Santé publique an der Belsch recommandéieren Defibrillatoren op deenen effentleche Plazen, wou sech vill Leit kënnen ophalen (Fluchhäfen, Garen, Sportinstallatiounen, Shoppingzenteren, Bürosgebaier a Casinoen), a wou op d'mannst een Häerzstillstand all fënnel Joer virkënnst. Dës Plaze gehéieren zu den Héichrisikoplaze fir en Häerzstillstand.⁵

Et wier sënnavoll, wann een zu Lëtzebuerg d'Héichrisikoplazen, op deenen et nach keen Defibrillator gëtt, géif erfaassen a se, wann néideg, géif equipéieren. Well am Fall vun engem Häerzstillstand jo d'Vitesse vun der Interventioun an den Ufank vun der Reanimatioun entscheidend sinn, wier et ubruecht, fir d'Bevëlkerung méi Formatiounen ze organiséieren, déi d'Basisgesté bei enger Reanimatioun vermëttelen, an dëst besonnesch an de Schoulen. Et ginn och Smartphone-Appen (an der Lorraine besteet dee System), déi et erméiglechen, ausgebild Fräiwëlleger ze informéieren, wann den 112 weinst engem Häerzstillstand kontaktéiert gouf. Si kënnen also intervenéieren, wa si an der Géigend sinn. Hiweisschëlter an deene Gebaier oder op deene Plazen, wou der installéiert goufen, kënnen och hëlfe, Defibrillatoren méi einfach ze reperéieren.

ad 4. D'Käschte fir d'Installatioun an d'Maintenance vun engem Defibrillator gi vum Proprietär oder vum Gestionnaire iwwerhollt.

⁵ https://kce.fgov.be/sites/default/files/atoms/files/KCE_294B_Utilisation_DAE_par_grand_public_Synthese.pdf

ad 5. De Règlement grand-ducal vum 19. November 2008 iwwert d'Benotze vun externen automateschen Defibrillatoren gesäit am Artikel 3 vir: « Le contrôle du défibrillateur externe automatique se fera conformément aux instructions du fabricant. Le propriétaire ou le détenteur d'un défibrillateur externe automatique est tenu de vérifier ou de faire vérifier une fois par mois l'état de son défibrillateur automatique et, en particulier, de noter les éventuels messages d'alerte concernant la batterie de l'appareil. La présence d'une paire d'électrodes intacte sera vérifiée. Il documente l'ensemble de ces vérifications dans un registre. » D'Apparater brauchen eng Maintenance an en Agréif, wann en Alarm mell, dass et eng Feelfunktioun gëtt. An der Reegel gëtt e Maintenance-Kontrakt mat där Firma ofgeschloss, déi den Apparat verkaaft huet.

ad 6. De Luxembourg Resuscitation Council (LRC), mat der Ënnerstëtzung vum Gesondheitsministère, organiséiert zanter 2014 reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen iwwert d'Problematik vum Häerzstillstand an och Basiscoursen iwwert d'Häerz-Longe-Reanimatioun, grad ewéi e méi avancéierte Cours „Basic Life Support“ iwwert de richtege Gebrauch vun externen automateschen Defibrillatoren, mee hir Moyene si begrenzt. Den 28. September ass och en Dag mat Konferenzen a Coursé virgesinn am Kader vum Welttag vum Häerz an dem Projet „Réagis au Lycée“ an de 16. Oktober fënnst all Joer de Welttag vun der Reanimatioun statt. Wéi ewell erwänt, ass dat Wichtigst bei engem Häerzstillstand, dass scho mat de Reanimatiounsmesurë kann ugefaange ginn, während op de SAMU gewaart gëtt. D'Reaktioun vun de Leit op der Plaz ass also entscheidend an d'Formatioun ass am effikassten, wa se vum Lycée un organiséiert gëtt.

Question 1086 (20.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **statut de réfugié** :

A villen europäesche State gëtt well ganz kontrovers iwwert de Statut vun deene Persounen diskutéiert, déi an Europa e Schutzstatus kritt hunn, aver aus verschiddene Grënn fir kuerz Zäit an déi Länner zrëckginn, aus deene se stamen. Vill vun hinne ginn esouguer eemol oder och méi dacks an hir Heemechtslänner an d'Vakanz.

Nach dese Weekend huet den däitschen Innenminister Seehofer ugekënnegt, dass de Statut vun deene Persounen géif nei gepréift ginn, well si jo net gläwiedeg kéinte behaupten, an deene Länner verfollegt ze ginn, an déi si fräiwëlleg zrëckginn.

An dem Zesammenhank wollt ech dem Här Aussen- an Immigrationsminister dës Froe stellen:

1. Wéi kontrolléiert déi Lëtzebuerg Regierung ob Persounen, déi zu Lëtzebuerg e Schutzstatus kruten, fräiwëlleg an déi Länner zrëckginn, an deene si - hiren Aussoen no - géife verfollegt ginn?

2. Wat geschitt mat deene Persounen, wann d'Regierung esou e Verhale feststellt?

Réponse (16.09.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1. Persounen, déi de Flüchtlingsstatut laut der Genfer Konventioun besëtzen, dierfen net méi an hiert Hierkonftsland reesen. Dëst ass och an hirem Flüchtlingspass markéiert. Bei der Ausrees aus dem Schengenraum ginn d'Päss vu Grenzbeamte kontrolléiert. De Memberstat, deen de Flüchtlingspass ausgestallt huet, gëtt gegebenefalls doriwwer informéiert. An esou engem Fall convoquéiert den Ausseministère déi concernéiert Persoun, fir Explikatiounen dozou ze ginn. Gläichzäitig kritt déi Persoun nach eng Kéier erkläert, dass si net méi an hiert Heemechtsland dierf reesen.

Persounen, déi de Statut vum subsidäreschen Schutz besëtzen, dierfen a priori an hiert Hierkonftsland zrëckreesen.

Bei der Erneuerung oder der Verlängerung vum Titre de séjour oder dem Flüchtlingspass gëtt kontrolléiert, wou déi concernéiert Persoun higereest ass. Wann Irregularitéite festgestallt ginn, kann déi Persoun déi néideg Explikatiounen gefrot kriegen.

ad 2. D'Regierung huet d'Méiglechkeet, enger Persoun den internationale Schutzstatus ofzeerkennen an hir unzeuerdnen, d'Land ze verlossen, wa festgestallt gëtt, dass si sech nees an hirem Heemechtsland etabléiert huet. E kuerzen Openhalt am Hierkonftsland geet an deem Kontext net duer.

Question 1100 (23.08.2019) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **ligne de bus « Hop On Hop Off » pour la région mosellane** :

Säit Juni fiert eng nei Hop On Hop Off-Tourbuslinn „Nature & Castle Line“ duerch den Norden an Oste vu Land. Den Tour geet vu Beaufort iwwer Veianen op Iechternach an zréck a bleift op deem Trajet op enge sellechen touristesch interessante Plazen halen.

Entstane ass dës Linn an Zesummenaarbecht tëscht de regionalen Tourismusbüroer Mëllerdall an Eislek a gëtt vum Tourismusministère ënnerstëtzt.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Deelt de Minister d'Iddi, datt esou eng Buslinn och interessant wier, fir den Oenotourismus op der Musel ze férdere?

- Wa jo, gedenkt de Minister, sech mat de concernéierten Akteuren zesummenzesetzen, fir eng Tourbuslinn „Moselle & Wine“ op d'Been ze stellen?

Réponse (17.09.2019) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme* :

D'Tourbuslinn „Hop On Hop Off Nature & Castle Line“ ass ee flotten touristesche Produit mat exemplareschem Charakter, dee vun engem private Betrib lancéiert ginn ass. Dës Linn geet an der Stad fort a féiert duerch d'Regionne Mëllerdall an Eislek.

D'Entwécklung vum Produit „Hop On Hop Off Nature & Castle Line“ ass ënnerstëtzt gi vun de regionalen Tourismusverbänn (ORT) vun de Regione vum Eislek a vum Mëllerdall/Kleng Lëtzebuurger Schwäiz. Si hunn notament geholfen, de finalen Tracé mat hire jeeweiligen Haltestellen auszeschaffen a si hunn och un der Reaktioun vun den Audioguidé matgewierkt.

Dës nei Offer bréngt natierlech mat sech, dass verschidde Publikatiounen vun den ORTen iwwerschaaft an och verschidde geféiert Visitten un den Horaire vun de Busser ugepasst hu misse ginn. Zousätzlech sinn d'Touristeninformatiounsbüroen iwwert dës nei Offer informéiert ginn.

Esou eng Linn wier selbstverständlech och interessant fir aner Regionnen hei am Land, ewéi beispillsweis fir d'Muselregion. Ech encouragéieren dofir d'Entente touristique vun der Musel, ewéi och den ORT Musel, fir esou Produkter an Zesummenaarbecht mat hire Membergemenge mat Know-how ze ënnerstëtzen.

D'Ausschaffe vu regionalen Offeren ass eng wichteg Missioun vun den ORTen, dofir steet d'ëch och ganz vir am Artikel 1 vun der Konvention tëscht dem Ministère an den ORTen. Fir den ORT Musel ass fir den Exercice 2019 eng staatlech Kofinanzéierung an Héicht vun 324.490,5 € virgesinn, dat si 46 % vun de Recetten.

Question 1124 (27.08.2019) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **réforme de la formation professionnelle** :

La loi sur la réforme de la formation professionnelle est entrée en vigueur le 16 juillet 2019. Les règlements grand-ducaux y relatifs, sont entrés en vigueur le 23 août 2019. Or, selon mes informations, des contrats d'apprentissage peuvent être conclus à partir du 16 juillet 2019.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations ?

- Sachant que depuis le 16 juillet 2019, les contrats d'apprentissage puissent être conclus, et que les apprentis ont commencé leur formation avant la mise en vigueur de ladite loi respectivement desdits règlements grand-ducaux, quelles dispositions légales sont appliquées ?

- Est-ce que le Service de la formation professionnelle a informé les chambres professionnelles patronales de la démarche à respecter, faute de dispositions transitoires dans la nouvelle loi ?

- Qui a informé les futurs apprentis ? Qui a informé les employeurs désirant former un apprenti ?

Réponse (07.10.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Pour pouvoir conclure un contrat d'apprentissage, toute personne doit être en possession d'une « carte d'assignation » établie par le Service de l'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). Or, ce document n'est établi qu'après la fin de l'année scolaire précédant le début d'une formation professionnelle. Aucun contrat d'apprentissage n'a été conclu avant la date du 16 juillet 2019. Il s'ensuit que l'ensemble des contrats d'apprentissage conclus pour l'année 2019-2020 se trouvent conformes à la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, entrée en vigueur en date du 16 juillet 2019.

Les règlements y afférents sont entrés en vigueur à partir de cette même date respectivement au mois d'août, donc bien avant le début de l'année scolaire 2019-2020.

Le Service de la formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a élaboré, en étroite concertation avec les partenaires de la formation professionnelle, une lettre circulaire adressée aux chambres professionnelles ainsi qu'au Service de l'orientation professionnelle de l'ADEM concernant les modifications et changements engendrés par la nouvelle loi ainsi que sur la démarche à respecter.

L'information en la matière de destination des futurs apprentis ainsi que de leurs patrons incombe aux chambres professionnelles.

Question 1125 (27.08.2019) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant les **modalités d'avancement dans différentes carrières des administrations et services de l'État** :

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0944 du 23 juillet 2019 Monsieur le Ministre n'a pas fourni de réponse à ma dernière question concernant la période transitoire de cinq ans permettant aux fonctionnaires qui, avant l'entrée en vigueur de la réforme de 2015, avaient une perspective de carrière plus favorable pour l'accès aux différents grades de l'ancien cadre ouvert et de l'ancien cadre fermé, de rester dans l'ancien système durant ladite période.

Je me permets ainsi de poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- De manière plus générale, Monsieur le Ministre peut-il me préciser le nombre de fonctionnaires qui profitent de cette période transitoire ?

Réponse (07.10.2019) de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

En réponse à la question de l'honorable Députée, je ne peux que rappeler ma réponse à la question n° 0944 qui indiquait que les décisions en matière de nomination et de promotion relèvent de la compétence des ministres des ressorts respectifs.

Concernant l'administration gouvernementale, je peux informer l'honorable Députée que 212 fonctionnaires ont depuis le 1^{er} octobre 2015 bénéficié d'un avancement selon les anciennes règles, c'est-à-dire sur base de la disposition transitoire prévue par l'article 41, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Question 1128 (27.08.2019) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant les **emplacements pour livraisons** :

Le Code de la route règle entre autres le régime des « emplacements réservés aux véhicules à l'arrêt, en vue notamment d'effectuer l'approvisionnement des commerces ». Ces emplacements sont ceux marqués par l'inscription « Livraisons ».

Or, il semble que l'interprétation de cette réglementation ne soit pas uniforme.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les emplacements pour livraisons sont exclusivement réservés à des livraisons professionnelles ?

- Les services de délivrance de courriers et de petits paquets tombent-ils sous le régime des « livraisons » ?

Réponse (01.10.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Les emplacements portant l'inscription « Livraisons » (article 110 du Code de la route) et signalés comme tels (article 107 du Code de la route) ne sont pas exclusivement réservés à des livraisons professionnelles. La finalité première qui préside à la mise en place de ce type d'emplacements est toutefois de faciliter l'approvisionnement des commerces et d'éviter les immobilisations de véhicules sur les voies de circulation.

En s'arrêtant sur les emplacements en question, les services de délivrance de courriers et de petits paquets ne sont pas en infraction, à condition d'être uniquement à l'arrêt, à savoir d'être immobilisés « le temps nécessaire pour le chargement ou le déchargement de personnes ou de choses » (article 2 du Code de la route).

Au-delà de ce temps, le véhicule est considéré comme étant en stationnement, et donc en infraction.

Question 1131 (29.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **protection des animaux** :

Eng Rei vu Lëtzebuurger Parteien hunn am leschten europäesche Wahlkampf e verstärkten Déiereschutz an Europa gefuerdert. Verschidder vun deene Parteien sinn zënter 2013 an der Regierungskoalitioun zu Lëtzebuerg vertrueden an haten an hunn also d'Méiglechkeet, zum Beispill am Ministerrot vun der EU, selwer konkret Moosnamen ze proposéieren oder awer vun der Kommissioun ze fuerderen, datt si sollt vun hirem Initiativrecht Gebrauch maachen, fir e verstärkten Déiereschutz an Europa ze erreechen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wälbau a ländlech Entwécklung dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung der Chamber matdeelen, wéi eng konkret Moosnamen d'Lëtzebuurger Regierung zënter 2013 am Ministerrot vun der EU proposéiert oder vun der Kommissioun gefuerdert huet, fir den Déiereschutz an Europa ze verbessern? Ech bieden hei ëm folgend Präzisierungen: geneeën Datum, Text vun der Intervention a Referenzdokumenter vun Ministerrot.

Dëst virun allem a folgende Beräicher:

- d'Schafung vun enger ambitiöser europäescher Direktiv fir eng Verbesserung vum Déiereschutz an där ganzer Europäescher Unioun;

- en europäesche Label fir d'Wuel vum Déier;

- eng besser Kontroll vun den Déierenzüchter;

- eng Reegulung vum Asaz vu Medikamenter an der Déierenzucht;

- d'Schafe vun enger europäescher Veterinärsinspektioun;

- Moosname fir d'Verbesserung vun de Liewensbedéngunge vun den Déieren an der Massenzucht, inklusiv an der Fëscherei an do, wou Käfeger zum Asaz kommen;

- d'Ofschafe vu Pelzfarmen an der Europäescher Unioun;

- Verbuet vun Déierentransporter zum Zweck vun der Jueg;

- den Déiereschutz bei Ausstellungen, am Sport a bei rekreativen Aktivitéiten;

- obligatoresch Anästhesie bei enger Kastratioun;

- Reduktioun vun der Zuel, vun der Längt a vun der Zäit vun Déierentransporter a Verbesserung vun den Ëmstänn, ënnert deenen d'Déieren transportéiert ginn (zum Beispill Zuel vun den Déieren, Bewegungsméiglechkeeten, Zougang zu Waasser);

- Verbuet vum Transport vu jonken oder schwachen Déieren;

- Kontrolle vun den Déierentransporter;

Förderung vu regionalen a mobile Schluecht-haiser;

- Verbesserung vun de Schluechtmethoden, fir Angscht a Péng ze miniméieren a wa méiglech ganz ze verhënneren;

- Verbuet vum Export vu liewegen Déiere bausent d'EU;

- Formatioun vun den Douanieren am Beräich Déiereschutz (Import, Export, besonnesch och vu geschützten oder exoteschen Déieren, vun Trophäen a Souveniren);

- Formatioun vun de Jeeër;

- Entwécklung a Promotioun vun Ersatzmethode fir Déierenexperimenter;

- Schutz vun Hënn a Kazen, déi wëll liewen;

- aner Initiativen, zum Beispill fir wëll Déieren ze schützen oder d'Biodiversitéit ze erhalen.

2. Wéi eng konkret Folgen haten déi Lëtzebuurger Propositionen am Ministerrot? Ech bieden hei och ëm folgend Präzisierungen: geneeën Datum, Protokoller vun Ministerrot an Textvirschléi vun der Europäescher Kommissioun.

Réponse commune (11.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

De Landwirtschaftsminister huet am Ministerrot vun der Europäescher Unioun am Juli 2019 intervenéiert, fir d'Restriktiounen an d'Verbuet op nationalem Niveau ronderëm den Déierentransport während Héitzwellen ze presentéieren. Bei dëser Geleeënheet huet de Minister och seng Ufro fir eng Revisioun vum Reglement (EC) N° 1/2005 iwwert den Déierentransport widderholl, fir déi maximal erlaabte Reesdauer ze reduzéieren.

D'Demande fir eng gesetzlech Proposition fir eng Verännerung vum Reglement iwwert den Déierentransport ass an d'Konklusioun vum Ministerrot agefloss a gëtt vun der aktueller finnescher Presidence vum Ministerrot vun der Europäescher Unioun ausgeschafft. Duerno ass et d'Verantwortung vun der neier Europäescher Kommissioun, der eenzeger europäescher Institution, déi en Initiativrecht huet, a méi speziell vun der neier Kommissäin Madamm Kyriakides, fir e Gesetzesvorschlag ze adoptéieren oder net.

D'Konklusioun vum Ministerrot, déi formell während der Dezembersézung ugeholl ginn, wäerte sech och mat enger neier Strategie fir d'Wuelbefanne vun den Déiere fir d'Period 2020-2024 beschäftegen, esou wéi och mat der Aféierung vun engem fräiwëllegen europäeschen Etiquetage-System, deen op Déiereschutzkritäre baséiert, déi iwwert den Ufuerderung vun den aktuelle Gesetzter stinn.

D'Konklusioun fuerderen och d'Féierung vun engem Kapitel iwwer Déiereschutz an de Fräihandelskommissioun vum der EU. Et sief bemierkt, datt d'Lëtzebuurger Delegatioun bei de Verhandlung vum Fräihandelskommissioun mat Kanada, den USA a Mercosur all Kéier änlech Demanden ënnerstëtzt huet.

Zousätzlech ass déi konsequent Politik vun der Regierung fir e staarken Déiereschutz reegelméisseg op de Sëtzunge vum Ministerrot vun der Europäescher Unioun während dem viregten Mandat ënnerstrach ginn.

Esou huet de Landwirtschaftsminister schon am November 2016 d'Demande vu sengem schweedeschen Homologue fir eng Harmoniséierung vun den Transportreegelen fir Déieren a fir eng Reduktioun vun der erlaabter Reesdauer ënnerstëtzt.

Am Februar, Mee an November 2016 huet de Landwirtschaftsminister zesumme mat e puer vu senger Kollegen eng méi konsequent europäesch Aktioun a Saachen Déiereschutz gefuehert, fir den Erwaardunge vun den europäesche Bierger gerecht ze ginn. Dës Initiativ huet 2017 zu der Schafung vun der Europäescher Plattform fir Déiereschutz gefuehert, déi vun der Europäescher Kommissioun presidéiert gëtt an aus Delegéierten aus de Memberstaten, concernéierten Interessenten a Vertrieber vun Netregierungsorganisationen a berufflechen Associatiounen besteet. Déi Lëtzebuurger Delegatioun huet d'Schafe vun dëser neier Struktur ënnerstëtzt, virausgesat, datt d'Virundreiwe vu Richtlinnen an neie Gesetzesvirschléi net blockéiert gëtt.

Während de Virbereedungsdiskussionen am Mee 2016 hat de Landwirtschaftsminister de Wonsch ausgedréckt, datt d'Plattform sech haaptsächlech mam Erfahrungsaustausch tëscht de Memberstate beim Ëmsetze vun der bestoender Gesetzgebung befaasst, fir eng Harmoniséierung, d'Abzéiung vun Déiereschutztheemen an den internationale Handelskommessen an d'Entwécklung vu Liewensmittelketten, déi iwwert den Déiereschutz informéieren, ze garantéieren. Dës Theeme goufe während den éischte Reunione vun der Plattform beschwat an d'Entwécklung vu Richtlinnen fir verschidden Theemen ass virgesinn.

Schlussendlech huet dat Europäesch Reglement iwwer offiziell Kontrollen an der Liewensmittelketten, déi 2015 ënner Lëtzebuurger Presidence ugeholl goufen, verschidden europäesch Referenzcenter fir Déiereschutz ge-

grënt, deenen hiert Zil ass, d'Ëmsetzung vun der Gesetzgebung an de Memberstaten ze verbesseren. 2018 gouf en éischten Zentrum fir d'Wuelbefanne vun de Schwäin an 2019 en Zentrum fir Geflügel an aner kleng Béischte gegrënt.

Fir d'nächst Joer ass d'Prioritéit vum Landwirtschaftsminister, datt d'Europäesch Kommission eng nei Strategie fir d'Period 2020-2024 adoptéiert. Dës Strategie soll Gesetzesvirschléi iwwer Déierentransporter, Etiquetage-Systemer vu Liewensmëttel, déi d'Wuelbefanne vun Déiere respektéieren, an Norme fir d'Wuelbefanne vun Zuuchtdéieren, déi nach net vun europäesche Reglementer ofgedeckt goufen, beinhalten.

Am Kader vun lëtzebuergeschen Examen fir de Juegdschäin ginn d'Kandidaten ausgebild, fir generell déiereschutzgerecht ze joen (Identifizéiere vu Wëld, Situatioun an Distanz aschätzen, Schéissen, ugepasste Munition, ugepasste Waff an ugepasste Optik). De plus ginn déi zukünfteg Jeeër ausgebild, fir blesséiert Wëld ze sichen. Obligatoresch muss hei eng Sich mam Hond ageleet ginn an dës Sich muss preparéiert ginn. Déi néideg Kenntneser kritt een op enger weiderer Formation, zu där och den déiereschutzgerechten Ëmgang mat den Hënn gehéiert. Net ze vergiessen ass de fachgerechten Ëmgang mam Liewensmëttel Wëldfleisch, och dëst gëtt an der Formation geleeiert.

Hënn a Kazen, déi wëll liewen, ginn net als „bejobar Aart“ consideréiert an duerfen deemno och net geschoss ginn. Hei gëllen also déiselwecht Bestëmmunge wéi bei allen aneren Hënn oder Kazen och. Och gesäit de Juegdkalenner eng generell Bëschrou vir, eng Zäit, an där am Bësch net daerf gejot ginn.

Question 1137 (30.08.2019) de **M. Paul Galles** (CSV) concernant les **structures d'hébergement de demandeurs et de bénéficiaires de protection internationale** :

Suite à ma question n° 0966 concernant l'hébergement de demandeurs et de bénéficiaires de protection internationale et les réponses y fournies, je me permets de demander des informations supplémentaires de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Le montant conséquent des frais de gardiennage soulève la question d'une alternative à ce gardiennage comme il avait été évoqué lors de la 3^e plénière du « Ronnen Dësch » à Steinsel le 24 octobre 2016.

- Quels sont les critères pour affecter un gardiennage à 29 structures sur 55 ?

- Quelles sont les raisons des ratios très différents de personnel encadrant selon une structure gérée par l'OLAI ou par Croix-Rouge et Caritas alors même que le programme gouvernemental stipule : « L'encadrement socio-éducatif doit être garanti pour tous les DPI. » ?

- À défaut de mise en place d'alternatives au gardiennage, un nouvel appel d'offre pourrait-il contenir des exigences plus poussées en matière de formation du personnel de gardiennage, une stabilité de ce personnel par structure, des vêtements au look civil, l'uniforme rappelant à plus d'un DPI de très mauvais souvenirs ?

- Une concertation régulière avec les autorités communales respectives et leurs commissions d'intégration est-elle prévue ?

Le programme gouvernemental prévoit un certain nombre de mesures dont :

2) « La réforme de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg qui tend à créer une base légale pour les normes et standards à respecter dans les structures d'hébergement gérées par l'OLAI sera achevée prioritairement. Un règlement grand-ducal fixera le contenu et les modalités d'application des critères minima de salubrité et d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des structures d'hébergement de l'OLAI réservées au primo-accueil et au logement provisoire d'étrangers. L'encadrement socio-éducatif doit être garanti pour tous les DPI. »

- Où en sont les préparatifs pour cette base légale et le règlement grand-ducal ?

- Une concertation avec la société civile est-elle prévue ?

3) « L'effort d'équiper toutes les structures d'accueil de cuisines sera poursuivi. » (programme gouvernemental)

- Quelles sont les structures actuellement équipées de cuisines ?

- Quels autres projets sont prévus pour équiper les autres structures de cuisines ? Dans quels délais ?

4) « Les dernières années, de nombreuses associations et projets citoyens se sont constitués afin de favoriser l'intégration de réfugiés. Ces apports extrêmement importants de la société civile méritent d'être soutenus. Ces projets feront l'objet d'une évaluation afin de pérenniser les meilleurs projets. » (programme gouvernemental)

- Où en est l'évaluation dont il est question ?

5) Un projet pilote avait été mis en place pour fournir des cartes de crédit aux DPI pour pouvoir à leurs besoins plutôt que de devoir recourir à l'épicerie sur roues. De la sorte les concernés seraient amenés à recourir à des commerces locaux et avoir des contacts avec d'autres citoyens.

- Quelle est l'évaluation de ce projet pilote ?

- Une généralisation est-elle prévue ?

6) La plupart des DPI ont fui une situation de guerre ou de dictature. L'apprentissage de pratiques démocratiques est essentiel. L'article 10 (7) de la loi du 18 décembre 2015 stipule que « Les demandeurs peuvent participer à la gestion des ressources matérielles et des aspects non matériels de la vie dans la structure d'hébergement par l'intermédiaire d'un comité ou d'un conseil consultatif représentatif des personnes qui y sont hébergées. »

- Dans quelle mesure ce moyen légal de participation est-il promu et utilisé en premier lieu dans les structures directement gérées par l'OLAI ?

Réponse commune (01.10.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1) L'affectation du gardiennage se base sur une clé de distribution d'un nombre de postes de gardiens par rapport à la capacité maximale, donc du nombre de lits, dans une structure. Ainsi, aucun gardien n'est actuellement prévu pour les structures de 1 à 29 lits ; un gardien est affecté pour les structures à capacité de 30 à 49 lits et un agent de sécurité est ajouté pour chaque 50 résidents en plus.

La clé de distribution peut varier dans certaines structures, dont entre autres les structures de primo-accueil ou les structures hébergeant une population vulnérable et nécessitant un encadrement plus intensif.

Le ratio d'encadrement socio-éducatif dans les différentes structures dépend de la vulnérabilité de la population y hébergée, tel que précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 0966 de Monsieur le Député.

Conformément au cahier des charges du marché public en vigueur, les agents de gardiennage doivent disposer de formations dans la gestion de conflits et de l'agressivité, dans les domaines des premiers secours, de la lutte contre les incendies, de l'évacuation de bâtiments et de l'hygiène.

Outre les formations, le cahier des charges stipule que l'affectation des agents de gardiennage doit rester stable. Finalement, l'OLAI demande une tenue vestimentaire appropriée ainsi que le port d'un badge d'identification par l'agent. L'uniforme des agents permet leur reconnaissance de près et de loin, ce qui facilite, entre autres, leur intervention en cas d'incendie.

Enfin, l'OLAI échange régulièrement avec les communes dans lesquelles se trouvent des structures d'hébergement et tous les sujets en relation avec les structures y sont abordés. Les concertations avec les communes et/ou leurs représentants se font selon besoin, de façon régulière ou ponctuelle.

ad 2) Un avant-projet de RGD relatif aux critères minima de salubrité et d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des structures de l'OLAI fait actuellement l'objet de concertations.

Une concertation est en cours avec les acteurs concernés, dont l'OLAI, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, l'Inspection des travaux et des mines (ITM), l'Administration des bâtiments publics (ABP) et le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS).

ad 3) À ce jour, sur les 56 structures d'hébergement gérées par l'OLAI, 38 offrent la possibilité de cuisines.

Une analyse des structures existantes a conclu à l'impossibilité technique d'équiper toutes les

structures de cuisines. Ainsi, dans les bâtiments les plus anciens, la configuration des locaux ne le permet pas ; dans d'autres structures, la durée limitée de la mise à disposition ne peut justifier l'investissement inhérent à l'installation de cuisines. Toutes les futures structures modulaires seront cependant équipées de cuisines.

ad 4) Le suivi, l'accompagnement et l'évaluation des actions, programmes et projets sont des aspects clés de la stratégie de restructuration dans le domaine de l'intégration. Pour les projets financés par des structures non étatiques, le Gouvernement encourage les acteurs d'appliquer systématiquement des indicateurs de suivi et des méthodes d'évaluation pour les projets qu'ils financent. Pour les programmes et projets financés par l'État, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action national d'intégration, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région prévoit une évaluation rigoureuse et scientifique. Ainsi, pour les projets retenus dans l'appel à projets PAN 2019, un consultant externe et indépendant est chargé d'accompagner chacun des projets afin de mettre en place des indicateurs de suivi et d'établir un bilan à mi terme et en fin de projet. Cette approche sera également appliquée pour les projets retenus lors d'appels à projets à venir.

ad 5) Après consultation des bénéficiaires du projet pilote et des encadrants, l'OLAI a conclu que le projet pilote relatif aux cartes de crédit pouvait être considéré comme succès.

Suite aux retours positifs du projet pilote, l'OLAI étendra le projet à six structures d'hébergement additionnelles. Différents types de fournitures de repas dans le réseau des structures d'hébergement géré par l'OLAI seront mis en œuvre afin de pouvoir répondre aux besoins divers des personnes hébergées.

ad 6) En vue de promouvoir la participation au vivre ensemble des résidents des structures d'hébergement, l'OLAI organise régulièrement des entretiens individuels et des réunions d'échanges au sujet de la vie au quotidien au sein de chaque structure d'hébergement.

L'avis de chaque résident est sollicité. Dans la mesure du possible, et si elles sont partagées par la majorité des résidents, les demandes de changer un fonctionnement, tel que l'horaire d'utilisation des cuisines, la mise à disposition de jeux ou de frigos supplémentaires, sont acceptées et les changements sont mis en place.

Question 1139 (30.08.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **restructuration de RTL Group** :

Nach übereinstimmenden Medienberichten ist der Medienkonzern RTL mit Sitz in Luxemburg dabei intern umzustrukturieren, was nicht ohne Konsequenzen auf die Konzernführung ist. Einem internen Schreiben zufolge werde die Konzernführung von 100 auf 50 Mitarbeiter reduziert werden. Davon sollen 35 Mitarbeiter nach Köln gehen. Sozialpläne seien bereits ausgearbeitet worden. Luxemburg bleibe zwar offiziell Sitz von RTL Group, die Führung aber verlagere sich mehrheitlich an den Rhein, so das „Tageblatt“ mit Verweis auf ein deutsches Medienmagazin.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Medien- und Kommunikationsminister, an den Herrn Finanzminister und an den Herrn Arbeitsminister stellen:

- Wurde die Regierung vorab über die Entscheidung der Mediengruppe RTL informiert?

- Kann der Minister bestätigen, dass mindestens 50 Stellen abgebaut werden? Wurden die Sozialpartner bereits informiert? Kann die Regierung bestätigen, dass RTL Group sich an die hiesigen Gesetze hält?

- Wie erklären die Minister, dass Luxemburg zwar offiziell Sitz von RTL Group bleibt, die Führung aber mehrheitlich nach Köln umzieht? Spielen in diesem Zusammenhang steuerliche Erwägungen (Steuerruling usw.) eine Rolle?

- Gibt es schriftliche Zusagen seitens RTL Group an die Luxemburger Regierung, gemäß denen der Standort Luxemburg erhalten bleibt, i. e. dass die rund 600 Mitarbeiter weiterhin Radio- und TV-Programme für Luxemburg produzieren?

Réponse commune (02.10.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

Die Regierung ist regelmäßig in Kontakt mit der Konzernführung von RTL Group und im Rahmen zentraler Gespräche wurden dem zuständigen Minister auch die Pläne einer Re-

strukturierung unterbreitet. Die Regierung hat die Verantwortlichen von RTL Group dazu aufgefordert, diese Pläne möglichst sozial verträglich durchzuführen.

RTL Group ist als unabhängige Gesellschaft verantwortlich für Mitteilungen betreffend die Zahl der betroffenen Mitarbeiter und muss sich selbstverständlich an geltendes Recht halten.

Die Regierung verfügt nicht über Informationen betreffend einen eventuellen Hintergrund dieser angekündigten Restrukturierung, die im steuerlichen Bereich zu suchen wäre.

RTL Group hat sowohl in Ihrer internen als in Ihrer externen Kommunikation versichert, dass die luxemburgischen Programmaktivitäten nicht von diesen Restrukturierungsplänen betroffen sind.

Darüber hinaus sei darauf hingewiesen, dass RTL Group und die Regierung am 31. März 2017 eine Verlängerung der Konzessionsverträge bis 2030 unterschrieben haben, betreffend die Nutzung von internationalen Frequenzen. In diesem Abkommen ist als Bedingung unter anderem festgehalten, dass der Standort Luxemburg als Konzernzentrale erhalten bleibt.

Question 1141 (30.08.2019) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant l'**approvisionnement en vaccins contre la grippe saisonnière** :

Il me revient que, contrairement aux informations fournies dans des réponses à des questions parlementaires, l'approvisionnement du Grand-Duché en vaccins contre la grippe saisonnière est loin d'être assuré. Les grossistes-répartiteurs ne seront livrés que par une seule marque mais qu'à raison des 2/3 des quantités précommandées par les pharmacies luxembourgeoises (ouvertes au public et hospitalières). De surcroît cette livraison s'annoncerait tardive.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre de la Santé confirme-t-il cette pénurie de vaccins pour la saison hivernale à venir et comment compte-t-il y réagir ?

- Quelle sera la politique adoptée par le Gouvernement en cas de survenue d'une très forte épidémie de grippe pendant l'hiver prochain ? Le vaccin sera-t-il réservé prioritairement aux personnes les plus fragilisées ?

- Est-ce que des alternatives peuvent être envisagées ad hoc et quelles seraient leur praticabilité logistique et commerciale et leur disponibilité dans les officines ouvertes au public ainsi que dans les pharmacies hospitalières ?

- Monsieur le Ministre a-t-il des informations sur les raisons qui ont poussé plusieurs laboratoires pharmaceutiques à ne plus approvisionner le Grand-Duché en vaccins contre la grippe saisonnière, laissant le marché à une seule firme ? Monsieur le Ministre ne trouve-t-il point opportun de transmettre ce dossier au Conseil de la concurrence pour inspection sur une éventuelle entente illicite de distribution de marché ?

Réponse (17.09.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé, Ministre de l'Économie* :

Il est vrai que la situation liée à la disponibilité des vaccins antigrippaux dans l'hémisphère nord reste tendue pour la saison vaccinale à venir. En effet, la firme GSK Biologicals, un des principaux fournisseurs mondiaux de vaccins a imposé des quotas aux pays auxquels il livre ses produits, dont le Luxembourg.

Bien qu'il existe toujours un risque de retards ou de ruptures temporaires d'approvisionnement en produits contingentés, la situation n'est cependant plus comparable à la dernière saison vaccinale.

En effet, les titulaires d'autorisations de mise sur le marché ont été sensibilisés en matière de responsabilité par rapport à l'approvisionnement du marché luxembourgeois en médicaments.

Par ailleurs, la Direction de la santé est intervenue directement auprès des fournisseurs des vaccins et des distributeurs des médicaments pour favoriser la concurrence et augmenter le choix de vaccins disponibles sur le marché.

En conséquence, deux nouveaux fournisseurs, à savoir les sociétés Sanofi Pasteur et Seqirus, se sont engagés envers le Ministère de la Santé à livrer leurs vaccins cette saison au Grand-Duché de Luxembourg et en définitive trois vaccins différents seront en principe accessibles sur le marché luxembourgeois à partir du début de

mois d'octobre. Une quatrième société (Mylan) devrait se prononcer dans les jours qui viennent. Les premières livraisons de vaccins antigrippaux sont prévues dès la première semaine d'octobre.

Conformément aux dispositions de la convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de vaccination de certaines personnes à risque contre la grippe, les vaccins spécifiques contre la grippe saisonnière sont pris en charge pour les personnes âgées de 65 ans ou plus pendant l'année en cours ou bien pour les personnes atteintes de certaines conditions de santé. Le taux de remboursement pour ces personnes vulnérables étant de 100 %, donc en principe ces personnes sont favorisées d'office par rapport aux autres groupes de la population.

Le Ministre de la Santé ne dispose actuellement pas de prérogatives pour limiter l'utilisation d'un médicament pour les indications spécifiques. Une telle disposition a été introduite par les amendements gouvernementaux dans le projet de loi n° 7383 modifiant plusieurs lois en relation avec les médicaments qui est en cours d'évaluation par la Commission de la Santé et des Sports.

Le Conseil supérieur des maladies infectieuses peut par contre émettre une recommandation par rapport à la priorité vaccinale donnée à un groupe vulnérable pour sensibiliser les professionnels de la santé.

Ces recommandations peuvent être accompagnées par des mesures d'urgence prises par le directeur de la santé lorsqu'il s'agit de prévenir ou de combattre les maladies contagieuses, dont la grippe fait partie. Les mesures d'urgence peuvent instaurer, en cas de nécessité, l'ordre de priorité de la vaccination.

Compte tenu des explications qui précèdent, la dernière question en rapport avec le Conseil de la concurrence devient sans objet.

Question 1147 (02.09.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la ville sans voiture :

Uechter Europa gëtt ëmmer méi iwwer autofrâi Stied nogeduecht. An Däitschland, beispillsweis zu Bremen, soll de Stadzentrum bis 2030 autofrâi sinn, an zu Berlin blockéieren Demonstranten aktuell d'effentlech Stroossen, fir en Autoverbuert ze fuerderen. Kuckt ee sech aner europäesch Länner un, stellt ee fest, datt den Trend ouni Zweifel a Richtung autofrâi Stad geet. Bei eise belsche Frënn zu Gent duerfe just nach Riverainen a Fournisseuren den Zentrum mam Auto befueren. D'Lëscht vun de Stied, déi d'Autoe versichen aus hire Quartieren erauszekréien, klëmmt a klëmmt. Et sief just un Amsterdam oder Maastricht geduecht, wou d'autofrâi Stad säit laangem äusserst effikass funktionéiert. Dëst huet dozou gefouert, datt dës Stied Touristmagnéiter mat engem bliënden Einzelhandel gi sinn.

Duerch all dës Moosname besteet allerdéngs och d'Gefor vun enger Gentrifizierung. Autofrâi Stied steigere d'Liewensqualität enorm. Doduerch besteet natierlech eng akut Gefor, datt d'Logementspräisser op deene Plazen, wou keng Autoe méi fueren, zousätzlech an d'Luucht ginn. Sougenannte „Gated Communities“, wéi se am Ausland ëmmer méi entstinn, mussen also in fine evitéiert ginn.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Landesplanung dës Froe stellen:

1. Gedenkt d'Regierung, Moosnamen en faveur vun autofrâie Stied, Uertschaften, Dierfer oder Quartieren ze ergräifen? Falls jo, wéi genee gesinn dës Moosnamen aus?
2. Falls neen, wier d'Regierung bereet, eng Rei punktuell Mesuren, wéi zum Beispill en autofrâien Dag, ze ergräifen?
3. Wéi géif an deem Kontext eng effikass Zesummenaarbecht mat de concernéierte Gemengen ausgesinn?
4. Wéi gedenkt d'Regierung, enger Gentrifizierung voire enger „Yuppisierung“ vun eise Stied entgéintzewirken?

Réponse commune (04.10.2019) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire, de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, et de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Den Artikel 5 vum geännerte Gesetz vum 14. Februar 1955 gesäit vir, dass d'Reglementation vum Stroosseverkéier innerhalb vun den Agglomeratiounen prinzipiell eng Kompetenz vun de Gemengen ass, déi dës Missioun a voller Autonomie ausféieren, an dat ënnert den Approbatiounen souwuel vum Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte wéi där vum Innenminister.

Den Département de l'aménagement du territoire encouragéiert d'Gemenge reegelméisseg, a Richtung „Stad ouni Autoen“ oder „Auto-aarm Stied“ ze iwwerleeën an ze handelen. Esou zum Beispill am Kader vum Instrument „Convention de coopération territoriale État-communes“, wou an deenen dräi nationalen Entwécklungspolen (Südregion, Agglomération Stad Lëtzebuerg an Agglomération Nordstad) Etüden ausgeschafft gi sinn, fir d'Réseaux cyclables ze verbesseren an esou den Autosverkéier ka reduzéiert ginn. An deem Kontext sinn och Etüden am Beräich vun der Gestion vu Parkplaze gemaach ginn, wat jo eent vun den Haaptinstrumenter ass, fir manner Autosverkéier ze generéieren.

Déi erwäante Stied an der parlamentarescher Fro hunn net wëlles autofrâi, mee éischer Auto-aarm ze sinn, an dat virun allem am Stadskär. Lafend Planifikatiounen mat staatlechen Akteuren a verschide Quartieren (wéi z. B. Kuebeberg um Kierchberg, Rekonversion vun de Frichen zu Wolz an Esch-Schëffleng, Projet „Elmen“ vun der SNHBM op der Cap) hunn d'Vocatioun, Auto-aarm ze sinn.

Question 1151 (03.09.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les citoyens luxembourgeois ayant leur résidence principale dans la Grande Région :

2009 huet de Forum Europa an Zesummenaarbecht mam CEPS/Instead ee Wierk iwwert d'grenziwwerschreidend Wunnmobilitéit an der Groussregioun verfaasst, dat ënnert dem Samuel Carpentier publizéiert ginn ass. D'Wierk „Die grenzüberschreitende Wohnmobilität zwischen Luxemburg und seinen Nachbarregionen“ ass eng Etüd iwwer lëtzebuergesch Berufstätiger, déi am Zäitraum vun 2001 bis 2007 decidéiert hunn, hire Wunnsätz vu Lëtzebuerg an eent vun den Nopeschlänner aus der Groussregioun ze verleeën. Et handelt sech dobäi ëm Leit, déi hir Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg bäibehalen hunn.

Hir quantitativ Donnéeë bezéien d'Auteure vun der Inspection générale de la sécurité sociale du Luxembourg (Carpentier 2009: 16). Aus dësen Zuele goug schon 2009 ervir, dass ëmmer méi Leit decidéieren, iwwert d'Grenz ze plënnere. An der Etüd goufe mat Hëllef vun engem Questionnaire och d'Grënn fir d'Plënnere erfass. Aus dëser Datenerhebung goug ervir, dass finanziell Grënn den Haaptgrond fir d'Verloosse vu Lëtzebuerg waren (Carpentier 2009: 37ff.). Well d'Wunnsituatioun am Grand-Duché bekannterweis an de leschte Jore fir vill Mënschen ëmmer méi erdréckend ginn ass, ass ze erwaarden, dass sech heiru bis haut net vill geännert huet.

Vill effentlech a privat Akteure maachen an aktuellen Etüden drop opmierksam, dass de Finanzelement vum Logement fir Proprietären a Locataireen zu ëmmer méi enger heijer Bealaftung gëtt. D'Logementspräisser steige Joer ëm Joer op een neie Rekordniveau an d'Optioun, sech hannert der Grenz niderzeleossen, bleift ville Leit als lescht Alternativ. Mam Plënnere an d'Nopeschlänner si fir Ex-Residenten awer eng Rei Nodeeler verbonnen - zum Beispill wat d'Sozialleeschtungen ueget. Beim Verloscht vun der Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg gräift beispillsweis net dat lëtzebuergesch Recht, mee d'Recht vum Land, an deem de Wunnsätz ass. Schwieregkeete bereet och de Fait, dass d'Kanner vun Ex-Residenten a ville Fäll d'Méiglechkeet verléieren, am lëtzebuergeschen Educatiounssystem ze bleiwen.

Et stelle sech also eng Rei Froen, wéi d'Regierung an Zukunft gedenkt, mat dësem Phänomeen ëmzegoen an ob ee gewëllt ass, dësen Ex-Residenten entgéintzekommen.

An deem Zesammenhang wëilt ech de Ministere fir Wunnengsbau, fir Sozialversicherung, fir Mobilitéit, fir d'Groussregioun a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung fir den Zäitraum tëscht 2013 an 2019 d'Donnéeën aus der Etüd aktualiséieren an ugin, wéi vill Persoune pro Joer Lëtzebuerg verlooss hunn, fir an d'Grenzregioun wunnen ze goen, während se eng Aarbecht zu Lëtzebuerg gehalen hunn?

Fir d'statistesch Bevëlkerungsgrupp ze definéieren, sollt ee sech op d'Cibléierung aus der Etüd orientéieren:

Diese Bevëlkerungsgruppe besteet aus im Großherzogtum ansässigen Luxemburgern oder Nicht-Luxemburgern, die in Luxemburg beschäftigt sind und sich zu einem bestimmten Zeitpunkt dazu entschließen, dieses Land zu verlassen, um sich in einer der Nachbarregionen (in Lothringen, Wallonien, im Saarland oder in Rheinland-Pfalz) niederzulassen, dabei aber weiterhin in Luxemburg berufstätig sind (Carpentier S., 2009, Sait 15).

2. Wéi steet d'Regierung zum Fait, dass eng ganz rei Leit opgrond vun ze héije Logementspräisser finanziell gezwonge sinn, an d'Groussregioun ze plënnere?

3. Wéi eng Léisunge wëllt d'Regierung an noer Zukunft proposéieren, fir dass d'Residenten net méi finanziell gezwonge sinn, an d'Ausland wunnen ze goen?

4. Wéi aus der Etüd ervirgeet, gëtt et fir vill Netresidenten en Ureiz, fir falsch Wunnsätzdeklaratiounen ze maachen:

Da sich aus dem Wohnsitz in Luxemburg mehrere finanzielle Vorteile ergeben, könnten dadurch bestimmte Arbeitnehmer veranlasst werden, ihren Wegzug ins Ausland nicht zu melden, indem sie der Sozialversicherung eine Scheinanschrift in Luxemburg (beispielsweise die Anschrift der Eltern) angeben. Ein weiteres Beispiel: Gebietsansässige, die mit einer außerhalb Luxemburgs lebenden Person zusammenleben und ihren Wohnsitz in Luxemburg beibehalten, könnten die Meldung der Anschriftenänderung unterlassen, [...] selbst wenn sie täglich die Grenze überqueren, um zu ihrem Wohnsitz in einer Nachbarregion Luxemburgs zu gelangen (Carpentier 2009: 17).

1. Toleréiert d'Regierung dës Praxis?
2. Lafen aktuell Etüden, fir de Phänomeen statistesch ze erfassen?

3. Wéi wëllt d'Regierung an Zukunft mat dëser Praktik ëmgoen? Wéi eng Méiglechkeete wäert d'Regierung dës Leit an Zukunft bidden?

5. Besetzt d'Regierung Informatiounen iwwert d'Unzuel vu lëtzebuergesche Residenten, déi eng zweet Residence am noen Ausland besëtzen?

Réponse commune (01.10.2019) de Mme Sam Tanson, Ministre du Logement, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

D'Etüd, déi vum honorabelen Deputéierten zitéiert gëtt, gouf wuel op Basis vun Donnéeën gemaach, déi vun der Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet (IGSS) zur Verfügung gestallt goufen, allerdéngs no enger Methodologie, déi den Auteure vun där Etüd eegen ass. Effektiv stellt d'IGSS am Kader vun hire Missionen, Chercheuren a Fuerschungsinstituter nëmmen d'Donnéeën zur Verfügung, déi dann am Kader vun enger bestimmter Etüd verschafft ginn, dëst a strikter Applikatioun vun den Dateschutzbestëmmungen. Esou kënnen Donnéeën net fir aner Etüden oder Aarbechte benotzt ginn, fir déi si net gefrot goufen. Dofir ass et net méiglech, déi Etüd ze aktualiséieren.

Déi aktuell Studien a verfügbar Donnéeën erlaben et net, statistesch ze erfassen, ob an, falls jo, an ewéi engem Mooss Persoune an d'Ausland wunne ginn a gläichzäitig zu Lëtzebuerg ugemellt bleiwen. Generell muss Persoune, déi hire Wunnsätz wiesselen, sech och deementsprechend an där Gemeng oder an deem Land umellen, wou si wunne ginn.

De Fuerschungsinstitut LISER ass aktuell amgaangen, eng Machbarkeetstudie ze realiséieren betreffend den Opbau vun engem „Observatoire transfrontalier du logement“, dëst ënnert der Tutelle vun der Chamber a vum Wunnengsbauministère. Iwwert dës Wee wäert et gegebenefalls méiglech ginn, besser a méi grenziwwerschreidend Recherchen ëmzesetzen.

Déi grenziwwerschreidend Mobilitéit ass ee vun de cibléierten Themen, déi fir d'Aarbechte vun dësem Observatoire kéinten an den nächste Jore a Fro kommen.

Question 1152 (03.09.2019) de M. André Bauler (DP) concernant les archives historiques de RTL Group :

Les origines de RTL Group, premier groupe audiovisuel européen et dont le siège se trouve toujours à Luxembourg, remontent à l'année 1929 avec la création de la Société luxembourgeoise d'études radiophoniques (SLER), suivie de celle de la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion (CLR) en 1931, devenue la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) en 1954.

Cette entreprise a joué un rôle de pionnier en matière de radiodiffusion internationale et de télédiffusion commerciale en Europe et a contribué sans conteste à établir le Luxembourg comme site médiatique (« Medienstandort ») d'importance internationale. Citons le Ministre des Communications et des Médias, Monsieur Xavier Bettel, qui a récemment déclaré : « Historiquement, RTL Group occupe une place centrale dans le patrimoine culturel et audiovisuel de notre pays [...] »

Il me revient que RTL Group dispose d'un certain nombre d'archives historiques écrites et

photographiques, qui s'avéreraient particulièrement intéressantes dans le cadre de recherches sur l'histoire des médias, alors que le CNA conserve principalement des archives audiovisuelles.

Alors qu'une restructuration s'annonce au niveau du « Corporate Centre » de RTL Group avec notamment la relocalisation de certains services du groupe basés au Luxembourg vers Cologne, j'aimerais poser les questions suivantes :

- Madame la Ministre de la Culture a-t-elle connaissance de l'existence d'archives historiques au sein de RTL Group ?

- Est-ce que les Archives nationales de Luxembourg conservent des archives écrites issues de RTL Group ?

- Le sort réservé aux archives conservées actuellement au siège de RTL Group est-il connu de Madame la Ministre ?

- En vue de garantir la préservation de ces archives historiques et afin d'éviter que ces archives privées ne soient exportées hors du pays, voire éventuellement détruites - ce qui signifierait sans nul doute une perte substantielle pour la recherche historique nationale -, Madame la Ministre envisage-t-elle de classer ces archives comme « archives privées historiques » conformément à l'article 15 de la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage ?

Réponse (03.10.2019) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture :

L'honorable Député me saisit d'une série de questions concernant la possibilité d'un classement en tant qu'« archives privées » des documents d'archives de RTL Group.

En ce qui concerne les archives audiovisuelles, une série d'accords en prévoient la transmission et conservation au Centre national de l'audiovisuel.

En ce qui concerne les documents d'archives autres qu'audiovisuels (écrits, photos, etc.), il est à noter que celles-ci ne sont pour l'instant pas archivées par un institut culturel de l'État luxembourgeois, du moins pas systématiquement.

En effet, les seuls documents autres qu'audiovisuels archivés ne concernent RTL Group que de manière incidente, c'est-à-dire qu'ils ont été archivés aux Archives nationales dans la mesure où ils concernent les rapports entre l'État luxembourgeois et l'ancienne CLT, devenue CLT-UFA.

S'y trouvent ainsi les procès-verbaux concernant des travaux de différents comités ou commissions, des documents relatifs à la structuration et aux finances de la CLT-UFA, tout comme des consultations juridiques ou encore les documents relatifs aux concessions et renouvellement des concessions. Ces documents ne concernent en revanche pas directement l'histoire de RTL Group.

La possibilité d'un classement d'archives privées historiques est néanmoins prévue par la loi du 21 août 2018 sur l'archivage qui en détermine le régime. Deux hypothèses sont prévues, celle d'une transmission spontanée au titre de l'article 13, ainsi que celle d'un classement ministériel au titre de l'article 15 de la loi.

L'article 13 prévoyant la possibilité d'une transmission d'archives privées à un institut culturel de l'État, rien ne ferait a priori obstacle à ce que RTL Group procède de sa propre initiative à une telle transmission, laquelle permet entre autres au propriétaire des archives de s'assurer de la conservation rigoureuse de celles-ci.

Le saviez-VOUS ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

L'article 15 de la loi régit, quant à lui, le classement d'archives privées par le ministre sur proposition d'un institut culturel, tout en en précisant les conditions et le régime.

Un tel classement présuppose toutefois une proposition d'un institut culturel ainsi que l'accord du détenteur des archives privées. Alors qu'aucun contact n'a pour l'instant été établi avec RTL Group, il est tout à fait envisageable de lancer des discussions à ce propos afin de garantir la pérennité des archives.

Question 1154 (03.09.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **chiens d'assistance** :

An hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 21. Mee (N° 0721) iwwert d'Assistenzhënn huet d'Madamm Familljeminister informéiert, datt eng Persoun, déi sech vun engem Assistenzhond begleet léisst, beim Ministère eng Hondsmédail ufroe kann, „déi als Erkennungszeeche ka benotzt ginn an déi den Zougang zu Plazen erméiglecht, déi fir aner Hënn net accessibel sinn“.

Mir ass elo awer zougedroe ginn, datt, wann dem Assistenzhond säin Hondsmeeschter verstierft, et zu Problemer mam Behale vun der Hondsmédail komm ass. Dem Assistenzhond soll deemno d'Médail entzu gi sinn, obwuel e seng Ausbildung laut Virschreften erfolgräich ofgeschloss huet an en Diplom erhalen huet.

An dësem Kontext wëllt ech der Madamm Familljeminister gär folgend Fro stellen:

- Am Fall, wou den Hondsmeeschter verstierft, behält den Assistenzhond seng Médail weiderhin a kann hien och weiderhien an deem Beräich, an deem hien ausgebild ass, agesat ginn, sief dat mat sengem Referant (also déi Persoun, déi dem Hond Uweisung gëtt), oder bei enger Persoun, déi eng Behënnerung huet?

Réponse (20.09.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

D'Gesetz vum 22. Juli 2008 iwwert d'Accessibilité vun effentleche Plaze fir Leit, déi vun engem Assistenzhond begleet ginn, gesäit vir, datt de Meeschter vum Hond eng Médail fir den Hond kann ufroen. Mat dëser Médail gëtt den Hond als Assistenzhond fir eng bestëmmte Persoun unerkannt an erkennbar gemaach oder, esoulaang wéi en nach an der Ausbildung ass, als „chien d'assistance en formation“.

Am Fall wou den Hondsmeeschter stierft, muss dem Assistenzhond seng Médail ofgi ginn. Wann den Hond duerno sollt den Assistenzhond vun enger aner Persoun ginn, muss eng nei Demande gemaach ginn unhand vum offizielle Formulaire mat de Piëcen, déi dem Hond seng Formatioun zertifizéieren an déi beleeën, datt den Hond den Ofschloss vu senger Ausbildung mat sengem neie Meeschter gemaach huet. Dës Piëce beleeën, datt den Hond op dem Meeschter seng Besoinen agoe kann an datt deen neie Meeschter mam Hond „selon les règles de l'art“ ëmgoe kann.

Dovun ofgesinn, ginn et och ganz verschidden Assistenzhondausbildungen, wéi zum Beispill Hënn, déi blann Leit, Leit mat Diabetes oder Epilepsie begleeten, an et ginn och, ofhängeg vun de Besoinen vun der Persoun, ganz verschidde Befeele, déi den Hond muss beherrschen, an Aktiounen, déi e muss kënnen ausféieren.

En anere Grond, firwat d'Médail vun engem Assistenzhond muss beim Doud vun Meeschter ofgi ginn, ass, fir Abusen ze vermeiden. Et kënnn ëfters vir, datt den Assistenzhond nom Doud vu sengem Meeschter an d'„Pensioun“ geet an net méi als Assistenzhond weider-schafft. Dee Moment gëtt et kee Grond méi, fir dem Hond Accès zu effentleche Plazen ze ginn, déi aneren Hënn verspaart sinn.

Question 1155 (03.09.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant le **parc automobile de la Police grand-ducale** :

Depuis l'année dernière, la Police grand-ducale dispose de plusieurs véhicules Tesla opérationnels dans le cadre de leur unité de la route. Le parc automobile électrique de la police a été complété en début d'année par d'autres véhicules électriques mis en service notamment

comme voitures de patrouille dans les unités territoriales.

Toujours en début d'année, Monsieur le Ministre a affirmé que fin 2019, une étude menée par la Police de la Basse Saxe et l'Université de Braunschweig tirerait des conclusions quant à la question de savoir dans quel cadre la mobilité électrique est adaptée au travail policier. Pour Monsieur le Ministre, la seule contrainte serait celle liée au temps de (re-)charge.

Or, au-delà d'un tel inconvénient, l'utilisation de voitures Tesla pose des problèmes autrement plus considérables.

La police bâloise a été l'une des premières à électrifier son parc automobile et à avoir recours à des véhicules Tesla. Or, ces véhicules sont restés un moment à l'arrêt ne pouvant être affectés à aucune unité en raison de leur hyper-connectivité posant ainsi un problème au niveau de la protection des données personnelles.

Si tous les véhicules modernes produisent en général de nombreuses informations dans le but d'accroître la sécurité des conducteurs, les véhicules Tesla sont connus pour être particulièrement connectés. En effet, ces véhicules sont bourrés de sensors, de micros, de caméras qui recueillent en permanence des données et qui les transmettent au serveur du fabricant américain qui vient ainsi à connaître de la localisation du véhicule mais aussi de la conversation à bord du véhicule. Du fait que de nombreuses fonctions sont commandées par instructions vocales, il serait possible d'enregistrer les conversations des personnes arrêtées.

Les Tesla bâloises ne sont devenues opérationnelles que lorsque la police bâloise s'est soumise aux recommandations du préposé à la protection des données. L'utilisation de véhicules électriques et plus particulièrement de Tesla met ainsi les forces de l'ordre devant de nombreux défis et notamment celui de la compatibilité de leur utilisation avec les contraintes en matière de protection des données. La police bâloise semble avoir retiré les cartes SIM Tesla des véhicules pour les remplacer par celles de la police. Certains se demandent dans ce cas quel est l'intérêt de se doter de véhicules Tesla qui demeurent très chers.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Avant d'affecter les véhicules Tesla à leur opérations policières, la Police grand-ducale s'est-elle tournée vers la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) pour savoir si l'utilisation de ces véhicules dans le cadre de leurs missions est compatible avec la protection des données personnelles ?

2) Dans l'affirmative, la CNPD a-t-elle donné son feu vert ? Celui-ci a-t-il été soumis à des conditions particulières voire la CNPD a-t-elle fait des recommandations ? Si oui, de quelles conditions et/ou recommandations s'agit-il ?

3) Dans la négative, pour quelles raisons la CNPD n'a-t-elle pas été chargée de vérifier la compatibilité de l'utilisation des véhicules en question par la police avec la protection des données personnelles ? La Police grand-ducale a-t-elle au moins mis en place un procédé afin de limiter les éventuelles violations à la protection des données ? Si oui, lequel ?

4) En tout état de cause, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas, qu'à défaut d'accord préalable donné par la CNPD, qu'il faudrait d'urgence mettre les Tesla à l'arrêt et charger la CNPD d'examiner la conformité de l'utilisation de celles-ci dans le cadre des opérations policières avec la protection des données ?

Réponse (01.10.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1) + 2) Non.

ad 3) Tesla s'est vu certifier en date du 16 novembre 2017 le « EU-U.S. PRIVACY SHIELD FRAMEWORK ».

Ainsi, conformément à l'article 45 du règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les dispositions en matière de protection de données personnelles prises par Tesla sont à considérer comme équivalentes à celles prévues par le RGPD.

Aucune donnée personnelle n'est par ailleurs communiquée, alors que seules des informations concernant le véhicule sont transmises. Il est dès lors impossible pour le destinataire d'avoir des informations sur le conducteur voire les autres personnes se trouvant dans le véhicule.

ad 4) Compte tenu de ce qui précède, une mise à l'arrêt d'urgence des véhicules et la saisine de la CNPD n'ont pas été envisagées.

Question 1159 (05.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **marché de l'emploi** :

Les statistiques de l'Inspection générale de la sécurité sociale recensent pour le mois d'avril 2019 un total de 468.430 personnes présentes sur le marché de l'emploi luxembourgeois, dont 202.870 travailleurs frontaliers.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire comment s'est développé notre marché de l'emploi au cours des dernières cinq années.

2) Quel est le taux de croissance annuel et quelle est la part des travailleurs salariés, des travailleurs intérimaires, des fonctionnaires et des non-salariés ?

3) Comment s'est développée la part des travailleurs frontaliers selon les pays d'origine et dans quels secteurs la part des travailleurs frontaliers est la plus importante ?

Réponse commune (30.09.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

Les statistiques de l'Inspection générale de la sécurité sociale recensent pour le mois d'avril 2019 un total de 468.430 personnes présentes sur le marché du travail luxembourgeois, dont 202.870 travailleurs frontaliers. Ces données peuvent être téléchargées via le portail de l'emploi : <https://adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss.html>.

ad 1) Chaque mois, l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) publie un tableau de bord sur la situation de l'emploi au Luxembourg⁶. Selon le dernier tableau de bord, paru le 6 août 2019, 468.430 personnes, dont 202.870 travailleurs frontaliers, étaient présentes sur le marché de l'emploi luxembourgeois au 30 avril 2019.

Entre avril 2014 et avril 2019, l'emploi a progressé à un rythme annuel moyen de +3,3 %. Sur cet intervalle, l'emploi féminin, qui est passé de 159.385 à 188.135 personnes (+3,4 %/an), a été légèrement plus dynamique que l'emploi masculin, qui est passé de 239.314 à 280.295 personnes (+3,2 %/an). L'emploi frontalier (+4,0 %/an) a, quant à lui, progressé près de 1,5 fois plus vite que l'emploi résident (+2,7 %/an). Enfin, le nombre de salariés exerçant une activité manuelle (anciens ouvriers), qui est passé de 142.951 à 155.044 personnes (+1,6 %/an), a augmenté près de trois fois moins vite que le nombre des autres salariés (anciens employés), qui est passé de 203.285 à 254.866 personnes (+4,6 %/an). Par ailleurs, il importe de mentionner le fait que le poids des plus de 50 ans sur le marché du travail a, sous l'effet du vieillissement de la main-d'œuvre, gagné quatre points de pourcentage, passant de 23 % (92.998 personnes) à 27 % (125.972 personnes).

Le résultat de l'expansion du marché du travail, observée entre avril 2014 et avril 2019, est une création nette d'emplois (i. e. recrutements - fin de contrats) de près de 70.000 postes (soit 14.000 par an en moyenne), dont un peu moins de la moitié au sein de quatre secteurs d'activité seulement : le secteur des activités spécialisées scientifiques et techniques (15 %), le secteur des activités de services administratifs et de soutien (13 %), le secteur de la santé humaine et de l'action sociale (11 %) et le secteur de la construction (10 %) (tableau n° 1).

De manière plus générale, la croissance de l'emploi est, depuis la récession économique de 2012, ancrée sur une tendance linéaire croissante. Signe d'un dynamisme retrouvé, cette trajectoire a permis à la croissance de l'emploi d'atteindre, à partir de la fin de l'année 2016, des valeurs comparables à celles observées avant la crise économique et financière de 2008-2009. Depuis août 2018 cependant, les premiers signes d'un ralentissement sont perceptibles. Alors que la croissance de l'emploi salarié semble avoir atteint son pic à l'issue du 2^e trimestre 2018 (+4,1 % par rapport au 2^e trimestre 2017), elle a ralenti à 3,8 % à l'issue du 1^{er} trimestre 2019 et devrait passer à +3,5 % au 2^e trimestre 2019 (graphique n° 1).

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

⁶ <https://igss.gouvernement.lu/dam-assets/publications/tableau-de-bord-emploi/2019/emploi-201904.pdf>

ad 2) Les tableaux n° 2 et n° 3 reprennent les informations demandées sur la période 2014-2019.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Entre mars⁷ 2014 et mars 2019, la part des travailleurs frontaliers dans l'emploi total est passée de 41,8 % à 43,3 %. Cette progression est exclusivement à imputer aux frontaliers résidant en France. En effet, alors que la part des travailleurs frontaliers résidant en Allemagne et celle des travailleurs frontaliers résidant en Belgique ont légèrement diminué, bien que leur nombre ait augmenté, celle des travailleurs résidant en France a progressé de 1,8 points de pourcentage pour atteindre 22,4 % en mars 2019 (tableau n° 4).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il existe de très fortes disparités sectorielles dans la part des travailleurs frontaliers, variant, en mars 2019, de 5 % dans le secteur de l'administration publique à 66 % dans l'industrie manufacturière (Tableau n° 5).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1161 (05.09.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Franz Fayot** (LSAP) concernant la **restructuration de RTL Group** :

Selon un article paru dans la presse luxembourgeoise, le conseil d'administration de RTL Group vient d'annoncer sa volonté de réduire la taille de son « Corporate Center » basé à Luxembourg « afin de redistribuer les ressources et de réduire les coûts », malgré des résultats d'exploitation très positifs. En pratique les effectifs pourraient être réduits d'un tiers ou de 60 personnes sur un total de 190.

- Nous aimerions savoir de Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, si le Gouvernement luxembourgeois a été informé au préalable de cette décision.

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il la portée de cette décision ?

- Les activités de RTL à Luxembourg seront-elles impactées par ledit transfert ? Quelles seront les conséquences pour le personnel travaillant au Luxembourg et qu'en est-il du programme diffusé ?

Réponse (02.10.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias* :

Le Gouvernement est en contact régulier avec les responsables du groupe RTL. Dans le cadre d'échanges récents sur le développement de l'entreprise au Luxembourg, une analyse sur les activités du groupe au Luxembourg a été discutée.

Le Ministre des Communications et des Médias a pris note des annonces de la part de RTL Group et a fait appel aux responsables du groupe RTL à trouver des solutions en dialogue avec les représentants du personnel.

Cependant, RTL Group a assuré au Gouvernement que les activités des entités luxembourgeoises ne seront pas concernées et que l'attachement de RTL Group au Luxembourg n'est pas mis en cause. Le Ministre des Communications et des Médias est confiant que les activités de RTL Group au Luxembourg se développeront de manière positive dans les années à venir.

Question 1163 (06.09.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant les **aspects écologiques des travaux d'impression de l'État** :

An der Äntwert aus menger parlamentarescher Fro N° 0881 giong ervir, dass de Verbrauch an d'Käschte vum Pabeier beim Stat relativ stabil bliwwen ass. Och wa verschidde Prozeduren digitaliséiert ginn, esou setzt de Stat aktuell nach vill op de Pabeierdruck, fir zum Beispill Informationsbroschüren hierzustellen.

⁷ Les données relatives à l'emploi frontalier par pays de résidence qui sont produites par l'IGSS et publiées sur le portail de l'emploi portent sur le mois de mars (<https://adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-stock-emploi.html>).



An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, Finanzen an effentlechen Dingscht dës Froe stellen:

1. Wéi sinn d'Drockoptråg beim Stat gereegelt? Gi gréisser Drockoptråg iwwer ee Marché public bestëmmt oder existéiert eng Konvention tëscht dem Stat an engem Fournisseur?

2. Kann d'Regierung eis eng Lëscht vun den Drockoptråg opstellen, dëst opgeschlüsselt:

- no Joer (vun 2012 bis 2019),
- no Fournisseur (d'Drèckerei)

- an nom Käschtevolume fir all d'Optråg vum Fournisseur fir dat Joer?

3. Setzt d'Regierung bei den Drockoptråg do-robber, dass de Fournisseur Recyclingspabeier benotzt? Falls neen, wéi vill Prozent vun den Optråg ginn op normalem Pabeier gedréckt?

4. Gi bei den Drockoptråg Faarwen op Uelechbasis benotzt? Falls jo, wéi vill Prozent vun den Optråg ginn op pflanzlech Faarwen?

5. Ginn Drockprodukter, déi net méi gebraucht ginn, recycelt?

6. Gëtt bei den Drockoptråg och d'Nohaltegkeet vum Fournisseur consideréiert, wéi zum Beispill d'CO₂-Bilanz?

Réponse (07.10.2019) de M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation :

Déi divers Ministèren, Administratiounen a Servicer vum Lëtzebuurger Stat kënnen bei der Statsdrèckerei (Centre des technologies de l'information de l'État - Division imprimés et fournitures de bureau) all hir Drocksaachen, wéi zum Beispill Entête-Pabeier, Visitékärtercher, Enveloppen, Dépliants, Schoulbicher oder Broschüre bestellen. Et ass awer och méiglech, dass eng Entitéit beim Stat iwwer eng Agence de communication fiert an den Drockoptråg net iwwer den CTIE vergi gëtt. Verschidden Optråg ginn aus Sécherheets- a Confidentialitégrënn an der Statsdrèckerei selwer gedréckt.

Am Prinzip hëlt de CTIE d'Bestellungen op, freet Offere bei de privaten Drèckereien a gereiert och den Ofaf vun den Drockoptråg.

D'Optråg gi konform zu der Legislatioun fir d'Marché-publicke verginn. An deene meeschten Ufroen handelt et sech awer ëm kleng Montanten, an deementspreechend ass oft kee Marché public noutwendeg. Generell gi Präisser bei e puer Drèckereien ugefrot an de bëllegsten Ubidder gëtt geholl.

Déi folgend Tabell weist d'Unzuel vun den Optråg an den entspreechende Budgetsvolume fir d'Joren 2013 bis 2019. D'Optråg sinn op ronn 60 verschidden Drèckerei verdeelt.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

An den Optråg ass d'office certifiéierten FSC- oder PEFC-Pabeier virgesinn. Wann eng Entitéit vum Stat, déi e Produkt ufreet, ausdrécklech en anere Support freet, gëtt d'Ufro vun der Entitéit respektéiert.

Aus Qualitéitsgrënn offrëieren déi meescht Drèckereien e Produkt op Uelechbasis, woubäi, ofhängeg vum Optrag, verschidden Drèckereien och Faarwen op Basis vu pflanzlechen Uelechen notzen.

Wat den CTIE ugeet, ginn Drockprodukter, déi net méi gebraucht ginn, via e spezialiséierte Fournisseur recyceléiert. Op Ufro vun engem Ministère oder enger Verwaltung kënn de CTIE déi reschtlech Drockprodukter ofhuelen a gëtt se och engem spezialiséierte Fournisseur, dee se recyceléiert.

Grouss Drèckereien hunn normalerweis een oder méi ökologesch Labelen, wéi ënner anere FSC, PEFC oder Carbon Neutral Printing.

Question 1165 (06.09.2019) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la soumission publique pour le programme « Schouluebst 2019/2020 » :

20 % bis d'Joer 2025, 100 % bis d'Joer 2050. Dat sinn Ziler an den Timing, déi d'Regierung sech an der Biolandwirtschaft ginn huet. Ausserdeem betout se ëmmer erëm, dass eng Valoriatioun vun de regionale Produkter wichteg wär.

De 25. August huet d'Administration des services techniques de l'agriculture eng effentlech Ausschreiwung fir „Fourniture de fruits et légumes aux établissements scolaires en cinq lots“ opgemaach an een deementspreechend Laaschtenheft fir déi verschidde Liewensmëttel opgestallt.

Duerch den Ëmstand, dass all Produkter vun engem eenzege Liwwerant musse stamen an

duerch eng restriktiv Definitioun fir verschidde Produkter ass et am Prinzip onméiglech, dass e lokale Produzent respektiv lokal Produkter wäerten den Zouschlag kréien.

D'Gesetz iwwer déi effentlech Ausschreiwunge vum 8. Abrëll 2018 gesäit awer vir fir de Marché op Basis vun der Qualitéit ze attribuieren an net méi systematesch nom niddregste Präis. D'Pouvoirs adjudicateurs hunn och d'Recht, gewësse Spezifikatiounen oder unerkannte Labelen an Zertifikatiounen vun den Ubidder ze verlangen, fir sécherstellen, dass héich Ëmwelt- a Sozialnorme respektéiert ginn.

Bei der Ausschreiwung vum „Schouluebst 2019/2020“ gëtt awer bei de meeschte Produkter leider net weider no dese Faktore gefrot. Sou mussen zum Beispill nëmme minimal 5 % dem biologeschen Ubau entsprechen. De Präis ass nach ëmmer den Haaptkritär, fir den Zouschlag ze kréien.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Entsprecht déi effentlech Ausschreiwung fir „Schouluebst 2019/2020“ den Erwaardunge vun der Regierung?

2. Firwat sinn d'Ausschreiwungen nëmme en „bloc“ an esou formuléiert, dass fir enzel Produkter, méi kleng respektiv lokal Produzente guer net kënnen bei der effentlecher Ausschreiwung matmaachen?

3. Firwat gëtt et bei deser Ausschreiwung net méi Qualitéit, Nohaltegkeet a sozial Faktoren?

4. Huet den Här Landwirtschaftsminister allgemeng Recommendationen erausginn, fir dës Ausschreiwungen ze formuléieren? Wa jo, wéi eng Recommendationen? Wann neen - firwat huet den Här Minister net aktiv den Asaz vu méi lokale Produkter ënnerstëtzt?

Réponse (27.09.2019) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1. Den europäesche Schouluebstprogramm gouf 2010 zu Lëtzebuerg ëmgesat. Fir dass de Programm gutt an de Schoulen opgeholl gëtt, ass en esou gestallt ginn, dass den Aarbechtsopwand fir d'Schoulen esou kleng wéi méiglech ass. Dofir ass och d'Decisioun geholl ginn, fir de Programm mat Hëllef vu Betriber aus der Liewensmëttellogistik ausféieren ze loosse. Esou ee Betrib iwwerhëlt dann den Akaf an d'Verdeelung vum Uebst un d'Schoulen, genee wéi déi meescht administrativ Aarbecht, déi esou een europäesche Programm mat sech bréngt. Duerch d'Gréisst vun dem Marché, muss all Joer eng europäesch Ausschreiwung gemaach ginn. Dese Fonctionnement vum Programm gëtt allgemeng positiv opgeholl, a wäit méi ewéi 90 % vun eise Schoule maachen dann och mat. Dëst gouf och an enger externer Evaluatioun bestäetgt. Esou kënnen mëttlerweile méi ewéi 103.000 Schüler aus dem Fondamental an aus dem Secondaire vum gratis Uebst aus dem Programm profitéieren. Deementspreechend huet dës Ausschreiwung bis elo och ëmmer d'Erwaardungen erfëllt.

ad 2. D'Ausschreiwung ass a fënnef Deeler, oder Lousen, opgedeelt, et kann een also net soen, dass hei just eng Entreprise de ganze Marché muss kréien. Et ass awer esou, dass an enger normaler Woch vum Schouluebstprogramm méi wéi 360 verschidde Schoulgebaier musse beliwwert ginn. Dëst ass fir kleng respektiv lokal Produzente wuel kaum ze meeschten, a muss dofir vun engem spezialiséierte Logistikier iwwerholl ginn. Dese Logistikdeel vum Marché ass an ee Lous fir de Fondamental an an ee Lous fir de Secondaire opgedeelt. Hei geet et dorëms, e groussen Deel vum Uebst a Geméis ze kafen an och déi ganz Verdeelung un d'Schoule sécherzestellen.

Donieft huet d'Ausschreiwung fir dat aktuell Schouljoer awer och dräi Lousen, déi sech un déi lokal Produzente rëchten. Dës Betriber kënnen dann entweder Äppel, Biren oder Muerte liwweren a si mussen dofir awer och Schoul-

klassen empfanke, fir hinnen op der Plaz d'Produktioun ze erklären. D'Verdeelung vun dese Produkter un d'Schoule fällt awer dann ënnert de Kontrakt vun de Logistikbetriber.

ad 3. Erfahrungen aus aner änleche Programme hu gewisen, dass esouwuel de Goût wéi och déi visuell Qualitéit eng wichteg Roll spillen, fir dass d'Schoulkanner d'Uebst gutt unhuelen, an esou d'Gewunnecht kréien, fir dës gesond Produkter ze iessen. Dofir sinn dës Aspekter och an der Ausschreiwung am Detail beschriwwen.

Déi sozial Aspekter spille besonnesch bei de Banannen, well déi mussen zu 100 % aus dem fairen Handel kommen.

D'biologesch Landwirtschaft huet natierlech och e spezielle Status, well nieft de Banannen, déi mussen Bio zertiféiert sinn, och mindestens 5 % vum reschtlechen Uebst bio muss sinn. Des Weidere gëtt den Undeel u Bio bei der Ausschreiwung speziell bewäert. Esou koumen zum Beispill am leschte Schouljoer schlussendlech een Drëttel vum Uebst a Geméis am Programm aus der Bioproduktioun.

ad 4. Ausserhalb vum Schoulmëllech- a Schouluebstprogramm, mécht de Landwirtschaftsministère keng Ausschreiwungen, wou et ëm Liewensmëttel geet. Dofir ergëtt et do och wéineg Sënn, fir weider allgemeng Recommendationen erauszeginn.

De Schouluebstprogramm gëtt zum Deel vun der europäescher Unioun finanzéiert. Fir dës Bähëllefe kënnen ze kréien, muss sech natierlech streng un d'EU-Legislatioun iwwer d'Marchés publics gehale ginn. Wann dee Marché sech géing op national Produkter beschränken, da wier de Risiko grouss, dass mir déi Bähëllefe, fir d'Schouljoer 2018/2019 ëmmerhin 373.000 €, missten zrëckginn.

An der Ausschreiwung fir d'Schouljoer 2019/2020 ass et virgesinn, dass ronn 65 vun de 502 Tonnen Uebst a Geméis am Programm vu Produzente kommen, déi och Schoulklassen empfanke mussen, an esou aus der Géigend musse sinn.

Question 1166 (06.09.2019) de M. Gusty Graas (DP) concernant les nouvelles tensions entre Israël et la Jordanie :

Suite à une revendication de plusieurs politiciens israéliens d'accorder également le droit de prière aux juifs au Mont du temple à Jérusalem un nouveau conflit a été déclenché entre Israël et la Jordanie, responsable pour garantir la sécurité de ce lieu.

La mosquée Al-Aqsa est un lieu sacré très important pour l'islamisme. Avec le commencement de la fête Eid al-Adha le 11 août dernier des agitations ont éclaté entre des musulmans et la police israélienne, vu que les agents de sécurité israéliens ont laissé passer 1.729 juifs au Mont du temple qui ont fêté le même jour le Tisha Be'Av.

Le Ministre des Affaires étrangères de la Jordanie a parlé ensuite d'une violation du droit international et le Gouvernement jordanien a été invité par la Chambre des représentants à revoir le traité de paix signé le 26 octobre 1994 entre les deux pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Est-ce que ce conflit ne risque pas de déstabiliser la paix entre Israël et la Jordanie ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis de son homologue jordanien que l'action des agents de sécurité israéliens constitue une violation du droit international ?

3) Est-ce que l'Union européenne n'est pas appelée à prendre position face à ce conflit afin qu'une base d'entente entre les deux pays soit trouvée ?

Réponse (04.10.2019) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

ad 1) Les incidents récents autour de l'accès et du droit de prière au Mont du temple/l'Esplanade des mosquées à Jérusalem sont en effet préoccupants. Il est essentiel que les dispositions du traité de paix signé en 1994 entre Israël et la Jordanie soient respectées.

ad 2) J'appelle tous les acteurs dans la région à respecter le droit international et à renoncer à toute sorte d'action ou de déclaration qui pourrait déclencher un conflit. Je tiens à saluer le rôle essentiel que joue le Royaume hachémite de Jordanie en tant que garant des Lieux saints musulmans de Jérusalem, conformément au traité de paix de 1994. Lors de ma récente visite à Amman, le 12 septembre dernier, j'ai félicité les autorités jordaniennes pour la façon exemplaire dont S.M. le Roi Abdallah II exerce cette responsabilité.

ad 3) L'Union européenne a réaffirmé à de nombreuses reprises que le statu quo sur le Mont du temple/l'Esplanade des mosquées doit être préservé et elle continuera à s'engager afin qu'une solution conforme aux dispositions du traité de paix de 1994 soit trouvée.

Question 1167 (06.09.2019) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant l'entretien des chemins ruraux :

Les communes luxembourgeoises en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont toujours surveillé l'état des différents chemins ruraux se trouvant sur leurs territoires. Après concertation, l'entretien des chemins ruraux fût toujours assuré financièrement par les communes et le ministère en question.

Or, il me revient que le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable renvoie des dossiers approuvés par les communes et le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural avec l'observation que les dossiers soumis ne contiendraient pas tous les documents fixés à l'article 59, paragraphe 1 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Les pièces qui feraient défaut seraient notamment une analyse déterminant si la remise en état du projet pourrait affecter un biotope au sens de l'article 17 de la loi précitée avec l'obligation :

1) d'une identification précise des biotopes protégés, des habitats d'intérêt communautaire et des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable par une personne agréée ;

2) d'une évaluation des éco-points, telle que requise par l'article 59, paragraphe 3 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Ces obligations doivent être réalisées par une personne agréée, en vertu de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autre que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et à Monsieur les Ministres de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Les communes doivent-elles payer cette identification précise des biotopes protégés de même que l'évaluation des éco-points ?

2) Cette dépense communale est-elle subventionnée par les différents ministères ? Dans l'affirmative, par quel ministère et à quel taux ?

3) Conformément à l'article 59, paragraphe 2 de la loi précitée, le dossier en question ne sera pas traité et sera renvoyé aux communes afin de leur permettre de le compléter. En cas de refus des communes de compléter le dossier et/ou d'avancer les frais y relatifs, quelle administration ou quel ministère s'occupera de l'entretien des chemins ruraux et à quelles conditions ?

4) Finalement, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une telle procédure pour réaménager des chemins ruraux avec par exemple des dalles trouées semble être inappropriée ?

Le saviez-VOUS ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

Réponse commune (08.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

Remarques préliminaires

La voirie rurale se compose majoritairement de chemins ruraux communaux, appartenant aux communes, et de chemins ruraux syndicaux, appartenant à des associations syndicales, de même que de chemins ruraux privés et de chemins ruraux figurant comme servitude de passage. En tant que propriétaires, les communes sont responsables des chemins ruraux communaux, décident des travaux nécessaires et prennent en charge les coûts y relatifs, lesquels sont subventionnés par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Les communes sont conseillées et soutenues dans leurs démarches par l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), ayant la voirie rurale dans leurs attributions. Ainsi, suite à la demande d'une commune et après concertation, les services régionaux de l'ASTA élaborent un projet des travaux à réaliser, demandent les autorisations ministérielles nécessaires, mettent les travaux en adjudication, surveillent l'exécution et font le décompte des travaux, au nom et pour compte des communes. On distingue les travaux à réaliser sur la voirie rurale nécessitant une autorisation ministérielle en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et les travaux de simple entretien de la voirie, ne nécessitant pas une telle autorisation. Ces derniers concernent l'entretien des chemins ruraux tel que le reprofilage en béton asphaltique et l'enduisage des chemins scellés, imperméables, existants ou le rechargement en pierres naturelles de chemins empierrés existants. Les travaux soumis à autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'Environnement comprennent principalement l'aménagement de nouveaux chemins ruraux, à savoir l'aménagement de chemins de terre en chemins empierrés, en chemins à double file en béton, voire en chemins à couche de roulement bitumineuse en asphalte. Sont soumis à autorisation également le réaménagement de chemins empierrés, perméables, existants en chemins à double file en béton ou en chemins imperméables avec couche de roulement bitumineuse en asphalte ou autre. Ces travaux sont soumis à autorisation ministérielle en vertu des dispositions de l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 et du fait que les chemins ruraux à caractère permanent, incluant les bandes et talus herbacés ou boisés en accotement sont repris au règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquels l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives.

ad 1) L'article 59 (2) de la loi du 18 juillet 2018 précise qu'en cas de demande d'autorisation portant dérogation à l'interdiction prévue par l'article 17, la demande d'autorisation doit comporter une identification précise des biotopes protégés, des habitats d'intérêt communautaire et des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquels l'état de conservation a été évalué non favorable. En vue de la détermination de l'envergure des mesures compensatoires éventuelles un bilan écologique à l'aide d'un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points doit également être soumis. Ces inventaires et bilans (voir article 63 (1) de la loi du 18 juillet 2019) peuvent être réalisés par l'Administration de la nature et des forêts, une personne agréée ou un syndicat de communes au sens de la loi du 18 juillet 2018.

ad 2) En cas de réalisation des travaux, les dépenses communales engendrées par l'identification précise des biotopes protégés, ainsi que par l'évaluation des éco-points pourront faire partie des coûts éligibles et ainsi être subventionnées par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Les investissements, y compris ces dépenses, considérées comme des dépenses de planifications, bénéficient d'une aide fixée à 30 % du coût, pour autant que les travaux aient été approuvés par le ministre préalablement à leur exécution. Ce taux est fixé à 40 % pour l'aménagement de chemins ruraux à double file.

ad 3) En vue de ce qui précède et en cas de refus de compléter le dossier, et/ou d'avancer les frais y relatifs, certains travaux ne pourront être autorisés. Notons que les services régionaux de

l'ASTA s'occupent, sur demande des communes, de rassembler tous les documents nécessaires afin de compléter les demandes d'autorisation relatives à la protection de la nature et des ressources naturelles. Ni le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, ni un autre ministère ou une administration étatique, n'ont les moyens ni les fonds financiers, ni les attributions pour intervenir directement sur la voirie rurale, à l'exception de cas spéciaux (piste cyclable nationale, calamité naturelle, situation de crise, etc.).

Question 1169 (06.09.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant **l'admission à un programme d'étude à l'Université du Luxembourg** :

Pour être admis à un programme d'étude à l'Université du Luxembourg, le futur étudiant doit soumettre son diplôme de fin d'études, les relevés de notes de lycée ainsi qu'un certificat de langues. Conscient de l'importance à accorder aux notes académiques, les activités extrascolaires, les activités bénévoles et les expériences professionnelles (stage, formations continues, engagement social, culturel et sportif) priment de plus en plus dans le curriculum vitae lors du processus d'admission aux universités ou du recrutement sur le marché du travail.

À l'heure actuelle, l'Université du Luxembourg ne prend en compte ces activités que pour un nombre restreint de formations lors du processus de sélection.

En tenant compte du fait que la seule université du pays est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche et jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations ?

- De quelle manière le ministre envisage-t-il d'encourager l'Université du Luxembourg de reconsidérer ses critères d'admission en tenant compte de manière générale et, pour toutes les filières, des activités extrascolaires, des activités bénévoles et des expériences professionnelles des étudiants ?

Réponse (03.10.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

À titre de remarque introductive, il convient de préciser que, conformément à la bonne pratique internationale, l'Université du Luxembourg prend en compte de nombreux critères dans les procédures d'admission. Outre les critères académiques évalués sur la base des diplômes et des relevés des notes ainsi que des connaissances de langues étrangères, presque tous les programmes d'études offerts par l'Université du Luxembourg prennent également en considération la motivation, la disposition à apprendre et la preuve d'engagement du candidat telles qu'exprimées dans une lettre de motivation ou un essai d'admission. En outre, tous les programmes de master et environ la moitié des programmes de bachelor prennent en compte le curriculum vitae des candidats.

Selon les informations fournies par l'Université du Luxembourg, à l'heure actuelle, 15 programmes prennent explicitement et systématiquement en compte les activités extrascolaires antérieures présentant un intérêt pour le programme et prouvant une capacité d'initiative, de responsabilité et de curiosité intellectuelle ou professionnelle. 18 programmes prennent en considération l'expérience professionnelle des candidats. Ces critères de sélection supplémentaires sont utilisés notamment dans les programmes d'études très demandés et disposant d'un nombre de places limité.

Dans tous les cas, les comités responsables du processus de sélection des différents programmes suivent des procédures clairement définies. Toutes les candidatures sont soigneusement évaluées et traitées équitablement. La combinaison de différents critères d'admission ainsi que les procédures bien définies ont comme but de permettre des décisions justes et équitables, et de garantir une adéquation entre le programme, les qualifications et les attentes du candidat.

Cependant, des activités extrascolaires ou bénévoles ne constituent ni un critère suffisant, ni un indicateur fiable de réussite et ne peuvent que faciliter l'admission à des programmes d'études. Tout engagement supplémentaire ne peut donc pas remplacer le minimum de qualifications académiques que l'Université du Luxembourg exige de chaque candidat, ceci dans le souci d'orienter les jeunes vers des pro-

grammes d'études adéquats et de prévenir l'abandon des études.

Question 1170 (06.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **le château de Colpach** :

D'Kolpecher Schlass grënnt op enger mëttelalterlecher Nidderbuerg a gouf 1303 fir d'éischt ernimmt. Am 18. an 19. Jorhonnert gouf et gréisser Émbauten, ier 1917 den ARBEDs-Direkter Emile Mayrisch a seng Fra, d'Aline de Saint-Hubert, d'Schlass als Residenz kaaft hunn. An der Tëschekrichszäit goufen eng ganz Rei politesch a kënschtlersch Perséinlechkeeten do empfaangen.

D'Kolpecher Schlass gouf dem Lëtzebuergesche Roude Kräiz 1947 vum Aline Mayrisch vermaach. D'Schlass ass du laang Joren als Sanatorium genotzt ginn, bis nei Gebailechkeeten e puer Meter donieft gebaut goufen, déi 2010 bezuchsfäerdig waren an d'Notze vum Schlass, dat zënterhier eidel steet, ersat hunn. D'Schlass befënnt sech leider an engem schlechten Zoustand. Am Oktober ginn et schon acht Joer, datt op déi vun eis 2011 gestallte parlamentaresch Fro (N° 1634) iwwert den Zoustand an d'Erhale vum Kolpecher Schlass geäntwert gouf:

« [...] Dès le départ, il était prévu par la Croix-Rouge de rénover le château dès la mise en service de ce nouveau bâtiment. [...] À ce stade, il y a donc lieu de confirmer que le château ne se trouve pas dans un état de délabrement, mais dans un état de chantier. [...] »

« Des études sur les structures existantes sont en cours afin de déterminer les mesures constructives à entreprendre pour donner au château une réelle utilité au niveau du site sans pour autant toucher aux parties historiques. [...] »

« À court terme la Croix-Rouge veille à sécuriser le chantier afin qu'il n'y ait pas de dégradation durant la phase des travaux préparatoires, les études et plus particulièrement la saison hivernale [...] »

« La Croix-Rouge est en dialogue avec l'État en ce qui concerne la rénovation et la préservation du patrimoine historique, voire son éventuel entretien pour la partie qui ne relève pas du centre de convalescence proprement dit. »

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Kulturminister gär folgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt d'Kolpecher Schlass mat sengen Annexen, dem Pärdsstall, de Gäert, Parken, Wisen a Bëscher, an och de Statuen a Monumenter, déi do stinn, zënter 2002 offiziell als Nationalmonument klasséiert ass?

2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt d'Kolpecher Schlass eng kulturell an och sozial Bedeitung an der Geschicht vu Lëtzebuerg dréit? Fënnt si och, datt dat Schlass muss erhale bleiwen a virum Verfall geschützt ginn?

3. Kennt d'Madamm Minister den Zoustand vum Kolpecher Schlass? Ass si der Meenung, datt d'Schlass sech an engem schlechten Zoustand befënnt?

4. Goufen tatsächlech Etüde gemaach, fir e sénnvollt a valoriséierend Notze vum Schlass ze erméiglechen? Wat ass bei dësen Etüden erauskomm?

5. Wou ass deen an der Äntwert op d'Fro N° 1634 aus dem Joer 2011 ernimmten Dialog drun? Wat ass dobäi festgehalen ginn?

6. Wat ass zënterhier fir den Erhal vun dësem offiziellen Nationalmonument gemaach ginn?

7. Ass ee Plang an eng Oplëschung vun den néidegen Amenagementen, Modifikatiounen a Renovatiounsaarbechten a -käschten, déi zënterhier gemaach goufen an déi nach ze maachen sinn, opgestallt ginn?

Réponse (03.10.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

D'Kolpecher Schlass dréit effektiv eng wichteg kulturell a sozial Bedeitung fir d'Gesellschaft an as dofir, esou wéi och d'Gäert, Wisen, Bëscher, mee och de Park a seng Statuen a Monumenter, de 14. Oktober 2002 vun der Regierung klasséiert ginn.

Wat den Zoustand vum Schlass ugeet, esou ass et aktuell net direkt bedrot. D'Rout Kräiz kuckt derno, datt d'Gebai gehëtzt gëtt. D'Schlass steet zwar eidel, mee well um Site och en neien Erhuelungszenter ass, kann eng permanent Observatioun vum Proprietär garantéiert ginn.

E reegelméisseg Suivi gëtt och vum Service des sites et monuments nationaux (SSMN) gemaach. An engem Bréif aus dem Joer 2015 vum Direkter vum SSMN gouf d'Rout Kräiz drop opmierksam gemaach, datt besonnesch

Suergfalt op den Zoustand vun den Elektroinstallatiounen am Gebai muss geluecht ginn. Effektiv sinn al Elektrizitéitsinfrastrukturen dacks d'Ursach fir Feier. Obschonn an der lescht keng gréisser Aarbechte gemaach goufen, goufe wichteg Elementer vun der Bannarchitektur (d'Kamäiner, Trapebalusteren, Biedem an Dieren) mat Protektiounen agekleet.

Wat d'éventuell Projeten ugeet, déi dem Schlass kéinten eng nei Affektatioun bidden, esou kout et am März 2017 zu enger Reunions zu Kolpech, un där enner anerem den Direkter vum Roude Kräiz, de Responsable vum Site Kolpech an en Architekt vum SSMN bedeelegt waren. Op dëser Visitt hunn d'Proprietären éischt Elementer vun engem pedagogesche Projet virgestallt. Soubal et konkret Pläng fir d'Émsetze vu besotenen Konzept gëtt, ginn déi dann och vum SSMN begleet.

Question 1171 (09.09.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant **le nouveau stade national** :

Virun zwee Méint war bekannt ginn, datt de Budget vun neie Fussball- a Rugbystadion op der Kockelscheier nach emol däitlech iwwerschratt gëtt, enner anerem well net u Kamerae geduecht gouf, déi mam Polizeiwärwachungssystem VisuPol kompatibel sinn, a well d'Wi-Fi-Mobilfunknetz net staark genuch war. Mat Gesamtkäschte vu ronn 80 Milliounen Euro gëtt de Stadion elo scho 45 Milliounen méi deier, wéi ursprénglech geplangt. Laut Informatiounen vun der Press ass dëst op eng Feilplanung säitens vum Bureau d'études zréckzeféieren.

Dëser Deeg war an der Press iwwer e weidere Mëssel rieds. Am neie Stadion gëtt elo an engem Eck vun der Tribün en hélzent Haische gebaut, wou an Zukunft während de Matcher de Stadionsprecher, d'Police an d'Pompjeeë solle Plaz huelen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister vum Sport stellen:

- Kann d'Regierung dës Informatiounen bestätegen?

- Wa jo, war dëst vun Ufank un esou geplangt oder war vergiess ginn, eng Plaz fir de Stadionsprecher, d'Police an d'Sekuriste virzugesinn?

- Erfüllt dës hëlze Konstruktioun d'Normen, déi virgesi sinn, fir datt d'Police an d'Sekuristen an esou engem grouse Stadion fir d'Sécherheet vun de Besucher kënnen suergen?

Réponse (08.10.2019) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports* :

Wat de Bau vun neie Fussball- a Rugbystadion ubelaangt, géllt et emol festzehalen, datt d'Stad Lëtzebuerg Bauhär ass an dem Stat seng Participatioun op 40 Milliounen plafonéiert ass.

Wat elo den ofgeännerte Budget ubelaangt, esou gouf dësen an der Stater Gemengerotssetzung vum 8. Juli 2019 am Detail erkläert.

D'Liichtbaukonstruktioun aus Holz, déi Plaz virgesäit fir d'Police, de CGDIS an, enner anerem, de Stadionsprecher, war schon am Projet virgesinn, deen de 5. Dezember 2016 am Stater Gemengerot gestëmmt ginn ass. Dës Konstruktioun ass op ausdrécklech Demande vun der Police, dem CGDIS an der FLF op där strategescher Plaz opgericht ginn.

D'Stad Lëtzebuerg, als Bauhär a Propriétaire vum neie Stadion, huet eis bestätegt, datt, esou ewéi dat och bei villen anere Konstruktiounen aus Holz am Bausecteur de Fall ass, dës nohalteg Konstruktioun am neie Stadion déi erfuerderlech Normen erfëllt.

Vu Mëssel kann also no den Aussoe vun der Stater Gemeng net rieds goen.

Question 1172 (09.09.2019) de **Mme Djuna Bernard** (*déi grëng*) concernant **la réforme du cycle inférieur de l'enseignement général** :

Depuis l'année scolaire 2018-2019, la différenciation pédagogique est appliquée d'une manière formelle au niveau de l'enseignement secondaire général en enseignant les langues et les mathématiques sous forme de cours de base et de cours avancés. L'élève est ainsi soutenu dans les disciplines dans lesquelles il a des difficultés et encouragé à progresser dans celles où il a des talents. Il appartient aux établissements scolaires dans le cadre de leur autonomie scolaire de mettre en œuvre cette réforme. En effet, si l'hétérogénéité du groupe n'est pas excessive, ils peuvent se limiter à une différenciation dite « interne » de leurs niveaux. En cas

de disparités trop importantes, une différenciation dite « externe » s'impose. Des cours séparés sont dès lors proposés aux élèves en fonction de leur niveau. La réforme a apporté aussi des changements au niveau de la progression des élèves en visant à limiter le redoublement et à miser sur une orientation mieux ciblée.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) De quelle manière la différenciation pédagogique au sein du cycle inférieur de l'enseignement général a-t-elle été mise en œuvre au niveau national par les différents établissements scolaires ?

2) Quelles ont été les incidences de cette réforme sur les besoins en personnel dans les lycées de l'enseignement secondaire général ? Comment le ministre y a-t-il répondu ?

3) Peut-on déjà dresser un premier bilan de la réforme en ce qui concerne l'orientation et le redoublement des élèves ?

4) Est-il prévu d'évaluer la réforme du cycle inférieur de l'enseignement général d'une manière systématique ?

Réponse (23.10.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'enquiert au sujet de l'implémentation de la différenciation pédagogique telle qu'elle est mise en œuvre dans les différents établissements scolaires au niveau des classes inférieures de l'enseignement secondaire général.

Dans le souci de tenir compte des profils individuels des élèves, la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général dispose que « l'enseignement en langues et en mathématiques en sixième d'orientation et cinquième de détermination est organisé par des cours de base et des cours avancés ». Pour y parvenir, « la mise en œuvre de modèles pédagogiques différenciés, adaptés à la population des élèves, fondés sur des méthodes d'enseignement et d'encadrement spécifiques », s'avère indispensable.

Sur le plan de l'organisation, il incombe à chaque direction de lycée d'agencer les enseignements dans le respect des dispositions de la loi ; c'est ainsi que deux formes de différenciation sont mises en œuvre au sein des classes inférieures de l'enseignement secondaire général, la différenciation dite « interne » ainsi que celle dite « externe ».

Il est à noter que la différenciation fait partie intégrante de la formation initiale de chaque enseignant et que celui-ci, après avoir suivi une formation spécifique organisée par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), est à même de concevoir et de mettre en œuvre des situations d'apprentissage adaptées à chaque élève. Par ailleurs, dans un souci d'épauler les directions et les enseignants dans cette démarche pédagogique, des groupes de travail ont été créés pour prendre en charge les travaux curriculaires ; un encadrement spécifique est proposé par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIP) et les multiplicateurs formés par l'IFEN.

Le tableau ci-après indique, pour l'année scolaire 2019-2020, la proportion de classes fonctionnant suivant la différenciation dite « interne ».

	Différenciation interne
6 G, 6 G-FR, 6 GIA, 6 GIF	
allemand	62 %
français	66 %
mathématiques	67 %
luxembourgeois	70 %
5 G, 5 G-FR, 5 GIA, 5 GIF	
allemand	54 %
français	57 %
anglais	55 %
mathématiques	57 %
luxembourgeois	64 %

La décision quant à l'organisation des cours suivant l'un ou l'autre modèle ne repose pas sur le seul facteur de l'hétérogénéité des grou-

pes ; bon nombre de lycées - en particulier ceux qui peuvent se prévaloir d'une expérience PROCI (Projet cycle inférieur) - estiment qu'une différenciation dite « interne » est plus adaptée aux différents profils des élèves.

La réforme des classes inférieures de l'enseignement secondaire général a une légère incidence sur le besoin en personnel enseignant ; il en a été tenu compte dans le rapport de planification établi par mes services et c'est ainsi qu'une quinzaine de postes supplémentaires ont été créés préalablement pour mener à bien la réforme.

Vu que la réforme des classes inférieures de l'enseignement secondaire général n'est entrée en vigueur qu'à la rentrée 2017-2018, il est prématuré de vouloir en dresser un bilan dès à présent. Je souligne toutefois qu'au cours de l'année scolaire 2018-2019, seuls 5 % des élèves des classes de 6^e ou de 5^e ont changé de niveau de cours ; on peut en déduire que l'orientation en amont a été plus qu'efficace et qu'elle a permis à bon nombre d'élèves de suivre le cours qui correspondait à leurs compétences et capacités.

Une évaluation de plus grande envergure, incluant les acteurs principaux de la réforme - enseignants, directeurs, IFEN et SCRIP - est prévue afin de mesurer l'impact de la réforme notamment en matière de redoublement des élèves.

Question 1173 (09.09.2019) de **M. Paul Gales** (CSV) concernant la **lutte contre la déforestation** :

D'Ofholzung vu Bëscher ass momentan e grousst Thema an de Medien. Et ass wichteg, d'Deforestatioun an de Bëscher hei an Europa, mee och op anere Plazen op der Welt ze stoppen. An deem Kontext huet d'Universitéit Wien e Projet (<https://www.lagamba.at/>) am Costa Rica lancéiert, fir do mat Fërdermesuren e biologesche Korridor ze erschafen an den Esquinas-Bësch virun der Ofholzung ze protegieren. Lux-Dev kann an hirem Rapport vun 2018 schonn op véier Projeten a Mëtteleamerika gerweisen, wou si sech mat Fierschteren aktiv géint d'Deforestatioun asetzen.

Dofir erlaabt mer, der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung folgend Froen ze stellen:

- Sinn der Ministesch des Projete bekannt?

- Wéi eng Mesurë ginn op internationalem Plang geholl, fir géint d'Deforestatioun virzegoen?

- Wier een änleche Projet wéi dee vun der Universitéit vu Wien eng Méiglechkeet? Ass eng Zesummenaarbecht vun der Regierung mat der Universitéit Lëtzebuerg an deem Kontext eng Optioun?

- Wa jo, sinn do schonn Initiative geholl ginn?

Réponse commune (10.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* :

D'Lëtzebuerg Regierung ass besuert iwwert d'Ofholzen, dat ëmmer nach op ville Plazen op der Welt weidergeet.

Den honorablen Deputéierte bezitt sech a senger Fro op de Projet MAE/013, wou d'Entwécklungsagence Lux-Development eng technesch Assistenz fir den „Forestry and Climate Change Fund“ (FCCF) leescht, dee sech op d'Astandsetzen an d'nohaltegt Notze vu beschiedegte Bëscher an Zentralamerika konzentriert. Dee Projet leeft zënter 2015 a virauszichtslech bis d'Joer 2020. Hei ginn ënner anem Opportunitéiten identifizéiert, fir an deene betroune Bëscher ze investéieren an de Proprietären et ze erlaben, hir Bëscher op eng nohalteg Manéier ze gerieren. Donieft gëtt och Promotioun gemaach fir d'FSC-Zertifizéierung, fir d'Formatioun vun de Bëschaarbechter a fir d'Entwécklung vun de Bëschbestänn am Aen ze halen. 2018 sinn nei Proposen ausgeschafft ginn, fir am Guatemala an am Costa Rica Projeten auszeféieren. Den FCCF ass zënter zwee Joer operationell an huet mëttlerweil Investissementer an eischt Projeten an dese Länner gemaach. Den FCCF gëtt souwuel iwwert de Klima- an Energiefong wéi iwwert de Budget vum Finanzministère ënnerstëtzt.

D'Stoppe vun der Deforestatioun respektiv eng méi nohalteg Notzung vun de Bëscher si wichteg Komponente vun der internationaler Klimapolitik. D'Urgence, fir ze handelen, gouf rezent nach emol am Bericht vum Weltklimarat iwwert d'Wiesselwierkungen tëschent der globaler Erwiermung an der Landnotzung ënnerstrach.

Wat d'Fro no dem Projet vun der Universitéit Wien ugeet, ënnerstëtzt Lëtzebuerg mat ronn 300.000 Euro iwwert de Klima- an Energiefong e Projet vun der Lëtzebuerg ONG „Rainforest Luxembourg ASBL“ (President: Veronika Fischbach, Vizepresident: Raymond Aendekerk) am Costa Rica, déi aktiv mat dem lokale Partner „Estación tropical La Gamba SA“ zesummeschaft. Déi Gesellschaft gehéiert zu 100 % der „Association of the Tropical Station La Gamba“ (Verein zur Förderung der Tropenstation La Gamba), dat eng ASBL ass. De Projet mat dem Numm „COBIGA⁸ - Corredor Biológico La Gamba, Costa Rica. Intelligent and ecological CO₂ Sequestration and Creation of a Biological Corridor in the Golfo Dulce Region“ leeft op dräi Joer (2018-2020) an huet d'Planze vu circa 2.000 Beem vu 35 eenheemesche Bamzorten, d'Vervillfältigung vun der Biodiversitéit an d'Sensibiliséierung an d'Formatioun vun der lokaler Populatioun am Beräich Agroforestry an Deforestatioun als Zil.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt zurzäit divers Projeten an Initiativen, déi d'Preservatioun vun de grouse Bëscher viséieren. D'Regierung verweist an deem Kontext op d'Antwort op d'parlamentaresch Fro Nummer 1102, déi spezifesch den Amazonas betrëfft.

Des Weideren huet d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung während dem Ëmweltrot vum 4. Oktober 2019 eng Interventioun zum Schutz vun de Bëscher a géint illegalt Ofholze gemaach. Hei huet Lëtzebuerg sech Frankräich ugeschloss, fir datt Handelsvertrëg an Zukunft net nëmme Klimaschutz als „clause essentielle“, mee och Ëmweltaspekter a besonnesch de Schutz vun de Bëscher berücksichtegte sollen.

Doniewent ass déi Lëtzebuerg Entwécklungs-zesummenaarbecht an deem Domän och an Afrika aktiv, wéi zum Beispill zënter 2002 am Partnerland Burkina Faso. Dorënner ass den „Programme d'appui au secteur forestier“, deen zesumme mat der Regierung aus dem Burkina Faso ausgeschafft ginn ass an als Haaptzil huet, fir d'Holz als Ressource op eng nohalteg Manéier ze valoriséieren an d'Vegetatioun allgemeng ze verbesseren an ze erweidern. Hei geet et dorëms, fir eng durabel a participativ Gestiou vun de Bëscher ze erméiglechen, dese Secteur esou an d'Ekonomie afléissen ze loosnen, dass et der Populatioun ekonomesch besser soll goen, d'Governance an Ëmweltfroen ze verbesseren an d'nohalteg Entwécklung ze verstärken, fir dass d'Awunner sech besser un de Klimachangement upasse kënnen. An deem Projet intervenéiert och den „Fonds d'intervention pour l'environnement (FIE)“.

Am Burkina Faso leeft och schonn zënter 2009 de Projet, fir déi national Capacitéiten ze verstärken, fir en Inventaire vun de Bëscher opzestellen. Do geet et haaptsächlech dorëms, fir opgrond vu fiabelen Analysen a Statistiken eng durabel an dezentraliséiert Gestiou vun de Bëscher ze erméiglechen, andeems déi pertinent Donnéeën dofir flächendeckend erfaasst ginn. Doduerch kann d'Holz als Matière première och als ekonomesch Facteur spillen, andeems dës Ressource korrekt erfaasst an esou agesat ka ginn, dass et der Populatioun nohalteg eppes abréngt kann.

Zënter deem Joer ënnerstëtzt Lëtzebuerg de Ministère fir Ëmwelt, gréng Ekonomie a Klimawandel aus dem Burkina Faso mat engem Projet, wou et dorëms geet, fir d'Bëscher ze schützen a besser ze gerieren, eng nohalteg Exploitatioun vum Holz ze garantéieren an der Populatioun eng gesond Ëmwelt ze verschafen. D'Land soll op des Manéier eng Transitioun a Richtung gréng an inklusiv Ekonomie matmaachen, andeems och d'Effizienz an d'Effikasitéit vun de staatlechen Interventiounen an d'Luucht gesat ginn. Hei gëtt sech erwaart, dass d'Holzfilliere optimiséiert gëtt, weider Beem erëm ugeplant ginn an de Schutz vun den nationale Bëscheserve garantéiert gëtt.

Och eng Partie net staatlech Organisatiounen sinn an deem Domän aktiv. D'Croix Rouge zum Beispill ass esouwuel am Burundi wéi och am Senegal present. Am Burundi zu Gitenayi gouf eng Pepinière op d'Bee gestallt, déi scho méi wéi 320.000 Planze gezillt huet. Dës sinn dunn un déi lokal Communautéit, d'Stéit an d'Schoule verdeelt ginn. Eng 660 Fräiwëlleger kruten donieft nach eng Formatioun, fir Strategie a Saache Präventioun a Resilienz vun der Populatioun vis-à-vis vun Naturkatastrophen auszuschaffen.

Am Senegal huet d'Croix Rouge en Irrigatiounssystem ausgeschafft, deen et erméiglecht, d'Ofwaasser vun den Duschen ze recycléieren an domat Planzen ze netzen. Sechs Dierfer wäerten op des Manéier mat jonke Beem versuert kënnen ginn.

⁸ <https://www.lagamba.at/forschung/projekte/>

Question 1174 (09.09.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **déchets plastiques** :

Ech wëll nach eng Kéier op een Artikel vun reporter.lu zum Plastikoffall agoen. Ech hat an deem Kontext schonn eng mëndlech Fro un d'Madamm Ministesch an der Chambersëtzung vum 18. Dezember gestallt, unni dass ech konkret Antwerte kritt hätt. Laut deem Artikel gëtt eng grouss Mass u Plastikoffall all Joer exportéiert, et handelt sech hei ëm eng Mass vun zirka 14.000 Tonnen. Anerersäits hu mir awer zu Lëtzebuerg och Firmen, déi recycléierte Plastik verschaffen. Bei dese Firme gëtt vill Plastik importéiert. Et kann een also gesinn, dass hei net wierklech eng Kreeslafwirtschaft stattfënt, esou wéi d'Madamm Ministesch dat och confirméiert huet. Si huet als Measure och d'Ëmsetze vun der EU-Direktiv annonciéiert, wouduerch et duerch Verbueter manner Zorte vu Plastik solle ginn. Och beim Recycling sinn ambitiéis a begrëssenswäert Ziler ugekënnegt ginn.

An deem Kontext géif ech järe folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Wouhi gëtt dee ville Plastik vu Lëtzebuerg exportéiert? Wat geschitt op deene Plazen domadder?

2. Wéi vill Plastik gëtt all Joer importéiert? Vu wou kënn dese Plastik a gëtt en duerno erëm hei am Land recycléiert?

3. Wéi eng konkret Mesurë gi geholl, fir d'Ziler beim Recyclage vum Plastik ëmzesetzen?

4. Ginn d'Betriben incitéiert, manner Plastik ze importéieren respektiv manner ze exportéieren? Wa jo, wéi?

5. Ginn d'Betriben hei zu Lëtzebuerg incitéiert, manner Plastik (Fläschchen, Verpackungsmaterial etc) ze gebrauchen? Wa jo, wéi?

Réponse (09.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Den Export vu separat gesammelte Plastikoffäll (inkl. Industrieoffäll) geet an Däitschland (9.960 t), Frankräich (6.380 t), d'Belsch (1.920 t) an Holland (1.000 t). Heivu gi 67 % direkt an d'Recyclingschinn, 5 % ginn als Ersatzbrennstoff agesat a 27 % gi bei Tëschhändler, fir duerno an eng entsprechend Behandlungschinn ze goen.

ad 2. Et muss een Ënnerscheid gemaach ginn, engersäits tëschent Plastikoffall, deen net direkt nees industriell notzbar ass an deemno enger Verwärtungs- oder Entsorgungschinn ënnerworft gëtt, an anerersäits Regranulat, deen aus engem Recyclingprozess vu benotztem Plastik kënn an deen esou opbereet gouf, datt d'Industrie deesen nees fir nei Produkter asetze kann.

Bei deene Betriben, déi hei zu Lëtzebuerg Plastik aus Offäll importéieren, fir domat nei Produkter ze maachen, handelt et sech ëm Plastik, deen am Ausland schonn esou opbereet gouf, datt en deene gefuerderte Qualitätskriterien entsprécht. Dese Plastik huet entsprechend de Kriterien aus der europäescher Offalldirektiv net méi de Statut vun Offall. Well et sech also net ëm Offall handelt, gëtt et fir déi Betriben och keng Obligatioun, opgrond vum Offalgesetz der Ëmweltverwaltung déi entsprechend Quantitéit matzedelen.

Wat den Import op Lëtzebuerg vu Plastik als Offall fir d'Verwärtung ugeet, goufen am Joer 2017 24.000 Tonnen importéiert. Heibäi handelt et sech haaptsächlech ëm benotzte Plastik, deen net recycléierbar ass an deen als héichwäerteg Brennstoff als Ersatz zu Kuel an der Klinkerproduktioun agesat gëtt.

ad 3. Et sief fir d'Eischt drun erënnert, datt legal bindend Ziler fir de Recyclage vu Plastik just fir Plastikverpakungen existéieren. Entsprechend dem Gesetz vum 21. März 2017 iwwert d'Vepakungen an d'Vepakungsoffall ass ee Recyclingtaux fir Plastikverpakungen vun 22,5 % ze erreechen. Am Joer 2017 louch deesen Taux zu Lëtzebuerg bei 42,54 %. Déi nei Verpackungsdirektiv 2018/852 fuerdert fir Plastikverpakungen e Recyclingtaux vu 50 % am Joer 2025 an vu 55 % am Joer 2030.

Fir déi aner Offäll aus Plastik op d'Ëmwelt de Gebrauch a Verkaf vu verschiddene Plastikobjete redu-

ziert oder verbuede ginn. Mat deenen neien Ziler aus dëser Single-Use Plastics-Direktiv fir d'Sammlung vun de Plastikfläsche wäert eng verstärkter Sammlung musse stattfannen, wat allerdéngs dann och méi en héije Recyclage mat sech bréngt.

Et ass gewosst, datt Plastik en allgemengen Iwwerbegrëff ass fir en Typ vu synthetesch hiergestalltem Material an datt et vill verschiddenen Zorte vu Plastik gëtt. Ee gudder Recyclage vu Plastik kann nëmmen erreecht ginn, wann et eng qualitativ Trennung vun deene verschiddenen Typen vu Plastik gëtt. Déi industriell Akteuren, déi Plastik recycelieren, hunn nämlech all déiselwecht Positioun: de Plastik, dee si erakreien, kënnen si deelweis net fir de Recycling gebrauchen, well d'Qualitéit dovunner ze schlecht ass.

Also si vill Mesuren erfuerdert, fir der Recycling-industrie esou gutt ewéi méiglech Monomaterialien unzeliiwweren.

Um Niveau vun de Betriber ass dëst méi einfach ze realisieren. D'Betriber hu meeschtens Plastikoffäll a méi grouse Quantitéiten vun der selwechter Zort. Hei geet et duer, wann déi verschiddenen Zorte separat gehale ginn. Dëst ass och ee vun de Kritären, fir datt de Betriber de Qualitätslabel vun der SuperDrecksKëscht kritt. D'Anhale vun deene Kritäre gëtt och regelméisseg iwwerpréift.

Op den 31. Dezember 2018 woren hei zu Lëtzebuerg 5.107 Betriber an d'SuperDrecksKëscht ugeschloss. Dës Betriber stellen 251.968 Beschäftegter duer. D'Beméiung gi weider, fir d'Zuel vun de Betriber, déi un dës Äktioun ugeschloss sinn, kontinuierlech eropzesetzen, sou wéi dat an deene leschte Joren och de Fall war.

E groussen Deel vum Plastik ass haut nach ëmmer an der Reschtmüllpoubelle. An der Reschtmüllanalys vun 2014 sinn nach bal 18 Gewichts-%, an zwar genau 21.337 Tonnen Plastik fonnt ginn, déi net getrennt goufen. 2019 gouf eng nei Analys gemaach, wou um Enn vun dësem Joer d'Resultater virleie wäerten. Dës Resultater wäerten op Pisten hiweisen, fir d'Sammlung nach ze verbesseren.

Ee groussen Deel vun de Plastikoffäll, déi nach am Reschtmüll sinn, si Verpackungen. Dës falen ënnert d'Produzenteverantwortung, wou d'Valorlux Organisme agrée ass. D'Anlag, déi déi verschidde Fluxe fir d'Valorlux trennt, ass säit engem Joer nei equipéiert a kann déi Fluxen elo besser trennen, dat heescht méi reng. Domat kann och e bessere Recyclage séchergestallt ginn. Donieft leeft de Moment e Pilotversuch vun der Valorlux, fir ze kucken, inwiefern déi Sammlunge geännert kënnen ginn, andeems nach zousätzlech Plastikprodukter am bloe Sak mat opgehollt ginn, fir do-duerch och méi Materialie recycelieren ze kënnen. Heibäi muss séchergestallt ginn, datt do-duerch, datt nach zousätzlech Fraktiounen agesammelt ginn, et net insgesamt zu enger manerwäerteger Qualitéit kënn.

Donieft wäerten och, entsprechend dem Koalitionsaccord, déi aktuell Recyclingszentere zu Ressourcenzentere ausgebaut ginn. Des Weidere wäert d'Produzenteverantwortung musse verstärkter ginn. Domat wäerten och weider Quantitéiten vu Plastikoffäll agesammelt ginn, déi an e Recycling komme kënnen.

Den Asaz vu recyceliertem Plastik wäert an Zukunft méi geféiert ginn, an d'Hiersteller wäerten och dozou encouragéiert ginn, hir Plastikverpackunge besser ze gestalten, an deem Sënn, datt se méi recyclingfäeg sinn: manner Mëschunge vu Plastik, déi de Recyclage komplizéiert maachen, manner Störstoffe un, an an de Verpackungen. Dëst kann duerch verschiddenen ekonomesch Instrumenter geféiert an erreecht ginn. De Moment ginn d'Méiglechkeete vun esou Instrumenter am Kader vun der Ëmsetzung vun der Direktiv 2018/851 gepréift.

Weider konkret Mesuren, déi regelméisseg duerchgefouert ginn, si Sensibiliséierungscampagnen vun de Bierger, sief et vun der Valorlux aus oder d'Anti-Littering-Campagne, déi uechtert d'Land organiséiert ginn.

Onofhängeg vun all deene Mesuren, déi schonns ergraff goufen an och an Zukunft nach ergraff wäerte ginn, fir de Recyclage vum Plastik eropzesetzen, duerf een net vergiessen, datt dat eischt Zil soll sinn, Plastikoffäll ze vermeiden. An deem Kontext sief nëmmen erënnert u Projete wéi den Ecosac, d'Ecobox, de Superbag, de Verbuet vu gratis Plastikstuten, awer och de Projet Zero Single-Use Plastics vun IMS, déi all dozou féieren, datt de Gebrauch vun Eeweplastiker reduzéiert gëtt. Generell wëllt Lëtzebuerg fort vun Eeweplastik, also Plastik, dee just eemol benotzt gëtt. Dëst ass een zentraler Punkt bei der Null-Offall-Strategie.

ad 4. D'Benotzung vu recyceliertem Plastik soll an Zukunft staark geféiert ginn. An de Produzenteverantwortungssystemer wäert an Zukunft eng Ecomodulation agebaut ginn. Dës Ecomodulation wäert d'Contributioun vu jiddwer Produzent esou méi gënschteg maachen, wa si eng oder e puer ëmweltfrëndlech Mesuren ergräife fir hir Produkter. De Gebrauch vu recyceliertem Plastik wäert ee vun deene Punkte si gradesou wéi d'Reduzierung vun onnütze Verpackungen oder eng Verbesserung vum Recyclingpotenzial vun hire Produkter. Dat wäert fir si op ganz konkret finanziell Käschten oder Reduzierung vun deene Käschten erauskommen.

Lëtzebuerg setzt aktiv op sënnavoll Alternativen zum Plastik a suivéiert och déi europäesch Initiativen, déi iwwert d'Obligationen aus deenen neien Direktiven (Offall, Single-Use Plastics, Verpackungen) erausginn. Déi Initiative viséieren ënner anerem, manner Offall ze produzieren, de Plastikoffall méi recyclingfäeg ze maachen, d'Trennungsschinn ze verbesseren, den Asaz vu recyceliertem Plastik ze féieren. Et sief och ernimmt, datt Luxinnovation sech mat der Technik beschäftegt.

Wéi schonns uewe gesot ka Plastikoffall net einfach esou nees zu neie Produkter verschafft ginn. De Plastik muss virdrun entsprechend opbereet ginn. Esou Opbereedungsanlage brauchen e gewëssene Minimum u Quantitéiten, fir ekonomesch sënnavoll schaffen ze kënnen, Quantitéiten, déi zu Lëtzebuerg eleng awer net onbedéngt do sinn.

ad 5. Duerch d'Begleedung vun der SuperDrecksKëscht zum Qualitätslabel SuperDrecksKëscht fir Betriber, an och duerch Äktiounen wéi Clever akafen (z. B. fir Büromaterial) kréien d'Betriber eng konkret Hëllef, fir engersäits manner Plastik ze benotzen an anerersäits hire Plastikoffall ze reduzieren a besser ze gerieren. Wéi schonns uewe geschriwwen, sinn haut iwwert 5.100 Betriber un d'SuperDrecksKëscht fir Betriber ugeschloss.

De Projet Zero Single-Use Plastics vun IMS, ënnerstëtzt duerch déi ëffentlech Hand, sicht mat fräiwëlleger Betriber Léisunge an test dës mat hinnen, fir manner Plastik anzesetzen. Dëst betrëfft haaptsächlech Eeweartikelen aus Plastik, déi am Alldag an deene Betriber benotzt ginn, also vill Fläsche an aner Verpackungen, mee och Plastikprodukter wéi Eewebecheren, Kaffisierierstäbecher, Plastikgeschier... Bis elo hunn iwwer 60 Betriber de Manifest zu deem Projet ënnerschriwwen a jiddereen huet konkret Moossname bei sech lafen.

Verschidden Distributeuren aus dem Horeca-Secteur sinn och schon amgaangen, Léisunge ze probieren, wéi zum Beispill Verpackung vu Biogeméis duerch Lasertätowéierung ze ersetzen. De virdru genannte finanziell Ureizer sollen d'Betriber dozou bréngen, iwwert d'Hierstellung an déi méiglech Vermeidung vu Plastik nozedenken.

Schlussendlech ass am Januar 2018 den Enn vun de gratis Plastikstute laut dem Verpackungsgesetz agefouert ginn.

Question 1175 (09.09.2019) de M. Marc Spaetz (CSV) concernant la diminution par les États-Unis des investissements dans des structures militaires :

Für den Bau einer Mauer mit Mexiko will US-Präsident Donald Trump milliardenschwere Investitionen in Militäreinrichtungen in Amerika als auch in anderen Ländern reduzieren.

Laut einem Artikel von CNN vom 6. September 2019 ist auch Luxemburg betroffen. Somit sollen circa 67,4 Millionen US-Dollar von der WSA (Warehouses Service Agency) in Sanem abgezogen werden.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Außenminister und an den Herrn Arbeitsminister stellen:

1. Können die Minister diese Informationen bestätigen?
2. Welche Auswirkungen hätte dieser Investitionsrückgang für den Standort Sanem?

Réponse commune (09.10.2019) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

ad 1. Das US-Verteidigungsministerium hat den Luxemburger Behörden bestätigt, dass Gelder aus dem US-Verteidigungshaushalt, die ursprünglich für den Ausbau der Kapazitäten des WSA-Standortes in Sanem vorgesehen waren, nunmehr für den Bau einer Mauer auf der Grenze der Vereinigten Staaten mit Mexiko vorgesehen sind. Die genaue Summe der betroffenen Gelder konnte bis jetzt nicht bestätigt werden.

ad 2. Derzeit ist unklar, ob die Mittel für den Ausbau der Kapazitäten des WSA-Standortes in den Haushaltsplan für nächstes Jahr eingesetzt werden. Da dieser Ausbau noch nicht begonnen hat, wäre es allerdings verfrüht, von einem Rückgang der Investitionen zu sprechen und die Auswirkungen auf den Standort Sanem zu erörtern.

Durch die am 2. Oktober 2019 unterzeichnete Absichtserklärung über die Kostenteilung für Wartungs- und Lagereinsätze der United States Air Force Europe (USAFE) im WSA-Depot in Sanem wird die Zusammenarbeit zwischen Luxemburg und den Vereinigten Staaten über die nächsten zehn Jahre bestätigt. In diesem Kontext plant die USAFE, die Lagerkapazität im aktuellen Umkreis des Standorts zu erhöhen, was zu einem erheblichen Anstieg der WSA-Belagschaft führen würde.

Question 1176 (09.09.2019) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les entités surveillées par la Commission de surveillance du secteur financier :

D'après les informations parues dans le journal anglais « The Telegraph », une société FinTech anglaise qui avait déposé l'an dernier une demande de licence de monnaie électronique au Luxembourg aurait retiré sa demande en vue d'obtenir un agrément auprès de la Commission de surveillance du secteur financier. En effet, l'autorité lituanienne de régulation bancaire aurait accordé deux licences à cette société d'envergure qui lui permettront de profiter d'un passeport financier européen et donc d'exercer dans l'Union européenne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Pour quelles raisons cette société a-t-elle retiré sa demande en vue d'obtenir un agrément au Luxembourg ?

- Est-ce que ce retrait est définitif ?

Réponse (11.10.2019) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :

Il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur des dossiers individuels traités par la CSSF et couverts, le cas échéant, par le secret professionnel de celle-ci.

À noter qu'en vertu de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, « l'agrément [en tant qu'établissement de monnaie électronique] est accordé sur demande écrite par le ministre ayant dans ses attributions la CSSF... ». La société à laquelle l'honorable Député semble faire allusion dans sa question n'a pas soumis de demande écrite correspondante au Ministre des Finances.

Question 1177 (09.09.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant l'examen de rattrapage :

Nächst Woch fënnt d'Hierschtsessioun vun den Ofschlossexamen am Secondaire statt. Eis gouf vu verschidde Schüler zougedroen, dass d'Organisation vun dëser Sessioun engem zimmlech straffen Zäitplang ënnerläit. An effektiv hu mir festgestallt, dass d'Schüler a grad mol véier Deeg ronn eelef Exame schreiwe sollen, woubäi néng Examen op dräi Deeg verdeelt sinn. Am Verglach: fir d'Summersessioun 2019 hat ee Schüler ee bis zwee Exame pro Dag ze schreiwen.

Wee schonn een Examen op Première geschriwwen huet, dee weess, wat fir ee Konzentratiouneffort fir dës Prüfungen néideg ass. Nom Artikel 2 vum Règlement grand-ducal iwwert d'Organisation vum Ofschlossexamen am Secondaire steet et dem Minister fräi, d'Examen ze organisieren.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Firwat fannen d'Ofschlossexamen an der Hierschtsessioun, am Verglach zu den Examen an der Summersessioun, an esou engem enken Zäitraum statt?

2. Gesäit de Minister an, dass et fir d'Schüler vun der Hierschtsessioun eng Ufuerderung ass, dräi Ofschlossexamen an engem Dag ze schreiwen?

3. Gesäit de Minister ee Risiko, dass d'Organisation vun der Hierschtsessioun d'Schüler am Verglach zu de Partecipanten aus der Summersessioun benodelegt?

- Falls neen, kann de Minister dëst unhand vun den Notten aus de leschte Jore beleen?

4. Wäert de Minister an Zukunft d'maximal Unzuel vun Exame pro Dag iwwert de Règlement grand-ducal deckelen?

- Falls jo, bis wéini gedenkt hien, dat ze maachen?

- Falls neen, firwat net?

Réponse (03.10.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

Den Här Deputéierte Marc Goergen huet eng parlamentaresch Ufro am Kontext vun der Hierschtsessioun vun den Ofschlossexamen am Secondaire gestallt: D'Schüler missten a véier Deeg ronn eelef Exame schreiwen, woubäi néng Examen op dräi Deeg verdeelt wäeren.

Laut Examensreglement mussen d'Schüler sech der Summersessioun stellen. Zu dësem Prinzip gëtt et e puer Ausnamen. Engersäits ginn an der Hierschtsessioun d'Noexamen vum Summer organiséiert. Anerersäits bitt dës Sessioun awer och verschiddene Schüler eng zousätzlech Méiglechkeet, fir hiren Examen am Hierscht nozehuelen. Ech erlabe mir, hei op déi zwee Fäll méi detailléiert anzugeen.

1. Schüler am Noexamen

Den ajournéierte Kandidat kritt déi genügend Notte vun der Summersessioun guttgeschriwwen, soudass hien an der Hierschtsessioun jee no Resultat ee bis dräi Noexamen mécht. Dës Noexamen verdeele sech op sechs Deeg.

Et sinn dëst Joer zwou oder dräi Epreuvé op Dag am Enseignement secondaire classique, respektiv zwou Epreuvé pro Dag am Enseignement secondaire général festgeluecht. Datt e Schüler dräi Epreuven an engem Dag huet, kënn hei an der Reegel net vir, well d'wëssenschaftlech Fächer, d'Sproochen an d'Niewefächer sech ofwiesselen an d'Noexamen sech éischer op déi wëssenschaftlech Fächer beschränken. Dëst Joer huet kee Kandidat méi wéi zwou Epreuvé pro Dag.

2. Schüler, déi hiren Examen integral an der Hierschtsessioun presentéieren

Nieft den Noexamen vun der Summersessioun kréie Schüler ënner gewësse Konditiounen d'Méiglechkeet, de Premièresexamen am Hierscht ze maachen. D'Epreuvé sinn déiselwecht wéi fir d'ajournéiert Kandidaten. Folgend Kandidate kommen a Fro:

- Schüler, déi aus Krankheitsgrënn am Summer net untriede konnten;

- Schüler, déi an der Summersessioun duerchgefall sinn, déi awer am Joer op d'mannst eng Moyenne générale annuelle vu 36/60 haten.

Fir all Examensfach (zéng oder eelef pro Sektion) gëtt den Datum vun der Epreuve festgeluecht. Dëst bedeit awer net, dass all Schüler all Fächer vu senger Sektion presentéiere muss. Ech weisen den Här Deputéierten drop hin, datt, säit der Reform vun Premièresexamen (2018 fir d'Schüler vum Enseignement classique, 2019 fir d'Schüler vum Enseignement général), jiddwer Schüler just nach sechs Fächer presentéiert, an dat gëllt och fir d'Hierschtsessioun.

Laut dem Examenskalenner vum Enseignement secondaire classique ass et theoretesch méiglech, dass ee Schüler dräi Examen an engem Dag huet; an der Praxis ass dëst awer nëmme ganz seelen de Fall.

Eng méi kuerz Examensperiod am Hierscht justifiéiert respektiv imposéiert sech aus folgende Grënn:

1. D'ajournéiert Kandidate presentéiere sech just hallef esou vill Exame wéi an der Summersessioun.

2. Am Summer fänkt den Examen e puer Deeg nom Enn vun de Coursen un. Et sinn awer Pausen tëschent den Examensdeeg virgesinn, fir datt d'Schüler nach déi eng oder aner Inhalter widderhuele kënnen. Dogéint hunn d'Kandidaten am Hierscht virun den Noexamen iwwer zwee Méint Zäit, fir hir Matière ze verdéieren.

3. D'Straffung am Hierscht ass néideg, well d'Examensdecisiounen bis Enn September musse geholl sinn: Den allgemenge Wunsch - an och eist Zil - ass, Schüler mat klengen Schwächen d'Méiglechkeet ze ginn, am Summer ze léieren, sech am September den Examen ze stellen an hir Studien nach am Hierscht unzufänken. Deene Schüler, déi sech net staark genuch fillen, fir eng ganz zweet Sessioun ze maachen, roden d'Schoulen aus pedagogesche Grënn, hiert Joer nach eng Kéier a Rou unzuzoen a sech duerno dem Examen ze stellen.

2018 kruten no den Noexamen nach 215 Schüler hiren Diplom. Dat erhéicht den Taux de réussite ëm iwwer 6%. Et ass awer schwéier, e Verglach tëschent de Resultater am Summer an deenen am Hierscht opzestellen, well d'Schüler, déi sech dem Noexamen oder der zweeter Sessioun stellen, am Prinzip en

anere Profill hu wéi d'Schüler, déi den Examen am Summer maachen.

Fir datt och am Hierscht all Schüler sech maximal zwou Epreuvé pro Dag muss presentéieren, hunn ech awer d'Responsabel vum zoustännege Service ugewisen, d'Repartitioun vun den Exame fir d'nächst Joer ze iwwerschaffen.

Ech weisen hei nach drop hin, datt all Joer souwuel d'national Schülerkonferenz wéi och d'Lycéesdirektiounen den Examenskalenner virgeluecht kréien an datt hirem Avis ëmmer Rechnung gedroe gëtt.

Question 1178 (09.09.2019) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'ouverture à l'exploitation économique de la « Tongass national forest » :

L'annonce du Président américain de vouloir ouvrir certaines parties de la « Tongass national forest » en Alaska à l'exploitation économique, notamment de l'industrie du bois, a provoqué de vives critiques de la part d'organisations environnementales du monde entier.

En effet, la plus grande forêt tempérée humide intacte de l'Amérique du Nord joue un rôle important de tampon dans la lutte contre l'échauffement climatique en séquestrant des millions, voire des milliards de tonnes de CO₂. À noter que son rôle devient d'autant plus important que des feux forestiers en Amérique du Sud ont détruit jusqu'à présent déjà environ un million d'hectares du « poumon vert » de notre planète.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- 1) Quelle est la position du Gouvernement face à cette annonce du Président américain ?
- 2) Le Gouvernement entend-il soulever la thématique dans ses échanges avec le Gouvernement américain ?
- 3) Le Gouvernement estime-t-il opportun que l'Union européenne prenne position face aux plans du Gouvernement américain ?
- 4) Le Gouvernement est-il d'avis que la protection de l'environnement et du climat devrait être une condition essentielle pour tout renforcement des relations économiques avec les États-Unis ?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Comme le signalent de nombreuses autorités scientifiques reconnues, notamment le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, les exploitations économiques à large échelle de ressources forestières ont un impact négatif qui dépasse les frontières nationales. À cet égard, le Gouvernement continue de suivre de près les développements concernant la forêt nationale de Tongass en Alaska.

ad 2) Les questions environnementales sont régulièrement soulevées dans les échanges avec les représentants du Gouvernement américain. Le Luxembourg s'engage de manière proactive lors de discussions sur la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique dans les enceintes multilatérales. À Washington DC, le Luxembourg soutient également diverses initiatives de l'UE dans ce domaine.

ad 3) À ce stade, selon nos informations, l'Union européenne n'a pas prévu de prendre position de façon spécifique au sujet de la forêt nationale de Tongass. Le Luxembourg soutient les échanges réguliers dans le cadre du dialogue de haut niveau sur l'environnement, le climat et l'énergie entre l'UE et les États-Unis. Ce dialogue vise notamment un renforcement de la coopération sur des sujets environnementaux et climatiques au sein des enceintes multilatérales.

ad 4) Dans le cadre des discussions qui se sont tenues cette année au sein du Conseil de l'Union européenne sur l'ouverture de négociations commerciales avec les États-Unis, le Luxembourg a rappelé que seul un accord limité aux tarifs industriels était envisageable à ce stade avec les États-Unis en raison du rejet de l'Accord de Paris par l'actuelle administration américaine. Le Luxembourg a appelé à l'inclusion, dans le mandat de négociation, de langage rappelant que l'Union cherche à négocier des accords de libre-échange approfondis et complets uniquement avec les parties à l'Accord de Paris. Par ailleurs, il a demandé que l'ancien mandat pour un accord approfondi et

complet avec les États-Unis (TTIP) soit désormais obsolète et dénué de toute pertinence. Ces deux demandes ont été acceptées, ce qui implique que le lancement de toute future négociation en vue d'un accord global avec les États-Unis (ou un autre État tiers) sera conditionné au respect effectif de l'Accord de Paris.

Question 1179 (09.09.2019) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant l'épargne populaire :

La baisse sensible des taux d'intérêts sur les avoirs en banque des particuliers intervenue les dernières années ne permet plus de rémunérer l'épargne populaire. Sous l'effet de l'inflation, la valeur réelle des avoirs déposés sur les comptes et livrets bancaires diminue constamment.

Face à cette évolution, il y a lieu de réfléchir sur une meilleure rémunération des avoirs bancaires des petits épargnants.

- J'aimerais savoir de la part du Gouvernement s'il est envisageable d'introduire une rémunération minimale pour les dépôts bancaires jusqu'à concurrence d'un plafond déterminé.

- Le livret A français ne pourrait-il pas servir de modèle à un tel système de protection de la petite épargne ?

Réponse (03.10.2019) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances* :

La législation relative au livret A français, auquel fait référence l'honorable Député, prévoit une rémunération au taux annuel de 0,75 % pour un plafond fixé à 22.950 euros, soit 172 euros au maximum. En vertu de l'article L221-6 du Code monétaire et financier français, l'établissement de crédit concerné « perçoit une rémunération complémentaire au titre des obligations spécifiques qui lui incombent en matière de distribution et de fonctionnement du livret A ». Il s'agit donc d'un produit rigide pour le client et complexe du point de vue administratif.

Au Luxembourg, la politique tarifaire et de rémunération de l'épargne relève de la seule politique commerciale des banques. Le marché luxembourgeois des banques de détail est particulièrement concurrentiel. Ainsi, la plupart de ces banques continuent à offrir des produits d'épargne à rémunération positive, variant en fonction des montants placés et de la durée du placement.

Partant, il ne semble pas opportun de légiférer en la matière.

Question 1180 (09.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la sécurité alimentaire dans l'e-commerce :

L'Agence fédérale belge pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA) vient de présenter le bilan de sa cellule e-commerce nouvellement créée en janvier 2018. Cette cellule est née du constat que les consommateurs recourent de plus en plus à Internet pour acheter des aliments ou des compléments alimentaires.

Étant donné cette évolution, les plaintes de consommateurs et les notifications afférentes du système européen pour la sécurité alimentaire ont sensiblement augmenté. Sont surtout visés des aliments préparés sans le respect des règles d'hygiène, des allergènes non mentionnés, respectivement pour les compléments alimentaires des allégations nutritionnelles et de santé non autorisées.

1) J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs comment son département entend suivre cette évolution.

2) Le Commissariat à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire nouvellement intégré dans son ministère est-il outillé pour garantir la veille de ce phénomène ?

Réponse (08.10.2019) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs* :

ad 1) Les autorités de contrôle alimentaire au Luxembourg ont reconnu le changement des habitudes d'achat des consommateurs vers le commerce électronique. C'est ainsi que les services de contrôle (Division de la sécurité alimentaire) ont mis en place depuis 2018 des contrôles sur base ad hoc en matière de commerce électronique.

Les autorités au Luxembourg sont aussi en contact avec les équipes spécialisées en matière de contrôle du commerce électronique des autres États membres. Ainsi le Luxembourg est membre du réseau G@ZIELT des autorités alle-

mandes et participe au niveau européen à des réunions d'experts en matière de commerce électronique.

En 2019 le Luxembourg a participé à deux workshops organisés respectivement par la Commission européenne et les autorités allemandes sur le sujet du commerce électronique.

Il est aussi à noter que la Commission européenne a fait du contrôle du commerce électronique une priorité. C'est ainsi qu'elle a mis en place des programmes coordonnés en matière de contrôle du commerce électronique depuis 2018. Les autorités du Luxembourg ont participé à ces programmes de contrôles coordonnés.

La Commission européenne et les États membres se sont aussi dotés de systèmes de collaboration dédiés à la collaboration transfrontalière en matière de contrôle alimentaire. En effet, les établissements alimentaires actifs dans le commerce électronique répartissent souvent leurs activités sur différents États membre et pays tiers.

Ainsi, à côté du système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF), nous disposons aujourd'hui d'un système de collaboration administrative (AAC) et d'un système dédié aux échanges en matière de contrôle dans l'intérêt de la lutte contre la fraude alimentaire.

Or, il est clair qu'un contrôle efficace du commerce alimentaire électronique demande d'autres connaissances techniques que les contrôles de sécurité alimentaire classiques. Les moyens d'investigation nécessaires sont aussi très différents des moyens classiques du contrôle alimentaire.

Voilà pourquoi nous estimons qu'il est nécessaire de munir les autorités de contrôle alimentaire de moyens supplémentaires pour pouvoir effectuer des contrôles dans ce nouveau domaine d'activité économique, ceci dans l'intérêt de la protection des consommateurs.

ad 2) Le Commissariat du Gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire ne dispose pas de moyens de contrôle officiels propres.

En effet, ses missions, qui sont définies dans la loi du 28 juillet 2018 instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires, se situent au niveau de la coordination et de l'exercice de tâches horizontales liées à la sécurité alimentaire comme par exemple celles de point de contact unique pour les autorités communautaires.

C'est ainsi que le Commissariat assure actuellement le suivi de groupes de travail qui sont organisés par les autorités européennes en matière de contrôle du commerce électronique et la gestion des différents systèmes de communication entre États membres et Commission.

Or, comme prévu dans l'accord de coalition du présent Gouvernement et l'arrêté grand-ducal du 28 mai 2019 portant constitution des ministères, le Département de la protection des consommateurs est en train de mettre en place une administration unique en matière de contrôle alimentaire.

Le contrôle du commerce électronique des denrées alimentaires fera partie intégrante des missions de cette nouvelle administration. Étant conscient que pour ce type de contrôle il faut des qualifications techniques et des pouvoirs de contrôle bien spécifiques, cette administration sera dotée des moyens en personnel et des attributions légales nécessaires pour pouvoir mener à bien des contrôles dans le domaine du commerce électronique des denrées alimentaires.

Question 1181 (09.09.2019) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant la restructuration de RTL Group :

Enn August huet RTL Group als éischt ee Rekordakommis fir d'éischt Hallefjoer 2019 annoncéiert a vun enger Steigerung vun hirem Benefiss ëm 2,5 bis 5 % par rapport zum Virjoer geschwat.

Gläichzäiteg gouf awer de Management mandatéiert, fir iwwer eng Reduktioun vum Effektiv zu Lëtzebuerg nozedeken a Poste vum « Corporate Center » ze delokaliseren. Am Ganze gouf vun 1/3 oder ronn 65 Persounen geschwat.

D'CLT-UFA SA, ënner anerem Exploitant vun RTL zu Lëtzebuerg, ass eng Duechtergesellschaft vun RTL Group.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Fro stellen:

1. Huet de Minister Kenntniss vun de Grënn fir d'Käschterreduktioun bei RTL Group, dës trotz enger Progressioun vun de Benefisser?

2. Wéi schätzt de Minister de Risiko an, datt de Lien tëscht RTL Group a Lëtzebuerg lues a lues kéint verluergoen, dës duerch d'Reduktioun an d'Delokaliserung vun Aarbechtsplazen am « Corporate Center » um Kierchbierg? Wéi héich schätzt de Minister an deem Kontext d'Probabilitéit an, datt dës Käschterreduzierunge als Ufank vun enger strategescher Reorientéierung vu Lëtzebuerg fort ze verstoe wier?

3. Ginn et Indicien dofir, datt d'CLT-UFA SA, als Duechtergesellschaft vun RTL Group, kéint vu weidere Käschterreduktiounen impaktéiert ginn?

4. Wéi gesäit de Minister d'Zukunft vun den eenzelne lëtzebuergesche Medien vun RTL Group en vue vun dëser Annonce vum Grupp?

Réponse (02.10.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

ad 1. RTL Group ass eng privatrechtlech Gesellschaft, wou de Stat keng Participatiounen huet an och net an den Decisionsorganen vertrueden ass. Et ass net de Rôle vun der Regierung, fir sech iwwer d'Hannergrënn vun eventuelle strategeschen Iwwerleueunge vun enger privater Entreprise ze äusseren.

ad 2. De Minister huet keng Indikatiounen, déi géife weisen, dass den Attachment vun RTL Group mat Lëtzebuerg kuerz- a mëttelfristeg a Gefor wier.

ad 3. Et ginn och keng Indikatiounen dofir, dass weider Aktivitéite vun der CLT-UFA SA oder déi Lëtzeburger Programmaktivitéite vun enger Restrukturatioun betraff wieren.

ad 4. Zu RTL Group gehéieren, wat déi Lëtzeburger Programmaktivitéite betrëfft, verschidde Medien, déi och op verschidde Modeller baséieren. De Stat huet eng direkt Relatioun mat RTL fir den audiovisuelle Beräich, wou RTL eng effentlech Missioun erfëllt, déi iwwer eng Konventioun gereegelt ass. Déi aktuell Konventioun gëllt fir d'Period bis 2020. Zu där Konventioun gehéiert och e Vertrag iwwer d'Notze vun den internationale Frequenze bis 2030, déi ënner anerem voraussetzt, dass de Sëtz vun RTL Group hei zu Lëtzebuerg bestoe bleift.

Question 1182 (10.09.2019) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant le nouveau report du Brexit :

An engem Interview mam Medienhaus „Politico“ huet de Premierminister Bettel ze verstoe ginn, hie wéilt sech Groussbritannien gégeniwwer net verschléissen, wat ee Reportéiere vum endgültigen EU-Austrëtt betrëfft.

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1001 vum 31. August 2019 huet et vu säite vum Ausseminister Jean Asselborn geheescht:

„Am Fall, wou d'Veereenegt Kinnekräich eng weider Verlängerung vum Delai bis zum Austrëtt aus der EU géif ufroen, géif d'Lëtzeburger Regierung esou eng Demande a virun allem déi dozougehéierend Argumenter am Detail analyséieren, fir eng Decisioun ze huelen, déi eisen Interesse Rechnung dréit.“

Am Fall, wou déi brittesch Regierung bis den 19. Oktober 2019 keen Accord fir d'Ausscheeden aus der EU fënn, misst de Premierminister Boris Johnson eng Demande stellen, fir de Brexit op den 31. Januar 2020 ze verleeën. De 17. an 18. Oktober kënn den Europäesche Rot zu Brëssel zesummen. Wa keen Accord fonnt gëtt, scheidt d'UK den 31. Oktober mat Effet immédiat aus der Europäescher Union aus.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Kommunikatiouns- a Medieminister an dem Ausseminister dës Fro stellen:

1. Wéi eng Positioun hutt Dir, Här Premierminister Bettel, vir, am Numm vum Grand-Duché, um Sommet vum Europäesche Rot de 17. an 18. Oktober ze verrieden? Géift Dir enger Demande op Verlängerung zoustëmmen? Wier Dir bereit, Groussbritannien am Fall vun enger Verlängerung vum Delai weider Zougständneser ze maachen, dat heescht d'Brexit-Deal-Propos nei ze verhandelen? Wann net, wäert Dir lech also op europäeschem Rotsniveau derfir staarkmaachen, déi aktuell Deal-Propos mat Groussbritannien a senger aktueller Fassung bäizebehalen?

2. Här Premierminister Bettel, sidd Dir net der Meenung, datt een esou Sujete misst am Virfeld vun engem wichtege Sommet zu Brëssel

an der aussepolitischer Kommissioun beschwätzen an datt et wichteg wier, den Deputéierten Are Standpunkt an deem Kontext duerzeleën?

3. Här Minister, wier et am Sënn vun enger gëeenter a kohärenter Kommunikatioun säitens der Regierung an Aren Aen net wichteg, de Biergerinnen a Bierger esou wichteg Informatiounen iwwert de Wee vum Service information et presse (SIP) matzedeelen?

4. Dir Häre Ministeren, wat ass der Regierung hir aktuell Optik op de Brexit?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. Lëtzebuerg wäert sech enger neier Verlängerung vum Delai, wéi se am Artikel 50 vum Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun stipuléiert ass, net verschléissen, wann heifir e spezifesch Grond virbruecht gëtt. Lëtzebuerg ënnerstëtzt dat aktuell Austrittsofkomme voll a ganz, an ass der Meenung, datt dëst déi beschtméiglech Léisung ass, déi um Dësch läit am Fall vun engem Austritt vum Vereenegte Kinnekräich aus der Europäescher Unioun.

ad 2. Bei esou Verhandlungsdiskussiounen steet d'Regierung ëmmer bereit, déi aussepolitisch Kommissioun iwwert den Ausgang vun de Gespréicher zu Bréssel ze informéieren.

ad 3. D'Regierung huet zënter Januar 2018 en Informationsdossier mat relevanten Informatiounen iwwert de Brexit um Site gouvernement.lu publizéiert. De Site guichet.lu huet och en eegene Volet zum Thema Brexit, mat detailléierten Informatiounen souwuel fir Bierger wéi och fir Betriber. All Informatiounen si souwuel op Franséisch wéi och op Englesch disponibel, a gi reegelméisseg aktualiséiert.

ad 4. De Brexit ass e Prozess, dee vum Vereenegte Kinnekräich ageleet ginn ass. Lëtzebuerg huet sech, zesumme mat sengen Partnern an der EU, op all Eventualitéit virbereet, souwuel op europäeschem wéi och op nationalem Plang. Et ass natierlech kloer, datt en ongeregelte Brexit Repercussiounen op - virun allem - d'Vereenegt Kinnekräich, mee och op all Memberstate géif hunn. Fir Lëtzebuerg ass et wichteg, datt mer d'Integritéit vum Banne-maart zu 100 % protegéieren, an datt mer eng physisch Grenz op der irländescher Insel evitéieren, fir déi essenziell Elementer vum Karfreidesofkomme, déi de Friden an d'Stabilitéit an Irland garantéieren, ze erhalen. Fir eis ass et och wichteg, datt mer eng staark mee fair Relatioun mam Vereenegte Kinnekräich wäerten hunn, déi dorobber opbaut, datt op béide Säite vum Ärmelkanal equivalent Viraussetzungen fir Bierger a Betriber bestinn.

Question 1183 (10.09.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **perte de forêts** :

D'EU-Kommissioun huet den 23. Juli 2019 op hirer Website informéiert, dass tëscht 1990 an 2016 1,3 Milliounen Quadratkilometer Bëscher an Europa verluere gaange sinn. Dat entsprécht engem Bëscherloscht vu ronn 500-mol der Gréisst vu Lëtzebuerg oder 3,5-mol der Gesamtfläche vun Däitschland. Wëssend, dass d'Bëscher Groussraim vu Biodiversitéit sinn an och fir d'Klima immens wichteg sinn, well d'Planzen den CO₂ aus der Loft bannen, sinn dës Zuelen alarméierend. Et ass awer net just un der Europäescher Unioun, mee un deenen eenzelne Memberstaaten, fir do hir Verantwortlichkeiten ze iwwerhuelen. D'Regierung huet de Schutz vum Bëscher an hirem Koalitionsaccord opgeschriwwen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bëscher sinn zënter 1990 zu Lëtzebuerg verluer gaangen?

2. Wéi vill Bëscher sinn zënter 2013 zu Lëtzebuerg verluer gaangen?

3. Wéi wëllt d'Regierung de Bëscherloscht an deenen nächste Jore bremsen?

Réponse (10.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Vergläichbar Zuele fir Lëtzebuerg gëtt et nëmmen eréischt zënter dem Joer 2000 op Basis vun den zwee nationale Bëschinventuren, dem IFL1 am Joer 2000 an dem IFL2 am Joer

2010. Dës Donnéeën baséieren op engem systematesche Stéchprouweverfahren. Déi Inventurmethod ass statistesch ofgeséichert. All aner Donnéeën iwwert d'Bëschflächen zu Lëtzebuerg si Schätzungen.

D'Donnéeën sinn an deem Tableau resuméiert („La forêt luxembourgeoise en chiffres“, 2014).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Zu Lëtzebuerg gëtt et keng legal Definitioun vum Bësch. Eng Definitioun ass am neie Bëschgesetz Projéct PL 7255 virgesinn. D'Bëschfläche laut Definitioun vum PL 7255 wier am Tableau 2.1. vum IFL2 den „total des terres boisées“, also 91.450 ha am Joer 2000 an 91.400 ha am Joer 2010.

D'Bëschfläche zu Lëtzebuerg ass also stabil bliwwen tëscht de Joren 2000 an 2010.

ad 2. Dozu gëtt et nach keng Donnéeën. Den IFL3 ass fir 2025 geplangt.

ad 3. D'Ëmwandele vu Bësch an eng aner Buedemnutzung ass geregelt iwwert den Artikel 13 vum Naturschutzgesetz:

« Art. 13. Fonds forestiers

(1) Tout changement d'affectation de fonds forestiers est interdit, à moins que le ministre ne l'autorise dans un but d'utilité publique ou en vue de la restructuration du parcellaire agricole permettant une amélioration de l'exploitation concernée.

(2) Le ministre impose, dans les conditions de la section 2 du chapitre 12, des boisements compensatoires quantitativement et qualitativement au moins égaux aux forêts supprimées et cela dans le même secteur écologique. Il peut substituer la création d'un biotope protégé ou habitat approprié au sens de l'article 17 au boisement compensatoire dans l'intérêt de la conservation des habitats d'intérêt communautaire. »

Weider sinn déi grouss Majoritéit vun eise Lafholzbëscher streng geschützt als Biotop ënnert dem Artikel 17. Och bei de Kompensatiounen iwwert de staatleche Fläche-pool sinn Neiuplanzung vu Lafbeem virgesinn.

D'Zil vun der Regierung ass dann och, an deenen nächste Joren d'Gesamtbëschfläche op d'mannst ze stabiliséieren a wa méiglech cibléiert eropzesetzen am Sënn vun der Biodiversitéit an dem Klimaschutz.

Question 1184 (10.09.2019) de **Mme Lydia Mutsch** (*LSAP*) concernant le **déploiement du réseau 5G** :

Récemment, la « Stiftung Warentest » a réalisé une étude resp. une analyse détaillée des connaissances actuelles sur les risques sanitaires liés au rayonnement des téléphones portables, notamment en relation avec le déploiement du réseau 5G.

À cette fin, l'organisation des consommateurs a examiné l'état des études sur la radio mobile et la santé. Des toxicologues ont été consultés afin de juger de l'importance d'un certain nombre d'études à grande échelle sur des animaux, qui ont été réalisées au cours de la dernière année. Les résultats ont ensuite été discutés au sein d'un panel d'experts avec des médecins, des scientifiques et des représentants des autorités.

Conclusion de la « Stiftung Warentest » : Selon l'état actuel de la recherche, « il n'y a guère de raison de s'inquiéter » que les rayonnements des téléphones portables causent le cancer ou endommagent les organes reproducteurs. Aucun changement majeur ne serait à attendre suite à l'extension 5G.

Dès lors, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation les questions suivantes :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de la publication citée ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, quelles conclusions tirent-ils de ces résultats dans le cadre du déploiement du réseau 5G au Luxembourg ?

- Le Gouvernement a-t-il connaissance d'autres études, contredisant ou infirmant les propos de la « Stiftung Warentest », et, si oui, quelle est la position du Gouvernement en matière de risques sanitaires éventuels liés au rayonnement des téléphones portables, notamment en relation avec le déploiement du réseau 5G ?

- Quel est l'état d'avancement du déploiement du réseau 5G au Luxembourg et dans quelle mesure ce déploiement est-il influencé par des

études scientifiques sur les risques sanitaires liés au rayonnement des téléphones portables ?

Réponse commune (24.10.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie, Ministre de la Santé* :

Les conclusions de la « Stiftung Warentest » se basent sur l'évaluation d'études scientifiques, parues au cours des dernières années, qui analysent les effets potentiels des technologies mobiles utilisées par les appareils portables actuels et qui concernent notamment le spectre des hautes fréquences comprises entre 300 MHz et 5 GHz. La liste détaillée des études analysées dans le cadre de l'article a été publiée sur Internet, et indique que l'analyse de la « Stiftung Warentest » s'est notamment basée sur une série de « méta-études », i. e. des études scientifiques portant sur un ensemble de publications et de recherches publiées concernant un sujet donné. On peut donc considérer que la base scientifique prise en compte pour l'article en question est très large. Actuellement, s'il n'existe certes pas encore suffisamment d'études spécifiques à la technologie 5G et par conséquent de recul scientifique afin de tirer des conclusions définitives sur des éventuels effets sur la santé humaine, il convient de noter que la technologie 5G utilisera, dans une première phase, des fréquences similaires, dans le même spectre, donc entre 300 MHz et 5 GHz.

L'article de la « Stiftung Warentest » met avant tout en avant les études réalisées en matière d'impact des téléphones mobiles (donc des appareils finaux des utilisateurs), et cite d'ailleurs plusieurs conseils de précaution précieux à destination des consommateurs. À noter qu'au Luxembourg, le Ministère de la Santé a déjà mis à disposition du grand public une brochure commune au sujet du rayonnement des téléphones mobiles et des stations de base, qui peut être consultée sur le portail [sante.lu](http://sante.public.lu/fr/publications/i/infos-rayonnement-telephones-mobiles-fr-de-en/infos-rayonnement-telephones-mobiles-fr.pdf) : <http://sante.public.lu/fr/publications/i/infos-rayonnement-telephones-mobiles-fr-de-en/infos-rayonnement-telephones-mobiles-fr.pdf>.

Les émissions des téléphones mobiles peuvent être réduites considérablement en éteignant les fonctions Wifi, Bluetooth et données mobiles d'un smartphone lorsqu'on n'en a pas besoin et en assurant une bonne connexion à l'antenne lors de l'utilisation des fonctions sans fil. Tout consommateur peut orienter le choix de son appareil de téléphonie mobile sur base de l'indice DAS (Débit d'Absorption Spécifique, également connu sous sa dénomination anglaise « SAR », pour « Specific Absorption Rate »). Il mesure le niveau de rayonnement émis par le portable vers l'utilisateur lorsqu'il fonctionne à pleine puissance, dans les pires conditions d'utilisation (c.-à-d. p. ex. en cas de mauvaise couverture réseau, ou dans un habitacle fermé tel que la voiture). L'indice DAS est mesuré en watts par kilo, selon la norme européenne, soit sur 10 g de tissus humains au niveau de la tête.

La « Stiftung Warentest » rappelle dans son article que les téléphones mobiles émettent moins de rayonnements si le réseau est de bonne qualité. Si la station de base du réseau est proche, les émissions du téléphone seront moins importantes. L'article de la « Stiftung Warentest » mentionne qu'un réseau suffisamment dense pourrait contribuer à réduire le niveau d'immission, c'est-à-dire le niveau de réception général d'ondes électromagnétiques.

À l'heure actuelle, le déploiement commercial du réseau 5G n'a pas encore commencé au Luxembourg. Dans un premier temps, des tests seront effectués sur base de projets-pilotes. De tels tests devront également permettre de définir une méthode standardisée pour mesurer les champs électromagnétiques en cas de recours à la technologie des antennes réseau phasées. Ultérieurement, des fréquences de la bande des 26 GHz peuvent être utilisées. Ces fréquences ne seront pas encore mises en service régulier avant 2021.

L'attachement à l'application du principe de précaution au Luxembourg, les considérations environnementales au sein de la stratégie nationale 5G, ainsi que les communications aux citoyens déjà réalisées et envisagées sont renseignées dans le cadre des réponses aux questions parlementaires 0634 de l'honorable Député Monsieur Fernand Kartheiser et 0591 des honorables Députés Madame Josée Lorsché et Monsieur Marc Hansen.

Question 1185 (10.09.2019) de **M. Franz Fayot** (*LSAP*) concernant le **gaspillage alimentaire « fruits à l'école »** :

Le Programme européen « Fruits et légumes à l'école » mis en place au Luxembourg pour la première fois en 2010, suite à une concertation entre les ministères de l'Agriculture, de la Santé et de l'Éducation nationale de l'époque, a permis de distribuer 3.033,56 tonnes de fruits aux élèves dans les premières neuf années.

En 2018, environ 100.000 élèves ont reçu des fruits à l'école chaque semaine. Au cours de l'année scolaire 2017-2018, 93 % des écoles y ont participé, de sorte que 96 % des élèves luxembourgeois ont profité des fruits à l'école.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de fruits sont réellement consommés et combien sont gaspillés ?

2) Que se passe-t-il avec les fruits non consommés ?

3) Les quantités livrées sont-elles adaptées selon la consommation effective des fruits ?

4) Est-ce que des écoles ont quitté le programme ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ?

Réponse commune (17.10.2019) de **M. Ro-main Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) Lors de la conception du Programme européen « Fruits et légumes à l'école » (« Schoul-uebstprogramm »), le gaspillage alimentaire était un aspect dont il a été tenu compte. En effet un gaspillage de fruits pourrait apparaître à plusieurs niveaux : des quantités livrées trop importantes par rapport à la consommation réelle des élèves qui gaspilleraient des fruits qui leur sont proposés gratuitement.

Le programme fonctionne selon deux modes opératoires différents dans l'enseignement fondamental et secondaire.

Au niveau des écoles de l'enseignement fondamental, les fruits sont livrés une fois par semaine du lundi au jeudi. Les quantités livrées sont calculées en fonction du nombre d'élèves du site scolaire de façon à ce que chaque élève reçoive une portion de fruits par semaine. Chaque école qui participe au programme désigne un coordinateur qui communique le nombre d'élèves et qui peut demander des adaptations des quantités en cas de besoin. En principe, il est prévu que les fruits soient consommés en une ou deux journées après la livraison. Ceci permet aussi de livrer des fruits plus facilement périssables comme des pêches ou des prunes.

Pour l'enseignement secondaire, la distribution des fruits est réalisée à travers les structures des cantines et cafétérias des lycées qui sont livrées en début de semaine. En général, les élèves peuvent se servir librement pendant toute la semaine scolaire dans des paniers de fruits qui sont remplis par le personnel des cantines ou cafétérias. Les fruits distribués changent toutes les semaines et ont été choisis de façon à pouvoir les garder pendant cinq jours dans les

Le saviez-VOUS ?

GRUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

frigos existants dans les infrastructures de restauration. Les quantités livrées sont fixées selon les habitudes de consommation des différents sites scolaires et sont adaptées en fonction du changement du nombre d'élèves. Les lycées sont contactés par l'Administration des services techniques de l'agriculture au début et au courant de l'année scolaire pour mettre à jour le nombre d'élèves.

Dans le cadre du Programme européen « Fruits et légumes à l'école », il n'y a pas de quantification systématique du gaspillage alimentaire. Mais les contrôles sur place obligatoires réalisés auprès des écoles par l'Administration des services techniques de l'agriculture n'ont pas mis en évidence de tels problèmes.

Dans ce contexte, on peut noter que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est aussi actif dans la sensibilisation des élèves en mettant à disposition des communes une exposition mobile au sujet de l'antigasillage.

Le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental prévoit aussi bien dans les domaines de développement et d'apprentissage « Éveil aux sciences, sciences naturelles et humaines » et « Vie et société » que lors du développement des compétences transversales que les élèves bénéficient d'une éducation à l'environnement et au développement durable. Dans ce contexte, le corps enseignant propose dans le cadre scolaire des activités qui visent à sensibiliser les élèves à une consommation durable des ressources terrestres. Au cas où tous les fruits ne seraient pas consommés dans la période prévue, l'enseignant pourrait en profiter pour identifier en collaboration avec des élèves des pistes de consommation alternatives pour minimiser le gaspillage d'aliments.

ad 2) La majorité des fruits distribués peuvent se garder plus longtemps, et peuvent donc être consommés par les élèves sur une plus longue durée. Des quantités non consommées sont utilisées parfois pour des préparations comme des jus, smoothies, compotes ou des tartes.

ad 3) Comme décrit ci-avant, les quantités sont adaptées au nombre d'élèves qui fréquentent un site scolaire. Des adaptations peuvent être faites même à court terme, pour tenir compte par exemple des classes parties en voyage scolaire ou qui sont en stage en dehors de leur établissement scolaire.

ad 4) Depuis le lancement du programme, seule une école fondamentale a quitté temporairement le Programme européen « Fruits et légumes à l'école ». En effet, au début de l'année 2011, le conseil échevinal d'une commune a retiré son accord pour la participation de son école fondamentale au programme, alors que les responsables de l'école voulaient continuer à participer au programme. La raison invoquée était le fait que les fruits fournis n'étaient en majorité ni issus de l'agriculture biologique, ni d'origine luxembourgeoise. Suite aux élections communales tenues plus tard dans la même année, le nouveau conseil échevinal a révisé cette décision à la grande satisfaction de l'école concernée.

Question 1186 (10.09.2019) de M. Dan Biancalana (LSAP) concernant les peines militaires :

La loi du 31 décembre 1982 relative au Code pénal militaire est applicable aux personnes appartenant à la force publique et à toute personne assimilée aux militaires par la loi. Ce code est applicable pendant la durée de leur service actif et pendant la durée de leur engagement.

Les peines militaires sont notamment la dégradation militaire, la destitution et la rétrogradation.

La loi stipule que le fait incriminé doit se rapporter à la relation de service effective avec la force publique. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

- 1) Combien de peines militaires furent prononcées par les juridictions militaires au cours des dix dernières années ?
- 2) Quelles peines militaires furent prononcées et pour quels faits ?
- 3) Combien de personnes furent exclues de l'armée ?
- 4) Combien de personnes furent jugées par application du Code pénal ordinaire (peines criminelles et correctionnelles) ?

Réponse (16.10.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Défense :

ad 1) + 2) Aucune peine militaire n'a été prononcée au cours des dix dernières années en

application de la loi du 31 décembre 1982 relative au Code pénal militaire.

ad 3) Au cours des dix dernières années 49 soldats volontaires et une personne civile ont été exclus de l'armée. L'exclusion des soldats volontaires se base sur le règlement grand-ducal modifié du 1^{er} juillet 2008 déterminant le statut des volontaires de l'armée.

ad 4) Il n'est pas possible de retracer le nombre de personnes jugées par application du Code pénal ordinaire (peines criminelles et correctionnelles) puisque nous ne disposons pas de fichier central pour ce genre d'affaires, ni de la légitimité de traitement pour un tel fichier.

Question 1187 (10.09.2019) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les déchets d'emballages en provenance du secteur agricole :

Les entreprises responsables de la mise sur le marché de produits emballés sont obligées, entre autres, de reprendre leurs emballages en vue de les recycler ou de les valoriser. Ils peuvent remplir individuellement les obligations légales relatives aux emballages ou peuvent transférer leurs obligations légales à un organisme agréé.

Au Luxembourg, Valorlux ASBL assure le système de collecte, de tri et de recyclage des emballages ménagers et assimilés. Elle est agréée par le Ministre de l'Environnement pour assumer les obligations de ses membres.

Depuis décembre 2016, AgriRecover ASBL est agréée à remplir au nom et pour le compte de ses membres-adhérents les obligations en matière de déchets d'emballages d'origine non ménagère en matières plastiques en provenance du secteur agricole.

Selon mes informations, l'ASBL susmentionnée aurait décidé de ne plus être l'organisme agréé pour la collecte de déchets d'emballages d'origine non ménagère en provenance du secteur agricole. Partant, il existe dès à présent aucun organisme agréé national pour la collecte de déchets d'emballage d'origine agricole.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- 1) Le Gouvernement peut-il me confirmer ces informations ?
- 2) Pour quelles raisons la société susmentionnée a-t-elle décidé de cesser ses activités en tant qu'organisme agréé pour le secteur agricole ?
- 3) Quelles sont les obligations et conditions à respecter en vue de l'obtention d'un agrément pour la collecte et le transport de déchets pour le compte de tiers ?
- 4) Comment la collecte de déchets plastiques et le recyclage seront-ils organisés pour les agriculteurs ?

Réponse commune (10.10.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1) Il est vrai que par arrêté ministériel l'agrément pour organisme agréé délivré à AgriRecover a été retiré.

Étant donné qu'AgriRecover ASBL a été le seul organisme endossant la responsabilité des producteurs pour des emballages d'origine agricole, il n'existe pour le moment plus aucun organisme agréé qui prend en charge ces déchets.

ad 2) Tout organisme agréé qui endosse la responsabilité des producteurs doit présenter à l'Administration de l'environnement un rapport annuel. L'analyse du rapport annuel 2017 de AgriRecover ASBL a mis en lumière plusieurs manquements vis-à-vis de son agrément ministériel, et notamment les suivants :

- aucun membre d'AgriRecover ASBL n'a jamais été enregistré auprès de l'Administration de l'environnement alors qu'il s'agit d'une obligation légale selon l'article 19 de la loi modifiée du 21 mars 2012 ;
- aucun projet de prévention n'a été présenté et aucune preuve du remplissage des obligations d'information n'a été donnée ;
- le devenir d'AgriRecover ASBL n'est pas indiqué ;
- le rapport annuel ne spécifie pas ce qu'il est advenu des 35 % d'emballages collectés qui n'ont pas été recyclés (4,79 tonnes d'emballages sur les 13,59 tonnes collectées auprès des

agriculteurs). Or, la destination et le mode de traitement doivent être indiqués, avec une priorité donnée au recyclage ;

- le rapport annuel ne spécifie pas quelle est la part de représentativité d'AgriRecover ASBL par rapport à l'ensemble des responsables d'emballages.

Il paraît utile de préciser que le rapport annuel de 2016 avait déjà fait l'objet d'une demande d'informations complémentaires.

Des compléments d'informations ont été demandés à l'organisme AgriRecover ASBL le 22 novembre 2018 et un rappel avec prolongation de délai a été envoyé le 25 février 2019. AgriRecover ASBL n'a pas été en mesure de les fournir malgré cette prolongation de délai. Dans sa réponse du 14 mars 2019, AgriRecover ASBL écrit qu'il leur paraît préférable que leur agrément leur soit retiré.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, y compris des non-conformités de fonctionnement de cet organisme agréé, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a fait parvenir en date du 13 mai 2019 à AgriRecover ASBL un projet d'arrêté ministériel de retrait d'agrément, avec un courrier rappelant les faits constatés. En réponse à ce projet d'arrêté, AgriRecover ASBL informe l'Administration de l'environnement par courrier du 3 juillet 2019 de ce qui suit : « [...] nous restons chez notre décision que nous n'avons ni le personnel, ni les moyens financiers pour respecter toutes les obligations liées à la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Pour cette raison nous validons le projet d'arrêté de retrait d'agrément ».

C'est ainsi que le 13 septembre 2019, l'arrêté de retrait définitif a été signé.

ad 3) Le régime de la responsabilité élargie des producteurs (REP) est régi par les dispositions de l'article 19 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

Cet article spécifie, en son paragraphe (4) a), les conditions que doit remplir un organisme qui veut être agréé dans le cadre de la REP :

« (4) a) L'agrément mentionné au paragraphe précédent ne peut être accordé qu'à des personnes morales qui remplissent les conditions suivantes :

- avoir notamment comme objet la prise en charge pour le compte de leurs contractants des obligations respectivement de reprise et de collecte séparée, de traitement, de recyclage, de financement et d'information découlant des règlements grand-ducaux spécifiques aux divers flux de produits et de déchets ;
- avoir comme membres les producteurs qu'il représente ou des associations ou institutions officielles qui représentent ces producteurs ;
- être constituées sous une forme qui ne poursuit pas un but lucratif ;
- ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association que des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques ;
- disposer des moyens suffisants pour accomplir les obligations en question ;

- représenter une quantité minimale de 20 % en poids du total des produits mis annuellement sur le marché national pour lesquels l'organisme a introduit une demande d'agrément. Pour le cas où ces produits sont subdivisés en diverses catégories de collecte et de traitement, le taux de 20 % est déterminé par l'addition du poids des produits mis annuellement sur le marché dans chacune des catégories pour lesquelles l'organisme a introduit une demande d'agrément. Dans ce cas, l'organisme doit en outre représenter un minimum de 5 % en poids du total des produits mis annuellement sur le marché national dans les catégories de collecte et de traitement respectives. »

Ces organismes doivent introduire auprès du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable une demande d'agrément dont le contenu est spécifié à l'article (4) b) du même article :

- « b) La demande d'agrément doit :
- mentionner l'identité du requérant ;
- être accompagnée d'une copie des statuts ;
- indiquer les noms, prénoms et qualités des administrateurs, gérants et autres personnes pouvant engager l'organisme et documenter les connaissances professionnelles de ces derniers ;
- énumérer les déchets pour lesquels l'agrément est demandé ;
- décrire les méthodes de reprise et de collecte séparée pour les différents types de déchets ainsi que les filières de traitement des différents types de déchets ;

- faire état des moyens à mettre en œuvre par l'organisme pour respecter les obligations qui découlent de la responsabilité élargie des producteurs pour les déchets concernés ;

- présenter un plan financier et un budget prévisionnel dont il ressort que l'organisme dispose de moyens financiers suffisants pour pouvoir supporter le coût de l'ensemble des obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi. »

À ceci s'ajoutent les obligations générales découlant notamment des articles 9 (hiérarchie des déchets), 13 (valorisation), 14 (réemploi et recyclage) et 35 (2) (rapports annuels).

Par ailleurs, des obligations supplémentaires sont prévues par la loi du 21 mars 2012 relative aux emballages et aux déchets d'emballages. Ces obligations concernent, entre autres, les informations pour les utilisateurs d'emballages à fournir par les responsables d'emballages ou les organismes agréés (art. 14 (1)).

Les responsabilités des organismes agréés peuvent être uniquement financières, ou financières et organisationnelles. Dans ce deuxième cas, les organismes agréés doivent organiser la collecte, le transport et le traitement des déchets. Pour cela, ils font appel à des sociétés tierces de transport, de collecte et de traitement. Les demandes d'agrément pour devenir organisme agréé d'une filière REP sont donc à distinguer des autorisations qui doivent être obtenues par les sociétés qui réalisent les diverses opérations de gestion des déchets : transport, négoce, traitement... Ces autorisations sont celles décrites à l'article 30 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

ad 4) La collecte des emballages prise en charge par AgriRecover ASBL avait toujours lieu au courant des mois d'octobre ou de novembre. Afin de s'assurer que les collectes des emballages d'origine agricole se poursuivent et en perspective du retrait de l'agrément d'AgriRecover ASBL, l'Administration de l'environnement et l'Administration des services techniques de l'agriculture se sont concertées en juillet 2019 pour trouver une solution alternative de manière à changer le moins possible les habitudes des agriculteurs.

Vu les délais minimums légaux pour aboutir à l'agrément d'un nouvel organisme agréé, il ne sera pas possible d'avoir un tel organisme agréé opérationnel avant le courant de l'année 2020. En effet, il faut tenir compte des discussions qui devront encore être menées préalablement avec les producteurs et distributeurs d'emballages, puisqu'il s'agit d'une filière dans laquelle leur responsabilité est directement sollicitée.

C'est pourquoi le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a décidé de prendre en charge la collecte 2019. L'Administration des services techniques de l'agriculture et l'Administration de l'environnement sont chargées de l'organisation. À ces fins, il sera recouru à l'action SuperDrecks-Këscht du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Ces collectes seront gratuites pour les agriculteurs. Les contributions collectées par AgriRecover ASBL auprès des producteurs pour l'année 2019 vont leur être réclamées pour la couverture des frais engendrés.

Dès que les modalités exactes des collectes seront connues, elles seront communiquées aux agriculteurs.

À partir de 2020, ce sont à nouveau les producteurs, idéalement via un organisme agréé, qui devront endosser toutes les obligations de prévention et de gestion de ces déchets et qui devront organiser la collecte des emballages des agriculteurs. Rappelons à cette occasion que selon les dispositions légales, les producteurs de produits soumis à une filière REP ont le choix d'assumer leurs obligations soit sur une base individuelle, soit de façon collective, ce qui se fait alors par le biais d'un organisme agréé.

Rappelons également que depuis 1999, la collecte et le recyclage des bâches d'ensilage, matières plastifiées stretch, filets et ficelles sont pris en charge par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

À cet effet, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a chargé la société Servet de Colmar-Berg de l'organisation de la collecte des déchets. Celle-ci s'occupe notamment de l'organisation et de la location des places de ramassage locales sur des exploitations agricoles. Les agriculteurs de

la région y déposent, sous la surveillance du propriétaire des places de ramassage, leurs matières plastiques. Les ficelles et filets sont collectés dans des big-bags. L'achat des big-bags est à charge des agriculteurs qui contribuent de cette façon à la collecte.

En matière de recyclage, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a chargé l'action SuperDrecksKëscht de l'organisation de la collecte des déchets à partir des places de stockage locales, du transport, du tri et du recyclage selon les règles de l'art.

Pour ce faire, la SuperDrecksKëscht contacte, par voie de soumission, les opérateurs du secteur et charge, en respectant les dispositions en matière de soumissions publiques, les meilleurs offrants fournissant la garantie et les connaissances nécessaires au déroulement des opérations afférentes.

En 2019, 1.377 tonnes de ces déchets ont pu être collectées.

Question 1188 (10.09.2019) de M. Dan Biancalana (LSAP) concernant les demandes de révision d'un procès pénal :

La révision d'un procès pénal peut être demandée au bénéfice de toute personne condamnée par une décision définitive pour crime ou délit. Le droit de demander la révision appartient au Ministre de la Justice et au condamné. La loi énumère cinq conditions pour lesquelles une révision peut être demandée.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Combien de demandes de révision furent introduites au cours des dix dernières années ?

- Qui fut à l'origine de la demande de révision ? Combien de demandes ont émané de la part du Ministre de la Justice ? Combien de la part de personnes condamnées ?

- Combien de demandes furent refusées ? Pour quels motifs ?

- Combien en furent recevables ? Quels en furent les motifs ?

- Quelles furent les conclusions de la Cour de cassation ?

- À combien de reprises l'État a-t-il dû payer des dommages-intérêts ?

Réponse (10.10.2019) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

Les articles 443 à 447 du Code de procédure pénale règlent la procédure de révision des procès criminels et correctionnels. L'article 443 dispose que la révision peut être demandée, quelle que soit la juridiction qui ait statué, au bénéfice de toute personne reconnue auteur d'un crime ou d'un délit par une décision définitive rendue en premier ou en dernier ressort dans les cas de figure suivants :

1° lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces sont représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide ;

2° lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement définitif a condamné pour le même fait un autre accusé ou prévenu et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction est la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné ;

3° lorsqu'un des témoins entendus a été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu ; le témoin ainsi condamné ne peut pas être entendu dans les nouveaux débats ;

4° lorsque, après une condamnation, un fait vient à se produire ou à se révéler ou lorsque des pièces inconnues lors des débats sont représentées, de nature à établir l'innocence totale ou partielle du condamné ;

5° lorsqu'il résulte d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme rendu en application de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales qu'une condamnation pénale a été prononcée en violation de cette convention.

Le droit de demander la révision appartient au Ministre de la Justice, au condamné ou, en cas d'incapacité, à son représentant légal et après la mort ou l'absence déclarée du condamné à son conjoint, à ses descendants, à ses ascen-

dants, à ses frères et sœurs, à ses légataires universels ou, à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui la mission formelle et écrite.

Au cours des dix dernières années, 14 demandes émanant des personnes concernées, ont été adressées au Ministre de la Justice. Sur ces 14 demandes introduites, 2 demandes ont été admises sur base de l'article 443 paragraphe 4, 1 demande a été admise sur base de l'article 443 paragraphe 5, 10 demandes ont été refusées au motif qu'aucun des cas de figure évoqués à l'article 443 n'était applicable et 1 demande est en cours d'examen.

Dans deux des affaires admises, la Cour de cassation a tranché quant au fond et annulé les jugements de condamnation. Dans l'autre affaire admise en révision, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de condamnation de la Cour d'appel et renvoyé l'affaire devant cette même juridiction. La Cour a ordonné à l'État de payer des dommages et intérêts dans une de ces affaires.

Question 1189 (10.09.2019) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant le fichier images auprès de la Police grand-ducale :

D'après nos informations, un fichier « pic.web.pers » contenant des enregistrements par images de personnes existerait auprès de la Police grand-ducale.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative :

- Quelle est la base légale de ce fichier ?

- D'où proviennent les images enregistrées dans ledit fichier ?

- Ces images permettent-elles d'identifier les personnes y enregistrées ?

- Dans l'affirmative, via quel logiciel est-il procédé à la reconnaissance faciale des personnes y enregistrées ?

- À défaut, quelle est l'utilité de ce fichier ?

- Qui a accès à ce fichier ? Cet accès est-il direct ou s'exerce-t-il de façon indirecte (i) via une demande adressée par d'autres administrations, services, etc. (ii) dans le contexte de l'échange spontané d'informations ?

- Dans quelles circonstances les personnes autorisées peuvent-elles accéder audit fichier ?

- À quelles fins les images sont-elles « mobilisées » ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les droits fondamentaux des citoyens, y compris les règles et principes applicables en matière de protection des données, sont respectés dans le contexte de l'exploitation dudit fichier ?

Réponse (15.10.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure :

Oui, ces informations peuvent être confirmées.

L'application PIC est un logiciel de gestion d'images et de données relatives aux personnes. Les photos ne constituent qu'une partie de la banque de données.

L'application PIC contient les images et données enregistrées suivantes :

- personnes soupçonnées d'avoir participé à un crime ou délit et notamment les personnes soumises à une mesure d'identification effectuée dans le cadre d'une arrestation ;

- personnes retenues au Centre de rétention ;

- empreintes de chaussures ;

- marques laissées par des outils.

Les bases légales actuelles de l'application PIC sont la loi du 1^{er} août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, le Code de procédure pénale et la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

Les images enregistrées dans l'application PIC ont été prises suivant les règles prévues par le Code de procédure pénale. L'application PIC n'utilise pas de logiciel de reconnaissance faciale. Le fichier sert à disposer d'une photo d'une personne à rechercher, ceci dans l'hypothèse où la personne a déjà fait l'objet d'une procédure d'identification dans le cadre d'une affaire pénale antérieure. Il peut également servir pour identifier une personne dans l'hypothèse où le mode opératoire ou une description d'un témoin laisse présumer qu'il pourrait s'agir d'une personne connue.

Tous les officiers de police judiciaire (OPJ) ont accès direct aux photographies. Les agents de police judiciaire (APJ) du Service de police judiciaire, de la Direction des relations internationales, du Centre d'intervention national et de l'Unité de la police de l'aéroport ont également accès. Finalement, certains membres du cadre civil de la Police grand-ducale peuvent se voir accorder le droit d'accès en fonction des besoins du service.

D'après notre connaissance, aucune autre administration n'a jamais demandé la transmission de photos bien que cela ne soit pas légalement exclu dans le cadre de la coopération administrative prévue par la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière, et sous réserve que l'administration requérante disposerait d'une base légale adéquate. La transmission spontanée d'une photo à une autre administration dans le cadre de la recherche d'une personne n'est également pas exclue, bien qu'à ce stade aucun cas concret ne puisse être cité. Le cas échéant, une telle procédure devrait être mise en œuvre dans le cadre de la procédure pénale et sur décision du magistrat compétent.

Dans ce contexte, il importe de mentionner que le principe de la recherche publique est possible en vertu de la législation luxembourgeoise. À titre d'exemple la publication de photos de personnes à rechercher via la presse ou la publication de photos sur le site de la police ou des sites d'organismes et d'institutions internationales (OIPC, Europol) peut être citée. Il doit cependant être rappelé que la publication d'une photo est toujours autorisée par le magistrat en charge du dossier et s'effectue dans le cadre d'une procédure pénale en cours.

En ce qui concerne la finalité de l'accès, l'accès au fichier est autorisé dans le cadre d'une mission de police judiciaire. L'accès au fichier dans le cadre d'une mission de police administrative devrait être tranché au cas par cas. Un tel accès ne semble cependant pas légalement exclu, alors que notamment l'article 5 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale prévoit la prise de photographies dans le cadre de missions de police administrative.

Actuellement, aucun contrôle d'identité n'a encore été effectué sur base de cet article 5. Il y a lieu de préciser que les photos prises dans le cadre d'un contrôle d'identité ne sont pas enregistrées, sauf sur autorisation explicite du parquet, et ceci conformément au cas de figure prévu à l'article 45 du Code de procédure pénale (personne qui fait l'objet d'une enquête judiciaire). Aussi faut-il rappeler que ni le Code de procédure pénale ni la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ne permettent la conservation en l'absence d'une enquête judiciaire.

« Si la personne contrôlée ne fait l'objet d'aucune enquête judiciaire ou mesure d'exécution, le procès-verbal d'identification et toutes les pièces s'y rapportant ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure de conservation et sont détruits dans un délai de six mois sous le contrôle du procureur d'État. » (article 45 CPP)

« Si la personne contrôlée ne fait l'objet d'aucun signalement, d'aucune mesure d'exécution ou de recherche, le rapport d'identification et toutes les pièces s'y rapportant ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure de conservation et sont détruits dans un délai de six mois sous le contrôle du ministre ou de son délégué. » (article 5 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale)

En ce qui concerne les principes applicables en matière de protection des données, il y a lieu de mentionner qu'en raison de l'absence de communication systématique des décisions de condamnations et de l'absence d'une facilité d'archivage de l'application PIC, la police n'est pas toujours en mesure de déterminer la date de la réhabilitation, partant la détermination de la date de fin de conservation peut s'avérer difficile.

Question 1190 (10.09.2019) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant le fichier en matière de stupéfiants auprès de la Police grand-ducale :

Il nous revient qu'à côté du fichier central, la Police grand-ducale gèrerait un soi-disant « fichier stupéfiants ». C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ? Dans l'affirmative :

1) En quoi ce fichier se différencie-t-il du fichier central ?

2) Quelle est la base légale du « fichier stupéfiants » ?

3) Qui a accès à ce fichier ? Cet accès est-il direct ou s'exerce-t-il de façon indirecte (i) via une demande adressée par d'autres administrations, services, etc. (ii) dans le contexte de l'échange spontané d'informations ?

4) Dans quelles circonstances les personnes autorisées peuvent-elles accéder audit fichier ?

5) Les informations contenues dans ce fichier peuvent-elles être utilisées dans le contexte du recrutement de futurs agents de police ? À quelles autres fins lesdites informations peuvent-elles être utilisées ?

6) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les droits fondamentaux des citoyens, y compris les règles et principes applicables en matière de protection des données sont respectés dans le contexte de l'exploitation dudit fichier ?

Réponse (11.10.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure :

ad 1) Le contenu du « fichier stupéfiants »

Je ne reviendrai pas sur l'exploitation du « fichier central », mais renvoie à ce sujet aux réponses à des questions parlementaires antérieures y relatives ainsi qu'à l'avis de la Commission nationale pour la protection des données du 16 septembre 2019, qui a été présenté en commission le 25 septembre 2019.

Le « fichier stupéfiants » contient des informations pertinentes en matière de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants qui peuvent ou non être des données à caractère personnel.

Il contient ainsi des informations relatives à des personnes « pouvant fournir des informations sur des infractions pénales, ou des contacts ou des associés de l'une des personnes visées aux lettres a) et b) », visées à l'article 5, point d) de la loi du 1^{er} août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi que des informations relatives à des personnes qui « sont sur le point de commettre une infraction pénale » visées au point a) de l'article 5 précité.

ad 2) La base légale du « fichier stupéfiants »

La base légale est constituée par la loi du 1^{er} août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, le Code de procédure pénale, la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie et la loi du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988.

ad 3) L'accès au fichier

L'accès direct au « fichier stupéfiants » est limité aux membres de la section stupéfiants du Service de police judiciaire ainsi qu'aux membres de l'Administration des douanes et accises qui, en vertu de la loi du 30 mai 2014 portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, ont la qualité d'officier de police judiciaire en la matière.

Chaque OPJ et APJ de la police peut cependant s'adresser à la section stupéfiants du SPJ pour demander des renseignements (accès indirect) s'il traite un dossier en matière de stupéfiants.

Les informations contenues dans le « fichier stupéfiants » peuvent être considérées dans le cadre de la coopération administrative prévue dans la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière.

ad 4) Les agents qui disposent d'un accès direct au fichier y accèdent dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions qui sont exclusivement des missions de police judiciaire exercées conformément au Code de procédure pénale.

L'accès indirect peut être exercé dans le cadre d'une mission de police judiciaire par les membres d'un commissariat ou d'une autre section du Service de police judiciaire, voire d'un autre service de la police.

L'accès indirect peut également être exercé dans le cadre d'une mission de police administrative. C'est notamment le cas pour des manifestations d'envergure où la police assure un dispositif de sécurité.

L'accès au fichier avait momentanément été étendu (pendant quelques mois) à certains commissariats qui sont confrontés à un problème particulier en matière de trafic de stupéfiants. Alors que cette extension était certaine-

ment justifiée pour des raisons purement opérationnelles, les responsables du service en charge de la protection des données au sein de la police ont estimé qu'au vu du fait que le fichier contient des informations sensibles (soft info) et que le problème de la durée de conservation existe, avec un risque accru que des informations puissent être utilisées alors que le délai de réhabilitation judiciaire a été atteint, il était préférable de supprimer l'accès direct aux membres des commissariats.

ad 5) L'accès en vertu de la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière est exercé si dans le cadre de la coopération administrative ces informations sont pertinentes. C'est par exemple le cas pour les vérifications effectuées au profit du centre de rétention.

Le « fichier stupéfiants » est également consulté dans le cadre de l'article 58 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

Il y a lieu de noter que dans le contexte de la coopération administrative, y compris l'article 58 précité, seules les affaires non prescrites, ainsi qu'en cas de condamnation coulée en force de chose jugée, seules les affaires où le délai de réhabilitation n'a pas encore été atteint, sont concernées.

ad 6) Pour le « fichier stupéfiants », le nombre d'agents ayant accès direct est limité aux agents spécialisés en la matière (+/- 50 personnes, y compris les membres des douanes).

Tout comme pour le fichier central et d'autres traitements de données à caractère personnel, certains principes en matière de protection des données ne sont pas encore complètement mis en œuvre.

Ainsi, la durée de conservation doit être révisée.

Actuellement le logiciel ne comprend pas de fonction d'archivage comparable au fichier central. Or, conformément aux obligations internationales, les États sont tenus de transmettre certaines informations relatives aux « carrières toxicomanes » à des organismes internationaux, notamment pour toutes les personnes décédées suite à un surdosage. C'est par exemple le cas pour le questionnaire ARQ de l'UNODC dans lequel la date du premier procès-verbal ou de la première interpellation est demandée. Il est donc nécessaire de conserver toutes les informations dès la première fois qu'une personne a fait l'objet d'une inscription pour usage illicite de stupéfiants, alors qu'il n'est pas prévisible quelle sera l'évolution de la « carrière » de la personne au fil du temps.

Même si un nombre restreint d'agents ont accès au « fichier stupéfiants », la police prévoit de trouver une solution technique pour créer une partie archivage où l'accès sera limité à certains cas de figure, notamment pour remplir ses obligations internationales.

La police traite ces informations pour le compte du Ministère de la Santé qui est l'interlocuteur de l'OEDT.

Question 1191 (10.09.2019) de **MM. Laurent Mosar et Gilles Roth** (CSV) concernant le **casier disciplinaire auprès de la Police grand-ducale** :

D'après nos informations, il existerait auprès de la police une sorte de casier disciplinaire reprenant l'ensemble des sanctions disciplinaires prononcées à l'égard du policier. Or, il semblerait que les informations reprises dans ce casier ne semblent pas respecter les droits fondamentaux (droit à la protection des données, etc.) des agents concernés.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a-t-il connaissance de l'existence d'un tel casier ? Quelle en est la base légale ?

- Existe-t-il un seul casier disciplinaire ou existe-t-il à côté dudit casier également un casier distinct tenu par le conseil de discipline ?

- Qui peut accéder aux données contenues dans ce(s) casier(s) ? Suivant quelles modalités et à quelles fins ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il exclure que ces données ont par le passé figuré dans un dossier pénal dont était saisi le juge pénal ? À défaut, Monsieur le Ministre approuve-t-il l'idée que des informations ayant trait à la discipline au sein de la Police grand-ducale figurent dans le dossier pénal ?

- Pendant combien de temps les informations sont-elles enregistrées dans le(s)dit(s) casier(s) ? Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a-t-il connaissance de décisions disciplinaires contenues dans le(s)dit(s) casier(s) à l'égard de policiers remontant jusqu'au début des années 1990 ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure considère-t-il que la base légale, s'il y en a, est suffisante pour permettre les traitements de données actuellement en cours ? Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure considère-t-il que les règles de tenue de ce(s) casier(s) respectent les règles et principes applicables en matière de protection des données ? Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer comment il entend faire évoluer le dispositif légal et réglementaire ?

- Monsieur le Ministre de la Fonction publique peut-il nous expliquer comment les règles de la protection des données sont respectées au sein de la fonction publique :

- Existe-t-il un seul casier disciplinaire pour toute la fonction publique ? À défaut, combien de casiers distincts existent actuellement ?

- Quelle en est la base légale ?

- Qui peut accéder aux données contenues dans ce(s) casier(s) ? Suivant quelles modalités et à quelles fins ?

- Pendant combien de temps les informations sont-elles enregistrées dans le(s)dit(s) casier(s) ? Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de décisions disciplinaires contenues dans le(s)dit(s) casier(s) remontant jusqu'au début des années 1990 ?

- Monsieur le Ministre considère-t-il que la base légale, s'il y en a, est suffisante pour permettre les traitements de données actuellement en cours ? Monsieur le Ministre considère-t-il que les règles de tenue de ce(s) casier(s) respectent les règles et principes applicables en matière de protection des données ? Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer comment il entend faire évoluer le dispositif légal et réglementaire ?

Réponse commune (11.10.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

Réponses aux questions relevant de la compétence du Ministre de la Sécurité intérieure :

Pour ce qui concerne la Police grand-ducale, le contenu du dossier personnel des agents de l'État est fixé par l'article 34 du Statut général des fonctionnaires de l'État ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 déterminant les pièces contenues dans le dossier personnel des fonctionnaires de l'État.

Au-delà des règles générales relatives au droit d'accès prévues par l'article 15 du RGPD et conformément au paragraphe 3 de l'article 34 du statut général, tout fonctionnaire a le droit de prendre connaissance de toutes les pièces qui constituent son dossier. Le paragraphe 4 de cet article stipule en outre que le dossier ne peut être communiqué à des personnes étrangères à l'administration publique, sauf à la demande du fonctionnaire.

Au niveau de la Police grand-ducale, la mise en œuvre de ces dispositions est assurée par la Direction ressources humaines (DRH), qui est responsable de la gestion des dossiers personnels au sein de la police, et ce en vertu de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal précité. Les membres de la DRH ont ainsi un accès direct aux dossiers personnels, tandis que toute personne externe à la DRH doit formuler une demande auprès de la DRH. La consultation des dossiers personnels au sein de la police se fait conformément à l'article 35bis du statut général. Une saisie du dossier personnel ou d'une partie des pièces contenues dans le dossier personnel est envisageable dans le respect des dispositions prévues au Code de procédure pénale.

L'effacement des éventuelles sanctions disciplinaires a toujours été réalisé en vertu de l'ancien article 50 de la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique, qui était à appliquer jusqu'en 2018 et qui prévoyait que « [l]es peines de l'avertissement et de la réprimande encourues par des militaires de carrière ou des officiers commissionnés sont considérées comme non avenues si, dans les trois années à partir de la décision disciplinaire, le puni n'a encouru aucune nouvelle condamnation disciplinaire. Les peines des arrêts et de l'amende encourues par des militaires de carrière ainsi que les peines de l'amende encourues par des officiers commissionnés sont considérées comme non avenues si, dans les cinq années à partir de la décision disciplinaire, le puni n'a encouru aucune nouvelle condamnation disciplinaire. Les peines de l'astreinte à des travaux d'intérêt général, de l'avertissement et de la réprimande encourues par des volontaires sont considérées comme

non avenues si, dans les deux années à partir de la décision disciplinaire, le puni n'a encouru aucune nouvelle condamnation disciplinaire. Les peines privatives de liberté et celle de l'amende encourues par des volontaires sont considérées comme non avenues si, dans les trois années à partir de la décision disciplinaire, le puni n'a encouru aucune nouvelle condamnation disciplinaire. Le militaire ne peut bénéficier qu'une seule fois de la mesure ci-dessus. »

La loi du 18 juillet 2018 relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale prévoit en son article 41 que la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique n'est plus applicable aux policiers. Actuellement, l'article 54 paragraphe 5 du statut général s'applique aux dossiers personnels de la Police grand-ducale.

Bien que l'hypothèse avancée par les honorables Députés n'ait pas pu être vérifiée, il n'est pas exclu que des peines remontant jusqu'au début des années 1990 figurent encore dans un dossier personnel d'un membre du cadre policier de la Police grand-ducale, notamment en ce qui concerne des décisions disciplinaires relatives à des sanctions plus élevées à celles mentionnées ci-dessus.

Finalement, la Police grand-ducale estime que le cadre légal actuel est suffisant.

Réponses aux questions relevant de la compétence du Ministre de la Fonction publique :

Dans la fonction publique en général, il n'existe pas de « casier disciplinaire ». Les documents relatifs à une éventuelle procédure disciplinaire figurent dans le dossier personnel de l'agent concerné.

La loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit en son article 34 que « le dossier personnel du fonctionnaire doit contenir toutes les pièces concernant sa situation administrative » et son règlement d'exécution, à savoir le règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 déterminant les pièces contenues dans le dossier personnel des fonctionnaires de l'État, distingue entre le dossier personnel constitué auprès de l'administration d'attache, qui contient notamment tous les documents relatifs à des ordres de justification, à des décisions infligeant une peine disciplinaire ainsi que les décisions émises par le conseil de discipline, et le dossier personnel auprès du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO), qui contient notamment les décisions relatives aux peines disciplinaires ayant une incidence sur la rémunération.

Par ailleurs, depuis les réformes dans la fonction publique de 2015, l'article 35bis du statut général des fonctionnaires de l'État habilite les ministres des ressorts respectifs de traiter au sein des administrations et services qui relèvent de leur compétence, pour ce qui est du personnel y nommé ou affecté et des bénéficiaires d'une pension de la part de l'État, les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des processus centraux et locaux de gestion du personnel. La discipline est explicitement prévue comme un des processus visés par cette habilitation. Il y est prévu que l'accès aux données à caractère personnel sera sécurisé, limité et contrôlé. Les données à caractère personnel ne pourront être consultées que par les personnes habilitées à y accéder en raison de leurs fonctions et ne pourront être communiquées à des tiers que s'il existe une disposition légale ou réglementaire particulière ou si la personne concernée a donné au préalable son consentement écrit.

Ensuite, concernant la durée d'enregistrement des sanctions, l'article 54, paragraphe 5, de la loi précitée dispose que « les peines de l'avertissement, de la réprimande et de l'amende ne dépassant pas le cinquième d'une mensualité brute du traitement de base sont considérées comme non avenues et leur mention est rayée d'office du dossier personnel si, dans les trois ans qui suivent la décision disciplinaire, le fonctionnaire n'a encouru aucune nouvelle sanction disciplinaire ». Le commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire fait un suivi systématique de ces dates de péremption et informe les administrations de leur obligation le moment venu. Il met systématiquement l'agent concerné en copie de ce courrier de façon à le mettre en mesure de contrôler si la radiation a effectivement été opérée. Les peines disciplinaires dépassant ces seuils sont en principe traitées jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois suivant la cessation définitive des fonctions, sans préjudice des délais de traitement plus longs applicables notamment aux procédures disciplinaires entamées après la cessation des fonctions conformément à l'article 46 du statut général des fonctionnaires de l'État. Il est à ce propos renvoyé à une lecture combinée des articles 53 et 46 du statut général des fonctionnaires de l'État qui prévoit,

pour l'article 53, que la gravité des manquements disciplinaires doit être évaluée à l'aune des antécédents disciplinaires et, pour l'article 46, que le fonctionnaire qui a quitté le service reste soumis à la juridiction disciplinaire pour les faits ou omissions qui entraîneraient la révocation d'un fonctionnaire en activité avec comme limite que l'action disciplinaire devra être intentée dans les six mois qui suivent la cessation des fonctions.

Compte tenu de ce qui précède, il est évident que des décisions disciplinaires ayant entraîné une sanction plus élevée que celle d'une amende d'un cinquième d'une mensualité brute du traitement de base figurent dans les dossiers personnels des agents sanctionnés, remontant le cas échéant au début des années 1990.

Les bases légales précitées sont sans cesse réévaluées par les services du Ministre de la Fonction publique qui sont en contact étroit avec les autorités de contrôle et le commissaire du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État pour faire évoluer au besoin les bases légales sous-tendant ces traitements. Si le cas échéant un élément était soumis au Ministre de la Fonction publique qui exigerait une adaptation des textes, il prendrait les initiatives nécessaires.

Question 1192 (11.09.2019) de **MM. Guy Arendt et Gusty Graas** (DP) concernant les **dégâts de gibier** :

Dans son numéro 35, l'hebdomadaire « De Letzebuurger Bauer » publie un article affirmant que les dégâts de gibier, notamment ceux causés par des sangliers sur les cultures de maïs, sont exceptionnellement élevés en 2019. Un agriculteur cité dans l'article regrette également que les indemnités prévues pour le dégât de gibier lui soient versées plus tard que les années précédentes, faute de provisionnement du fonds destiné à indemniser les dégâts.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que les dégâts de gibier sont plus élevés que les années précédentes pour cette période ? Peut-elle également confirmer que les dégâts sont plus élevés au centre et à l'est du pays ?

2) Dans l'affirmative, quelles en pourraient être les raisons ?

3) Quelle est l'évolution de la population des sangliers pour les dernières cinq années ?

4) Quelle est l'évolution du nombre de sangliers tirés lors de chasses pour les dernières cinq années ?

5) Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural peut-il confirmer que plusieurs agriculteurs récoltent leur maïs prématurément pour éviter des pertes liées aux dégâts de gibier ? Monsieur le Ministre peut-il chiffrer les pertes de la récolte de maïs de 2019 liées au climat, aux dégâts de gibier ainsi qu'à la récolte prématurée ?

6) Quelles solutions pourraient être envisagées afin de limiter les dégâts causés par les sangliers et les blaireaux ?

7) Que pensent les ministres des solutions proposées par les agriculteurs cités dans l'article, notamment l'autorisation de la chasse aux blaireaux et le cofinancement des clôtures ?

8) Madame la Ministre peut-elle confirmer que les paiements des indemnités pour les dégâts de gibier connaissent des retards ? Qu'en est-il du fonds spécial pour la chasse ? Est-il suffisamment provisionné ?

Réponse commune (17.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1) En effet, les demandes de remboursement reçues par l'Administration de la nature et des forêts (ANF) en 2018 et 2019 étaient supérieures à celles des années précédentes. Pourtant, vu que le régime de remboursement avait été changé en 2017 (les chasseurs peuvent, pendant quatre ans, cumuler les 4 € à rembourser par ha) on ne peut pas en déduire une augmentation absolue.

En ce qui concerne la localisation géographique, il semble effectivement que l'est et le centre du pays soient plus concernés.

ad 2) La principale raison est la densité élevée en sangliers.

ad 3) Comme pour toute autre espèce sauvage, il n'existe pas de chiffres exactes (ni inexacts d'ailleurs) concernant la population. L'évolution de la population des sangliers est estimée par l'examen d'indicateurs tels que le nombre de sangliers tirés ou les dégâts causés en agriculture. Ces indicateurs semblent indiquer une tendance à l'augmentation de la population des sangliers.

ad 4) Comme on peut le consulter dans le dernier bulletin technique de l'ANF en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse, envoyé à tous les locataires de chasse et également consultable en ligne, le nombre de sangliers tirés par an déclaré par les locataires de chasse montre de grandes fluctuations. Depuis une dizaine d'années, il oscille autour des 5.000 par année ; néanmoins, depuis deux ans, le nombre déclaré a augmenté sensiblement.

Année cynégétique	Sangliers reportés tirés
2014-2015	4.895
2015-2016	4.919
2016-2017	4.792
2017-2018	6.487
2018-2019	7.347

ad 5) La récolte de maïs a démarré en 2019 ponctuellement plus tôt que d'habitude, mais plus tard qu'en 2018. Les récoltes prématurées en 2019 sont évidemment dues en majorité aux conditions climatiques très chaudes et sèches, qui régnaient en 2019 et qui ont avancé la date de récolte. Mais, dans certains cas, les agriculteurs ont dû récolter prématurément leurs cultures de maïs avant maturité pour éviter des dégâts de gibier trop importants. Les agriculteurs concernés ont été contraints à faire ce choix afin de minimiser les dégâts économiques pour leurs exploitations.

À ce stade, il est impossible de chiffrer exactement les pertes de la récolte de maïs en 2019 car la récolte sur les champs d'essais variétaux de l'ASTA et sur les exploitations agricoles n'est pas encore terminée. Les résultats des essais variétaux déjà récoltés indiquent une année plutôt médiocre, en dessous de la moyenne pluriannuelle, pour ce qui concerne le rendement de matière sèche ; l'information à propos de la qualité énergétique, raison principale pour la culture du maïs n'étant pas encore disponible. Par ailleurs, suite à la sécheresse qui a sévi en 2019, entre 25 % et 30 % des surfaces de maïs cultivées en 2019 bénéficient d'une indemnisation pour pertes de récoltes par les assurances mises en place par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Pour limiter les dégâts causés par les aléas météorologiques, il convient de sélectionner, dans la mesure du possible, des variétés de maïs en fonction des contraintes climatiques. De même, peut-il s'avérer utile de cultiver un mélange de différentes variétés de maïs afin de répartir le risque des dégâts.

ad 6) Le blaireau est une espèce protégée dont les dégâts causés à l'agriculture sont marginaux en comparaison avec ceux causés par le sanglier. Les dégâts du blaireau sont indemnisés à 100 % par l'État.

Comme le sanglier est l'espèce sauvage qui cause de loin le plus de dégâts aux cultures agricoles et au maïs en particulier, il y a également lieu de réfléchir à une gestion adaptée au niveau de la répartition spatiale des différentes cultures. Ainsi, les experts conseillent par exemple de cultiver le long des forêts des céréales moins attractives pour les sangliers, tels que le triticale et l'orge. Ces céréales sont récoltées avant même que le maïs devienne intéressant pour les sangliers. De cette façon, la récolte des céréales créerait également un couloir ouvert entre forêts et champs de maïs permettant une chasse aux sangliers plus efficace.

Depuis des années, les essais variétaux de l'ASTA sont protégés par des clôtures électriques et le succès de cette mesure est indiscutable. Il faut néanmoins différencier entre six essais variétaux annuels bien délimités par rapport aux 15.000 ha de maïs cultivés au Luxembourg. Une combinaison de différentes

mesures, telles qu'une chasse plus poussée des sangliers, la protection du maïs avec clôtures, mais aussi le choix de variétés plus précoces afin de pouvoir récolter plus tôt, tout en produisant du maïs correspondant aux exigences qualitatives et quantitatives nécessaires, constituent d'autres solutions. Cependant, la mise en place et l'entretien de clôtures représentent un coût considérable pour les agriculteurs. Les dégâts systématiques par le gibier engendrent une augmentation des surfaces nécessaires pour la culture du maïs afin de compenser les préjudices subis.

ad 7) Le blaireau est une espèce protégée qui est en train de se remettre de sa quasi éradication dans les années 1970 et 1980. Il n'existe pas de raison de lever cette protection. Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que l'idée d'une régulation par le biais de la chasse n'est souvent pas la solution ; il existe plein d'exemples qui montrent que beaucoup d'espèces sauvages peuvent compenser les effets de la mortalité accrue par la chasse par une reproduction plus élevée. Par ailleurs, des problèmes de dégâts subsistent même dans des régions où le blaireau est chassé.

En guise de conclusion, la vue qu'on puisse simplement commencer à chasser une espèce pour résoudre un problème, représente une vue trop réductrice qui omet de prendre en considération la complexité de l'écologie des espèces en relation avec les écosystèmes.

ad 8) Les dégâts de gibier sont indemnisés à l'agriculteur à raison de 10 % par le syndicat de chasse et de 90 % par le locataire de chasse en cause. Ni l'ANF, ni le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) n'interviennent dans cette procédure. Le MECDD n'a donc pas de connaissance concernant les délais de paiement entre les chasseurs et les agriculteurs. Les années passées, le fonds était suffisamment provisionné. Il est suivi par un comité.

Question 1193 (11.09.2019) de MM. Gilles Baum et Max Hahn (DP) concernant les projets pilotes Valorlux :

Au Luxembourg, l'ASBL Valorlux est responsable pour la collecte et le recyclage de différents types de déchets produits, importés ou distribués par ses membres, dont, entre autres, les emballages en matière plastique.

Outre la collecte de son sac PMC bleu normal, Valorlux conduit actuellement deux projets pilotes dans un nombre restreint de communes, à savoir le sac PMC vert, incluant films et sacs en plastique, ainsi qu'un autre sac PMC bleu dans les communes de Differdange, Helperknapp et Mondorf-les-Bains, dans lequel les citoyens peuvent mettre également des barquettes, pots et gobelets en plastique.

Notons encore que dans sa réponse à la question parlementaire n° 3553 du 12 février 2018, Madame la Ministre a confirmé les plans de Valorlux d'étendre le sac vert à l'entière du pays et de remplacer à cette fin l'installation de tri actuelle par un centre de tri plus performant.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quel est l'état d'avancement de la modernisation de l'installation de tri de Valorlux ? Pour quand le sac PMC vert pourra-t-il être proposé dans toutes les communes du pays ?

2) La nouvelle installation de tri sera-t-elle capable de trier également barquettes, pots et gobelets ?

3) Madame la Ministre peut-elle d'ores et déjà dresser un bilan du deuxième projet pilote susmentionné ?

4) Dans la négative, quand les premières conclusions pourraient-elles être tirées ?

5) Dans l'affirmative, est-il prévu d'étendre le sac bleu actuellement en phase de projet pilote à l'ensemble du pays ? Le cas échéant, pour quelles raisons la décision pourrait être prise de ne pas étendre la liste des emballages admissibles dans le sac bleu ?

6) Combien de tonnes d'emballages en plastique ont été collectées moyennant le sac bleu Valorlux actuel par an au fil des cinq dernières années ?

7) À titre de comparaison, Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions quant à la quantité d'emballages en plastique à priori recyclables mis sur le marché luxembourgeois par an pendant les cinq dernières années ?

8) Madame la Ministre peut-elle nous informer sur la qualité des matériaux collectés ? Com-

bien de tonnes d'emballages n'appartenant pas dans le sac bleu ont dû être retirées par Valorlux par an pendant les cinq dernières années ?

Réponse (09.10.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1) La nouvelle installation de tri de la société Hein à Bech-Kleinmacher et utilisée par Valorlux a été mise en service en début de l'année 2019. Depuis, l'installation est opérationnelle, mais des ajustements sont encore en cours afin d'atteindre un rendement de tri optimal.

Le sac vert proposé par Valorlux comprend les films plastiques en plus des fractions PMC du sac bleu. Valorlux envisage actuellement un élargissement de la gamme de produits collectés par le sac bleu, qui comprend à côté des films plastiques aussi les barquettes, pots et gobelets. À ces fins, un projet pilote est en cours dont la deuxième phase va prochainement démarrer au nord du pays. La décision concernant l'élargissement de la gamme de produits collectés par le sac bleu sera prise à l'issue de ce projet pilote. Dès lors, il n'est pas encore possible d'indiquer une date de modification des consignes de tri des emballages.

ad 2) La nouvelle installation est capable de trier un plus grand nombre de fractions séparées de plastiques, incluant les fractions qui correspondent majoritairement aux emballages de type barquettes, pots et gobelet.

ad 3) Il est prématuré à ce stade de tirer un bilan du projet pilote concernant l'ouverture du sac bleu, d'autant plus que des réglages de l'installation de tri sont toujours en cours. Étant donné la priorité du ministère fixée sur le maintien de la qualité du tri pour assurer un recyclage de qualité élevée des déchets collectés, l'expérimentation nécessite donc d'être poursuivie et, ainsi que mentionné ci-avant, une deuxième phase de ce projet pilote va commencer prochainement. Il est en effet important de déterminer l'ensemble des conditions nécessaires (techniques, mais aussi en termes d'organisation de la filière aval et de communication adaptée), afin d'éviter que l'élargissement du sac bleu ne soit contreproductif concernant les quantités et la qualité des matériaux triés.

ad 4) La poursuite de l'expérimentation devrait s'étaler sur plusieurs mois, pendant lesquels il faudra aussi inclure l'analyse finale des résultats obtenus et les prises de décision conséquentes.

ad 5) Tel que précisé ci-dessus, l'ouverture du sac bleu reste pour l'instant à l'étude. En fonction des résultats obtenus, notamment en termes de quantités et de qualités, mais également en termes de transparence des flux de déchets soumis à valorisation, il sera décidé si la liste des emballages admissibles dans le sac bleu pourra être étendue sur l'ensemble du territoire national.

ad 6) Les quantités suivantes de plastique ont été collectées via le sac bleu :

- en 2014 : 4.083 tonnes ;
- en 2015 : 3.781 tonnes ;
- en 2016 : 3.995 tonnes ;
- en 2017 : 4.056 tonnes ;
- en 2018 : 3.696 tonnes (À noter que du fait des modifications techniques au niveau de l'installation de tri, les sacs bleus correspondant à plus de deux mois de collecte ont été entreposés en attente de la mise en service de la nouvelle installation. Cela explique un résultat inférieur aux années précédentes. Selon les informations données par Valorlux, le tri de ces sacs bleus entreposés se fait au fur et à mesure et sera terminé d'ici fin octobre 2019. À partir de cette date, les quantités exactes d'emballages plastiques collectés par le sac bleu en 2018 seront connues.)

ad 7) Les informations sur les quantités d'emballages mis sur le marché ne détaillent actuellement pas lesquels sont recyclables ou pas.

Un changement à cette situation pourra éventuellement intervenir par l'introduction d'une éco-modulation telle qu'exigée désormais par la directive 2018/852.

ad 8) Le tableau suivant indique, pour chaque année concernée, la quantité et le taux de résidu de tri par rapport aux quantités totales de PMC collectées. Les résidus de tri sont principalement composés d'emballages actuellement non acceptés dans le sac Valorlux car n'ayant pas pu être séparés correctement des autres fractions par l'ancienne installation de tri ainsi que d'autres indésirables n'appartenant pas dans le sac bleu :

- en 2014 : 1.156 tonnes de résidu de tri sur 7.708 tonnes de PMC, soit 15,00 % ;
- en 2015 : 1.126 tonnes de résidu de tri sur 7.674 tonnes de PMC, soit 14,67 % ;
- en 2016 : 1.250 tonnes de résidu de tri sur 7.784 tonnes de PMC, soit 16,06 % ;

- en 2017 : 1405 tonnes de résidu de tri sur 7.994 tonnes de PMC, soit 17,57 % ;

- en 2018 : 1.747 tonnes de résidu de tri sur 9.209 tonnes de PMC, soit 18,9 % (quantité de résidu de tri estimée pour l'ensemble de l'année sur base des mois réellement triés durant la période de fonctionnement de l'installation).

Il faut toutefois préciser que les résidus de tri contiennent entre 64 % et 77 % d'emballages plastiques. Ceux-ci se composent d'emballages plastiques qui ne sont pas acceptés actuellement dans le sac bleu : pots, barquettes, films (hors sac vert). Actuellement, il existe une grande demande de pouvoir également collecter ces fractions dans le sac bleu. Vu la mise en service de la nouvelle installation de tri et considérant le fait que cette installation peut trier les fractions qui jusqu'à présent se trouvaient majoritairement dans les indésirables, le projet pilote pour tester l'ouverture du sac bleu à ces fractions supplémentaires est en cours.

Question 1194 (11.09.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les demandes de séjour :

D'Immigrationsgesetz vum 29. August 2008 beschreift d'Prozedur, wéi den Ausseministère d'Visasdemandé fir Persounen aus Drëttstater ze traitéieren huet. Laut Gesetz muss de Ministère all Demande op Basis vun engem Evaluation vun de Fakten entweder akzeptéieren oder refuséieren. Bei Visasdemanden aus Drëttstater gëllen heibäi méi streng Kritären.

Fir d'Residenten zu Lëtzebuerg, déi eng Beziéung mat enger Persoun aus engem Drëttland féieren, stelle sech an deem Kontext gewësse Problemer. Vill vun deene Koppele sinn net bestuet a liewen och net an engem agedroene Partenariat, esou wéi d'Gesetz vum 9. Juli 2004 et virgesäit. Fir eng glécklech Fernbeziéung kënnen ze féieren, sinn d'Koppelen dorobber ugewisen, dass hir Visasdemandé vum Ausseministère akzeptéiert ginn.

Ee Refus vun engem Visum ass fir d'Koppele mat héijem emotionale Stress verbonden, well si hir Beziéung an deem Fall nëmme schwéier weiderféiere kënnen. Den Ausseministère huet schlussendlech also dat lescht Wuert iwwert d'Entscheidung, ob eng Beziéung Zukunft huet oder net.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministère fir Ausseugeleeënheeten an Europa an Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi vill Visasdemanden „à court séjour“ goufen d'Joer vum Ministère accordéiert oder refuséiert? Wat waren d'Grënn bei de Refusen?

2. Ass et Usus, dass de Ministère bei Visasdemanden aus Drëttstater den Demandeuren oder hirer Koppel recommandéiert, sech net ze bestueden?

- Besëtzt de Minister Kenntnis vun esou Fäll?

- Sinn esou Recommendationen an der Prozedur virgesinn an am Kompetenzberäich vum Ministère?

- Fënnt de Minister, dass et all Koppel selwer iwwerlooss ass, ob si sech bestuede wéilt?

3. Ass et Usus, dass bei Visasdemanden, den Demandeuren a seng Koppel gefrot ginn, hir perséinlech Fotoe fir eng Evaluation un de Ministère weiderzeleede mussen?

- Falls jo, besëtzt den Ausseministère déi néideg Kompetenzen, fir ze evaluéieren, ob eng Beziéung authentesch ass?

4. Vu dass d'Immigrationsgesetz vum 29. August 2008 souwéi säi Règlement an de leschte Joren eng Réi Annerunge kruten an déi lescht Consolidéierung vum Gesetz op 2013 zréckzéieren ass, hält de Minister et fir opportunt, eng consolidéiert Versioun vum aktuelle Gesetz ze publizéieren? Falls jo, bis wéini?

Réponse (07.10.2019) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

Als Éischt ass et wichteg ze preziséieren, datt et ënnerschiddlech Prozeduren ginn, fir Familljemembere vun engem EU-Bierger, déi aus engem Drëttstater kommen, jee nodeem wéi laang d'Leit op Lëtzebuerg komme wéllen.

Engersäits ginn et Reegelen, déi sech applizéieren, wann d'Leit fir manner wéi dräi Méint wéllen op Lëtzebuerg kommen. Wann déi Leit aus engem Land kommen, fir déi eng Visaspflicht fir de Schengen-Raum gëllt, da mussen déi Leit ee Visa „courte durée“ oder Visa „C“ ufroen, och nach Schengen-Visa genannt. Dës Zort vun Visa ass gültig fir ee kuerzen Openthalt am Schengen-Raum, deen an der Reegel op 90 Deeg begrenzt ass. D'Konditiounen fir d'Ausstellung vun dese Visae sinn am „Code Visa“

op europäeschem Niveau gereegelt. Fir Leit aus engem Drëttschta, déi als Familljemember vun engem EU-Bierger op Lëtzebuerg wëlle kommen, an ënnert d'Dispositiounen vum Direktiv 2004/38 iwwert déi fräi Zirkulatioun vun den EU-Bierger an hire Familljemembere falen, applizéiere sech beim Ausstelle vum esou engem Visa speziell Facilitéiten. D'Demande fir esou ee Visa ginn op enger Lëtzebuerg Vertriebung am Ausland gestallt, oder enger Vertriebung vun engem anere Land, dat Lëtzebuerg konsularesch representéiert, a si ginn duerno vum Passbüro vum Ausseministère ënnert der Autoritéit vum Ausseminister traitéiert.

D'Immigrationsgesetz reegelt op där anerer Säit d'Prozedur fir Leit aus engem Drëttschta, déi fir méi wéi dräi Méint wëllen op Lëtzebuerg kommen. Fir d'Familljemembere vun EU-Bierger berouen des Reegelen op der Direktiv 2004/38 iwwert déi fräi Zirkulatioun vun den EU-Bierger an hire Familljemembere. Dës Demande fir ee laangen Openthalt gi vun der Direction de l'immigration ënnert der Autoritéit vum Immigrationminister traitéiert. Am Fall, wou de Familljemember vun engem EU-Bierger aus engem visasflichtige Land kënn, kritt en ee spezielle Visa accordéiert, fir kënnen op Lëtzebuerg anzereesen a sech hei néierzeloosen, ee sougenannte Visa „long séjour“ oder Visa „D“.

ad 1. Tëscht dem 1. Januar 2019 an dem 31. August 2019 sinn am Ganzen 13.898 Visas-demandé fir „court séjour“ (visa „C“) am Passbüro (BPVL) erakomm.

Vun desén 13.898 Dossiere sinn der 1.334 refuséiert ginn.

De Ministère féiert keng Statistiken iwwert d'Grënn vun de Refusen.

ad 2. Et sinn dem Minister keng esou Fäll bekannt. Den État civil läit och net an der Kompetenz vum Aussen- oder vum Immigrationminister. Dohier kënnen och weeder de Passbüro nach d'Direction de l'immigration de Leit Recommendation ginn. Si kënnen d'Leit just drop hiweisen, dat verschidde Prozeduren en fonction vum État civil variéieren.

ad 3. Am Fall vun enger Demande fir ee Visa „courte durée“ ginn esou Piëcen net gefrot.

Am Fall vun enger Demande fir een Openthalt fir méi wéi dräi Méint kann et awer virkommen, dat Leit Piëc gefrot ginn, déi hir Relatioun mam EU-Bierger beweisen. Dës ass allerdéngs just de Fall fir Koppelen, déi weeder bestuet nach gepacst sinn, mee déi an enger Relation durable sinn. D'Immigrationsgesetz gesäit vir, dat eng Persoun aus engem Drëttschta, déi nowise kann, dat si eng Relation durable mat engem EU-Bierger huet, déiselwecht Rechter huet wéi eng Persoun, déi mat engem EU-Bierger bestuet oder gepacst ass. Am Sënn vum Immigrationgesetz gëtt déi Persoun als Familljemember vun engem EU-Bierger ugesinn, och wa si am Sënn vum État civil kee Familljemember ass. Duerch d'Unerkennen vun der Qualitéit als Familljemember vun engem EU-Bierger huet dës Persoun da ganz ëmfaassend Rechter, esou wéi an der Direktiv 2004/38 virgesinn (zum Beispill ee fräien Accès op den Aarbechtsmaart, ee fräien Accès op d'Zivilbeschäftigungen).

Dofir gesäit den Artikel 12 vum Immigrationgesetz och vir, dat d'Leit fir d'Unerkennen vun enger Relation durable engem verdäiften Examen vun der perséinlecher Situatioun vun de Leit muss ënnerzu ginn. Deeselwechten Artikel preziséiert d'Konditiounen, fir dat eng Bezéiung als Relation durable ugesi gëtt a beseet, dat bei der Analys vum durable Charakter vun der Relatioun d'Intensitéit, d'Antienetitéit an Stabilitéit vun der Bezéiung gekuckt ginn.

D'Gesetz gesäit vir, dat dës Konditiounen als erfüllt gëllen, wann d'Leit méi wéi ee Joer virun der Demande legal an onënnerbrach zesumme gewunnt hunn oder wa se ee gemeinsaamt Kand hunn, ëm dat si sech zesumme këmmere. An all den anere Fäll hunn d'Leit d'Méiglechkeet, duerch all anere Moyaen ze beweisen, dat si d'Konditiounen erfüllen. Et steet de Leit dobäi fräi, déi Piëcen ze verséieren, déi si, op Basis vun hirer individueller Situatioun, am géegentsten halen, fir de Charakter durable vun hirer Relatioun ze beweisen. Perséinlech Fotoe kënnen do ee vun dese Moyene sinn, mee si sinn awer net deen eenzeg. D'Évaluatioun vun esou enger Demande geschitt dann duerch d'Agente vun der Immigrationdirektion a baséiert op de Kritäre vum Gesetz an op der existenter nationaler an europäescher Jurisprudenz.

ad 4. Eng consolidéiert Versioun vum Immigrationgesetz ass disponibel um Internetsite vum Ausseministère: <https://maee.gouvernement.lu/fr/directions-du-ministere/immigration/legislations.html>.

Question 1195 (11.09.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant le cheval de Troie « Emotet » :

Wéi d'Website heise.de rezent bericht huet, gouf eng nei Bedruchssoftware entdeckt, déi et an Däitschland op effentlech Administratiounen ofgesinn huet. Den Trojaner mam Numm „Emotet“ huet bei enger Stad no bei Hannover déi ganz Administratioun attackéiert an ausser Service gesat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Digitalisatioun des Froe stellen:

1. Weess den Digitalisatiounsminister, ob des Bedruchssoftware schon zu Lëtzebuerg opgetaucht ass?

2. Wéi ass déi statlech IT géint e méiglechen Ugrëff vun deem Trojaner virbereet?

Réponse (27.09.2019) de M. Marc Hansen, Ministère délégué à la Digitalisation :

Et ass net bekannt wéi oft déi Bedruchssoftware schon zu Lëtzebuerg opgetaucht ass. Laut GovCert gouf des Bedruchssoftware a fënn Fäll beim Stat detektiert. Duerch d'Schutzmoosname vum CTIE ass awer keen Impakt entstanen.

De CTIE huet eng ganz Rei Schutzmoosnamen implementéiert, déi d'IT-Systemer vum Stat géint Bedruchssoftware schützen. Zu dese Moosname gehéieren ënner anerem Firewalls, Virescanner, Web Content Filter an IPS. Fir d'Gestioun vun IT-Tëscheffäll gräift de CTIE op d'Ënnerstëtzung vum GovCert zréck. Fir d'Gestioun vu Cyberkrisen huet d'Regierung säit 2014 e Plan d'intervention d'urgence definiert.

Question 1196 (12.09.2019) de Mme Carole Hartmann et M. Max Hahn (DP) concernant l'optimisation des services d'urgence :

En 2017, la clinique REGIOMED Lichtenfels en Allemagne, a démarré un projet ayant comme but l'optimisation du traitement des patients arrivant aux urgences.

L'introduction d'un protocole électronique du service de secours, nommé NIDApad, permet la saisie des données du patient et des détails médicaux (électrocardiogrammes, photos, etc.). L'urgentiste peut ainsi consulter, en temps réel, les données du patient même avant son arrivée aux urgences et commencer immédiatement avec la préparation du traitement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils expliquer le mode de communication actuel entre les services d'urgence et le CGDIS ? Existe-t-il une différence entre les quatre centres hospitaliers ?

- Est-ce qu'un changement du mode de communication entre le CGDIS et les quatre centres hospitaliers est prévu dans le futur ?

- Est-ce qu'un projet similaire à celui de la clinique REGIOMED Lichtenfels pourrait être envisagé au Luxembourg ?

Réponse commune (17.10.2019) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Santé :

Le projet mentionné par les honorables Députés concerne la mise en service d'un produit par une clinique privée en Allemagne, qui organise le secours à personne (« Beteiber des Rettungsdienstes ») dans plusieurs « Landkreise » adjacents. Cette situation, où un organisme privé, ici en l'occurrence une clinique privée, participe au service public de secours à personne diffère fondamentalement de l'organisation, dont est doté le Luxembourg. Avec la création du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), le législateur luxembourgeois a voulu renforcer le secours à personnes, qui à ce jour est un service public.

En ce qui concerne la communication entre le CGDIS et les hôpitaux, plusieurs modes de communication peuvent se présenter, en fonction des situations qui surviennent. Dans sa note de service interne du 18 juillet 2019, le CGDIS rappelle ces modes de communication, dont ceux concernant l'annonce de patients aux services d'urgence des hôpitaux.

Ainsi, en cas de prise en charge par le Service d'aide médicale urgente (SAMU), le médecin du SAMU contacte directement le médecin des urgences pour le prévenir de l'arrivée d'un patient et pour lui transmettre les données médicales nécessaires.

Lors de la prise en charge d'un patient par une ambulance sans l'intervention du SAMU, la communication se fait en passant par le central des secours d'urgence. La transmission des informations quant à l'état du patient se fait selon des schémas standardisés (« A-B-C-D-E » et « SAMPLER ») par le biais d'une communication directe entre l'équipage de l'ambulance et le personnel des urgences. L'annonce de l'admission d'un patient doit se faire en particulier dans les cas suivants : suspicion d'un accident vasculaire cérébral (AVC), admission de patientes dans une maternité, d'enfants aux urgences de la « Kannerklinik » ou de patients pris en charge à défaut de SAMU disponible.

Depuis automne 2018, le CGDIS a mis en place un système de documentation électronique des rapports d'intervention. Cette documentation est en cours d'évaluation et sera étendue au SAMU.

Finalement, il pourra être envisageable de transmettre à moyen terme les données d'une ambulance ou d'un SAMU directement à un service d'urgence.

Question 1197 (12.09.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la pollution due aux mégots de cigarettes :

Ob an de Stroossen, um Trottoir oder am Gréngs: op ville Plazen uechter d'Land fënn een ewechgehäiten Zigarettstommelen. De Geste, fir ee Stommel ewechzegeheien, ass kuerz. D'Konsequenze fir d'Ëmwelt sinn allerdéngs op laang Dauer immens grav, well an de Stommelen eng Réi toxesch Materialien ze fanne sinn. De Stommel brauch Joren, bis e sech zersetzt, falls virun net schon een Déier e gefriess huet. An deem Zersetzungsprozess gelaange Chemikalien, wéi zum Beispill Arsen, Nikotin, Bläi, Chrom, Koffer oder Cadmium, an eis Ëmwelt. Iwwert de Buedem kënnen des Stoffe dann och an eist Grondwaasser gelaangen.

D'Konsequenze vum Zigarettstommel fir d'Natur si säit Laangem bekannt a se si bedenklech. Trotzdeem gesäit een ëmmer erëm Mënschen, deenen dës schéngbar net bewosst oder egal ass. Anesch ass et net ze erklären, dass d'Stommelen ouni grouss lwwerleeungen op de Buedem gehäit ginn, als wären et Grimmele vun enger Mëtsch.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Wirtschaftsminister an der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung des Froe stellen:

1. Wéi eng Mesuren huet d'Regierung säit 2013 ënnerholl, fir d'Ëmweltverschmutzung duerch Zigarettstommelen ze reduzéieren?

Wären des Mesuren effektiv a kann d'Regierung dës unhand vun Zuele beleeden?

2. Wat wäert d'Regierung a noer Zukunft ënnerhuelen, fir d'Ëmweltverschmutzung duerch Zigarettstommelen ze ënnerbannen?

3. Besetzt d'Regierung Donnéeën, wéi eis Ëmwelt duerch d'Chemikalien aus Zigarettstommele belaauscht ass?

Réponse (11.10.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad.1 De Ministère an d'Ëmweltverwaltung organiséiere reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen, fir d'Leit iwwert den Impakt vum Ewechgeheie vun Offall an der Natur (Littering) opzklären. D'Campagne „Klengen Offall, grouse Problem“ ass 2017 gemaach ginn, an 2018 widderholl ginn. Dës Joer ass eng Campagne „Offall kann déidlech sinn“ lancéiert ginn, wou, nieft de Problemer vun der Ëmweltverschmutzung, och d'Auswierkungen op d'Déieren thematiséiert goufen.

D'Ëmweltverwaltung huet eng Bewäertung vun der Campagne „Klengen Offall, grouse Problem“ a Form vun enger Analys vun der Medieresonanz an der nationaler Press gemaach. D'Campagne hat ee wichtegen Impakt an den alldeegleche Medien, awer och um Internet an de soziale Medien. Insgesamt 15 Artikelen goufen an den traditionelle Medien (Pabeier an Internet) verëffentlecht zum Thema Offall a seng Konsequenzen, dat am Joer 2017. Dës Artikelen betreffen engersäits d'Campagne selwer an anerersäits de Littering am Allgemengen, ouni dat et eng direkt Referenz op d'Kommunikatiounscampagne gëtt. D'Thema ass och op soziale Medien vu groussen traditionellen Zeitungen an de betroffenen Akteuren opgegraff ginn.

De Feedback, souwuel aus de soziale Medien an a Form vu Kommentaren op déi jeeweileg Artikelen um Internet, betrëfft haaptsächlech

dat schlecht Verhale vum Bierger a kritiséiert, zum Beispill, ee Mangel u Poubellen op verschidde Plazen.

Zousätzlech gouf d'Campagne fir de Media Awards nominéiert, wat zertifizéiert, dat d'Kommunikatioun an hire Konzept effektiv vun engem onofhängege Jury beuerteelt goufen. D'Campagne kann also als Erfolleg ugesi ginn. Wat d'Effekter um Terrain ugeet, ass et schwéier, den direkten Impakt vun der Campagne ze bewäerten.

Eng eenzeg Sensibiliséierungscampagne ass sécher net genuch, fir Offall ze vermeiden. Esou Initiative muss reegelméisseg widderholl ginn, soudatt de Message am Gewësse vun de Bierger manifestéiert gëtt. Schlussendlech wäert et noutwendeg sinn, eng Analys ze maachen, fir ze bestëmmen, wéi eng Sorten Offall an der Natur landen. D'Ëmweltverwaltung huet esou Studien an de Joren 2008 a 2015 gemaach. D'Resultater vun dese Studie stinn op emwelt.lu. Déi nächst Studie gëtt 2020 gemaach, do soll dann och am Detail gekuckt ginn, wéi vill Zigarettstomp ewechgehäit ginn.

ad 2. Wéi et um Portal vun der Ëmweltverwaltung steet, hëlt een Zigarettstomp ee groussen Deel vun deenen iwwer 4.000 chemesch Substanzen, déi an enger Zigarett dra sinn, op. Den „Institut national de l'environnement industriel et des risques“ a Frankräich huet analyséiert, wéi d'Zigarettstomp als Offall vis-à-vis vun Ëmweltproblemer stinn. Aus deser Studie kënn kloer eraus, dat nach héich Tauxe vu geféierleche Substanzen an all Zigarettstomp dra sinn. D'Konklusioun ass, dat d'Ëmweltverwaltung d'Zigarettstomp als geféierlechen Offall aklasséiere wäert. Et ass een éischte wichtege Schratt, well des Offall aktuell nach als net geféierlech a gemëscht an der Kategorie vun den „déchets municipaux en mélange“ ugesi ginn.

Bis spéitstens ugans 2023 soll Lëtzebuerg e Produzenteverantwortungssystem opbaue fir Tubaksprodukter mat Filteren, dës, fir der Direktiv iwwert d'Reduzierung vun den Impakter vu gewëssene Plastikprodukter op d'Ëmwelt (sougenannt „Single-Use Plastics Directive“) gerecht ze ginn. Hei wäerten d'Produzente vun Zigarettstomp op d'mannst fir d'Botzen, d'Entsueren an d'Opstelle vu Sammelbehälter am effentleche Raum opkomme mussen. Weider Obligatiounen kënnen eventuell nach derbäikommen.

Dozou muss och eng Initiativ vun der Horesca ernimmt ginn, déi am Juli vun deem Joer eng Sensibiliséierungscampagne gestart huet fir ee méi respektvoll Behuelen, wat d'Fëmmen op den Terrasse vu Caféen a Restauranten ugeet.

ad 3. Et gi leider net vill Donnéeën iwwert den Impakt vun Zigarettstomp am Ëmweltberäich, sief et hei am Land oder och an anere Länner. D'Zigarette goufe bis ewell vill méi aus dem gesondheetleche Standpunkt gekuckt.

Een Zigarettstomp brauch tëscht engem a fënnf Joer, fir sech an der Natur ze zersetzen. Während där Zäit zerfällt en eenzel Element an degradéiert sech zu Mikroplastiker, déi an d'Natur erakommen an iwwert dese Wee an d'Ernierungsketten agefouert kënnen ginn. Etüden hu gewisen, dat aus den Zigarettstomp schiedlech Substanzen ausgewascht kënnen ginn. Dës si besonnesch Nikotin, Arsen, PAKen a Schwéiermetaller. Dës kënnen besonnesch problematesch fir d'Liewewiesen am Waasser sinn.

Am Mëttelmier representéieren d'Zigarettestomp 40 % vun den Offall, a se gehéieren zu deenen zéng Offall, déi am meeschten op de Plagë fonnt goufen.

Fir Lëtzebuerg ginn et keng konkret Zuelen, wéi grouss de Littering vun Zigarettstomp ass. Dës kann de Moment nëmmen ofgeschat ginn. Am Joer 2018 goufen zu Lëtzebuerg dräi Milliarden Zigarett verkaaft. Dovu ginn 80 % an d'Ausland, déi aner 20 % ginn hei zu Lëtzebuerg gefëmmt. Een Zigarettstomp weit am Duerchschnitt 0,22 Gramm. Deemno falen zu Lëtzebuerg eng ronn 132 Tonnen Zigarettstomp am Joer un. Wéi vill Zigarettstomp dovun „glittert“ ginn, ass och net genau ze moossen. Verschidden international Quelle ginn dovun aus, dat dat bis zu zwee Drëttel kënnen sinn.

Vu des Problematik ginn an der „Single-Use Plastics Directive“ besonnesch Mesurë virgeschriwwen, mat deenen d'Zigarettenhändler verantwortlech ginn, fir de Littering vun den Zigarettstomp ze reduzéieren.

Question 1198 (12.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant l'actualisation de l'orthographe de la langue luxembourgeoise :

Le directeur du « Centre pour la langue luxembourgeoise » vient de confirmer que depuis deux ans l'on travaille sur l'actualisation de l'orthographe de la langue luxembourgeoise.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse quelle est l'orientation générale de cette actualisation et quels en sont les éléments clés ?

2) Endéans quels délais ces travaux pourront-ils être finalisés ?

3) Monsieur le Ministre prévoit-il une phase de consultation avant la mise en vigueur de cette actualisation ?

Réponse (23.10.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) Compléter, clarifier, actualiser et laisser évoluer - voilà les maîtres-mots qui caractérisent les travaux actuels autour de l'orthographe luxembourgeoise.

En effet, il ne s'agit pas d'une refonte, mais d'une adaptation dont le but principal est de présenter un texte cohérent capable de répondre, en matière d'orthographe, à bien plus de questions que ne le font les deux textes de base actuellement en vigueur (Arrêté ministériel du 10 octobre 1975 portant réforme du système officiel d'orthographe luxembourgeoise et Règlement grand-ducal du 30 juillet 1999 portant réforme du système officiel d'orthographe luxembourgeoise).

De nouvelles règles visent à combler les lacunes qui subsistaient jusqu'à présent et concernent la ponctuation, les abréviations, l'emploi des majuscules et des minuscules, l'écriture en un ou en plusieurs mots, ainsi que l'orthographe de mots étrangers intégrés dans la langue luxembourgeoise.

Un deuxième volet concerne la clarification de règles qui jusqu'à maintenant permettaient une marge d'interprétation trop large, comme celle concernant le « h » dit d'allongement (Dehnungs-h), pour lequel les nouvelles règles prévoient une utilisation plus conséquente de graphies intégrées au système luxembourgeois, donc sans « h » (p. ex. Ausnam, Fön et non plus Ausnahm, Föhn).

Le « ee » sera également préconisé, alors qu'un certain flou entourait jusqu'à présent l'alternative possible entre un « e » et un « ee » dans les syllabes accentuées (p. ex. Peeegel, Reegel, Seegel et non plus Pegel, Regel, Segel).

En termes d'actualisations à proprement parler, l'on assiste entre autres à une harmonisation de l'écriture des verbes en -néieren et des adjectifs avec le suffixe -(i)onell, qui jusqu'à présent s'écrivaient soit avec un, soit avec deux « n ». Dorénavant, ils s'écriront tous avec un seul « n », indépendamment de la graphie française d'origine du verbe ou de l'adjectif en question.

Les suffixes n'impacteront plus l'écriture de la forme de base d'un mot (on écrira donc Märchen, Titchen et wotlech au lieu de Mäerchen, Tiitchen et wootlech).

Finalement, l'actualisation affecte également des mots comme Bier, Buer, ieren, nueren et spueren, pour lesquels la prononciation luxembourgeoise l'emporte dorénavant sur l'écriture allemande, dans la mesure où un « e » précèdera la lettre « r ». Cela n'était pas le cas jusqu'à présent, ce qui prêtait à confusion (Bir = all. Birne, tandis que Bier = all. Beere, Bär; Spuren = all. Spuren, tandis que spueren = all. sparen). Grâce aux règles actualisées, ce sera toujours -ier et -uer en luxembourgeois.

En considération des besoins liés aux chartes graphiques actuelles et aux nouveaux médias, la règle dite du « -n » affectant la fin des mots (« Eifeler Reegel ») jouira d'une certaine souplesse dans certains cas clairement définis (p. ex. zu Lëntge[-] gëtt gebaut ou zu Lëngten gëtt gebaut). Il s'agira par conséquent plutôt d'une règle de prononciation.

Pour certains mots, une graphie d'origine allemande et une graphie d'origine française seront considérées comme équivalentes. Pour d'autres, une graphie luxembourgeoise complètement intégrée sera la variante principale (p. ex. eeben, Geen, Hellseeër, Schantjen, Pawee) à côté de graphies d'origine allemande

(eben, Gen, Hellseher) ou d'origine française (Chantier, Pavé), voire la seule variante retenue (p. ex. Faart, Kantin, Stamminee, Wallis), en fonction du degré de reconnaissance et d'identification d'un mot écrit avec sa graphie luxembourgeoise.

Le fait de compléter, de clarifier et d'actualiser les règles orthographiques, avec certaines adaptations ponctuelles, confère donc à la langue luxembourgeoise un degré de standardisation plus prononcé tout en laissant une possibilité d'évolution dont a besoin un idiome aussi dynamique que le nôtre.

ad 2) Les travaux se sont appuyés sur un texte coordonné préparatoire élaboré en 2016 par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et ont été coordonnés par Monsieur Marc Barthelemy, à l'époque président du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise (CPLL) et actuel Commissaire à la langue luxembourgeoise.

Ces travaux furent entamés en 2017 par un groupe de travail composé de membres du « Conseil fir d'Lëtzebuurger Sprooch » (CPLL) et du « Lëtzebuurger Online Dictionnaire » (LOD), qui fait aujourd'hui partie du « Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch » (ZLS), et sont presque achevés. Il est prévu de les présenter mi-novembre.

L'orthographe complétée et actualisée, qui affecte un nombre restreint de mots, est destinée à entrer en vigueur dès sa publication. Pour éviter un changement trop brusque et par respect pour l'enseignement, les règles actuelles resteront également valables jusqu'à la rentrée 2020. Il va sans dire que tous les acteurs sont invités à tenir compte de l'orthographe révisée le plus tôt possible, mais à un rythme adapté à leurs besoins.

ad 3) Au cours des travaux préparatoires, deux phases de consultation publiques ont eu lieu, au cours desquelles un nombre conséquent de propositions, de remarques et de questions ont été collectées sur les sites du LOD et du CPLL (www.cpll.lu), puis prises en compte. Une troisième phase de consultation publique n'est pas prévue.

Quatre experts vont en outre être chargés d'émettre leur avis sur le futur texte.

Comme toute langue vivante change et évolue sans cesse, il va sans dire qu'une orthographe doit pouvoir être adaptée. Toute question sur l'interprétation d'une règle ou sur l'évolution de la graphie d'un mot sera étudiée par le ZLS, qui gère également le LOD (dorénavant « Lëtzebuurger Dictionnaire »), auquel le texte actualisé de l'orthographe fait référence à plusieurs endroits.

Selon la loi du 20 juillet 2018 relative à la promotion de la langue luxembourgeoise, le Centre pour le luxembourgeois « [...] 1° publie les règles relatives à l'orthographe et à la grammaire de la langue luxembourgeoise ; 2° élabore et met à jour des outils linguistiques ; 3° répond aux questions ayant trait à l'orthographe, la grammaire, la phonétique et le bon usage de la langue luxembourgeoise ». Le Centre assurera donc le suivi des règles orthographiques après leur présentation en novembre. Il veillera également à l'intégration de nouveaux mots et à l'adoption de nouvelles graphies et en informera régulièrement par voie de publications.

Toute décision d'envergure à venir sera soumise pour avis au CPLL, en conformité avec la loi du 20 juillet 2018.

Question 1199 (12.09.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant le **radar camouflé sur la N31** :

Wéi den « Essentiel » mellt, gouf den 12. September 2019 op der Streck N31 tëscht Käerjeng a Péiteng ee Radar fir eng Vitesskontroll opgestallt. Dat Besonnescht un dësem Radar ass allerding, dass e mat Blieder ëmhüllt ass, wéi een op de Fotoen erkenne kann.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

1. Kann de Minister dëse Radar op der N31 confirméieren?

2. War et een Zoufall, war et bei der Kontroll gewollt, dass de Radar mat Blieder getarnt war?

- Falls de Radar vun der Police getarnt gouf, säit wéini mécht d'Police Gebrauch vun esou Methoden?

Réponse (11.10.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Jo, et stoung e mobile Radar op dëser Streck.

Le saviez-VOUS ?**COMMISSIONS PARLEMENTAIRES**

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

D'Prise-de-vuen aus der Presse sinn esou, datt ee kéint unhuelen, de Radar war getarnt gewiescht, wat awer net de Fall war. En ass aus dem Auto deployéiert ginn a ganz normal nieft de Stroosserand gestallt ginn, ouni getarnt ze ginn oder soss speziell Mesuren ze ergreifen.

Question 1200 (12.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **investissements directs étrangers** :

Selon une étude du Fonds monétaire international et de l'Université de Copenhague publiée en début de semaine, près de 40 % des « investissements directs étrangers » des entreprises multinationales ne seraient en fait que des « investissements fantômes » qui visent à minimiser la facture fiscale de ces multinationales.

Selon la même étude plus de la moitié de ces soi-disant investissements transiteraient par des « coquilles vides » ou sociétés boîtes aux lettres, n'ayant aucune activité productive ou commerciale, situées au Luxembourg et aux Pays-Bas.

- Monsieur le Ministre des Finances a-t-il pris connaissance de cette étude et quelle est sa réaction face aux allégations faites par rapport au Luxembourg ?

Réponse (27.09.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Contrairement à ce qui a été rapporté dans certains articles de presse, aucune étude correspondante n'a encore été publiée. Seul a été publié dans le journal « Finance & Development » du mois de septembre 2019 un bref article de deux pages, annonçant la publication prochaine d'une telle étude. Cet article n'émane pas non plus du Fonds monétaire international, mais de trois auteurs, qui ont pris soin de préciser : « The views expressed are those of the authors ; they do not necessarily reflect the views of the institutions with which they are affiliated. »

Partant, le Ministère des Finances n'est pas en mesure de commenter les allégations citées par l'honorable Député.

Question 1201 (13.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **symposium « Quel futur pour les Palestiniens et Israéliens ? »** :

De 5. Oktober 2019 organiséiert de „Comité pour une Paix juste au Proche Orient“ (CPJPO) zesumme mat aneren Organisatiounen e Symposium an der Abtei Neimënster zum Thema „Quel futur pour les Palestiniens et Israéliens ?“. Déi aner Mat-Organisateure sinn „European Coordination of Committees and Associations for Palestine“, „Association belgo-palestinienne“, „Associations France Palestine Solidarité“, „Jüdische Stimme für gerechten Frieden in Nahost“ an „Union des progressistes juifs de Belgique“. All déi Organisatiounen, och de CPJPO, engagéiere sech fir d'Campagne BDS. Dës Campagne huet den däitsche Bundestag nach viru Kuerzem - de 17. Mee 2019 - mat dëse Wierder verurteelt:

„Die Argumentationsmuster und Methoden der BDS-Bewegung sind antisemitisch. Die Aufrufe der Kampagne zum Boykott israelischer Künstlerinnen und Künstler sowie Aufkleber auf israelischen Handelsgütern, die vom Kauf abhalten sollen, erinnern zudem an die schrecklichste Phase der deutschen Geschichte. „Don't Buy“-Aufkleber der BDS-Bewegung auf israelischen Produkten wecken unweigerlich Assoziationen zu der NS-Parole „Kauft nicht bei Juden!“ und entsprechenden Schmierereien an Fassaden und Schaufenstern.“

Der Deutsche Bundestag verurteilt alle antisemitischen Äußerungen und Übergriffe, die als vermeintliche Kritik an der Politik des Staates Israel formuliert werden, tatsächlich aber Ausdruck des Hasses auf jüdische Menschen und ihre Religion sind, und wird ihnen entschlossen entgegenzutreten.“

A weider:

„II. Der Deutsche Bundestag begrüßt,

dass zahlreiche Gemeinden bereits beschlossen haben, der BDS-Bewegung oder Gruppierungen, die die Ziele der Kampagne verfolgen, die finanzielle Unterstützung und die Vergabe von kommunalen Räumen zu verweigern.

III. Der Deutsche Bundestag beschließt,

1. erneut jeder Form des Antisemitismus schon im Entstehen in aller Konsequenz entschlossen entgegenzutreten und die BDS-Kampagne und den Aufruf zum Boykott von israelischen Waren oder Unternehmen sowie von israelischen Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftlern, Künstlerinnen und Künstlern oder Sportlerinnen und Sportlern zu verurteilen;

2. Räumlichkeiten und Einrichtungen, die unter der Bundestagsverwaltung stehen, keinen Organisationen, die sich antisemitisch äußern oder das Existenzrecht Israels in Frage stellen, zur Verfügung zu stellen. Der Deutsche Bundestag fordert die Bundesregierung auf, keine Veranstaltungen der BDS-Bewegung oder von Gruppierungen, die deren Ziele aktiv verfolgen, zu unterstützen;

3. seine Unterstützung für die Bundesregierung und den Beauftragten für jüdisches Leben in Deutschland und den Kampf gegen Antisemitismus sowohl in der Prävention als auch in der entschiedenen Bekämpfung von Antisemitismus und jeglichem Extremismus unvermindert fortzusetzen;

4. keine Organisationen finanziell zu fördern, die das Existenzrecht Israels infrage stellen;

5. keine Projekte finanziell zu fördern, die zum Boykott Israels aufrufen oder die die BDS-Bewegung aktiv unterstützen;

6. Länder, Städte und Gemeinden und alle öffentlichen Akteuren und Akteure dazu aufzurufen, sich dieser Haltung anzuschließen.“

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 3678) vum 7. März 2018 schreift d'Regierung:

« Le Gouvernement luxembourgeois est contre toute forme de boycott de l'État d'Israël dans les frontières de 1967. »

Op dem Symposium vum 5. Oktober - deen, wéi gesot, vu pro-BDS-Organisatione gedroe gëtt - ass de lëtzebuergeschen Ausseminister awer de „Welcoming Speaker“.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Wéi steet d'Lëtzebuurger Regierung haut zu der BDS-Bewegung, besonnesch wou ëmmer méi vun eise Partner déi Bewegung daitlech als antisemitisch verurteelen, wéi nach rezent den däitsche „Bundestag“?

2. Ass et kohärent mat där prinzipieller Ofleeung vun engem anti-israelesche Boykott, wéi d'Regierung si nach de 7. März 2018 fir sech behaupt huet, datt e Member vun der Regierung als „Welcoming Speaker“ op engem Symposium vu pro-BDS-Bewegungen optrëtt?

3. Consideréiert d'Regierung et als appropriéiert, datt e Lëtzebuurger Minister bei engem Grupp vu pro-BDS-Organisationen optrëtt, nodeems d'Chamber eréischt den 10. Juli 2019 an enger Motioun d'Regierung opgefuerdert huet:

« - à renforcer la lutte contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, en particulier l'antisémitisme, pouvant mener à des actes de haine et de violence ;

- à renforcer et soutenir les mesures de sensibilisation et éducatives dans le cadre de la lutte contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, en particulier l'antisémitisme, pouvant mener à des actes de haine et de violence ».

4. Wëllt d'Regierung net dem däitsche Virbild no goen an eng vill méi decidéiert Haltung géint Organisationsen anhuelen, déi d'BDS-Campagne ënnerstëtzen?

Réponse commune (02.10.2019) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, et de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

ad 1. D'Regierung ass weiderhi géint e Boykott vun Israel an de Grenze vun 1967.

ad 2. Lëtzebuerg setzt sech fir d'internationaalt Recht a fir e friddlechen Dialog tëscht Israel a Palästina an. Dëse Symposium, organiséert vu Lëtzebuerger ONGen an Zesummenaarbecht mat jiddeschen a palästinenseschen Organisationsen, ass eng Plattform, wou Leit kënnen zesummekommen, fir mateneen un enger friddlecher Zukunft ze schaffen. An dësem Sënn huet den Ausseminister Jean Asselborn decidéiert, eng Ried fir d'Ouverture vum Symposium ze halen.

ad 3. D'Regierung ass der Meenung, dass d'Participatioun vun engem Lëtzebuerger Minister un dësem Symposium a kengem Widder-sproch steet zu der Motioun vum 10. Juli 2019 vun der Chamber.

ad 4. D'Regierung ass net geneigt, hir Politik no engem Antrag vum däitsche Parlament ze orientéieren.

Question 1202 (13.09.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant l'assistance judiciaire :

Den Artikel 6 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun beseet, dass all Mënsch viru Geriicht ee Recht op Verdeedegung duerch een Affekot huet. Mënschen, déi sech keen Affekot leeschte kënnen, hunn ee Recht op een Affekot, dee vum Stat bezuelt gëtt.

D'Dispositiounen vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun goufen zu Lëtzebuerg am Artikel 37 vum Gesetz vum 10. August 1991 iwwert de Beruff vum Affekot souwéi säi Règlement grand-ducal opgeholl. De Règlement grand-ducal definéiert, wie Beneficiaire vun der Assistance judiciaire ka ginn.

Während et selbstverständlech ass, dass Persounen mat engem Mindestloun oder mam REVIS hiren Affekot gestallt kréien, ass de Prozess fir Persounen mat engem soi-disant „normale Salaire“ mat immensen Onkäschte verbunden. D'Käschte vun engem Affekot variéieren vu Fall zu Fall, soudass fir Normalverdienger eng Sträitaffair viru Geriicht schnell zu héijen Affekotskäschte féiere kann, déi fir Persounen mat engem mëttlere Salaire zu enger grousser Belaaschtung féieren. Am Koalitioun-saccord huet d'Regierung ugekënnegt, den Accès fir d'Assistance judiciaire op Basis vu progressive Kritäre wëllen ze erweideren (Säit 19 vum Koalitioun-saccord).

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Justiz dës Froe stellen:

1. Op wéi engem Stand ass de Projet fir eng Erweiderung vum „accès à la justice“? Wäert d'Regierung de Projet per Règlement grand-ducal duerchféieren oder wäert de Justizminister der Chamber ee Gesetzesprojet virleeden? Bis wéini ass domadder ze rechnen?

2. Ass de Justizminister des Weideren der Meenung, dass d'Affekotskäschte per Gesetz oder Règlement missten transparent definéiert sinn, äänlech wéi et bei Consultatiounen an der Medezinn de Fall ass?

Réponse (14.10.2019) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice :

1. Am Regierungsprogramm vum Dezember 2018 huet d'Regierung ugekënnegt, dass e Gesetzesprojet ausgeschafft gëtt, wou d'Prozedur fir „assistance judiciaire“ an och d'Bezuelen am Kader vun der „assistance judiciaire“ verbessert solle ginn. Engersäits soll domat den Zougang zu der Justiz fir de Bierger vereinfacht ginn an anersäits soll och de Käschtepunkt vun der „assistance judiciaire“ am Grëff gehale ginn. Dobäi sollen zum Beispill progressiv Kritären, wat den Niveau vun all de Revenue vun de betroffene Leit ubelaangt, berücksichtegt ginn a gläichzäiteg en zoutreffende System vu Bätträg schaf ginn.

De Justizministère ass scho säit enger Zäit am Gespréich mat Vertrieeder vun den zwee Barreaux am Land, an déi Gesprécher wäerten

och an den nächste Wochen a Méint konstruktiv weidergefouert ginn, bis et zu engem Gesetzesprojet kënnt, dee wa méiglech soll am Konsens entstoën.

2. Affekotskäschten an -indemitéite sinn nëmmen am Kader vun der „assistance judiciaire“ gereegelt, an zwar iwwer e Gesetz an e groussherzoglecht Règlement, an dat op eng transparent Manéier.

Tariffer an Indemitéite si fixéiert pro „vacation“, dat wëll heeschen op Basis vun der Zäit an den Aarbechten, déi geschafft ginn an de jeeeweiligen Dossieren.

Ausserhalb vun der „assistance judiciaire“ sinn d'Tarifferer fräi. Contrairement zu den Dokteschtarifferer, ass bei den Affekote jo och ausserhalb vun der „assistance judiciaire“ keng Prise en charge vum Stat virgesinn. Et ass net virgesinn, e System mat festen Tarifferer fir Affekoten ausserhalb vun der „assistance judiciaire“ anzeféieren.

Question 1203 (13.09.2019) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Carlo Back** (déi gréng) concernant la documentation hospitalière :

La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière oblige les hôpitaux à documenter leurs activités et à effectuer une analyse qualitative et quantitative de ces dernières. La documentation hospitalière est également reprise dans l'accord de coalition qui prévoit que « la mise en place d'une documentation hospitalière dans les divers établissements est une pierre angulaire de la planification hospitalière ainsi que du financement futur des hôpitaux. Toutes les ressources nécessaires doivent être mises à disposition pour qu'elle puisse s'appliquer le plus rapidement possible ».

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Messieurs les Ministres seraient-ils en mesure de fournir de plus amples informations sur les différentes étapes de la mise en place de la documentation hospitalière et sur leurs états d'avancement respectifs ?

2) Quelles priorités ont été définies à cet égard et suivant quels critères ces priorités ont-elles été déterminées ?

3) Les services de documentation médicale prévus par l'article 38 de la loi précitée ont-ils déjà été mis en place ? Dans l'affirmative, quelles sont les ressources humaines et financières allouées à ces services ?

4) Suivant quelle méthode de travail et en fonction de quels critères les analyses qualitatives et quantitatives sont-elles réalisées dans le vaste domaine des activités hospitalières ?

Réponse commune (17.10.2019) de **M. Étienne Schneider**, Ministre de la Santé, et de **M. Romain Schneider**, Ministre de la Sécurité sociale :

ad 1) De manière très schématique pour ce projet de grande envergure, les diverses étapes en sont : définition des règles et modalités de documentation pour tous les séjours, constitution des services de documentation hospitalière au sein des hôpitaux, déploiement du codage des séjours et constitution des bases de données dans les hôpitaux, envoi sécurisé des données, traitement des données au sein des administrations et émission de rapports relatifs à ces données.

Le transfert des données de la documentation hospitalière pour le secteur des soins aigus se fait actuellement selon une fréquence semestrielle via un canal sécurisé et est en place pour les séjours hospitaliers ayant pris fin depuis le second semestre 2017. Le codage est réalisé suivant les dispositions de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière et plus particulièrement suivant les dispositions de l'article 38, paragraphe 5. Un premier audit sur les séjours ayant pris fin en 2018 a été réalisé par des experts externes dans un but d'apprentissage et d'amélioration de la qualité des données.

La mise en place de la documentation hospitalière peut être suivie sur le site dédié www.dcs.h.lu.

ad 2) Le suivi du système de documentation hospitalière est assuré au niveau national par la Commission consultative de la documentation hospitalière (CCDocHosp), prévue à l'article 38, paragraphe 7 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière qui a été constituée en janvier 2019.

Les priorités actuelles sont d'accélérer le codage des séjours dans les hôpitaux pour dispo-

ser des données exhaustives dans les délais convenus, et de finaliser la conceptualisation d'un système d'information performant permettant le traitement de ces données au niveau national, qui sera développé en 2020.

Avant la fin de l'année 2019, la CCDocHosp validera les règles de codage des séjours hospitaliers applicables pour l'année 2020, qui s'étendront aux séjours de réhabilitation et de rééducation, comme le prévoit la loi du 8 mars 2018.

La première conférence internationale sur la documentation et la classification des séjours hospitaliers aura lieu le 27 novembre 2019.

ad 3) La Caisse nationale de santé (CNS) supporte financièrement la mise en place des services de documentation médicale dans les hôpitaux :

- au travers de la prime qualité (20 % de la prime annuelle - module efficacité) ;

- par le financement de personnel dédié repris dans la dotation budgétaire depuis 2018 et accordés actuellement comme suit :

Exprimé en Équivalent temps-plein (ETP) (négociation 2019-2020)	Service de documentation médicale
CHdN	4,62
CHEM	7,75
CHL	10,68
HRS	11,82
INCCI	0,50
Total	35,37

Cette dotation a été déterminée selon la norme telle que retenue par la Commission des normes prévue dans la convention modifiée du 21 décembre 2012 entre la CNS et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois, à savoir :

- Un ETP pour 4.000 séjours stationnaires codés. Pour la première tranche, la CNS finance 1 ETP médecin. Pour les tranches ultérieures, la CNS finance des encodeurs non médecins (par exemple, si cinq ETP sont déterminés par la norme, la dotation sera d'un médecin + quatre encodeurs) ;

- Un ETP encodeur pour 6.000 séjours en hospitalisation de jour codés, cette dotation sera adaptée par rapport au nombre de séjours réellement codés.

La dotation fixe pour un médecin « documentation et information médicale » (DIM) en sus des dotations ci-dessus est calculée comme suit :

- Un ETP médecin DIM financé à partir de la date d'engagement pour le CHL, le CHEM et les HRS ;

- 0,5 ETP médecin DIM financé à partir de la date d'engagement pour le CHdN.

ad 4) La CCDocHosp s'est dotée d'un règlement d'ordre intérieur du 8 août 2019 concernant son fonctionnement et les méthodes de travail. Un règlement grand-ducal déterminant le fonctionnement de la Commission consultative de la documentation hospitalière ainsi que l'indemnisation de ses membres est prévu en cours d'élaboration.

En outre, le site www.dcs.h.lu prévoit sous la rubrique « fonctionnement du projet » de plus amples renseignements sur les méthodes de travail adoptées pour mettre en œuvre la documentation hospitalière, dont la finalité est exposée sous la rubrique « objectifs du projet ».

Question 1204 (13.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la sécurité des transactions de paiement par carte électronique :

La loi du 20 juillet 2018 portant transposition de la directive UE/2015/2366 relative à l'authentification forte du client pour les transactions de paiement par carte électronique, prévoit comme date butoir pour la mise en vigueur des nouvelles règles le 14 septembre 2019. Cette nouvelle réglementation vise une plus grande sécurité des transactions en exigeant de la part du client non seulement les données des cartes de crédit mais en supplément entre autres des mots de passe.

Or, il s'est avéré entre-temps que ni les banques ni les autres prestataires de services ne sont prêts pour appliquer le nouveau système.

Au Luxembourg la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a autorisé la prolongation de la date butoir au-delà du 14 sep-

tembre en s'appuyant sur l'avis de l'Autorité bancaire européenne (ABE) et ceci afin de minimiser le risque de perturbation involontaire du secteur du commerce, voire d'un chaos.

- Cette prolongation, tout en ne mettant pas en doute sa nécessité, est-elle compatible avec la législation tant de l'Union européenne que nationale ?

- Monsieur le Ministre des Finances est-il d'avis qu'une adaptation de la réglementation/législation s'impose ?

- Comme le commerce électronique est de nature transfrontalière, j'aimerais savoir comment nos partenaires européens appliquent la date butoir.

Réponse (11.10.2019) de **M. Pierre Gramigna**, Ministre des Finances :

Dans l'objectif de renforcer la sécurité en matière d'opérations de paiement électroniques, la loi du 20 juillet 2018 modifiant la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement et transposant en droit luxembourgeois la directive (UE) 2015/2366 concernant les services de paiement (PSD2), ainsi que le règlement délégué (UE) 2018/389 de la Commission européenne, exigent, entre autres, une authentification forte des clients pour les transactions de paiement dans le secteur du commerce électronique effectuées par carte de paiement à partir du 14 septembre 2019.

Compte tenu du faible niveau de préparation du marché européen et du risque élevé de perturbations majeures dans le secteur du commerce électronique qui en découle, l'Autorité bancaire européenne (ABE) a clarifié le 21 juin 2019 dans un avis qu'elle accepte, de manière exceptionnelle, qu'un délai supplémentaire soit accordé aux entités concernées pour se mettre en conformité avec les nouvelles exigences.

Faisant suite à l'avis de l'ABE, l'ensemble des autorités nationales compétentes de l'UE, y compris la CSSF, ont accordé aux entités concernées une prolongation du délai de mise en conformité avec les nouvelles exigences en matière d'authentification forte des clients. Les autorités nationales n'ont pas précisé de nouvelle date dans leurs communiqués et font référence à une nouvelle date à fixer de manière harmonisée au niveau européen (à l'exception de la France et du Royaume-Uni : ces deux pays ont annoncé publiquement une prolongation de 18 mois).

L'approche adoptée par la CSSF à l'instar de ses homologues n'est pas générale et n'a pas pour objectif de changer pour tout le marché la date de mise en conformité prévue par la directive. Elle ne s'applique qu'à la catégorie des paiements e-commerce par carte de paiement et consiste à offrir une certaine flexibilité aux entités concernées. La flexibilité offerte par la CSSF implique uniquement qu'à ce stade la CSSF n'envisagera pas de sanctions à l'égard des entités se trouvant dans une situation de non-conformité avec les nouvelles exigences en matière d'authentification forte des clients. Les entités qui souhaitent faire usage de cette flexibilité sont tenues d'en informer la CSSF et devront lui soumettre un plan de migration détaillé.

Étant donné la nature transfrontalière du commerce électronique, l'adoption d'une date butoir commune et harmonisée au niveau européen est essentielle. La CSSF participera aux futures discussions sur un calendrier à l'échelle de l'UE qui sera précisé par l'ABE dans les semaines qui viennent.

Question 1205 (13.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la nouvelle génération des radars :

Actuellement une nouvelle génération de radars appelés radars tronçon a été installée à titre d'essai entre Gonderange et Waldhaff (E29).

Ces radars tronçon ne mesurent pas la vitesse à un endroit précis, mais sur une distance de plusieurs kilomètres, afin de calculer la vitesse moyenne des véhicules.

1) Quelles sont les expériences faites avec ce premier essai et Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics dispose-t-il déjà d'une première évaluation ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il la mise en place de ces radars nouvelle génération à d'autres endroits, le cas échéant lesquels et selon quel échéancier ?



Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) Étant donné que la phase test n'a pas encore commencé, il n'est pas possible de se prononcer sur les résultats.

ad 2) Le groupe de travail intitulé « Audits de sécurité » est en train d'évaluer si d'autres sites s'approprieraient pour l'installation de radars tronçon et ce en fonction de critères déterminés destinés à augmenter la sécurité des usagers de la route.

Question 1206 (16.09.2019) de **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant la **pollution de l'Alzette** :

Selon un récent communiqué de presse de l'Administration de la gestion de l'eau et les informations diffusées aux médias, l'eau de l'Alzette a été contaminée suite à un problème technique à la station d'épuration de Beggen qui s'est produit dans la nuit du 13 au 14 septembre. Le mal fonctionnement a provoqué un déversement d'eaux usées sans traitement biologique dans l'Alzette, ce qui a eu un impact grave sur l'environnement et la vie aquatique.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre serait-elle en mesure de clarifier le déroulement des faits et la cause du problème à la station d'épuration ? Est-ce que la station d'épuration à Beggen est en conformité avec les dispositions applicables ?

2) Existe-t-il un plan d'urgence pour des tels événements ? Dans l'affirmative, le plan d'urgence a-t-il été appliqué correctement dans cette instance ?

3) Quelle est la quantité d'eaux usées qui s'est déversée dans l'Alzette ? Quelle est l'étendue de la pollution ? Quel est l'impact sur les écosystèmes ?

4) Quelles mesures devront être mises en place pour réduire l'impact du déversement des eaux usées dans l'Alzette, respectivement pour remettre en état l'Alzette ? Ces interventions seront-elles nécessaires sur un temps prolongé ?

5) Qui assumera la responsabilité financière pour la remise en état du cours d'eau ?

6) Quelles recommandations Madame la Ministre peut-elle donner aux communes et syndicats pour éviter des tels événements dans le futur ?

Réponse (16.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Le groupe de pollution de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a été averti de la présence de poissons morts dans l'Alzette le samedi 14 septembre 2019 à 16.09 heures. Arrivé sur les lieux vers 17.00 heures l'agent de l'AGE a pu confirmer la présence de poissons morts et a constaté une forte turbidité de l'eau ainsi qu'un manque d'oxygène dans le cours d'eau. Les agents de l'AGE, de la Police grand-ducale et du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS, CIS Walferdange), ont pu identifier la station d'épuration de la Ville de Luxembourg située à Beggen comme origine de la pollution de l'Alzette. Un problème technique des systèmes de contrôle de la station d'épuration a provoqué un déversement accidentel d'eaux usées sans traitement biologique dans l'Alzette. Vers 19.20 heures les systèmes de contrôle de la station d'épuration ont été remis en état de fonctionnement normal et le déversement d'eaux usées non traitées a été arrêté.

En ce qui concerne la cause exacte ayant entraîné un dysfonctionnement des systèmes de contrôle de la station d'épuration, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable est en attente du rapport circonstancié que la Ville de Luxembourg est appelée à soumettre conformément à l'arrêté ministériel du 18 septembre 2019 concernant la responsabilité environnementale engagée dans le cadre de l'accident survenu à la station d'épuration de Beggen.

Les normes de rejet de la station d'épuration de Beggen sont fixées par arrêté ministériel du 25 août 2017. Excepté l'incident du 14 septembre 2019, les rejets de la station d'épura-

tion de Beggen sont conformes avec les normes fixées par l'arrêté ministériel précité.

ad 2) La Ville de Luxembourg, en tant qu'exploitant de la station d'épuration de Beggen, a confirmé qu'il n'existe pas de plan d'urgence pour de tels événements.

Il est à noter qu'une liste d'appels d'urgence établie par la Ville de Luxembourg a été communiquée à l'AGE, au CGDIS et à l'administration communale de Walferdange.

ad 3) Des eaux usées, n'ayant subi qu'un traitement mécanique, ont été versées dans l'Alzette pendant une durée de près de 20 heures, ce qui correspond à un déversement d'environ 20.000 m³ d'eaux usées.

En ce qui concerne l'étendue géographique de la pollution, les effets sur certains paramètres physicochimiques ont pu être détectés au moins jusqu'à hauteur du système de prélèvement automatique de l'AGE situé à Ettelbrück.

Conformément à la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, un arrêté ministériel a ordonné à la Ville de Luxembourg de nommer un bureau d'expertise chargé d'évaluer le dommage environnemental qui s'est produit dans l'Alzette en aval du point de rejet de la station d'épuration de Beggen. Le bureau d'expertise sera en charge d'évaluer les dégâts causés à la faune et à la flore aquatiques suite au déversement d'eaux usées non traitées. L'impact définitif reste donc encore à évaluer.

ad 4) Les mesures nécessaires à mettre en place pour réparer les dommages environnementaux, à la restauration de l'état antérieur à la pollution ainsi qu'au profit des bailleurs des lots de pêche impactés dépendront des conclusions du rapport à établir par le bureau d'expertise prémentionné.

Bien que certains paramètres de la qualité de l'eau de l'Alzette se soient déjà normalisés au niveau avant l'incident, les dégâts sur la microfaune et la flore ainsi que le rétablissement de l'écosystème peuvent prendre un temps beaucoup plus long.

ad 5) Le principe pollueur-payeur est toujours d'application. Les études, les mesures curatives et un dédommagement éventuel des bailleurs de lots de pêche qui en résultent seront à charge de la Ville de Luxembourg, exploitant de la station d'épuration, conformément à la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

ad 6) Les pollutions récentes avec les suites néfastes sur les cours d'eau montrent clairement qu'une vigilance accrue est primordiale auprès de tous les opérateurs responsables de la qualité des rejets vers une masse d'eau.

Bien que l'incident à Beggen semble être dû à une erreur informatique, il est nécessaire de mettre en place des systèmes de surveillance avec des sondes (indépendantes du système informatique du site de la station d'épuration) contrôlant en continu les rejets sur certains paramètres critiques et déclenchant une alarme en cas d'un dépassement de ces paramètres. Un tel procédé permettrait de détecter et de redresser au plus vite un déversement non conforme. Il est évident qu'un plan d'urgence fixant des procédures précises en cas d'alarme doit également être réévalué ou être mis au point, le cas échéant. Les réseaux d'évacuation des eaux résiduaires (canalisations eaux usées et eaux pluviales, déversoirs, bassins d'orage) et les stations d'épuration sont des systèmes de plus en plus complexes, il serait donc également primordial que les exploitants des stations d'épuration disposent à tout moment d'un service d'intervention d'urgence avec du personnel qualifié et compétent.

Les communes ou syndicats communaux sont en charge de la construction, de la gestion et de la maintenance des infrastructures d'assainissement et ont donc une importante responsabilité pour contribuer à la protection des eaux de surface.

Question 1207 (16.09.2019) de **MM. Jean-Marie Halsdorf et Georges Mischo** (CSV) concernant la **fermeture d'une pharmacie à Esch-sur-Alzette** :

Selon nos informations, une des pharmacies d'Esch-sur-Alzette a fermé ses portes depuis quelques jours.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations ? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette fermeture ?

- Quelles sont les procédures si un titulaire d'une pharmacie est défaillant pour une quelconque raison ? Qui contrôle ces procédures et selon quels critères ?

- Endéans quels délais, la pharmacie concernée réouvrira-t-elle ses portes dans l'intérêt des patients ? Qu'en est-il du service de garde à assurer en alternance par les pharmacies ?

Réponse (17.10.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

Il est exact que la concession d'une pharmacie établie à Esch-sur-Alzette est devenue vacante suite à la renonciation par le concessionnaire lui-même. Un appel en vue de l'octroi de ladite concession vient d'être publié en date du 7 octobre 2019 au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. Les pharmaciens intéressés par la reprise de cette concession y sont invités à introduire leur demande auprès du Ministère de la Santé pour le 6 novembre 2019 au plus tard.

En effet, dès qu'une concession devient vacante, son attribution à un nouveau concessionnaire se fait sur base des critères définis exhaustivement au règlement grand-ducal modifié du 27 mai 1997 relatif à l'octroi des concessions de pharmacie. Dès que les services du Ministère de la Santé auront clôturé la procédure d'établissement du classement des candidats, la concession pourra être attribuée au candidat arrivé en première position, idéalement encore avant la fin de l'année.

En attendant la reprise de la concession, le service de garde est assuré, d'ici le 31 janvier 2020, de façon alternée par les autres pharmacies implantées à Esch-sur-Alzette.

Question 1208 (17.09.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **contournement de Hosingen** :

Ronn 19.000 Autoe fueren dagdeeglech duerch Housen. Eng Ëmgeungsstrooss, de Contournement vun Housen, soll derfir suergen, d'Liewensqualität vum den Housener Leit erëm ze verbessern.

Den 23. Juli 2018 war an der Gemeng Housen eng Informatiounsversammlung, wou de Projet vum Contournement an Zesammenhang mat de Sécherheetsbestëmmungen op der N7 presentéiert ginn ass. Bei dëser Presentatioun war de Projet an der Phas vum „avant-projet sommaire“.

De fréieren Nohaltegkeetsminister souwéi och de Statssekretär am Ëmweltministère hunn deemools versprach, datt bei hinnen de Wëllen do wier fir eng séier Ëmsetzung vum dësem Projet. Den Här Statssekretär huët ausserdeem preziséiert, datt, wann déi nächst Regierung wëllt, de Projet d'nächst Joer (2019) duerch d'Chamber kéint sinn. 2020 kéint am beschte Fall ugefaange ginn ze bauen an dräi Joer drop kéint alles fäerdeg ginn.

Duerch de Fait, datt de Contournement nach net gebaut gëtt, kënnen op der N7 duerch Housen weiderhin net wictheg an dringend Infrastruktuurarbechte gelescht ginn, sou zum Beispill Aarbechten um Waasserreseau an um Kanal, déi zënter den 1930er respektiv den 1950er Joren am Buedem leien.

Am Regierungsprogramm 2018-2023 ass Prioritéit vum Contournement Housen vun 2 op 1 gesat.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

- Wéini gëtt de Projet an d'Finanzéierungsgesetz iwwert de Contournement Housen an der Chamber deposéiert?

- Wéi wäit ass de Comité d'acquisition mam Kafé vum den Terrainen?

- Wéini kann optimalerweis mam Bau vum Contournement ugefaange ginn an op wéi vill Joer sinn dës Aarbechten ugesat?

- Ass geplangt, d'N7 duerch Housen zrëckzebauen? Wa jo, wéini soll dat geschéien a wie finanziéiert dës Réckbau?

Réponse (17.10.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Den Avant-projet détaillé vum Contournement vun Housen soll Ufank 2020 kënnen presentéiert ginn, nodeems all déi am Virfeld néideg geotechnesch a geologesch Etüde fir dësse Projet wäerte virleien. Des Weidere müssen awer och nach virdrun archäologesch Etüden a Gruewungen (fir déi d'Virbereedunge viru Kuerzem ofgeschloss goufen) duerchge-

fouert ginn, dëst an Zesummenaarbecht mam Centre national de recherche archéologique. Dës sinn noutwendeg, well et bei Housen verschidden archäologesch Sitten aus der gallo-réimescher Zäit gëtt. D'Finanzéierungsgesetz vum Contournement vun Housen sollt dann och nach am selwechte Joer kënnen an der Chamber deposéiert ginn.

ad 2. De Comité d'acquisition huët méttlerweil ongeféier 80 % vun de Flächen, déi fir de Bau vum Contournement néideg sinn, kaaft respektiv mat anere Statsterraine getosch.

ad 3. Wann alles no Plang leeft, kënnen nom Stëmme vum Finanzéierungsgesetz an der Chamber d'Autorisatiounen ugefrot an den Dossier de soumission fäerdeg gemaach ginn. Duerno kann de Bau vum Contournement iwwer eng geschätzte Bauzäit vun dräi Joer duerchgefouert ginn.

ad 4. De Projet ass an dräi Lousen ageedeelt. Ënert dem Lous 3 vum Projet ass de Réckbau vun der besteeënder Strooss duerch Housen ze verstehen. Dës Strooss gëtt als „chemin repris“ reklasséiert. Den Duerchgangsvéier gëtt duerch de Contournement eliminéiert an do duerch kann och der aktiver Mobilitéit méi Rechnung gedroe ginn, op déi beim Ëmbau vum alen Tracé grouse Wäert geluecht gëtt. Eng Vëlospist duerch d'Uertschaft an eng Reduzéierung vun der Vitesse op 30 Stonnekilometer sinn och virgesinn.

Beim Réckbau vun der Haaptstrooss duerch Housen gëtt gläichzäitig an Zesummenaarbecht mat deene verschiddene Bedreier a mat der Gemeng Parc Housen de Reseau vun de Waasserleitungen an den Ofwaasserkanäl erneiert.

Question 1209 (17.09.2019) de **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant l'**alimentation des animaux d'élevage** :

Selon les projections pour 2018 présentées par le Service d'économie rurale lors du dernier « Buchstellentag », les achats complémentaires d'aliments pour animaux dans l'agriculture luxembourgeoise auraient augmenté approximativement d'un tiers entre 2015 et 2018.

Le programme gouvernemental 2018-2023 souligne l'importance de favoriser une agriculture qui est liée au sol et qui améliore la souveraineté alimentaire.

Dans ce contexte et compte tenu du rôle important que jouent actuellement les animaux et les produits animaliers dans la production agricole luxembourgeoise, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Parmi les aliments pour animaux d'élevage utilisés actuellement sur des exploitations agricoles luxembourgeoises, quelle est la part des aliments qui ont été cultivés au Luxembourg et quelle est la part des aliments cultivés à l'étranger ? A combien de tonnes d'aliments et à quelle valeur ces parts correspondent-elles ?

2) Concernant les aliments pour animaux cultivés à l'étranger, Monsieur le Ministre serait-il en mesure :

a) de fournir des chiffres ventilés par provenance (intra-UE et extra-UE),

b) de ventiler la provenance de ces aliments par rapport à leur composition et leurs finalités prédominantes, à savoir leur apport principal en énergie ou en protéines respectivement,

c) d'élaborer dans quelle mesure il existe des divergences entre les besoins dans l'agriculture biologique et conventionnelle ?

3) Comment la distribution des parts respectives a-t-elle évolué dans les cinq dernières années ?

4) Le Gouvernement dispose-t-il d'une stratégie pour diminuer la dépendance vis-à-vis des aliments pour animaux provenant de l'étranger, et plus particulièrement provenant de pays tiers ? Monsieur le Ministre serait-il en mesure de préciser les éléments-clés et les différentes étapes prévus par cette stratégie ? Le concept de l'agriculture liée au sol joue-t-il un rôle à cet égard ?

Réponse (17.10.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1) Le Ministère de l'Agriculture ne collecte pas de données propres sur la provenance des aliments pour animaux. Ainsi les informations fournies ci-après ne sont que des estimations sur base de l'exécution du contrôle officiel des aliments pour animaux.

Les exploitations agricoles nourrissent leurs animaux avec différents types d'aliments. La part



cultivée au Luxembourg, respectivement à l'étranger, varie fortement en fonction du type d'aliment et de l'exploitation agricole :

- l'herbe, le foin, l'ensilage d'herbe et de maïs sont en provenance à 100 % du territoire luxembourgeois, sauf pour les exploitations opérant en régions frontalières qui exploitent aussi des terrains agricoles en dehors des frontières ;

- les céréales à paille, le maïs grain et les grains protéagineux sont également en provenance des exploitations luxembourgeoises. Une partie de ces produits sont utilisés directement sur l'exploitation, une partie est revendue aux établissements revendeurs ou fabricants d'aliments composés pour animaux. Ces derniers revendent une part des matières premières ou aliments composés à d'autres exploitations agricoles situées au Luxembourg, l'autre partie est destinée pour un approvisionnement des établissements à l'étranger. Ainsi, suivant les estimations, plus de 95 % des céréales et protéagineux utilisés sur les exploitations agricoles luxembourgeoises ont été cultivés au Luxembourg ;

- pour les matières premières et aliments composés achetés par les exploitations agricoles, certaines matières premières sont en provenance de l'étranger, comme le tourteau de soja ou les pulpes de betteraves sucrières. D'autres matières premières comme les céréales peuvent avoir été cultivées au Luxembourg ou à l'étranger (livraison en vrac sur l'exploitation ou incorporation dans des aliments composés). L'origine des ingrédients ne doit pas être déclarée sur l'étiquette. Celle-ci comporte uniquement des informations relatives à l'adresse du fabricant et du responsable d'étiquetage de l'aliment composé.

Il est ainsi difficile d'estimer exactement la part de la ration alimentaire cultivée au Luxembourg, respectivement à l'étranger (valeur pondérale et monétaire).

ad 2) En absence du lieu de production indiqué sur l'étiquette, une ventilation des chiffres par provenance (UE, hors-UE) n'est pas possible. Ainsi, par exemple, pour des graines de soja importées des États-Unis ou en provenance d'Espagne conditionnées (pressées) par un fabricant d'aliments pour animaux situé dans un pays de l'UE, l'étiquetage du produit fini (tourteau de soja) mentionne le fabricant du tourteau de soja. Toutefois aucune référence n'est portée au pays d'origine du soja. Pour du tourteau de soja importé produit en-dehors de l'UE, l'adresse du fabricant située en dehors de l'UE figure toutefois sur l'étiquette. Il importe de signaler que l'importation de tourteau de soja est plutôt rare.

Les exploitations agricoles achètent des matières premières et aliments composés dans le but de compléter les rations alimentaires de leur cheptel animal. Les ensilages d'herbe, de maïs et les céréales cultivés produits majoritairement sur l'exploitation sont plus riches en énergie qu'en protéines. Souvent les sources protéiques disponibles sur l'exploitation sont insuffisantes pour couvrir les besoins protéiques des fermes. La culture de pois et féveroles riches en protéines est peu intéressante d'un point de vue économique, de sorte que ces cultures sont moins développées au Luxembourg.

L'autonomie protéique des exploitations agricoles biologiques est souvent meilleure que pour le secteur conventionnel. En agriculture biologique, l'assolement des terres (installations successives de cultures variées) y joue un rôle prépondérant (fertilité des sols et non-recours aux engrais chimiques et produits phytosanitaires). Il est donc probable que les aliments complémentaires achetés par les exploitations biologiques soient moins axés sur la composante protéique. Aussi, les vaches laitières ont des niveaux de production moins élevés que dans le secteur conventionnel et demandent donc une complémentarité moins forte en aliments protéiques. Leur ration alimentaire est plus riche en herbe (pâturage et distribution d'ensilage d'herbe).

ad 3) Les quantités et les parts respectives varient d'année en année et dépendent des quantités d'aliments qui sont produites par les exploitations agricoles elles-mêmes. Lors des années de sécheresse, les exploitations agricoles doivent souvent acheter davantage d'aliments pour animaux pour nourrir leur cheptel. On peut néanmoins conclure qu'au cours des dix dernières années les exploitations agricoles ont augmenté la part de trèfle dans les prairies et pâturages dans le but d'augmenter leur autonomie protéique.

ad 4) Il importe de signaler que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural suit de très près ce dossier et met en œuvre une stratégie visant une amélioration du taux d'autosuffisance des protéines végétales dans plusieurs domaines.

D'une part, le Ministère de l'Agriculture soutient des projets de recherche qui visent à augmenter l'autarcie fourragère et finance notamment la conduite de la culture de soja, de pois, de fèves et de prairies permanentes en champs d'essais et de démonstration. Par ailleurs, la politique gouvernementale vise depuis des décennies le maintien et la conservation des prairies et pâturages permanents qui constituent une importante source de protéines pour les ruminants.

D'autre part, le Ministère de l'Agriculture soutient le conseil agricole pour aider les exploitations agricoles à élaborer une stratégie de gestion du système prairie en vue d'une valorisation maximale de l'herbe sur l'exploitation ainsi que pour mettre en place des cultures de légumineuses.

Finalement, lors de la mise en œuvre de la réforme de la PAC de 2013, le Ministère de l'Agriculture a introduit une aide couplée spécifique prenant en compte les surfaces emblavées en protéagineuses dans le cadre de la mise en place du mécanisme de verdissement et a mis en place une prime au soutien à la rotation des cultures.

Depuis lors les surfaces cultivées en légumineuses ont doublé en passant de 800 à 1.600 ha.

Toutefois, il importe de signaler que le Luxembourg ne dispose pas de surfaces agricoles suffisantes pour assurer une autosuffisance protéique totale. Les surfaces de prairies et pâturages (52 % des surfaces agricoles) constituent une source inégale de protéines qu'il importe d'exploiter davantage, permettant, comme dans le passé, que l'élevage lié au sol constitue également dans le futur le pilier central de l'agriculture luxembourgeoise.

Question 1210 (18.09.2019) de M. Marc Lies (CSV) concernant les statistiques du Liser :

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0893 iwwert d'Statistike vum LISER huet d'Madamm Wunnengsbauministesch preziséiert, dass all d'Statistike vum „Observatoire de l'habitat“ um „Data Public“-Portal vun der Regierung disponibel wieren. Um Site vum Observatoire de l'habitat sinn awer Donnéeën, déi um „Data Public“-Portal leider net disponibel sinn, esou zum Beispill d'Rubrik „prix annoncés moyens à la location selon le nombre de chambres“. Bei dëser Presentatioun konnt jiddwieren, dee sech fir de Sujet interesséiert, séier an a vollster Transparenz novollzéien, wéi d'Evolution vun der Moyenne vun de Loyerspräisser pro Trimester hei zu Lëtzebuerg war.

Déi lescht publizéiert Zuelen datéiere vum drëtten Trimester 2017 a goufe leider nach net aktualiséiert. Och sinn déi aktualiséiert Donnéeën net énnert deem Link⁹ ze fannen, deen d'Madamm Wunnengsbauministesch an hirer Äntwert uginn huet. Ausserdeem ginn d'„tableaux récapitulatifs“ fir den „prix annoncé“ souwuel vun der Vente wéi vun der Locatioun nëmme bis d'Joer 2016.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Logementsminister richten:

- Ass d'Madamm Wunnengsbauminister gewëllt, erëm trimesterell Zuelen ze publizéieren, esou wéi den Observatoire de l'habitat dat jorelaang a vollster Transparenz gemaach huet?

- Wéini ginn déi feelend Donnéeën à jour gesat?

An deemselwechte Kontext wéilt ech eng zousätzlech Fro un d'Madamm Minister stellen iwwert d'Transparenz vun de Verkafspräisser iwwer Immobilieportaler, wou d'Agencé sech praktesch an der Evaluatioun vun engem Objet iwwer eng „vente aux enchères“ iwwerbidde beim potenzielle Verkafspräis.

- Denkt d'Madamm Minister drun eventuell wéi an anere Länner op dëser Welt, eng Gesetzgebung anzeféieren, wou d'Immobilieportaler beim Verkaf vun engem Objet op voll Transparenz musse setzen a Bezuch op déi viregt Verkafspräisser vun deemselwechten Objet?

Réponse (11.10.2019) de M. Henri Kox, Ministre du Logement :

D'Statistike vum Observatoire de l'habitat konnte leider aus informatesch-technesche Grënn an de leschte Méint net reegelméisseg à jour gesat ginn. Mëttlerweil ass de Site awer aktualiséiert mat de leschten Zuelen, déi de 7. Oktober publizéiert goufen.

⁹ http://observatoire.liser.lu/index.cfm?pageKw=fiche_info_comp_loc

¹⁰ <https://data.public.lu/fr/datasets/loyers-annonces-des-logements-par-commune/>

Den Observatoire de l'habitat publizéiert dorriwwer eraus seng Donnéeën och um „Data Public“-Portal.

Ech wollt den éierewäerten Deputéierten nach dorop hiweisen, dass mëttlerweil um Site vum Geoportail en neit Thema „Logement“ geschafte gouf, wou den Observatoire eng ganz Rei Statistike geografesch an interaktiv disponibel mécht.

Wat d'Transparenz vun de Verkafspräisser bei den Immobilieportaler ugeet, esou schaffen am Moment de Ministère fir Konsumenteschutz an de Ministère fir Wunnengsbau u Virschléi, déi derzou bäidroen, d'Transparenz an d'Informatioun fir d'Keefer vu Wunnengen ze verbesseren.

Question 1211 (18.09.2019) de M. André Bauler (DP) concernant les travaux de modernisation de la gare d'Ettelbruck :

Durant les mois d'été des travaux importants ont été réalisés dans le cadre de la modernisation de la gare d'Ettelbruck. Pendant quelques semaines la ligne du Nord a dû être fermée afin que le chantier en question puisse mieux avancer.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Outre la construction d'un nouveau pont parallèlement à l'actuel pont Patton, quels ont été les autres travaux infrastructurels mis en œuvre entre le 15 juillet et le 16 septembre dernier ?

- Dans les mois à venir, est-il encore prévu de fermer la ligne ferroviaire Ettelbruck-Troisvierges pendant les vacances scolaires ? Dans l'affirmative, quelles périodes de vacances sont visées ?

- Quels seront les travaux à réaliser jusqu'à la fin de cette année ?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser si ces travaux pourraient aggraver les contraintes de circulation sur le territoire de la ville d'Ettelbruck et sur la N7 passant par le village d'Ingeldorf ?

Réponse (17.10.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Les travaux relatifs à la mise en conformité de la gare et au renouvellement des superstructures ferroviaires se poursuivent actuellement comme prévu et ne connaissent aucun retard.

Outre la mise en place de la partie du tablier du nouveau pont Patton enjambant les voies ferrées (partie du projet d'ensemble piloté par l'Administration des ponts et chaussées), les CFL ont procédé lors d'une coupure totale des circulations ferroviaires pendant trois semaines entre fin août et mi-septembre à la réfection dans le secteur nord de la gare (zone depuis le pont Patton sur environ 500 mètres vers le nord) de l'ensemble des plateformes ferroviaires avec leurs systèmes d'assainissement. Dans ce même contexte ont également été posées de nouvelles voies et appareils de voie (sept unités) sur plancher en béton. En parallèle aux travaux précités, ont été mis en place les parties tunnel des nouveaux souterrains à voyageurs Nord et Sud en dessous des voies 1 et 2 et des nouveaux portiques caténaux architecturés ont été posés entre les quais à voyageurs et le pont Patton.

Pendant les congés collectifs d'été dans le secteur du bâtiment et génie civil (fin juillet à mi-/fin août) le chantier a chômé.

L'Administration des ponts et chaussées (APC) a procédé, entre autres, à la réalisation d'une couche de roulement et à la mise en place de garde-corps dans la rue Prince Henri et les travaux de la phase I du projet de construction du pôle d'échange multimodal à Ettelbruck ont été finalisés entre le 15 juillet et le 16 septembre 2019.

Dans les mois à venir, il est prévu de barrer la ligne Ettelbruck-Troisvierges essentiellement pendant les vacances scolaires de la Toussaint 2019 (une semaine) et de Pâques 2020 (deux semaines). Lors de ces barrages prolongés, les CFL ont certes programmé des travaux dans le cadre du projet de la modernisation de la gare d'Ettelbruck mais procéderont également à la réalisation de multiples autres chantiers sur le tronçon de ligne en question.

Jusqu'à la fin de cette année, les CFL poursuivront la construction du nouveau quai III ainsi que les ouvrages d'accès vers les souterrains Nord et Sud projetés.

Les travaux encore à réaliser par l'APC à Ettelbruck jusqu'à la fin de l'année courante se rapportent à la construction du nouveau pont Patton.

En ce qui concerne d'éventuelles contraintes de circulation sur le territoire de la ville d'Ettelbruck et sur la route nationale N7 passant par le village d'Ingeldorf, susceptibles d'être aggravées en raison des travaux cités au point précédent, il n'existe à présent pas d'indication que de telles perturbations risquent de se produire, compte tenu de l'expérience des fermetures passées.

Ainsi, les travaux n'auront en principe aucun impact sur la circulation routière, si ce n'est un très faible trafic chantier (approvisionnement ou évacuation de matériels et de matériaux) entre les zones de chantier situés au droit du quai I et les aires d'installation de chantier et de stockage situées du côté opposé des voies ferrées (ancienne cour à marchandises).

Il reste à noter que les fermetures de la ligne ferroviaire en question doivent être demandées au moins 25 mois en avance auprès de l'Administration des chemins de fer (ACF). L'APC et les CFL se réunissent régulièrement afin de coordonner les fermetures du réseau ferroviaire et celles du réseau routier. Une attention particulière est donc portée à la coordination des fermetures de la ligne du Nord et de la N7.

Question 1212 (18.09.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le geste de bienvenue aux nouveaux détenteurs de la nationalité :

Eng grouss Zuel vu Leit huelen d'Lëtzebuurger Nationalitéit un. A ville Länner ginn déi nei Statsbiurger duerch en offizielle staatleche Geste oder/an am Kader vun enger Zeremonie an hirer neier Natioun empfangen, sief et duerch en offiziell a feierlecht Schreiwes, en Erënnerungsdokument, eng Vereedegung, e Cadeau, eng offiziell Iwwerreechung vun hirem neie Pass oder eppes anescht, dat der Bedeutung vum Evenement entsprécht.

Zu Lëtzebuerg organiséiert de Stat menges Wëssens näischt Gläichwäerteges. Verschidde Gemenge schreien deenen neie Lëtzebuurger léif Bréiwer oder organiséieren eng Reception, mee dëst bleift de Gemengen iwwerlooss.

An dësem Kontext wollt ech der Madamm Justizminister an der Madamm Minister fir Integratioun dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meinung, dass d'Uhuele vun der Nationalitéit et verdéngt, duerch e besonnesche Geste géiert ze ginn?

2. Well d'Statsbiurgerschaft an der staatlecher an net an enger kommunaler Kompetenz läit, wär et dann net un der Regierung, fir esou eng Wiederdegung ze organiséieren?

3. Wéi eng Form wëll d'Regierung eventuell esou enger Wiederdegung ginn?

Réponse commune (11.10.2019) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

Den honorabelen Deputéierte schreift, dass „d'Statsbiurgerschaft an der staatlecher an net an enger kommunaler Kompetenz läit“. Heizou e puer Bemierkunge betreffend d'Kompetenzopdeeling tëschent dem Stat an de Gemengen am Beräich vun der Lëtzebuurger Nationalitéit.

D'Nationalitéit gëtt als dat politescht a juristescht Bindeglied tëschent engem Stat a senger Bierger definéiert. Énnert dem ofgeännerte Gesetz vum 8. März 2017 iwwert d'Lëtzebuurger Nationalitéit ass d'Statsbiurgerschaft keng reng staatlech Kompetenz. De Gesetzgeber huet de Gemengen eng ganz Rei vu Kompetenzen am Beräich vun der Lëtzebuurger Nationalitéit ginn. D'Gemenge sinn eleng zoustänneg, fir all Demanden entgéintzuehelen, fir Lëtzebuurger duerch Naturalisatioun, Optioun oder Recouvrement kënnen ze ginn. D'Akten am Beräich vun Indigenat gi vun de Standesbeamten ausgestallt. Déi kommunal Servicer informéieren och d'Kandidaten, wa si Lëtzebuurger gi sinn, a maachen déi néideg Zoustellungen. D'Gemenge sinn also déi éischt Ulafstell fir d'Bierger, déi d'Lëtzebuurger Nationalitéit wëlle kréien.

Momentan organiséieren verschidde Gemenge Receptionen fir déi nei Lëtzebuurger. Et ginn och Gemengen, déi deene betraffene Leit e frëndleche Bréif schreien. Esou Aktiounen säiten de Gemenge sinn absolutt luewenswäert.

Et ass, zurzäit, net geplangt, dass déi staatlech Servicer een offizielle Geste aféieren, wéi zum Beispill eng Zeremonie oder eng Vereedegung.

D'Gemenge sinn den éischten Uspriechpartner fir d'Bierger am Beräich vun der Lëtzebuurger Nationalitéit. Domat ass et un de Gemengen, fir ze entscheiden, ob se ee spezielle Geste fir déi nei Lëtzebuurger maache wëllen oder net.

Question 1213 (18.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant l'abolition du changement d'heure bisannuel :

Dans le cadre d'une consultation publique lancée par la Commission de l'Union européenne sur l'abolition éventuelle du système heure d'été/heure d'hiver, une très large majorité (84 %) s'était exprimée pour l'abolition du changement bisannuel de l'heure.

Suite à ce résultat sans équivoque, les institutions européennes, dont le Parlement européen, s'étaient exprimées pour l'abolition du système actuel à partir de l'année 2021.

Or, d'après des informations récentes, cet agenda semble devenir de plus en plus improbable.

1) À la veille du changement de l'heure d'été 2019, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il confirmer ces informations ?

2) Sachant bien que l'Union européenne se voit confrontée à d'autres problèmes et priorités, quelle est la démarche prévue par les différents gouvernements pour tenir compte de la volonté des citoyens exprimée dans le cadre de la consultation lancée par la Commission de l'Union européenne ?

Réponse (17.10.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) Oui.

ad 2) Il n'y a aujourd'hui pas de position commune au sein du Conseil sur ce dossier. Partant aucune décision n'a pu être adoptée au Conseil alors que le Parlement européen a approuvé en principe l'abolition du changement horaire le 26 mars 2019. Un accord à la proposition d'abolition du changement horaire pourra uniquement être donné si le résultat d'une consultation interétatique démontre qu'il est possible de maintenir une carte cohérente des fuseaux horaires au sein de l'Union européenne, telle qu'elle existe actuellement. Ceci est essentiel afin d'éviter que les citoyens et les acteurs économiques ne se voient confrontés à des fuseaux horaires différents au passage d'une des frontières de nos voisins les plus proches. Le Luxembourg, avec ses partenaires du Benelux, continue à se concerter de manière informelle avec ses voisins.

Question 1214 (18.09.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant les malformations chez les nouveau-nés :

In Deutschland sorgen nun vermehrt Fälle von Säuglingen mit fehlgebildeten Gliedmaßen für Aufregung. In Frankreich ist dieses Phänomen seit Jahren bekannt. Doch weder die genaue Anzahl von betroffenen Kindern noch die Ursachen sind bislang bekannt.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Gesundheitsminister stellen:

1. Sind dem Minister rezent Fälle von Säuglingen mit ähnlichen Fehlbildungen, wie diese in Frankreich und Deutschland aufgetreten sind, ebenfalls in Luxemburg bekannt?

2. Wenn ja, um wie viele Fälle handelt es sich und geht man von einer ungewöhnlich höheren Anzahl aus als in den Jahren zuvor?

Réponse (24.10.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Die Berichte, die aus verschiedenen Nachbarländern wie Frankreich und Deutschland eingingen, betrafen angeborene Missbildungen, insbesondere die isolierte Form von transversaler Agnesie der oberen Extremitäten. Diese Missbildungen erscheinen als transversale Amputation. Am häufigsten betroffen ist das obere Drittel des Unterarms. Es handelt sich hier um eine selten in Europa auftretende Fehlbildung. Diese Art von Fehlbildung kann auf mehrere bekannte Ursachen zurückgeführt werden: Chromosomenanomalien oder die teratogene Wirkung von Medikamenten (Beispiel: Thalidomide). Sie kann aber auch mecha-

nisch bedingt sein (Fruchtwasserflanschen). Andere Ursachen sind möglich, aber derzeit nicht bekannt.

Die Auswertung der im Rahmen des Registers „Périnat“ im Zeitraum von 2009 bis 2017 insbesondere zu Geburten in Luxemburg gesammelten Daten zeigt, dass unter den Geburten der Kinder von in Luxemburg ansässigen Müttern Fälle von verkürzten Gliedmaßen registriert wurden (ICD-10 Schlüsselnummer Q71 und Q73¹¹).

ad. 2 Drei Fälle von Fehlbildungen von Gliedmaßen wurden registriert:

- Zwei Fälle von verkürzten oberen Gliedmaßen (ICD-10 Schlüsselnummer Q73) in 2009.

- Ein Fall von verkürzten Gliedmaßen ohne weitere Angaben (ICD-10 Schlüsselnummer Q71) in 2010.

Diese Zahlen lassen keine Trendanalyse zur Inzidenz angeborener Fehlbildungen zu.

Dasselbe ist feststellbar auf europäischer Ebene: In der vom EUROCAT-Netzwerk durchgeführten Analyse wurde im Zeitraum von 2007 bis 2016 keine signifikante Erhöhung der gesamt-europäischen Tendenz in der Prävalenz beobachtet.

Die Auswertung der oben genannten Registerdaten liefert wertvolle Informationen, um das Auftreten von Gliedmaßenreduzierungen mit anderen angeborenen Fehlbildungen und deren Häufigkeit auf europäischer Ebene zu vergleichen. Aufgrund dieser Daten können jedoch keine Risikofaktoren für diese angeborenen Fehlbildungen identifiziert werden. Dies ist insbesondere darauf zurückzuführen, dass insoweit die Fälle nur den Krankenakten entnommen werden und kein direkter Kontakt zu den betroffenen Kindern oder ihren Familien stattfindet. Dies macht eine routinemäßige Erhebung genauer und detaillierter Informationen über Risikofaktoren unmöglich.

Question 1215 (19.09.2019) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le recours contre une décision émanant d'une institution de la sécurité sociale :

Différentes voies de recours s'offrent à une personne s'estimant lésée par une décision émanant d'une institution de la sécurité sociale, comme par exemple la Caisse nationale de santé (CNS). La personne concernée par une décision individuelle de l'institution de sécurité sociale compétente peut contester cette décision au moyen d'une opposition écrite. Cette opposition doit être introduite auprès du conseil d'administration de l'institution dont émane la décision.

Selon mes informations, les délais avant que le conseil d'administration de la CNS ne statue sur ces oppositions sont de plusieurs mois, voire même d'une année ou plus.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations ? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de la longueur de ces délais ? Quels sont en moyenne les délais d'attente en cas d'opposition écrite ?

2) Le Gouvernement n'estime-t-il pas que, notamment dans des cas de dépendance, le conseil d'administration devrait pouvoir réagir endéans un délai de trois mois ?

3) Si des travaux d'adaptation urgents ont dû être effectués en vue d'accueillir des personnes malades à la maison, existe-t-il une règle ou pratique qui permettrait de rembourser les frais aux demandeurs, même si l'accord pour les travaux urgents en question n'a pas été auparavant sollicité ?

4) En cas de réponse négative, n'y a-t-il pas lieu de revoir la réglementation sous ce point de vue dans une optique de simplification administrative ?

Réponse (22.10.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) Les délais entre la réception d'une opposition devant le conseil d'administration de la Caisse nationale de santé (CNS) et le moment auquel celui-ci statue sur le dossier varient en fonction de la complexité du dossier.

Dès la réception des oppositions, les services administratifs de la CNS instruisent les dossiers en vue de préparer un projet de décision pou-

vant être soumis aux membres du conseil d'administration de la CNS.

Dans la quasi-totalité des affaires, les décisions, dont opposition, ont été prises sur avis conforme du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) en matière d'assurance maladie, respectivement par l'Administration d'évaluation et de contrôle (AEC) de l'assurance dépendance. Cela engendre de manière générale que la CNS soumet les arguments et moyens avancés dans les oppositions pour avis complémentaire au CMSS, respectivement à l'AEC afin que ces administrations puissent apprécier dans leurs domaines de compétences respectifs s'il y a des éléments susceptibles de mériter une réformation de la décision dont opposition. En matière d'assurance maladie, il est possible que le CMSS convoque l'assuré afin de procéder à un examen-contrôle, et en matière d'assurance dépendance, l'AEC peut le cas échéant par exemple procéder à une évaluation complémentaire du demandeur. Le cas échéant, des pièces supplémentaires doivent être sollicitées afin de compléter les dossiers avant l'élaboration d'un projet de décision.

En matière d'assurance dépendance, le délai de traitement moyen entre la réception d'une opposition et la finalisation d'un projet de décision est d'environ deux mois et demi. Actuellement deux cas isolés existent pour lesquels le délai de traitement est d'un ordre de grandeur de huit mois en raison notamment de la complexité des dossiers. Ces cas devraient néanmoins faire très prochainement l'objet d'une décision.

En matière des prestations en espèces de l'assurance maladie, le délai de traitement moyen entre la réception d'une opposition et la finalisation d'un projet de décision est actuellement d'environ trois mois.

En matière des prestations en nature de l'assurance maladie, le délai de traitement moyen entre la réception d'une opposition et la finalisation d'un projet de décision est actuellement d'environ cinq mois et demi.

La CNS est en train de mettre tous ses moyens en œuvre afin de réduire lesdits délais.

ad 2) Les délais de traitement moyens dans le cadre des dossiers de l'assurance dépendance sont de deux mois et demi.

La CNS essaye cependant dans l'intérêt de l'assuré de réduire davantage ce délai.

ad 3) En matière d'assurance dépendance, l'article 356 du Code de la sécurité sociale prévoit la possibilité de certaines adaptations logement pour permettre à la personne de maintenir ou d'accroître son autonomie de vie dans le cadre des actes essentiels de la vie. Elles peuvent être prises en charge sur avis de l'AEC et selon les modalités et limites à fixer par règlement grand-ducal¹². Conformément à ce règlement grand-ducal, la prise en charge des adaptations du logement n'est possible que sur avis préalable de l'AEC et est subordonnée à la condition que la décision de la CNS soit antérieure au début des travaux.

La législation ne prévoit pas de possibilité d'une prise en charge de travaux réalisés avant une demande de prise en charge.

Dans le cadre des adaptations du logement, l'AEC se rend au domicile du demandeur afin de pouvoir apprécier en fonction de la situation telle qu'elle se présente avant la réalisation d'éventuels travaux, s'il y a des adaptations à faire pouvant être prises en charge par l'assurance dépendance et de définir les adaptations concrètes en fonction des besoins du demandeur.

Si les travaux ont toutefois déjà été réalisés avant l'introduction d'une demande initiale, il est difficilement concevable que l'AEC soit encore matériellement en mesure de définir le cas échéant les besoins réels ainsi que les adaptations pouvant être prises en charge par l'assurance dépendance.

Néanmoins, compte tenu des délais souvent incompressibles de réalisation d'une adaptation du logement, ces demandes sont systématiquement traitées de façon prioritaire par l'AEC. Parallèlement l'AEC évalue également pour ces dossiers si une aide technique peut le cas échéant couvrir le besoin du patient.

Plus précisément, lorsqu'une demande pour prestations de l'assurance dépendance est introduite auprès de l'AEC, tout demandeur est contacté par téléphone endéans cinq jours ouvrables pour clarifier la portée exacte de la demande introduite. Lors de cette première prise

de contact, l'unité de support de l'AEC se charge dans l'immédiat de la mise à disposition des aides techniques pouvant couvrir le besoin du demandeur le cas échéant.

Si une adaptation du logement est mentionnée, l'AEC transmet au demandeur un courrier d'information détaillant la procédure exacte à suivre.

Si une personne se renseigne à l'AEC au sujet d'une adaptation sans qu'une demande pour prestations de l'assurance dépendance ne soit introduite, un courrier d'information est également envoyé¹³.

De plus, le besoin d'adaptation du logement constitue un critère de priorité pour l'AEC.

Pour les personnes ayant introduit une demande de prestations de l'assurance dépendance pendant qu'ils se trouvent encore dans un service de rééducation et pour lesquelles un retour à domicile est lié à une adaptation du logement, l'AEC est en contact avec les services de rééducation afin de pouvoir coordonner le suivi et les retours à domicile avec les professionnels des institutions prenant en charge le demandeur.

Les statistiques suivantes renseignent sur les durées de traitement contentieux.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Une modification de la législation ne s'impose pas à ce stade. La CNS et l'AEC sont en train de mettre tout en œuvre afin de réduire encore les délais d'attente en cas d'une opposition écrite.

Question 1216 (19.09.2019) de **Mme Lydia Mutsch** (LSAP) concernant l'éducation aux médias :

Le 8 juin 2010, la Chambre des Députés a adopté une motion relative entre autres à l'extension de l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement fondamental et secondaire. Depuis 2015, avec le lancement du programme Digital⁴Education, nombreux sont les efforts entrepris par le Gouvernement afin de promouvoir les médias et la digitalisation également au sein de l'école luxembourgeoise.

Dans une série de pays européens - à titre d'exemple on peut citer la Suisse ou encore l'Allemagne - il existe différents modèles à succès en matière d'éducation aux médias ainsi que de nombreux livres et programmes de « bonnes pratiques » qui pourraient servir d'exemple pour une utilisation responsable des services audiovisuels et d'information en ligne.

Malgré les efforts entrepris dans notre pays, il manque à ce jour un cadre de référence fixant les principes et les objectifs de l'éducation aux médias et assurant que tous les élèves du système éducatif luxembourgeois soient dotés d'un bagage de connaissances conséquent en technologies de l'information et de la communication.

Dans ses réponses aux questions parlementaires n° 3542 et 3737, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avait expliqué qu'un tel cadre de référence serait en cours d'élaboration. Ce cadre, basé sur le modèle « DigComp » de la Commission européenne et soutenu par un nombre de partenaires externes, experts dans le domaine, entrerait en phase pilote dès septembre 2018, indiquant notamment les sujets à traiter et les compétences à acquérir dans le contexte de l'éducation aux médias.

Le programme gouvernemental 2018-2023 stipule que « la modernisation des programmes scolaires et l'intégration de thématiques transversales comme par exemple [...] l'éducation aux médias [...] seront discutées au sein du Conseil national des programmes ».

Dès lors, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation les questions suivantes :

1) Un cadre de référence pour l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement fondamental et secondaire a-t-il été élaboré ? Dans l'affirmative, la phase pilote pour le cadre de référence a-t-elle pu débiter et, si oui, sous quelles conditions (niveau d'enseignement, bâtiments scolaires, nombre de classes, etc.) ?

¹² Règlement grand-ducal modifié du 22 décembre 2006 déterminant : 1. les modalités et les limites de la prise en charge des aides techniques par l'assurance dépendance ; 2. les modalités et les limites de la prise en charge des adaptations du logement par l'assurance dépendance ; 3. les modalités et limites de la prise en charge par l'assurance dépendance des aides techniques pour les personnes bénéficiaires de soins palliatifs.

¹³ Les informations concernant les modalités d'une adaptation du logement sont également disponibles sur le site Internet de l'AEC, en langue française et en langue allemande (<https://aec.gouvernement.lu/fr/l-assurance-dependance/prestations/adaptation-du-logement.html>).



Quand peut-on tirer les premières conclusions de cette phase pilote ?

Dans la négative, quelles sont les raisons pour le retard de l'élaboration du cadre de référence ? Quand sera-t-il disponible ? A quelle date pourra-t-il entrer en phase pilote ?

2) Le Conseil national des programmes a-t-il déjà pu entamer ses travaux en matière de modernisation des programmes et d'intégration, notamment en matière d'éducation aux médias ? Quels sont les ouvrages respectivement les programmes prévus dans ce contexte ?

3) Le Gouvernement partage-t-il toujours l'avis que l'éducation aux médias ne doit pas se limiter aux seuls milieux scolaire et parascolaire ? Si oui, y a-t-il des mesures qui ont déjà été entreprises dans ce sens permettant ainsi de viser une approche multipartite qui permet de rassembler organismes publics, médias, éducateurs, société civile, particuliers, fournisseurs de services internet, et cetera ?

Réponse (23.10.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée demande des informations au sujet du cadre de référence pour l'éducation aux médias à l'enseignement fondamental et secondaire.

ad 1) Depuis plusieurs années, d'intenses réflexions au sujet de la promotion de l'éducation aux médias ont été menées au Luxembourg. Un premier cadre de référence a été publié en mars 2010 par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE). L'objectif était d'élaborer un modèle devant permettre une éducation et une formation aux médias complète et systématique dans les écoles luxembourgeoises. Compte tenu de la dynamique des changements techniques et sociaux, ce cadre de référence ne constituait qu'une première étape dans un processus à plus long terme nécessitant une réflexion et une évolution constantes.

Le Plan d'études pour l'enseignement fondamental (version 2011) a défini l'éducation aux médias comme compétence transversale. Dans ce cadre, les cinq domaines de compétences suivants ont été fixés :

- sélectionner et utiliser judicieusement les offres des médias ;
- concevoir et diffuser ses propres médias ;
- comprendre et évaluer les conceptions des médias ;
- reconnaître et faire un travail de réflexion sur les influences des médias ;
- détecter et évaluer les conditions de production et de diffusion des médias.

Dans le cadre du Plan de développement de l'établissement scolaire (PDS), tous les établissements scolaires exposent l'état actuel de leur offre pédagogique, entre autres aussi au sujet de l'intégration des technologies de l'information et de la communication.

Outre les initiatives personnelles de certains enseignants qui décident d'intégrer dans leur cours des éléments d'éducation aux médias, il existe une multitude de projets officiels qui mettent clairement l'accent sur le domaine « éducation aux médias et technologies ».

Le cadre de référence pour l'éducation aux médias, au sujet duquel l'honorable Députée demande des précisions, a été élaboré au cours des deux dernières années par un groupe de travail du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et sera présenté en novembre 2019. Ce guide des médias se base sur une adaptation du cadre de référence européen DigComp 2.1 aux spécificités du système éducatif luxembourgeois. Le processus de recherche et de consultation a été conduit en deux phases : dans un premier temps, durant l'année scolaire 2017-2018, des réunions préparatoires se sont tenues avec des représentants des ministères de l'Éducation de la France, de la Belgique et de l'Allemagne ; dans un second temps, la première ébauche du guide des médias national a été examinée et débattue avec les directions et le personnel enseignant de l'enseignement fondamental et secondaire ainsi que des représentants institutionnels (année scolaire 2018-2019). Les conclusions de cette vaste concertation ont été intégrées dans le guide des médias qui vise à promouvoir les compétences du 21^e siècle dans le domaine des médias, et ce dans cinq domaines qui regroupent 16 compétences majeures, repris dans le tableau ci-après :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En ce qui concerne la mise en œuvre du guide des médias, il importe de souligner qu'il n'est pas prévu de créer une branche spécifique à cet effet, puisqu'il s'agit clairement de favoriser une approche transversale qui concerne toutes les disciplines et situations d'apprentissage. Tous les enseignants sont donc sollicités pour inclure l'éducation aux médias dans leurs cours, indépendamment de la discipline qu'ils enseignent ou de la classe concernée.

Dans la pratique, le guide des médias prévoit plusieurs approches possibles - par la compétence, le thème, le médium, la classe ou la matière - et fournit aux enseignants des informations et aides supplémentaires.

L'implémentation du guide des médias sera accompagnée par un large dispositif qui comprendra entre autres un site Internet avec des guides et des « lesson plans », un passeport médiatique (Medienpass) qui consigne les compétences médiatiques atteintes par les élèves de l'enseignement fondamental, des affiches, des lettres d'information pour les parents ainsi qu'une large offre de formations pour les enseignants. Ultérieurement, des instituteurs spécialisés en compétences numériques seront à la disposition des écoles fondamentales pour accompagner les enseignants dans la mise en œuvre de l'éducation aux médias.

ad 2) En collaboration avec les commissions nationales des programmes de l'enseignement fondamental, le SCRIPT travaillera en 2019-2020 à l'intégration du nouveau cadre dans le plan d'études de l'enseignement fondamental. Parallèlement seront menés les travaux pour la mise en pratique du cadre à l'enseignement secondaire.

ad 3) Le Gouvernement soutient une large approche dans l'éducation aux médias au-delà des seuls milieux scolaire et périscolaire et qui s'adresse tant aux jeunes qu'aux adultes. Dans ce cadre, de nombreuses initiatives peuvent être citées :

- BEE SECURE
- CodeKlass
- Digital Inclusion ASBL

Le Gouvernement vise en outre à ce que chaque citoyen soit inclus dans notre société de plus en plus numérisée afin de contrecarrer le clivage numérique divisant la société. Ainsi, sous l'impulsion de l'ALIA (Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel), de nombreux partenaires dont l'Agence nationale pour l'information des jeunes, le Service national de la jeunesse, le Luxembourg City Film Festival, le « Zentrum für politisches Bildung », le Conseil de presse, le Service de la formation des adultes et l'initiative gouvernementale « Digital Luxembourg », ont participé dans une approche multipartite à la première semaine européenne de l'éducation aux médias, qui se déroulait du 18 au 22 mars 2019 et qui s'adressait au grand public. Plusieurs projets ont spécialement été créés pour la semaine de l'éducation aux médias, alors que d'autres font partie de l'offre habituelle des prestataires. Les préparatifs pour la deuxième semaine européenne de l'éducation aux médias sont en cours.

Question 1217 (19.09.2019) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant le **bureau de poste dans le quartier de Bonnevoie à Luxembourg-ville** :

Le groupe POST a annoncé le 12 septembre dernier par voie de presse la fermeture du bureau de poste du quartier de Bonnevoie à Luxembourg-ville à partir du 30 septembre prochain.

Le plus grand quartier de la ville de Luxembourg, comptant plus de 18.000 habitants, c'est-à-dire plus que la commune de Sanem, perd ainsi son seul bureau de poste et les usagers sont conviés à se rendre au « Point Post » du supermarché Cactus pour régler leurs affaires postales courantes. Pour les opérations financières, ils devront se déplacer au siège du quartier de la gare.

Si cette mesure est pénible pour l'ensemble de la population, elle l'est particulièrement pour les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite.

Ce sont particulièrement les personnes âgées non familiarisées avec les automates de retrait d'argent et avec les services par voie électronique qui seront touchées négativement par cette fermeture.

Vous n'êtes pas sans savoir que cette fermeture d'un service public délocalisé vers une entreprise privée a été accueillie avec un certain émoi de la part de la population locale.

Partant, je voudrais vous poser les questions suivantes :

1) Comment se fait-il que les habitants de Bonnevoie n'aient été informés qu'un peu plus de deux semaines avant la fermeture du bureau de poste ?

2) Quelles réflexions ont amené la direction du groupe POST à fermer un bureau de poste dans un quartier aussi densément peuplé ?

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette mesure pénalise particulièrement les personnes âgées ainsi que les personnes à mobilité réduite qui devront se rendre dans un autre quartier afin de procéder à certaines opérations ?

4) Monsieur le Ministre est-il prêt à intervenir auprès du groupe POST afin qu'il revienne sur sa décision de fermer le bureau à Bonnevoie avant le 30 septembre ?

Réponse (02.10.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

Les clients de POST à Bonnevoie ont été informés dès la mi-août moyennant un avis affiché de façon très visible à leur bureau de poste de la fermeture de ce bureau à partir du 1^{er} octobre 2019. En plus, pour informer tous les résidents de Bonnevoie qui ne se sont pas encore rendus au bureau de poste depuis un mois, un avis a été envoyé à la mi-septembre à tous les habitants du quartier pour leur indiquer la fermeture dudit bureau, ainsi que les alternatives mises en place par POST Luxembourg.

Un des objectifs principaux de la stratégie du réseau de vente de POST est d'améliorer le service au client, en lui offrant ses services là où il est présent et aux heures qui lui conviennent. Ainsi POST Luxembourg a renforcé son offre dans le quartier de Bonnevoie en mettant en place un nouveau « Point Post » aux heures d'ouverture étendues et ce au cœur du quartier de Bonnevoie à un endroit très fréquenté.

Le bureau de postes de Bonnevoie se trouve à 500 mètres du Centre postal Gare et à 200 mètres du nouveau « Point Post » au centre commercial Cactus.

Dans un souci d'améliorer l'expérience client, POST vise non seulement à rapprocher ses points de vente du client mais aussi à adapter les heures d'ouverture aux habitudes des derniers.

Ainsi le nouveau « Point Post » offre aux clients une plage d'ouverture du lundi au vendredi de 07.30 à 20.00 heures, le samedi de 07.30 à 19.30 heures et le dimanche de 08.00 à 13.00 heures. Ceci est bien plus étendu que pour le bureau de poste, qui était seulement ouvert du lundi au vendredi de 08.00 à 12.00 heures et de 13.30 à 17.00 heures.

En plus POST offre ses services à domicile. Cette offre vise surtout les personnes vulnérables qui ont ainsi la possibilité de recourir à leur facteur de quartier pour les services postaux et financiers usuels. Il leur est donc possible d'une façon simple et transparente d'effectuer des retraits ou des versements, voire d'envoyer leurs lettres ou recommandés sans se déplacer à un « Point Post » et ce sans supplément de prix.

POST Luxembourg est une entreprise indépendante de droit public gouvernée par son conseil d'administration qui approuve la stratégie du réseau de vente de POST et contrôle son implémentation.

Question 1218 (19.09.2019) de **M. Franz Fayot** (*LSAP*) concernant la **grève pour le climat** :

Ce vendredi, 20 septembre 2019, la grande grève pour le climat s'annonce et le ministère a communiqué que les absences des élèves sont à considérer comme absences non excusées.

Il me revient en outre qu'il serait question d'acte de « désobéissance civile » en rapport avec la participation des élèves au mouvement de grève contre le réchauffement climatique.

Le 4 octobre 2019, Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier prendra la succession en tant que chef scout. Dans ce cadre, une cérémonie officielle, à laquelle tous les guides et scouts du Luxembourg sont invités à participer, est prévue l'après-midi du 4 octobre 2019. Afin de soutenir la participation des jeunes guides et scouts fréquentant l'école fondamentale luxembourgeoise Monsieur le Ministre a accordé une dispense des cours le 4 octobre 2019 à partir de 14.00 heures aux élèves dont les parents feront la demande. Le ministère a même fourni un formulaire afin de simplifier cette demande parentale.

- Est-ce que Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est d'avis qu'il faut artificiellement rendre la participation des élèves à une grève pour le

climat plus difficile en les sanctionnant avec une absence non excusée ?

- Le Ministre de l'Éducation est-il d'avis qu'il est opportun de sanctionner les élèves qui participent à une grève contre le changement climatique et au contraire d'excuser l'absence d'élèves à l'assermentation d'un nouveau chef scout ?

- Sur base de quel critère a-t-il pris ses décisions ?

Réponse (07.10.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

En réponse à la question de l'honorable Député, je tiens tout d'abord à signaler que le Gouvernement apprécie à sa juste valeur l'engagement de nos jeunes contre le changement climatique.

En amont de la grève pour le climat du 20 septembre 2019, les organisateurs de celle-ci n'ont à aucun moment cherché à établir un contact ou à envisager une collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en vue d'une dispense des cours pour les élèves désirant participer à ladite manifestation. C'est pourquoi, dans un premier temps, il a été décidé de considérer les absences des élèves comme non excusées, ceci conformément à l'article 13 du règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2004 concernant les règles de conduite dans les lycées disposant qu'un congé exceptionnel ne peut être accordé que « sur demande écrite ».

Lors d'un échange qui a finalement eu lieu la veille de la grève, les organisateurs ont affirmé ne pas considérer les manifestations des 20 et 27 septembre comme actes de désobéissance civile, contrairement à la position qu'avaient adoptée les organisateurs de la manifestation du 24 mai dernier.

À aucun moment il n'a donc été question « de rendre la participation des élèves à une grève pour le climat plus difficile », mais bien d'imposer le respect des dispositions légales en la matière. En effet, la seule possibilité légale de déroger à l'obligation d'assister aux cours est celle d'une demande de dispense motivée présentée par les parents en tant que détenteurs de l'autorité parentale ou par l'élève majeur. Dans ce cas, la responsabilité des parents ou de l'élève majeur se trouve engagée. À défaut d'une demande, et sauf les cas de présentation d'un certificat médical, toute absence d'un élève est à considérer comme non excusée.

Il s'agit en l'espèce d'une règle générale qui s'applique à tout événement et toute manifestation, sans distinction quant à leur nature. La même procédure est suivie à l'occasion de l'assermentation de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier en tant que chef scout.

Question 1219 (19.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant les **autorisations requises dans une zone verte** :

D'Wichtegkeet vum Ëmweltschutz ass een Deel vum Konsens, deem all d'politesch Parteien zu Lëtzebuerg matdroen. Ëmsou méi evident ass et, datt muss drop Verlooss sinn, datt existéierend Reglementatiounen net nëmmen agehalen, mee och gerecht an onparteilech applizéiert ginn.

Dëst gëllt och fir Agrëffer an d'Natur, respektiv fir Autorisatiounen fir Renovatiounsaarbechten u bestoende Konstruktiounen an enger „zone verte“. No dem Artikel 7 (2) vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 brauch et jo dofir eng Autorisatioun vum zoustännege Minister.

Besonnenesch wichteg sinn och déi legal Dispositiounen, déi de Bestand vun Hecken a Beem an Naturschutzzone solle garantéieren an onerlaabten Aerdarbechten oder Ofholze solle verhënneren.

Besonnenesch an der Gemeng Déifferdeng sinn dozou eng Rei vu Froen an der Aktualitéit opgetaucht.

An deem Zesammenhang wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohaltteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ëmweltminister confirméieren, datt an der Gemeng Déifferdeng am Joer 2019 Aarbechten an der „zone verte“, respektiv an der „réserve naturelle Prënzeberg“ gemaach goufen, ouni datt eng Autorisatioun am Viraus agereecht an accordéiert gouf? Wa jo, wou waren déi Aarbechte genee?

2. Wéi reagéiert den Ëmweltministère op eng Situatioun, an där net erlaabten Aarbechten an engem Ëmweltschutzgesetz gemaach ginn?

a. Préift den Ëmweltministère konform zum Punkt 5 aus dem Artikel 7 vum uewe genannten Naturschutzgesetz, ob déi betraffe Konstruktioun legal mat de jeeweilegen Autorisatiounen erbaue gouf? Wann net, wéi reagéiert d'Madamm Minister dorop?

b. Kann d'Madamm Ëmweltminister Aussoen aus der Press confirméieren, datt bei Baustoppen duerch feelend Geneemegungen dacks bannent engem Dag nodréiglech Autorisatiounen erstallt ginn, obwuel jo gewosst ass, datt bei esou Autorisatiounen den Dossier misst pour information un déi betraffe Gemeng geschéck ginn? Gëtt en Avis vun der Gemeng ofgewart?

c. Ginn esou Demandes pour avis bei d'Naturverwaltung, fir datt si, an och zum Beispill de lokale Fierschter, kënnen am Viraus en Avis schreiwen, ier et zu enger eventueller Erlaabnes kënnt?

d. Wéi eng vun dësen oder nach anere Prozedure goufen am Joer 2019 zu Déifferdeng bei net am Viraus autoriséierten Aarbechten applizéiert? Mat wéi engem Resultater?

3. An den Naturschutzgebiddere sti Restriktiounen an Interdictionen an deene jeeweilege Veruerdnungen, déi weeder derogeabel nach autorisabel sinn. Dëst ass zum Beispill och de Fall am Naturschutzgebitt „Giele Botter“, wou am Artikel 3 vum groussherzogleche Règlement vum 20. November 1991 drasteet, datt Terrassementer verbuede sinn (changement d'affectation des sols, toute construction incorporée au sol ou non...). Ass der Madamm Minister e Verstouss géint dee Verbuet bekannt? Wa jo, wann d'Madamm Minister esou e Verstouss oder Verstéiss kennt, huet si dëst an alle Fäll un de Parquet viruginn? Wann net, firwat net?

4. Nom Artikel 17 vum Naturschutzgesetz dierfen Hecken a verschidde Zone just vun Ufank November bis Enn Februar ewechgemaach ginn. Wat ass deemno de Suivi vun esou enger Infraktioun, also wann Hecke baussent där Period ewechgemaach ginn, wa si dem Ëmweltministère bekannt gëtt? Ass esou eng Infraktioun am Joer 2019 zu Déifferdeng festgestallt ginn a wéi huet d'Madamm Minister reagéiert?

5. Wéi eng Prozedure sinn ze respektéieren, wann an engem Naturschutzgebitt Beem ewechgemaach ginn, vun deenen uegell oder behaapt gëtt, datt si krank wieren? Muss do am Viraus en Avis vum Fierschter virleien? Muss gepréift ginn, ob déi Beem net eventuell en Habitat fir aner protegéiert Planzen oder Déiere sinn?

6. Goufen am Beräich vun den Naturschutzgebiddere zu Déifferdeng am Joer 2019 Beem ewechgemaach a gouf et dofir eng Erlaabnes am Viraus? Wann et keng Erlaabnes gouf, wéi eng Moosnamen huet d'Madamm Ëmweltminister geholl?

Réponse (23.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Jo, esou Aarbechte sinn den 8. Juli 2019 op der Parzell N° 1872/7534 vum Revéierfierschter vun Déifferdeng festgestallt ginn.

ad 2. Bei onerlaabten Aarbechten an der Gréngzon ass et normalerweis de Revéierfierschter, deen als Eischten intervenéiert an den Auteur vun den Aarbechten drop hiweist, datt en an der Illegalitéit ass an direkt muss ophale mat schaffen. Duerno gëtt den Auteur vun den Aarbechten opgefuerdert, d'Aarbechten ze regulariséieren, souwäit déi autorisabel sinn. Den Auteur muss dofir eng Demande d'autorisation ex-post beim Ministère areechen.

Falls et eng akut Gefor fir d'Ëmwelt gëtt oder den Auteur vun den Aarbechten net gewëllt ass, d'Aarbechten ze stoppen, ordonéiert de Minister eng „fermeture de chantier“, déi effentlech ausgehaange gëtt.

All Demande d'autorisation, ob - gesetzeskonform - virun den Aarbechten oder als ex-post, gëtt entsprechend de Kritären aus dem Naturschutzgesetz, notament dem Artikel 62, analyséiert an iwwerpréift.

D'Instruktioun vun den Dossiers d'autorisation gëtt deelweis an der Natur- a Bëschverwaltung (ANF), deelweis am Ëmweltministère gemaach, jee no Typ vu Projet oder Komplexitéit vum Dossier. D'Gemenge ginn iwwer d'Introduktioun vun enger Demande an iwwer d'De-

cisioun informéiert. Den honorabelen Deputéierten iert sech a senger Fro, wann en nom Avis vun der Gemeng freet. D'Gesetz gesäit keen esou en Avis vir.

Fir déi gestoppten Aarbechten zu Déifferdeng op der Parzell 1872/7534 ass déi nämlech Prozedur agehale gi wéi fir all aner Demande d'autorisation am Kader vum Naturschutzgesetz.

No Receptioun vun der Demande an Iwwerpréiwung, ob se komplett ass, gëtt se an engem informatesche System encodéiert an un den territorial zoustännegen Arrondissement verschéckt. Den Arrondissement schéckt se virun un den zoustännegen Revéierfierschter. De Revéierfierschter analyséiert d'Demande, falls noutwendeg och um Terrain, a formuléiert, gegebenefalls an Ofsprooch mam Chef d'arrondissement, seng Konkusiounen. De Chef d'arrondissement kann zousätzlech Iwwerleeunge formuléieren, wann hien et fir noutwendeg befënnt. Am konkrete Fall hu sech de Revéierfierschter an de Chef d'arrondissement am Virfeld concertéiert. Op Basis vun de Konkusiounen gëtt duerno am Ministère d'Decisioun fir an d'Ënnerschrëft preparéiert. Den Traitement vun der Demande huet gedauert vum 18. Juli bis zum 12. August a gehéiert domadder zu den 29 % Demanden, déi am Summer innerhalb vun engem Mount traitéiert gi sinn.

Am konkrete Fall goufen eng Holzverschaltung vun der Fassad, een neien Daach an dräi nei Fënsteren autoriséiert. Den Abau vun enger neier véierter Fënster gouf net erlaabt an déi scho realiséiert Ouverture an der Fassad muss erëm zougemaach ginn.

ad 3. Esou ee Verstouss ass vum Revéierfierschter rapportéiert ginn. Mengen Informatiounen no leeft eng „enquête judiciaire“ vum Parquet.

ad 4. Dem Naturschutzgesetz no ass all Zerstiörung oder Degradatioun vun Hecke verbueden, net nëmme an den Naturschutzgebiddere. Mengen Informatiounen no ass an der Gemeng Déifferdeng 2019 keng esou eng Infraktioun festgestallt ginn.

ad 5. An alle Bëscher am Land, mat Ausnam vun den „réserves forestières intégrales“, ass eng nohalteg Bëschbewirtschaftung ouni speziell Prozeduren an Autorisatiounen ëmmer erlaabt.

D'Naturschutzgesetz definéiert Reegelen a Verbueten, déi och fir d'Bëschbesëtzer gëllen. Dës betrefe souwuel de Biotopeschutz wéi och den Aarteschutz.

Wann e Bëschbesëtzer onsécher ass, wat geschützte Planzen oder Déieren ueget, kann dese Proprietär entweder en onofhängegen Expert ëm Rot froen oder hie wenn sech un d'Natur- a Bëschverwaltung, fir weidgerhollef ze kréien.

Et gëtt keng „obligation d'avis“, fir säi Bësch dierfen ze bewirtschaften.

ad 6. Fir d'Ëmhae vu Bëschbeem ass prinzipiell keng Autorisatioun noutwendeg, wann d'Aktioun am Kader vun enger nohalteger Bewirtschaftung stattfënnt. D'Fläch, op där d'Beem ëmgehae ginn, bleift weider Bëschfläch. E Changelement vun der Affectatioun ass duerch d'Gesetz verbueden a ka just an Ausnahmefäll autoriséiert ginn. Dës sinn am Artikel 13 vum Naturschutzgesetz geregelt.

An dem Naturschutzgebitt zu Déifferdeng ass d'Sylvikultur, genau wéi d'Agrikultur, erlaabt an et gi säit dem Bestoe vum Naturschutzgebitt am Joer 1991 Beem an de Bëscher gehaen.

Op der Parzell 1872/7534 si mengen Informatiounen no am Joer 2018 Beem gehae ginn, mee net am Joer 2019.

Question 1220 (19.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **conflits d'intérêts lors des délibérations au niveau communal** :

D'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 verbitt et a sengem Artikel 20 engem Buergermeeschter oder Schäffen, un Deliberatiounen deelzehuelen, wou et ëm Dossiere geet, an deenen déi Persoun e perséinlechen Interessi hätt.

An der Press goufen a leschter Zäit Artikele publizéiert, déi, sollten se korrekt sinn, drop hindeiten, datt an enger Südgemeng e Buergermeeschter eventuell kënt an enger Situatioun vun esou engem Interessekonflikt sinn.

Dowéinst wollt ech d'Madame Banneminister froen:

1. Ass der Madame Minister e rezente Fait bekannt, an deem e Buergermeeschter u Reunounen oder Decisiounen matgewierkt hätt, an deenen hien e perséinlechen Interessi hätt? Wa jo, a wéi enger Gemeng? Wéi eng Decisiounen wäer betraff?

2. Sollt dat de Fall sinn, wéi reagéiert d'Madame Banneminister op déi Situatioun, ënner anerem och am Hibleck op den Artikel 21 vum Gemengegesetz?

3. Gëtt et Jurisprudenzen an deem Beräich? Wa jo, kann d'Madame Minister der Chamber déi relevant Konkusiounen matdeelen?

4. Konnt d'Madame Minister Irregularitéiten oder Illegalitéiten am Fonctionnement vun engem Schäfferot feststellen an, wa jo, huet si iergendwellech Faiten un de Parquet viruginn?

Réponse (24.09.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Den honorabelen Deputéierte reiseignéiert sech iwwer méiglech Interessekonflikter vu Gemengeconseillere.

Den Artikel 20 vum Gemengegesetz verbitt, ënner anerem, de Membere vum Gemengerot un Deliberatiounen deelzehuelen, un deene si een direkte materiellen Intérêt hunn. Sou een Intérêt besteet, wann e Member vum Gemengerot Propriétaire vun engem Terrain ass, deen duerch en neit Klassement an eng bestëmmten Zon vum Generelle Bebauungsplang „Plan d'aménagement general“ (PAG) u Wäert gewënnt. An deem Fall dierf dese Member weeder un der Diskussioun nach um Vott deelzehuelen, a muss am Sall beim Public Plaz huelen, kann awer natierlech och de Sall verloossen.

Wa sech net un déi Reegel gehale gëtt, kann dat als Konsequenz hunn, dass d'Deliberatioun vum Gemengerot net vum Innenminister approuvéiert gëtt an dass eng Geldstrof an/oder eng Prongsstrof weinst Prise illégale d'intérêts op Basis vum Artikel 245 vum Code pénal vum Geriicht verhaange gëtt. Laut dem Artikel 23 vum Code de procédure pénale huet e Minister d'Obligatioun, fir dem Parquet sou Faiten ze denoncieren wann e Kenntnis dovunner huet.

Well den Deputéierte sech op rezente Artikelen an der Press bezitt, muss een dovun ausgoen, dass déi sougenannten Affär „Gaardenhaischen“ an der Gemeng Déifferdeng viséiert ass.

Hei geet ëm de Vott vum Gemengerot vum 19. Juni 2019, dee geholl ginn ass, fir d'Prozedur vun der Refonte vum PAG ze lancieren (Artikel 10 vum geännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 betreffend den Aménagement communal an den Développement urbain). Dat ass net de finale Vott vum PAG an hei sinn d'Membere vum Gemengerot net dru gehënnert, fir deelzehuelen. Esou eng Deliberatioun féiert net zu enger administrativer Decisioun, mee ass net méi wéi een Akt, duerch deen de Gemengerot de Schäfferot verflucht, fir déi gesetzlech Prozedur fir d'Refonte vum PAG weiderzeféieren. Vu dass déi Decisioun kee rechtlechen Effet huet, kann et och doduerch net zu enger Wäertsteigerung vun engem Immobilienobjekt kommen. Dat heescht, dass, juristesche gesinn, an deem Stadium vun der Prozedur, nach keen eegene materiellen Interêt bei de Membere vum Gemengerot als Proprietäre besteet.

Et gëtt Jurisprudenz vum Verwaltungsgeriicht déi sech schon iwwer d'Qualifikation juridique vun esou enger Deliberatioun prononcéiert huet : « Le vote positif auquel le conseil communal procède en vertu de l'article 10, alinéa 2 de la loi du 19 juillet 2004 ne constitue qu'une mise sur orbite du projet, respectivement un feu vert que le conseil communal donne au collège échevinal pour continuer la procédure et pour procéder aux consultations prévues aux articles 11 et 12 de la loi du 19 juillet 2004, après avoir constaté que le projet est suffisamment élaboré à cette fin.

Une telle mise sur orbite, respectivement un tel feu vert, qui n'emporte aucune adoption ou approbation du projet d'aménagement général mais qui traduit le seul constat du conseil communal que le projet est suffisamment élaboré pour que le collège échevinal puisse continuer la procédure, ne fait que préparer l'adoption ultérieure dudit projet d'aménagement général, sans être susceptible de produire par elle-même, respectivement par lui-même des effets juridiques sur la situation personnelle ou patrimoniale des administrés, de sorte à constituer, non pas un acte administratif de nature à faire grief, mais un simple acte préparatoire ne pouvant, en tant que tel, faire l'objet d'un recours contentieux. » (TA 25- 9-17 (37637); TA 25-9-17 (37638); TA 9-10-17(37695).

D'Konklusioun ass, dass den Artikel 20 vum geännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 beim Vott op Basis vum virdrun zitéierten Artikel 10 net applikabel ass an d'Membere vum Gemengerot alleguer kënnen un der Deliberatioun deelzehuelen, well et keen Interessekonflikt gëtt.

Deen uewe genannten Artikel 245 vum Code pénal, deen d'Prise illégale d'intérêts ënner Strof stellt, mussen d'Membere vum Gemengerot awer permanent am A behalen, well Faiten, duerch déi Privatinteressen iwwer allgemeng

Interesse gestallt ginn, mat enger Amende an/oder Prongs bestrooft kënnen ginn.

Op Basis vum Artikel 23 vum Code de procédure pénale hunn ech de 19. September 2019 déi Faiten un de Parquet denoncéiert vun deenen ech zu deem Zäitpunkt Kenntnis hat. Den 20. September 2019 huet de Parquet communiquéiert, dass eng Instruction judiciaire opgemaach ginn ass, notament weinst Prise illégale d'intérêts. D'Enquête judiciaire déi rausfanne soll, ob et Irregularitéiten oder Illegalitéite gi sinn, ass also lancéiert.

Question 1221 (20.09.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **manque de ressources humaines au niveau des prestataires paramédicaux** :

Et héiert een ëmmer nees, datt d'Personal vun verschidde Hëllefsgeschlechter am paramedezinnesche Beräich ënner ganz staarkem Drock steet, besonnesch an zäitlicher Hisiicht. Dëst kann natierlech dozou féieren, datt d'Patienten net ëmmer optimal versuergt kënnen ginn. Esou géif et Fäll, wou d'Leit an der Mëttesstonn nach de Pyjama unhunn an och Fäll, wou si hiert Mëttegiessen eréischt geint 14:00 Auer kréien.

Och héiert een, datt Membere vum Fleegepersonal ganz dacks mussen aus hire Roudeeg zrëckgeruff ginn, dëst weinst akutem Personalmanktem.

E besonnesch irritéierende Problem schéngt ze sinn, wann d'Personal eréischt méi spéit am Owend bei d'Clienté geet, fir hinnen hir Soinen a Medikamenter ze ginn, dacks nach no 10:00 Auer owes.

Well vill privat Hëllefsgeschlechter vum Stat subventionéiert ginn, wéilt ech dem Här Gesondheitsminister, dem Här Minister fir sozial Sécherheet an dem Här Aarbechtsminister des Froe stellen:

1. Gëtt et bei de privaten Hëllefsgeschlechter, déi vum Stat finanziell subventionéiert ginn, e Personalschlüssel, wat d'Betreiung vun de Patienten ueget?

2. Wéi eng Hëllefsgeschlechter sinn do betraff?

3. Gëtt et Statistiken an Erkenntneser iwwer den Absenteismus bei deenen Hëllefsgeschlechter?

4. Gëtt et e „pool de remplacement“ beim Personal, fir am Noufall kënnen en temporäre Personalmangel opzefänken?

5. Gëtt et e staatlecht Kontrollorgan, wat des Hëllefsgeschlechter regelméisseg iwwerpréift, besonnesch am Hibleck op d'Qualitéit vun de Servicer?

Réponse commune (21.10.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1. D'Normen iwwer d'Dotatiounen an d'Qualifikatioun vum Personal, wat autoriséiert ass, d'Prestatiounen auszuféieren, si festgeluecht am „Règlement grand-ducal modifié du 13 décembre 2017 déterminant : 1° les normes concernant la dotation et la qualification du personnel ; 2° les coefficients d'encadrement du groupe“.

D'Norme goufe festgeluecht pro Typ vu Prestatioun a pro Kategorie vu Prestataire am Hëllefsgeschlechter. Et gi véier Kategorie vu Prestataire, an zwar d'Fleegegeschlechter, déi bei d'Leit heem fueren, d'hallef stationär Fleegegerichtungen, d'Ariichtung fir e stännegen Openthalt an d'Ariichtung fir e kuerzen Openthalt.

Bei de Fleegegeschlechter sinn d'Mataarbechter folgendermoossen zesummegeat:

- 40 % vum Personal mussen d'Qualifikatioun vun enger Aide socio-familiale hunn;
- 40 % vum Personal mussen d'Qualifikatioun vun engem Aide-soignant hunn;
- 20 % vum Personal mussen d'Qualifikatioun vun engem Infirmier hunn.

ad 2. Et handelt sech ëm all d'Prestataire, déi an den Artikelen 389 bis 391 am Code vun der sozialer Sécherheet virgesi sinn an déi e Kontrakt mat der Gesondheitskeess ënnerschriwwen hunn. D'Prestataire, déi e Kontrakt mat der Gesondheitskeess ënnerschriwwen hunn, falen automatesch ënner d'Dispositiounen vun der „convention-cadre du 15 décembre 2017 signée entre la Caisse nationale de santé et la Fédération COPAS ASBL“.

Fir kënnen eng Aktivitéit am Beräich vun der Aide an de Soins à domicile auszeüben, muss de Prestataire en Agreement hunn, dee vum Familljeministère ausgestallt gëtt. Zurzäit hunn 13 Prestataire en Agreement vum Familljeministère.

ad 3. Et leie keng Statistike vir iwwert den Absenteismus bei den Hëllefsgängschter.

ad 4. Dëst hänkt vun deenen eenzelne Prestatairen of an d'Regierung huet keng Informatiounen dozou. Dat modifizéiert Reglement vum 8. Dezember 1999 iwwert den Agreement fir d'Gestioniéiert vu Servicier am Beräich vum drëtten Alter gesäit keng spezifesch Mesuren ewéi e Pool de remplacement vir.

ad 5. Laut dem Artikel 384bis vum Code vun der sozialer Sécherheet huet d'Administratioun vun der Evaluatioun an der Kontroll vun der Fleegeversécherung (AEC) all zwee Joer folgend Missiounen:

« - contrôler et mesurer l'adéquation entre les prestations effectivement dispensées et les prestations requises arrêtées dans la synthèse de prise en charge au moyen de la documentation de la prise en charge fournie par les prestataires d'aides et de soins et, le cas échéant, d'une visite auprès de la personne dépendante ;

- contrôler la qualité des prestations fournies à la personne dépendante compte tenu des indicateurs décrits dans le règlement grand-ducal du 13 décembre 2017 déterminant le contenu de la documentation de la prise en charge et les indicateurs de qualité de la prise en charge ».

D'AEC erstellt all zwee Joer e Rapport iwwert d'Kontrollen, déi gemaach goufen, a schéckt dësen un de Verwaltungsrot vun der Gesundheitskeess an un de Minister fir sozial Sécherheet, de Gesundheitsminister an un déi kompetent Ministeren, déi d'Legislatioun iwwert d'Relatiounen tëschent dem Stat an den Organismussen aus dem sozialen, Familien- an therapeutischen Domän an hiren Attributiounen hunn.

Dëse Rapport enthält och d'Resultater iwwert d'Kontrollen, déi duerchgefouert ginn am Kader vun der Bereetstellung vun den Hëllefstechniken. Et ass esou, datt d'AEC d'Engagement, déi vun de Fournisseure gemaach ginn, nokucke muss am Kader vun de Kontrakten, déi déi hu mat der Gesundheitskeess (d'Gesundheitskeess ass de Gestionsorganismus vun der Fleegeversécherung).

D'AEC deelt der Gesundheitskeess all Ofwäichung mat, déi se feststellt tëschent den Engagementer, déi gemaach goufen vun de Fournisseuren, an den Hëllefstechniken, déi d'Leit kréien. Am Kader vun der Adaptatioun vum Haus kontrolléiert d'AEC, ob déi, esou wéi et am Cahier des charges festgehalé gouf, och émgéat ginn. Ausserdeem kontrolléiere se d'Qualitéit vum Material an de Prestatiounen, déi drunhänken.

Nieft der Kontroll, ob d'Prestatiounen, déi an der „synthèse de prise en charge“, déi vum Prestataire geleescht ginn, adequat sinn, huet d'AEC als Missioun, reegelméisseg nozekucken, ob d'Prestatiounen, déi an der „synthèse de prise en charge“ drastinn, och adequat sinn zu de Bedierfnisser vun der flegebedierfteger Person. Dëst geschitt duerch Reevaluatiounen, déi zu verschiddenen Zäite festgesat ginn (Artikel 366 Code vun der sozialer Sécherheet).

Schlussendlech, wat den Encadrement vun der flegebedierfteger Person ueget, ginn et Normen iwwert d'Qualifikatioun an d'Dotatioun vum Personal, déi no Qualifikationskoeffiziente vum Personal a Koeffizienten iwwert de Gruppenencadrement iwwer e groussherzoglecht Reglement¹⁴ festgehalé ginn a vun der Gesundheitskeess kontrolléiert ginn.

Question 1223 (20.09.2019) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **don du sang** :

Le don du sang incarne une aide médicale vitale pour sauver, guérir et traiter des patients. D'autant plus, le don du sang symbolise un acte humanitaire efficace à pouvoir être complété par la majorité des citoyens.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer l'approche adoptée en tant que campagne de sensibilisation pour nos citoyens ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la stratégie développée pour encourager la jeunesse de notre pays à faire des dons de sang ?

Réponse (17.10.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Les campagnes de sensibilisation au don du sang intègrent en effet le plus systématiquement possible une dimension de fidélisation

des donneurs. Une fois connus, les donneurs sont ainsi régulièrement relancés pour renouveler leur geste par courrier électronique.

D'autres opérations peuvent également être mentionnées :

- Les donneurs réguliers se voient remettre une médaille (20, 40 et 80 dons) lors d'une cérémonie organisée en leur honneur. Des associations de donneurs servent de relais sur le terrain, dans différentes manifestations, pour relayer les informations relatives au sang, à ses usages et au don.

- Des échanges réguliers ont eu lieu avec les associations (comme le « Plooschter Projet » et l'association « Don de moelle »), dans le but d'une collaboration sincère pour promouvoir le don du sang, le don d'organes et le don de cellules souches hématopoïétiques.

Le Centre de transfusion sanguine (CTS) de la Croix-Rouge luxembourgeoise a également fait évoluer ses pratiques pour s'adapter à l'évolution de la société et des disponibilités des donneurs. Ainsi, les collectes de sang ont lieu tous les jours ouvrables au Centre de transfusion, avec des horaires étendus pendant deux jours par semaine jusqu'à 18.00 heures. Il existe également des collectes externes, dans des lieux mis à disposition par des communes ou des associations (avec l'aide des associations de donneurs de sang). Des séances de sensibilisation sont enfin également organisées dans les entreprises souhaitant promouvoir le don de sang.

Des campagnes sur les médias sociaux de la Croix-Rouge luxembourgeoise sont également régulièrement organisées. À titre d'exemple, en décembre 2018, 26 posts Facebook ont été vus par plus de 76.000 personnes, avec le soutien de plus de 3.100 internautes qui ont relayé les messages.

ad 2) Un accent tout particulier est mis sur la sensibilisation de la jeunesse à la transfusion et à la nécessité du don du sang dans notre société :

- Le CTS participe depuis de nombreuses années à la foire des étudiants en y tenant un stand.

- Depuis plusieurs années, des enseignants engagés visitent, avec leurs classes, le CTS, et en font un sujet d'étude dans le cadre de leur enseignement.

Question 1224 (20.09.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'**utilisation par les CFL des pesticides à base de glyphosate** :

A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1058 vum honorabelen Deputéierte Marco Schank informéiert den Här Minister fir öffentliche Aarbechten, datt d'CFL de Produit „Roundup Ultra“ duerch de Produit „Zapper“ ersat hunn, eng Mesure, déi kaum novollzéibar ass, well och den „Zapper“ den ëmstriddene Wirkstoff Glyphosat enthält.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir öffentliche Aarbechten, der Madamm Ëmweltminister an dem Här Landwirtschaftsminister gären Fro stellen:

1. Aus wéi enger Motivatioun eraus gouf bei den CFL e glyphosathaltege Produit duerch en anere glyphosathaltege Produit ersat?

2. Wéi eng glyphosathaltege Produite sinn aktuell nach bei den Akteure vum Stat an/oder Parastat zougelooss?

3. Kann den Här Minister eng Oplëschtung maachen, wat fir Akteure beim Stat- an/oder Parastat alles glyphosathaltege Produiten notzen?

Réponse commune (23.10.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. D'CFL hunn de Produit „Roundup Ultra“ net duerch de Produit „Zapper“ ersat. Déi béid Produiten, déi de Wirkstoff Glyphosat enthalten, gi bei den CFL komplementar zoueneen agesat. An enger eischter Campagne vum Sprézzuch am Fréijoer kënn de Produit „Zapper“ zum Asaz. An enger zweeter Campagne am Hierscht gétt de Produit „Roundup Ultra“ a Verbindung mam Produit „Genoxone“ gesprézt. Béid Campagnen hunn zum Zweck, fir d'Onkraut, wat am Gleiskierper wiisst, esou effektiv wéi néideg, awer och esou spuersam wéi méiglech am Émgang mat dese Produiten, ze bekämpfen.

D'CFL verfolge momentan d'Fortschrëtt, déi am Kader vu Pilotprojete mat Alternativen

zum Sprézzuch op den Nopeschreseauen erreecht ginn.

ad 2. Nëmmen déi vum Landwirtschaftsminister zougeloosse Planzeschutzmëttele dierfen zu Lëtzebuerg verkaaft a benotzt ginn. D'Zouloossunge gëllen allgemeng, also fir all potenzielle Verkeefer a Benotzer. Sonner Zouloossunge fir (para-) staatlech Instanze si vum legale Kader net virgesinn. Et ass méiglech, datt eng (para-) staatlech Instanz intern entscheet, op gewësse Planzeschutzmëttele trotz allgemenger Zouloossunge ze verzichten.

ad 3. Zu Versuchszwecker gétt vun der ASTA och Glyphosat op eenzelne Versuchsfelder agesat. De Wäibauinstitut benotzt kee Glyphosat.

De Fonds Kirchberg mécht kee Gebrauch vu Produiten, déi de Wirkstoff Glyphosat enthalten, op den Terrainen, déi hien ënnerhält.

D'Servicer vun der Stroossebauverwaltung verzichte schonn zënter e puer Joer op den Asaz vu Pflanzeschutzmëttele respektiv vu glyphosathaltege Produkter. Den Asaz vun esou Produkter géif net bei d'Bestriewunge vun der Stroossebauverwaltung, fir d'Natur laansch d'Stroossen ze schützen, passen a géif och géint d'Prinzipie vum „Fauchage tardif“ goen.

Zum Asaz vu Glyphosat duerch aner Akteure leie keng Informatiounen vir.

Question 1225 (20.09.2019) de **M. Max Hahn** (DP) concernant l'**impact climatique des stations d'épuration** :

D'après la littérature scientifique, les stations d'épuration traitant les eaux usées constituent une source non négligeable de gaz à effet de serre. Tandis que les émissions en dioxyde de carbone sont mineures, des quantités importantes de méthane et de protoxyde d'azote sont émises, des gaz qui sont 25 respectivement 300 fois plus nuisibles au climat que le CO₂.

À noter qu'il existe des méthodes pour produire de l'électricité tant du méthane que du protoxyde d'azote. À ce titre l'accord de coalition stipule que « les stations d'épuration et les stations de potabilisation de l'eau [...] produiront de l'énergie renouvelable [...] ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des informations sur le bilan climatique des stations d'épuration au Luxembourg ? Combien de gaz à effet de serre y est produit par an ?

2) Combien de stations d'épuration disposent d'installations de réception pour les différents gaz à effet de serre ?

3) Le cas échéant, combien de stations utilisent le gaz récupéré pour la production d'énergie ?

4) Est-il prévu d'équiper toutes les stations d'épuration d'installations de réception ?

5) Est-il prévu d'encourager la production d'énergie sur base des gaz récupérés pour atteindre l'objectif soulevé dans l'accord de coalition ?

Réponse (17.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) En 2017, les émissions de gaz à effet de serre provenant de la gestion des eaux usées s'élevaient à 114 tonnes de méthane (0,48 % des émissions nationales de méthane) et 14 tonnes de protoxyde d'azote (1,3 % des émissions nationales de protoxyde d'azote). En termes de CO₂ équivalents, la somme des émissions de méthane et de protoxyde d'azote correspond à un total de 7.129 tonnes, soit 0,07 % des émissions nationales anthropogènes de gaz à effet de serre.¹⁵ Les émissions de gaz à effet de serre provenant de la gestion des eaux usées sont donc négligeables par rapport aux autres sources d'émissions au Luxembourg comme par exemple le secteur du transport routier, ou encore l'agriculture.

La principale raison pour ces faibles émissions est que le traitement des eaux usées urbaines au Luxembourg utilise principalement des procédés aérobies comme les boues activées ou la biofiltration. Par conséquent, il n'y a pas ou peu d'émissions de méthane, puisque ces émissions ne se produisent que dans des conditions anaérobies. Dans ces installations, la stabilisation des boues est réalisée afin d'éviter une putréfaction incontrôlée. Dans les installations d'une capacité de traitement inférieure à 30.000 équivalents-habitants (EH), la stabilisation s'effectue généralement par voie aérobie,

avec consommation d'oxygène et d'énergie, tandis que pour les installations équipées d'un système de traitement supérieur à 30.000 EH, la stabilisation s'effectue normalement en anaérobie avec production de méthane. Le gaz produit est habituellement utilisé pour la récupération d'énergie dans les systèmes de production combinée de chaleur et d'électricité ou peut être brûlé à la torche.

En 2017, 97 % de la charge totale (990.600 EH) traitée par les stations d'épuration était basée sur des procédés aérobies.

En ce qui concerne les émissions de protoxyde d'azote (N₂O), celles-ci sont principalement dues au contenu en azote des eaux usées, et donc en relation directe avec l'apport moyen en azote par habitant. Les émissions de N₂O provenant du traitement des eaux urbaines résiduelles sont calculées en distinguant les eaux usées provenant des populations :

a) non raccordées à une station d'épuration des eaux usées,

b) connectées à une station d'épuration sans dénitrification,

c) connectées à une station d'épuration avec dénitrification.

En 2017, les émissions de N₂O étaient en baisse de 24,5 % par rapport à 1990 dus aux efforts de réduction du nombre de ménages avec une fosse septique et à l'augmentation du nombre de ménages raccordés à une station d'épuration avec dénitrification, dont le taux de réduction d'azote doit atteindre un minimum de 75 %.¹⁶

ad 2) Vu les chiffres énumérés sous point 1 aucune station d'épuration ne collecte directement le gaz à effet de serre émis par les bassins du traitement des eaux usées. Par contre certaines stations d'épuration disposent d'installations pour capturer le gaz en provenance de la digestion/stabilisation de boues d'épuration avant leur transport dans les filières appropriées. Il s'agit actuellement de neuf stations, trois nouvelles stations en construction disposent de nouvelles installations.

Ainsi, en 2017, 75,1 Tj de gaz en provenance du traitement des boues de stations d'épuration ont été capturés et utilisés pour produire de l'électricité et de la chaleur injectée dans le réseau public respectivement utilisée directement dans le processus de traitement des eaux usées.

ad 3) Les douze stations mentionnées sous point 2 produisent de l'énergie en utilisant les gaz des installations de traitement de boues.

ad 4) Seulement les plus grandes stations d'épuration disposent d'une installation de traitement pour les boues d'épuration de façon centralisée et récupèrent les boues des stations d'épuration où la quantité produite ne justifie pas un traitement décentralisé. Par conséquent il n'est ni prévu ni nécessaire d'équiper toutes les stations par ces installations.

ad 5) L'efficacité énergétique des stations d'épuration est depuis longtemps un but important lors de leur construction en tenant compte des récupérations de gaz, chaleur et énergie ainsi que d'éviter un gaspillage d'énergie en faisant recours à des pompes, compresseurs et diffuseurs efficaces. Il faut reconnaître que même avec ces efforts, l'épuration des eaux est et reste un processus énergivore. Avec l'introduction d'une quatrième étape de traitement visant à réduire les émissions de micropolluants, la consommation énergétique pour le traitement des eaux usées croîtra davantage et les efforts d'augmenter l'efficacité énergétique de tous les procédés resteront une priorité. Comme indiqué auparavant, les nouvelles et grandes stations d'épuration sont, respectivement vont être, équipées d'installations de traitement de boues avec récupération de gaz.

Question 1226 (20.09.2019) de **M. Max Hahn** (DP) concernant l'**émission de méthane provenant des décharges pour déchets ménagers** :

Le méthane est un gaz à effet de serre, dont l'impact sur le climat est environ 25 fois plus important que celui du dioxyde de carbone. Selon la « Environmental Protection Agency » (EPA) le méthane échappant de décharges

¹⁴ Règlement grand-ducal modifié du 13 mai 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduelles transposant la directive 91/271/CEE du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduelles

¹⁴ Règlement grand-ducal modifié du 13 décembre 2017 déterminant : 1° les normes concernant la dotation et la qualification du personnel ; 2° les coefficients d'encadrement du groupe.

¹⁵ Source : inventaire national des émissions de gaz à effet de serre soumis à la CCNUCC en avril 2019, <https://unfccc.int/documents/194915>



pour déchets ménagers dans l'atmosphère constituait 14,1 % des émissions anthropogènes de méthane aux États-Unis en 2017. Cependant, le méthane produit par les décharges peut être utilisé pour la production d'électricité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de décharges pour déchets ménagers (actives et non actives) existent au Luxembourg produisant des quantités non négligeables de méthane ?

2) Combien de ces décharges sont équipées d'installations pour récupérer le méthane et produire de l'électricité ?

3) Le cas échéant, est-il prévu de doter les décharges concernées d'installations de réception et de production d'électricité ?

4) Combien d'électricité est produite annuellement par les installations existantes ?

5) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur la quantité de méthane échappant dans l'atmosphère par un provenant de décharges pour déchets ménagers ?

Réponse (17.10.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1) Une décharge pour déchets ménagers active (SIGRE/Muertendall) et deux décharges inactives (SIDA/Wiltz - active jusqu'en 1993, et SIDEC/Fridhaff - active jusqu'en 2014) existent au Luxembourg. Les émissions de méthane provenant de ces trois décharges sont prises en compte dans l'inventaire national des émissions de gaz à effet de serre.

ad 2) Les décharges SIDEC/Fridhaff et SIGRE/Muertendall sont équipées d'un système de captage de méthane. Une installation (SIGRE/Muertendall) produit de l'électricité et de la chaleur à partir du gaz de décharge méthane récupéré. Les gaz récupérés à la décharge SIDEC/Fridhaff sont brûlés au moyen d'une torche.

En ce qui concerne la décharge SIDA/Wiltz, fermée depuis 1993, une analyse des émissions de méthane, entreprise lors de l'établissement du concept d'assainissement, a indiqué que le corps de la décharge est inactif et que le processus de décomposition anaérobie est arrivé à sa fin. Ainsi, l'installation d'un système de dégazage actif est considérée comme inutile.

ad 3) La production d'énergie à partir des gaz récupérés à la décharge SIDEC/Fridhaff n'est pas viable étant donné que le flux et la concentration en méthane des gaz récupérés sont trop faibles.

ad 4) L'installation de cogénération de la décharge SIGRE/Muertendall a été mise en place en 2009 et a produit en 2018 78,45 MWh d'électricité qui a été injecté dans le réseau public. En ce qui concerne la chaleur produite celle-ci est valorisée directement sur place pour chauffer les immeubles. Depuis fin septembre 2016, l'installation de cogénération est exploitée de manière discontinue, la concentration en méthane du gaz de décharge ayant chuté vers une concentration critique de 53 % en volume CH₄. Les causes possibles pourraient être la sécheresse, la dégradation progressive de la matière organique dans la décharge et la livraison de déchets prétraités (de la zone SIDEC) avec faible potentiel de production de méthane.

ad 5) En 2017, les émissions dans l'atmosphère provenant des décharges pour déchets ménagers s'élevaient à 2.042 tonnes de méthane, soit 8,6 % des émissions nationales anthropogènes de ce gaz. Ceci correspond à 51.040 tonnes en CO₂ équivalents et représente 0,52 % des émissions nationales anthropogènes de gaz à effet de serre. Ces émissions diffuses, ne pouvant pas être récupérées par le système de captage des gaz de décharge, sont estimées selon les méthodes de calcul du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) et se basent sur les quantités et la composition de déchets ménagers annuellement mis en décharge. Ces émissions n'incluent pas les 255 tonnes de méthane captées aux décharges SIDEC/Fridhaff et SIGRE/Muertendall en 2017.¹⁷

¹⁷ Source : inventaire national des émissions de gaz à effet de serre soumis à la CCNUCC en avril 2019, <https://unfccc.int/documents/194915>

Question 1227 (20.09.2019) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la gestion des CNFPC d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck :

Selon mes informations, à la fin de l'année scolaire 2018-2019, le 15 juillet 2019, les deux chargés de direction des CNFPC d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck ont quitté leur fonction, respectivement n'ont pas postulé pour un deuxième mandat.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Qui est actuellement en charge de la gestion des deux CNFPC tant au niveau de la responsabilité journalière qu'au niveau de la responsabilité politique ?

2) Est-ce que les appels à candidature pour les postes vacants de chargé de direction ont abouti à un résultat ?

3) Sachant que les CNFPC ont dans leur compétence l'organisation de classes d'apprentissage, quelles classes/formations seront offertes dès cette rentrée ?

4) En ce qui concerne le CNFPC d'Esch-sur-Alzette, est-ce que vous pouvez me renseigner sur les premiers résultats du projet FSE « Sprong an d'Leier » ?

5) Depuis plusieurs années, les CNFPC assument le rôle d'employeur-formateur au niveau CCP au vu du manque de postes d'apprentissage. Pour quel(le)s métiers/professions sera-ce le cas pour l'année scolaire 2019-2020 ? Quels sont les résultats des années précédentes ?

Réponse (22.10.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1) Les deux chargés de direction ont quitté leurs postes avec effet au 15 juillet 2019. La gestion quotidienne est depuis assurée conjointement par des personnes expérimentées travaillant dans les CNFPC et par deux directeurs adjoints à la formation professionnelle qui dédient une partie de leur temps de travail au soutien et à la coordination des travaux de ces équipes. L'article 53 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle stipule : « La direction du Service et du Centre national de la formation professionnelle continue est assurée par le directeur à la formation professionnelle. Le directeur à la formation professionnelle est chargé du bon fonctionnement des administrations et services dont il a la responsabilité. »

ad 2) Les appels à candidatures publiés plus tôt cette année n'ont malheureusement pas permis de trouver de candidats correspondant au profil recherché par la direction du Service de la formation professionnelle. Un appel à candidatures supplémentaire pour le CNFPC Ettelbruck a été publié récemment. Ce dernier a permis de trouver un nouveau chargé de direction qui prendra ses fonctions à partir du 1^{er} novembre 2019.

ad 3) Les classes d'apprentissage suivantes sont a priori offertes cette année dans les CNFPC :

- DAP conseiller en vente ;
- DAP agent administratif et commercial ;
- DAP cuisinier ;
- DAP installateur chauffage-sanitaire ;
- CCP cuisinier.

En fonction de la demande, l'une ou l'autre classe pourrait encore s'ajouter, voire ne pas être organisée. Le tableau complet ne pourra pas être dressé avant le 1^{er} novembre, date butoir pour la signature des contrats d'apprentissage.

ad 4) Le projet « Sprong an d'Leier » est un projet soutenu par le FSE et vise à motiver des jeunes décrocheurs à participer à des cours d'orientation et de mise à niveau afin de les rendre aptes à s'inscrire à un apprentissage. Au cours de l'année scolaire 2018-2019, 90 jeunes ont intégré le projet. 39 candidats ont arrêté la formation avant sa fin officielle : une dizaine parce qu'ils avaient trouvé du travail ou un poste d'apprentissage, le reste pour d'autres raisons. Afin de remédier à ces abandons précoces, l'équipe socio-éducative a réorganisé l'accompagnement en début de formation permettant de détecter et d'aider plus rapidement ces jeunes en difficultés et de leur proposer des solutions adaptées. Sur les 51 candidats ayant terminé leur parcours, 46 ont trouvé un poste d'apprentissage ou de travail, voire ont décidé de poursuivre d'autres projets. Pour les cinq candidats restant inscrits au CNFPC, l'équipe socio-éducative a mis en place un accompagnement personnalisé.

ad 5) Il est prévu d'organiser dans les CNFPC, en cas de besoin, la formation patronale pour des classes CCP pour les métiers et professions suivants :

- cuisinier, serveur, débosseleur de véhicules automoteurs, peintre-décorateur, aide-ménagère et installateur chauffage-sanitaire au CNFPC à Ettelbruck ;

- électricien, peintre-décorateur et assistant en mécanique automobile au CNFPC à Esch-sur-Alzette.

Le taux de réussite des modules patronaux au sein des deux CNFPC est de 82 %, toutes formations confondues.

Question 1228 (20.09.2019) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les activités spatiales promues par le Gouvernement :

Il ressort d'un article paru dans « Luxembourg Times » que « Brazilian defense company Shield Defesa has pre-ordered more than 300.000 Euros worth in satellite capacity from Kleos Space, the first export order for the Luxembourg space start-up. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les relations entre le Gouvernement luxembourgeois et Kleos Space ? Ces relations ont-elles été formalisées dans un Memorandum of Understanding ?

- Le Gouvernement a-t-il mis des fonds publics à disposition de Kleos Space ? Dans l'affirmative, quand, combien et sous quelle forme ?

- Un avis de la Cour des comptes avait mis en exergue que « contrairement à l'exposé des motifs du projet de loi 7093 spécifiant que le Luxembourg souhaite promouvoir les nouvelles activités de l'espace afin de contribuer à l'exploration pacifique de l'espace pour le bien de l'humanité, l'accord de coalition 2018-2023 prend également en compte les activités spatiales économiques au niveau de la défense ». Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cette décision de Kleos Space est en ligne avec le nouveau cadre politique de l'actuel Gouvernement ?

Réponse (25.10.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie :

La société Kleos Space est établie au Luxembourg depuis juin 2017 et occupe aujourd'hui une quinzaine de collaborateurs. Elle offre des services commerciaux, notamment dans le domaine de la surveillance maritime.

Le Gouvernement a signé un Memorandum of Understanding avec cette société à l'occasion d'une conférence de presse en juillet 2017. L'objectif vise à développer les activités de la société en question de façon durable au Luxembourg. À noter également que le Gouvernement a conclu un contrat de concession avec la société en mai 2019 pour l'utilisation de fréquences dans le cadre de la Kleos Scouting Mission.

Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas mis de fonds publics à disposition de Kleos Space de manière directe. L'Agence spatiale européenne (ESA) a de son côté attribué un contrat d'aide à la recherche et au développement à Kleos Space en novembre 2017 dans le cadre du programme national luxembourgeois LUXIMPULSE mis en œuvre par l'ESA. L'objectif de ce projet de recherche est de développer les capacités technologiques de la société en matière de géolocalisation spatiale et de réaliser un premier démonstrateur au sol.

Le contrat que mentionne l'honorable Député dans sa question parlementaire a été attribué à Kleos Space par une entreprise privée et est donc de nature commerciale. Ni le Ministère de l'Économie, ni la Luxembourg Space Agency (LSA) n'ont été impliqués dans la négociation ou la conclusion de ce contrat, qui reflète cependant la capacité en matière d'activités spatiales développée au Luxembourg, ainsi que la compétitivité au niveau international et son potentiel de créer une nouvelle valeur économique pour le pays.

Les entreprises du secteur spatial qui s'implantent au Luxembourg peuvent exercer leurs activités dans toute la diversité de ce secteur, que ce soit dans le domaine de l'économie de données, de l'observation terrestre, de l'exploration et de l'utilisation des ressources spatiales, de la défense ou autres. Le Gouvernement souhaite résolument positionner le Luxembourg sur le créneau de l'exploration et de l'utilisation des ressources spatiales et des activités relevant du « NewSpace ».

Question 1229 (20.09.2019) de M. Léon Gloden (CSV) concernant les examens de rattrapage des examens de fin d'études du secondaire :

Au Luxembourg les examens de rattrapage des examens de fin d'études du secondaire ont toujours lieu après le 15 septembre. Les lycéens devant se soumettre à un examen d'ajournement en septembre ne se trouvent pas pénalisés en matière d'accès aux études à l'Université du Luxembourg en raison de la date de ces examens de rattrapage.

La situation s'avère pourtant différente pour les universités à l'étranger, étant donné que les délais d'inscription définitive se terminent, pour une grande partie des universités, la première semaine du mois de septembre. Les élèves de première avec un examen de rattrapage se voient donc obligés de suspendre ou d'abandonner leurs études universitaires à l'étranger.

Dans un souci de mieux coordonner les délais des examens de rattrapage avec les délais d'inscription dans les universités pour l'année scolaire 2020-2021, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- De quelle manière le ministre veut-il remédier à cette problématique entre la date des examens de rattrapage et les délais d'inscription dans les universités étrangères ?

Réponse (22.10.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

Je tiens à souligner que de nombreux allègements sont actuellement prévus au niveau des modalités d'examen. Ainsi, le nombre d'épreuves à l'examen est limité à six disciplines sur les dix ou onze disciplines de l'année, ce qui favorise une préparation optimale. En outre, un système de compensation permet aux candidats qui ont montré de légères défaillances à l'examen d'obtenir leur diplôme au mois de juillet par le biais d'épreuves complémentaires et d'ajournements facultatifs. Finalement, les candidats qui n'ont pas atteint la moyenne requise pour compenser des notes sont autorisés, sous certaines conditions, à présenter des épreuves complémentaires obligatoires dans les disciplines concernées, de sorte que, en cas de réussite, ils obtiennent néanmoins leur diplôme à l'issue de la session d'été. Ces mesures permettent d'éviter de nombreuses situations d'ajournement.

L'honorable Député regrette que la session d'automne commence seulement le 15 septembre alors que la période des inscriptions est close dans de nombreuses universités à la mi-juillet. Je tiens à préciser que les épreuves d'ajournement obligatoire ont lieu au mois de septembre parce que les candidats concernés doivent disposer du temps nécessaire pour préparer la matière. Mes services délivrent à tout candidat ajourné une attestation d'ajournement qui indique les disciplines dans lesquelles le candidat est ajourné et la date approximative à laquelle le résultat définitif sera disponible. Sur présentation de ce document, de nombreuses institutions tiennent en attente les dossiers concernés et admettent les candidats après réussite des épreuves d'ajournement.

Par ailleurs, mes collaborateurs s'efforcent de coordonner au mieux les opérations d'examen de la session d'automne. Ainsi, le service en charge des examens de fin d'études secondaires a fixé des délais de correction très stricts. Comme les élèves sont ajournés dans une à trois disciplines parmi les disciplines de leur section, la période d'examen s'étend sur six journées. Les copies des candidats sont mises en circulation dès le lendemain de l'épreuve et corrigées dans les meilleurs délais par trois membres de commissions d'examen différentes. Tous les candidats concernés pouvaient disposer de leur diplôme dès le vendredi 27 septembre.

Question 1230 (23.09.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant le chauffage au mazout :

Zu Lëtzebuerg gëtt aktuell a villen Haiser nach mat Masutt gehëtz. Virun allem am Norde vum Land ass dëst de Fall, well a wäiten Deeler vun der Region keng Gasleitung verluucht sinn. Et ass evident, dass de Masutt keng nohalteg Energiressource duerstellt. Den CO₂-Ausstouss vun enger Masutttheizung ass souguer méi héich d'Hëtze mat Gas an dorwiver eraus mat méi héijen a volatil Käschte verbonnen.



D'Regierung promovéiert aktuell awer alternativ an erneierbar Heizformen, wéi zum Beispiel Pelletsheizungen oder Geothermie. Persounen, déi sech dës Investitiounen allerdéngs net leeschte kënnen, bleiwe schlussendlech awer op hirer Masuttsheizung setzen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Landesplanung an Energie an dem Här Wunnungsbauminister dës Fro stellen:

1. Wéi vill Haushalter hëtzen hei zu Lëtzebuerg aktuell mat Masutt? Wéi vill vun dësen Haushalter entfalen op den Norde vum Land?
2. Wéi vill Liter Masutt si säit 2012 fir Masuttsheizung verbrannt ginn?
3. Wéi héich beleeft sech de järelechen CO₂-Ausstouss vu Masuttsheizungen zu Lëtzebuerg?
4. Wäert d'Regierung bis 2023 d'Unzuel u Masuttsheizungen hei am Land reduzéieren?

- Falls jo, wéi vill Masuttsheizung solle bis dohinner ersat ginn a wéi?

Réponse commune (29.10.2019) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. An der Heizungsdatebank vun der Ëmweltverwaltung sinn am Moment 97.266 Installatiounen, déi Masutt verfeieren, enregistriert. Allerdéngs enthält dës Zuel och eng gewëssen Unzuel vun alen Installatiounen, déi méttlerweile vu Gas-/Biomassheizungen oder Wärmepumpelen ersat goufen a wou d'Ëmweltverwaltung net iwwert de Changement informéiert gouf.

An der Regioun Norde sinn 28.755 Masuttsheizungen enregistriert.

Doduerch, datt déi uewe genannten Zuelen net ganz aktuell sinn, schafft d'Ëmweltverwaltung op engem Projet, fir d'Revisions- an d'Receptionsrapporten op direktem Wee kënnen an d'Datebank opzehuelen, an um Berengege vun der Datebank iwwer en Oflag mat der Gasheizungsdatebank vum Energieministère.

ad 2. Laut dem nationalen Emissionsinventaire goufen 2017 ongeféier 198 Milliounen Liter Masutt an Haushaltsheizung verbrannt (Graphique 1).¹⁸ Am Verglach zu 2012 kann ee Réckgang vum Verbrauch vun 12 % festgestallt ginn. Vun 2012 bis 2017 sinn am Ganzen 1,2 Milliarde Liter Masutt an Haushaltsheizung verbrannt ginn. De vergläichsweis déiwe Verbrauch vun 2014 gëtt domat erkläert, datt dat Joer e relativ waarmt Joer war mat manner Heizdeeg.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Fir d'Joer 2017 beleeft sech den Zäregasausstouss vu Masuttsheizungen an den Haushalter op 529.625 Tonnen CO₂, 70 Tonnen CH₄ (Methan), a 4 Tonnen N₂O (Laachgas). Dës Emissionsen entsprechen engem Total vun 532.687 Tonnen CO₂-Equivalenten a représentéiere 5,2 % vun den nationalen Zäregasemissionsen vum Joer 2017.

Fir mat Äerdgas déiselwecht Hëtzt (7140 Tj) hierstellen, missten 405.071 Tonnen CO₂-Equivalenten ausgestouss ginn, also 127.615 Tonnen CO₂-Equivalenten manner.

Fir eis Klimaziler ze erreechen, wier et besser an néideg, Masuttsheizungen direkt duerch méi Energieeffizienz (Isolatioun) an erneierbar Energien ze ersetzen ewéi Wärmepumpelen, den Uschloss un ee Wärmenetz oder duerch Holzpellets.

All déi Alternative ginn duerch d'Regierung finanziell ënnerstëtzt. Et ass ervirzehiewen, datt et haut schonns een zousätzleche Bonus vun 30 % op der aktueller Subventioun ënner der „Prime House“ gëtt, wann een eng fossil Heizung duerch eng erneierbar Heizung (Holzpellets) ersetzt.

ad 4. De Projet vum neien Energie- a Klimaplang, deem d'Regierung am Ufank vun dësem Joer virgestallt huet, gesäit vir, datt d'Energieeffizienz éischt Prioritéit genéisst an d'Produktion vun erneierbaren Energien am Stroum-, Hëtzt- a Keeltberäich bis 2030 weider konsequent an ambitiéis wuesse soll. An dësem Kader sollen och méi prezis Mesuren am Beräich vun der Notzung vu Masuttsheizungen zu Lëtzebuerg geholl ginn. Bis 2050 wëllt Lëtzebuerg CO₂-neutral ginn.

¹⁸ Source : inventaire national des émissions de gaz à effet de serre soumis à la CCNUCC en avril 2019, <https://unfccc.int/documents/194915>

Question 1232 (23.09.2019) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler** (DP) concernant la **nouvelle version de l'application « mobilité.lu »** :

La bonne gestion des retards respectivement des annulations des différents transports publics constitue un élément clé pour garantir leur attractivité et la satisfaction des voyageurs. À ce titre, la nouvelle version de l'application « mobilité.lu » promet des renseignements en temps réel du trafic routier ainsi que des alertes quant aux retards et annulations de bus et de trains.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Est-ce que tous les bus (RGTR, TICE, VDL) et trains sont équipés, à l'heure actuelle, de systèmes informatiques pour communiquer en temps réel avec la nouvelle application ? Dans la négative, quand l'intégralité des bus et trains pourra-t-elle être équipée avec un tel système ?
- 2) De quelle manière la communication de délais sera-t-elle améliorée pour les personnes ne disposant pas de smartphone ? Est-il prévu d'installer davantage de tableaux d'affichage à des endroits sélectionnés ?
- 3) Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour garantir, en cas d'annulation d'un bus en zone rurale, un remplacement approprié de ce bus afin que les passagers puissent arriver dans les meilleurs délais à leur destination ?

Réponse (23.10.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) Pour ce qui est du réseau bus (RGTR, TICE, VDL), 98 % du parc des bus de ligne en service régulier sont équipés des dispositifs nécessaires. En effet certains bus de réserve ne sont pas équipés à ce jour, cependant l'intégralité du parc sera équipée à l'issue de la nouvelle soumission RGTR c'est-à-dire au plus tard au 1^{er} janvier 2022. Pour ce qui est du réseau des CFL, à ce jour, tous les trains sont déjà renseignés en temps réel.

ad 2) La mise en place de technologies de pointe et le traitement centralisé des informations récoltées offrent aux clients des transports publics toutes les informations générales et les détails essentiels à la bonne planification de chaînes de mobilité individuelle. Dans le contexte de son projet « mLive », le « Verkéiersverbond » a mis en place un système d'aide à l'exploitation et d'information voyageurs (SAEIV) englobant 1.600 bus (RGTR, TICE, CFL Bus). En outre, l'infrastructure technologique centrale interconnectant les systèmes des opérateurs des transports publics (CFL, AVL, Lux-Tram) a été mise en place afin de renseigner à tout moment et en temps réel les informations actuelles par rapport à des retards éventuels et/ou des perturbations des réseaux. Les données en temps réel des trains sont déterminées par le système de suivi des trains en temps réel ARAMIS (« Advanced Rail Automation Management and Information System ») au moyen des différents points de mesure installés sur le réseau ferré luxembourgeois.

La communication des informations en temps réel (dont les délais font partie) se fait par le biais des médias tels que les écrans embarqués dans les bus de ligne ou les trains, les applications mobiles (« mobilité.lu », CFL, Ville de Luxembourg et autres communes), les sites Internet (« mobilité.lu », CFL, Ville de Luxembourg), ainsi que par le biais d'afficheurs dynamiques (« mLive », CFL, Ville de Luxembourg). Les afficheurs dynamiques « mLive » sont installés à des endroits stratégiques définis par un groupe de travail d'acteurs étatiques. Les sites/arrêts sont désignés en appliquant des critères spécifiques, à savoir la fréquentation (basée sur l'évaluation des comptages de montées et descentes de voyageurs) ainsi que le rôle dans les réseaux. Il est prévu d'installer davantage d'afficheurs au courant des prochaines années. Concernant les afficheurs sur le réseau des CFL, au courant de l'année 2020, l'ensemble des gares et haltes CFL disposera de nouveaux panneaux d'affichage. Par ailleurs, le centre d'appel de la « Mobilitécentral » peut être consulté pour toute information traitant des transports publics, ou encore les voyageurs peuvent s'adresser aux centres d'appel et au personnel des opérateurs respectifs.

ad 3) En cas d'annulation d'une course RGTR, le poste de commandes du « Verkéiersverbond » intervient afin d'informer les clients par le biais des médias précédemment cités et organise dans la mesure du possible un bus de substitution. Les agents du poste de commandes peuvent aussi informer les voyageurs dans les bus (pour leurs correspondances ou

lors d'incidents) soit en faisant une annonce sonore, soit en faisant afficher un message contextuel sur les afficheurs embarqués.

Question 1233 (23.09.2019) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **promotion de l'eau minérale locale** :

Mir befannen eis de Moment an enger Zäit, an där et gëllt, méi op eis Natur an op eise Klima opzepasst.

E grouse Problem stellen do grouss Konzern d'uer, déi bei der Hierstellung a Vermaartung vun hire Produite wéineg Wäert op Klimaschutz leeën, dëst gëllt virun allem fir de weltgréisste Liewensmittelkonzern, mat Sëtz an der Schwäiz.

Dëse Konzern pompelt virun allem a Südafrika op eelef Standuerter Waasser of, obwuel zanter dem 1. Februar 2019 d'Leit just nach solle 50 Liter Waasser pro Dag verbrauchen, well d'Land de Moment an enger Waasserkris ass. Genau dëst Waasser gëtt do awer en masse ofgepompelt an, wéineg ëmweltfrëndlech, iwwert den hallwe Globus transportéiert.

Och d'Regioun ronderëm Vittel leit ënnert dem Ofpompel vum dësem Konzern a muss Waasser vun Nopeschregiounen kréien, well dat eegent Waasser systematesch ofgepompelt gëtt, fir dono erëm iwwert den hallwe Globus gefouert ze ginn.

Lokal hu mir zwou Gesellschaften, déi Lëtzebuerg Waasser vermaarten, eemol zu Zouspirt an eng zu Biekerech.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an un d'Ministesch fir Konsumenteschutz stellen:

1. Gedenkt d'Regierung net, dës lokal Gesellschaften ze ënnerstëtzen an a sämtleche vum Stat finanziéierte Kantinnen dëst Waasser ze verkafen?
2. Gedenkt d'Regierung, och eis Flüchtlingsstrukture mat eisem lokale Waasser ze beliwieren?
3. Wier et net sënnvoll fir eis Ëmwelt, dass de Stat eventuell sämtlech Produite vun dësem Weltkonzern aus ëfentleche Kantinne géif eraushuelen an duerch lokal a regional Produite ersetzen?

Réponse commune (25.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

Am Kader vun der Aktioun „Rethink your drink“ huet Restopolis hir Clienten op d'Consumatioun vun manner zockerhaltegem Gedränk opmierksam gemaach. Dozou ass ze soen, dass Cruchë mat Waasser fir d'Notzer vu Restopolis op den Dëscher stinn. Dobäi gëtt och mat Aktiounen vun de Lëtzebuergeser Fournisseure vun Dréinkwaasser geschafft. Weiderhi ginn och beim ofgefëllte Waasser a Flaschen d'Lëtzebuergeser Marken an de Vierdergrond gestallt. An dësem Kontext verweise mer op d'Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 3459 vum 24. November 2017.

Erënnere mer och drun, dass d'Kompetenzen am Dréinkwaasserberäich bis zum Krunn kloer opgedeelt sinn. D'Beliwierung vun der Populatioun mat Dréinkwaasser ass Gemengekompetenz an d'Qualitéit dovunner gëtt vum Stat kontrolléiert.

An de Flüchtlingsstrukturen hunn d'Bewunner zu all Moment Zougang zu Krunnewaasser an et gëtt de Leit erkläert, dass d'Krunnewaasser och Dréinkwaasser ass. An deene Foyeren, wou Waasser a Flaschen zur Verfügung gestallt gëtt, wäerte Beméiunge gemaach ginn, fir lokaal Waasser a gliesene Flaschen ze huelen.

Question 1234 (23.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant l'**efficacité de la législation sur les « restrictions territoriales de l'offre » (RTO)** :

Les gouvernements du Benelux viennent de demander à la Commission européenne de vérifier l'efficacité de la législation sur les « restrictions territoriales de l'offre » (RTO) qui permettent à des fournisseurs de vendre certains produits plus chers d'un côté ou de l'autre des frontières.

Ceci entraîne des désavantages sensibles et pour le consommateur et pour le commerçant.

- Tout en saluant cette initiative, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre de quelle manière le Luxembourg est concerné

par ces pratiques et, le cas échéant, quels secteurs et quels produits en sont principalement touchés.

Réponse commune (18.10.2019) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

De nombreuses entreprises luxembourgeoises indiquent faire face à des problèmes récurrents pour s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur de l'UE. Elles sont confrontées à des restrictions territoriales de l'offre (RTO). Mains producteurs et grossistes les obligent en effet à s'approvisionner auprès de filiales ou plateformes déterminées, et le libre accès au fournisseur de leur choix leur est souvent refusé. Ceci entraîne souvent une triple pénalisation : en matière de prix (impossibilité de s'approvisionner aux meilleurs prix), d'offre (gamme limitée de produits et services) et d'adéquation de services annexes (formation des employés dans une langue non adaptée, etc.).

Le Gouvernement a entrepris au fil des années de multiples démarches au niveau européen pour résoudre les problèmes liés aux RTO auxquelles nos entreprises sont confrontées. À côté de ces efforts au niveau européen, le Ministère de l'Économie a également lancé en 2015 une initiative au Benelux¹⁹. Les trois pays ont signé fin 2015, en marge de la présidence luxembourgeoise du Conseil compétitivité au niveau de l'UE, une recommandation politique du Comité des ministres du Benelux sur les RTO pour réaliser une analyse claire de la chaîne d'approvisionnement des marchés Benelux. En effet, l'analyse des RTO s'avère particulièrement difficile. Il n'existe pratiquement ni données, ni informations publiques sur des cas concrets. Cela s'explique probablement par le fait que ce sujet est abordé avec prudence par les détaillants concernés, peut-être même avec une certaine crainte. Une enquête qualitative permettant de recenser le ressenti des entrepreneurs belges, néerlandais et luxembourgeois sur la nature et l'ampleur des RTO a donc été lancée au Benelux, 68 entreprises luxembourgeoises y ont participé. Le secrétariat général Benelux²⁰ a publié son rapport en mai 2018. Au Luxembourg, un rapport national a ensuite été publié en juin 2018 par l'Observatoire de la formation des prix (OFP) du Ministère de l'Économie²¹, basé sur les informations provenant de l'enquête du Benelux. Ce rapport de l'OFP s'est focalisé davantage sur les informations récoltées au niveau national. Il en ressort qu'au Luxembourg les RTO concernent les entreprises de toutes tailles, dans le commerce de détail tout comme hors de ce secteur, par exemple dans l'artisanat. Les conséquences négatives se remarquent notamment au niveau des prix (selon 87 % des entreprises interrogées au Luxembourg), des marges des entreprises (82 %) et de la gamme de produits et de services proposés (65%), mais aussi sur les délais de livraison (54 %), les caractéristiques (53 %) et la qualité (50 %) des produits. Les entreprises déclarent aussi qu'en moyenne 39 % de leurs fournisseurs pratiquent des RTO. Cette enquête réalisée dans le Benelux est une étude unique en la matière et, en ce sens, une première au niveau de l'UE.

Ces enquêtes et analyses au niveau du Benelux viennent soutenir les démarches entreprises au niveau européen. Elles ont réussi à donner des impulsions importantes et à créer une discussion plus large au niveau européen de sorte que la Commission européenne cite ce sujet explicitement dans ses documents de travail. Par exemple, dans une communication sur le commerce de détail du 21^e siècle (2018), la Commission européenne a fait un appel public à éviter les RTO dans la mesure où ces pratiques limitent la concurrence dans le marché intérieur au détriment des consommateurs²².

¹⁹ Au Luxembourg, la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers, la Confédération luxembourgeoise du commerce et la Fédération des artisans ont été impliquées dans ces travaux.

²⁰ <http://www.benelux.int/fr/rto>

²¹ <https://odc.gouvernement.lu/fr/publications/rapport-etude-analyse/rapports-observatoire-formation-prix/rapport-thematique-ofp/rt-ofp-009.html>

²² COM (2018) 219 « Territorial supply constraints drive market segmentation, limiting competition and resulting in likely significant discrepancies between wholesale and consumer prices or the choice of products offered to consumers across the EU. Such behaviour should be prevented, so that parallel imports by retailers become possible for all products allowing them to bring the Single Market even closer to European consumers. The Commission will undertake further fact-finding on the effects of such practices on the Single Market. Further action may be needed, if the situation does not evolve as a result of suppliers' voluntary change in approach. »

Lors d'une conférence de haut niveau au sujet des défis pour le commerce de détail qui a eu lieu à Bruxelles en juin 2018, la commissaire Bienkowska en charge du marché intérieur a annoncé soutenir pleinement les travaux du Benelux. Le Vice-Président de la Commission européenne Katainen a même déclaré que ce phénomène des RTO serait inadmissible au sein d'un véritable marché intérieur. Suite à cette conférence, le Ministre de l'Économie a envoyé en juillet 2018 une lettre à la commissaire en charge du marché intérieur, en réitérant l'importance de ce dossier pour le Luxembourg et en invitant la Commission européenne à prendre rapidement des mesures concrètes.

En 2019, la Commission européenne a lancé une étude économique afin d'identifier l'étendue géographique du problème et les produits, respectivement les secteurs, concernés²³. En fonction des résultats, les solutions possibles aux RTO pourraient se situer dans différents domaines comme par exemple dans le droit de la concurrence, mais pourraient aussi être liées à d'autres questions relatives au marché intérieur, comme par exemple le principe d'absence de discriminations à l'encontre des destinataires de services.

En 2019, dans le contexte de la révision en cours du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux (dit « VBER ») en matière de droit de la concurrence²⁴, le Benelux a aussi fait part à la Commission européenne des points de vue communs des trois pays²⁵. Selon le Benelux, l'examen de ce règlement permet aussi de se pencher sur les RTO. Dans ce contexte, le Conseil de la concurrence a publié en janvier 2019 les résultats de son enquête sur le secteur de la grande distribution au Grand-duché de Luxembourg²⁶, dans laquelle il a constaté et analysé les préoccupations du commerce luxembourgeois, tout en concluant qu'au regard des données fournies par les distributeurs, il n'était pas en mesure de constater l'existence de restrictions verticales condamnables sous l'angle du droit de la concurrence. Le Conseil de la concurrence a par ailleurs lancé un appel aux entreprises luxembourgeoises souhaitant lui fournir des informations pertinentes concernant les RTO et a invité, par différents canaux de communication, ces entreprises à répondre à la consultation publique de la Commission européenne dans le contexte de la révision du VBER précitée²⁷. Le Benelux a donc constaté que le droit de la concurrence actuel, y compris ce règlement d'exemption, n'est pas efficace contre les RTO, dans certaines circonstances spécifiques. Le Benelux a ainsi demandé à la Commission européenne de prendre les RTO en compte et d'examiner spécifiquement l'efficacité du cadre juridique existant pour prévenir la discrimination fondée sur la nationalité ou le lieu de résidence. Les trois pays ont demandé de se pencher en particulier sur l'efficacité du cadre légal existant pour prévenir toute discrimination fondée sur la nationalité ou sur le lieu de résidence.

Le nouveau Collège des commissaires, qui devrait entrer en fonction d'ici peu, devra décider de la suite à donner au dossier des RTO. Et ce notamment sur base des résultats de l'étude économique mentionnée ci-dessus et de la révision en cours du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux.

Pour conclure, dans son programme gouvernemental, le Gouvernement s'est engagé à s'employer en faveur d'une levée des difficultés liées aux RTO²⁸. Le Gouvernement continuera donc

de suivre de près l'évolution de ce dossier, à la fois au niveau européen et du Benelux, en étroite collaboration avec les organisations professionnelles concernées.

Question 1235 (23.09.2019) de **Mmes Martine Hansen et Françoise Hettogaasch** (CSV) concernant la **formation dite « Analyse du comportement appliquée (ABA) »** :

En mars 2019, l'Institut de formation de l'éducation nationale a organisé une formation dite « Analyse du comportement appliquée (ABA, en anglais : Applied Behavior Analysis) et Verbal Behavior (VB) : code B2-d-83) ». Ces méthodes d'analyse sont reconnues mondialement et ont montré leur efficacité dans de nombreux domaines, notamment dans l'éducation des enfants atteints de troubles envahissants du développement et particulièrement l'autisme.

La majorité des personnes inscrites à cette formation à l'IFEN travaillent auprès du CTSA (Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme), opérationnel depuis le 15 septembre 2018.

C'est à ce sujet que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Monsieur le Ministre, est-ce que cette méthode d'analyse sera aussi reconnue au Luxembourg ?

- Dans l'affirmative, quand ?

- Dans la négative, quelles sont les raisons pour ne pas reconnaître cette méthode d'analyse ?

- Est-ce que le CTSA adoptera la méthode ? Si non, quelles en sont les raisons ?

- Sachant qu'une prise en charge ABA doit toujours être supervisée par un/une spécialiste ABA, est-ce qu'il est prévu qu'un/une spécialiste soit engagé(e) auprès du CTSA ou est-il prévu de faire appel à un/une spécialiste externe ?

- Les interventions ABA et les formations offertes seront-elles prises en charge par la Caisse nationale de santé, voire par l'Assurance dépendance ?

Réponse commune (23.10.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

La méthode ABA (Applied Behavior Analysis) est une méthode comportementale appliquée entre autres dans l'éducation des enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme. ABA vise à augmenter les comportements jugés socialement acceptables en les renforçant positivement, et à éliminer les comportements jugés inadéquats. Cette méthode requiert que les membres de la famille et les enseignants collaborent intensément et qu'ils soient spécialement formés.

La méthode ABA est surtout reconnue pour les résultats en termes de modification des comportements indésirables. En fonction des besoins spécifiques d'un enfant, la méthode peut certainement être recommandée. Cependant, il n'existe pas de consensus au sein de la communauté scientifique, surtout en sciences de l'éducation, sur l'efficacité généralisée de la méthode ABA, en particulier en dehors du contexte d'apprentissage et à long terme. Il s'ensuit qu'une prise en charge par l'assurance maladie-maternité ne peut être envisagée à ce stade. En effet, d'après les dispositions de l'article 23 du Code de la sécurité sociale, la prise en charge d'une prestation par l'assurance maladie-maternité doit être faite dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conforme aux données acquises par la science et à la déontologie médicale.

D'autres méthodes, davantage humanistes, partent des intérêts, même restreints, des mouvements et du langage stéréotypés de l'enfant pour entrer en relation avec lui et établir un échange affectif qui restera central au développement graduel de sa communication et d'une pensée de plus en plus abstraite (p. ex. Hanen - More Than words, DIR - Floortime, SCERTS, Son-Rise, Intensive Interaction). TEACCH et PECS sont des méthodes développementales-comportementalistes où l'enfant suit des étapes ou micro-étapes du développement typique et est encouragé à être un acteur central de ses apprentissages et à établir des relations et échanges affectifs avec son entourage social.

Si certaines des méthodes évoquées rendent nécessaires des interventions individuelles régulières et fréquentes, d'autres, telles que

TEACCH (Treatment and Education of Autistic and related Communication handicapped Children) et PECS (Picture Exchange Communication System) sont plus facilement applicables dans les contextes d'éducation formelle et non formelle et se rapprochent davantage de l'approche de scolarisation inclusive promue activement par le Gouvernement.

Au vu de ce qui précède, il ne s'avère pas opportun de se fixer sur une seule méthode d'accompagnement et de scolarisation des enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme. Il est préférable que les services spécialisés en la matière évaluent en détail et dans une vision holistique quels sont les besoins spécifiques d'un enfant pour déterminer par la suite, et en interaction avec les parents, la ou les méthodes à mettre en œuvre en vue d'un bénéfice majeur à offrir à l'enfant.

Question 1236 (23.09.2019) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **jumelage entre deux villes** :

Le jumelage entre deux villes permet de créer un lien efficace pour pouvoir entretenir une relation régulière entre les communautés des villes concernées. Ce partenariat peut se concrétiser par des échanges économiques, culturels et linguistiques dans des domaines variés. Le jumelage s'est développé à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale et avait pour objectif initialement de pacifier les relations entre les pays et leurs peuples.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer combien de communes ont la possibilité d'être jumelées, et avec combien de communes étrangères de combien de pays ?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer si actuellement de nouvelles initiatives de jumelage pour nos communes sont en voie d'être enclenchées ?

Réponse (25.10.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

L'honorable Député souhaite obtenir des informations concernant le jumelage entre deux villes.

Le jumelage établit une relation d'amitié durable entre deux ou plusieurs communes, scellée entre les citoyennes et citoyens en collaboration avec leurs autorités et les associations locales et donne lieu à des échanges socio-culturels, artistiques, sportifs ou autres.

Par ailleurs, un jumelage peut être un outil intéressant d'échange et de coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, afin de mieux faire face à des défis similaires ou de réaliser des projets communs.

Toutes les 102 communes du Luxembourg peuvent prendre des initiatives pour s'engager dans un ou plusieurs jumelages. En principe, les communes peuvent établir des jumelages avec tous les pays.

Vu que les communes ne sont pas obligées de communiquer un jumelage au Ministère de l'Intérieur, j'invite le Député à consulter le site Internet du Syvicol (www.syvicol.lu) sous la rubrique activités internationales.

Selon les informations du Syvicol, on compte, à ce jour, 43 communes qui ont établi des jumelages avec des communes étrangères et il existe 129 jumelages avec des communes de 35 États différents, dont une grande majorité des communes ont établi des jumelages avec d'autres pays de l'Union européenne.

Afin d'encourager les jumelages entre organisations communales de pays différents, des subventions, par le biais de l'article budgétaire « Subventions au secteur communal pour stimuler le développement de ses relations avec les organisations communales des autres pays », doté de 50.000 euros, seront distribuées à partir de l'exercice budgétaire 2019.

Cette subvention remplacera celle que le Syvicol distribuait dans le passé dans le cadre de sa mission statutaire de « promouvoir la coopération transfrontalière et interterritoriale des communes luxembourgeoises à travers des jumelages ou autres partenariats avec des collectivités locales étrangères » et qui était limitée à 2.479 euros par exercice budgétaire.

Toutefois, afin de permettre au Syvicol de remplir sa mission statutaire, il a été associé à un groupe de travail du Ministère de l'Intérieur, qui a défini en amont les critères objectifs et transparents pour l'obtention d'un subside et mis en place une grille d'évaluation de projet.

Question 1237 (23.09.2019) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant la **cessation des activités du Service d'hygiène du milieu et de surveillance biologique du LNS** :

Les activités du Service d'hygiène du milieu et de surveillance biologique au sein du Laboratoire national de santé (LNS) sont orientées sur la détection d'éléments et de substances chimiques dans l'environnement domestique ou professionnel permettant ainsi l'évaluation de leur impact sur la santé de la population. Selon mes informations, ce service du LNS cessera ses activités prochainement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de la fermeture de ce service ?

- Qui assurera ces activités importantes dorénavant au Luxembourg ?

Réponse (02.10.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

Après vérification auprès du Laboratoire national de santé (LNS), le Gouvernement doit démentir les informations avancées par l'honorable Député.

Bien au contraire, la détection d'éléments et de substances chimiques dans l'environnement domestique et professionnel reste une partie centrale de l'activité du Service d'hygiène du milieu et de surveillance biologique (SUBI). En fait, le plan stratégique du SUBI prévoit trois priorités à implémenter d'ici au plus tard 2022, à savoir :

1. Offrir un service complet dans le domaine de la pollution domestique (indoor pollution), y inclus la prise d'échantillons au domicile ou au lieu de travail, l'analyse chimique à la recherche de polluants et la recherche de moisissures.

2. Développer un centre d'excellence en monitoring biologique humain, en renforçant ces activités de monitoring dans le contexte du lieu de travail et au domicile.

3. Développer la toxicologie et l'épidémiologie environnementales comme valeur ajoutée aux activités purement d'analyses de laboratoire. Ces deux activités formeront la base scientifique pour apprécier et évaluer l'impact de l'exposition à des substances environnementales ou occupationnelles sur la santé de la population ou celle de patients individuels.

Le Département de la protection de la santé, auquel appartient le SUBI, est en voie de modernisation profonde depuis une année. Cette réorganisation implique une recentralisation sur certaines activités-clés, comme celles qui intéressent l'honorable Député et qui ont été mentionnées ci-dessus (points 1 à 3). Dans l'intérêt de la réorganisation, le LNS a engagé un nouveau collaborateur pour prendre la direction du SUBI à partir du 1^{er} août 2019. Ce nouveau directeur a une expérience étendue dans le domaine des analyses des polluants de l'air et dans le monitoring biologique humain et occupait, avant de rejoindre le LNS, une fonction dirigeante dans un laboratoire similaire d'un hôpital universitaire en Belgique. Durant la réorganisation, le technicien de laboratoire principalement en charge des analyses en question a décidé de quitter le service en juillet 2019. Ce départ a engendré une réduction transitoire du volume d'analyses traitées par le service avec normalisation à partir du mois d'octobre.

Question 1238 (23.09.2019) de **MM. Dan Biancalana et Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la **durabilité environnementale du système de santé** :

En 2017, à Ostrava, les ministères de la Santé et de l'Environnement de l'Union européenne ont signé une déclaration visant à renforcer la durabilité environnementale et à réduire les impacts environnementaux des systèmes de santé.

Une étude réalisée par l'ONG Health Care Without Harm portant sur l'empreinte environnementale de 43 pays montre que le secteur de la santé est énergivore et contribue largement à la crise climatique.

L'ambition est de trouver une transition vers les énergies propres et renouvelables et de réduire l'empreinte carbone au sein des établissements hospitaliers au niveau de l'approvisionnement

²³ https://ec.europa.eu/growth/content/study-territorial-supply-constraints-eu-retail-sector_en

²⁴ https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/initiatives/ares-2018-5068981/public-consultation_fr

²⁵ <http://www.benelux.int/fr/nouvelles/le-benelux-demande-lue-de-se-pencher-sur-les-restrictions-territoriales-de-loffre-lors-de-levaluation-dun-reglement-ue>

²⁶ <https://concurrence.public.lu/dam-assets/fr/avis-enquetes/enquetes/2019/Rapport-enquete-2019-1-18.pdf>

²⁷ Voir notamment la conclusion du rapport d'enquête précité (p. 42) et <https://concurrence.public.lu/fr/actualites/2019/consultation-publique-reglement-exemption-accords-verticaux.html>. Malheureusement, le Conseil de la concurrence a constaté une faible participation des entreprises et associations professionnelles luxembourgeoises à cette consultation.

²⁸ « Au niveau communautaire, le Luxembourg continuera à s'engager en faveur d'une levée des difficultés d'approvisionnement que rencontre le commerce de détail national. » <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2018/12-decembre/Accord-de-coalition-2018-2023.pdf>

des soins de santé par la production et le transport, les produits pharmaceutiques, les appareils médicaux, les équipements hospitaliers, l'utilisation de l'énergie pour les bâtiments (électricité, gaz, climatisation, chauffage).

Dès lors, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable les questions suivantes :

- Dans le contexte de la durabilité environnementale du système de santé, quelles sont les priorités identifiées pour le Luxembourg ?

- Quelles sont les stratégies mises en place dans le secteur des soins de santé au Luxembourg pour réduire l'empreinte carbone ?

- Dans ce contexte, existe-t-il à l'heure actuelle au sein des établissements hospitaliers des projets pilotes et des initiatives ? Dans l'affirmative, lesquels ? Qu'en est-il d'une participation luxembourgeoise aux programmes de Health Care Without Harm ?

- Dans quelle mesure les conclusions de l'étude sont-elles intégrées dans la construction de futurs établissements de soins de santé ?

Réponse commune (29.10.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Selon l'étude de Health Care Without Harm à laquelle les honorables Députés font référence, 4,4 % des émissions carbone globales proviendraient du secteur de la santé. Ces émissions seraient notamment dues à la consommation de consommables et matériel médical, avec 17 % émanant directement des hôpitaux (énergie, transports et déchets).

Le Ministère de la Santé préconise la mise en œuvre d'un certain nombre de recommandations visant la réduction des émissions carbone dans les nouvelles constructions hospitalières notamment par :

- la mise en place de concepts techniques en matière d'optimisation de consommation énergétique et d'émission de gaz à effet de serre (récupération d'énergie par des systèmes hautement efficaces, valorisation des énergies renouvelables telles que l'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique) ;

- la mise en place d'installations techniques innovantes pour la climatisation des immeubles (p. ex. éléments de construction thermoactifs, plafonds rafraichissants, refroidissement adiabatique, protection solaire des bâtiments, performances thermiques de l'enveloppe des bâtiments, calorifugeage renforcé des conduites) ;

- la fourniture d'énergie par le biais de réseaux urbains de chaleur et de froid basés sur des énergies renouvelables ;

- le choix de solutions d'économie en eau ;

- une démarche de certification de nouvelles constructions par exemple une certification DGNB (Deutsche Gesellschaft für Nachhaltiges Bauen), spécifiquement centrée sur les objectifs d'économies énergétiques en milieu hospitalier ;

- la mise en place de traitements des effluents pour éliminer les composés pharmaceutiques à la source (en particulier des antibiotiques qui provoquent la sélection de germes résistant dans l'environnement).

Le Plan national antibiotique envisage des mesures globales qui concernent tant la consommation raisonnée qu'une réflexion sur la contamination environnementale.

Ainsi, à titre d'exemples de la mise en œuvre de telles recommandations en milieu hospitalier, le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) applique une politique d'achat d'électricité cent pour cent verte (53,6 % énergie hydroélectrique, 46,4 % énergie éolienne) et une production d'énergie électrique à partir d'installation photovoltaïque (80.000 kWh). Le CHEM participe également à un projet pilote e-car-sharing qui a pour but de promouvoir l'utilisation des véhicules électriques et de familiariser le grand public avec le principe e-car-sharing sur base d'une convention entre la Ville d'Esch-sur-Alzette, Sudstroum et le CHEM.

Le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) quant à lui s'appropriation depuis 2012 entièrement en énergie renouvelable. Il a installé depuis décembre 2004 des panneaux photovoltaïques sur le toit du bâtiment « Annexe 1 » de même que depuis 2015 un équipement solaire thermique (thermische Solaranlage) sur le toit de la nouvelle Maternité.

En 2012, le CHL a également commandité au bureau Drees et Sommer une étude en matière d'optimisation des consommations énergétiques. Un plan d'action en a découlé et les mesures y préconisées ont été mises en place.

La nouvelle Maternité du CHL est un bâtiment de classe énergétique B-C et le nouveau bâtiment centre du CHL actuellement en cours de planification vise une classification énergétique B-C ainsi qu'une certification selon le DGNB.

Le renouvellement des infrastructures, des installations techniques et du parc des équipements médicotecniques du CHL, mais aussi du CHEM, permettront également de tenir compte des approches les plus récentes en matière d'efficacité énergétique.

Les établissements hospitaliers mettent également en œuvre un certain nombre de mesures afin de limiter la pollution de l'eau et des sols en réduisant les rejets ainsi que les résidus pharmaceutiques dans les eaux usées. En effet, les établissements de soins sont considérés comme des hot spots par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) qui a déjà coopéré avec le Luxembourg Institute of Science and Technologies (LIST) et le CHEM dans le cadre des projets européens Interreg Pills et NoPills, qui ont notamment examiné le traitement séparé des eaux usées chargées de résidus pharmaceutiques des cliniques sur le site du CHEM à Esch-sur-Alzette.

Il est encore à noter que le projet de construction du Südspidol a également fait l'objet d'une étude de faisabilité relative au traitement des eaux usées.

À l'heure actuelle, tous les nouveaux hôpitaux susceptibles de générer des eaux avec des concentrations plus élevées de résidus pharmaceutiques sont construits avec un double réseau d'eaux usées. Ceci permettra dans un temps futur d'acheminer séparément ces eaux usées très chargées vers un traitement ciblé des résidus pharmaceutiques. Étant donné que ces projets sont encore relativement récents et que les techniques pouvant être appliquées sont encore à la phase pilote, il n'existe actuellement aucune installation de ce type en service au Luxembourg. Cependant, les considérations relatives aux premiers projets pilotes sont en cours.

Question 1239 (23.09.2019) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant l'étude « **Being Black in the EU** » :

Dans sa récente publication de 2018 intitulée « Being Black in the EU », l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne a mené une étude parmi douze États membres dont le Luxembourg. Les résultats pour le Luxembourg sont des plus alarmants en matière de harcèlement et de violence racistes à l'égard des résidents d'origine africaine.

Cette discrimination est, en outre, particulièrement présente et ressentie lors de la recherche d'un emploi et d'un logement. L'étude montre aussi que parmi les victimes de tels comportements discriminatoires, peu osent déposer une plainte auprès des autorités policières.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Madame la Ministre a-t-elle pu prendre connaissance de cette étude ?

- Quelles conclusions Madame la Ministre en tire-t-elle ?

- Quels dispositifs et plans d'action Madame la Ministre entend-elle mettre en place pour contrecarrer ces discriminations ?

Réponse (22.10.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

La récente publication « Being Black in the EU », réalisée par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (ADF), porte sur les sentiments de discriminations et des attitudes racistes déclarés par les immigrés et les descendants d'immigrés originaires d'Afrique subsaharienne dans douze États membres, dont le Luxembourg. L'analyse s'appuie sur une comparaison par sondage réalisée auprès de 5.803 personnes au total, dont 402 (312 immigrés et 90 descendants d'immigrés) de plus de 16 ans ayant vécu au Luxembourg pendant au moins douze mois. La perception autodéclarée d'une discrimination à caractère raciste est notamment recueillie dans quatre domaines : recherche d'un emploi, travail, éducation et logement.

La comparaison internationale réalisée par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne relève un certain nombre de défis, plus particulièrement pour le Luxembourg, et ceci pour les quatre domaines sous revue. Les résultats de l'étude doivent être pris très au sérieux, même s'ils doivent être interprétés avec beaucoup de prudence, comme le signalent les auteurs eux-mêmes (note 10, page 8

du rapport). Il est en effet regrettable que les analyses statistiques pour le Luxembourg n'aient pas pu se baser sur la même méthodologie que pour les autres pays, faute de disposer des données de référence requises. Ceci rend ainsi difficile toute comparaison internationale.

Il importe également de mettre les résultats dans un contexte plus global en les comparant à d'autres sources de données concernant cette thématique. Ainsi, le Centre pour l'égalité de traitement (CET) a été saisi de 40 cas classés dans la rubrique « race », ce qui correspond donc à une vingtaine de dossiers par année en moyenne et constitue ainsi un taux de déclaration largement inférieur à celui de l'enquête ADF. Dans ce contexte, il est également intéressant de noter que le CET remarque que le mot « harcèlement » ou « discrimination » est parfois utilisé de manière erronée par les requérants, car, après analyse des dossiers, il est constaté que leur définition ne coïncide pas avec les faits rapportés. Au vu de cette expérience, une analyse plus approfondie devrait être menée afin de savoir si ceci s'applique également, du moins en certains cas, pour les répondants de l'enquête de l'ADF. Par ailleurs, un sondage de 2015 réalisé par l'Observatoire des discriminations auprès d'un échantillon national représentatif de 1.020 personnes identifie également un taux de déclaration de discrimination plus faible que celui de l'enquête ADF, avec 37 des 1.020 personnes ayant déclaré avoir été victimes d'une discrimination au motif de la « race » au cours des années 2012 à 2014.

Les trois sources de données donnant des aperçus différents de la question, il semble essentiel d'analyser et de mieux comprendre les raisons de ces divergences, ceci afin de renforcer et de mieux cibler les efforts de l'État en matière de lutte contre les discriminations. L'État veille à ce que l'égalité des chances soit respectée dans tous les domaines qui sont de sa compétence. Dans ce contexte a été créé le Centre pour l'égalité de traitement (CET) qui permet à tout citoyen de signaler des comportements discriminatoires et qui rapporte ses constatations au Gouvernement et à la Chambre des Députés. Le Gouvernement a mis en place un outil spécifique pour contrecarrer toutes les formes de discriminations, et donc aussi la discrimination pour des raisons de race ; la « Charte de la Diversité Lëtzebuerg » promeut la diversité et sensibilise ainsi aux risques de discrimination. Enfin, dans le contexte de sa politique en matière d'intégration, le Gouvernement réalise des projets afin de favoriser le « vivre ensemble » de tous les résidents. Le Plan d'action national d'intégration (PAN) est l'outil par excellence de mise en œuvre de cette politique ; dans le cadre du PAN, des actions spécifiques peuvent être mises en place pour lutter contre d'éventuelles discriminations raciales.

Question 1240 (24.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement** :

Am Deontologiekodex vun der Regierung steet enner anerem dës Dispositioun:

« Les membres du Gouvernement doivent veiller à ce qu'aucun conflit d'intérêt susceptible de porter atteinte à leur indépendance ne survienne entre leurs fonctions publiques et leurs intérêts privés, financiers ou autres. »

An deem Zesammenhang wollt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit den Här Statsminister de Fait, datt Fotoen optauchen, op deene verschidde Minister schéng Reklam fir e bestëmmtent Geschäft, rezent e Schonggeschäft, ze maachen? Op enger vun deene Fotoen ass eng Ministesch ze gesinn, déi enk Beziungen zu dem Schonggeschäft huet. Gesäit den Här Statsminister do en deontologesche Problem a kann hie seng Positioun erklären?

2. Verschidde Ministere sinn zoustänneg, fir Autorisatiounen auszustellen, zum Beispill och fir Bauaarbechten am Ëmweltschutz, fir Waffeschäiner an esou virun. Wéi sinn d'Reegelen, wann e Minister selwer esou eng Autorisatioun fir sech, e Member vun der Famill, e Liewenspartner oder eng aner Persoun, déi him besonnesch nosteet, brauch oder freet? Wéi eng Ministeren hunn zënter 2014 eng Autorisatioun ausgestallt, vun där si selwer direkt oder indirekt betraff waren, zum Beispill bei Bauprojeten, Bauaarbechten un hirem Haus oder Infrastrukturen, un deene si direkt oder indirekt bedeelegt sinn, oder am Ëmweltschutz? Kann den Här Statsminister der Chamber d'Opzielung vun deenen Autorisatiounen zoukomme loosser?

Réponse (23.10.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

Dee vum honorablen Deputéierten zitéierten Artikel staamt aus dem „Code de déontologie pour les membres du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg“, dee schon zënter November 2014 net méi a Kraaft ass an duerch den „Arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la Fonction“ ersat ginn ass.

Den aktuellen Artikel 7 aus dem Code de déontologie reegelt déi potenziell Interesskonflikter vun de Regierungsmemberen folgendermoossen:

« Un conflit d'intérêts au sens du présent arrêté grand-ducal existe lorsqu'un membre du Gouvernement a un intérêt personnel qui pourrait influencer indûment l'exercice de ses fonctions en tant que membre du Gouvernement. Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le membre du Gouvernement tire un avantage du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes.

Tout membre du Gouvernement qui constate qu'il s'expose à un conflit d'intérêts prend immédiatement les mesures nécessaires pour y remédier.

En cas d'ambiguïté, le membre du Gouvernement peut demander l'avis, à titre confidentiel, du comité d'éthique. »

ad 1. Bei där vum honorablen Deputéierten ugeschwader Foto, huet et sech ëm eng humorvoll Reaktioun op eng Aktioun vun der gréisster Oppositionspartei gehandelt, déi och als solch soll bewäert ginn. An deem Sënn läit hei keen Interessekonflikt vir, deen de Respekt vun de Reegle vum Code de déontologie kéint a Fro stellen.

ad 2. Laut dem Code de déontologie ass en Interessekonflikt ginn, wann e Regierungsmember perséinlech Interessen huet, déi hie reell oder potenziell am Ausübe vu senger Funtionne kéinte beaflossen. Dëst ass awer net de Fall, wann e Regierungsmember en Advantage krit, deen him a senger Qualitéit als „normale“ Bierger zousteet.

D'Regierungsmemberen, genau wéi hir Familien, Liewenspartner an aner Persounen, déi hinnen nostinn, ginn an deem Sënn als „normal“ Bierger consideréiert a si gläich virum Gesetz. Am Fall vun Ausstelle vun enger Autorisatioun, ënnerleie si de Prozeduren a Konditiounen, déi vum Gesetz virgesi sinn an déi sech bei all Bierger applizéieren. Vu dass hir Dossieren esou traitéiert gi wéi all aner Dossier, gëtt et och keng spezifesch Opléschung vun Autorisatiounen, déi mir hei kéinte liwweren.

Question 1241 (24.09.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'**acquisition de terrains et parcelles forestières par l'État** :

De Lëtzebuurger Stat keeft zanter Jore verschiddelech eenzel Land- oder Bëscherzellen op, net nëmme fir den Neibau vu Stroossen oder öffentliche Gebaier, mee och fir ze kompenséieren an esou weider. Laut dem neien Naturschutzgesetz vom 18. Juli 2018 hunn de Stat, d'Gemengen an d'Gemengesyndikater ee Virkafrecht op Terrainen, déi an nationalen Naturschutzgebiddere leien.

An deem Kontext géif ech dem Här Finanzminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Hektar huet de Lëtzebuurger Stat an de leschten zéng Joer selwer kaaft, ausgeholl déi Parzellen, déi fir een Neibau vu Stroossen oder öffentliche Gebaier gebraucht ginn? Wéi deelt dat sech op déi eenzel Regiounen op?

2. Wéi vill Hektar goufe vun dese Parzelle kompenséiert a wéi gesinn dës Kompensatiounsmesurë konkret aus?

3. De Lëtzebuurger Stat bedeelegt sech och finanziell beim Kaf vu Land oder Bëscher bei der natur&ëmwelt-Fondatioun Hëllef fir d'Natur. Wéi vill Hektar goufen hei finanziell ënnerstëtzt?

4. Zanter dem Akraafttriede vum Naturschutzgesetz am Joer 2018: Wéi vill Hektar goufe fir diesen Zweck bis elo kaaft a wéi deelt dëst sech no Regiounen op?

5. Wéi huet sech den Hektarpräis vum Land a vum Bëschen an deene leschten zéng Joer entwéckelt?

Réponse commune (24.10.2019) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. De Lëtzebuurger Stat huet iwwert déi uewe genannte Period insgesamt 1.193,26 Hektar Land kaaft, wouvun 874,29 Hektar Bësch an 318,98 Hektar sougenannten Oppe-landfläche waren. Opgeschlësselt op déi be- stoend Delimitatioun vum de Wahlbezierker leien insgesamt 75 % vum dëse Flächen am Be- zierk Norden, 12 % am Osten, 8 % am Westen a 5 % am Süden.

Nieft de konkrete Besoinen un Terrain fir spe- zifesch ëffentlech Infrastrukturprojeten, keeft de Stat Lännereien op Basis vu folgende Kri- tären:

Anzuchsgebitt vum Stauséi op der Uewersauer: De Stat ass zënter Jorzéngten engagéiert, fir majoritär Proprietär vu gréisstendeels Bësch- fläche ronderëm de Stauséi ze ginn, wëssend, datt méi wéi 70 % vum Lëtzebuurger Drënk- waasser aus dësem Reservoir gewonne gëtt. Eng naturo an op Buedemschutz a Reduk- tioun vu geféierleche Substanzen am Waasser ausgericht Bëschgestioun vum der Natur- a Bëschverwaltung soll et erlaben, d'Drënkwaas- ser vum Stauséi och an Zukunft dauerhaft an nohalteg ze notzen.

Arrondissement vu besteende Statsbëscher: De Stat ass am Moment Proprietär vu ronn 12.000 Hektar Bësch, deen zu engem groussen Deel morceléiert ass an innerhalb vu privaten a kom- munaale Proprietéite läit. Do, wou et sech ubitt, dës Flächen ze arrondéieren oder duerch zou- sätzlech, forstwirtschaftlech oder naturschutz- fachlech interessant, Terrainen ze erweideren, keeft de Stat zousätzlech Bëschflächen.

Ëmsetzung vum nationalen Naturschutzplang: Den nationalen Naturschutzplang (plan nation- al concernant la protection de la nature) ass e strategesch Dokument, dat, fir successiv Pe- riode vu fënnf Joer, déi wichtegst Ziler a Me- suren am Beräich vum Naturschutz iwwer eng Regierungserklärung festleet.

D'Mesure 9 vum Plang vun 2017 seet, datt de Stat souwéi d'Gemengen a Fondatiounen vum ëffentlechem Interessi prioritär Fläche solle kafen, déi:

- an Naturschutzgebidderen leien,
- geschützt Biotopen opweisen,
- de Liewensraum vu geschützten Aarte sinn, oder
- allgemeng wichteg sinn, fir den Ziler vum PNP gerecht ze ginn.

De vun den Ziler, déi sech hei gesat gi sinn, ass et, fir insgesamt 50 % vum der Surface vun allen Naturschutzgebidderen ze kafen a souguer 100 % vum der Surface vun de Kärggebidderen vun dësen Zonen.

Kompensatioun:

No der Publikatioun vum Naturschutzgesetz vun 2018 ass d'Natur- a Bëschverwaltung (ANF) de Gestionsnaire vum dem sougenannte Kompensatiounsflächepool. D'ANF ass also zukünfteg responsabel fir d'Ëmsetze vun engem groussen Deel vun de Kompensa- tiounsmesuren hei am Land. Fir dës Mesurë kënnen ëmzesetzen, muss de Stat Terrainen kafen an dat verdeelt iwwert de Gesamtterri- toire vum Land. Am PNP steet, datt d'ANF dofir déi néideg Moyenen zur Verfügung ges- tallt kritt. D'Terrainen, déi an dësem Kader kaaft ginn, kënnen an dräi grouss Kategorien ageedeelt ginn:

- Terrainen, déi als Réserve foncière solle gëllen, fir am Kader vum Opbau vu konkrete Kompensatiounsprojete kënnen getosch ze ginn,
- gréisser zesammenhängend Terrainen, déi per se fir kohärent Kompensatiounsprojete kënnen mobiliséiert ginn,
- eenzel Parzellen, déi u besteend Projeten ugrenzen an doduerch kënnen erweideren oder arrondéieren.

ler d'Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 a Kraaft getrueden ass, si fir Kompensatiouns- zwecker 364,20 Hektar vum Stat kaaft ginn, fir sech op de System virzubereeden, esou wéi dat vun der Regierung decidéiert gouf. Zanterhier sinn nach 80,92 Hektar derbäikomm. Am Ganze sinn deemno am Moment 445,12 Hek- tar kaaft gi fir den nationale Flächepool vun der Kompensatioun.

ad 2. Am Kader vun der Ëmsetzung vum nation- ale Flächepool huet d'ANF bis dato op 115,68 Hektar konkret Moosnamen vun ekologescher

Opwärtung a Restauréierung ëmgesat. Dës Mesurë verdeele sech op insgesamt siwe Pro- jeten. De Rescht vun dësen Terrainen gëtt iwwert déi kommend Jore konsequent mat an de Flächepool iwwerholl, respektiv getosch, fir un aner interessant Fläche fir d'Kompensatioun ze kommen. Och ass virgesinn, fir an einzelne Fäll Statsfläche mat an e Remembrement ze ginn, fir gréisser Kompensatiounsflächen ze- sammenzekeréieren.

Konkret ginn an esou Kompensatiounsprojete folgend Typpe vu Moosnamen ëmgesat:

- Restauratioun an ekologescher Opwärtung vu Gréngland: Hei ginn aartenarm Fettwäsen iwwer verschidden Agrëffer (Mahdgutübertra- gung oder Ausbränge vu Somméschungen) erëm mat typesche Wisenaarten ugeräichert. Hei gi verschiddene geschützte Wisentyppe res- tauréiert wéi zum Beispill Drëchewäsen, Sand- magerrasen oder blummeräich Méiwäsen.

- Ëmwandele vun Aker an extensiv Wisen a Weeden.

- Strukturéierungen an Uleeë vu Mikrohabita- ter: Heirënnere versteet een allgemeng d'Planze vun Hecken, Beem, Bamreien, Feldgehölzer, Agroforstprojeten, Bongerten oder Alleeë souwéi d'Installéiere vu Steng- an Holzkeip als Habitater fir spezialiséiert Déierenarten.

- Renaturéiere vu Baachen: Duerch d'Hiewe vum Baachbett an der Remeandréierung vun déif geluechten a riicht gezunnene Baache kann den ekologesche Wäert an d'Strukturvill- falt vu Baache konsequent verbessert ginn, dëst am Aklang mat den Ziler vum Waassergesetz an der Waasserdirektiv.

- Extensivéierung vun Akerfläche fir den Erhalt vun typesche Planzen am Aker oder d'Schafe vu Blühsträifen, fir natierlech Bestäuber, wéi Wëllbeien, ze fuerderen.

- Uleeë vu sougenannte Lerchenfenster fir den Erhalt vu Feldléiercher.

- Restauréierungen an Neesopbau vun Drëche- mauerne.

- Uleeë vun Dëmpelen a Weieren.

- Reforestatioun, also d'Uplanze vun neie Bë- schen.

ad 3. Vun 2010 bis 2019 gouf de Kaf vu 502,0926 Hektar ënnerstëtzt op Basis vun enger Konventioun tëscht der Stëftung an dem Umweltministère.

ad 4. D'Naturschutzgesetz vun 2018 gesäit am Artikel 49 vir, datt de Stat, d'Gemengen an d'Gemengesyndikater e Virkafsrecht op Terrain- en hunn, déi an ausgewiesenen Naturschutz- gebidderen leien. Bis dato huet de Stat dräimol vun dësem Recht Gebrauch gemaach an huet esou 1,66 Hektar an Naturschutzgebidderen an de Gemenge Bettenduerf, Déifferdeng a Gréi- wemaacher kënnen kafen.

ad 5. 2010 huet de Stat fir Landflächen tëschent 15.000.-/ha bis maximal 20.000.-/ha bezuelt. Am Laf vun de Joren huet de Stat säi Präis aver missen upassen op 25.000.-/ha an op 35.000.-/ha. Fir Terrainen, déi de Stat haut fir Kompensatiounsmesurë wëllt kafen, offrëiert hien e Präis bis maximal 50.000.-/ha.

Wat d'Präisser vun de Bëschparzellen ugeet, muss een notéieren, datt déi sech, engersäits, aus dem Terrain an, anerersäits, aus deem, wat dropsteet, zesammesetzen. Wann de Stat 2010 fir den Terrain nach 2.500.-/ha bezuelt huet, leie seng Offeren haut bei 6.000.-/ha. Fir d'Holz, wat um Terrain steet, bezilt de Stat haut an der Moyenne tëscht 22.000.-/ha an 23.000.-/ha, wat plus/minus 50 % méi héich ass wéi nach 2010.

Question 1243 (25.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **nombre de demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur** :

Selon les dernières statistiques publiées par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), le nombre de demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur a augmenté de l'ordre de 14,7 % en- déans un an pour atteindre le chiffre de 3.427 personnes.

Cette augmentation atteint même 18,1 % pour les demandeurs d'emploi féminins.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire quelles sont les qualifications exactes des demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme universitaire ou d'enseignement supérieur et quelle est la durée de leur inscrip- tion.

- Quelles sont, le cas échéant, les raisons de cette augmentation substantielle ?

Réponse (07.10.2019) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

Qualifications et durée d'inscription

Au 31 août 2019, l'ADEM a recensé 3.427 demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Cela correspond à 22 % de tous les demandeurs d'emploi rési- dents disponibles.

Le tableau ci-dessous renseigne le plus haut ni- veau d'études atteint par les demandeurs d'emploi résidents disponibles issus de l'ensei- gnement supérieur. Une majorité d'entre eux, 54 %, a atteint un niveau de master, voire plus. Ensuite, 31 % ont atteint un niveau de bache- lor et 15 % sont issus de l'enseignement supé- rieur de cycle court (p. ex. brevet de technicien supérieur (BTS)).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parle- mentaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau suivant propose une ventilation par domaine d'études. Une personne sur trois dis- pose d'une formation dans le domaine des sciences économiques (économie, gestion, finance, etc.), 13 % en sciences sociales et édu- catives et 12 % en sciences appliquées (infor- matique, ingénierie, etc.).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parle- mentaires - rechercher n° de la question.)

Parmi les demandeurs d'emploi avec un niveau de formation supérieur, 29 % sont inscrits à l'ADEM depuis plus d'un an. Cette part est plus élevée chez les demandeurs d'emploi avec un niveau de formation plus faible, à savoir 37 % chez les diplômés de l'enseignement secon- daire supérieur et 55 % parmi ceux qui ne sont pas allés au-delà de l'enseignement secondaire inférieur.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parle- mentaires - rechercher n° de la question.)

Les demandeurs d'emploi qui détiennent un diplôme de master ont une durée d'inscription plus faible (26 % sont inscrits depuis douze mois et plus) que les diplômés des autres ni- veaux du supérieur (entre 30 % et 36 % sont inscrits depuis douze mois et plus).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parle- mentaires - rechercher n° de la question.)

La durée d'inscription varie également selon l'orientation des études. En effet, dans le do- maine de l'architecture, 19 % sont des deman- deurs d'emploi inscrits depuis plus de douze mois, tandis que cette proportion s'élève à 36 % dans les sciences pures.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parle- mentaires - rechercher n° de la question.)

Explications potentielles de l'augmentation

Les raisons pour cette hausse sont difficiles à établir. Le marché du travail luxembourgeois affiche toujours des taux de croissance fort élevés. Selon le Statec, l'emploi salarié a pro- gressé de 3,8 % au 2^e trimestre 2019 par rap- port au 2^e trimestre 2018 (voir [https://gd. lu/98S11G](https://gd.lu/98S11G)).

À côté de la croissance de l'emploi, les données sur les recrutements et les fins de contrat pu- bliées par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) font état d'un roulement accru sur le marché du travail (voir [https://gd.lu/ bx5LzN](https://gd.lu/bx5LzN)). En 2018, les recrutements ont pro- gressé de 8,8 % et les fins de contrat de 10,0 % par rapport à 2017. En même temps, le nombre de créations nettes d'emplois, c'est-à- dire la différence entre les recrutements et les fins de contrat a légèrement reculé (- 0,1 %). En d'autres termes, pour créer le même nombre d'emplois en 2018 qu'en 2017, il aura fallu embaucher et licencier davantage de tra- vailleurs en 2018 qu'en 2017.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parle- mentaires - rechercher n° de la question.)

L'image devient plus nette en épinglant deux secteurs spécifiques : l'information et la com- munication et celui des activités spécialisées, scientifiques et techniques. Ces deux secteurs ont une main-d'œuvre hautement qualifiée. Dans le premier, 63,5 % des salariés sont diplô- més de l'enseignement supérieur et dans le deuxième 78,3 % (source : Statec, <https://gd. lu/dP3d3>). L'emploi dans ces deux secteurs s'élève à 60.630 personnes en mars 2019 (source : IGSS, <https://gd.lu/7vDH1Q>).

Dans ces deux secteurs, les recrutements en 2018 ont progressé de 7,0 %, les fins de con- trat de 13,2 %. Le nombre de créations a baissé de 21,9 % par rapport à 2017. Il est im- portant de rappeler que l'emploi total n'a pas chuté entre 2017 et 2018. Il y a toujours eu beaucoup plus de recrutements que de fins de contrat. Une telle évolution peut induire une hausse du chômage, et dans ce cas précis une hausse du chômage des travailleurs hautement diplômés. En effet, pas tous les travailleurs en fin de contrat (licenciement ou fin de CDD) retrouvent un nouvel emploi immédiatement après. Comme il y a encore un nombre impor- tant de créations d'emploi, ces personnes retrouvent assez vite un emploi, ce qui se tra- duit par des durées d'inscription plus courtes (cf. ci-dessus).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parle- mentaires - rechercher n° de la question.)

Hormis cela, il y a aussi un effet de volume à l'œuvre. La seule vue sur le nombre des demandeurs d'emploi hautement qualifiés et sa hausse n'est que partielle. En effet, la hausse des demandeurs d'emploi diplômés du supé- rieur est une conséquence de la croissance démographique au Luxembourg. D'un côté, l'économie luxembourgeoise attire des travail- leurs hautement qualifiés. D'un autre côté, de plus en plus de jeunes font des études supé- rieures. Afin d'éliminer cet effet de volume, il convient d'analyser le taux de chômage plutôt que le nombre absolu de chômeurs ou de demandeurs d'emploi. Selon Eurostat, le taux de chômage des personnes diplômées de l'enseignement supérieur est resté fort stable ces dernières années. Il est passé de 4,0 % en 2016 à 3,9 % en 2017 et 4,3 % en 2018. Dans les deux premiers trimestres de l'année 2019 il s'établit à 3,4 %.

Question urgente 1658 (06.01.2020) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant les **incen- dies en Australie** :

Émweltkatastrophe ginn ëmmer méi heefeg an hir Auswierkungen ëmmer méi tragesch.

An dësem Moment sinn et d'Bëschbränn an Australien, déi d'Welt an Otem halen. D'Austral- ier kënnen aktuell all Hëllef aus dem Ausland gutt gebrauchen. Och de Grand-Duché kéint hei Verantwortung iwwerhuelen.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Aus- sen- a Europaminister an der Ministesch fir Entwécklungszesammenaarbecht an humanitär Ugeleeeënheeten dës Froe stellen:

1. Här Minister, plangt d'Regierung, Australien Hëllef unzebidden? Wa jo, ënner wéi enger Form?

2. Wier et an den Ae vum Minister opportun, Australien iwwer de Wee vun emergency.lu Hëllef unzebidden?

Réponse commune (08.01.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étran- gères et européennes*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* :

Während enger komplexer Katastroph wéi de Bëschbränn an Australien ass et wichteg, datt d'Hëllef op eng koordinéiert Manéier agesat gëtt. Och Lëtzebuerg dréit iwwer seng Grenzen eraus säin Deel zum europäesche Katastrophe- schutz bäi.

Den „Emergency Response Coordination Cen- ter“ (ERCC) vun der EU-Kommissioun zu Bréi- sel koordinéiert europäesch an international Ufro fir Katastrophenhëllef a proposéiert iwwer d'Aktivatioun vum Europäesche Katastro- pheschutzmechanismus eng adequat Hëllef, baséiert op de Ressourcen, déi vum betraffene Land ugefrot ginn.

Australien huet bis ewell keng Ufro fir Modular gestallt, déi Lëtzebuerg am Kader vum EU-Mechanismus zur Verfügung stellt.

Nieft der Kommunikationsplattform fir Urgan- cen emergency.lu huet Lëtzebuerg folgend Modular bei der EU enregistriert: Medevac (Medezinesch Evakuatioun vu Katastrophopfer), TAST (Technesch Assistenz a Support Team) an e Flood-Rescue-Using-Boats-Modul.

Déi zoustänneg Servicer zu Lëtzebuerg, d'Direktioun vun der ziviller Sécherheet am In- neministère an de CGDIS, suivéieren och wei- derhin d'Evolutioun vun der Situatioun vun de Bëschbränn an Australien.